







LE MONDE

ET LA

GUERRE RUSSO-JAPONAISE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

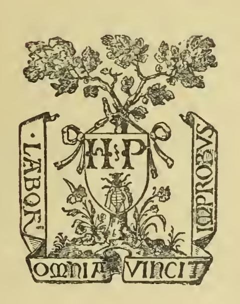
ANDRÉ CHÉRADAME

LE MONDE

ET LA

GUERRE RUSSO-JAPONAISE

Ouvrage accompagné de vingt cartes



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1906

Published 24 January 1906.

A

MONSIEUR ALBERT SOREL

Mon maître



PRÉFACE

La guerre qui vient de s'achever en Extrême-Orient est assurément l'événement le plus considérable qui se soit produit dans le monde depuis 1870. Elle n'a pas seulement mis aux prises deux grands pays : la Russie et le Japon; ses répercussions européennes ont détruit le système de forces qui depuis trente-cinq années assurait la paix du vieux monde. Les conséquences de cette guerre posent, en effet, brusquement des problèmes très divers qui intéressent autant l'Europe que l'Asie et dont la solution s'impose avec plus d'urgence encore en Occident qu'en Extrême-Orient.

S'il est certain, en effet, que les germes de la lutte entre les Blancs et les Jaunes sont dès maintenant éclos, le développement violent et général de cette lutte n'aura vraisemblablement lieu que dans un certain nombre d'années. Au contraire, les répercussions européennes de la guerre russo-japonaise se sont déjà fait profondément sentir; l'affaire du Maroc, l'activité inquiétante de Guillaume II, la Conférence d'Algésiras ne sont-elles pas des conséquences évidentes des défaites russes à Moukden et à Tsouchima?

En raison même de sa portée mondiale, la guerre

russo-japonaise, à la fois résultante des fautes commises ou des succès remportés dans les dernières années par les diverses diplomaties et source nécessaire des nouvelles combinaisons politiques, constitue un sujet d'études fécond en enseignements.

Dans cet ouvrage, je n'ai nullement voulu tirer des déductions hâtives des événements récents; les opinions que j'exprime dans ce livre sont le fruit d'études politiques commencées bien avant la guerre.

Qu'il me soit permis notamment de rappeler ce que je publiais le 7 septembre 1902 : « Depuis quelques semaines, la presse russe constate avec stupeur l'une des plus certaines conséquences de la politique suivie en Extrême-Orient par le gouvernement de Pétersbourg, c'est-à-dire l'invasion débordante de la Sibérie par les Chinois.

« Le flot jaune envahit rapidement la région de l'Amour. Ouvriers et colons chinois rendent déjà la vie impossible aux colons et aux ouvriers russes qui, plus indolents, moins habitués au climat, sont dans l'impossibilité de soutenir la concurrence des Célestes.

« Avoir construit le Transsibérien, occupé la Mandchourie, armé Port-Arthur, dépensé les millions de roubles par centaines, pour arriver à un pareil résultat, on conçoit que la désillusion soit amère pour nos alliés. *Elle était cependant à prévoir et les rares esprits réfléchis qui ont su ne pas céder à l'emballement des convoitises extrême-orientales ont depuis plusieurs années pronostiqué que la Russie s'engageait beaucoup trop tôt dans la voie des conquêtes asiatiques.*

« A la vérité, cette politique néfaste a été pour beaucoup la conséquence des influences étrangères qui

s'exercent encore puissamment à Pétersbourg. *L'Allemagne avait un intérêt évident à amener la Russie à diluer sur les immenses étendues d'Extrême-Orient la force énorme représentée par les milliards des emprunts français*. Au surplus, le gouvernement de Berlin ne pouvait prendre pied en Chine que d'accord avec la Russie. Il fallait donc persuader à cette dernière que ses intérêts les plus actuels étaient là-bas. Les diplomates allemands y ont réussi. Kiao-Tchéou a été le premier résultat de leur habileté, et les embarras des Russes qu'ils constatent aujourd'hui sont leur seconde récompense, et non la moindre.

« Qu'on suppose maintenant qu'au lieu de disséminer en Sibérie, où vivent seulement huit millions de sujets russes, une part notable de l'argent emprunté à l'Étranger, nos alliés aient employé leurs nouvelles ressources à doter les cent vingt-cinq millions d'habitants de la Russie d'Europe de l'outillage économique qui leur manque, le résultat n'eût-il pas été tout autre?

« Contrairement à ce que beaucoup pensent, la vraie force de la Russie est en Europe, et, en fait, la mise en valeur de l'Extrême-Orient ne servira pour l'instant qu'à quelques douzaines de grands spéculateurs, sans compter les inéluctables envahisseurs chinois. »

Plus anciennement encore, le 1er mai 1901, traitant du problème de l'Europe centrale, je concluais :

Oui, l'Autriche vivra, « *mais à la condition que le rapport des forces existantes subsiste;* à la condition que la France ne laisse pas désorganiser son armée, diminuer ses effectifs ou engager ceux dont elle dispose dans des opérations coloniales qui finissent par être

sans relation aucune avec les intérêts véritables de la métropole comme avec ses ressources; *à la condition enfin que l'Extrême-Orient ne devienne pas pour les Russes une cause progressive et croissante d'affaiblissement militaire.*

« *Ce serait bien le cas si l'Angleterre et l'Allemagne parvenaient à pousser nos alliés dans une guerre avec le Japon à propos de la Corée. Il ne faut point se dissimuler que, dans cette entreprise, les Russes auraient affaire aux plus grandes et aux plus durables difficultés. La flotte japonaise est plus nombreuse, plus moderne, plus homogène que les navires russes stationnés en Extrême-Orient. Quant aux troupes de terre japonaises, tous les techniciens sont d'accord pour reconnaître qu'elles sont excellentes et en état de se mesurer avec les meilleures troupes européennes.*

« Ainsi donc, si l'on n'y prend garde, *les événements du Maroc d'un côté, ceux d'Extrême-Orient de l'autre,* sont parfaitement susceptibles, joints à la campagne antimilitariste qui se poursuit en France sous toutes les formes, de donner à l'Allemagne, vis-à-vis du sud de l'Europe centrale, cette liberté d'action que la seule existence d'une alliance franco-russe, *consciente de ses devoirs et de ses droits,* lui interdit formellement. »

Ces prévisions, que je puis reproduire après quatre et cinq années sans avoir à y changer quoi que ce soit, n'avaient pourtant rien de divinatoire. Elles étaient le résultat de mon étude du problème de l'Europe centrale dans *L'Europe et la question d'Autriche,* puis du travail que j'avais entrepris sur la politique allemande en Turquie et qui parut ensuite sous le titre : *La*

Question d'Orient, la Macédoine, le chemin de fer de Bagdad.

En effet, au cours des années consacrées à l'élaboration de ces ouvrages, le sentiment très net s'était affermi en moi que la Russie, poussée par un ensemble de circonstances néfastes et par d'habiles adversaires, s'engageait à faux en Extrême-Orient. Comme l'imminence d'événements décisifs se laissait pressentir, c'est en grande partie pour vérifier sur place ce qu'il y avait de juste dans cette impression que j'ai entrepris en 1903 nu voyage autour du monde dont la principale étape fut l'Extrême-Asie.

Les circonstances m'ont favorisé et mis, je crois, à même de saisir les causes si diverses de la guerre russo-japonaise. Entre le mois d'avril et le mois de novembre 1903, par conséquent très peu de temps avant les hostilités, j'ai pu, à Washington, à Tokyo, à Séoul, à Port-Arthur, à Pékin, entrer en relations personnelles avec la plupart des hommes qui ont joué dans la formation des événements un grand rôle. C'est ainsi qu'une enquête méthodique et conduite sans aucune idée préconçue m'a permis de recueillir des informations prises aux meilleures sources aux États-Unis, au Japon, en Corée, en Mandchourie et en Chine.

Des sympathies ou des antipathies instinctives ont-elles faussé mes jugements? J'espère qu'il n'en est rien. Mes séjours en Russie, m'ayant permis de comprendre ce qu'il y a de bon et même d'excellent chez les Russes, m'avaient rendu un de leurs plus sincères amis.

Mon voyage au pays du Soleil-Levant quelques mois avant la guerre m'a fait apprécier l'élévation et l'in-

tensité du patriotisme nippon qui a conquis mon estime et ma sympathie.

J'ai donc vu de près les deux adversaires et j'ai sincèrement cherché à leur rendre justice.

C'est en raison de ces conditions dans lesquelles j'ai préparé ce livre que je me suis décidé à le publier quoique son sujet soit singulièrement vaste. Sans me dissimuler les difficultés de l'entreprise, j'ai pensé qu'il était grandement utile de réunir en un seul volume tout ce qui est nécessaire à l'intelligence des origines et des conséquences du conflit russo-japonais, de ce conflit qui marque un tournant de l'histoire du monde et auquel il faudra se reporter si souvent dans les années qui vont suivre.

La *première partie* de ce livre contient l'exposé des causes si complexes de la guerre.

Dans la *seconde partie,* on trouvera réunis les documents essentiels relatifs aux négociations qui précédèrent les hostilités, à la guerre elle-même, et un résumé succinct des principaux faits de la lutte.

La *troisième partie* est consacrée à rechercher quelle situation nouvelle a créé pour chaque grand État du monde le conflit russo-japonais.

Enfin, la *conclusion* donne un aperçu de la politique extérieure générale paraissant la plus propre à rétablir l'équilibre des forces détruit par la défaite de la Russie.

Au moment précis où les grands États vont chercher à tirer, chacun à leur point de vue, les conséquences de la guerre russo-japonaise, je voudrais que ce livre, qui résume dix années d'observations à travers le monde,

contribuât à éclairer nettement l'opinion publique et particulièrement l'opinion française. Puisse cette tentative être plus efficace que mes efforts d'avant la guerre! J'avais essayé alors de montrer la gravité des événements qui se préparaient; je me suis heurté à un étrange parti pris de ne pas comprendre. Alors que certains organes dénigraient la Russie d'une façon systématique sans la connaître, il en était d'autres qui auraient cru porter atteinte à l'alliance franco-russe en constatant les réalités.

Le terrible enseignement de la guerre montrera-t-il enfin le danger des idées préconçues et consentira-t-on à voir les choses sous le seul aspect qui permette d'en tirer parti en politique étrangère, c'est-à-dire *comme elles sont?* Pour quiconque sait attendre, il n'est pas de meilleur argument que la vérité. Je me suis toujours inspiré de cette conviction sans autre but que de contribuer à dégager pour la France une politique étrangère en harmonie vraie avec les nécessités européennes et universelles.

Paris, le 15 janvier 1906.



LE MONDE

ET LA

GUERRE RUSSO-JAPONAISE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

LE JAPON ET LA RUSSIE

Avant de parler du conflit russo-japonais et de ses conséquences, il est indispensable d'avoir des idées exactes tant sur la Russie que sur le Japon. La nécessité d'une mise au point préalable est particulièrement impérieuse, car, même maintenant, règnent dans l'occident de l'Europe bien des notions erronées sur les deux grands pays qui viennent de se combattre.

Il faut bien avouer qu'un peu partout les faits de la guerre ont été une cause d'extrême surprise. On n'ignorait point le caractère très moderne de la flotte japonaise, mais on ne pensait pas que, sur terre, les Nippons auraient pu obtenir les résultats acquis; la faiblesse des effectifs russes et la lenteur obligée des opérations de Kouropatkine ont été longtemps un sujet d'étonnement général.

La vérité, c'est que nous nous sommes trompés parce que nous avons une tendance qui persiste à juger la Russie aussi bien que le Japon avec nos idées d'Occidentaux, et que cette méthode implique des appréciations forcément inexactes sur des pays aussi différents du nôtre que ceux d'Extrême-Orient ou que l'empire des tsars.

Au commencement de 1904, tout le monde parlait chez nous de la Russie *colossale* et du *petit* Japon. Et cependant, *étant données les conditions de la lutte, surtout au début,* les forces des deux pays, — qui sont tout à fait indépendantes des superficies territoriales respectives, — étaient loin d'être disproportionnées comme on le supposait.

L'empire du Soleil-Levant compte une population de 47 millions d'habitants, c'est-à-dire 8 millions de plus que la France; or, si l'empire des tsars abrite 130 millions d'habitants environ, il ne faut pas perdre de vue que, sur ce chiffre, certainement moins de 10 millions, je ne dis pas de Russes, mais simplement de sujets russes, sont disséminés sur la colossale étendue de la Russie d'Asie. Il en résulte que la partie de l'empire russe la plus proche de l'empire du Japon est une région quasi déserte, « moscovitement » parlant, tandis que le Japon est un pays surpeuplé d'une race homogène, laquelle, pour cette raison, peut moralement et matériellement disposer avec aisance de toutes ses ressources nationales.

Comme près de 9,000 kilomètres séparaient les troupes de Nicolas II de la Russie d'Europe, leur vraie base de ravitaillement, on peut dire que, dans le conflit qui vient de s'achever, le Japon n'était pas *petit* devant la *grande* Russie; on peut même affirmer qu'à nombre d'égards, il était dans des conditions infiniment plus favorables qu'elle pour mener la campagne. Cette erreur fondamentale en a impliqué et en a dissimulé beaucoup d'autres.

Ce que je voudrais donc mettre en lumière au début de ce livre, c'est ce qui, tant au Japon qu'en Russie, est le moins exactement connu de nous et constitue par là même une explication indirecte des faits acquis de la guerre.

On verra alors que le cours des événements accomplis aurait pu être prévu, et qu'en tous cas, il a été conforme à la force des choses.

LE JAPON

I. — Date de la civilisation japonaise.
II. — Nature de l' « européanisation » des Japonais.
III. — Les Japonais et les Blancs.
IV. — Les défauts nippons en matière de commerce.
V. — L'esprit dominant du peuple japonais.

Pour parler net, avant la guerre, à part un nombre restreint de spécialistes ou de savants renseignés soit par leurs voyages, soit par quelques ouvrages sérieux, mais peu lus, nous autres Français savions surtout du Japon qu'il était le pays de Mme Chrysanthème.

C'est Pierre Loti qui, d'ailleurs, sans l'avoir probablement voulu, a été l'initiateur du plus grand nombre des Français à la vie nipponne. Mais de quelle vie s'agissait-il? La grand talent de Pierre Loti n'est ici à aucun degré en cause. On a généralisé très certainement malgré lui le type qu'il avait créé; il n'empêche que juger la femme japonaise d'après Mme Chrysanthème, c'est se tromper gravement. Si j'en crois ce que je me suis laissé dire à Nagasaki par des gens très bien renseignés, *Kikou san* n'était même pas une marchande de sourires de choix; il s'en fallait. Aussi, se faire d'après elle une idée de la Japonaise, c'est à peu près commettre une énormité analogue à celle des étrangers qui jugent la femme française d'après Nana. Ceux qui, allant au Japon, y sont restés plus qu'une escale et ne se sont pas confiés seulement aux bons soins de M. Kangourou pour être introduits dans les cercles accessibles de la vie japonaise, sont déjà moins railleurs que Loti. Encore sont-ils mal renseignés. La vérité est qu'il y a une énorme

difficulté à bien connaître les bonnes familles nipponnes. Un vieux missionnaire me disait qu'après vingt années de séjour, il ne faisait que commencer à y être admis. La vraie famille japonaise est fermée à un point inouï. Je sais à Tokyo un membre du corps diplomatique appartenant à une grande puissance, dans une situation brillante, et qui offre toutes les garanties; séduit par le Japon, il a cherché pendant longtemps à épouser le plus légitimement du monde une jeune fille de la vraie société : jusqu'ici, il a complètement échoué.

Dans de pareilles conditions, quel psychologue documenté par de médiocres rencontres de hasard pourrait être sûr d'avoir compris l'énigmatique sourire qui erre sur les visages des mousmés?

Néanmoins, c'est le type de Mme Chrysanthème qui a personnifié chez nous la femme japonaise. De là à identifier la femme japonaise avec la femme de mœurs ultra-faciles, il n'y avait qu'un pas, et ce pas fut fréquemment franchi, à tort, semble-t-il.

Ces conclusions trop rapides contre la femme japonaise ont été généralisées par nous un peu à l'égard du Japon tout entier, que nous avons affecté de considérer comme un pays à bibelots, imitateur et peu sérieux.

J'avoue que, pour ma part, je suis arrivé dans l'empire du mikado imbu de pareilles idées; pour les rectifier, il m'a fallu voir sur place, et ce n'est pas déjà chose si facile.

L'opinion que l'on rapporte du Japon dépend en grande partie des Européens que l'on y fréquente.

Ceux-ci peuvent se classer en catégories bien distinctes. Il y a d'abord les Européens des ports : Yokohama, Kobé, Nagasaki, qui, en général, sont très sévères, peu justes et souvent antijaponais. Ce sont pour la plupart des commerçants qui ne voient que les affaires et oublient que la civilisation d'un pays d'Orient a nécessairement des caractères particuliers. Les manifestations de l'art ancien leur

importent peu; les vertus de la guerre leur sont indifférentes; ils ne voient absolument que les défauts des Nippons au point de vue commercial, défauts qui sont d'ailleurs indiscutables. Il y a ensuite les nouveaux débarqués qui, séduits par le charme du pays, par son exotisme intense et ses plaisirs faciles, sont le plus souvent des japonophiles enthousiastes: ceux-là, en sens inverse, manquent volontiers de sens critique. Il y a encore ceux qui, après quelques mois de séjour, passent par un nouvel état de réserve, de réflexion et d'indécision. Il y a enfin ceux, infiniment peu nombreux, qui, ayant quinze ou vingt années de résidence en pays nippon, ont parcouru l'intérieur et fréquenté les vrais Japonais. Après beaucoup de temps et d'observations, ceux-là voient également le bien et le mal; ils ont des opinions mûries et raisonnées et savent faire la part des choses : ce sont eux qui sont les sages et les justes. J'ai eu la bonne fortune d'en connaître quelques-uns, de les entendre exposer leurs vues et de les comparer entre elles. Ils m'ont gardé des jugements trop hâtifs, et ce sont ces guides qualifiés qui m'ont peu à peu conduit aux opinions que j'ai adoptées finalement.

I

Un point capital qu'il faut tout d'abord fixer, c'est la date et la nature de la culture japonaise.

L'opinion qui domine en Occident consiste à croire que les Nippons sont entrés depuis fort peu de temps dans la voie de ce que nous qualifions civilisation. Au premier instant, comment en douter? C'est seulement en 1851 que le commodore Perry, envoyé par les États-Unis, rétablit pour les étrangers la possibilité de trafiquer avec le Japon.

Puis, les faits importants se succèdent, rapides. En 1858, Yokohama, centre de la première colonie européenne, est fondé sur la baie de Tokyo; en 1868, la révolution contre le Shogounat commence et aboutit; en 1872, le premier chemin de fer est inauguré entre Tokyo et Yokohama; en 1875, on lance le premier navire à vapeur construit dans le pays; le 11 février 1889, le régime constitutionnel, ou ce qu'on appelle ainsi, est inauguré au Japon; le 4 août 1899, le nouvel état de choses, conséquence de l'abolition de l'exterritorialité, est mis en pratique.

De ces dates on conclut : en cinquante ans, les Japonais se sont civilisés.

N'y a-t-il pas là une erreur de jugement? Ce que l'on ne voit pas suffisamment, c'est que, *si ces dates et surtout les qualités manifestes de son armement militaire expriment bien que le Japon a pris à certains égards le décor extérieur européen et qu'il a acquis les instruments occidentaux de la puissance matérielle, il ne s'ensuit nullement que le Japon n'ait pas une civilisation bien antérieure à ces dates et qu'il ne l'ait conservée.*

Cette civilisation, des ouvrages très savants, mais trop peu répandus, nous l'ont fait connaître. Elle se révèle d'ailleurs à tout voyageur en pays nippon par certains traits simples et peu nombreux, qui établissent parfaitement, je pense, son caractère réel et ancien. Ces traits, il semble nécessaire de les rappeler.

L'extrême politesse japonaise n'a-t-elle pas, par exemple, une sérieuse signification? Il est loisible à un Occidental de la railler ou de la trouver trop compliquée, trop maniérée; de dire qu'elle n'est qu'une forme raffinée de dissimulation : il n'en est pas moins vrai qu'elle résulte d'une longue série d'efforts ataviques, d'une culture méthodique et raisonnée pendant des siècles.

N'en est-il pas de même de la propreté populaire, qualité qui est bien évidemment consécutive de la civilisation?

Or, au Japon, la propreté, chez les gens du peuple, est certainement plus grande que dans la plupart de nos provinces. Sans doute, cette propreté a parfois ses anomalies et j'ai vu dans les hôtelleries de l'intérieur des servantes lustrer les boîtes de laque qui servent à mettre le riz cuit à l'eau avec des linges ayant déjà subi de fâcheux contacts; mais, réserve faite de ces cas exceptionnels, la propreté japonaise est réelle. Elle est si grande que, dans les casernes des soldats du mikado, on ne sent pas cette odeur d'homme si pénible et si caractéristique que l'on constate dans les chambrées de toutes les autres armées du monde. Ce résultat tient sans aucun doute au bain journalier, quelquefois double et triple, que ne manque pas de s'administrer dans l'eau claire le plus pauvre des Nippons.

Enfin, et ce qui me paraît péremptoire, le Japon est, comme on sait, un pays de haute culture artistique. Il n'est aucunement douteux que l'art japonais a été d'une grande abondance, d'une extrême variété, et que son *summum* a été atteint bien antérieurement à l'ouverture de l'empire du mikado à l'influence occidentale. Les collections qu'on peut voir à l'étranger en sont peut-être un témoignage plus sûr que les musées d'Uéno à Tokyo, ou de Kioto. Ces musées sont, en effet, relativement pauvres; ce qui s'explique par ce fait que l'État nippon a commencé à rassembler ses richesses artistiques nationales seulement après que les étrangers avaient déjà pu acheter à bas prix les pièces les plus rares. En outre, nombre de *kakémonos* (1) de valeur se perdent chaque année sous l'action des incendies ou de l'humidité chaude du pays.

Quant à l'influence occidentale, elle s'exerce évidemment dans le domaine artistique, mais il serait difficile de soutenir qu'elle ait été heureuse. On constate, au contraire, que le passage au Japon des étrangers et surtout

(1) Tableaux se déroulant de haut en bas.

des Américains, qui achètent indifféremment ce qui est beau et ce qui ne l'est pas, ce qui est neuf pour ce qu'ils croient vieux, a eu pour résultat d'industrialiser l'art japonais et d'incliner les artistes nippons à exécuter non point les pièces qui correspondent le mieux à leur inspiration mais celles qui se vendent le plus aisément.

Quoi qu'il en soit, l'influence de l'art ancien est encore assez profonde pour que le goût japonais, fait de simplicité et de pureté, se manifeste constamment. Comme ameublement, la salle d'honneur de la plus riche maison japonaise comprend seulement trois choses : un *kakémono*, des fleurs et un bronze; mais *kakémono,* fleurs et bronze sont groupés, assortis selon une harmonie pleine de tact, dont les lois changent avec les saisons ou même selon les visiteurs attendus.

La tenue des individus se ressent de cette recherche en tout affinée. Prenons un exemple très banal. Dans un wagon, un Nippon de classe moyenne est accoupi sur la banquette, à la mode de son pays. Il fait chaud ; d'un geste qui est à la fois souple, énergique et noble, le Japonais tire de sa ceinture un objet qui semble être un poignard; non, c'est un éventail dont il se sert avec une indiscutable grâce.

Chez les femmes, l'art d'allier les couleurs n'est pas niable. Les larges ceintures *(obi)* aux dessins si ingénieux, et qui toutes sont différentes, relèvent d'une nuance plus vive les teintes généralement discrètes des *kimonos*. Cet agencement est un des résultats de cette éducation raffinée qui, depuis des siècles, veut que les jeunes filles japonaises aient des professeurs pour apprendre à parfaire la cérémonie du thé ou à dresser des bouquets d'un art étrange, frêle et charmant.

Le théâtre japonais, avec sa scène très perfectionnée, ses drame hautement expressifs, n'est-il pas encore une manifestation fort ancienne et non douteuse de l'art au pays nippon?

Or, franchement, ces simples traits connus, mais dont on n'apprécie pas toujours l'importance : politesse, propreté, art, goût, peuvent-ils être autre chose que le fruit d'une très vieille civilisation?

Certes, cette civilisation, sur bien des points, diffère profondément de la nôtre; nous pouvons avoir parfois de la peine à la comprendre; à certains égards, elle peut même nous choquer; mais, le fait est qu'elle existe, et que, pour être équitable, il faut en tenir le compte qu'elle comporte.

II

Autre question. Cette civilisation, fruit de siècles de culture extrême-orientale, dans quelle mesure a-t-elle été modifiée par le contact des occidentaux? En quoi consiste donc l' « européanisation » des Japonais?

Constatons tout d'abord que cette « européanisation » eut lieu, non au moyen d'une simple faculté d'imitation, comme on le dit souvent, mais grâce à une qualité bien japonaise, qui n'est pas la même chose, et qui est l'application.

L'application à bien faire des Japonais se traduit en tout. Le *boy* nippon, attentif et actif, paraît — surtout lorsqu'on vient d'Amérique — un serviteur vraiment merveilleux. Si vous entrez dans un bureau de poste du mikado, l'employé qui vous vendra un timbre le fera avec soin, et, pour accomplir cet acte si banal et si simple, il tâchera de se pénétrer profondément de l'esprit de son règlement. Les Nippons ont, en effet, une volonté d'application poussée à un point singulier.

On n'apprécie pas toujours assez à quels prodigieux

efforts les Japonais ont dû parfois se contraindre pour apprendre quelque chose de nous. De cet effort, jamais je n'ai eu une notion plus nette qu'en entendant, par un magnifique soir sombre, à Kobé, un orchestre nippon jouer des airs européens. Comment ces gens, habitués par une hérédité millénaire à n'entendre que les sons des gongs sacrés, des tambours à prières, des flûtes aigrelettes et des *chamisen* à trois cordes, ont-ils pu se plier en si peu d'années à jouer, sinon toujours avec les nuances, du moins avec précision, les plus récents de nos airs modernes?

Cette application amène les Japonais à surpasser parfois leurs modèles. Par exemple, ce qui frappe dans le service des chemins de fer au Japon, c'est l'exactitude remarquable et minutieuse des trains, exactitude qui certainement est supérieure à celle des chemins de fer de tous les autres pays dans lesquels j'ai voyagé. De même, n'est-il pas aujourd'hui évident que, dans l'organisation du service des renseignements en vue de la guerre, les Japonais ont surpassé leurs maîtres, les Allemands? (1)

Cette application, les Japonais l'ont apportée dans l'examen qu'ils ont fait de l'Europe, et ils se sont ingéniés à discerner ce qu'ils pouvaient nous prendre *sans avoir à modifier leurs traits essentiels primitifs*.

Sans doute, dans certains détails, cette « européanisation » extérieure n'a pas toujours été parfaitement judicieuse. Mille traits d'observation facile, surtout dans les grandes villes, permettent de s'en convaincre.

Le bureaucrate nippon a cru nécessaire de se sangler dans une redingote qui ne vaut pas, surtout l'été, le traditionnel *kimono*. A côté du citadin japonais, qui, lui, est encore, sauf de rares exceptions, vêtu du costume national, circule à bicyclette le petit facteur nippon. Un casque

(1) V. p. 363.

colonial blanc le coiffe, ce qui est bien; mais on l'a vêtu d'un habit de drap gros bleu qui, dans les grandes chaleurs, paraît vraiment trop lourd. Fréquemment, il est même ganté de blanc, tenue certes fort militaire, mais qui néanmoins paraît excessive. A Tokyo, on a cru bien faire en construisant des bâtiments européens pour les ministères et les locaux officiels. On a obtenu ainsi des palais n'ayant absolument rien de séduisant, et il eût sans doute été plus judicieux de tenter une adaptation aux besoins nouveaux du vieux style japonais. Mais ce sont là erreurs de détail, et, dans tous les cas importants, les emprunts faits à l'Europe l'ont été fort habilement.

Les Japonais nous ont pris nos canons, nos fusils, nos cuirassés, nos croiseurs, nos torpilleurs, nos torpilles, certaines de nos méthodes de guerre qui leur ont paru plus pratiques que les leurs. Leurs étudiants ont appris dans nos universités et nos écoles ces belles formules juridiques ou diplomatiques qui permettent d'argumenter dans tous les sens sur les cas épineux du droit international (1). Les Japonais nous ont emprunté nos parapluies noirs, qui font si fâcheusement tache dans la séduisante campagne nipponne, mais qui sont moins lourds que les parapluies en papier huilé. L'emploi de l'électricité est devenu général dans l'empire du mikado. Maints villages sont éclairés par les ampoules lumineuses, et, au fond de boutiques dont l'aménagement général n'a pas varié depuis mille ans, brillent les nickels d'un téléphone. Cette simple vue est symbolique de la coexistence des commodités occidentales et des usages du vieux Japon.

(1) V. p. 316.

III

Mais cette « européanisation » matérielle a-t-elle réagi sérieusement au point de vue moral? A-t-elle détruit les barrières anciennes entre Blancs et Jaunes? Quels sont, par exemple, les sentiments des Japonais pour les étrangers?

Constatons tout d'abord que, jusqu'à la guerre, la sécurité au Japon pour les Européens a été parfaite. Même les Russes, dans les six derniers mois qui précédèrent les hostilités, m'ont paru avoir été bien traités en général. Cela était sensible surtout à Nagasaki, où, l'été, les fonctionnaires de Mandchourie et de Sibérie orientale trouvaient leur villégiature la plus proche, la plus agréable et la moins chère. A mon étonnement, ils étaient arrivés à constituer dans cette ville nipponne un quartier presque russe, où toutes les inscriptions se faisaient dans la langue du tsar, que d'ailleurs on parlait dans tous les hôtels. Dans cette ville japonaise, les sujets de Nicolas II paraissaient presque se trouver chez eux.

On pourrait croire que la densité de ce groupement était la cause même de sa sécurité. Il n'en était rien. A Tokyo, ville énorme, avec ses jardins d'une superficie égale peut-être à celle de Paris, les étrangers de quelque nationalité que ce fût trouvaient une certitude de calme absolu. Maintes fois, je suis rentré aux heures les plus avancées de la nuit, traîné par un pousse-pousse de hasard à travers le dédale de ruelles charmantes mais désertes; jamais je n'ai fait la moindre mauvaise rencontre, et tous les Européens séjournant depuis longtemps au Japon m'ont confirmé la réalité de cette heureuse sécurité dans tout l'empire.

Pour ma part, je dois déclarer que tous les Japonais avec qui j'ai été en rapport ont été aimables et polis. Je ne parle pas seulement de ceux pour lesquels j'avais des lettres d'introduction et qui m'ont toujours fait un accueil parfait; je parle aussi de ceux qui ne pouvaient voir en moi qu'un simple étranger, les employés des postes ou des chemins de fer, par exemple, que j'ai toujours trouvés complaisants. A Tokyo, où, sur un million et demi d'habitants, il n'y a pas normalement cinq cents Européens, il est parfois difficile de s'expliquer, soit avec un marchand, — ce qui est le cas le plus fréquent, — soit avec un tireur de pousse-pousse; fort heureusement, à chaque carrefour important, un agent de police vêtu de blanc à l'européenne, en képi, ganté, et un minuscule sabre au côté, sait souvent assez d'anglais pour l'indispensable. Je dois en tout cas constater l'empressement qu'ils mettent toujours à rendre service.

De cette politesse et de cette complaisance extérieures, faut-il conclure que les Japonais aiment les étrangers? Je ne le crois nullement. Si l'on fait abstraction des fonctionnaires de toute catégorie qui s'appliquent à respecter les ordres de leurs chefs sur l'attitude à observer avec les Blancs, mille indices donnent à penser qu'au fond, la grande masse populaire exècre les Européens. Mais, cette constatation faite, je demande à ceux qui s'étonneraient ou s'indigneraient de cette aversion : « Pourquoi les Japonais nous aimeraient-ils? Ne sommes-nous pas éloignés d'eux par tant de côtés? La plupart des Européens qui vont au Japon faire des affaires cherchent-ils autre chose qu'à y gagner beaucoup d'argent et le plus vite possible? Encore affectaient-ils, avant la guerre, de considérer les Nippons comme des macaques ou des anthropoïdes. *Monkey* (singe) était alors une injure couramment servie par les Blancs aux Japonais; et, si les gens du peuple jettent encore un *baka,* c'est-à-dire « imbécile », à l'Européen qui passe, y

a-t-il là rien de bien étonnant? Quant aux classes cultivées, elles ont ressenti profondément les railleries des Européens, qui, dans leurs livres ou au cours de leurs voyages au pays nippon, n'ont pas manqué de refaire la fameuse plaisanterie du Japonais ressemblant au singe.

Arrivons enfin aux avantages qu'ils ont tirés de nos instruments matériels de puissance. Les Japonais ne les ont-ils pas payés largement? De ce chef encore, on ne peut donc pas attendre qu'ils nous témoignent de la reconnaissance ou de la sympathie. Je crois donc, en toute équité, que, si l'on constate chez les Japonais, pour les Blancs, cette fraîcheur de sentiments intimes que dissimule une politesse parfaite, il y a bien lieu d'en tirer des conséquences politiques, mais non point de la trouver ni surprenante ni irritante.

IV

Un reproche beaucoup plus fondé, et qui mérite vraiment d'être fait aux Nippons, vise leurs procédés commerciaux. Tous les commerçants d'Extrême-Orient, sans que je connaisse une seule exception, sont unanimes à constater et à déplorer l'absence de moralité commerciale des Japonais. Bien souvent, les contrats conclus ne sont pas exécutés par eux quand, à l'échéance, ces contrats leur sont devenus défavorables; et il arrive que les tribunaux nippons donnent systématiquement l'avantage aux Japonais engagés dans un procès d'affaires avec un Européen. On m'a raconté la prodigieuse histoire d'un fabricant de vermouth de Turin qui, ayant constaté la contrefaçon de sa marque en pays nippon, intenta une action devant les tribunaux du mikado. Finalement, la maison de Turin fut

condamnée aux dépens et à des dommages-intérêts, sous le fallacieux prétexte que c'était elle qui avait contrefait le vermouth japonais!

Il est certain qu'en matière commerciale, on se trouve en présence de faits éclatants sur lesquels il n'y a pas à épiloguer; tout ce que l'on peut et doit faire, c'est d'exposer les circonstances réellement atténuantes qui existent à cet état de choses.

Jusqu'à la révolution de 1868, le commerce était absolument méprisé par le Japon féodal. Les échanges avec l'extérieur étaient à peu près nuls, et ceux qui les faisaient étaient mis au ban de la société. Après la restauration du mikado dans son pouvoir absolu, c'est donc, en somme, dans ce qui constituait alors la lie de la population que durent se recruter les premiers trafiquants avec les Européens. Or, n'oublions pas que, depuis lors, trente-huit années seulement se sont écoulées. Vraiment, est-ce dans une aussi courte période qu'un peuple peut se former une conscience et une méthode commerciales et arriver à comprendre ce que les Chinois ont admis déjà en matière de commerce, mais après des siècles d'expérience, que « l'honnêteté est la plus habile des politiques »? *(Honesty is the best policy.)*

V

Ce n'est point d'ailleurs dans le domaine commercial qu'il faut chercher l'élément moral caractéristique du peuple japonais; c'est très certainement dans le domaine militaire.

Ici, nous nous trouvons en présence de qualités nipponnes qui sont formées et immuables depuis déjà des centaines d'années.

Toutes les nouvelles qui nous sont venues du théâtre des opérations, tous les rapports des correspondants des journaux étrangers, qui ont enregistré des cas multiples de hara-kiri ou d'héroïsme antique, prouvent avec surabondance que ces qualités n'ont point encore été affaiblies par l'influence des pays d'Europe, où, sous le couvert de principes admirables, se développe avec une indéniable intensité une haine de la guerre qui procède pour une large part de la peur de la souffrance et de l'affaiblissement de l'idée de patrie.

Une visite aux tombes des quarante-sept Ronins, à Tokyo, aide puissamment à comprendre ce qui forme l'idéal moral des Japonais. Érigées jadis pour perpétuer le souvenir d'un admirable exemple de fidélité *samouraï* au seigneur, aujourd'hui que l'évolution politique a remplacé le dévouement au *daïmios* par le dévouement à l'empereur, ces tombeaux sont devenus un lieu de pèlerinage pour tous les Nippons. Les étudiants les plus adonnés aux études occidentales y viennent à peu près tous. Ils apportent avec eux des faisceaux de petites baguettes de bois enduites d'encens qu'ils allument ensemble et qu'ils plantent ensuite avec respect, une à une, devant chaque tombe, à côté d'un tube de bambou destiné à recevoir une branche de feuillage vert. Sur une table de pierre qui forme autel s'entassent les cartes de visite des patriotes venus de toutes les îles de l'archipel nippon.

La vue de ces manifestations convainc vite le spectateur européen que la Patrie et la Force militaire sont les vraies divinités de l'empire du Soleil-Levant. Seuls les grands hommes d'Europe qui, dans les temps récents, ont accompli des œuvres de force nationale, ont conquis l'admiration et l'estime des Nippons. On n'aime pas beaucoup l'Allemagne au Japon, mais je me souviens que, plusieurs fois, j'ai vu dans les boutiques de petits commerçants japonais les bustes de Guillaume Ier et de Bismarck.

Cette exaltation de ce qui exprime la force nationale se traduit parfois par ce que les Nippons, dans l'excès de leur ardeur, jugent le plus significatif des symboles modernes. A Hiroschima, lorsqu'on voulut ériger un monument public en mémoire de la guerre victorieuse contre la Chine, on ne trouva rien de mieux que de lui donner la forme d'un obus gigantesque.

*
* *

La conclusion des observations qui précèdent, c'est que les Japonais sont entrés en contact avec l'Europe *déjà dotés d'une civilisation existante.* Les faits leur ont démontré l'importance des *moyens* de la puissance occidentale, ils se sont donc assimilé nos sciences exactes, théories et pratiques, *mais en vue de servir un idéal ancien et qui n'a pas changé.*

En dépit de l'abaissement du cens électoral, la diète de Tokyo n'est qu'un fantôme de parlement, et la personne du mikado est encore mise par ses fidèles, les hommes des clans, au-dessus de tout, comme une incarnation quasi divine de la Patrie.

Le pays du Soleil-Levant s'avance dans sa lutte contre les Blancs avec une civilisation spéciale, millénaire, très différente de la nôtre, mais digne de considération. Pour diriger les armes que notre amour du lucre lui a forgées, le Japon ne fait appel qu'à ses antiques et intactes qualités guerrières. Matériellement, il y a bien un nouveau Japon; mais moralement c'est à l'ancien pays nippon que nous avons affaire.

LA RUSSIE

I. — Influence des caractères physiques de la Russie sur son régime politique.
II. — Que fut, en fait, l'autocratie russe (1)?
III. — La crise intérieure russe.

Sur la Russie, nos idées sont peut-être encore moins exactes que sur le Japon.

Les opinions sur l'empire des tsars que l'on voit exprimées dans notre presse se rattachent généralement à deux conceptions extrêmes. Ou bien les amis de la Russie semblent la prendre pour un pays qui n'est pas profondément dissemblable de la France et le jugent comme tel, ou bien les détracteurs systématiques du gouvernement russe, les ennemis déclarés du tsar, nos journaux dits avancés, voient dans le souverain qui règne à Saint-Pétersbourg un « knouteur », un tyran cumulant dans son unique personne les plus illimités pouvoirs.

Un pareil jugement peut bien être dicté par les meilleures intentions du monde, il n'en décèle pas moins une ignorance profonde du pays russe et de ce qui y est possible.

Pour dire vrai, la Russie est extrêmement difficile à bien comprendre. Son étendue est énorme, sa variété ethnographique étonnante, sa langue difficilement accessible; sa formation historique la sépare du reste de l'Europe; le mysticisme du paysan orthodoxe ne nous est pas aisément pénétrable.

(1) V. la note 1, p. 28.

Pour faire une étude exacte de la Russie, il faut de toute nécessité y avoir été au moins plusieurs fois, s'y acharner, y mettre de la bonne foi et de la sympathie. Une certaine tournure d'esprit est, en outre, nécessaire, car, seule, elle permet de suffisamment saisir les nuances infinies et déli cates de l'âme slave.

Pour bien comprendre ce qu'est vraiment le tsar et la nature de sa puissance, une série d'efforts est indispen sable. Il faut d'abord faire une complète abstraction des idées occidentales et rechercher ensuite quelles sont les conditions essentielles imposées par l'état du pays aux formes gouvernementales possibles. Alors, mais seulement alors, on percevra, outre le caractère russe, les inconvénients et les avantages du système tsarien et ses chances de durée.

Une telle étude, pour être complète, exigerait à elle seule un volume; les pages qui lui seront consacrées dans ce livre ne peuvent donc prétendre épuiser un aussi vaste sujet : elles ne visent qu'à fixer dans l'esprit certains de ses éléments essentiels.

I

En parlant de la Russie, il est une idée capitale dont il faut se pénétrer profondément. C'est qu'en raison des conditions de son climat, de son immensité, de ses nombreuses populations et des degrés infiniment divers de leur civilisation, la Russie est un État spécial, unique au monde, et qui ne peut être comparé à aucun autre.

La constitution physique du pays, seule, influe déjà profondément sur le régime politique de la Russie.

L'action du climat, des brusques transitions de froid

et de chaleur qui, dans l'intervalle des saisons extrêmes, peuvent facilement atteindre une amplitude de soixante degrés, exerce sur l'être humain une influence singulièrement déprimante. A Pétersbourg, à Moscou, à Kharkoff, à Kieff, la rigueur de l'hiver fait rechercher la nourriture abondante et substantielle, les appartements chauds, le sommeil prolongé. Dans ces mêmes villes, après trois semaines de printemps où les subits changements de température énervent l'organisme, la chaleur étouffante de l'été contraint presque au repos. En Crimée même, où l'hiver est beaucoup plus doux, l'atmosphère de l'été, lourde, chargée des parfums excessifs de fleurs énormes, tiède, épuisante, diminue l'activité naturelle. Dans presque toute l'immense étendue des terres russes, l'action pénétrante du froid ou du chaud engendre l'inaction.

Les usages se ressentent nécessairement du climat. Il y a cinq ans, j'étais au printemps à Pétersbourg. Plusieurs jours d'un soleil ardent s'étaient déjà succédé, quand, un après-midi, me trouvant en voiture avec l'un de mes amis, le ciel se couvrit brusquement. Avec une soudaineté incroyable, une furieuse tempête de neige s'abattit sur la ville. En quelques instants, nous eûmes le visage couvert d'une eau glacée. Mon hôte, qui, dans beaucoup de circonstances, m'aida avec infiniment d'intelligence à comprendre son pays, en profita aussitôt pour dire : « Comment voulez-vous qu'avec un pareil climat nous ayons le même genre de « sociabilité » qu'en Occident? Ici, l'homme se préoccupe forcément avant tout de son calme et de sa tranquillité. »

De fait, la température influe même sur l'aspect extérieur des villes. Elle oblige les architectes à négliger les façades, et, le plus souvent, les grandes maisons de la métropole, vues de l'extérieur, sont des énigmes. Avant d'y entrer, il est presque impossible de dire si elles abritent la grande richesse ou une très humble médiocrité.

L'immensité du territoire, elle aussi, a son action. Il faut songer que, depuis la frontière allemande jusqu'au Pacifique, un unique empire déroule ses plaines infinies, faiblement plissées, vers l'Oural. En diagonale, du nord-ouest au sud-est, le colossal pays des tsars relie les toundras glacés de la mer Blanche à la Perse et au Pamir.

Or, si le climat produit l'indolence, l'étendue oblige à la lenteur, et la résultante de ces deux causes est cette paresse que tant d'Occidentaux considèrent volontiers comme un défaut spécialement moscovite. Ils ont tort; quelle que soit leur race, tous les habitants de la Russie subissent l'action du pays russe. Aucun étranger n'y échappe. En Russie, il lui est absolument impossible d'obtenir un rendement de travail aussi considérable que sur le reste, du continent. Je l'ai éprouvé par moi-même. En voyage, j'ai l'habitude de prendre chaque jour des notes aussi abondantes que possible. En Russie, j'ai toujours dû les réduire. Alangui par l'inéluctable ambiance, je n'ai jamais su trouver l'énergie nécessaire pour les développer autant qu'ailleurs. Mais, comme les étrangers ne sont qu'une minorité en Russie, ce sont les Russes qui supportent principalement le désavantage du climat.

L'action de cet adversaire naturel est si profonde qu'elle constitue même un obstacle à l'enrichissement des classes rurales, qui forment le fond de la population. Pour résister à l'hiver, le paysan russe doit manger en volume plus que le paysan français; or, le moujik a quatre mois seulement pour semer, récolter et préparer la terre pour l'année suivante, et huit mois d'hiver l'inclinent au sommeil et à la paresse!

Tout ainsi, en Russie, est naturellement ligué contre le paysan pour l'empêcher de faire des progrès rapides.

Il s'y résigne et s'en justifie dans un de ces savoureux proverbes dont l'homme des champs moscovite a le secret : « Le travail n'est pas un loup, il ne se sauvera pas dans la forêt. »

Les causes qui poussent à l'inertie s'exercent sur toutes les catégories sociales sans exception. Plus que toute autre chose, elles ont contribué à la formation de cet état moral russe que résument si bien quelques expressions typiques qui reviennent à chaque instant dans le langage courant.

Le mot *mojet byt* (peut-être) dénote le doute et l'indécision. Le Russe se rend difficilement compte que les occasions passent, que la chance de demain peut n'être pas aussi grande que celle d'hier, que les conditions de la vie se modifient. Son énigmatique « peut-être », dont la signification elle-même varie selon les nuances de la prononciation, correspond à cette résignation slave, mystique, nuageuse, déconcertante, qui pour nous semble de l'inertie et de la stagnation.

L'expression *ne boïs,* littéralement : « Ne crains pas, » équivaut encore à : « Cela ira. » Mais comment cela ira-t-il? On ne le sait pas très bien. On ne s'en inquiète pas d'ailleurs, car on compte bien que cela ira *kak niboud* (d'une manière quelconque). C'est pourquoi quand une difficulté se présente, l'homme russe s'en console toujours en disant : *Ne boïs*, *kak niboud* (cela ira toujours d'une manière quelconque).

Ce *kak niboud,* employé seul, et qui alors correspond à notre « probablement », confirme encore l'intense imprécision où se complaît l'âme moscovite, âme singulièrement forte d'ailleurs dans un sens, car d'avance elle est résignée à tout.

L'éternel *chto diélat?* (que faire?), par lequel les Russes accueillent aussi bien les incidents désagréables que les pires catastrophes, établit dans maints cas qu'ils ne connaissent pas notre forme de découragement.

L'incendie, « le coq rouge, » comme l'appellent les paysans, désole fréquemment les villages dont toutes les maisons sont en bois. Le paysan voit-il flamber son isba? Il est aussitôt résigné à la nécessité d'en reconstruire une

autre. Il fait bien quelques efforts contre l'incendie, mais il y met une médiocre ardeur. Il n'ignore pas qu'une sorte de fatalité ramène périodiquement le fléau du feu, et, quand il est dans un gouvernement où il sait que la Couronne lui fournira le bois nécessaire pour reconstruire sa chaumière, il s'estime presque heureux et est déjà consolé.

C'est encore par « Que faire? » que le Russe accueille les mauvaises nouvelles qui lui viennent de ses affaires. Le Russe aime l'argent, mais pour le plaisir ou pour l'utilité immédiate qu'il procure; le type d'Harpagon est rare chez les vrais Moscovites. A quelque classe sociale qu'il appartienne, le Russe perd sa fortune avec une facilité extrême. En France, où les fortunes sont très assises, très fermes, lorsque quelqu'un la perd, c'est un événement pour lui et son entourage. En Russie, c'est un fait banal et courant, et il est fort peu de familles où la fortune reste stable pendant plusieurs générations. *Chto diélat?* Que faire?

Ce « Que faire? » c'est-à-dire « Il est inutile de s'inquiéter, de lutter et même peut-être de progresser, » entraîne l'autre expression si usitée : *Vsegda tak byl* (il en a toujours été ainsi), réponse qui accueille naturellement toutes les propositions de changement et de marche en avant.

Pour moi, qui ai parcouru la Russie un peu en tous sens, il me semble que ces quelques expressions populaires résument à la fois la philosophie, les défauts et les qualités de l'homme russe. Or, ces défauts et ces qualités n'expliquent-ils pas en même temps l'imprévoyance aujourd'hui notoire qu'a démontrée la guerre d'Extrême-Orient et l'incomparable résistance morale des soldats du tsar qui, après une longue série des plus pénibles échecs, ont fait preuve d'une résignation et d'un courage passif dont probablement aucun autre peuple d'Europe ne saurait donner un pareil exemple?

Pour lutter contre l'ambiance russe, contre la conspi-

ration naturelle du milieu, il faut une ferme volonté d'action et d'action constante. Dans tous les pays du monde, c'est là une vertu rare. En Russie, elle l'est nécessairement plus encore que partout ailleurs. On comprend donc que l'habitude séculaire d'avoir toujours les yeux fixés sur le tsar, sur le *petit père* qui doit prendre soin de tout et pourvoir aux besoins de tous, fait que le peuple, — la grande masse paysanne tout au moins, — s'en est remis longtemps et complètement à lui du soin de ses destinées.

On comprend encore que si l'intellectuel russe, en fumant nonchalamment d'innombrables cigarettes, arrive à établir en théorie la nécessité de vastes et radicales réformes du mode gouvernementai, le même homme, hors les cas de crises très intenses, n'est pas toujours décidé à conquérir en fait la direction constante des affaires publiques dans un pays où l'action est presque une souffrance. Il n'y a donc rien que de naturel à admettre qu'en Russie, l'effet combiné du climat et de l'étendue a été singulièrement propice à l'établissement et au maintien du pouvoir d'un seul.

La multiplicité des populations de la Russie a favorisé encore cette forme de gouvernement.

Sur la formidable étendue comprise dans les frontières russes vivent les populations les plus disparates. Dans les régions industrielles de Moscou, des Terres-Noires du centre, de la Petite-Russie et des Lacs, le nombre des Russes dépasse 94 pour 100. Mais, sur les bords de la Vistule, les Polonais représentent 70 pour 100. A l'orient et au sud, outre les Tartares et les Turcs disséminés le long de la Volga, en Crimée, en Sibérie en Asie centrale, on trouve encore des Sartes, des Turcomans, des Kirghiz, des Baschkirs, des Yakoutes, ces derniers perdus dans les brumes septentrionales du nord-est. Près d'un million de

Roumains sont massés en Bessarabie, et quatre cent mille Suédois vivent en Finlande. Au Caucase, vingt peuplades diverses se maintiennent dans de profondes vallées. Les Géorgiens, propriétaires historiques du sol, sont submergés par des Arméniens venus de l'Asie Mineure. Nous oublions encore quatre millions d'Israélites concentrés surtout à l'occident et un million d'Allemands disséminés en colonies un peu partout dans l'empire.

Ces peuples si prodigieusement divers n'ont entre eux ni langue, ni civilisation, ni croyances communes, et cependant ils vivent dans un même État; et, *point capital à retenir, l'impossibilité de leur trouver des frontières économiques ou naturelles semble exiger pour leur propre bien-être qu'ils continuent à vivre sous une direction commune.*

Mais ces populations ne diffèrent pas seulement par leur race; dans le cadre d'une même race, leurs degrés de civilisation varient. Et c'est pour distinguer ceux qui ont atteint une certaine culture de ceux restés absolument frustes qu'on a dû créer une expression personnelle à la seule Russie : l' « Intelligence ».

Que représente donc numériquement l' « Intelligence » russe, c'est-à-dire le groupe d'hommes pouvant être considérés comme possédant quelque civilisation d'après le sens occidental de ce mot? Maintes fois, j'ai posé cette question. Mes amis les plus qualifiés n'ont jamais pu répondre par des chiffres concordants; j'ai dû me contenter de faire des moyennes entre leurs dires et de penser que la Russie comptait, avec une approximation, en somme très vague, moins de dix millions de sujets du tsar, nobles, marchands ou autres, qui peuvent être considérés comme formant « l'Intelligence ».

Moins de dix millions de personnes! Ce chiffre n'est-il pas infime en présence des cent vingt-cinq millions d'habitants de toutes les Russies? Même dans les régions les plus

russes, par suite des difficultés sans nombre auxquelles on se heurte et que réellement il était difficile de vaincre, ceux qui ne savent ni lire ni écrire sont en énorme, en écrasante majorité.

Mais quelle distance ne sépare donc pas le haut fonctionnaire civil ou militaire de Pétersbourg de ce Yacoute de la Sibérie orientale, qui est cependant sujet russe au même titre qu'un adjudant de l'empereur? Cet adjudant est peut-être un homme raffiné dans les centres de civilisation les plus complets, alors que, dans l'échelle des êtres humains, le Yacoute n'est pas sensiblement supérieur au Papou de la Nouvelle-Guinée.

Certes, la Russie a beaucoup à progresser, mais les destinées d'un peuple dépendent du milieu où il vit et de sa structure psycho-physiologique. Or, il tombe sous le sens commun que, dans un pays aussi peu homogène que la Russie, de grandes réformes brusques sont particulièrement périlleuses et difficiles. Ce n'est donc pas un bouleversement fondamental de ce qui existe qui assurera le progrès du pays des tsars, mais un développement conforme au sol et procédant des traditions. Cette nécessité si simple, les derniers événements montrent que les théoriciens de la révolution intégrale ne semblent pas l'admettre. Leur bonne foi cependant peut rester entière. En Russie, les révolutionnaires sont plus respectables que partout ailleurs, car, en général, ils sont généreux et désintéressés. Mais si, en Russie, les meneurs nihilistes sont plus sympathiques qu'en Occident, dans nul pays au monde le libéralisme théorique n'a fait de ravages plus profonds qu'entre la mer Blanche et la mer Noire. La croyance et même l'idolâtrie de l'abstraction conduit des Russes doués du plus pur enthousiasme pour une cause selon eux sacrée à formuler les plus extravagantes revendications.

C'est ainsi que, s'inspirant du droit constitutionnel

anglais et français, nous voyons des Russes, cependant intelligents, réclamer des réformes pratiquement inapplicables. Supposons, par exemple, proclamée dans l'empire des tsars cette égalité de tous les citoyens, sans distinction de race ou de religion, — qui est sur le point de devenir un fait et qui paraît aux gens d'Occident une réforme fort légitime, — supposons en même temps, ce qui en est la conséquence, le suffrage universel appliqué. L'électeur russe, polonais, finlandais ne se trouvera pas valoir davantage que le Tartare de Kazan, l'Ossète des profondes vallées du Caucase, l'Ingouche pillard du Térek, le Kirghiz des steppes de l'Asie centrale, le Lapon de l'extrême nord et l'Ostiak de la Sibérie orientale. Figurez-vous l'assemblée formée par ces éléments égaux! et vous vous imaginerez facilement les décisions que pourrait élaborer un parlement si homogène, si éclairé, si compétent!

Non, vraiment, le plus convaincu des républicains, pouvu qu'il ait encore du bon sens, admettra que des populations aussi radicalement dissemblables que celles de la Russie ne peuvent absolument pas être considérées comme égales. Une telle erreur ne peut être faite que par des esprits honnêtes, mais sans notions des réalités, ou par des hommes de mauvaise foi.

Le libéral de sang-froid qui, ne se laissant pas entraîner par les affirmations enflammées des purs théoriciens, ne considère que l'état actuel des choses, comprend que le véritable bien des peuples de Russie exigerait non la destruction du pouvoir impérial, mais plutôt, et sans préjuger d'un trop lointain avenir, son adaptation progressive et constante aux exigences de l'époque moderne.

Ne tombe-t-il pas maintenant sous le sens commun qu'une contrée si particulière, une population comportant des races et des degrés de culture si prodigieusement divers, ne peut être régie comme un petit État d'Occident?

En présence de différences si profondes, un régime poli-

tique égalitaire apparaît comme théoriquement absurde et pratiquement impossible. D'autre part, le besoin d'un pouvoir tutélaire général se conçoit comme indispensable aux peuples de l'immensité russe, car seul il peut permettre, en assurant à tous les bienfaits de la collectivité, de dispenser au moins relativement, *s'il est éclairé,* à chaque groupe ethnique, les conditions de développement qui lui conviennent le mieux.

En politique comme en biologie, le besoin crée l'organe. La force même des choses a donc implanté en Russie pendant une longue période le système de la monarchie absolue, adaptée aux besoins locaux sous la forme tsarienne. Pour tout observateur impartial, l'autocratie russe est née à la fois du climat, de la géographie et de la variété des populations. Considérant le passé, on peut donc justement dire : « De la Russie est né le tsar. »

II

L'autocratie russe, pouvoir issu des conditions du sol, a-t-elle eu, (1) *par elle-même,* les conséquences abomi-

(1) Il faut maintenant parler de l'autocratie russe au passé, le manifeste de Nicolas II en date du 17/30 octobre 1905 étant une renonciation *pratique* au *principe* de l'autocratie, ainsi que l'établit ce texte qu'il convient de rappeler en entier.

« Nous, Nicolas II, par la grâce de Dieu, empereur et autocrate de toutes les Russies, tsar de Pologne, grand-duc de Finlande, etc.,

« Déclarons à tous nos fidèles sujets que les troubles et les agitations de notre capitale et de nombreux autres lieux de notre empire remplissent notre cœur d'une grande et pénible douleur. La félicité du souverain de la Russie est indissolublement liée à celle du peuple et la douleur du peuple est la douleur du souverain. Des agitations actuelles peuvent surgir une profonde désorganisation nationale et des menaces pour l'intégrité et l'unité de notre empire.

« Le haut devoir imposé par notre mission souveraine nous ordonne de

nables qu'on lui suppose en Occident? Ceux qui l'affirment se montrent bien téméraires.

nous efforcer avec toute notre raison et tout notre pouvoir de hâter la cessation de troubles si dangereux pour l'État.

« Ayant ordonné aux autorités respectives de prendre des mesures pour écarter les manifestations directes de désordre, les excès et les violences, pour sauvegarder les gens paisibles qui aspirent au calme accomplissement du devoir qui incombe à chacun, nous avons reconnu indispensable, pour réaliser avec succès les mesures générales tendant à la pacification de la vie publique, d'unifier l'action du gouvernement supérieur.

« Nous imposons au gouvernement le devoir de remplir comme suit notre inflexible volonté :

« Le gouvernement doit s'interdire toute immixtion dans les élections de la Douma et s'imposer le sincère désir de réaliser l'oukase du 25 décembre 1904. Il doit maintenir le prestige de la Douma et la confiance en ses travaux, ne pas réagir contre ses décisions tant qu'elles ne s'écarteront pas de la grandeur historique de la Russie. Il doit identifier les idées de la grande majorité de la société et non les échos des groupes, même bruyants, de ses fractions trop souvent variables.

« Il importe surtout de réaliser la réforme du conseil de l'empire sur le principe électoral. Je crois que, dans l'activité du pouvoir, doivent être englobés les principes suivants :

« 1° Droiture et sincérité dans la confirmation de la liberté civile et l'établissement de sa garantie;

« 2° Aspiration à l'écartement des lois exclusives :

« 3° Concordance des actions de tous les organes du gouvernement;

« 4° Écartement des mesures répressives contre les actes ne menaçant pas manifestement la société ou l'État; opposition aux actions menaçant manifestement la société ou l'État, et cela en s'appuyant sur les lois et sur l'unité morale, avec la majorité raisonnable de la société.

« Il faut avoir foi dans la tactique politique de la société russe; il est impossible qu'elle désire l'anarchie qui la menacerait, outre de toutes les horreurs de la lutte, du démembrement de l'empire.

« 1° Octroyer à la population les fondements inébranlables de la liberté civique basée sur la réelle inviolabilité des personnes, la liberté de conscience, de la parole, de réunion et d'association.

« 2° Sont suspendues les élections antérieurement ordonnées à la Douma d'État. Sont appelées à participer à la Douma dans la mesure du possible, autant que le permet la brièveté du terme à courir jusqu'à la convocation de la Douma, les classes de la population maintenant privées de droits électoraux, laissant ensuite le développement ultérieur du principe du droit électoral à l'ordre des choses nouvellement établies.

« 3° *Établir comme règle inébranlable qu'aucune loi ne puisse prendre vigueur sans l'approbation de la Douma d'État* et qu'il soit garanti aux élus du peuple la possibilité d'une participation réelle à la surveillance de la légalité des actes des autorités nommées par nous.

« Nous appelons tous les fidèles fils de la Russie à se rappeler leurs

L'autocratie n'impliquait pas en tous cas la toute-puissance nécessaire de la noblesse. Ceci parce qu'en Russie la noblesse ne ressemble aucunement aux noblesses occidentales. Elle a pour caractère particulier d'être accessible à tous, et si facilement qu'on ne saurait trouver en elle les éléments d'une caste. Depuis un demi-siècle, d'ailleurs, le rôle de la noblesse russe se restreint et l'affaiblissement de sa puissance s'accuse de jour en jour.

La libération des serfs a déjà détruit la grande noblesse. L'industrialisme de la période présente ruine les catégories moyennes. Le nombre des petits nobles diminue également avec une incroyable rapidité. On m'a cité le district de Wiasma, par exemple, dans le gouvernement de Smolensk, où, en 1861, l'assemblée de la noblesse comptait cent soixante voix; aujourd'hui, elle n'en compte plus que dix-neuf.

En matière religieuse encore, contrairement à ce que s'imaginent tant d'Occidentaux, le tsarisme ne comportait pas *nécessairement* un cléricalisme gouvernemental. L'idée si répandue en France que le tsar autocrate était pape ne reposait sur aucun fondement. Non! le tsar autocrate n'était pas pape. On pourrait l'établir par des preuves abondantes. Ce qui le démontre suffisamment et sous une forme symbolique, c'est le fait que, dans maintes circonstances, le tsar n'hésitait pas à baiser la main du plus humble des prêtres orthodoxes. La vérité, c'est qu'en pratique, l'empereur de Russie a eu une action pouvant paraître de loin aussi grande que celle du pape; mais cela tint uniquement à ce que Pierre le Grand a brisé la puissance du clergé et l'a placé, en fait, sous la dépendance

devoirs envers la patrie et à aider à la cessation de ces troubles inouïs, et à appliquer concurremment avec nous toutes leurs forces au rétablissement du calme et de la paix sur la terre natale.

« Donné à Péterhof, le 17 octobre (style russe) 1905, dans la onzième année de notre règne.

« *Signé :* NICOLAS. »

de l'État. Comme le tsar en était le chef, on voit d'ici la conséquence.

Pour quiconque connaît un peu la Russie, le mélange ou plutôt le contact intime du pouvoir civil et du pouvoir religieux est, pour le présent, explicable, sinon même nécessaire. En Russie, la foi soutenue par l'usage, par un ensemble de vieilles pratiques, assouplit progressivement les populations les plus rebelles, et, sans transitions brusques, elle les amène à l'observance des formes légales sociales modernes.

On ne saurait trop y insister, pour l'homme russe moyen, la religion, ou, pour parler plus exactement, le sentiment religieux, est un élément essentiel qui tient à sa nature. Cela est si vrai que des sectes se développent abondamment à côté de l'orthodoxie officielle. Il ne s'agit pas ici d'approuver ou de blâmer, mais simplement d'observer.

Quoi qu'il en soit théoriquement de l'autocratie, sa valeur pratique dépendait certes de la personne de l'autocrate. Or, tout d'abord, depuis bien longtemps, les tsars n'étaient pas les tyrans contre lesquels certains de nos journaux s'indignaient avec une violence bien affligeante, pour peu qu'elle fût sincère. Que l'on prenne les derniers « autocrates » : Alexandre II, Alexandre III, Nicolas II, qui donc soutiendra et surtout prouvera que ces souverains du plus vaste, du plus complexe des empires n'ont pas eu constamment les intentions les meilleures? Sans doute, ils ont pu se tromper en humains qu'ils sont. Mais ils l'ont fait avec un entière bonne foi, croyant bien servir leur État et leurs peuples.

Alexandre III, avec cette volonté ferme et ce bon sens qui, pour un souverain, vaut mieux que le génie, a constamment pensé à l'exécution de son devoir. Si sa politique intérieure fut à beaucoup d'égards erronée, sa politique étrangère fut excellente et libérale. Avec une justice sans faiblesse, il a réprimé les écarts des membres de sa famille

à l'égal de ceux du plus humble de ses sujets. En toutes choses, il a été un souverain russe, peut-être un peu trop exclusif et c'est à ce constant souci de l'intérêt national qu'il doit d'avoir laissé malgré tout dans son peuple un profond souvenir.

Son fils, l'empereur actuel, est le type du souverain rempli des meilleures intentions, mais dont la faiblesse de volonté et l'indécision déconcertante annihilent de très réelles qualités.

Les faits, sans doute, donnent un constant démenti à ce que Nicolas II a cru possible, mais ils établissent aussi la sincérité de ses sentiments humains. Tout Nicolas II ne tient-il pas dans cette fameuse tentative de désarmement qu'il pensait provoquer par la Conférence de La Haye, et, s'il s'est trouvé aux prises avec une redoutable guerre, ne le doit-il pas précisément à sa croyance trop absolue à l'avènement de la Paix universelle?

Le tsarisme autocratique constituait-il un obstacle absolu au développement du droit électoral? En aucune façon. Nulle part le principe de l'élection n'a de racines plus profondes qu'en Russie. Il a existé dans les masses populaires depuis les plus lointaines origines de l'État moscovite, et, à mesure que les populations ont progressé et se sont civilisées, il a gagné constamment du terrain. L'ukase du 18 août 1905, instituant la Douma d'empire, est une preuve récente de cette vérité. Dans son manifeste créant cette première douma, tout en tentant de maintenir encore le pouvoir autocratique, Nicolas II a déclaré : « Le temps est venu d'appeler les élus de tout le pays russe à prendre une part constante et active à l'élaboration des lois, adjoignant dans ce but aux institutions supérieures de l'État un corps consultatif spécial, chargé de l'élaboration préliminaire et de la discussion des projets de loi et de l'examen du budget de l'État. » Certes, cette réforme, cependant profonde, n'a pas suffi. On a exigé davantage, car seul l'octroi du suffrage

universel avec toutes ses conséquences pourrait satisfaire les libéraux russes. Mais le malheur est qu'une semblable réforme ne donnerait qu'une satisfaction théorique et momentanée, parce que, pratiquement, *telle qu'est encore la Russie,* le suffrage universel y est tout à fait impraticable. On s'en rendra bien compte en constatant les difficultés considérables que va déjà présenter le fonctionnement de la Constitution promise. Il n'en subsiste pas moins que son octroi constitue un pas en avant. Quel sera le terme final de cette évolution? Il est encore impossible de le discerner nettement.

Des Français qui s'intitulent socialistes reprochent souvent aux Russes leur esprit réactionnaire et rétrograde.

Ce jugement dénote une méconnaissance profonde des réalités ainsi que l'établissent avec force les derniers événements. Quand on sait que nulle race plus que la slave n'est portée davantage vers le socialisme et le communisme; qu'aucun pays n'est et ne sera jamais pratiquement plus collectiviste que la Russie; que, dans des gouvernements entiers soumis au tsar, les terres sont possédées collectivement par des paysans organisés en villages dans les cadres du *mir,* les déclarations de M. Jaurès apparaissent vraiment comme entachées de « conservatisme » bourgeois.

D'ailleurs, remarquons-le bien vite, cette propriété collective instituée par les tsars donne de si médiocres résultats qu'elle juge d'avance les efforts des Marxistes d'Occident, et qu'en Russie un très grand nombre d'excellents esprits tendent de plus en plus à considérer le système du *mir,* c'est-à-dire celui de la propriété villageoise collective, comme une transition entre le servage et la propriété individuelle. Mais le *mir* a beau sembler une institution condamnée, il n'en subsiste pas moins qu'elle a été et est encore une preuve bien certaine que les systèmes les plus radicaux pouvaient être appliqués sous le régime autocratique tsarien. En matière sociale, d'ailleurs, loin d'avoir à

nous imiter, la Russie parfois nous montre la voie. L'empire des tsars est, en effet, le pays des *artèles,* c'est-à-dire des corporations, des coopératives. Tout, là-bas, est l'occasion d'un groupement. Les porteurs qui déchargent les bagages d'un étranger pour la visite douanière sont groupés. Les marchands de journaux, les masseurs, les garçons de restaurant font partie d'associations, véritables syndicats pratiquement beaucoup plus puissants que les nôtres pour les questions professionnelles, et en tous les cas infiniment plus anciens.

Dans le domaine de la législation ouvrière, la Russie est, en réalité, l'un des pays les plus démocratiques de l'Europe. Les inspecteurs des fabriques nommés dans les dernières années par le gouvernement tsarien ont incontestablement un esprit plus foncièrement socialiste — je constate — que ceux qui reçoivent l'investiture de nos ministres. A chacun de mes voyages, j'ai causé avec des Français de la région de Moscou, à la tête de grandes entreprises industrielles, et, chaque fois, ils se plaignaient de la rigueur excessive et croissante des règlements gouvernementaux en faveur des ouvriers et au détriment des patrons.

Ce sont là des faits. Ne suffisent-ils pas à établir qu'eu égard aux conditions toutes spéciales de la Russie, le principe du tsarisme autocratique n'était pas nécessairement un obstacle aux réformes considérées comme de grands progrès par les esprits les plus avancés d'Occident?

Remarquez que, si l'on ne fait pas assez souvent en France ces mises au point nécessaires, rien n'empêche nullement d'ailleurs de reconnaître que l'autocratie russe, comme n'importe quel système, comportait aussi ses graves inconvénients.

L'un des plus évidents provenait de l'action de la *camarilla* susceptible de se former dans l'entourage de l'empereur, et qui alors, jalouse de son crédit, s'ingéniait à entourer le tsar d'une sorte de muraille de Chine à peu près

infranchissable. Aucun chef d'État n'évite absolument cette inconsciente contrainte, mais nulle part elle ne fut plus impérieuse ni plus néfaste qu'en Russie.

L'action de cette *camarilla* fit que le tsar autocrate, forcé de planer au-dessus de son peuple comme une sorte de divinité septentrionale, était contraint de voir seulement une masse et jamais les individus. C'était là un mal qui se faisait grandement sentir quand les nécessités de l'administration obligaient le tsar autocrate à prendre des auxiliaires. Les difficultés d'un choix heureux étaient alors extrêmes, car, en réalité, il avait lieu presque au hasard. Les derniers souverains russes en ont fait plusieurs fois l'expérience; les résultats ont été médiocrement satisfaisants. Ce n'est pas cependant que la Russie manquât d'hommes de valeur. Mais on les ignorait, et, malgré son désir, le tsar ne savait où les prendre.

Sans nul doute, cet état de choses sous le régime autocratique était déplorable. Il entraînait ce fait qu'en Russie, des vies entières pouvaient se consumer à concevoir des idées grandes et généreuses sans que l'occasion se présentât jamais pour l'intelligence qui les concevait de les produire ou de les appliquer. Les hommes d'élite naissaient, vivaient et mouraient sur le sol russe, insoupçonnés et stériles, de même que les arbres séculaires admirables et sans tares finissent par pourrir sur place dans les impénétrables forêts vierges.

Cette perte des individualités en Russie constituait certes un état d'infériorité notoire avec les pays d'Occident, où les hommes de talent réel ont au moins des chances sérieuses de percer. Mais, s'il faut constater le tort que la *camarilla* a fait au tsarisme autocratique, il convient en même temps de remarquer que ce défaut résulta non pas de la nature même du tsarisme, mais simplement de son organisation. On pouvait, en effet, fort bien imaginer un tsar autocrate brisant l'étroitesse de conventions surannées, élargissant

les mailles trop serrées du réseau qui l'étreignait, prenant enfin un contact plus direct avec son peuple, et surtout mieux renseigné sur les hommes de haute intelligence.

Ce que fait Guillaume II n'est-il pas pratique? Souvent, le soir, l'empereur allemand réunit autour de lui des artistes ou des techniciens. Il les fait causer sur un sujet donné et cette méthode si simple lui permet de parler en homme informé des questions les plus diverses. Or, rien, absolument rien, dans le système tsarien, n'empêcherait un souverain russe d'obtenir un résultat analogue. Il y a là, en somme, une simple question de volonté et d'adaptation d'une fonction ancienne aux exigences des temps nouveaux.

Qu'on ne s'y trompe pas, la cause réelle de tous les maux dont les étrangers ou même les Russes chargent le tsarisme, c'est la bureaucratie qui fausse le caractère paternel, initial, du régime tsarien.

Jusqu'ici, les fonctionnaires russes, très habilement, ont su confondre leur cause avec celle de l'autocratie. Leur plus grand effort a consisté à entretenir cette idée que, dire du mal de l'administration, c'est compromettre le souverain.

Rien n'est plus manifestement faux.

Sans doute, sur le mal administratif, le tsar lit des rapports, et ces rapports abondent; mais, malheureusement, ces rapports sont le plus souvent rédigés dans l'intérêt de leurs auteurs, *tchinovniks* eux-mêmes, puisque, pour l'instant, l'instrument du contrôle est encore rudimentaire. Ce n'est d'ailleurs pas l'abondance des fonctionnaires qui paraît surtout critiquable; à Pétersbourg, où tout aboutit, un ministère paraît ridiculement petit par rapport à l'immensité de l'empire; mais, ce qui est vraiment déplorable chez nombre de *tchinovniks,* c'est leur esprit.

A vrai dire, la bureaucratie russe est peu nationale, très personnelle et profondément indifférente. En fait, ses deux principales victimes sont le tsar et le paysan. L'un en haut,

l'autre en bas de l'échelle sociale, supportent le poids des fautes des *tchinovniks,* et tous deux, quoique sous des formes diverses, presque aussi lourdement.

Or, ces vices de l'administration sont pour une part, certes, le fait de l'administration elle-même, mais ils résultent encore et surtout du climat déprimant et de la distance qui rend si difficile l'établissement et le bon fonctionnement d'un système de contrôle. Perfectionner sans relâche le contrôle est donc un des moyens les plus sûrs d'améliorer le jeu des rouages administratifs. Le développement des chemins de fer et des télégraphes y contribue singulièrement, mais on voudra bien admettre que cette amélioration du contrôle peut seulement résulter d'une volonté forte et constante. Or, cette amélioration ne serait-elle pas plus facilement réalisable par un tsar, s'il était énergique, que par un parlement dont la volonté, pour solennelle qu'elle soit, ne se trouve point dans l'application suffisamment concentrée? L'exemple de la France est topique. C'est le pays le plus contrôlé du monde, et cependant l'administration y devient moins bonne à mesure que les neuf cents souverains du Parlement multiplient à l'infini les causes de favoritisme.

Les Français qui attribuent au seul souverain russe la responsabilité de fautes qui incombent aux *tchinovniks,* et peut-être plus encore aux conditions physiques d'un pays essentiellement particulier, s'imaginent que le pouvoir du tsar pèse sur ses sujets comme une chape de plomb. Ils s'abusent et je n'hésite pas à écrire que, contrairement à la croyance répandue en Occident, la puissance impériale autocratique fut infiniment moins sensible pour le sujet russe moyen que ne l'a été, par exemple, le passage aux affaires de M. Combes pour une multitude de Français.

Un fait reste certain : la Russie ne peut pas s'organiser socialement en suivant les voies pratiquées par les pays d'Occident. Elle dut jadis secouer le joug des Tartares,

étendre ses frontières jusqu'aux mers indispensables au commerce, attacher au sol d'énormes populations qui, jusque-là, étaient nomades. Maintenant même, cette tâche n'est point encore accomplie. Or, de toute nécessité, il faut que la diffusion au moins relative de la civilisation soit un fait acquis chez les multiples populations de l'empire russe avant de les faire jouir de l'égalité politique réclamée par les théoriciens.

Dans l'état actuel des choses, le maintien du principe gouvernemental existant, mais adapté sans cesse aux besoins nouveaux, — et dans ce sens la création de la Douma d'empire constitue un progrès considérable, — semble donc la solution la plus sage. En tout cas, l'on ne conçoit pas sa disparition sans évoquer une période de troubles intenses mettant en péril au Caucase, en Finlande, en Pologne, en Bessarabie, l'unité territoriale de la Russie.

On arrive ainsi à discerner que, dans une large mesure, le tsarisme fait corps avec le pays, et qu'il subsiste par ce fait qu'il est présentement imposible de le détruire sans restreindre dans son étendue la Russie elle-même.

III

« Où allons-nous? C'est la question angoissante qui domine toutes les autres. La guerre russo-japonaise, en comparaison, n'est même pas un aléa. *Mais la question intérieure surgit beaucoup plus grave et plus incertaine.* Si fécond en assassins résolus que puisse être le groupe de ces extrêmes du radicalisme et du nihilisme, qui sont un mal en tous pays, nous serions disposés à considérer ces énergumènes comme quantité presque négligeable, *si l'ébranlement dangereux des esprits ne s'étendait de proche en*

proche à toutes sortes de milieux sociaux qui, par des gradations presque insaisissables, embrassent une quantité d'éléments sains, qu'il est raisonnable de considérer comme un appui naturel de l'ordre et de l'État. »

Ces lignes de M. Alexandre Baschmakoff, directeur du *Journal de Saint-Pétersbourg,* parues le 21 juillet/3 août 1904, au lendemain de l'assassinat de M. de Plehve, exprimaient fortement l'importance extrême qu'on devait dès lors attribuer à la crise intérieure que traverse l'État russe.

Cette crise, bien qu'elle fût en formation depuis des années, a surpris complètement les Français. Il a fallu l'éclat des bombes à Pétersbourg et à Moscou, les révoltes des marins à Odessa et à Sébastopol, la guerre en Extrême-Orient pour forcer notre attention ; mais enfin on a compris qu'on ne devait plus se refuser à un certain nombre de constatations, qui d'ailleurs constituent, selon moi, la plus lumineuse explication des événements accomplis.

Ce qui nous importe dans cette crise, si nous voulons en connaître l'aboutissement possible, c'est d'en percevoir les éléments essentiels : c'est-à-dire la nature de la propagande révolutionnaire, l'importance des troubles des étudiants, l'action ancienne du passage aux affaires comme ministre de M. Witte sur l'industrie, l'agriculture, les finances, la condition des paysans, et enfin les traits principaux de la question juive dans l'empire des tsars.

En France, nous n'ignorions pas la redoutable action des groupes nihilistes ou terroristes, puisque, de temps à autre, ils se rappelaient à l'univers par quelques éclats sanglants ; mais nous ne savions pas assez que, sous l'action de causes multiples, la propagande révolutionnaire avait pénétré à peu près partout. Avait-on compris à temps que Tolstoï était un fort remarquable agent de la révolution? Saisit-on qu'il est encore le type accompli du Russe devenant parfois antirusse à force d'exaspérer en lui les défauts naturels russes? Son admirable talent de roman-

cier l'a aidé non seulement à asseoir une réputation de sociologue qu'un jour prochain on jugera sans doute usurpée, mais encore à propager avec une inlassable ardeur les doctrines les plus décevantes, les plus inapplicables. C'est précisément d'ailleurs parce qu'il s'est révélé comme le dissolvant le plus puissant des forces moscovites que tout ce qui est antirusse dans le monde a adopté avec une particulière passion l'écrivain de Yasnaïa-Poliana.

Cette influence destructrice de Tolstoï, dissimulée sous des dehors absolument russes, a pu pénétrer toutes les couches de la société de Pétersbourg et de Moscou, sans exception, même les fonctionnaires de l'entourage immédiat de l'empereur. Or, si les Russes authentiques se sont laissés gagner par cette atmosphère d'anarchie, on peut imaginer comment et combien ont cherché à en profiter tous ceux qui, étant soit simplement des sujets mineurs de la Russie comme les Finlandais, les Arméniens, etc., soit ses ennemis extérieurs, ont un intérêt énorme à la désagrégation du colossal empire des tsars.

Il y a déjà des années que les adversaires de la Russie, ligués par tout un système de forces mystérieuses, se sont livrés à un travail prodigieux. On connaît maintenant l'intense propagande révolutionnaire qui s'exerce en Russie; mais, ce que l'on ne disait pas il y a deux ans, c'est que, depuis fort longtemps, les imprimeries de Memel, de Tilsitt, de Kœnigsberg imprimaient des proclamations révolutionnaires qui, par l'entremise de contrebandiers juifs, franchisaient ensuite par ballots la frontière de Pologne (1).

(1) Dans le récit de sa fuite de Russie, le fameux révolutionnaire, le pope George Gapone, raconte :

« Quelques heures plus tard, j'arrivais à Tilsitt. Mon premier soin fut de m'y faire raser. Ensuite, je me fis conduire à une maison que mes amis de Saint-Pétersbourg m'avaient spécialement recommandée. Je trouvai là un jeune homme qui m'accueillit chaleureusement, sans que d'ailleurs il parlât un mot de russe. *C'était un Allemand, dont les chambres étaient bondées de ballots de livres et de brochures révolutionnaires, à destination de Saint-Pétersbourg.* Des gens venaient et entraient mystérieusement, apportant ou

La jeunesse universitaire naturellement, par le fait qu'elle est la jeunesse, a subi plus profondément que tout autre milieu social l'action de ces divers excitants. Tout a contribué, en outre, à faire d'elle un champ d'élection pour la propagande antigouvernementale.

Malheureusement, dans la plupart des cas, l'étudiant russe est d'une pauvreté extrême. Précisément dans le désir d'élever le niveau intellectuel du pays aussi vite que possible, des bourses très nombreuses ont été accordées assez facilement à des fils de popes, de portiers, de cuisiniers. Mais ces bourses sont vraiment trop maigres pour pouvoir faire face aux frais de la vie durant les années d'études. Comme les parents des étudiants sont généralement dans l'impossibilité absolue d'augmenter leurs subsides, les étudiants russes sont obligés, pour vivre, de réaliser de constants miracles d'économie, de se soumettre à des privations douloureuses. Parfois ils ont même difficulté à se vêtir. Ils font peine quand on les voit passer dans la rue; la bande bleue de leur casquette a sa couleur rongée; l'âpreté des hivers et l'ardeur des étés en ont épuisé la teinte d'azur, qui a passé comme une illusion perdue.

Les besoins de ces étudiants sont si aigus qu'ils doivent s'astreindre parfois à remplir des besognes indignes de leur culture. C'est ainsi que, pendant les vacances, bon nombre d'entre eux font l'office de contrôleurs dans les wagons de chemin de fer, et c'est en poinçonnant des billets durant la belle saison qu'ils trouvent les moyens de travailler l'hiver. Cette triste condition fait que, quoique appartenant à l' « Intelligence », les étudiants restent cependant sans lien réel avec la vraie société. Ils vivent constamment en marge de la vie courante et accroissent le prolétariat intellectuel que, sans le vouloir, on a artificiellement créé.

emportant de petits paquets de cette littérature clandestine qui, très vraisemblablement, allait, en sens inverse, suivre la route que je venais de parcourir. » (Voir *le Matin*, 19 novembre 1905.)

Rien d'étonnant à ce que, dans un pareil milieu, la jeunesse, les privations, le tempérament slave aidant, les idées théoriques les plus avancées aient pu éclore dans des légions de cerveaux. Souvent intoxiqués avant leur entrée à l'Université par la lecture de livres étrangers mal compris, les jeunes étudiants aboutissent volontiers à une anarchie radicale après avoir passé par toute la gamme des idées socialistes. Or, comme le régime universitaire russe est loin d'être parfait, comme beaucoup de petites réformes pourraient être réalisées, de menus faits de chaque jour excitent encore contre le gouvernement ces esprits déjà exaltés. De là ces troubles universitaires multiples qui ont éclaté périodiquement.

Mais, d'autre part, il faut bien avouer que, sur les points importants, les réclamations des étudiants russes sont d'une imprécision qui décourage. Impossible d'obtenir qu'ils présentent un programme précis sur lequel on puisse utilement discuter. Avec eux, on se trouve en face de réclamations vagues qui suffisent bien à perpétuer l'agitation, mais qui ne permettent guère de trouver un moyen d'y mettre fin.

Avant et pendant cette même période de temps, où commença à se déchaîner l'agitation universitaire, M. Witte joua un grand rôle comme ministre des finances. A la vérité, ce rôle fut si étendu, et surtout si complexe, qu'il est encore extrêmement difficile d'en parler avec une entière équité. Il n'est pas aisé de démêler sans erreur ce que M. Witte, avant la guerre, a fait de bon, de mauvais ou de néfaste. Ceux que je connais en Russie comme les juges les plus compétents prétendent que son œuvre contient les meilleurs éléments et les pires.

Ce qu'on doit en tout cas reconnaître à M. Witte, c'est une réelle intelligence et une force de volonté soutenue par une inébranlable confiance en lui-même. Il est vrai, d'autre part, que, pour faire ce qu'il voulait, M. Witte

s'est trouvé placé jadis dans des conditions incomparables. Pendant une longue période, il a bénéficié d'une liberté d'action pratiquement absolue, et, cette liberté, il l'a due à une des conséquences les moins connues du régime autocratique russe.

Si l'on se reporte à cette époque, on constate qu'il y avait bien alors en Russie ce qu'on appelait le conseil des ministres, mais il ne correspondait nullement à l'assemblée que nous désignons par la même expression. Le tsar, puisque sa volonté était souveraine, recevait individuellement le chef de chaque département et conférait avec lui. Il en résultait que le titulaire d'un ministère pouvait arriver à produire devant le tsar des arguments techniques contre lesquels le bon sens naturel est impuissant, contre lesquels, par conséquent, l'autocrate était désarmé. Ceci était particulièrement vrai pour les finances, puisque seul un spécialiste de première force, un économiste déjà remarquable peut discuter avec compétence les rapports du ministre chargé du trésor public.

Cette méthode offrait un incontestable danger. Si le ministre de la guerre, par exemple, fût venu soumettre à l'empereur un projet de réforme radicale de l'armée, l'empereur, qui connaît la chose militaire, eût été parfaitement à même d'opposer sur tel ou tel point, s'il y avait lieu, son *veto* intelligent. Qu'on suppose, au contraire, le ministre des finances enfermé dans le cabinet de travail de l'empereur, faisant appel à la fausse logique des chiffres pour engager la Russie dans des opérations financières dangereuses. Comment le tsar se fût-il dirigé dans le labyrinthe compliqué des emprunts, des conversions, des budgets, du service de la Dette, de tous les rouages constitutifs enfin de l'appareil financier infiniment complexe d'un pays immense comme la Russie? C'était évidemment impossible. Il en résulta que, pratiquement, M. Witte, ministre des finances russes, fut un potentat dont la puissance, en fait, dépassa

de beaucoup celle du tsar. Songez que tous les autres ministres devaient établir leur budget d'accord avec lui et dans la mesure de disponibilités qu'il connaissait seul. Considérez que la direction du commerce, des chemins de fer, dépendaient de lui; qu'il orientait l'instruction des écoles techniques, que l'inspection des fabriques fut sous ses ordres, qu'il organisa et développa le monopole de l'alcool là où il le voulut, que par les grandes banques d'État il tint la noblesse, qu'il put brusquement hausser et baisser tous les impôts. Donc bien avant de jouer son rôle actuel, M. Witte a déjà été un maître absolu. Avec une décision impressionnante, il a réalisé les plus grandes réformes, notamment celle consistant à adopter l'étalon d'or. Le résultat a bien été la fixité du cours du rouble, ce qui est un avantage incontestable; infiniment moins heureux paraît devoir être le système des grands emprunts incessants à l'étranger. A ce sujet, dans une lettre du 22 avril 1897 que j'ai pu lire, un spécialiste bien connu disait : « M. Witte livre la Russie aux financiers cosmopolites, et Dieu sait ce qu'il en adviendra; c'est l'esclavage qui recommence sous une autre forme, au profit cette fois des capitalistes étrangers. »

M. Witte, ministre des finances, s'est encore dit qu'il fallait doter la Russie de l'outillage industriel dont elle manquait. L'idée était profondément juste, mais à la condition d'être appliquée sans brusquerie et surtout sans violence. Il n'en fut pas ainsi. A peu près partout où on pouvait en trouver le prétexte, le ministre des finances suscita la création d'énormes établissements industriels, métallurgiques notamment, sans qu'au préalable on se fût livré à aucune étude vraiment sérieuse sur la possibilité de leur succès.

Pour activer la création de sociétés étrangères qui apporteraient en Russie leurs capitaux, M. Witte fit commander par l'État aux nouvelles fabriques des wagons, des locomo-

tives, des rails; ces commandes, pendant un temps, alimentèrent les nouveaux ateliers, et il en résulta bien une courte période de prospérité et d'enthousiasme; mais bientôt l'État russe diminua, puis cessa ses commandes de fournitures. Un sentiment général d'insécurité apparut, s'accentua, et finalement aboutit aux faillites d'entreprises industrielles dont on eut en France un écho affaibli, mais qui n'en entraînèrent pas moins la perte de millions par centaines.

Ce résultat lamentable semble être la conséquence de plusieurs conceptions erronées.

D'abord, la Russie ne ressemble pas à l'Amérique du Nord. La « mentalité » des populations dirigeantes est trop différente de celle des Yankees pour autoriser l'espoir de résultats analogues par l'emploi de méthodes identiques. En outre et surtout, la fabrication industrielle, en Russie, doit être envisagée sans chercher à établir aucun rapport entre elle et la population totale de l'empire. Toute production n'est-elle pas en relation directe avec les besoins des consommateurs? Or, sur cent vingt-cinq millions de Russes, cent millions peut-être, n'ayant que des besoins rudimentaires, ne peuvent pas encore être envisagés comme des consommateurs de produits fabriqués. Ils le deviendront sûrement, à mesure que, perdant leurs usages séculaires de s'habiller avec tout ce qui se fait au village, ils s'accoutumeront à acheter ce qui vient des grands centres; mais, pour cela, il faut du temps, beaucoup de temps. En réalité, ce résultat sera une conséquence, en Russie comme partout, de la diffusion de l'instruction.

De ceci, il découle que, pour relever vraiment le niveau de la production russe, il faut tout d'abord procéder à l'éducation populaire, et non pas créer d'énormes établissements destinés à périr par suite du manque de consommateurs. L'exemple des filatures établies, il y a quatre ou cinq ans, dans la région de Moscou, en surcroît des

besoins existants, est topique. Alors que les anciennes entreprises, assurées d'une clientèle, réalisaient d'excellentes affaires, les nouvelles fabriques, faute de débouchés réels, ont fini par faire faillite.

Ajoutons encore que, s'il est bon de doter la Russie *progressivement* de l'outillage qui lui fait défaut, il ne saurait s'agir de transformer la Russie de pays agricole en pays industriel.

La Russie est, avant tout et par excellence, un pays agricole. Elle ne doit pas perdre ce caractère, et la vérité économique russe semble être surtout d'améliorer la culture, d'augmenter les rendements du sol en introduisant des méthodes modernes chez les paysans, cette masse énorme du peuple qu'il est si essentiel de servir, de protéger, de développer, et qui constitue la vraie base de la force russe.

Eh bien, à ne considérer que les faits, on peut se demander si M. Witte n'a pas eu une conception opposée. Sa politique financière s'est tournée contre tous ceux qui devaient vivre de la terre russe. Elle les a mis dans la situation la plus pénible. Depuis plusieurs années déjà, les choses en sont au point qu'aussitôt après la récolte, le paysan et le propriétaire doivent la vendre, le premier pour payer ses impôts et le second pour acquitter à la fois et ses impôts et les intérêts des emprunts qu'il a faits à la banque de l'État, ou, ce qui est pis, à un usurier quelconque.

Mais, pour vendre vite la récolte, il faut la céder à vil prix à ces intermédiaires qui spéculent sur les grains et qui, eux, réalisent d'énormes bénéfices. Puis, quand le printemps revient, comme souvent ni le propriétaire ni le paysan n'ont pu faire les réserves nécessaires aux semailles, l'un et l'autre doivent alors se procurer la semence dans les conditions les plus onéreuses, et c'est encore une cause de prêts usuraires et de ruines.

Or, cette situation vraiment douloureuse, on va comprendre comment elle procède directement, et pour la plus

grande part, de ce système financier qui consiste pour la Russie à emprunter sans arrêt à l'étranger des sommes colossales. En effet, c'est pour parer au service croissant des intérêts d'une pareille dette extérieure sans cesse accrue et aux frais des créations nouvelles en Extrême-Orient que M. Witte a dû hausser sans relâche les impôts, et précisément les impôts qui portent sur la terre et sur les paysans.

Certes, l'empire des tsars est un pays renfermant de grandes richesses, mais encore, quand on parle de ces richesses, faut-il distinguer avec soin la richesse du sol, celle du fisc et celle du peuple. Le sol et le sous-sol russe contiennent des fortunes, cela est certain, mais la mise en valeur de ce sol dépend dans une large mesure de l'aisance de la population ; or, si le fisc russe est opulent, si son stock de métal précieux s'est constamment augmenté avant la guerre, — ce qui est incontestable, — n'est-ce pas au moyen précisément d'emprunts qui entraînent par répercussion des impôts épuisants qui, par conséquent, appauvrissent les paysans d'une manière extrême?

Ces souffrances sans cesse accrues des classes rurales, conséquences du système financier des grands emprunts étrangers, ont coïncidé avec la création de centres industriels signalée plus haut. Les paysans ont été volontiers dans les nouvelles fabriques. Durant quelque temps, ils y ont gagné de bon salaires; puis, l'ère des difficultés venue, il a fallu baisser ces salaires ou licencier ces ouvriers. La propagande révolutionnaire systématique a alors fait son œuvre. Puis enfin, après la faillite des grandes usines, il a fallu revenir au village et reprendre le travail de la terre commune. Ce travail est alors apparu comme décevant et ingrat. La fainéantise aidant, et sous l'action de ces diverses circonstances, l'esprit de révolte et d'anarchie s'est développé dans les classes rurales au point d'aboutir parfois à la dévastation des maisons des propriétaires, comme le fait s'est produit, il y a quatre ans, près de Kharkoff.

Par suite de cet état de choses, déjà bien avant la guerre, il y avait des régions de la Russie où les propriétaires éprouvaient les plus grandes difficultés à faire valoir leurs droits les plus élémentaires. Quand la récolte était à peu près mûre, ils devaient faire garder leurs champs la nuit; mais comme ceux-ci ont parfois plusieurs verstes de long, alors qu'on les gardait à une extrémité, les voleurs opéraient à l'autre. La situation était telle que beaucoup de propriétaires n'osaient plus aller à la campagne, redoutant les pires violences, craignant même qu'on ne leur enlevât leurs filles, comme le cas s'est présenté. Les défaites en Mandchourie ont aggravé cette situation dans la proportion que l'on sait.

La vérité, c'est que, dans un nombre croissant de régions, les paysans n'attendent plus que ce qu'ils appellent le « partage noir », qui dans leur pensée doit leur donner toutes les terres que l'abolition du servage a encore laissées aux propriétaires. C'est cette idée qui, subrepticement diffusée par les organisateurs de l'actuelle révolution, rendait certains, aux premières difficultés extérieures, de graves troubles internes, qui maintenant prennent l'aspect d'une effroyable jacquerie.

Or, c'est chose notoire et maintenant bien connue, au premier rang des propagandistes, parmi les plus subtils et les plus ardents révolutionnaires, on trouve les Israélites.

La question juive, en Russie, est infiniment plus complexe qu'on ne l'imagine couramment en France, où l'on a cru volontiers que le gouvernement russe était purement et simplement antisémite par système.

Qu'il y ait peu de sympathie naturelle entre Moscovites et juifs, c'est indiscutable. Les Russes prétendent que les juifs se conduisent toujours envers eux comme des adversaires subtils, qu'ils ont la haine de tout ce qui est russe. J'ai entendu maintes fois raconter, par des officiers russes, que les Israélites incorporés dans les armées du tsar font

des soldats plus que médiocres. L'exode en masse de réservistes juifs fuyant la mobilisation pendant la guerre ne donne-t-elle pas une base à cette opinion?

A ces divers reproches, les Israélites ripostent que les lois russes les mettent dans l'impossibilité de montrer leurs qualités.

En fait, pour un observateur impartial, le résultat de la législation antérieure à la guerre à l'égard des juifs pouvait se résumer ainsi : elle gênait incontestablement par des règlements restrictifs les «petits juifs», c'est-à-dire les juifs pauvres; par contre, les « grands juifs », les juifs riches, étaient pratiquement tout à fait libres. Il suffisait, en effet, qu'un juif fût marchand de la première guilde pour pouvoir circuler et opérer dans toute la Russie; or, comme beaucoup de juifs aisés savent faire de leur or un emploi judicieux, ils n'hésitaient pas à « intéresser » les fonctionnaires avec qui ils se trouvaient en rapport, si bien qu'en fait, les juifs riches sont depuis longtemps en Russie non pas esclaves, mais maîtres et dominateurs.

Afin de justifier cette affirmation qui ne peut pas surprendre ceux qui connaissent Pétersbourg et Moscou, mais qui est susceptible d'étonner des lecteurs français, je rappellerai une simple observation de voyage montrant bien par quels procédés le juif russe, en dépit des règlements restrictifs, pouvait arriver à se constituer dans l'empire des tsars une situation parfois meilleure que celle du Russe de race.

Je descendais le Dnieper de Kieff à Krementchoug. Sur mon bateau, je vis les gens du bord interdire à un pauvre diable russe de chanter pour les passagers afin de gagner quelques kopecks. Par contre, on permit à un juif de jouer du violon et de faire sa quête fort tranquillement. Pourquoi cette différence de traitement? C'est parce que l'Israélite avait su « intéresser » l'autorité du bateau qu'il fallait au succès de ses opérations. Cet exemple si simple est révélateur de la forme de corruption qui pouvait s'exercer du

haut en bas de l'échelle, et qui facilement triomphait avec nombre de petits fonctionnaires russes dont le traitement est dérisoire et qui, s'ils sont habilement tentés, peuvent être assez facilement amenés à se montrer bienveillants.

Il s'est trouvé par surcroît que les circonstances des dernières années ont singulièrement favorisé les Juifs russes importants. Il faut bien savoir, en effet, que chacun des emprunts conclus à l'étranger par la Russie a été l'occasion d'une mainmise plus complète des Israélites sur les centres d'influence à Pétersbourg. Assurer la conclusion, puis les services d'un emprunt, c'est établir un immense mouvement d'argent dont l'emprunteur a grand besoin et au cours duquel quelques millions peuvent se répartir intelligemment. Comme, en France, les grands financiers sémites ont été les principaux intermédiaires entre le gouvernement russe et les capitalistes français, on peut supposer quels avantages ont pu tirer de cette situation des hommes qui, depuis des siècles, ont l'habitude de devoir à l'habileté insinuante ce que d'autres demandent à la force ouverte. Tous ceux qui connaissent les dessous des grandes affaires savent qu'à l'occasion de chaque nouvel emprunt, des relations se sont forcément établies entre les grands sémites non russes et le gouvernement de Pétersbourg. Au cours des négociations, les premiers ont toujours donné à entendre, de façon directe ou implicite, que, pour s'assurer leur concours, il fallait libérer les juifs russes de la législation spéciale qui les gênait encore; et c'est en conséquence de ces pressions répétées que les Russes ont fait quelques concessions dans cet ordre d'idées, mais avec un manque d'enthousiasme évident (1).

Au premier instant, si les restrictions imposées aux « petits juifs » apparaissent nettement condamnables, mal-

(1) J'ai exprimé ces idées pour la première fois dans *le Correspondant* le 25 septembre 1904. On put les croire alors excessives. Or, on apprit que l'un des premiers actes de M. Witte, lorsqu'il alla négocier la paix

heureusement, quand on connaît mieux la Russie, on comprend qu'elles ne sont pas toujours sans raison d'être. Il est évident, par exemple, que le factionnaire qui, placé à la porte du Jardin de Saxe, à Varsovie, empêche les juifs en caftan d'y pénétrer autrement qu'à certains jours déterminés, paraît au Français qui passe appliquer une consigne vexatoire et indéfendable ; mais ce Français, s'il apprend à connaître les juifs de Varsovie, leur malpropreté repoussante, les procédés détestables qu'ils emploient avec les non-Israélites dès qu'ils se savent non surveillés, finit par comprendre que, s'ils étaient libres dans le Jardin de Saxe, les juifs l'envahiraient, l'accapareraient et pratiquement empêcheraient les chrétiens d'y séjourner. Le factionnaire russe dont je parlais plus haut a l'air de représenter une politique oppressive ; en fait, il assure simplement la jouissance successive et paisible d'un très beau lieu public aux divers éléments ethniques de Varsovie, entre lesquels des rixes fréquentes éclatent quand ils sont rassemblés.

Ce sont des difficultés analogues, mais d'une portée beaucoup plus grave, qui ont fait interdire aux juifs de Pologne de se répandre librement dans toute l'étendue des campagnes russes. Cette mesure avait uniquement pour but de préserver les paysans russes, qui sont absolument sans défense contre les entreprises des usuriers ; et, pour bien comprendre la nature de cette grave prohibition, il faut savoir ce qui se passe en Galicie autrichienne.

Depuis 1848, époque à laquelle furent levées au nom des

en Amérique, fut de recevoir MM. Jacob Schiff, Khün, Loeb et Cº. La note-dépêche publiée à cette occasion par les journaux est suffisamment explicite sur la portée de cette entrevue.

« *New-York, 14 août 1905.* — M. Jacob Schiff et d'autres Israélites prépondérants conféreront, ce soir, avec M. Witte sur la situation des juifs en Russie.

« Si M. Witte donne des assurances d'un caractère satisfaisant sur l'amélioration de cette situation, la Russie pourra, si elle le désire, placer des emprunts par l'intermédiaire des maisons de banque d'ici. »

principes libéraux les dernières entraves qui gênaient les juifs de Galicie, la majeure partie de la terre et à peu près tout l'argent sont passés entre leurs mains. Le résultat que peut constater n'importe quel enquêteur d'Occident de bonne foi, c'est que, dans cette partie de l'Autriche, un million d'hommes sémites tient six millions de paysans polonais et ruthènes dans le plus dur esclavage économique qui se puisse imaginer. C'est cet exemple sous les yeux qui a fait hésiter le gouvernement russe à donner une entière liberté de résidence aux juifs de Pologne. Il a hésité, non pas du tout pour la satisfaction de vexer une partie de ses sujets, comme on le prétend souvent à tort, mais dans la crainte après tout légitime de compliquer encore la situation intérieure de l'empire, déjà suffisamment difficile.

Donner la liberté aux juifs de séjourner dans toutes les campagnes russes, c'est centupler la puissance de cette organisation mystérieuse qui a nom le *kahal*.

Qu'est-ce que le *kahal?* Le *kahal* est la constitution dans chaque groupement de juifs russes d'une assemblée, dite des anciens, qui est souveraine aux points de vue national, financier, social et politique. L'organisation du *kahal* est encore mal connue, car elle est difficile à pénétrer; elle remonte, croit-on, au règne d'Élisabeth, mais a été complètement réalisée au commencement du dix-huitième siècle. Elle a été et est encore si forte, que certains juifs eux-mêmes se plaignent parfois de sa tyrannie.

Or, si l'on tient compte de pareilles conditions, peut-on sensément reprocher à un gouvernement d'avoir hésité à soumettre des millions de paysans qu'il sait désarmés à l'action de semblables causes de ruine, alors surtout qu'il voit nettement en Galicie autrichienne les effets de ce qui est en Occident le régime du droit commun?

Il est tout naturel, certes, que l'Israélite civilisé de Paris, de Londres ou de New-York, qui ignore la condition vraie des choses en Russie, ne puisse pas admettre les res-

trictions légales dont souffrent ses coreligionnaires dans l'empire des tsars; mais celui qui connaît bien ce qui existe au delà de la Vistule est mieux à même de demander si le véritable intérêt des juifs de Pologne est réellement de se répandre dans toute la Russie; si cette diffusion n'aura pas pour conséquence, après un court moment de triomphe pour Israël, la multiplication d'événements semblables à ceux de novembre 1905 et finalement l'éclat d'un immense mouvement populaire antisémite?

Quoi qu'il en soit, les juifs de Russie ne cherchent pas à voir si loin. Ils ne considèrent que le présent, et par tous les moyens ils s'ingénient à détruire l'ordre de choses établi. C'est ce qui explique pourquoi ils se sont mis avec passion à la tête de l'agitation révolutionnaire. Étudiants, ils provoquent avec une inlassable ardeur des troubles universitaires; mêlés aux affaires industrielles, ils poussent la propagande ouvrière quand ils ne participent pas directement aux attentats suprêmes. C'est pour les mêmes raisons que le juif russe s'est montré, selon les circonstances, l'allié systématique et fidèle des Anglais, des Allemands, des Japonais.

Mais, si cette action sémite antirusse est bien réelle, il ne faut pas non plus en exagérer l'importance ou lui donner des bases trop larges. Il ne faut pas croire que tous les juifs ont, à l'égard de la Russie, la même nature de sentiments. Selon moi, il y a là encore une distinction à faire, suivant qu'il s'agit des « petits juifs » ou des « grands juifs ».

Les « petits juifs », à quelque État qu'ils appartiennent, détestent la Russie; ils rêvent sa destruction pure et simple. Quant aux « grands juifs », aux financiers, leur point de vue est tout autre. Leur sympathie pour l'empire des tsars est plus que médiocre, certes, mais, au moins, ils savent que ce pays, dans sa forme immense actuelle, est pour eux une source constante d'énormes bénéfices. Que l'on songe simplement aux courtages que justifient les emprunts

russes! Notez bien qu'il n'y a aucun risque à courir, que le résultat de l'opération est certain, et vous comprendrez que les financiers ne verraient pas disparaître sans un vif regret, et même peut-être sans faire un certain effort pour la maintenir, la structure d'un État dont l'existence seule est productive d'opérations si fructueuses.

Ceci n'empêche nullement, d'ailleurs, la question juive de se poser en Russie d'une façon chaque jour plus aiguë. Pour supputer la rapidité de son évolution, accélérée par les échecs de la guerre, il serait fort intéressant de savoir quelle influence M. Witte exercera encore sur la direction des affaires. Il est en tous cas facile de constater combien, depuis l'assassinat de M. de Plehve, la presse qui reflète avec plus ou moins d'intensité l'influence sémitique a souhaité son retour au pouvoir. C'est que M. Witte passe, en effet, depuis longtemps, pour être très favorable aux juifs; et ceci s'explique d'ailleurs fort naturellement par les circonstances mêmes de sa vie.

Issu d'une famille des provinces baltiques, M. Witte fit ses débuts dans les affaires sous l'égide de M. Bloch, banquier de Varsovie. Or, qu'était M. Bloch? M. Bloch, mort il y a peu de mois, fut celui qui, plus tard anobli, se fit appeler Jean de Bloch, compila une quantité considérable de documents sur le prix de revient des guerres et devint l'un des propagateurs les plus actifs de l'idée de la paix universelle. Au cours de cette campagne de propagande, M. Witte eut l'occasion d'aider son ancien chef. Approchant fréquemment l'empereur en sa qualité de ministre des finances, ce fut en effet M. Witte qui obtint pour M. Jean de Bloch des audiences de Nicolas II qui firent alors sensation, et qui, c'est simple justice de le reconnaître, contribuèrent à convaincre l'empereur de Russie du caractère pratique de la Conférence de La Haye.

Or, l'origine de M. de Bloch ne laisse point de place à la discussion. Enfin, comme chacun sait, par son mariage,

M. Witte s'est encore rapproché intimement d'Israël. Voilà plus de raisons qu'il n'en faut pour expliquer quelles sympathies vont à M. Witte, pourquoi il a confié maintes fonctions de ses services à des juifs « orthodoxisés », et pourquoi enfin il a été le candidat de la presse étrangère sémite, qui généralement se montre la plus antirusse. Cette confiance paraît bien placée, car, le 13 septembre 1905, avant de quitter l'Amérique, une fois la paix conclue, « M. Witte a donné à MM. Séligman, Strauss et Kraus l'assurance que la situation des Israélites en Russie serait bientôt améliorée, et qu'il était permis de prévoir l'émancipation des Israélites et leur participation au gouvernement de l'empire au même degré que les autres sujets russes (1). » De fait, à peine mis de nouveau à la tête des affaires et investi d'une sorte de dictature en novembre 1905, M. Witte fut dénoncé comme l'homme des juifs dans un appel extraordinairement violent; quelques jours après (21 novembre), on apprit que M. Witte avait décidé de rendre la Russie entière accessible aux juifs (2).

(1) V. *le Temps*, 14 septembre 1905.

(2) D'après *l'Éclair* du 15 novembre 1905, le document ci-dessous a été publié dans le premier numéro du journal de Maxime Gorki *Novaia Jisn* (*la Nouvelle Vie*.)

« Mort aux juifs !

« Peuple russe, mort aux juifs !

« Sortez de votre sommeil et entrez dans le sentier de la vérité et de la justice.

« On vous insulte, on se moque de vous.

« Votre père le tsar n'en sait rien, car il est entouré de ministres juifs tels que Witte et ses collègues.

« Ecoute, peuple, le tsar, votre petit père, ne connaît pas votre peine ; on ne lui permet pas de lire les journaux, on ne lui dit rien de ce qui se passe.

« Witte est arrivé si haut qu'il fait ce qu'il veut.

« Witte s'efforce à remplir tous les postes avec des juifs, et ainsi, glorieux peuple russe, l'affliction qui t'attend est grande.

« Vous ne parlerez plus en russe, vous ne prierez plus comme des chrétiens orthodoxes, car tout et partout sera juif.

« O nation russe ! Je te supplie de te lever contre les juifs. Battons-les ! battons les juifs ! Faisons-en autant de Witte !

« Beaucoup, parmi nous, sont prêts à sacrifier leur vie pour le tsar, la

Quel sera réellement le développement prochain de la question sémite en Russie? Je n'ai pas ici à le rechercher; j'ai voulu simplement noter qu'elle est depuis longtemps une cause profonde quoique, voilée, de la tourmente actuelle.

Ajoutez enfin, à tous ces éléments de crise, la tendance naturelle et légitime des peuples modernes à un progrès matériel, sinon moral. Depuis dix ans surtout, la Russie est en voie de transformations dont le besoin s'observe même dans les moindres détails. Dans les familles riches de Pétersbourg, les vieilles formes de samovar disparaissent. A Moscou, il existe, certes, de riches marchands *(kouptsi)* qui portent encore leur costume national, mais beaucoup de leurs fils se font habiller à Londres. La masse du peuple elle-même change à vue d'œil. Déjà les jeunes générations de paysans ne savent plus les vieilles chansons de leurs pères, et leur sentiment religieux, quoique encore profond, a très sensiblement diminué.

Telles sont les causes capitales, *antérieures à la guerre,* des convulsions internes et présentes de la Russie.

Pour l'empire des tsars, le moment est solennel; il a dû chercher à mener à bien une guerre extrêmement difficile précisément au moment où une intense fermentation intérieure posait à la fois les plus redoutables problèmes. Dans une certaine mesure et dans un certain monde, ce sont même les difficultés intérieures, devenues si troublantes et si profondes, qui ont été cause, au début, de la facile

mère patrie et la foi orthodoxe. Nous ne devons pas prendre un instant de repos avant de les avoir tous exterminés. A bas les juifs!

« Witte, le voleur, a déjà été marqué d'une croix. Ne soyons pas chiches de nos efforts. Citoyens russes, vous apprendrez bientôt que Witte a été mis à mort. Une centaine de personnes ont déjà juré de risquer leur vie pour le tuer.

« Mourons donc l'un après l'autre, mais lui (Witte), tuons-le comme un chien. Nous exterminerons tous les juifs et tous ceux qui les soutiennent. »

Il paraît toutefois très peu vraisemblable que ce texte émane de Gorki lui-même. Il est probable que son journal n'a fait que reproduire ce document.

acceptation de la lutte avec le Japon. Combien de fois, dans les dernières années, n'entendis-je pas mes amis de Saint-Pétersbourg me dire : « Nous ne sortirons de notre crise intérieure que par une grande guerre! »

Cette boutade marquait mieux l'état d'esprit qui régnait alors qu'elle n'était conforme à une prévision sage des événements.

Si les hommes de Saint-Pétersbourg avaient, en effet, vraiment voulu trouver un dérivatif belliqueux, ce n'est pas la guerre avec le Japon qu'ils auraient pu souhaiter.

Les conditions de la lutte avec l'empire du mikado étaient, en effet, infiniment plus difficiles pour la Russie que si celle-ci avait eu à combattre l'Allemagne en Pologne, hypothèse qui avait été envisagée et préparée, alors que l'idée d'une lutte à mort avec le Japon assaillant n'a jamais été considérée avec le sérieux qui eût été nécessaire.

Quoi qu'il en soit, si maintenant nous cherchons à porter un jugement d'ensemble sur la Russie, en tenant compte du bien et du mal et surtout des obstacles inhérents au sol russe, nous dirons : en dépit de ses détracteurs, la Russie, depuis cinquante ans, malgré d'immenses et renaissantes difficultés, a réalisé de très sérieux progrès; elle s'est transformée avec une rapidité relativement considérable, et il est douteux que ceux qui, en Occident, critiquent si aisément le gouvernement de Saint-Pétersbourg, eussent fait beaucoup plus vite et beaucoup mieux que lui s'ils avaient eu à régir un État aussi spécial et aussi prodigieusement complexe que la Russie.



PREMIÈRE PARTIE

LES CAUSES DE LA GUERRE

Si l'on veut apprécier sainement les multiples conséquences possibles et probables de la lutte russo-japonaise, il faut avant tout en connaître très clairement les raisons.

Le conflit russo-japonais peut être comparé à une énorme machine composée de rouages, grands, moyens et petits. Les uns sont facilement visibles; pour percevoir les autres, il faut absolument démonter la machine; ces rouages, ce sont les causes de la guerre.

Démontons donc l'engin, étudions chacun de ses rouages séparément, c'est-à-dire chacune des causes de la guerre. Isolons-les pour en apprécier successivement l'importance relative et en estimer l'action vraie.

L'esquisse à très larges traits des grandes étapes de l'expansion moscovite vers l'Extrême-Orient et des prétentions japonaises dans les mers de Chine montrera comment le Japon et la Russie sont entrés en contact.

L'étude des efforts déjà anciens de la diplomatie allemande pour engager la Russie en Asie orientale établira dans quelle large mesure le pays des tsars a été poussé à l'est par le gouvernement de Berlin. L'on verra, en outre, comment, après le traité de Shimonoséki (1895), les deux questions de Mandchourie et de Corée se dégagent distinctement, et comment elles mettent progressivement aux

prises l'empire des tsars et celui du mikado. Ces exposés feront apparaître les *causes territoriales anciennes du conflit;* celles qui tiennent aux ambitions ou aux besoins de la Russie et du Japon, ainsi qu'aux nécessités de la politique bismarckienne.

Il faudra rechercher ensuite les *causes morales ou personnelles de la rupture;* celles qui, sans tenir directement aux prétentions territoriales de la Russie et du Japon, ont cependant préparé chez les deux peuples l'éclat de la guerre.

Mais l'intelligence de la situation lors de la première attaque de Port-Arthur ne sera pas complète; il faudra, en effet, examiner encore les *causes accessoires et dernières de la lutte,* c'est-à-dire chercher dans quelle mesure les Japonais ou les Russes ont pu être incités à la guerre par des tiers; dans quelle mesure et pourquoi les Américains, les Anglais et les Allemands ont pu les suggestionner et contribuer ainsi à l'ouverture des hostilités.

Alors, percevant nettement ces trois catégories distinctes des éléments si divers, générateurs du conflit russo-japonais, le lecteur aura devant lui la vue panoramique des causes de la guerre.

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES ANCIENNES DE LA GUERRE ANTÉRIEURES AU TRAITÉ DE SHIMONOSÉKI (1895)

I. — La marche des Russes vers l'est.

Les origines de la mainmise russe sur la Sibérie. — Le traité de Nertchinsk et ses suites. — L'action concordante du comte Mouraview et de l'amiral Nevelskoï sur la pénétration russe en Extrême-Orient. — Le traité d'Aïgoun et l'acquisition des territoires de l'Amour. — Vladivostok.

Après la création de Vladivostok. — La question de Sakhaline. — Le Transsibérien. — L'insuffisance constatée de Vladivostok et les conséquences de cette constatation.

II. — L'Allemagne a travaillé depuis longtemps a engager la Russie en Extrême-Orient.

L'action de la diplomatie allemande est l'une des causes les plus anciennes de la guerre russo-japonaise. — Le prince de Bismarck et l'affaire de Kouldja. — M. de Brandt, ministre d'Allemagne à Pékin, et son rôle en 1880, d'après une correspondance diplomatique.

III. — Premiers contacts de la Corée avec les Japonais et avec les Russes.

Ancienneté des rapports des Nippons avec la Corée. — La conquête de Jingo, d'Hideyoshi, en Corée, voie d'accès du bouddhisme au Japon.

Ouverture de la Corée aux Européens. — Conclusion des premiers traités avec les nations blanches.

Comment les Japonais s'installent à Séoul. — Première collision avec les soldats chinois et ses suites.

Les premières tentatives russes sur la Corée. — Les Japonais comprennent qu'il faut devancer les Russes.

IV. — La guerre sino-japonaise de 1894.

Son prétexte et ses phases. — La révolte des Tong-Haks. — L'attaque soudaine du Japon. — Ses victoires.

Le traité de Shimonoséki. — Circonstances de sa négociation, ses clauses.

I

Avant d'entrer en contact avec les Japonais, les Russes durent franchir en marchant vers l'Orient d'énormes distances.

C'est au seizième siècle, sous Ivan IV, que la Moscovie commence à regarder à l'est. Le royaume de Kazan est conquis en 1552. En 1558, Grégoire Strogonoff obtient des concessions de terre sur la Kama. Un Cosaque du Don, Ermak Timofeevitch, franchit l'Oural et s'avance jusqu'aux rives de l'Irtych et de l'Ob. Tobolsk est fondée en 1587. Le poste de Iakoutsk est campé en 1632 au coude le plus oriental de la Léna. Toute la portion de la Sibérie comprise entre ce fleuve et la mer d'Okhotsk est ensuite explorée par des aventuriers audacieux : Poïarkoff, Chabaroff, Stépanoff. Les voïevods d'Iakoutsk, agissant en qualité de vice-rois, transmettent les rapports des explorateurs au tsar Alexis Michaïlovitch (1645-1676) qui, intéressé par les nouveaux problèmes ainsi posés, ordonne de diriger les recherches plus au sud, du côté du fleuve Amour.

Plusieurs expéditions furent la conséquence de cet ordre. L'une d'elles est menée par Athanase Pachkov, qui fonde Nertchinsk en 1658 : le poste d'Albasine est créé encore plus à l'est, sur la rive gauche de l'Amour.

En 1684, le gouvernement chinois s'émeut de ce qu'il considère comme un empiétement sur son territoire. Le siège est mis devant Nertchinsk et Albasine par les Mandchous, puis un armistice intervient. Finalement, les délégués du tsar et du Fils du Ciel signent, le 27 août 1689, le traité de Nertchinsk, le premier acte diplomatique passé entre la Russie et la Chine.



LA MARCHE DES RUSSES VERS L'EST

Cette convention permettait aux Russes munis de passeports de commercer dans toute la Chine ; mais son importance tint surtout à la clause suivante que, fort habilement, le boyard Golovine sut y faire insérer :

Tous les affluents du fleuve Amour, coulant du midi au nord, appartiennent à la Chine. Les rivières qui se jettent dans le fleuve Amour, du côté nord, et celles dont le cours s'étend dans la direction des monts Khingan, appartiennent à Sa Majesté le Tsar. Reste neutre le territoire se trouvant entre les susdites montagnes et la rivière Oudi, et s'étendant jusqu'aux plages de la mer.

Pendant longtemps, le *statu quo* se maintient; puis, l'action concertée de deux hommes : Nicolas Mouravieff et Guennadi Nevelskoï, vient en peu d'années faire faire un progrès considérable à la pénétration russe.

Guennadi Ivanovitch Nevelskoï naquit le 24 novembre 1813 à Drakino, dans le gouvernement de Kostroma. Attiré par les choses de la mer, il entra dans la marine de guerre, et, tout jeune enseigne, se passionna pour l'énigme que constituait alors la question du fleuve Amour. Où était l'embouchure de ce fleuve mystérieux? Était-il accessible aux grands navires? Si oui, la Russie devait à tout prix s'en emparer et trouver ainsi un débouché sur le Pacifique. La volonté tenace du jeune officier lui permit de chercher et de trouver la solution du problème.

Après s'être mis d'accord avec Nicolas Mouravieff, nommé en 1847 gouverneur de la Sibérie orientale, il obtint de commander le *Baïkal,* vaisseau-transport chargé de ravitailler le port de Petropavlosk au Kamchatka. Sa cargaison une fois livrée, le commandant Nevelskoï explora, dans l'été de 1849, le littoral sud-est de la mer d'Okhotsk. Il constata que Sakhaline était une île et non pas une presqu'île, comme on l'admettait jusqu'alors, et, le 22 juillet, il découvrit enfin l'embouchure du fleuve Amour.

Le 1er août 1850, Nevelskoï fonde à ce point le port de Nicolaïevsk. Cet établissement est à peine affermi que l'ar-

dent commandant, devenu amiral, songe à annexer Sakhaline. Il envoie l'un de ses officiers, le lieutenant Boschniak, en explorer la côte nord-est. Puis, le 22 septembre 1853, le *Nicolaï*, important navire de guerre pour l'époque, portant l'amiral Nevelskoï, le major Boussé et le lieutenant Boschniak, jette l'ancre devant Tamar-Aniva, le plus grand village de l'île. Les Japonais, qui depuis fort longtemps trafiquaient avec les chefs aïnos de Sakhaline, et qui ainsi avaient acquis dans le pays une influence réelle, cherchent, mais sans succès, à provoquer une opposition au débarquement.

Dès le lendemain, le poste de Tamar-Aniva reçoit le nom de Mouravieffsk, et l'amiral Nevelskoï fait rédiger, à l'usage des étrangers qui viendraient à Sakhaline, une déclaration officielle qui commençait ainsi :

D'après le traité de Nertchinsk, conclu, en 1689 entre la Russie et la Chine, l'île Sakkaline, étant la continuation du bassin du fleuve Amour, appartient incontestablement à la Russie. Sans parler de cet important document historique, prouvant à lui seul les droits de l'empire, d'autres faits les ont aussi appuyés. Des émigrés toungouses, sujets russes, ont occupé la susdite île dès le milieu du seizième siècle. En 1740, des navigateurs russes firent les premiers une description des côtes. En 1806, deux explorateurs russes, Chvostoff et Davidoff, ont occupé au nom de l'empereur Alexandre Ier le rivage du golfe Aniva.

Or, le territoire de l'île Sakhaline fait ainsi, depuis des siècles, partie des États russes, etc.

Les diplomates de Saint-Pétersbourg n'avaient pas une confiance aussi robuste dans la portée et la signification du traité de Nertchinsk; aussi le gouvernement russe, pour assurer l'avenir, voulut-il régler d'une façon plus formelle encore la question amourienne.

L'amiral comte Poutiatine, envoyé extraordinaire du tsar près de l'empereur de Chine, eut beaucoup de peine à obtenir que le gouvernement chinois voulût bien envoyer à Aïgoun un ambassadeur extraordinaire pour y fixer,

d'accord avec le gouverneur général de la Sibérie orientale, les clauses d'un traité définitif. Enfin, le prince I-Chan, parent de l'empereur de Chine, se rendit à Aïgoun, et, après maints pourparlers avec le général Mouravieff, signa, le 16 mai 1858, un traité qui reconnaissait à la Russie la rive droite de l'Amour, depuis la mer jusqu'au fleuve Argoun.

Le 1/13 juin 1858, le vice-amiral comte Poutiatine signa à Tien-Tsin un nouvel accord sino-russe, qui facilita encore les bonnes relations déjà existantes. Le 2/14 novembre 1860, le général Nicolas Ignatieff, profitant fort habilement de ce que la Chine était aux prises avec la France et l'Angleterre, signa à Pékin, avec le prince Koung, un traité qui confirmait celui d'Aïgoun, et qui, cette fois, d'une façon formelle, reconnaissait à la Russie tout le territoire entre l'Oussouri et la mer. Aussitôt, un nouvel établissement russe fut fondé dans la baie de Napoléon, au-dessous de l'embouchure de la Suitania, à l'extrémité sud de la nouvelle acquisition; la nouvelle cité reçut le nom de Vladivostok, — la dominatrice de l'Orient (du verbe russe *vladiet* (dominer) et de *vostok* (Orient). Pendant quelque temps, il sembla aux Russes que tous leurs vœux étaient comblés et qu'ils avaient enfin sur le Pacifique le port choisi qu'ils enviaient.

Certes, la Chine avait vu avec regret des contacts aussi directs s'établir avec les hommes blancs de l'Occident; mais, si elle subissait ces rapports et ces pressions avec une gêne incontestable, les acquisitions faites jusque-là par les Russes ne portaient que sur des terres fort lointaines que les Célestes considéraient bien comme étant dans leur obédience, mais qui, après tout, n'avaient pas pour eux une importance vitale.

Quant aux Japonais, fort mécontents de l'arrivée des Russes dans le nord de Sakhaline, ils cherchèrent à plu-

sieurs reprises à sauvegarder dans la mesure du possible leurs intérêts.

En 1862, le shogoun envoya des délégués en Russie avec mission de délimiter les sphères d'action respectives. Ils proposèrent que Sakhaline fût coupée en deux parties par le 51e parallèle. Les Russes auraient eu la partie du nord et les Japonais celle du sud. L'entente n'ayant pu se faire, une sorte de *condominium* japono-russe s'établit en fait sur toute l'île, mais la situation qui en résulta fut pénible. En 1867, les Nippons tentèrent d'y mettre un terme. Les négociations échouèrent encore. Enfin, en 1875, l'amiral Enotomo reçut l'ordre exprès du mikado de régler définitivement la question. Il accepta d'abandonner tout Sakhaline aux Russes en échange de l'archipel des Kouriles.

De cette façon, toutes les difficultés pendantes entre l'empire des tsars d'une part et la Chine et le Japon de l'autre furent réglées pour un temps.

C'est alors que commencent à se manifester en Russie les premières idées sur la mise en valeur des territoires asiatiques. En 1866, le colonel Eugène Bogdanovitch présente à Alexandre II un projet général de Transsibérien. Peu à peu, les Russes s'intéressent davantage à leurs territoires d'Asie. A partir de 1886, le mouvement s'accentue. En 1889, les marchands de Nijni-Novgorod envoient une adresse à Alexandre III pour presser l'exécution du Transsibérien. C'est dans cette période que l'expérience établit l'insuffisance de Vladivostok sur lequel on avait tant compté. L'hiver, les glaces bloquent la rade, et, pour parvenir par terre à ce port, la voie ferrée devra contourner une portion considérable du territoire chinois.

Cette difficulté, on l'éviterait si l'on obtenait de la Chine l'autorisation de faire passer le dernier tronçon du Transsibérien sur le territoire mandchou, en allant directement de Nertchinsk à Vladivostok; et quant au port, toujours libre

de glaces, on l'acquerrait, semblait-il, dans des conditions cette fois les plus avantageuses si un jour le drapeau russe parvenait à flotter à l'extrémité de la presqu'île de Liao-Toung, à Port-Arthur, ou même mieux, et encore plus tard, à Fousan.

Ainsi naquit chez les Russes l'idée de la pénétration immédiate en Mandchourie et ultérieurement en Corée.

Cette conception remit les Russes en contact direct avec les Japonais, contact qui, comme on l'a vu, avait cessé du fait de l'abandon au tsar par le mikado de l'île Sakhaline, en 1875.

II

La tendance naturelle des Russes à marcher vers l'est n'est pas discutable, mais la politique qui en était la conséquence n'offrait pas de dangers, à la condition d'être progressive, de ne pas mener à des opérations prématurées, et surtout de considérer que les possibilités d'extension en Asie résultaient de l'état politique de l'Europe.

Tel eût dû être le point de vue des diplomates de Pétersbourg; mais, pour cette raison même, ce ne pouvait être celui de Berlin.

Depuis longtemps, l'Allemagne a tout fait pour engager la Russie en Extrême-Orient, et cette action puissante et soutenue est peut-être la cause la plus vraie de la guerre russo-japonaise.

Le rôle de l'Allemagne en Extrême-Orient, quoique ancien, a été joué avec tant d'habileté et de discrétion qu'il est encore presque ignoré. Tient-on à le comprendre dans sa vérité, il faut remonter presque à l'origine même de l'action politique du gouvernement allemand dans le

Céleste Empire. On en discernera ainsi aisément les principes et les tendances dans la période qui s'étend jusqu'à la guerre du Japon contre la Chine. L'action décisive de l'intervention allemande à Shimonoséki, en 1895, puis à Kiao-Tchéou, en 1897, apparaîtra ensuite sous son jour réel (1). Le résultat de ces investigations sera, je pense, une perception plus exacte du jeu remarquable des souverains prussiens dans les origines et le développement de la redoutable partie qui vient de bouleverser la face du monde.

La politique suivie par l'Allemagne en Extrême-Orient a été et est encore celle que lui imprima le prince de Bismarck.

A maintes reprises, le chancelier de fer laissa percer son passionné désir d'écarter la Russie des affaires d'Europe et de lui donner une pleine liberté d'action en Asie. A des amis de Saint-Pétersbourg il disait : « La Russie n'a rien à faire en Occident; elle n'y peut gagner que le nihilisme et d'autres maladies. Sa mission est en Asie; là, elle représente la civilisation (2). »

Les dessous d'un incident diplomatique aujourd'hui oublié, mais qui se passa alors que M. de Bismarck était encore au pouvoir, vont montrer avec évidence que le ministre de Guillaume Ier manœuvra réellement, il y a déjà vingt-cinq années, pour engager la Russie en Extrême-Orient.

En 1880, l'affaire de Kouldja fut sur le point de mettre la Russie en guerre avec la Chine. Pour comprendre à quel point un éclat décisif fut alors imminent, un exposé assez étendu des circonstances de ce conflit est indispensable.

Le territoire de l'Ili constitue un des points stratégiques les plus importants du nord-ouest de la Chine. Sous le règne

(1) V. p. 97.

(2) A. Rambaud, *Histoire de Russie*, p. 814. Hachette, Paris, 1900.

de l'empereur Tong, l'insurrection musulmane triompha si complètement en Dzoungarie qu'au mois de février 1866, aucune des villes de la région de l'Ili n'était plus au pouvoir effectif des Chinois.

Cet état de choses durait depuis plusieurs années quand, le 28 août 1871, l'interprète russe Lensy informa, dans une note, les autorités célestes que le gouverneur russe de la province des Sept-Rivières s'était emparé d'Ili le 4 juillet précédent. M. Vlangali, ministre de Russie à Pékin, ajouta



L'AFFAIRE DE KOULDJA

que la Chine devait envoyer un haut fonctionnaire à Ili pour se faire remettre la ville.

Le Tsong-li-Yamen remercia la légation de Russie de cette proposition, et l'empereur de Chine rendit un décret ordonnant au maréchal Yong d'aller à Ili s'occuper de la restitution de ces territoires. M. Vlangali assura qu'après entente du maréchal Yong avec le gouverneur russe Kauffmann, installé à Ili, celui-ci retournerait en Russie. Un second négociateur russe, M. Bokolansky, arriva dans la capitale du Céleste Empire. Lui et M. Vlangali eurent une

entrevue avec les membres du Tsong-li-Yamen. D'après un document d'origine chinoise, ceux-ci dirent aux représentants du tsar « que les troupes russes, depuis si longtemps qu'elles occupaient l'Ili, devaient être bien fatiguées, et que leurs frais d'entretien avaient dû être considérables ». Toujours d'après la même source, les fonctionnaires russes répondirent « que la dépense était une chose tout à fait accessoire, et qu'ils espéraient qu'après la rétrocession de l'Ili entre les mains du général Yong, la domination de la Chine sur cette province ne serait plus ébranlée ». Mais, comme les fonctionnaires russes ne parlaient pas d'une façon plus précise de la date de la rétrocession de l'Ili à la Chine, le Tsong-li-Yamen exprima le désir d'une solution définitive. Les choses traînèrent si bien en longueur que, le 14 janvier 1876, les Chinois prirent prétexte d'un article d'une convention sino-russe relative au transport du thé par la passe du Kia-yu-Kouan, pour dire au ministre de Russie d'alors, M. de Butzow, qu'avant d'arriver à une solution à cet égard, il fallait attendre qu'Ouroumtsi et que l'Ili eussent été restitués à la Chine.

Dans les mois qui suivirent, Tso, vice-roi du Chen-si et du Kan-sou, annonça à la cour de Pékin qu'il avait enfin complètement terrassé la rébellion musulmane dans le Turkestan chinois, et que le principal chef insurgé, Po-yen-Hou, s'était réfugié sur le territoire russe. Le prince Kong et les membres du Tsong-li-Yamen rappelèrent à M. de Butzow que les traités ne permettaient pas à la Russie de donner asile aux rebelles chinois, et qu'en conséquence, les chefs insurgés devaient être livrés à la Chine au nom même de l'amitié qui unissait les deux gouvernements.

Les pourparlers qui eurent lieu à cette occasion remirent sur le tapis la question de l'Ili. Au mois de juin 1878, la cour rendit un décret chargeant Tchong-Ho, ancien vice-président du ministère du personnel, de se rendre en Russie en qualité de commissaire impérial. Ce mandarin

fut muni d'une lettre de créance aux termes de laquelle il devait négocier avec la Russie un traité aboutissant à la rétrocession de l'Ili et à la remise du rebelle Po-yen-Hou.

Le 31 décembre 1878, Tchong-Ho arriva en Russie. Au mois de mai 1879, il eut avec le ministre des affaires étrangères, le prince Gortschakoff, une conférence portant principalement sur la question de l'Ili. Les dépenses occasionnées à la Russie par l'occupation de ce territoire, et qu'il s'agissait de lui rembourser, donnèrent lieu à quelques difficultés. Finalement, il fut convenu que la Chine payerait une indemnité de cinq millions de roubles, mais, en outre, la Russie demandait l'ouverture de nouvelles routes commerciales et une rectification de frontières indiquée par une ligne passant par Ili, Kachgar et Tarbagataï; elle désirait, de plus, retenir une enclave de la partie sud de l'Ili.

Ces demandes, transmises par Tchong-Ho à Pékin, ne furent point admises. Le gouvernement chinois répondit qu'accéder à de telles prétentions équivaudrait à réduire le territoire de l'Ili des sept dixièmes au profit de la Russie et rendrait illusoire la rétrocession de cette province. En conséquence, on enjoignait formellement à Tchong-Ho de ne point transiger sur ces points.

Le 12 septembre, Tchong-Ho répondit par télégramme que les termes de la convention se trouvaient arrêtés, qu'il était difficile de rouvrir la discussion, et que, pour ce qui concernait la remise du rebelle Po-yen-Hou, il n'y avait absolument aucun espoir de réussir. Le 30 septembre, Tchong-Ho informa la cour de Pékin que, le 23 du même mois, il s'était rendu sur les bords de la mer Noire pour procéder à la signature de la convention. De fait, le 2 octobre, Tchong-Ho signa, en Crimée, à Livadia, résidence du tsar, le traité qui porte ce nom. Tchong-Ho accéda à toutes les prétentions russes, contrairement, semble-t-il établi, à ses instructions.

Tchong-Ho revint à Pékin en décembre. Aussitôt, un

décret de l'empereur de Chine le destitua et déféra son cas au jugement du ministre du personnel. La convention de Livadia fut soumise à l'examen d'un grand conseil comptant des princes, des hauts fonctionnaires, des grands chanceliers, douze ministres et neuf présidents de cour. Les concessions faites par cette convention relativement aux frontières, au transport des marchandises, à l'ouverture du Turkestan et de la Dzoungarie, à la navigation jusqu'à Pétune, furent à l'unanimité reconnues préjudiciables et inadmissibles. Quant à Tchong-Ho, on le déclara coupable pour ne point avoir tenu compte, dans ses négociations, des télégrammes et des lettres du Tsong-li-Yamen; et, sur la demande du conseil, il fut privé de ses emplois. En outre, un décret ordonna au ministère de la justice de statuer sur son crime. Tchong-Ho fut condamné à la peine de mort avec sursis, et la cour ratifia cette sentence.

Puis, dans le courant du mois de janvier 1880, la cour décréta l'envoi en Russie du haut fonctionnaire Tseng, marquis Y-Yong, pour expliquer de point en point ce qu'il y avait d'impraticable et de fâcheux dans les bases du traité de Livadia.

Mais la Russie n'admit pas que celui qui avait négocié avec elle pût être condamné par son gouvernement. Elle réclama avec insistance la grâce de Tchong-Ho. Pendant des mois, les Chinois ne voulurent rien entendre et les Russes s'obstinèrent. La tension fut aussi grande que possible. La guerre fut sur le point d'éclater. Enfin, sous l'action des efforts pacifiques concordants des ministres de France et d'Angleterre, les Chinois cédèrent. Le 26 juin 1880, la cour de Chine fit à Tchong-Ho remise de sa peine. Cette grâce devint définitive par le décret impérial du 12 août de la même année.

C'est pendant la période la plus aiguë de ces négociations finales qu'il est suggestif d'étudier l'action à Pékin du ministre d'Allemagne, M. de Brandt.

Ce personnage, qui a joué en Extrême-Orient un rôle fort actif, a contribué grandement à introduire l'Allemagne dans les mers de Chine. Élève et admirateur de M. de Bismarck, M. de Brandt aimait les procédés décisifs de son maître. Pendant la guerre de 1870, alors consul au Japon, M. de Brandt ne voulut-il pas persuader au commandant d'un navire allemand, sur les côtes nipponnes, de bombarder la concession française de Yokohama? Pour empêcher cette énormité, il fallut les instantes démarches des autres consuls étrangers.

En ce qui concerne le rôle direct du ministre d'Allemagne à Pékin pendant l'affaire de Kouldja, je vais pouvoir l'exposer en m'appuyant sur des documents précis et sûrs. Il s'agit de la correspondance politique du ministre d'une grande puissance occidentale à Pékin, encore complètement inconnue du public (1), mais que j'ai eue entre les mains. Une citation textuelle des extraits topiques de ces lettres sera plus persuasive que tous les commentaires.

Le conflit russo-chinois, issu de l'affaire de Kouldja, est à l'état aigu; la guerre menace; le ministre de la puissance occidentale à laquelle nous faisons allusion télégraphie de Tien-Tsin à son gouvernement, le 5 juin 1880 :

M. de Brandt aurait émis l'avis que toutes les puissances chrétiennes devraient s'entendre pour étreindre simultanément la Chine, afin que chacun pût retirer de cette espèce d'écrasement ce qui serait à sa convenance.

Le ministre d'Allemagne cherche ainsi à exciter les convoitises de chacun, mais il poursuit un but très particulier à son pays; notre diplomate nous en informe.

Pékin, le 18 juin 1880.

Lorsque je vois l'intimité de tous les instants qui existe entre M. de Brandt et le chargé d'affaires de Russie (M. Koyander);

(1) Jusqu'au 10 mars 1905, date à laquelle je l'ai publiée dans *le Correspondant*.

quand j'assiste aux efforts peu dissimulés de M. de Brandt pour pousser les choses au pire, et que je l'entends exalter les avantages que présenterait une guerre dont l'effet immédiat serait, suivant lui, d'amener en quelques jours une armée russe sous les murs de Pékin, je ne puis m'empêcher de craindre qu'à l'accord existant entre les deux légations ne corresponde une entente entre les deux gouvernements. Dans le cas où cette supposition serait fondée, n'aurions-nous pas de sérieuses raisons de croire que la Russie ait obtenu les sécurités dont elle a besoin pour agir au gré de sa politique dans la direction de l'Orient, en échange d'une liberté analogue qu'elle aurait garantie à l'Allemagne du côté de l'Occident, et ne faut-il pas que la confiance mise par le gouvernement du tsar dans la validité de tels engagements fût bien grande, pour qu'il n'hésitât pas à engager le plus clair de ses ressources militaires actuelles et ses meilleurs hommes de guerre dans une vaste entreprise qui les éloignerait pour un temps indéfini de la Vistule et des provinces que l'ambition allemande a si clairement menacées dans d'autres temps?

Pékin, le 29 juin 1880.

Peut-être y a-t-il lieu de se demander, dès lors, ce qui est le plus incompréhensible de l'obstination absurde de la Chine ou de l'imprévoyance des Russes qui, dans l'état actuel des affaires de l'Europe, en présence des complications dont les menacent les convoitises d'un voisin si redoutable, viennent d'engager dans ces entreprises, qu'on pourrait appeler de « luxe », le plus clair des forces vitales de leur empire, c'est-à-dire de leurs finances délabrées, de leurs bonnes troupes décimées par la guerre d'Orient, et leur marine presque tout entière. *Mes récentes conversations avec mon collègue, M. le ministre d'Allemagne, m'affermissent dans les idées que les encouragements à cette politique étrange ont dû être donnés par le cabinet de Berlin à celui de Saint-Pétersbourg.*

Comme j'insistais auprès de M. de Brandt sur le peu de profit que les puissances occidentales seraient jamais conviées à retirer de conquêtes russes sur un point quelconque de l'Asie, mon interlocuteur s'est borné à me dire : « Hé! mon Dieu! nous pêcherons bien quelque chose dans l'eau trouble. »

Pékin, le 16 juillet 1880.

Dès que la guerre aura éclaté, M. de Brandt ne fait aucun

mystère de l'intention où serait son gouvernement de mettre la main sur quelque position bien choisie d'où la marine de guerre de l'Allemagne pourrait utilement seconder les opérations de son commerce ou l'action de sa diplomatie à Pékin.

Notre diplomate signale encore qu'au moment où M. de Brandt pousse la Russie à la guerre, l'Allemagne fait de grandes fournitures d'armes au Céleste Empire.

En post-scriptum :

Pékin, le 11 janvier 1881.

Ces ventes ont effectivement eu lieu et je tiens de sir Thomas Vade, à qui M. de Brandt l'a confié, il y a quelques jours, que cent mille fusils Mauser ont été vendus ainsi par des trafiquants allemands et qu'il y en a déjà plus de vingt mille de livrés.

Votre Excellence pensera peut-être qu'il sera utile de faire parvenir ces renseignements à Saint-Pétersbourg, ne fût-ce que pour éclairer le gouvernement du tsar sur les principales vues dont s'inspire la politique allemande en présence des difficultés pendantes entre la Russie et la Chine. S'il peut en résulter quelque attiédissement dans les rapports d'une intimité quotidienne existant ici entre M. de Brandt et M. Koyander, nous n'aurions pas sans doute à le regretter et la cause de la paix n'aurait rien à y perdre.

Enfin une détente a lieu, puis la paix est assurée. Le même diplomate envoie alors à son gouvernement cette très importante dépêche.

Pékin, le 24 janvier 1881.

J'ai eu, ces jours derniers, avec un des secrétaires de la légation d'Allemagne, un entretien qui est venu donner raison à mes appréhensions passées, et dont je pense qu'à ce titre, vous ne trouverez pas hors de propos que je vous rende compte en détail.

Je savais que M. de Brandt se montrait très mécontent de l'arrangement conclu à Saint-Pétersbourg. Dès que j'eus mis la conversation sur ce sujet avec la personne dont je viens de parler, elle prit la parole avec une extrême véhémence. Et reproduisant, à n'en pas douter, le développement des vues consignées dans des rapports qu'elle a l'habitude d'expédier pour son chef, elle tint le langage que voici : « Rien n'est plus malheureux que la façon dont les choses ont tourné (c'est-à-dire l'accord pacifique

conclu entre la Russie et la Chine). A présent, les Chinois vont redevenir plus entêtés, plus rétrogrades que jamais. Ils vont retomber dans leurs ornières, et la voie qui aurait pu s'ouvrir à nos commerçants, à nos industriels, à nos ingénieurs va se refermer de nouveau et pour longtemps. »

« Pourtant, fis-je observer, on ne s'est jamais tant occupé de télégraphe et de chemin de fer que depuis que l'arrangement pacifique avec la Russie a paru probable. C'est d'ailleurs logique, car, enfin, le chemin de fer qui aurait été construit en vue des seules nécessités de la guerre n'eût pas été terminé de longtemps, et il est à présumer que jusque-là la Russie en eût fini dix fois avec son débile adversaire. Vous n'en doutez pas, n'est-ce pas? » continuai-je en voyant que mon interlocuteur ne paraissait pas entrer dans mon idée. « Mais, pardonnez-moi, répondit-il, je ne partage pas votre sentiment à cet égard. Je ne crois pas, pour ma part, que les Russes auraient eu si facilement raison des Chinois. Je crois même que la guerre aurait vraisemblablement commencé pour eux par des revers sérieux... Les Chinois sont en grand nombre et ils ont beaucoup d'armes et de munitions; leur artillerie de campagne notamment est excellente, et ils s'entendent très bien à la servir. — Oui, mais ils n'ont ni chefs, ni cadres, ni organisation quelle qu'elle soit, et leur infanterie est ridicule. — Je l'admets; aussi, je ne prétends pas qu'ils puissent livrer des batailles rangées, mais je crois qu'outillés comme ils le sont et évoluant en toute sécurité sur leur propre territoire, ils eussent pu susciter les plus grands embarras à un petit corps d'armée qui se serait risqué au delà de la frontière pour tenter une pointe hardie sur Pékin, comme on en avait parlé. L'envahisseur se serait vu entouré par des masses considérables qui eussent coupé ses communications et fait perdre beaucoup de monde. Les troupes chinoises ont réalisé d'incontestables progrès sous le rapport du matériel dont elles disposent, comme de l'instruction militaire de leurs corps spéciaux, et les Russes ne les eussent certainement pas écrasés dans une première rencontre. Je ne doute pas qu'à la longue, la supériorité de l'armement et la discipline européenne n'eussent assuré le triomphe définitif aux généraux du tsar, mais la chose aurait traîné et les Russes n'auraient pas remporté des succès aussi rapides qu'on le pense. »

Il est de toute évidence que les opinions ainsi développées ne sont que le reflet de celles de M. de Brandt. Mon interlocuteur les avait apprises dans les dépêches de son chef. Cela étant admis, il y a d'importantes conclusions à tirer de tout ce qui précède :

1° M. de Brandt a sincèrement désiré la guerre. Il a donc, comme je le pensais, dû tout faire pour y pousser, et ceci donne absolument raison à ce que je vous ai écrit de son attitude ici.

2° M. de Brandt a cru que cette guerre serait, pour la Russie, longue, coûteuse et pénible. Cette considération ne l'a pas gêné dans la poursuite d'une politique qui lui paraissait avantageuse. Il la jugeait telle en Chine, parce qu'il comptait sur la possibilité de peser sur les résolutions d'un gouvernement effrayé par les difficultés avec lesquelles il serait aux prises, et qui se montrerait par cela même disposé à faire, contrairement à ses habitudes, de larges concessions aux étrangers neutres, afin de ne pas les aliéner.

Mais ce point de vue a-t-il été le seul auquel se soit placé M. de Brandt? A l'en croire, il n'y en aurait pas eu d'autres.

Alors qu'il soutenait cette thèse, mon collègue déclarait, à la vérité, et devait dire au chargé d'affaires de Russie, encore plus qu'à nous, que cette guerre serait un pur jeu pour les troupes du tsar. Tout indique qu'à Saint-Pétersbourg, on a cru à la sincérité des sympathies qu'il témoignait à M. Koyander, et c'est sans doute à cette croyance qu'il convient d'attribuer le récent envoi de la grande croix de Sainte-Anne à mon collègue d'Allemagne.

Mais comment concilier l'appui fourni à la légation de Russie, et largement récompensé par elle, avec le langage inscrit dans les dépêches de Berlin? Il est peu probable, ou plutôt il est inadmissible, que M. de Brandt ait trompé son gouvernement. Donc, il a été l'agent d'une politique à deux faces à l'égard de la Russie. C'est ce que d'instinct, j'ai deviné en arrivant en Chine, quand j'ai dénoncé l'incompréhensible intimité existant ici entre M. Koyander et M. de Brandt, et les efforts que faisaient de concert ces deux agents pour pousser les choses à l'extrême : l'un, par ambition nationale, mû par le désir imprudent et irréfléchi de ménager quand même à son pays des conquêtes glorieuses; *l'autre, dans la pensée très raisonnable, au contraire, d'engager le cabinet de Saint-Pétersbourg en le poussant à des aventures dont il mesurait toute la gravité et qui eussent absorbé pour longtemps les forces vitales de la Russie, en écartant de l'Europe et de la Vistule les hommes et les généraux dont le voisinage pourrait embarrasser l'Allemagne le jour où celle-ci aurait besoin d'avoir ses coudées franches*...

Il resterait maintenant à savoir si M. de Brandt a eu des instructions de son gouvernement pour en agir ainsi, ou s'il a été de l'avant de sa propre initiative en s'inspirant de convenances

générales qu'il connaît assurément fort bien, certain d'ailleurs de n'être pas désavoué dans tout ce qu'il ferait pour ménager des atouts précieux à la politique de M. de Bismarck.

Quoi qu'il en soit, l'accueil fait naguère par le cabinet de Berlin aux propositions du gouvernement anglais, tendant à ménager une médiation collective de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, afin de prévenir, s'il était possible, un conflit entre la Chine et la Russie, prouverait qu'il ne désirait pas au même degré que nous le maintien de la paix en Extrême-Orient. La crainte alléguée alors de s'immiscer d'une façon qui eût semblé indiscrète dans les affaires de la Russie se fût expliquée, si l'on n'avait pas partagé à Berlin les appréciations de M. de Brandt quant à la marche probable des événements. Mais on a de graves raisons de penser que le gouvernement allemand n'appréciait pas l'état des choses en Chine autrement que ne le faisait son agent, que l'on voyait la gravité de la lutte prête à s'engager et que tout au moins on ne la regrettait pas. L'amitié sincère n'a pas de tels scrupules, et il est permis d'induire de l'attitude observée alors par le gouvernement allemand que, s'il n'a pas guidé la conduite de son représentant en Chine, il s'est tout au moins associé à ses calculs.

Le rôle de M. de Brandt et de son gouvernement dans l'affaire de Kouldja ne marque-t-il pas, avec toute la netteté souhaitable, quelle politique M. de Bismarck voulait voir suivre à son propre pays et à la Russie en Extrême-Orient? Des faits innombrables témoignent que cette politique ne changea point. Jamais, depuis, on ne perdit à Berlin une occasion d'engager la Russie à aller plus à l'est et plus au sud jusqu'au jour où l'installation allemande sur les rives du Chan-Toung, dont on verra plus loin les origines (1), exerça une action décisive sur la formation de la guerre russo-japonaise.

(1) V. p. 94.

III

Les Japonais ont sur l'empire du Matin-Calme des prétentions séculaires. Dès le troisième siècle, leur impératrice Jingo fit la conquête de la presqu'île, mettant ainsi son peuple en contact avec la civilisation chinoise. C'est par la Corée que, six cents ans environ avant Jésus-Christ, le bouddhisme pénétra au pays nippon.

A la fin du seizième siècle, Hideyoshi s'empara de nouveau de la péninsule, qui rentra bien ensuite sous la suzeraineté chinoise, mais n'en resta pas moins en contact permanent avec l'empire du Soleil-Levant. Comme ce fut toujours un royaume au gouvernement faible, les Japonais se sont habitués depuis fort longtemps à considérer la Corée comme devant tôt ou tard infailliblement leur revenir. Aussi s'étonnèrent-ils grandement, quand ils purent soupçonner la Russie d'avoir, elle aussi, des prétentions sur le Royaume Ermite.

En 1876, enhardi par le vrai succès qu'il venait de remporter dans l'affaire de Sakhaline, le gouvernement russe obtint du mikado qu'il renonçât à toute suzeraineté sur la Corée; mais, la même année, le Japon obtint, le 26 février, que la Corée secouât quelque peu la suzeraineté chinoise et ouvrît par le traité de Kang-Hoa, au commerce nippon, les ports coréens de Fousan, Gensan et Tchémulpo (1).

Mais la Corée restait fermée aux Européens, qui, à leur tour, voulaient y pénétrer.

Le gouvernement français envoya le commandant Four-

(1) En fait, l'ouverture du port de Fousan eut lieu en 1876, celle de Gensan le 1er mai 1880, et celle de Tchémulpo le 1er janvier 1883.

nier à bord du *Lynx*, à Fousan, en 1880. Les Américains, les Italiens, eux aussi, tâtèrent le terrain. Les premiers efforts des Russes surtout exaspérèrent les Japonais. Le même diplomate qui nous a si bien renseignés sur le rôle joué par M. de Brandt dans l'affaire de Kouldja écrit de Pékin à son gouvernement à la date du 8 juin 1881 :

Vous aurez reçu communication des violents articles publiés dans les journaux officieux du Japon, où il est déclaré que l'indépendance de ce pays (la Corée) est maintenant liée à celle du Japon lui-même, et que le gouvernement du mikado, dût-il y périr, de rait engager jusqu'à son dernier homme et son dernier bâtiment, plutôt que de laisser s'accomplir l'absorption de la Corée par la Russie.

A Séoul, les craintes d'une conquête russe furent même si vives que, pour s'en préserver, on ouvrit des relations avec l'Angleterre. Puis, tout à coup, les forces navales importantes que la Russie avait placées en Extrême-Orient, sous les ordres de l'amiral Lessoffsky, furent rappelées en Europe. La Corée ne songea donc plus à nouveau qu'à se garer des Européens. Mais ce fut en vain. En avril 1882, le gouvernement des États-Unis envoya le commodore Shuffeld à Séoul, procéder à l'ouverture pratique de la Corée, comme jadis le commodore Perry l'avait fait au Japon. Pour faciliter un accord auquel, mû par ses idées de rénovation moderne, il s'était toujours montré favorable, Li-Hung-Tchang fit accompagner l'agent américain de son sécrétaire particulier, Ma-Kien-Tchang, homme très actif et intelligent, qui devait servir d'intermédiaire officieux avec le gouvernement coréen. Grâce à ce concours, Shuffeld signa le traité qu'il souhaitait le 24 mai 1882.

Le même Ma-Kien-Tchang prêta aussi ses bons offices à M. Dillon, consul de France à Tien-Tsin, que M. Bourée, ministre de France à Pékin, avait envoyé en mission à Séoul. Les ministres coréens firent en juin 1882 la déclaration officielle que le représentant français attendait

d'eux. Le 6 juin 1882, les Anglais, de leur côté, signèrent avec la Corée un traité *ad referendum*. Le 30 juin, l'Allemagne à son tour prit pied à Séoul.

La Corée était virtuellement ouverte aux Européens, mais les Japonais bénéficièrent de la grande avance prise par eux. Ne se contentant pas des ports ouverts, ils pénétrèrent dans l'intérieur. Cette immixtion des Japonais dans leur pays irrita les Coréens. Le 13 juillet 1882, des sujets japonais furent attaqués à Séoul. A la suite de cet incident, des troupes chinoises pour représenter le pouvoir suzerain et des troupes japonaises pour assurer la garde de la légation du mikado, prirent leurs quartiers dans la capitale coréenne.

Dans les premiers jours de décembre 1884, une collision se produisit â Séoul entre des soldats chinois et japonais appartenant à ces deux troupes. Le gouvernement de Tokyo réclama, négocia. Il profita de l'incident pour obtenir, en avril 1885, de la Chine, en tant que suzeraine, de nouvelles concessions dans le Royaume-Ermite. Puis, le 9 janvier 1885, un traité coréen-japonais fut signé à Séoul par le comte Inouyé-Kaoru, traité qui accorda au Japon les réparations qu'il demandait.

C'est dans la période qui suivit que des rumeurs de traité secret entre la Russie et la Corée circulèrent à plusieurs reprises. Les Japonais s'en inquiétèrent et non sans raison. Le 31 mai 1891, le tsarevitch, le futur Nicolas II, posa à Vladivostok la première traverse du Transsibérien, dont on décida de mener rapidement la construction, ce qui impliquait la volonté pour la Russie de s'occuper activement de l'Extrême-Orient; en outre, le comte Cassini, diplomate russe fort habile, fort entreprenant, était arrivé à Pékin au commencement d'octobre 1891, et les choses allèrent de telle sorte qu'au commencement de 1894, le

gouvernement de Saint-Pétersbourg essaya de négocier avec celui de Tokyo un projet de partage de la Corée qui eût donné à la Russie la côte est de la péninsule et au Japon la côte ouest avec l'île de Quelpaert.

C'est alors que le gouvernement japonais, ayant besoin d'un dérivatif à de sérieuses difficultés intérieures et comprenant fort bien la nécessité de décourager nettement les prétentions russes, résolut de prendre des mesures décisives. Il lui fallait un prétexte pour intervenir en Corée. Il le chercha.

IV

A la suite d'une rébellion de Tong-Haks, en 1894, dont il ne pouvait venir à bout, le gouvernement coréen réclama l'aide simultanée de la Chine et du Japon. Ces deux pays envoyèrent des troupes, mais à Tokyo on voulait brouiller les cartes ; on protesta contre la participation chinoise, et, le jeudi 28 juin 1894, M. Otori, ministre du Japon à Séoul, remit un *ultimatum* au roi, demandant que la Corée agisse comme État indépendant et non plus comme un vassal de la Chine (1).

La Chine fit savoir que, seule suzeraine, seule elle pouvait agir à Séoul, et elle envoya deux mille hommes au roi de Corée pour lui prêter assistance. Le Japon risposta en expédiant cinq mille hommes à Séoul, en occupant Fousan et en invitant le roi de Corée à se déclarer indépendant de la Chine. Le 25 juillet 1894, le navire japonais *Naniwa-Kan* torpilla le transport chinois *Kowshing*.

La déclaration officielle de la guerre ne fut faite que

(1) V. Henri Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. III, p. 231. Félix Alcan, Paris, 1902.

le 1er août par la Chine et le 12 août 1894 par le Japon.

Le 15 et le 16 septembre 1894, les Japonais gagnèrent la bataille de Ping-Yang; le 17 septembre, ils gagnèrent la bataille navale du Yalou; les 19-22 novembre, ils s'emparèrent de Port-Arthur (1), et, le 12 janvier 1895, ils prirent Wei-Haï-Wei.

La Chine était complètement vaincue. Li-Hung-Tchang arriva à Shimonoséki pour négocier. Le 24 mars, un chauvin japonais tira sur l'ancien vice-roi. Le 28 mars, le mikado accorda en compensation l'armistice que réclamait Li.

Le 16 avril 1895, le traité de paix fut signé à Shimonoséki par Li-Hung-Tchang aux conditions suivantes : cession au Japon de Formose, des Pescadores, de la presqu'île du Liao-Toung avec Port-Arthur; reconnaissance par la Chine de l'indépendance de la Corée ; payement en sept ans et en huit versements de 200 millions de taels d'indemnité de guerre.

(1) En 1882, Port-Arthur fut choisi par Li-Hung-Tchang comme siège d'un grand port militaire chinois. L'année suivante, l'officier allemand au service de la Chine von Hannecken commença les travaux d'armement de quelques batteries. Un Français, M. Chollot, actuellement ingénieur de la concession française de Changhaï, construisit la première cale sèche.

CHAPITRE II

LES CAUSES TERRITORIALES DE LA GUERRE POSTÉRIEURES AU TRAITÉ DE SHIMONOSÉKI

I. — L'intervention collective a Tokyo de la Russie, de la France et de l'Allemagne.

Conditions dans lesquelles se produisirent la démarche collective et les demandes des trois puissances. — Raisons données aux Japonais. — L'acceptation du mikado.

Quels mobiles ont poussé la Russie, l'Allemagne et la France. — Concordance apparente des intérêts de ces trois pays, leur divergence en réalité.

II. — Conséquences de l'intervention européenne a Tokyo.

Les Russes veulent faire évacuer Port-Arthur au plus tôt par les Japonais. — Ils négocient un emprunt russo-chinois et créent la banque russo-chinoise.

La Russie obtient secrètement des droits sur Port-Arthur. — Conventions d'octobre 1895 et d'avril 1896.

La Russie prend pied au nord de la Mandchourie et à Port-Arthur. — Convention du 27 août-12 septembre 1896 entre la Chine et la Banque russo-chinoise.

Les Allemands s'installent de vive force à Kiao-Tchéou. — Formation progressive de la politique de Guillaume II en Extrême-Orient. — La période des hésitations. — L'opération de novembre 1897.

Les Russes ouvertement à Port-Arthur. Traité russo-chinois du 15/27 mars 1898.

III. — La Corée après la guerre sino-japonaise.

Les procédés nippons dans l'empire du Matin-Calme. — La révolte des Coréens et l'assassinat de leur reine.

Ingérence à Séoul, puis retraite des Russes. — Li-Hsi à la légation russe. — Convention russo-japonaise de 1896. — L'accord Rosen-Nischi de mai 1898 laisse le champ libre aux Japonais.

Les Japonais s'emparent pratiquement de la Corée. — La pusillanimité et la corruption du gouvernement de Séoul favorisent leur mainmise.

Intentions réciproques des Russes et des Japonais sur la Corée. — La proposition de neutraliser la Corée les met en pleine lumière.

I

A ce moment précis s'ouvre une période décisive. En moins de trois années se produisent trois événements d'une importance capitale : l'intervention collective de la Russie, de l'Allemagne et de la France aussitôt après le traité de Shimonoséki à l'effet de restreindre les conquêtes du Japon, la cession par la Chine de Port-Arthur à la Russie et l'installation de l'Allemagne à Kiao-Tchéou en 1897. Ces trois actes, dont on ne saurait exagérer la portée, lient définitivement la partie. Ils contiennent en germe toute la guerre russo-japonaise.

Le traité de Shimonoséki est du 17 avril 1895; le

10 avril, la Russie se met d'accord avec la France à propos de la Mandchourie; sans tarder un instant, l'Allemagne se joint à ces deux puissances. Le 23 avril, moins d'une semaine après la signature de la paix, les représentants à Tokyo des trois États d'Occident demandent dans une note identique de termes courtois, mais de sens impératif, au gouvernement japonais de renoncer à la presqu'île du Liao-Toung, y compris Port-Arthur.

La Russie, l'Allemagne et la France estiment que *la possession de la presqu'île du Liao-Toung par les Japonais serait une menace contre la capitale de la Chine et rendrait illusoire l'indépendance de la Corée.*

Cette demande est reçue par les Japonais avec une profonde amertume; mais, comme elle équivaut à une sommation, comme alors le Japon ne peut évidemment songer à lutter avec trois grandes puissances, le gouvernement du mikado acquiesce le 5 mai à la demande des trois pays européens.

Sous l'influence de quelles considérations avaient agi les puissances occidentales en intervenant à Tokyo avec tant de résolution pour enlever au Japon une partie du fruit de ses victoires?

Le but que poursuivait la Rusie se déduit avec évidence de ses efforts antérieurs à la guerre sino-japonaise, puisque notoirement ces efforts tendaient à acquérir de l'influence en Corée et surtout à remplacer Vladivostok par Port-Arthur. Les Russes, qui avaient mésestimé gravement la valeur militaire des Japonais; qui, au début de la guerre avec la Chine, escomptaient l'échec des troupes du mikado, se voyaient, après Shimonoséki, amenés à reconnaître qu'ils s'étaient abusés. Ils avaient devant eux des Japonais vainqueurs; aussi, les laisser s'installer en Mandchourie méridionale et dans le Liao-Toung, n'était-ce pas renoncer, au moins pour un temps assez long, sinon pour toujours, à

toute extension vers le sud? Les diplomates du tsar imaginèrent donc le projet de l'intervention collective à Tokyo, projet qui devint aussitôt réalisable, puisque, dès le premier instant, ils trouvèrent l'entier concours de la France et de l'Allemagne.

L'Allemagne avait les raisons les mieux fondées de se décider en ce sens. Elle trouvait là une occasion admirable de continuer la politique inaugurée par M. de Bismarck en Extrême-Orient lors de l'affaire de Kouldja. (1). En outre, Guillaume II, en ayant l'air de favoriser les vœux les plus intimes des Russes, c'est-à-dire en leur réservant Port-Arthur, se rapprochait dans des conditions excellentes de Pétersbourg. Ainsi, il modifiait profondément le caractère primitif de l'alliance franco-russe, et du même coup il limitait l'essor économique du Japon qui commençait déjà à enrayer les progrès du cabotage et du commerce allemands dans les mers de Chine.

En laissant à la Russie la possibilité de s'engager à fond en Extrême-Orient, il se réservait la perspective précieuse, inouïe, inespérée pour l'Allemagne, de voir bientôt l'empire des tsars se débattre en Asie orientale dans des difficultés économiques, politiques et militaires telles que, pour des années, peut-être pour des dizaines d'années, la Russie serait contrainte de renoncer à une part notable de son influence en Europe. Puisque, après avoir pensé à faire la guerre à la Russie avant que ses armements fussent achevés, l'Allemagne s'était résignée à laisser constituer en Pologne de redoutables armées, n'était-ce pas un moyen sûr pour un Hohenzollern, parfaitement renseigné par ses agents sur la valeur des troupes du mikado, de dissoudre peu à peu les forces russes, de les mettre tout au moins dans des conditions d'action fort difficiles, en les orientant contre la Chine et surtout contre le Japon?

(1) V. page 69.

Quant à la France, les motifs de son intervention à Tokyo sont moins nets et surtout moins satisfaisants. Certes, il apparaissait bien que, si, dans la circonstance, elle laissait l'Allemagne soutenir seule la Russie, elle eût semblé abandonner son alliée; on a encore dit que la France, pour protéger ses intérêts en Indo-Chine, avait des raisons fondées de préparer une extension à l'Extrême-Orient de l'accord du tsar et de la République. Mais, attribuer une efficacité possible à l'accord franco-russe dans les mers de Chine, n'était-ce pas témoigner d'une méconnaissance absolue des distances, de l'état du matériel réciproque et des conditions techniques les plus essentielles d'une lutte contre le Japon ou contre l'Angleterre?

La valeur de l'accord franco-russe, n'était-ce pas en Europe seulement qu'on pouvait sérieusement la concevoir? Or, si la Russie voulait voir les Japonais évacuer le Liao-Toung, n'était-ce pas avec certitude pour s'y établir à leur place, volonté que toutes les chancelleries connaissaient et que la chancellerie française moins que toute autre pouvait ignorer?

Donc, faciliter à la Russie la marche sur Port-Arthur, n'était-ce pas l'engager complètement dans la politique extrême-orientale, la mettre directement en conflit avec la Chine et le Japon, la placer dans une situation telle que la valeur de l'alliance de la France avec la Russie fût diminuée dans d'énormes proportions? Si l'Allemagne avait des raisons non douteuses, certaines, de vouloir une pareille orientation, la France n'avait-elle pas des motifs inverses de ne la point favoriser?

Comment comprendre alors que la France, sous prétexte de sauvegarder l'alliance russe, ait adopté une politique dont le résultat fatal était d'en laisser peut-être subsister l'apparence, mais pratiquement d'en détruire l'efficacité? D'ailleurs, ne point suivre la Russie et l'Allemagne à Tokyo, était-ce là manquer au devoir de l'alliée? Non. C'était

simplement faire preuve de clairvoyance. C'était estimer à leur valeur les progrès du Japon. C'était savoir que la Russie ne pouvait, avant des siècles, peut-être, tirer de l'Extrême-Orient une compensation effective aux dépenses effroyables qu'elle serait contrainte d'y faire. C'était l'empêcher de déconcentrer toute sa politique européenne. C'était, peut-être malgré elle, lui rendre un immense service. C'était non trahir l'alliance, c'était la garantir, c'était la renforcer.

II

Les conséquences de l'intervention européenne à Tokyo se manifestent d'ailleurs sans délai.

Sous la pression de l'Allemagne, de la Russie et de la France, les Japonais ont bien consenti à évacuer Port-Arthur, mais à la condition que le payement de la première moitié de l'indemnité de guerre leur fût fait par la Chine ; c'est pourquoi la Russie, qui a prévu cette condition, ménage au Céleste Empire les moyens de s'acquitter rapidement.

En mai 1895, M. Rothstein, directeur de la Banque internationale de Saint-Pétersbourg, vient à Paris. Il est chargé par M. Witte, ministre des finances du tsar, de préparer un emprunt chinois de 400 millions de francs qui sera gagé sur les douanes chinoises et auquel la Russie donnera sa garantie. Après quelques difficultés, l'affaire s'arrange et l'émission a lieu le 19 juillet 1895.

En même temps, les négociations continuent à Tokyo, les suggestions pressantes se multiplient, et, après avoir reçu de la Chine 30 millions de taels, les Japonais, en novembre 1895, évacuent la presqu'île du Liao-Toung et la rétrocèdent à la Chine (1).

)1) Convention sino-japonaise du 8 novembre 1895.

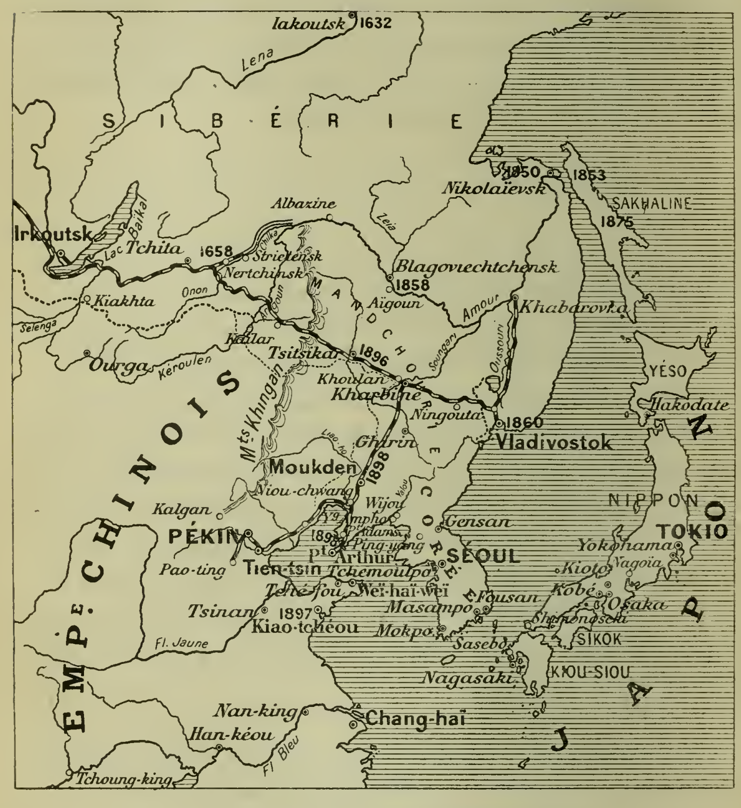
Escomptant le grand rôle financier qu'il pourra désormais jouer en Extrême-Orient, le gouvernement russe favorise, à la fin de 1895, la création de la Banque russo-chinoise au capital de 24 millions de francs. Le 10 décembre 1895, cette institution reçoit par ukase la sanction de l'empereur. Le conseil d'administration est présidé par le prince Oukhtomski, ancien compagnon de voyage de Nicolas II dans les mers de Chine. MM. Rothstein et Noetzling sont administrateurs délégués.

Avant même que l'évacuation de Port-Arthur fût accomplie par les Nippons, la Russie songe à faire reconnaître aux Célestes le prix de ses bons offices. Des pourparlers mystérieux commencent entre Pétersbourg et Pékin. Ils aboutissent, environ six mois après, à une convention secrète dite convention Cassini, confirmée en avril 1896 par un traité sino-russe signé à Pétersbourg par Li-Hung-Tchang et le prince Lobanoff. D'après cet accord, dont le texte exact n'a jamais été publié, la Russie promettait aux Chinois son concours pour remettre Port-Arthur et Ta-lien-Wan en bon état de défense. En compensation de ce service, la Russie obtenait le droit de considérer, en cas de conflit, Port-Arthur et la baie de Kiao-Tchéou, au sud-ouest du promontoire du Chan-Toung, comme des points d'appui pour sa flotte de guerre.

Puis un progrès nouveau et considérable s'accomplit. La Russie prend pied au nord de la Mandchourie.

Le 27 août/12 septembre 1896, une convention est signée entre la Banque russo-chinoise et la Chine. Le Céleste Empire, afin de faciliter les travaux du Transsibérien, autorisait la Russie à faire passer sa ligne sur le territoire mandchou, pour se diriger directement sur Vladivostok par Tsitsikar. Le tracé primitif était ainsi raccourci de 550 kilomètres environ. La Chine aura la faculté de rache-

ter, après trente ans, cette fraction du Transmandchourien. En raison du territoire stérile et peu habité que doit traverser la future ligne, la Russie pourra « placer des bataillons spéciaux de cavalerie et d'infanterie à diverses stations, afin de mieux protéger la propriété du chemin de fer ».



LES RUSSES EN ASIE ORIENTALE

« Sous couleur d'obtenir pour le Transsibérien un simple raccourci de tracé, traversant en séton la Chine du Nord, c'étaient les locomotives aux larges essieux qui pénétraient dans le Céleste Empire, et, derrière elles, les cosaques allaient occuper la Mandchourie (1). » Sans perdre un ins-

(1) R. Pinon, *La Chine qui s'ouvre,* p. 221. Perrin, Paris, 1900.

tant, la Banque russo-chinoise constitue la *Société du chemin de fer de l'Est-Chinois,* qui se charge de la construction et de l'exploitation de la ligne.

Les négociations sino-russes continuent; elles sont menées avec tant de vigueur à partir de la fin d'août 1896, qu'elles donnent lieu, en octobre 1896, à une nouvelle convention Cassini, qui est signée à Pékin, « en reconnaissance du loyal appui que la Russie avait prêté à la Chine en lutte avec le Japon, et pour faciliter les échanges entre les deux empires. » Cette convention confirme et étend les accords précédemment conclus entre le prince Lobanoff et Li-Hung-Tchang.

Le 4/16 décembre 1896, la Société du chemin de fer de l'Est-Chinois, sanctionnée par le tsar, publie ses statuts dans le *Messager officiel de l'empire.* Ils sont conçus de telle sorte que la nouvelle ligne se trouve entièrement sous l'action de l'État russe, quoique traversant un territoire chinois. « En réalité, sous couleur de sauvegarder l'intégrité de la Chine, les Russes s'emparaient d'une proie longuement convoitée et s'installaient enfin dans ce golfe du Pe-Tchi-Li, où tendait depuis si longtemps tout l'effort de leur politique (1). »

Au début de 1897, la Russie a donc immensément progressé depuis Shimonoséki, puisque, après avoir fait évacuer le Liao-Toung par les Japonais, elle est parvenue en fait, et sans guerre, à s'installer à leur place.

C'est alors que se précise d'une façon définitive la politique de l'Allemagne en Extrême-Orient.

Il ne s'agit plus seulement, comme au temps de Bismarck, de détourner la Russie de l'Europe pour l'absorber sur les bords du Pacifique. L'énorme développement commercial et naval de l'Allemagne a eu lieu sous l'impul-

(1) *Op. cit.*, p. 157.

sion de Guillaume II, qui rêve pour son empire d'une action universelle. Le kaiser conçoit donc l'ingénieuse idée de faire servir les efforts de la Russie en Extrême-Orient au plus grand bien des intérêts allemands.

Pour bien concevoir la naissance progressive de cette politique dans la pensée de l'empereur allemand, il convient de rappeler à larges traits l'histoire du contact des Allemands avec la Chine, contact qui est relativement très récent. Les rapports officiels de la Prusse avec le Céleste Empire remontent au voyage de la frégrate *Arcona,* en 1860, L'année suivante, le comte d'Eulenbourg signa à Tien-Tsin un traité « d'amitié, de commerce et de navigation ». Cette convention fut confirmée à Pékin en 1880. Peu d'années après, le baron de Richtofen, savant géologue, publia plusieurs ouvrages d'une importance considérable à la suite d'une série de voyages d'études dans le pays des Célestes. Il fixa surtout l'attention de ses compatriotes sur la province du Chan-Toung, l'une des mieux situées de la Chine.

Puis le pavillon commercial allemand parut en Extrême-Orient. M. de Brandt, ministre allemand auprès de la cour de Pékin de 1876 à 1893, dont nous avons vu le rôle en 1880, lors de l'affaire de Kouldja (1), favorisa puissamment le commerce des sujets de l'empire, qui, dans les vingt dernières années, a suivi une progression accélérée.

Quant à la pénétration politique, elle fut préparée, de même qu'en Afrique, par des missionnaires. En 1879, le Père Anzer s'installa avec le Père Freinademetz dans le Chan-Toung méridional. En 1887, le Père Anzer fut nommé vicaire apostolique avec le caractère épiscopal. En 1897, cédant aux pressions de Berlin, il travailla avec succès à soustraire ses catéchumènes catholiques au protectorat séculaire que la France exerçait en Extrême-Orient.

(1) V. p. 73.

Puis, sans doute sous l'influence de l'essor économique des Japonais, le commerce allemand se ralentit; c'est alors qu'à Berlin on reconnut la nécessité d'un établissement fixe en Asie orientale.

Avec cette prévoyance merveilleuse qui explique tant de succès des Hohenzollern, Guillaume II se préoccupa longtemps à l'avance de choisir le territoire qu'il faudrait occuper. Déjà plusieurs points de la côte avaient été proposés : Amoy, la baie de Mirs, le golfe de Kiao-Tchéou, etc. Mais la future station devait présenter des qualités complexes. Il fallait qu'elle satisfît en même temps à des conditions militaires et économiques et permît une pénétration efficace de la Chine sans trop se heurter aux sphères d'influence des autres puissances. Le choix à faire était délicat.

Il semble toutefois que, dès 1891, les préférences de Guillaume II aient incliné vers Kiao-Tchéou. J'en veux pour preuve cet incident significatif dont témoigne le commandant de Fleurac, alors attaché militaire de France à Pékin, — dont nous verrons plus loin le rôle qui eût pu être si utile (1).

Dans une lettre recommandée qu'il adressait au ministre de la guerre, le 17 juin 1891, le commandant de Fleurac disait : « Le vice-roi du Petchili, Li-Hung-Tchang, songeant à faire de Kiao-Tchéou un point fortifié de la côte de Chine, les représentants des grandes industries européennes l'accablèrent aussitôt de leurs propositions. Ils aspiraient à fournir le matériel de cinq grands forts qui eussent représenté un nombre respectable de millions. Li-Hung-Tchang hésitait, retenu par le sentiment des lourdes charges qui grevaient son budget, quand von Hannecken, un ancien officier allemand passé au service de la Chine, et qui, alors, jouissait d'une grande faveur, s'avisa de combattre

(1) V. p. 522.

violemment tout projet d'établissement militaire, qu'il qualifiait de superflu à Kiao-Tchéou.

« Les arguments de von Hannecken produisirent un effet diamétralement opposé à celui qu'il en attendait, car le vice-roi lui répondit avec sa franchise sincère, brutale ou feinte : « Vous, von Hannecken, vous êtes un traître, un « espion ; vous voudriez conserver à votre pays, pour des « éventualités qu'il prévoit, cette superbe base d'opérations, « mais vos calculs seront déjoués. »

Cet incident ne marque-t-il pas avec la plus grande vraisemblance que, déjà en 1891, le gouvernement de Berlin avait jeté secrètement son dévolu éventuel sur Kiao-Tchéou ?

Quelques doutes cependant subsistaient encore, car, au mois de février 1897, le gouvernement allemand envoya en Chine une mission très secrète dirigée par l'officier de marine Franzius. A son retour, et d'après ses rapports, on se décida d'une façon ferme pour Kiao-Tchéou, sur le côté oriental du promontoire du Chan-Toung.

Les Allemands étant ainsi résolus, il ne leur restait plus qu'à prendre pied officiellement sur le territoire chinois par eux choisi. On a vu comment et pour quelles raisons (1) l'Allemagne s'était jointe à la Russie pour intervenir à Tokyo après le traité de Shimonoséki. Aussitôt après, Guillaume II songea, de même que la Russie, à se faire rémunérer du service qu'il estimait avoir rendu à la cour de Pékin en contribuant à faire évacuer le Liao-Toung par les Japonais. La Chine, moins convaincue de la réalité de ces bons offices, résista, et elle n'accorda à l'Allemagne que de simples « concessions » dans les cités internationales de Tien-Tsin et d'Han-Kéou, sur le Yang-Tsé.

Guillaume II fut peu satisfait, car il jugeait le moment venu de faire aboutir enfin la politique qu'il préparait avec

(1) Voir p. 88.

le Céleste Empire et qui est son œuvre bien à lui. Quelques mois se passèrent. Enfin, une occasion excellente se présenta. Le 1er novembre 1897, les Pères Nies et Henle, de la mission allemande, étaient massacrés dans le Chan-Toung, à Yen-Tchéou, berceau supposé de Confucius. Mgr Anzer se trouvait alors en Allemagne. Guillaume II lui promit avec éclat une prompte répression. De fait, le 14 novembre, une force navale allemande, composée du *Kaiser,* de la *Princesse Wilhelm,* du *Cormoran,* commandée par l'amiral Diederichs, paraissait devant Kiao-Tchéou.

Le lundi matin, 15 novembre, six cents hommes et six canons furent mis à terre. Les Chinois, au nombre de douze cents, armés de fusils prussiens, modèle 1871, et de quatorze canons Krupp, abandonnèrent les forts qu'ils avaient mission de défendre. L'amiral Diederichs s'empara ainsi sans coup férir de la citadelle de Tsing-Tau, qui commande la baie de Kiao-Tchéou. Peu après, l'*Irène* apportait tout un matériel de débarquement, baraques démontables, etc., preuve certaine que l'expédition avait été préparée de longue main.

Le 18 novembre 1897, la *Kaiserin-Augusta,* alors en Crète, reçut l'ordre de se rendre en Extrême-Orient. Le 23 novembre, la division allemande dans les mers de Chine était transformée en escadre; en même temps, le départ du prince Henri de Prusse était décidé, et bientôt il prenait le commandement de la flotte qui venait d'être formée dans le Pé-Tchi-Li. Sa seule présence décida la Chine à signer, le 6 mars 1898, à Pékin, un traité dont la teneur est la suivante :

Article premier. — Sa Majesté l'Empereur de Chine, guidée par l'intention de fortifier les relations amicales entre la Chine et l'Allemagne, et en même temps d'augmenter la préparation militaire de l'Empire chinois, s'engage, tout en se réservant tous ses droits de souveraineté dans une zone de 50 kilomètres (100 lis chinois) entourant la baie de Kiao-Tchéou à marée haute, à permettre le libre passage de troupes allemandes dans les limites de

cette zone en tout temps, comme aussi de s'abstenir de prendre aucune mesure, ou d'y promulguer aucun règlement, sans le consentement préalable du gouvernement allemand, et spécialement de ne placer aucun obstacle en travers d'aucun règlement pour les cours d'eau qui pourraient être reconnus nécessaires. Sa Majesté l'Empereur de Chine, en même temps, se réserve le droit d'avoir une garnison dans cette zone, d'accord avec le Gouvernement allemand, et de prendre d'autres mesures militaires.

Art. 2. — Dans l'intention de satisfaire au désir légitime de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, que l'Allemagne, comme les autres puissances, possède une station sur la côte chinoise pour la réparation et l'équipement de ses navires, pour l'emmagasinement de matériel et de provisions pour ceux-ci, et pour tous autres arrangements s'y rapportant, Sa Majesté l'Empereur de Chine cède à bail à l'Allemagne, provisoirement, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, les deux côtés de l'entrée de la baie de Kiao-Tchéou. L'Allemagne s'engage à construire, à un moment convenable, sur le territoire ainsi cédé, des fortifications pour la protection des bâtiments à y construire et de l'entrée du port.

Art. 3. — En vue d'éviter la possibilité de conflits, le Gouvernement impérial chinois s'abstiendra d'exercer ses droits de souveraineté sur le territoire cédé pendant la durée du bail, et en abandonne l'exercice à l'Allemagne, dans les limites suivantes :

1° Sur le côté nord de l'entrée de la baie : la péninsule bornée au nord-est par une ligne tirée du coin nord-est de l'île de Potato au port de Lo-chan;

2° Sur le côté sud de l'entrée de la baie : la péninsule bornée au sud-ouest par une ligne tirée du point le plus au sud-ouest de la baie se trouvant au sud-sud-ouest de l'île Tchiposan, dans la direction de l'île Tolosan;

3° L'île de Tchiposan et l'île Potato;

4° Tout le mouillage de la baie jusqu'au plus haut étiage connu jusqu'à présent;

5° Toutes îles vers la mer de la baie de Kiao-Tchéou, qui pourraient être importantes pour sa défense, telles que Tolosan, Tacha-lien-Tchéou, etc.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de délimiter d'une manière plus exacte, d'accord avec les traditions locales, les limites du territoire loué par l'Allemagne et de la zone des 50 kilomètres autour de la baie, par le moyen de commissaires devant être nommés des deux côtés.

Les navires de guerre chinois et les bâtiments de commerce devront jouir des mêmes privilèges dans la baie de Kiao-Tchéou que les vaisseaux des autres nations en termes amicaux avec l'Allemagne ; et l'entrée, le départ et le séjour des vaisseaux chinois dans la baie ne devront être soumis à aucune restriction autre que celle que le Gouvernement impérial allemand, en vertu des droits de souveraineté sur l'ensemble de tout le mouillage de la baie transférée à l'Allemagne, peut à un moment quelconque trouver nécessaire d'imposer en vue des vaisseaux des autres nations.

Art. 4. — L'Allemagne s'engage à construire les signaux nécessaires à la navigation sur les îles et les bas-fonds à l'entrée de la baie.

Aucun droit ne sera demandé aux vaisseaux de guerre chinois et aux bâtiments de commerce dans la baie de Kiao-Tchéou, excepté ceux qui pourront être levés sur les autres vaisseaux dans le but d'entretenir les arrangements du port et les quais.

Art. 5. — Si, dans l'avenir, l'Allemagne exprimait le désir de rendre la baie de Kiao-Tchéou à la Chine avant l'expiration du bail, la Chine s'engage à rembourser à l'Allemagne les dépenses qu'elle a encourues à Kiao-Tchéou et de céder à l'Allemagne un endroit plus convenable.

L'Allemagne s'engage à ne sous-louer à aucune époque à une autre puissance le territoire loué par la Chine, etc. (1). »

L'Allemagne obtenait en outre la concession de deux chemins de fer dans le Chan-Toung. L'un se dirigeait vers Wei-Hsien et Tsi-nanfou ; l'autre devait servir à l'exploitation du bassin houiller. En outre, l'Allemagne acquérait le droit pour la société concessionnaire d'exploiter les mines sur une largeur de vingt kilomètres le long des voies ferrées.

L'installation allemande à Kiao-Tchéou était fort politique, si l'on tient compte du but poursuivi par la chancellerie de Berlin. En effet, si le traité secret russo-chinois Cassini de 1895, ratifié en 1896, donnait aux Russes le droit de prendre à bail pour quinze ans cette même baie de Kiao-Tchéou, les Allemands savaient bien qu'on pou-

(1) Voir Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. III, p. 356. Félix Alcan, Paris, 1902.

vait s'entendre sous main avec les Russes, sinon formellement, au moins tacitement, et qu'en acceptant la mainmise sur Port-Arthur qu'on savait, à Berlin, en train de se faire, on accepterait volontiers à Pétersbourg de voir le drapeau germanique flotter à Kiao-Tchéou.

Tout indique d'ailleurs, sans qu'on puisse encore le prouver formellement, que les deux opérations de Port-Arthur et de Kiao-Tchéou sont connexes et qu'elles furent réalisées d'un commun accord, au moins tacite, entre les gouvernements russe et allemand.

Quoi qu'il en soit, le coup de force de Kiao-Tchéou eut une importance et des conséquences extraordinaires.

En même temps que les Allemands s'installaient à Kiao-Tchéou, les Russes entraient en fait à Port-Arthur. « En décembre 1897, la Chine accorda à la Russie la permission de s'établir provisoirement à Port-Arthur pendant l'hiver; les Russes déclaraient que cette occupation n'était pour eux qu'une affaire de commodité et qu'elle n'avait aucun rapport avec celle de Kiao-Tchéou (1). » Cependant, le rapprochement des dates devient fort suggestif. Le 6 mars 1898, les Allemands reçoivent le droit d'occuper à « bail » Kiao-Tchéou. Or, le 15/27 mars 1898, les Russes démasquent leur jeu; ils obtiennent aux yeux de tous la cession également à « bail », pour vingt-cinq ans, de Port-Arthur, de Talien-Wan, et le droit de relier ces ports par le Transsibérien.

Les Chinois, pour se garantir, émaillent ce traité de réserves formelles :

Article premier. — Le bail consenti devra être sans préjudice pour l'autorité chinoise dans ce territoire.

Art. 4. — Le haut fonctionnaire russe qui sera installé à Port-Arthur « ne devra pas avoir le titre de gouverneur général ou gouverneur ».

(1) Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. III, p. 361. Alcan, Paris, 1902.

L'article 8 étend le principe de l'autorisation accordée en 1896 à la Compagnie du Chemin de fer de Mandchourie à la construction d'une ligne d'embranchement partant d'une certaine station de la ligne citée ci-dessus à Talien-Wan, mais « cette concession de chemin de fer ne devra jamais servir de prétexte à un empiétement sur le territoire chinois, ni pour autoriser une ingérence dans l'autorité ou les intérêts chinois (1) ».

Dès qu'elles virent l'Allemagne et la Russie se tailler en Chine de pareilles parts, les autres puissances occidentales, sous couleur d'appliquer la politique d'équilibre, se ruèrent à Pékin présenter leurs demandes d' « indemnisations ». Le Tsong-Li-Yamen, débordé, dut céder. Le 2 avril 1898, les Anglais acquirent le droit de se fixer à Weï-Haï-Weï aussi longtemps que les Russes resteraient à Port-Arthur.

Le 11 avril, la France se fit céder à « bail », pour quatre-vingt-dix-neuf ans, la baie de Kouang-Tchéou-Wan. Le Japon seul s'abstint et se contenta d'une déclaration par laquelle la Chine s'engagea à ne pas aliéner le Fou-Kien, province située en face de Formose.

Le dépeçage largement commencé du Céleste Empire : telle est la conséquence générale et immédiate de l'intervention des trois puissances à Tokyo après Shimonoséki, dans le but, disait-on, d'assurer, de protéger l'intégrité de la Chine !

(1) Le traité du 15/27 mars 1898, qui engageait d'une façon définitive la Russie en Mandchourie, était, en partie, l'œuvre du comte Mouravieff, alors ministre des affaires étrangères. Il succédait au prince Lobanoff, mort le 1er septembre 1896, qui lui-même remplaça, le 1er mars 1895, M. de Giers. Il n'est pas inutile de remarquer que le comte Mouravieff était de la même famille que le général Mouravieff-Amoursky, le protecteur de Nevelskoï. (V. p. 64.) Il devait donc avoir une tendance, d'ailleurs fort naturelle, à parachever l'œuvre qui fut une des gloires de sa famille. En tout cas, il acquiesça, l'un des premiers, à l'idée d'une mainmise sur Port-Arthur. Pendant un temps, sa politique sembla justifiée, car, lors des troubles des Boxeurs, les Russes qui se trouvaient à Port-Arthur purent envoyer des détachements qui arrivèrent les premiers sous Pékin. La Russie recueillit ainsi des avantages extérieurs de prestige, qui semblaient la conséquence directe de la nouvelle acquisition.

III

Les événements qui, pendant cette période de mainmise des Russes sur Port-Arthur et des Allemands sur Kiao-Tchéou, se développaient en Corée, n'étaient pas pour éclaircir l'horizon politique en Extrême-Orient.

Comme conséquence de leur guerre victorieuse contre la Chine, les Japonais, après Shimonoséki, occupèrent pour un temps le Royaume-Ermite.

On sait par quels singuliers procédés ils entreprirent de réformer les malheureux indigènes, coupant de force les chignons coréens, réglementant la longueur des tuyaux de pipe, interdisant telle forme antique de chapeaux, tracassant de mille façons ces malheureux et apathiques Coréens qu'ils venaient de libérer (!) de la suzeraineté chinoise.

Inventeurs d'un tel régime, les Japonais furent bientôt exécrés. Un parti antinippon se forma. La reine passa pour en être le chef. Les Japonais n'hésitèrent pas. Le 7 octobre 1895, ils la firent assassiner dans son propre palais. Le roi Li-Hsi, gardé à vue, devint pratiquement un prisonnier des agents du mikado. Terrorisé, il signa tous les papiers qu'ils voulurent lui présenter. En dépit de l'apathie prodigieuse des Coréens, de tels actes déterminèrent dans toute la péninsule une exaspération intense contre les Nippons.

La Russie, qui observait, comprit que c'était son heure. Usant à Séoul de la même tactique qu'à Pékin, elle s'offrit comme une protectrice et, une fois de plus, réussit si bien dans ce rôle que, le 11 février 1896, Li-Hsi, profitant de troubles qui éclatèrent dans la nuit, put échapper à sa garde japonaise et se réfugier à la légation de Russie.

A l'instant, les rôles furent intervertis, et Li-Hsi signa désormais des papiers notoirement inspirés par les Russes et qui, naturellement, détruisaient les édits que lui avaient extorqués les Nippons. La Russie, toutefois, n'osa pas aller trop loin. Elle ne fit pas signer au malheureux souverain coréen cette demande d'appui au tsar qui eût conduit à l'établissement d'un protectorat russe sur le Royaume-Ermite.

Quant au gouvernement de Tokyo, il comprit que, pour le moment, il était joué, et que le mieux à faire, afin de protéger les intérêts économiques déjà fort importants de ses nationaux en Corée, c'était de négocier avec les représentants du tsar. Le 14 mai 1896, une convention fut signée à Séoul qui fut complétée le 29 juin 1896 par un acte signé à Saint-Pétersbourg entre le prince Lobanoff et le maréchal Yamagata, venu dans la capitale russe à l'occasion du couronnement de Nicolas II. Les deux pays reconnaissaient l'indépendance de la Corée; ils s'engageaient à aider Li-Hsi à rétablir la tranquillité, à ne pas entretenir chacun plus de mille soldats en Corée pour la protection des légations et des nationaux respectifs. La Russie et le Japon se répartissaient en principe les chemins de fer et les télégraphes à construire, etc.

Le Japon acquérait bien ainsi quelques droits nouveaux, mais il devait, par contre, admettre sur la Corée une sorte de *condominium* avec la Russie, infiniment plus gênant pour lui que ne l'avait jamais été la suzeraineté chinoise.

Les Nippons s'en aperçurent bientôt. Tout d'abord, la Russie sembla, en effet, prendre au sérieux son rôle de coprotectrice.

Au début de 1897, elle envoya une mission militaire à Séoul. Le Japon protesta. La Russie répliqua en dépêchant encore un conseiller financier, M. Alexeieff, près de Li-Hsi (1). Enfin, un décret du tsar ordonna que les

(1) Li-Hsi venait de quitter (février 1897) la légation de Russie pour rentrer dans son palais, mais non pas dans celui où avait eu lieu l'assassinat

chemins de fer à construire en Corée auraient le même écartement de rails que le Transsibérien.

Si les Russes avaient ainsi persisté à tirer un parti immédiat de tous les avantages que leur assurait la convention Lobanoff-Yamagata, il est probable que les choses se seraient gâtées très vite avec les Japonais; mais, lorsque, après le coup de force de Kiao-Tchéou, la Russie put, le 27 mars 1898, obtenir publiquement Port-Arthur, la Corée lui sembla moins nécessaire. Aussi, dès le mois de mai 1898, la convention Rosen-Nischi, qui détendait la situation, fut-elle passée à Tokyo. Le tsar et le mikado y proclamaient à nouveau leur respect pour l'intégrité de la Corée et leur volonté de ne point s'immiscer dans les affaires du pays. La Russie retira de Séoul sa mission militaire et son attaché financier. Il s'agissait, d'ailleurs, d'une retraite morale aussi bien que matérielle destinée à rendre moins cuisante à Tokyo la mainmise sur Port-Arthur, et depuis lors, pendant longtemps, la Russie ne joua plus à Séoul qu'un rôle effacé.

Quant aux Japonais, ils profitèrent aussitôt de la liberté qui leur était donnée. Ils rachetèrent à la compagnie américaine qui l'avait construit le chemin de fer de Séoul à Tchémulpo et entreprirent sans tarder la construction de la ligne de Séoul à Fousan.

Depuis, l'envahissement de la Corée par les sujets du mikado fut poussé avec la plus grande vigueur. A Séoul, profitant avec art des facilités qui leur étaient données, les Japonais se firent une place tout à fait à part. Dans la ville coréenne, ils établirent une ville japonaise avec sa poste

de la reine et qui est situé à l'extrémité de Séoul, fort loin du quartier européen. Écoutant les suggestions des ministres de France et surtout de Russie, Li-Hsi s'était fait construire durant son séjour à la légation de Russie un nouveau palais situé exactement sur la limite du quartier européen. Il se croyait ainsi plus en sécurité contre les entreprises ultérieures des Japonais. C'est ce palais qui a été détruit par un incendie, comme par hasard, quelques jours après l'entrée en masse des soldats du mikado à Séoul (février 1904).

fort bien organisée, son télégraphe, ses téléphones, ses soldats en armes sur la concession, ses policemen, ses facteurs. Partout l'emprise du pays du Soleil-Levant fut matéralisée. Aussi, même le consulat japonais, — je ne dis pas la légation, — construit avec la visible prétention d'en imposer, avait moins l'air d'abriter un modeste fonctionnaire du mikado qu'un ministre de sa volonté dans l'empire du Matin-Calme.

La pusillanimité du gouvernement coréen incitait d'ailleurs à tout oser. Les Japonais commencèrent par répandre dans tout le pays des billets de la Banque nationale japonaise, puis, personne ne protestant, ils se livrèrent à une très habile opération financière à laquelle on n'a peut-être pas prêté alors une suffisante attention. Les Japonais firent rentrer au pays nippon leurs billets japonais, puis les remplacèrent par des billets de la *Dai Ichi Ginko,* d'un, 5 et 10 yen, *qui n'étaient valables qu'en Corée.*

Aucune difficulté sérieuse ne se produisit, mais il n'en subsista pas moins que cette émission supplémentaire et imprévue n'était garantie par aucune contre-partie métallique. Il semble d'ailleurs que les quelques millions de yen qui sont ainsi rentrés au Japon ont été ensuite affectés à la construction du chemin de fer Séoul-Fousan.

Les faits de ce genre abondent. L'extrême facilité d'agir par la corruption sur les fonctionnaires coréens les a d'ailleurs grandement favorisés. L'histoire de l'unique bateau de guerre que posséda jamais le gouvernement de Séoul établit ce qu'on pouvait se permettre avec lui. Il y a quelques années, des Japonais, ayant à vendre un vieux vapeur marchand, le baptisèrent bateau de guerre et persuadèrent au gouvernement coréen de le leur acheter. Ce steamer, armé de quelques canons médiocres, fut vendu plusieurs fois sa valeur. Après avoir été difficilement payé en partie, quelques dizaines de mille yen restant à verser, les Japonais, pour assurer cette somme, prirent hypothèque

sur le navire et, en outre, parvinrent à y faire engager un équipage japonais coûtant chaque année à la Corée 50.000 yen d'entretien; de sorte qu'en définitive, les Nippons ont pu disposer constamment dans le port de Tchémulpo d'un navire à eux, mais payé et entretenu aux frais de ceux dont précisément ils visaient la succession.

Un fait aussi invraisemblable ne s'explique que par la corruption générale et profonde des ministres coréens. L'exemple d'ailleurs vient de haut. Dans le cas qui nous occupe, l'entourage très immédiat de l'empereur, m'a-t-on affirmé de fort bonne source, aurait touché 100.000 yen de commission.

Le fort courant d'émigration japonaise qui s'établit dans cette période vers la Corée acheva de consolider la situation des Japonais. Peu à peu, tous les ports de l'empire du Matin-Calme se peuplèrent de Nippons qui y accaparèrent les affaires et dominèrent absolument les Coréens. L'expropriation a été complète et visible. Je me souviens quelle impression m'a laissée à cet égard ma visite à Fousan en septembre 1903. En débarquant, j'aurais pu me croire encore au Japon. Mêmes silhouettes de maisons nipponnes, mêmes uniformes de policiers du mikado. Dès le premier instant, il apparaissait clairement que les pauvres diables coréens qui autour de moi faisaient l'office de porteurs constituaient la population inférieure et déjà pratiquement subjuguée. Cette notion se précisa encore quand, après avoir traversé la ville proprement dite, où vivent dix ou douze mille Japonais, je parvins au village coréen après avoir longé la mer sur la gauche pendant deux ou trois kilomètres. Je me trouvai alors au milieu de huttes d'une pauvreté inouïe! Où donc trouver de plus humbles habitations humaines!

Des familles à demi nues grouillent. Sur un mur de paille, un serpent-fétiche dort. De petits sentiers en escalier permettent de circuler dans cet amas de paillottes dont

la seule note gaie est donnée par des tas de piments rouges qui sèchent au grand soleil sur les toits gris.

Forts de leur situation éminente, convaincus, avec raison d'ailleurs, de représenter dans l'empire du Matin-Calme une civilisation supérieure, les Japonais, dans ces dernières années, ont traité le Coréen comme s'ils étaient déjà les maîtres légitimes du pays. Je me souviens que, sur le pont du navire, l'*Omi-Maru,* qui m'amena de Nagasaki à Tchémulpo, un Japonais de l'équipage, voyant à bord un sampanier coréen à une place qui ne lui convenait pas, lui appliqua une gifle retentissante. D'un geste piteux, le Coréen mit sa main sur sa joue toute rouge et ne se permit pas la plus légère observation. Ce geste du malheureux indigène symbolisait toute la situation de son pays.

On conçoit que, placé entre la Russie et le Japon, le gouvernement coréen se soit trouvé longtemps dans la situation la plus fausse. Il n'échappait à l'étreinte de l'un que pour retomber sous la domination de l'autre. Quand les représentants du tsar lui laissaient un peu de répit, les agents du mikado lui donnaient mille transes.

En 1900, il tenta la seule démarche qui, étant donné son état d'extrême faiblesse, était très intelligente et qui aurait pu être menée à bien et prévenir tout conflit, si de tierces puissances clairvoyantes et résolues l'avaient vigoureusement appuyé; le gouvernement de Séoul proposa la reconnaissance internationale de la neutralité de la Corée.

La Russie et le Japon se trouvèrent d'accord pour repousser cette idée. Les Nippons, qui n'avaient pas de doute sur leurs futures intentions, trouvèrent cette attitude de leur gouvernement conforme à leur désir, mais la décision de la Russie dans cette circonstance leur parut la preuve certaine qu'à Saint-Pétersbourg on cherchait seulement à gagner du temps et que plus tard on ouvrirait la question de Corée comme on avait déjà ouvert et comme on était en train de résoudre celle de Mandchourie.

C'est qu'en effet, les troubles des Boxeurs, en 1900, avaient été une merveilleuse occasion pour les Russes. Pour venir au secours des légations menacées, les soldats du tsar avaient naturellement dû traverser la Mandchourie et, pour pacifier ce vaste pays infesté de brigands, il avait bien fallu installer sur les points essentiels de suffisantes garnisons moscovites. Le Japon, se voyant complètement joué en Mandchourie, ne voulut pas l'être en Corée. Il résolut cette fois de garantir sérieusement l'avenir. Sans plus perdre un instant, il se prépara à la guerre avec un soin extrême et chercha un allié puissant.

IV

Cet allié puissant, le Japon le trouva dans l'Angleterre, que commençaient à inquiéter singulièrement les progrès prodigieux de la Russie en Asie.

A l'inverse de l'Allemagne, la Grande-Bretagne se trouvait en présence d'un état de choses que, — il faut le reconnaître, — elle n'avait rien fait pour créer. Elle voyait la Russie, non contente d'agiter périodiquement la menace d'une campagne vers les Indes, en voie de dominer effectivement tout l'Extrême-Orient. De Londres, on constatait que l'Allemagne favorisait énergiquement cette politique, que la France suivait aveuglément son alliée. Que faire? Le plus pratique au point de vue britannique n'était-il pas, pour « stopper » les envahissements de la puissance moscovite, de s'entendre avec le Japon, dont la guerre sino-japonaise et la répression des troubles boxeurs venaient de prouver à des yeux clairvoyants les grands progrès militaires?

Or, à Tokyo, on ne demandait qu'à signer. A Londres,

méconnaissant à la fois la situation intérieure de la Russie qui rendait d'avance son extension inefficace commercialement parlant, et ne mesurant pas assez peut-être, au point de vue anglais, les conséquences d'une victoire japonaise, on se décida à conclure.

Le traité d'alliance anglo-japonais du 30 janvier 1902 fut la résultante de ces préoccupations. Les deux gouvernements de Londres et de Tokyo déclarèrent être mus par « le seul désir de maintenir le *statu quo* et la paix générale en Extrême-Orient » ; en outre, « être spécialement intéressés à maintenir l'indépendance de l'empire de Chine et de l'empire de Corée. »

En conséquence, les deux pays s'engageaient pour cinq ans à s'aider selon les termes des articles 2 et 3 du traité :

Art. 2. — Si la Grande-Bretagne ou le Japon, pour la défense des intérêts respectifs ci-dessus décrits, étaient impliqués dans une guerre avec une autre puissance, l'autre haute partie contractante gardera une stricte neutralité et fera ses efforts pour empêcher d'autres puissances de prendre part aux hostilités contre son allie.

Art. 3. — Si, dans le cas précité, toute autre puissance ou toutes autres puissances prenaient part aux hostilités contre ladite alliée, l'autre partie contractante viendra à son aide et fera la guerre en commun avec elle et conclura la paix d'un commun accord.

On sait quelle sensation produisit en Europe la révélation de ce traité, dont on percevait assez mal les raisons.

Le 20 mars 1902, les gouvernements de France et de Russie, dont l'alliance s'était étendue en fait à l'Extrême-Orient depuis leur commune intervention à Tokyo après Shimonoséki, répliquèrent en la proclamant officiellement :

Les gouvernements alliés de la France et de la Russie ayant reçu communication de la convention anglo-japonaise du 30 janvier 1902, conclue dans le but d'assurer le *statu quo* et la paix générale en Extrême-Orient et de maintenir l'indépendance de la Chine et de la Corée, qui doivent rester ouvertes au commerce

et à l'industrie de toutes les nations, ont été pleinement satisfaits d'y trouver l'affirmation des principes essentiels qu'ils ont eux-mêmes, à plusieurs reprises, déclaré constituer et qui demeurent la base de leur politique.

Les deux gouvernements estiment que le respect de ces principes est, en même temps, une garantie pour leurs intérêts spéciaux en Extrême-Orient. *Toutefois, obligés d'envisager, eux aussi, le cas où, soit l'action agressive de tierces puissances, soit de nouveaux troubles en Chine, mettant en question l'intégrité et le libre développement de cette puissance, deviendraient une menace pour leurs propres intérêts, les deux gouvernements alliés se réservent d'aviser éventuellement aux moyens d'en assurer la sauvegarde.*

En Russie, le *Messager du gouvernement,* qui publia ce document, le fit précéder d'un communiqué où il était dit : « Le gouvernement russe continuera de soutenir l'indépendance et l'intégrité de la Chine, pays voisin et ami de la Russie. Il désire le maintien du *statu quo* et l'apaisement général dans l'Extrême-Orient. »

Opposée au traité anglo-japonais, la valeur de la déclaration francó-russe était à peu près nulle. Alors que l'accord de l'Angleterre et du Japon s'appuyait sur des forces réelles pouvant jouer immédiatement et sans effort, la coopération russo-française dans les mers de Chine ne pouvait être qu'une menace sans effet, les éléments de la flotte française en Extrême-Orient étant notoirement insuffisants même pour protéger l'Indo-Chine; dix jours de mer séparaient, en outre, les unités françaises de la flotte russe, considérablement inférieure, elle, à la flotte japonaise.

V

Une fois que, diplomatiquement, la Russie eut obtenu tous les moyens essentiels d'action en Mandchourie, elle

s'occupa sans tarder d'en profiter. Elle alla à ce qui lui semblait le plus pressé : le Transsibérien fut terminé jusqu'à Vladivostok, le Transmandchourien fut construit avec une rapidité surprenante.

Les troubles que les Boxeurs firent éclater en Chine en 1900 lui fournirent bientôt une occasion incomparable.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer, à ce propos, que ces troubles étaient encore pour une très large part, comme Mgr Anzer l'a d'ailleurs reconnu devant d'autres missionnaires catholiques, une conséquence directe de la mainmise allemande sur Kiao-Tchéou. Cette occupation entraînant, comme on l'a vu, l'installation officielle des Russes à Port-Arthur et celle des Anglais à Weï-Haï-Weï, convainquit la masse des Chinois, alors cependant peu enclins au patriotisme, qu'une telle emprise des étrangers était le fait de la dynastie qui laissait détruire et morceler l'empire. Comme, à ce moment même, les Anglais soutinrent le parti des réformateurs contre l'impératrice douairière, celle-ci fut amenée à tenir le plus grand compte du mouvement populaire. Au lieu d'enrayer le mouvement antiétranger, elle le laissa fomenter, et, pour reconquérir son prestige compromis, l'encouragea même secrètement ; si bien que, quand le mouvement boxeur éclata, on se trouva, non pas seulement en face d'une agitation populaire toujours facile à réprimer, mais d'un soulèvement qui avait réellement les sympathies du gouvernement chinois.

La révolte contre les étrangers s'étendit en Mandchourie. Le chemin de fer russe, qui s'achevait à peine, fut détruit près des villes. La nécessité de sauvegarder cette longue et coûteuse voie ferrée, aussi bien que celle de venir au secours des Européens menacés dans les légations, firent que la Russie, avec l'assentiment de toutes les puissances, lança ses cosaques sur Moukden, Niou-Chwang et Pékin.

Or, comme au lendemain de la délivrance des léga-

tions chaque puissance laissa en Chine des détachements de troupes qui s'y trouvent encore, les soldats du tsar, qui avaient à réprimer le brigandage des Kounghouses, restèrent en Mandchourie, où bientôt les Russes déployèrent la plus grande activité. Le Transmandchourien fut réparé et achevé; finalement, Port-Arthur fut mis chaque jour en communication avec Pétersbourg, bien avant la date des plus optimistes prévisions.

A Kharbine, à Moukden, à Liao-Yang, à Niou-Chwang des centres russes se créèrent.

C'est dans cette période que Port-Arthur, l'ancienne place chinoise, fut l'objet d'améliorations considérables. L'amiral Alexeieff, pendant des mois et des mois, donne l'impression d'une activité intense. Sous sa direction, des travaux gigantesques furent entrepris. Déjà existait une cale sèche construite en 1882, sur l'ordre de Li-Hung-Tchang, pour le compte des Célestes, par un ingénieur français. L'arsenal fut établi à l'entour sur la droite du goulet. Puis, comme le centre du port naturel, seul point originairement propice au mouillage intérieur, n'offrait aux navires qu'une superficie en somme très restreinte, on commença à creuser un port artificiel dans la nappe d'eau intérieure, vaste, sans doute, mais sans profondeur, qui s'étend sur la gauche du goulet.

Au début de 1904, le nouveau port était déjà assez profond pour contenir une douzaine de grands bâtiments de guerre. Mais comme, faute d'espace et en raison de la marée, les manœuvres de sortie restaient difficiles, on décida, afin de rendre plus aisés les mouvements de la flotte, de créer une nouvelle issue par la mer. La langue de terre qui sépare le port de la rade extérieure et qui forme presqu'île sera coupée ; la tranchée à exécuter fut commencée sans délai (1).

(1) V. la carte p. 278.

D'énormes travaux de défense furent entrepris pour couvrir tout le périmètre de la place. De hautes collines rocheuses d'un rouge gris commandent la mer devant Port-Arthur. La plupart de leurs crêtes furent rasées et transformées en plates-formes pour l'établissement de batteries qu'on voulait formidables. Pendant des mois, Port-Arthur et les environs offrirent le spectacle d'un travail intense. Les coups de marteau retentissaient sans trêve sur les tôles ouvrées dans l'arsenal ; des milliers de coolies charriaient de la terre, faisaient des digues, entassaient des sacs de vivres. Mais il y avait énormément à faire, et, malgré l'activité très réelle déployée dans l'exécution des ouvrages militaires, ils étaient, comme on l'a vu, à peine achevés et incomplètement armés au début de la guerre.

Pendant que l'organisation de la défense commençait, d'autres transformations étaient en cours. L'agglomération chinoise fut reculée loin de sa place primitive et fixée à l'une des extrémités de la ville, dans des conditions de salubrité bien supérieures. A l'extrême gauche en venant de la mer, la nouvelle ville dispersa ses constructions blanches sur une énorme étendue de sol rougeâtre.

Les coolies employés à tous ces travaux, largement payés, acceptaient volontiers la domination russe. Cette foule de Célestes n'empêcha pas les Russes de donner à Port-Arthur une profonde empreinte moscovite. Partout se croisaient les soldats et les officiers de toutes armes. Après celui des militaires, l'uniforme qu'on rencontrait le plus souvent à Port-Arthur était celui des ingénieurs à la casquette garnie de liserés verts avec les deux marteaux d'argent entre-croisés. Des *izvostchick,* aussi authentiques que ceux de Moscou ou de Pétersbourg, sillonnaient les rues en création à côté des pousse-pousse chinois.

En même temps que les Russes fortifiaient Port-Arthur, ils fondèrent Dalny. A vrai dire, si la création de Port-Arthur s'explique par la volonté facile à saisir d'avoir un

grand port de guerre sur le Pé-Tchi-Li, ce qu'on a voulu faire à Dalny est plus difficile à comprendre.

Du moment qu'on transformait Port-Arthur en une place de premier ordre, il semblait logique d'y établir en même temps le terminus du Transsibéro-Mandchourien. Le bateau qui trois fois par semaine transportait les voyageurs venus d'Europe à destination de Changaï et du Japon aurait pu partir de Port-Arthur sans qu'il en résultât le moindre inconvénient pour la marine de guerre. L'amiral Alexeieff était de cet avis, et il faut reconnaître qu'il a toujours été opposé à une dispersion des efforts. Mais M. Witte, en cela peut-être victime des vues inexactes du directeur du Transmandchourien, M. K..., tint à la création d'un port de commerce spécial; les civils voulaient avoir tout aussi bien que les militaires leur ville à construire dans le Liao-Toung.

Une conception moins simple que celle de l'amiral Alexeieff a triomphé. On a choisi finalement sur la côte, à fort de peu distance au nord-est de Port-Arthur, un point jugé favorable, Ta-lien-Wan, et l'on a décidé que là aboutirait officiellement la grande ligne d'Asie, que là serait le futur centre industriel et commercial de la côte mandchoue.

Comme conséquence de cette volonté, Dalny, à grand renfort de dizaines de millions de roubles, a brusquement surgi de terre. C'était, quand je l'ai visitée, en octobre 1903, une ville importante si l'on considérait les constructions, mais d'un aspect vraiment curieux et sans doute unique. Les maisons de Dalny rappelaient par leur silhouette à la fois les cottages construits dans les expositions universelles et les villas des bords de la côte normande. Les rues étaient remarquablement propres, mais vides; ce qui s'expliquait, car la plupart de ces habitations ultra-modernes paraissaient inhabitées, à en juger par l'épaisse couche de poussière qui recouvrait les vitres.

Un silence pénible pesait sur la jeune cité. Cependant, près du port, un bruit de machines se faisait entendre. Il provenait d'une gigantesque usine électrique, qui eût été capable peut-être d'éclairer une ville grande comme Bruxelles. Là se trouvait la vie, mais une vie qui se dépensait seulement la nuit ; dès le crépuscule, les rares habitants, — à peu près tous fonctionnaires, — charmaient leur ennui par une véritable débauche de lumière.

On avait voulu faire de Dalny une ville gaie, et, bien que je l'aie visitée dans la meilleure saison, en dépit des machineries, en dépit des rues nombreuses dont l'extrémité se perdait dans de mornes terrains vagues, en dépit des cottages dont l'âpre vent mandchou rongeait déjà les briques mal cuites, Dalny m'a laissé l'impression d'une création malheureusement plus coûteuse que les villages de Potemkin. Comment a-t-on pu avoir confiance dans la prospérité future de ce port? Pensait-on qu'un train, même journalier, du Transsibérien pût jamais faire vivre cette agglomération énorme de briques, de fer et de pierre? Les voyageurs qui transitaient par Dalny s'y arrêtaient bien quelques heures, mais après? Ils avaient hâte de repartir. Quant à l'espoir que le commerce et l'industrie fissent prospérer la nouvelle cité, il n'avait pas de bases sérieuses.

Malheureusement, aucun fleuve n'aboutit à Dalny. Les produits de la Mandchourie viendraient-ils se grever des lourds frais d'un coûteux transport en chemin de fer, alors que, depuis des siècles, ils descendent par le Liao-Ho et ses affluents sur Niou-Chwang, qui, au fond du golfe du Liao-Toung, en dépit des glaces qui le bloquent l'hiver, est le véritable port du pays? C'est là que tous les gros marchands chinois ont leurs comptoirs ; c'est là que des milliers de jonques apportent du Nord, à des prix inouïs de bon marché, tout ce que peut fournir la Mandchourie.

Dalny, invention officielle, ne fut donc qu'une création artificielle ne répondant à aucune nécessité vraie.

Quoi qu'il en soit, cette ville fut bâtie avec une activité fébrile, au prix d'une somme colossale qui, si elle avait été dépensée à Port-Arthur, eût permis une résistance beaucoup plus prolongée de la forteresse et, par conséquent, à la flotte de Rojdestvensky de trouver une base moins difficile à atteindre que Vladivostok.

De 1900 à 1904, parallèlement à l'aménagement matériel du pays, se poursuivit la consolidation politique de la mainmise russe sur la Mandchourie. Il est intéressant d'en noter les phases.

Fin décembre 1900, les représentants de Tseng, général tartare de Moukden, et le général russe Kostorovitch concluent un accord par lequel les Chinois se voient restituer le gouvernement de la province, mais ils s'obligent à des conditions qui font ressembler quelque peu la convention à un traité de protectorat :

Le général tartare Tseng s'engage à protéger et pacifier la province et à prêter son aide à la construction du chemin de fer. Il s'oblige à traiter amicalement les Russes employés à l'occupation militaire, à leur fournir vivres et logements. Il doit désarmer et disloquer les troupes de soldats chinois, livrer intégralement aux Russes toutes les munitions de guerre de l'arsenal qu'ils occupent. Tous les forts, tous les lieux fortifiés du Feng-Tien, qui ne sont pas occupés par des Russes, tous les magasins à poudre dont ceux-ci n'ont pas besoin doivent être démantelés en présence et sous le contrôle d'officiers russes. Le port de Niou-Chwang et les autres points occupés par les Russes seront restitués aux Chinois dès que les Russes estimeront complète la pacification de la province. Les Chinois maintiendront l'ordre public et feront respecter les lois au moyen de la police locale, sous la direction du général tartare.

Un résident politique russe, investi de pouvoirs généraux de contrôle, sera placé à Moukden, et le général tartare sera tenu de lui communiquer des informations suffisantes sur toutes les affaires d'importance. Dans le cas où la police locale ne pourrait faire face à une difficulté occasionnelle, le général tartare en fera part au résident russe, qui fera expédier des renforts.

Puis, le 8 avril 1902, un nouveau traité russo-chinois est

signé à Pékin dans le but de restaurer et de raffermir les relations de bon voisinage interrompues par la crise de 1900.

« ARTICLE PREMIER. — L'empereur de Russie, désireux de donner une nouvelle preuve de son amour de la paix et de ses sentiments d'amitié pour l'empereur de Chine, bien que, sur différents points de Mandchourie touchant les frontières, les premières attaques aient été faites contre la population pacifique russe, consent au rétablissement de l'autorité chinoise en Mandchourie, qui demeure portion intégrale de l'empire chinois, et rend à la Chine le droit d'y exercer les pouvoirs administratifs et souverains comme avant l'occupation du pays par les troupes russes. »

L'article 2 confirme les stipulations du traité conclu le 8 septembre 1896 avec la Banque russo-chinoise. Le gouvernement chinois s'engage à protéger le chemin de fer et son personnel, ainsi que les sujets russes vivant en Mandchourie.

« Le gouvernement russe, de son côté, en raison de cette obligation assurée par la Chine, consent *tant qu'il n'y aura pas de trouble quelconque et si la conduite des autres puissances n'y vient opposer aucun obstacle*, à retirer graduellement toutes les troupes russes de la façon suivante, etc. » (1).

Le 17 mai 1902, *le Bulletin des lois* de Russie publie un ordre du tsar, rendu sur la proposition du ministre des finances (M. Witte) établissant sur la frontière occidentale entre la Mandchourie et la Corée, et sur le littoral de la province maritime, des barrières douanières. A la fin d'octobre 1902, le correspondant du *Times* à Pékin fait le récit d'un voyage qu'il vient d'effectuer en Mandchourie; il représente le pays comme définitivement russe.

Le 29 avril 1903, le *Times* affirme que la Russie a présenté à la Chine les sept demandes suivantes comme con-

(1) V. CORDIER, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. III, p. 549. Alcan, Paris, 1902.

dition de l'évacuation de Niou-Chwang et des deux provinces méridionales de la Mandchourie :

1. — Il ne sera pas ouvert de nouveaux ports à traité en Mandchourie et nul nouveau consultat étranger ne sera autorisé.

2. — Toutes les recettes de douanes de Niou-Chwang seront payées à la Banque russo-chinoise.

3. — Aucune autre partie de la Mandchourie ne sera attribuée à une autre puissance.

4. — Des Russes seulement seront employés dans l'administration civile et militaire de la Mandchourie.

5. — La clause 5, assez obscure, demande que l'administration chinoise continue dans les mêmes conditions qu'actuellement.

6. — Les Russes auront le droit de poser des fils télégraphiques partout où il y aura un télégraphe chinois et emploieront les mêmes poteaux.

7. — La Russie contrôlera le règlement sanitaire de Niou-Chwang.

Le correspondant du *Times*, commentant ces informations, déclare : « Cette fois, c'est l'annexion avouée, proclamée, car il est bien certain que l'exécution des sept clauses ci-dessus ferait passer en fait la souveraineté de la Mandchourie aux mains de la Russie. »

Le *Novoié Vrémia* riposte, le 5 mai 1903 :

Nous pouvons affirmer de la façon la plus catégorique et la plus autorisée que la Russie n'a présenté à la Chine ni *ultimatum* ni aucune convention d'aucune nature concernant la Mandchourie.

L'information des agents et le télégramme du correspondant du *Times* à Pékin sont autant d'inventions. Par une manœuvre pareille, la Russie a été accusée, en mars 1901, de vouloir proclamer son protectorat sur la Mandchourie.

L'évacuation de cette région se fait lentement, mais conformément aux engagements russes. Cela ne fait pas l'affaire de ceux qui ne cherchent qu'à faire naître de nouvelles complications en

Extrême-Orient. C'est dans ce but que vient d'être lancée la cynique invention d'un *ultimatum* de la Russie à la Chine, que vient d'être répandu le bruit des prétendues protestations des grandes puissances.

Mais ceux qui s'imaginent faire sortir par de telles manœuvres la Russie de la voie qu'elle s'est tracée perdent leur temps.

Si on crée à la Russie, malgré elle, des difficultés à propos de l'évacuation de la Mandchourie actuellement en cours, eh bien, rien de plus facile que d'y surseoir momentanément et d'attendre les événements!

Quoi qu'il en soit, à partir de ce moment, les Russes déploient un peu partout la plus grande activité. Dans l'été de 1903, le général Kouropatkine fait son voyage en Extrême-Orient (Mandchourie et Japon). A la suite de son passage, les journaux anglais signalent, en les exagérant beaucoup d'ailleurs, l'arrivée en Mandchourie de nouvelles troupes russes.

Puis un coup de théâtre se produit.

Un ukase du tsar en date du 30 juillet 1903, publié dans le *Messager officiel de Saint-Pétersbourg*, crée la lieutenance impériale des territoires de l'Amour et du Kouang-Toung. L'amiral Alexeieff, qui dirige déjà tout à Port-Arthur, est nommé lieutenant impérial. Il est revêtu du « pouvoir suprême en tout ce qui concerne l'administration civile du pays qui lui est confié », pour tout ce qui concerne le maintien de l'ordre et de la sécurité dans la zone du chemin de fer de l'Est chinois... Dans les mains du lieutenant impérial en Extrême-Orient est concentré le service des relations diplomatiques concernant les affaires de ces territoires avec les États voisins.

« Au lieutenant impérial est confié le commandement des forces navales dans le Pacifique et de toutes les troupes cantonnées dans le pays soumis à sa juridiction. »

Ces différentes mesures soulèvent des commentaires particulièrement vifs en Angleterre et au Japon. Les récriminations des Nippons se font de plus en plus pressantes.

Le 14 septembre 1903, les journaux reproduisent un télégramme de Pékin disant que, selon ses nouvelles propositions à la Chine, la Russie évacuerait la province de Kirin quatre mois après Niou-Chwang et Moukden qu'elle quittera le 8 octobre 1903, et la troisième province de la Mandchourie un an après. Le prince Tching, dit la dépêche, informe les ministres étrangers qu'il trouve très raisonnables les conditions de la Russie.

Le 30 novembre 1903, le *Novi Kraï*, journal officieux de l'amiral Alexeieff, imprimé à Port-Arthur, publie la décision de la commission instituée sous la présidence du vice-roi.

1. — L'administration du territoire est déclarée autonome dans les limites des lois de l'empire.

2. — Le nord de la province du littoral est transformé en territoire indépendant.

3. — Des règlements concernant la colonisation seront élaborés.

4. — Des prescriptions administratives régleront les rapports avec le chemin de fer de l'Est chinois, en ce qui concerne l'administration de la ligne, l'observation des traités et la sécurité des colons établis le long de la voie ferrée.

5. — Les fonctions de commissaire militaire et d'agent diplomatique seront toujours réunies dans une seule personne.

6. — Le système pénitentiaire sera organisé.

7. — Des mesures seront prises pour le développement des mines.

8. — On établira pour l'Extrême-Orient une circonscription scolaire spéciale.

Les récriminations se font de plus en plus vives au Japon. Fin octobre 1903, le *Novi Kraï* publie un article résumant le point de vue russe : « Les troupes russes resteront en Mandchourie jusqu'à ce que les affaires d'Ex-

trême-Orient soient arrangées aux vues de la Russie (1). »

Ces lignes venaient à peine de paraître qu'on apprenait la réoccupation de Moukden par les troupes russes. Cette nouvelle provoque à Tokyo une agitation extrême où l'on accuse la Russie de violer la parole donnée.

On répond de Port-Arthur, le 25 novembre 1903 : « L'amiral Alexeieff, vice-roi d'Extrême-Orient, s'est trouvé entravé dans son œuvre de civilisation en Mandchourie par l'inertie des fonctionnaires chinois partout où les troupes russes s'étaient complètement retirées.

« C'est en raison de cette situation qu'il a dû faire réoccuper Moukden et qu'il pourrait être amené à réoccuper les autres villes dans lesquelles la Chine se refuserait à poursuivre, d'accord avec la Russie, la mise en valeur du pays (2). »

Cet ensemble de mesures, mais surtout la nomination de l'amiral Alexeieff comme vice-roi de l'Extrême-Orient et la réoccupation de Moukden exaspèrent les Japonais.

VI

A ne considérer que les dates et l'enchaînement des progrès russes en Asie, il semble qu'on se trouve, surtout dans les dernières années, en présence d'une politique à développements successifs merveilleusement préparée à l'avance et suivie avec une inébranlable constance. Il n'y a là qu'une apparence à laquelle, je crois, on aurait tort d'attribuer trop d'importance.

(1) En ce qui concerne la Corée, le même journal ajoutait : « Si les Japonais réussissaient à obtenir en Corée des établissements placés sous leur propre juridiction, ils finiraient par subjuguer les Coréens et peu à peu violer la souveraineté du pays... On ne peut admettre en Corée qu'une immigration japonaise soumise à un contrôle. »

(2) Dépêche de l'agence Havas.

Sans doute, la Russie a bien obéi à cette impulsion générale qui la poussait depuis si longtemps vers l'est et qui ensuite la dirigea vers le sud-est, vers cette mer libre de glaces où incontestablement elle tendait; sans doute, les diplomates du tsar ont préparé l'accès du Pé-Tchi-Li aux locomotives moscovites, mais de là à conclure que toutes les conséquences économiques, internationales et surtout militaires de cette politique aient été étudiées dans chaque détail comme il l'eût fallu, il y a loin.

Pour ma part, les conversations multiples que j'ai eues en Extrême-Orient, les confidences de personnalités fort autorisées, m'ont laissé une impression toute différente. J'ai rapporté de là-bas la certitude que la Russie, en pénétrant en Mandchourie, a été prise, sans qu'elle s'en doutât le moins du monde, dans un formidable engrenage de travaux, de dépenses, de nécessités imprévues et toujours formidables.

A la politique de pénétration progressive et lente, la Russie, à la suite du coup de force de Kiao-Tchéou et poussée en avant par les incitations constantes de la diplomatie allemande, fut comme prise de vertige.

Toute notion de la vraie tâche russe fut oubliée. A Pétersbourg, on ne se douta pas que pour mener à bien l'œuvre d'Extrême-Orient, il fallait renoncer à toute influence dans le vieux monde, risquer la situation acquise au prix d'efforts séculaires en Turquie et dans les Balkans, dépenser en Asie sans profit perceptible des sommes colossales qui eussent permis de doter la Russie d'Europe de tout ce qui lui manquait.

Il y eut bien çà et là des instants de perception du danger vers lequel on courait. Le 2 octobre 1901, le *Novoié Vrémia* déclara : « La conservation de Mandchourie coûterait à la Russie des sacrifices énormes et superflus et la détournerait des questions politiques de l'Orient, de l'Europe et de l'occident de l'Asie. »

Le 18 avril 1902, le *Novoié Vrémia* reproduisit un article de la *Gazette de l'Amour* démontrant que le chemin de fer de Mandchourie était nuisible aux intérêts russes.

Après avoir prouvé : premièrement, que pour les besoins de l'émigration en Sibérie, ce chemin de fer ne peut servir, vu que l'émigrant n'a pas le droit de se fixer le long de la ligne; deuxièmement, que le chemin de fer, qu'on pourrait appeler la ligne de l'importation étrangère en Russie, chasse progressivement tous les produits russes du marché et refoule au delà du Baïkal l'ouvrier russe qui ne peut lutter contre l'émigrant chinois vivant à meilleur marché que lui, la *Gazette de l'Amour* concluait : « Au cas où nous ne pourrions formellement annexer la Mandchourie et y empêcher l'invasion des produits étrangers et de l'ouvrier jaune, il nous faut retirer les troupes de là au plus vite et inviter les Chinois à détruire ce chemin de fer si nuisible à la Russie. »

Alors, de pareils conseils, non seulement restaient sans écho, mais ils paraissaient ridicules. C'est qu'il était trop tard; le bon sens perdait ses droits. Depuis Kiao-Tchéou, la Russie était prise dans l'engrenage qui devait la broyer.

Lors du traité de 1898, je suis convaincu que le gouvernement du tsar croyait réaliser une opération excellente et sans conséquences réellement dangereuses. On était sincère à Saint-Pétersbourg en estimant qu'il serait possible de faire fonctionner ce fameux chemin de fer de Mandchourie en gardant simplement la voie, sans s'obliger à l'occupation effective d'une portion considérable du Céleste Empire, par conséquent, sans l'administrer directement et par suite sans tendre un jour à l'annexer positivement. Certes, c'était là une illusion et une illusion profonde, car, dès l'instant où la Russie s'installa à Port-Arthur, la partie qui vient de se terminer était irrévocablement engagée.

Occuper Port-Arthur, c'était nécessairement s'obliger à traverser toute la Mandchourie d'un chemin de fer; mais la

simple garde militaire de la zone limitrophe de la voie ne pouvait suffire dans une si vaste région, la proie des bandits koungouses. S'obliger à organiser réellement la sécurité du railway, c'était s'obliger à occuper peu à peu tous les centres importants. Cela, malheureusement, la Russie ne paraît pas l'avoir compris. Elle n'a pas saisi dès le début qu'il lui faudrait un jour, soit abandonner Port-Arthur et le Transmandchourien, soit transformer ses prérogatives sur les provinces mandchoues en une espèce de protectorat particulier, tendant dans un avenir plus ou moins proche à une forme de définitive annexion; elle n'a pas saisi qu'il faudrait se maintenir sur le nouveau territoire surtout par la force des armes. Considérant l'immense chemin de fer construit, les dépenses énormes nécessitées par l'organisation de Port-Arthur et la création de Dalny, les Russes d'Europe finirent par s'intéresser à des territoires qui leur coûtaient si cher. Et, alors que le gouvernement du tsar, désireux de s'en tenir à sa pensée première, répétait, très sincèrement sans doute, ses promesses d'évacuation, il se créait dans toute la Russie une opinion publique qui, considérant les résultats et les immenses sacrifices faits, ne pouvait se résoudre à abandonner ce qui constituait certainement le prix d'énormes efforts.

Un incident symbolisa pour moi quelle était, avant la guerre, l'opinion moyenne des Russes qui avaient pris part à l'extension en Extrême-Orient.

C'était à Port-Arthur, au début d'octobre 1903. J'attendais chez lui un officier russe auquel je devais rendre visite et qui allait bientôt rentrer. Un ancien officier subalterne, décoré de la croix de Saint-Georges, se trouvant dans les mêmes conditions, me tenait compagnie. Nous causâmes des éventualités. « Notre flotte est petite, me dit-il, mais elle est bonne. Une fois que la Russie a mis le pied quelque part, elle ne peut plus revenir en arrière. Si le Russe a la tête coupée, alors, oui; sinon, non! » Et mon officier de

Saint-Georges, avec le geste lent d'un bon moujik, mimait cette solution de la question d'Extrême-Orient en passant la main sur son cou.

D'ailleurs, aucun Russe ne voulait admettre que le danger fût très grand. De vrais Moscovites pouvaient-ils redouter des adversaires tels que les Japonais?

Sans doute, on ne niait pas les qualités de la flotte nipponne, mais c'était sur terre que tout se déciderait. De ce que les Japonais avaient battu les Chinois, pouvait-on en induire qu'ils seraient capables de vaincre des Russes? Le supposer était presque faire injure à des fils du pays des tsars.

Certes, les Nippons faisaient beaucoup de tapage. Assurément leurs réclamations diplomatiques devenaient tenaces et pressantes, mais c'était là simple *bluff* dont il convenait de n'être pas dupe. Au moment décisif, le cabinet de Tokyo céderait, et cette reculade rendrait plus éclatante encore la puissance moscovite. Ainsi se résument fidèlement les opinions moyennes des Russes que j'ai rencontrés en Extrême-Orient à la fin de 1903.

Il est certain, que jusqu'au dernier moment, les Russes mésestimèrent les Japonais. Ils ignorèrent leur véritable état d'esprit, l'intense patriotisme des masses populaires, la décision des hommes du gouvernement. Ils ne connaissaient pas l'étendue des préparatifs militaires nippons, ils n'accordaient pas l'attention qu'ils méritaient à des armements cependant notoires.

Ces erreurs, pourquoi la Russie les commit-elle? C'est sans doute parce qu'elle ne voyait devant elle que cette Chine que depuis si longtemps elle refoulait facilement, avec laquelle elle avait coutume de passer des traités avantageux, et dont la guerre sino-japonaise avait révélé l'état de faiblesse encore beaucoup plus grand qu'on ne le soupçonnait; c'est enfin parce que de Berlin on l'encourageait à persister dans l'œuvre entreprise.

Voici pourquoi les Russes construisirent Dalny au lieu d'établir à Port-Arthur d'indispensables grandes cales sèches; pourquoi, tout en prenant certaines précautions qui faisaient façade de défense et leur permettaient d'élever une grosse voix, — ce qui suffirait selon eux, — ils ne se préparèrent pas à ce qu'il aurait fallu, c'est-à-dire à la plus difficile des guerres qu'ait jamais soutenues l'empire des tsars.

La croyance à une guerre sérieuse avec le Japon ne se répandit que fort tard, quand les demandes du gouvernement de Tokyo se firent plus instantes. C'est alors seulement que la masse des Russes, obligée de concentrer sa pensée sur l'Extrême-Orient, se rendit vraiment compte de ce qui se passait.

Ainsi naquit un nouvel état d'esprit. C'est pourquoi, en octobre 1903, lorsque je causais à Port-Arthur avec des personnalités extrêmement autorisées, j'avais la notion très nette que tout tendait vers une définitive annexion. Cette opinion, d'ailleurs, était celle de tous ceux qui connaissaient bien l'Extrême-Orient.

Les Anglais surtout, instruits par leur propre expérience en Égypte, savaient mieux que personne que les Russes ne pouvaient ni ne voulaient évacuer la Mandchourie. Au Japon même, cette conviction s'imposait. Tous les hommes politiques japonais sérieux avec qui je me suis entretenu avant la guerre étaient à ce moment pleinement fixés sur la question de Mandchourie. Ils savaient pertinemment que la Russie était établie sur le sol chinois avec l'intention d'y rester et que l'annexion formelle n'était plus qu'une question de temps. Aussi, sans cesser de récriminer et de protester dans leurs journaux, ils avouaient dans l'intimité qu'au point où en étaient les choses, la question de Mandchourie *toute seule* ne valait pas une guerre.

Mais, en ce qui concerne la Corée, l'intransigeance la

plus absolue se trouvait renforcée par la nécessité de composer à propos de la Mandchourie. Même le plus pacifique et le plus résigné des Japonais admettait que la moindre immixtion nouvelle de la Russie dans l'empire du Matin-Calme, territoire indispensable au Japon pour absorber les produits de son industrie et les excédents de sa population, devait être sans plus discuter un *casus belli* immédiat.

C'est ainsi qu'en réalité, à la fin de décembre 1903, contrairement à ce qu'on crut en Occident, c'était non pas la Mandchourie, mais la Corée qui était le vrai nœud des relations sensibles entre Saint-Pétersbourg et Tokyo.

Quant à la guerre, sans doute, elle menaçait de plus en plus; sans doute, le gouvernement japonais la préparait dans tous ses détails et se tenait prêt, prenant même les mesures préparatoires de la mobilisation; mais cependant rien encore n'était irrévocablement décidé. On se trouvait en présence d'une situation fort délicate, périlleuse certes, mais toutefois exactement équilibrée, entre la guerre et la paix.

Il suffisait de très peu de choses pour que la paix fût maintenue quelques mois encore, une année peut-être, — et alors du temps gagné était beaucoup; — il suffisait également d'une poussée très légère, du moindre incident, pour que la guerre éclatât à l'instant.

Ceci est si vrai qu'en décembre 1903, après plusieurs vives alertes, les diplomates les mieux informés de Tokyo étaient convaincus que la paix serait probablement maintenue au moins quelque temps encore. J'en connais un dont l'opinion basée sur tout ce qu'il entendait autour de lui fut si ferme dans ce sens qu'il quitta le Japon vers le milieu de janvier, alors que cependant l'intérêt de sa carrière aussi bien que sa curiosité personnelle, l'auraient décidé à rester s'il avait cru à la guerre.

Quoi donc va faire pencher le fléau de la redoutable balance qui pèse tant de destinées? Dans quel plateau tombera le modeste poids qui décidera du sort de tant d'hommes? C'est ce que l'examen des causes personnelles et morales de la guerre peut-être va nous apprendre.

CHAPITRE III

LES CAUSES MORALES OU PERSONNELLES DE LA GUERRE

I. — Du côté russe.

Les Russes de Mandchourie et surtout les militaires sont tentés par la Corée. — Nuances d'opinion des Russes par rapport à la conduite à tenir envers le Japon et à propos de la question de Corée. — Influence de l'exemple de l'amiral Nevelskoï.

L'action des fournisseurs pousse de même la Russie vers la Corée. — Action générale des gens d'affaires sur la politique russe dans les dernières années. — Action spéciale de la société forestière du Yalou.

II. — Du côté japonais.

Les Nippons étaient certains de la victoire. — Les Japonais ont une tendance à se croire supérieurs à tous les autres peuples. — Ils connaissaient le véritable état intérieur de la Russie.

Action des difficultés de la situation intérieure au Japon. — Surcharges imposées aux populations nipponnes par le budget militaire. — Nature et portée de la crise économique. — La lutte des clans contre le mouvement démocratique porta à la guerre. — Caractère et gravité du mouvement social japonais.

Importance des sentiments d'hostilité contre la Russie. — La prise de Sakhaline par les Russes est l'origine de la haine russo-japonaise. — L'évacuation de Port-Arthur en 1895, l'affaire de Yong-Ampho avivent ce sentiment.

Double pression morale subie par le gouvernement du mikado. — Par suite de l'importance du parti militaire, en raison de l'intensité de la volonté populaire.

Quelles furent les causes morales ou personnelles de la guerre?

Ici, nous n'avons plus à considérer des ambitions d'États; nous allons examiner l'action de groupes d'hommes du côté russe et du côté japonais, dont le rôle ne saurait être négligé, puisqu'il a fortement influé sur la tournure finale des événements.

I

Constatons bien tout d'abord que, jusqu'au dernier moment, le gouvernement de Saint-Pétersbourg fut résolument pacifique. Le 15 janvier 1904, Nicolas II répétait encore en présence du corps diplomatique : « Je désire faire et j'ai l'intention de faire tout mon possible pour le maintien de la paix en Extrême-Orient. » Or, pas même les plus habituels ennemis du tsar n'ont osé contester la sincérité de ses intentions.

Malheureusement, contrairement à une opinion trop répandue en Occident, un autocrate ne réalise pas ce qu'il veut, surtout en Russie. Les conditions toutes spéciales de l'administration de ce colossal empire font que des agents secondaires d'action, mandataires obligés du pouvoir suprême, sont à même, dans une foule de cas, d'engager les plus graves parties, même à l'encontre de la volonté impériale. Je n'insiste pas sur la période où s'exerça l'action néfaste et bien connue de M. Bezobrasoff; je préfère montrer sous l'influence de quelles causes moins notoires Nicolas II semble avoir eu la main forcée.

Reportons-nous par la pensée vers la fin de 1903. A ce moment, en fait, la situation est déjà tendue; des contacts dangereux sont établis entre la Russie et le Japon. Une épouvantable explosion dépend de la moindre imprudence. Le moindre excès de zèle intempestif peut causer l'irréparable. Cet irréparable provient, selon moi, de la tendance à s'emparer non seulement de la Mandchourie mais encore de la Corée; tendance qui s'est manifestée surtout chez deux groupes d'hommes : les Russes habitant la Mandchourie et les gens d'affaires, sujets du

tsar ou non, qui, depuis quelques années, ont fait d'énormes et très profitables opérations en Extrême-Asie russe.

Tout d'abord, constatons que les grands chefs russes en Mandchourie n'étaient pas, autant qu'on l'a cru, disposés à la guerre. Le sentiment de leur responsabilité les empêchait évidemment de se laisser aller à des illusions trop grandes.

L'amiral Alexeieff, notamment, au cours d'une longue conversation que j'ai eue avec lui à Port-Arthur, le 13 octobre 1903, m'exprima les idées les plus sages. Le vice-roi d'Extrême-Orient me donna nettement à entendre qu'il était partisan d'une entente avec le Japon. « Les deux pays, me dit-il en substance, y ont nettement intérêt. Le Japon arrive à un tournant de son histoire. Après avoir surpris le monde par la rapidité de ses progrès, il arrive momentanément à la limite de tension de ses forces financières. Un échec, qui serait finalement presque fatal dans une lutte avec la Russie, peut lui faire brusquement tout perdre. Quant à la Russie, maintenant qu'elle a Port-Arthur, peut-elle consentir à laisser indéfiniment toute sa marine concentrée en Extrême-Orient et à l'y entretenir coûteusement sur un pied de guerre perpétuel? »

M. Artemieff, directeur du *Novi Kraï,* le journal de l'amiral Alexeieff à Port-Arthur, me tint un langage analogue. Le regretté et distingué M. Lessar, ministre de Russie à Pékin, que je vis plusieurs fois longuement, ne fit aucune difficulté de reconnaître (22 octobre 1903) que l'occupation russe en Extrême-Orient comportait de très réels et très sérieux dangers. Il me dit incliner, lui aussi, très nettement vers une entente russo-japonaise.

Mais si je tiens à citer ces opinions, en somme, très favorables à ceux qui les ont soutenues, je dois ajouter qu'elles ne concordaient nullement avec celle de la majorité des

Russes de Mandchourie. Partout, au cours de mon voyage (octobre 1903), les officiers que je rencontrai me laissèrent l'impression très nette qu'ils désiraient la guerre avec les Nippons.

Se voyant paisiblement installés jusque sur la rive droite du Yalou, la plupart d'entre eux ont fini par se dire : « Maintenant que nous avons la Mandchourie, la Corée aussi doit être à nous. Son acquisition est la conséquence de notre politique. »

Ce raisonnement s'est imposé rapidement, car il était fortifié par les arguments militaires de ceux qui comprenaient fort bien l'insuffisance de la frontière du Yalou en cas de conflit avec le Japon. Prenant une carte, ils vous montraient l'étranglement de la péninsule entre Gensan et le fond de la baie de Corée, et ils vous disaient : « Pour être un peu tranquilles chez nous, voilà où il faudrait au moins aller. » Et ils exposaient, avec de fort bonnes raisons, j'en conviens, tout l'avantage pour l'attaque, tout le danger pour la défense de ne point posséder du côté russe ce nord coréen.

Que cet état d'esprit ait existé, qu'il se soit vite répandu parmi les sujets du tsar en Asie orientale, cela n'est pas douteux. Je me souviens fort bien que le général B..., que je vis à Port-Arthur, me parlant des chemins de fer coréens dont je venais de visiter les travaux en cours, me demanda : « Quel est l'écartement des rails? « Je répondis : « Un mètre. » Aussitôt il leva les bras au ciel, désespérément, voyant là, avec raison, un obstacle à la future circulation du matériel russe vers Fousan. Le même général m'exprimait le regret que la Russie n'eût pas déjà pris la Corée pendant que Li-Hsi se trouvait à la légation du tsar à Séoul, alors qu'il eût été très facile de lui faire accepter le protectorat russe. Évidemment, dans sa pensée, ce général, représentatif de tant d'autres, considérait la prise de la Corée comme indispensable et par conséquent fatale. Un

autre officier, dont la situation ne me permettait pas de négliger l'opinion, me disait plus nettement : « Nous ne pouvons pas rester à Port-Arthur; il nous faudra prendre la Corée. »

Certes, ce qui est plus fâcheux encore, c'est que ces militaires se croyaient en état de soutenir la guerre. Le même général B... me disait, le 12 octobre : « Ces petits singes de Japonais n'ont qu'à venir. Nous sommes prêts à les accueillir; nos vaisseaux viennent d'être peints en noir (1). »

Ainsi donc, dans l'ensemble, les Russes de Mandchourie, aussi bien civils que militaires, étaient séduits, et c'était presque fatal, par ce qu'on pourrait appeler « la logique de la carte », qui leur faisait voir les frontières naturelles de la Russie d'Asie au détroit de Corée.

Évidemment, tous ces Russes trop ardents savaient bien que leurs désirs allaient à l'encontre des vues de leur gouvernement; mais ils se disaient qu'il fallait malgré tout assurer la grandeur de la patrie russe, que les diplomates et les fonctionnaires de Pétersbourg étaient des gens pusillanimes. Pour s'encourager à aller de l'avant, n'avaient-ils pas l'exemple de l'amiral Nevelskoï, celui qui donna à la Russie tout le territoire de l'Amour (2)? *Or, Nevelskoï* — ceci est à remarquer et à retenir — *fit toutes ses explorations et acquisitions territoriales en violation formelle des ordres de ses chefs*. Ces quelques lignes, extraites d'une des lettres de la propre femme de l'amiral, établisent nettement ce fait : « Comme vous le savez, le gouvernement a défendu à mon mari d'agir résolument et n'admet pas l'occupation de ce point (l'embouchure de l'Amour) pourtant si important pour la Russie; *cependant,*

(1) On sait qu'en Extrême-Orient, en temps de paix, les navires de guerre, pour diminuer la chaleur, sont peints en blanc. On ne leur donne leur couleur de guerre (noir, gris, bleu, etc.) qu'à l'approche des hostilités.

(2) V. p. 64.

mon mari a décidé d'aller au delà de cette défense (1). »

Or, comme les acquisitions de Nevelskoï ne donnèrent lieu à aucune difficulté sérieuse, elles furent ratifiées à peine accomplies, et peu à peu l'amiral passa au rang des héros russes. Il y fut mis en si bonne place qu'en 1891, le tsarévitch, aujourd'hui Nicolas II, posa à Vladivostok la première pierre d'un monument élevé à sa mémoire. Sur le socle de la statue, on peut lire ces mots de Nicolas Ier qui sanctionnèrent les acquisitions de Nevelskoï : « Partout où le drapeau russe a été hissé, il ne peut plus jamais être descendu. » Ces paroles ne sont pas seulement gravées dans la pierre, elles l'étaient aussi dans le cœur de tous les officiers russes en Extrême-Orient. N'expliquent-elles point pourquoi leurs désirs et parfois leurs actions n'ont pas toujours été conformes aux ordres et aux vues du tsar, et comment, alors qu'à Saint-Pétersbourg on voulait résolument enrayer la marche vers le sud et s'arrêter à Port-Arthur, eux, se croyant qualifiés pour mieux juger, regardaient la Corée?

L'action tendancieuse des Russes de Mandchourie réagissait dans la capitale sur certains de leurs amis, mais elle fut encore encouragée puissamment par celle des gens d'affaires. L'influence de ceux-ci fut immense, car leur puissance, au lieu d'être limitée à l'Asie orientale, s'étend non pas seulement aux coulisses de Saint-Pétersbourg, mais partout dans le monde où il y a de grosses entreprises à brasser, des rails à vendre, des machines à exporter, des sociétés à constituer, des émissions à faire. De fortes bonnes raisons m'inclinent même à croire que, si l'on allait au fond des choses, on constaterait qu'en Extrême-Orient, l'action militaire russe a été dirigée beaucoup moins selon les intentions du tsar que suivant les désirs des financiers.

(1) V. Vera Vend, *L'amiral Nevelskoï et la conquête définitive du fleuve Amour*, p. 130. Librairie de la *Nouvelle Revue*, Paris, 1894.

Les financiers, mais ne rêvent-ils pas toujours de chemins de fer à construire et de mines à exploiter! Que le chemin de fer ne trouve pas ensuite assez de marchandises à transporter pour couvrir ses frais d'exploitation, que dans une mine le charbon soit d'une médiocre qualité ou que la teneur d'un placer d'or ne soit pas assez riche pour donner un rendement rémunérateur, peu importe à ces gens ingénieux. Ils savent très bien que, pour eux, l'entreprise sera dans tous les cas fort lucrative, puisque les bénéfices de courtage ou de commission sur les fournitures de matériel pour lesquelles ils s'entremettent ne sauraient aucunement leur échapper.

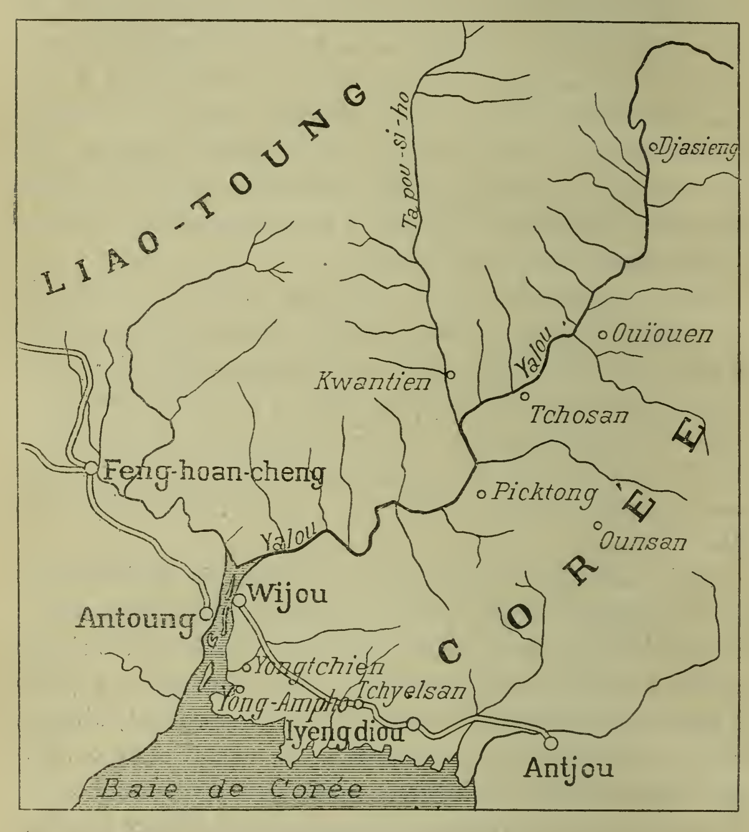
Or, sous cette forme, la mainmise russe sur la Mandchourie a été pour les financiers, je ne dis pas une affaire d'or, mais une affaire de diamant. Songez donc à ce que représentent les machines, les wagons et surtout les rails du Transmandchourien! Imaginez la somme gigantesque enfouie à Port-Arthur et surtout à Dalny, et vous aurez une idée affaiblie des « courtages », des bénéfices qui purent être réalisés.

Mais cette vaste opération s'était faite très rapidement. La Mandchourie allait être dotée du matériel indispensable; nécessairement, les sources d'opulence allaient être sinon taries, au moins très diminuées. C'est alors que les gens d'affaires songèrent à la Corée dont le sous-sol est, dit-on, riche en fer, en cuivre, en charbon, en argent et en or. Ils pensèrent à la belle voie ferrée qu'on pourrait brancher de Liao-Yang sur le Transmandchourien et prolonger ensuite jusqu'à Fousan. Ils évoquèrent les ports nouveaux qu'il faudrait établir, tout le matériel qu'il y aurait à fournir, toutes ces richesses naturelles qu'on pouvait mettre en œuvre. Et eux aussi se dirent qu'il serait bon, juste et raisonnable qu'un aussi grand seigneur que le tsar étendît sa puissance jusqu'au détroit de Corée.

C'est probablement sous l'influence de ces agréables

perspectives que fut fondée la *Société forestière du Yalou.*

Il faut connaître les incidents auxquels donna lieu le fonctionnement de cette société, car *c'est là, selon moi, que nous allons trouver le minime mais décisif incident qui,*



L'AFFAIRE DE YONG-AMPHO

en dernière analyse, détermina les Japonais à la guerre.

En 1896, les Russes obtinrent de Li-Hsi, pendant qu'il résidait à la légation du tsar à Séoul, une concession forestière sur la rive gauche du Yalou, *par conséquent sur le sol coréen.* Le seul fait de cette concession russe dans l'empire du Matin-Calme irrita profondément les Japonais;

mais comme, durant plusieurs années, les Russes n'en tirèrent aucun parti, on se calma à Tokyo et on voulut voir dans cette inaction une cause de déchéance. Mais, au cours de 1903, la Société forestière du Yalou, ayant pour président M. Gunsbourg, choisit comme centre de ses opérations Yong-Ampho, à l'embouchure du Yalou, et se mit à exploiter les belles forêts de la région. Quelques cosaques vinrent protéger les travailleurs. La colère des Japonais devint alors extrême. La concession russe n'ayant jamais été délimitée, les Nippons prétendirent que c'était là une nouvelle série d'empiétements, comme en Mandchourie, qui commençait. Dès lors, les journaux nippons firent un tapage énorme autour de cette affaire de Yong-Ampho. Comme, à ce moment, le ministre du Japon était plus craint à Séoul que celui de Russie, le gouvernement coréen négocia avec les Russes et passa avec eux une convention ne leur donnant que 3.000 hectares et pour une durée à bail de vingt ans seulement. Le territoire forestier ainsi concédé devait, en outre, être ultérieurement délimité. Les Japonais ne furent pas rassurés. Pour faire mieux encore échec aux Russes et pour donner à la question un caractère international, ils proposèrent l'ouverture au commerce universel de Wijou, port situé plus profondément encore que Yong-Ampho dans l'intérieur des terres.

Cette tactique ne ralentit pas l'activité des Russes sur la rive gauche du Yalou. Bien au contraire, elle l'augmenta, et bientôt cette question de Yong-Ampho exaspéra les Japonais beaucoup plus encore que l'occupation de la Mandchourie.

Au Japon, pendant l'été 1903, des bruits relatifs à cette affaire circulèrent sans arrêt. Fin octobre, on raconta que le secrétaire de la légation japonaise à Séoul, M. Hagiwara, avait été empêché de débarquer à Yong-Ampho par des soldats russes en armes. On ajoutait que les Russes se fortifiaient à Yong-Ampho. On broda sur ce thème et on dis-

cuta dans toutes les villes nipponnes l'opportunité d'une guerre.

Enfin, le 28 janvier 1904, le *New-York Herald* annonça que les 9e, 10e et 11e fusiliers sibériens quittaient Port-Arthur pour le Yalou. Comme on était déjà dans la période de tension aiguë, peut-être, de la part des Russes, était-ce là une simple mesure de précaution; mais peu importe, *dans tout le Japon, on considéra que la Russie posait la question de Corée.*

Dès cet instant, la goutte d'eau qui devait faire déborder le vase était tombée. Rien, absolument rien ne pouvait plus empêcher le dernier des Japonais de désirer, de vouloir, d'exiger âprement la guerre.

Si maintenant on se représente par la pensée l'ensemble des convoitises sur la Corée des militaires suggestionnés par l'exemple de Nevelskoï et l'action puissante des brasseurs d'affaires, on conçoit qu'au début de 1904 s'est établi du côté russe un courant d'opinion de gens intéressés à la guerre, et qui chaque jour devenait plus fort que les tendances pacifiques, cependant très fermes et très réelles, du gouvernement de Saint-Pétersbourg.

II

Les causes de la guerre personnelles aux Japonais sont des plus diverses.

En première ligne, il faut mettre le degré incroyable de confiance en elle-même auquel était arrivée, dans les dernières années, la population nipponne.

Les Japonais ont toujours eu d'eux une opinion fort avantageuse, au point même qu'en matière religieuse, ils

estiment que l'excellence naturelle de leur caractère les dispense d'une règle morale écrite. « La morale, a dit un Japonais, a été inventée par les Chinois, parce qu'ils sont un peuple immoral, mais point n'est besoin de morale au Japon, car un Japonais n'a pour bien agir qu'à consulter son cœur (1). »

Les progrès que le Japon a réalisés depuis la chute du shogounat, les compliments que les Occidentaux ont prodigués à ce propos aux sujets du mikado, la volonté d'imiter les Américains et surtout les succès militaires remportés pendant la guerre contre la Chine ont achevé de convaincre les Japonais qu'aucune puissance au monde ne pouvait plus les empêcher de jouer désormais le grand rôle qu'ils ambitionnaient en Extrême-Orient, c'est-à-dire de devenir les chefs, les leaders de tous les peuples de race jaune.

Les Japonais ont ainsi perdu tout sentiment de modération. Ils en sont arrivés au point de ne plus se rappeler ce qu'ils ont appris des Européens, et ils se croient souvent qualifiés pour nous l'enseigner comme une nouveauté et pour nous en dispenser les bienfaits. C'est ainsi, par exemple, que, pendant ma visite de l'Université de Kioto, un étudiant, me montrant avec une évidente satisfaction les lampes électriques qui pendaient au plafond d'une des salles, me demanda avec condescendance : « En avez-vous aussi en Europe? »

Je me souviens encore de la confiance absolue dont témoignait devant moi un grand industriel d'Osaka. Je causais avec lui de l'éventualité d'une guerre avec la Russie. Il me déclara ne pas douter un instant du succès. Il ajouta même en manière de conclusion : « D'ailleurs, s'il le faut, nous irons jusqu'à Moscou! »

La quasi-certitude de la victoire existait aussi chez les hommes influents de l'entourage du mikado qui, remar-

(1) Cité par Pierre Leroy-Beaulieu, *La Rénovation de l'Asie,* p. 161, Colin. Paris, 1900.

quablement renseignés sur l'état intérieur de la Russie, étaient convaincus qu'elle ne pouvait absolument pas mener une guerre heureuse.

Le 18 août 1903, j'eus à Tokyo, avec le comte O..., un entretien qui me laissa un vif souvenir en raison du cadre dans lequel il eut lieu et de l'importance politique de mon interlocuteur.

En grand seigneur japonais, le comte O... est un amateur passionné de jardins. Sa maison nipponne, exquise avec ses bois nus aux veines admirables, son élégance sobre, est située dans un parc, merveille d'art japonais, avec ses vallées, ses montagnes en rocailles miniatures, avec ses ruines noyant ingénieusement leurs masses de pierre dans des bosquets de verdure.

Comme c'était le plein été, j'arrivai chez le comte O... de grand matin; mais déjà d'inlassables cigales emplissaient l'air torride de vibrations stridentes. Malheureusement, la pièce où j'attendis, fâcheusement meublée à l'européenne, déparait l'exquis décor nippon. Je faisais sur le fâcheux mélange de civilisations si différentes de pénibles réflexions quand le comte entra. Je me trouvai en présence de l'homme qui, plusieurs fois ministre des affaires étrangères et des finances, est, avec le marquis Ito et le maréchal Yagamata, l'un des plus importants personnages de l'empire. Vigoureux vieillard à la tête rasée, drapé dans son kimono, vêtement qui parfois a des allures de toge, le comte O... évoquait vraiment devant moi le type conventionnel des sénateurs romains.

Comme mon interlocuteur ne parlait ni le français ni l'anglais, un Japonais de mes amis voulut bien me servir d'interprète. Au cours de la conversation, beaucoup de sujets furent abordés, notamment le conflit russo-japonais, qui alors grandissait rapidement à l'horizon. Or, en traitant cette matière délicate, j'eus l'étonnement de voir que mon interlocuteur comptait fort sérieusement qu'en cas de guerre

avec la Russie, la longueur des opérations provoquerait dans l'empire des tsars des troubles capables d'ébranler dans ses fondements la puissance moscovite, et par conséquent de compromettre d'une façon radicale l'efficacité des opérations russes en Extrême-Orient.

Des croyances de ce genre, existant à tous les degrés de l'échelle sociale, ne pouvaient que mener à un éclat fâcheux.

L'état interne du Japon portait, lui aussi, à la guerre.

Depuis quelque temps, le budget de l'empire du Soleil-Levant était arrivé à peu près à sa limite de tension. Il avait grand'peine à faire face aux armements croissants, et ceci d'autant plus que la situation économique des fabriques nouvellement créées sur le sol nippon était loin d'être aussi brillante qu'on a bien voulu le dire et le croire en Occident.

Voici en substance pour quelles causes principales.

Depuis la guerre sino-japonaise, le prix de la vie au Japon a augmenté de 50 à 60 pour 100. Le taux des salaires a subi une même progression ; aussi les industriels qui, vers 1890, avaient fondé des fabriques en se basant sur le très bas prix de la main-d'œuvre, ont-ils éprouvé de grandes désillusions. Ces difficultés se sont augmentées par suite d'un fait jadis insoupçonné, mais aujourd'hui bien établi, c'est-à-dire le très faible rendement en travail de l'ouvrier japonais. De l'avis de tous les chefs d'industrie, européens ou nippons, que j'ai consultés, dans une usine, il faut deux ou trois ouvriers japonais pour fournir en travail l'équivalent d'un bon ouvrier français.

Au premier instant, cette affirmation paraît tout à fait surprenante, car, dans les mille métiers qu'ils exercent au village, les artisans nippons excellent. Les menuisiers sont des ajusteurs merveilleux : les grilles de bois des plus simples maisonnettes sont toujours parfaitement exécutées;

les potiers font des merveilles; les fabricants d'éventails, de lanternes créent des chefs-d'œuvre avec le papier et le bambou. C'est qu'il s'agit là de métiers que le Japonais aime, où il voit le résultat de son effort et surtout où il peut travailler à ses heures. Combien de fois ai-je vu l'artisan nippon, maître de lui-même, dormir pendant la partie chaude de la journée et travailler ensuite le soir très avant dans la nuit! Or, voilà une faculté qui devient impossible à exercer dans l'atelier moderne, dont l'exactitude prussienne blesse, indispose et exaspère l'ouvrier nippon. Dans une usine, enfin, en raison de l'infinie division du travail, l'ouvrier n'est plus qu'un rouage médiocre, et rien dans la fabrication industrielle ne peut plus intéresser le Nippon. De cet ensemble découle le faible rendement du travail.

Le travail des femmes n'a pas plus de rendement que celui des hommes. Les ouvrières que j'ai vues par centaines dans les ateliers d'Osaka sont un spectacle affligeant. Leur aspect et leur attitude font comprendre l'énorme distance séparant le charmant atelier nippon familial d'autrefois de l'usine moderne. Le Japon jeune, âpre au gain et dur aux gens, prend la place du vieux Japon fier, seigneurial et artiste; mais le peuple des ouvriers ne suit nullement l'impulsion des créateurs des usines, d'où ce faible rendement du travail qui, coïncidant avec le rehaussement du prix de la vie, a fortement contribué à la crise économique qui a incliné le Japon vers la guerre.

L'état de choses existant devait enfin aboutir à une manifestation violente sous une forme ou sous une autre. Quelques années avant la guerre, il s'est produit au Japon, entre la conception du pouvoir impérial telle qu'elle subsiste légalement et les tendances des masses populaires, une divergence qui chaque jour s'accentuait.

D'après les textes constitutionnels, l'empereur est d'origine divine. Il n'est pas permis, en effet, à un bon Japonais

de ne pas croire que Matsuhito, le mikado actuel, ne descend pas d'Amaterassou, déesse du Soleil. Or, c'est cet empereur qui, depuis trente ans, a travaillé de toutes ses forces et avec beaucoup de clairvoyance à faire adopter par son pays, — je ne dis pas les idées occidentales, ce serait aller beaucoup trop loin, — mais les instruments occidentaux de la puissance.

Après la grande crise qui aboutit à la chute du shogounat en 1868, quels étaient les éléments qui s'offraient au mikado pour gouverner? C'étaient ces anciens daïmios, ces anciens samouraï, les seigneurs et les militaires, qui, groupés en clans par l'antique usage féodal, avaient le plus contribué à la restauration impériale. Or, comme on sait, deux clans surtout, celui de Satsuma et celui de Chôschiou, avaient pris part au mouvement. Ce sont donc les hommes de ces clans, du Sat-Cho, ainsi qu'on les désigne couramment, que l'empereur du Japon appela de préférence au pouvoir et qu'il y maintint en leur faisant systématiquement des faveurs exceptionnelles.

C'est grâce à ces circonstances que le clan des Satsuma put confisquer à son profit presque tous les postes importants de la marine et de l'armée, tandis que les Chôschiou s'emparaient de l'administration. A la vérité, ces deux clans ont fourni au Japon toute une série d'hommes réellement remarquables, — les hommes d'État de Meiji, — qui sont les vrais auteurs des progrès du pays du Soleil-Levant, surtout en matière militaire. Mais si les services éminents que ces hommes des clans ont rendus à leur pays sont notoires, il n'en subsiste pas moins que les faveurs trop certaines dont ils bénéficient depuis si longtemps les ont rendus suspects au reste de la population qui, au Japon comme ailleurs, tient à avoir sa part des prébendes publiques. Ce sentiment de jalousie et d'hostilité contre les clans s'est accru parallèlement à la formation du corps de politiciens japonais qui a été la conséquence du fonctionne-

ment de la Diète de Tokyo, fantôme de parlement sans doute, impuissant certes à enrayer la volonté impériale absolue, mais qui indéniablement est devenu une pépinière féconde d'hommes qui maintenant forment dans l'empire du Soleil-Levant les cadres d'une organisation démocratique et sociale.

C'est qu'il existe, en effet, déjà au Japon un mouvement social réel et dont il faut très largement tenir compte. L'« occidentalisation » même superficielle du peuple japonais a déterminé avec une rapidité stupéfiante son évolution vers une sorte de socialisme ultra-national qui lui est tout à fait propre et que parfois de menus faits décèlent même au simple voyageur européen qui passe rapidement.

L'interprète d'un de mes amis qui visitait le château de Nagoya entendit l'un des traîneurs de pousse-pousse dire à son camarade en levant la tête vers le célèbre donjon que surmontent d'admirables dauphins d'or pur : « C'est pourtant nous qui faisons vivre tous ces gens-là! » Simple remarque, dira-t-on; mais n'est-elle pas comme un son de cloche, ne décèle-t-elle pas des tendances en opposition manifeste avec les idées féodales des clans conservateurs?

Un missionnaire qui connaît bien le Japon où il vit depuis fort longtemps m'a affirmé que l'intensité du mouvement social est beaucoup plus grande qu'on ne peut l'imaginer. Les choses en sont au point qu'au dire de vieux résidents, si l'empire du Soleil-Levant avait été vaincu finalement par la Russie, la situation du mikado fût devenue brusquement impossible, et la forme républicaine eût pu fort bien être, à brève échéance, la conséquence directe d'un désastre.

Donc, pour une part, le conflit actuel est le résultat de ces difficultés intérieures auxquelles il a constitué une diversion; diversion puissante et d'autant plus nécessaire que, depuis le traité de Shimonoséki, les idées ont singulièrement marché au Japon. Or, on doit se souvenir qu'en

1894, la guerre du Japon contre la Chine avait été déjà un moyen de masquer pour un temps l'abîme qui, en réalité, et malgré les apparences, se creuse entre le pouvoir absolu et le peuple nippon.

Ces éléments si divers, confiance des Japonais en eux-mêmes, crise économique, divorce latent entre le mikado et ses sujets, ont préparé un terrain où a pu se développer d'une façon extraordinaire, avant la guerre, une haine intense contre la Russie.

L'aversion des Japonais contre les Russes remonte à 1875, époque à laquelle le gouvernement de Pétersbourg échangea avec celui de Tokyo l'île de Sakhaline, « la proie pour l'ombre (1). » Ce troc disposa déjà fort mal les Nippons pour les Moscovites. Plus tard, les prétentions, même les plus vagues, qu'on put supposer aux Russes sur la Corée, développèrent cette hostile défiance. Aussi, bien avant que la Russie et le Japon vinssent en conflit direct, la tentative d'assassinat commise le 11 mai 1891, près de Kioto, sur le futur Nicolas II, par l'un des agents de la police chargé d'assurer sa sécurité, montra tels qu'ils étaient les sentiments du peuple japonais pour les Russes.

Mais la grande cause d'amertume et même de colère des sujets du mikado contre ceux du tsar fut la rétrocession de la péninsule du Liao-Toung que le Japon dut faire, comme on a vu, en 1895, à la suite de la triple intervention simultanée à Tokyo de la Russie, de l'Allemagne et de la France. A cette époque, le gouvernement mikadonal eut soin de faire savoir à la population entière qu'il ne cédait qu'à une pression supérieure. La proclamation impériale du 13 mai 1895, fut affichée dans toutes les villes nipponnes, on pouvait y lire :

Les gouvernements de l'Empereur de Russie, de l'Empereur d'Allemagne et de la République française, considérant comme

(1) R. Pinon, *La Chine qui s'ouvre,* p. 18. Paris, Perrin. 1900.

nuisible à la paix perpétuelle de l'Orient l'occupation permanente par l'Empire du Japon de la presqu'île de Liao-Toung, ont engagé chacun notre gouvernement à renoncer à la possession définitive dudit territoire...

Nous, Empereur, ayant donc en vue la paix, nous avons accepté leurs conseils sans hésitation... (1)

Lorsque, après avoir évacué les pays qu'ils venaient de conquérir sur la Chine, les Japonais virent, en 1897, les troupes du tsar s'installer à leur place, occuper toute la Mandchourie et fortifier Port-Arthur, à un moment où cette position leur était si chère que les cartes employées dans les écoles nipponnes représentaient encore la péninsule de Liao-Toung comme un territoire soumis au mikado, l'hostilité latente contre les Russes se changea en haine véritable; le nouveau courant se déchaîna non pas seulement dans les classes élevées de la nation qui, dans tous les pays, sont généralement les seules à suivre de près la politique étrangère, mais dans la population nipponne entière, sans en excepter les plus humbles éléments.

L'affaire de Yong-Ampho (2) porta finalement l'exaspération à son comble, si bien qu'au début de 1904, tous les Japonais voulaient la guerre, même ceux des commerçants qui avaient le plus certainement à y perdre.

A cette époque, l'état-major de l'armée et celui de la marine se sentaient prêts. Ils connaissaient les vrais effectifs des Russes en Mandchourie, l'infériorité et les faiblesses de la marine russe. En vrais tacticiens, les grands chefs nippons savaient l'importance du moment; ils savaient qu'il ne fallait à aucun prix laisser passer l'heure. Tous leurs efforts sur le mikado et ses ministres s'exercèrent dans le sens d'une rupture.

L'opinion publique leur prêta le plus puissant concours.

(1) Cordier, *op. cit.,* t. III, p. 291.
(2) V. p. 136.

C'est là un fait étonnant, je crois même unique au monde. Au Japon, si le dernier des traîneurs de pousse-pousse, ou des paysans, s'intéresse médiocrement à la politique intérieure, il se passionne véritablement pour les questions étrangères. Un Japonais m'affirmait que cet état d'esprit est si profond qu'il serait plus facile au gouvernement de Tokyo de relever le taux de l'impôt foncier que d'adopter sur une affaire extérieure une orientation contraire aux sentiments des masses populaires.

C'est ce qui explique comment, quand, après la fortification de Port-Arthur, les opérations de la Société forestière russe sur la rive gauche du Yalou purent, à tort ou à raison, faire soupçonner au peuple japonais que le tsar voulait occuper encore la Corée, — à la vérité, le seul pays d'Extrême-Orient qui puisse être un territoire d'expansion pour le formidable excédent annuel de la population nipponne, — les sentiments de haine contre la Russie se développèrent avec une rapidité dont rien ne peut donner idée.

C'est ainsi qu'avec une vitesse croissante, la population nipponne est devenue désireuse de la guerre. Seuls, les politiciens ont été retenus quelque temps par la crainte que la victoire, dont d'ailleurs ils ne doutaient pas, ne consolidât à nouveau leurs adversaires, les hommes des clans. Mais ces calculs ont dû finalement céder devant la pression des masses.

Le raisonnement des plus calmes était le même que celui des officiers : « Nous ne devons pas laisser passer l'heure. Plus nous attendrons et plus les forces de la Russie en Extrême-Orient grandiront. Il arrivera bientôt un moment où elles seront si évidemment supérieures aux nôtres que nous serons obligés de subir jusqu'au bout la pression et les exigences moscovites. »

Cette idée finit par s'ancrer dans les cerveaux avec tant de puissance que des groupements se sont formés dans la

population dans le but exclusif de pousser le gouvernement à la guerre.

En août 1903, une association politique se forma à Tokyo, sans distinction de parti, et publia un manifeste demandant au gouvernement du mikado d'inviter la Russie à « mettre fin rapidement aux complications internationales et à donner de sérieuses garanties de paix ». Les journaux, qui sont nombreux et très lus au Japon, attaquèrent le gouvernement avec une violence croissante et l'accusèrent de pusillanimité à l'égard de la Russie. Un peu partout, des meetings de protestation s'organisèrent contre cette inertie. Une feuille populaire de Tokyo fut même suspendue deux fois pour avoir publié des vers suggérant l'assassinat du ministre dont la mollesse constatée faisait un traître à la patrie. Au début de novembre, le comte Katsura, premier ministre, fut amené à recevoir une députation de la ligue antirusse. Au fond, toute cette propagande gêna fort le cabinet de Tokyo, car il sentait qu'il lui était réellement de plus en plus difficile de résister à la volonté populaire.

Au commencement de décembre, l'opinion publique réclama l'envoi d'un *ultimatum* à la Russie. Le 10 décembre 1903, la Chambre des représentants à Tokyo adopta à l'unanimité une réponse au discours du trône dans lequel le ministère était accusé de négliger les occasions qui se présentaient à lui dans le domaine de la politique étrangère. Les ministres du mikado tentèrent encore une fois d'enrayer le mouvement belliqueux. Le 11 décembre 1903, la Diète japonaise fut dissoute, mais aussitôt tous les partis achevèrent de se mettre d'accord. Leur avis fut unanime. Au début de janvier 1904, la presse de Tokyo réclama l'ouverture immédiate des hostilités.

Les lenteurs de la réponse russe et la nouvelle de l'arrivée de soldats russes sur la rive gauche du Yalou mirent la colère à son comble; le gouvernement du mikado fut définitivement emporté par le torrent furieux des passions

populaires; finalement, il fut amené à commencer la lutte au début de février dans les conditions que l'on sait.

Certes, cette guerre, le gouvernement japonais l'a préparée depuis des années, avec le soin le plus extrême; mais je crois rester dans la note juste en disant que la plupart des conseillers intimes de Matsuhito lui ont fait tirer le glaive contre la Russie sans un réel enthousiasme et sans qu'ils se dissimulassent aucunement les risques redoutables d'un pareil geste.

CHAPITRE IV

LES CAUSES FINALES OU ACCESSOIRES DE LA GUERRE

I. — Influence des Américains.

Motifs invoqués par les Américains pour justifier leur attitude. — Les Russes en Extrême-Orient gênaient la liberté du commerce. — Les Russes, en persécutant les juifs de Kischeneff, se sont mis au ban de l'humanité.

L'action de la presse américaine a faussé avant la guerre la notion exacte des intérêts des États-Unis. — L'évolution de la guerre établit que les Américains se sont trompés.

II. — Influence des Anglais.

Rôle des Anglais d'Extrême-Orient. — Effets de la crainte d'une invasion russe aux Indes. — L'expansion économique du Japon était une menace d'une autre nature.

Rôle des Anglais de Londres. — Influence de la presse. — Les correspondants du *Times* en Extrême-Orient.

L'attitude du gouvernement britannique. — On constate qu'elle a été plutôt pacifique que belliqueuse.

III. — Rôle de l'Allemagne.

Le gouvernement de Berlin, afin d'engager plus à fond la Russie, lui a donné carte blanche en Extrême-Orient. — Des diplomates russes ont reconnu cette tactique.

Raisons de la politique allemande à l'égard de la Russie en Asie orientale. — L'intérêt du commerce et de la navigation allemands dans les mers de Chine. — Le plan général allemand impliquait une même ligne de conduite. — Les risques à courir étaient faibles en raison des avantages assurés.

Un dernier élément nous manque : c'est la connaissance des causes finales ou accessoires de la guerre.

J'entends par là désigner l'ensemble de pressions, d'incitations, d'excitations provenant des étrangers pour pousser soit les Russes, soit les Japonais à la guerre. Cet aspect des causes de la guerre nous amène à rechercher quelle a été

dans la formation du conflit la part revenant aux Américains, aux Anglais et aux Allemands.

I

Les Américains ont joué un rôle fort actif dans la période de tension; leur action sur les Nippons a été surtout morale. Avant la guerre et durant sa première période, personne n'a dépassé les Américains en manifestations antirusses. Quelles sont les vraies raisons de cette attitude?

De 1900 à 1904, les Américains ont affecté de voir dans les Japonais des défenseurs de la « porte ouverte », de la liberté commerciale en Extrême-Orient, et c'est à la fois au nom des principes libéraux qu'ils se piquent de servir et de leurs intérêts qu'ils prétendent protéger que, disent-ils, ils ont incité les Japonais à l'action, et que, durant longtemps, ils ont souhaité leur succès.

Cet argument, basé sur la liberté commerciale, est d'une valeur très faible. Connaît-on dans le monde une douane plus difficile que celle des États-Unis et un pays qui applique avec autant de rigueur une politique aussi protectionniste? Cette vérité, des faits innombrables la prouvent. Il me suffira, pour l'établir, d'esquisser dans quelles conditions et après quelles formalités un produit étranger quelconque, supposons-le français, est admis aux États-Unis.

Les États-Unis taxent les produits importés chez eux au moyen d'un droit *ad valorem* variable suivant les produits. Pour déterminer cette valeur et se prémunir contre la fraude, la douane de l'Union exige de l'importateur français une déclaration sous serment, avec facture certifiée, fournie au consul des États-Unis du lieu d'expédition de la mar-

chandise. Or, depuis quelque temps, le consul américain ne trouve plus suffisante la facture que lui apporte l'exportateur; il demande encore qu'elle soit justifiée par la production des factures d'achat de ce commissionnaire, ce qui implique la divulgation de ce prix d'achat ainsi que l'origine du produit. Il exige enfin que le fabricant desdits produits fasse connaître leur prix de revient détaillé avec l'indication de la valeur, de la matière, du travail nécessaire et du profit réalisé.

Remarquez enfin que ces sérieuses complications ne garantissent en aucune façon le malheureux exportateur du droit que se réserve la douane américaine à l'arrivée de procéder à des évaluations, à des comparaisons, et d'imposer de terribles amendes au téméraire commerçant européen qui a osé l'affronter.

Si la Russie eût annexé la Mandchourie et la Corée, je ne sais quel système douanier elle eût appliqué, mais je doute qu'en aucun cas elle eût imaginé pour les importateurs des formalités plus complexes que celles actuellement exigées par les douanes américaines.

Non, les « principes » commerciaux que les Américains ont invoqués pour justifier leur attitude contre la Russie n'ont constitué qu'une façade. La vérité est tout autre.

Pour bien saisir ce qui a incliné dans un sens antirusse l'opinion américaine au début de février 1904, il faut se reporter aux événements de Kischeneff, c'est-à-dire au printemps 1903. Étant à ce moment, par hasard, à Washington, je me suis trouvé fort bien placé pour juger de l'état des esprits.

Je n'ai pas à revenir ici sur le détail des événements de Kischeneff, mais simplement à constater qu'à leur propos, la réserve d'un pays aussi étranger aux choses de Russie que les États-Unis eût été moins indiquée.

Cependant la presse américaine montra, dominée ou influencée par les Israélites, une violence déraisonnable,

systématique, et dont la seule campagne faite en France, il y a peu d'années, à propos d'une affaire célèbre peut donner une idée. Partout, à l'instigation de cette presse, des meetings de protestation s'organisèrent.

A Philadelphie, le 17 mai 1903, le Dr Wood déclara dans une réunion publique : « Nous devons prier spécialement Père céleste pour le tsar de Russie, afin que ses yeux puissent s'ouvrir sur le mal et les outrages commis dans son empire. » Ce qui donne la signification vraie de ces paroles, c'est le fait qu'à l'époque où elles furent prononcées, il ne se passait guère de semaine aux États-Unis sans qu'on ne brûlât vivant quelque nègre, après avoir eu soin de l'enduire au préalable de pétrole (1).

Ces lamentables excès, cependant constants dans la vie américaine, n'empêchèrent pas les citoyens de l'Union américaine, trompés par leurs journaux, je le reconnais, de s'immiscer au nom de l'humanité dans les affaires de la Russie en faveur des juifs de Kischeneff. Il en résulta au moins passagèrement, une hostilité extraordinaire pour tout ce qui touchait au gouvernement russe. Quant aux principes invoqués, là encore il semble qu'ils ne puissent pas un instant être pris au sérieux. La vérité stricte, c'est que la presse des États-Unis a poussé les Japonais à la guerre surtout par haine momentanée de la Russie, et que cette haine, dont on peut difficilement soupçonner l'intensité, ne s'explique que par le très grand nombre de juifs qui collaborent aux journaux, Or, aux États-Unis, la puissance de la presse sur l'opinion est énorme. Elle explique

(1) Dans la *Manitoba Free Press* du 23 juin 1903, journal canadien imprimé à Winnipeg, on peut lire le récit d'un lynchage qui a eu lieu la veille, le 22 juin, à Wilmington (Delaware), non loin de Philadelphie :

« Le nègre fut mené sur la scène du crime. Là, il avoua qu'il avait violé la femme « blanche ». Il fut ensuite attaché à un poteau, brûlé, et son corps criblé de balles. »

« *The negro was taken to the scene of the crime. He there confessed to having assaulted the girl. He was then burned to the stake and his body riddled with bullets.* »

cette violence et cette inconséquence dont ont témoigné les Américains envers la Russie dès la formation du conflit, et qui leur fit perdre la notion des vrais intérêts des États-Unis.

Aujourd'hui que les victoires japonaises ont entraîné par voie de conséquences un premier boycottage des marchandises américaines par les Chinois, que les Nippons peuvent prétendre à la domination de tout l'Extrême-Orient, que les Philippines seront peut-être un jour menacées, les Yankees commencent à comprendre qu'ils ont fait fausse route. Le ton de leurs journaux l'établit assez; le moment n'est peut-être même pas loin où ils regretteront sincèrement la présence des Russes en Mandchourie.

II

Quelle influence les Anglais ont-ils exercée sur la naissance du conflit russo-japonais?

L'on ne peut s'en faire une idée exacte en considérant tous les Anglais en bloc; de toute nécessité, il faut distinguer divers groupes.

Tout d'abord, il est certain que la grande majorité des Anglais qui habitent l'Extrême-Orient ont incité les Japonais à partir en guerre contre la Russie. Cette attitude s'explique surtout par ce fait que la plupart de ces citoyens britanniques vivent ou ont vécu aux Indes, où la crainte d'une invasion russe est telle qu'elle leur fait souhaiter tout ce qui peut être une cause d'affaiblissement pour l'empire des tsars. Lord Curzon, avec la russophobie invétérée qui a caractérisé sa magistrature, n'a fait que renforcer puissamment la croyance en ce danger, d'ailleurs tout artificiel (1).

(1) V. p. 459.

Quoiqu'il en soit, il est indiscutable que les Anglais de cette catégorie ont poussé à la guerre, et ils l'ont fait avec d'autant plus de conviction que, pour beaucoup d'entre eux, la guerre russo-japonaise, au point de vue économique, ne pouvait être que profitable.

Rien de plus facile à admettre. Dans les dix dernières années, les filatures japonaises ont fait une concurrence sans cesse plus rude aux filatures des Indes. De même, les cargos nippons ont pris un peu partout le fret réservé jusqu'alors aux armateurs britanniques. La perspective de voir paralyser pour longtemps la concurrence japonaise du fait des hostilités ne pouvait donc sembler qu'avantageuse.

Les Nippons ont pu trouver une autre cause d'incitation à la guerre dans le ton général des nouvelles que les journalistes anglais expédiaient d'Extrême-Orient à Londres.

La *Saturday Review* du 23 novembre 1903 a prétendu que le *Times* avait poussé à la guerre. Il est certain que l'action des correspondants du *Times* à cet égard a été réellement importante; elle s'explique très naturellement par son mécanisme même, On peut avoir sur la politique que soutient le *Times* l'opinion qu'on voudra, mais on doit reconnaître qu'au point de vue de l'information étrangère, le grand journal londonnien est l'organe le mieux outillé de l'univers. Ses correspondants dans chaque capitale sont de véritables envoyés diplomatiques. Toujours choisis parmi les hommes de valeur, ils disposent de moyens financiers considérables et entretiennent des relations étendues, ce qui, bien souvent, leur permet de jouer un rôle plus actif et plus réel que celui de nombre d'ambassadeurs.

Les correspondants du *Times* jouissent, en général, de la plus grande confiance de la part de la direction du journal; c'est là une application de cet excellent principe anglais

en vertu duquel, une fois qu'on a accordé crédit à un homme, on le lui conserve tant qu'il n'a pas démérité. Il s'ensuit que les informations extérieures du *Times* sont insérées le plus souvent sans modifications dès que la dépêche qui les contient parvient à Londres. Comme l'originalité, la nouveauté, sinon l'authenticité de ces renseignements, sont notoires, il en résulte que, dans toutes les salles de rédaction du monde, ce sont les informations des correspondants du *Times* qui, traduites et découpées, sont ensuite présentées au public universel, non sans avoir subi un certain démarquage qui d'ailleurs en altère rarement le fond.

Le *Times* a donc exercé une énorme influence avant et au début de la guerre; cette influence ne pouvait réellement pas être favorable aux Russes, puisque, le 30 mai 1903, le correspondant du grand journal londonnien à Saint-Pétersbourg avait été expulsé de la capitale de Nicolas II en raison de ce qu'on affirmait être son hostilité à l'égard de la Russie.

Quant aux correspondants du *Times* en Extrême-Orient, ils ont joué un rôle considérable, tenant en grande partie à leur excellente situation personnelle.

Le correspondant du *Times* au Japon est un ancien officier de l'armée anglaise. Ayant quitté le service depuis longtemps déjà, le capitaine Brinckley s'est installé à Tokyo, où il est devenu à la fois le correspondant du *Times* et le rédacteur en chef d'un journal purement japonais, quoique imprimé en anglais, le *Japan Daily Mail*. Comme cet organe est officieux, il en résulte que, dans une certaine mesure, le capitaine Brinckley est nécessairement impressionné ou suggestionné, comme on le voudra, par le contact des milieux gouvernementaux nippons. Circonstance non négligeable, enfin, le capitaine Brinckley a épousé une Japonaise. Il est donc, par la force des choses, de ses intérêts et de ses affections, un japonisant. Rien d'étonnant,

par suite, à ce que ses communications au *Times* s'en soient maintes fois ressenties.

Quant au Dr Morrison, le correspondant du *Times* à Pékin, son cas est tout aussi net. Le Dr Morrison s'est fait depuis longtemps connaître comme un « curzonien » convaincu, donc, comme un adversaire déclaré des Russes. Il a mis à dénoncer leur pénétration en Asie orientale une persévérance toute britannique. C'est lui qui, avant la guerre, a excité les Japonais à agir, en leur montrant le nombre des troupes du tsar grossissant chaque jour, en leur disant qu'il ne fallait pas laisser passer l'heure.

Un antirusse aussi passionné que le Dr Morrison ne pouvait donc être qu'un japonophile très ardent.

Il est à noter que l'attitude du *Times,* depuis plusieurs mois, est très profondément différente. Les Russes ne peuvent vraiment plus se plaindre du grand organe britannique; il ne serait même nullement surprenant que, demain, le *Times* préconisât une entente politique de l'Angleterre avec la Russie.

Toutefois, si, se reportant au printemps de 1904, l'on tient compte de cette double action des Anglais d'Extrême-Orient et de la plus influente partie de la presse londonnienne, il est certain qu'avant et au début des hostilités, la grande masse britannique dut être considérée comme étant hostile à la Russie.

Quant au gouvernement de Londres, il n'a pas eu du tout, dans la guerre, la responsabilité qu'on lui a attribuée un peu partout, notamment en France, et surtout en Russie.

On savait très bien, au cabinet de Saint-James, que les intérêts commerciaux anglais en Mandchourie, pour intéressants qu'ils fussent, ne valaient pas une guerre et de périlleuses complications. A Niou-Chwang, les Nippons étaient même plus redoutables que les Russes. M. Fulford Busch, négociant dans cette place, a déclaré qu'avant la

guerre sino-japonaise, 70 pour 100 du tonnage étranger environ était anglais. Or, depuis l'établissement des lignes de navigation nipponnes, l'Angleterre a dû partager avec le Japon le fret de ce port (1).

Ces considérations économiques ont eu leur valeur, mais elles ont pesé d'un poids relativement léger auprès des considérations de politique générale.

Remarquons tout d'abord que le point de vue que peut avoir un ministre des affaires étrangères anglais est autrement large que le point de vue d'un simple sujet, d'un simple commerçant britannique. Ces points de vue peuvent même être totalement opposés.

Ce fut le cas. Les hommes du cabinet de Londres semblent, en effet, avoir parfaitement discerné que si la destruction des flottes japonaises et russes, l'arrêt momentané du commerce japonais en Extrême-Orient, les embarras de la Russie en Mandchourie, pouvaient présenter certains avantages au point de vue anglais, ces avantages seraient peut-être compensés, et bien au delà, par les graves inconvénients qui résulteraient en Europe, pour la Grande-Bretagne, d'un affaiblissement trop sérieux de l'empire des tsars.

Or, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que, depuis quatre ou cinq ans déjà, la politique générale anglaise a un objectif nouveau. Dans toutes les parties du monde, elle s'oriente nettement contre l'Allemagne. Pourquoi? Pour des raisons qui maintenant sont évidentes; parce que l'Allemagne, en raison de sa puissance commerciale, en raison du développement pris par sa flotte de guerre, apparaît de plus en plus comme la très dangereuse rivale de l'Angleterre.

Une fois que les hommes d'État britanniques eurent fait bien nettement cette constatation, il devait en résulter

(1) V. *Morning Post*. Delhi, 4 février 1904.

nécessairement l'obligation de concevoir une ligne de conduite toute différente de celle suivie jusqu'alors. De toute évidence, la politique nouvelle à inaugurer avait pour condition même le rapprochement avec les grandes puissances continentales susceptibles, par la force de leurs armées, de contenir l'Allemagne, et c'est là une obligation qui s'impose d'autant plus à l'Angleterre que, comme on sait, si elle a une marine, elle n'a pas d'armée.

C'est de ce principe, en somme, que découlent à peu près tous les faits importants de la politique anglaise dans les dernières années. Je rappelle, à titre d'exemples, les visites réitérées du roi Édouard à l'empereur François-Joseph, visites qui, en raison des circonstances qui les ont signalées, — c'est-à-dire au moment où la propagande pangermaniste et prussophile dirigée de Berlin battait son plein, — signifiaient, en somme, que l'Angleterre n'admet pas une extension de l'Allemagne au sud de l'Europe centrale.

Dans le même ordre d'idées, il faut encore noter les tentatives très certaines qu'a faites durant la guerre le cabinet de Saint-James pour modérer, tout au moins dans la presse britannique, l'explosion des sentiments antirusses. On connaît, enfin, les efforts très réels de l'Angleterre officielle, soutenue d'ailleurs par l'unanimité du peuple anglais, pour arriver avec la France à une détente d'hostilité d'abord, et ensuite à une entente qui est aujourd'hui un fait accompli. C'est pour cet ensemble de raisons profondes que le gouvernement anglais n'a pas poussé vraiment à la guerre, et, en outre, parce que dans la mesure ou il pouvait la souhaiter, il lui suffisait de laisser aller les événements.

De là cette attitude plutôt pacifiante qu'a eue à Tokyo le cabinet de Londres, alors que l'opinion publique européenne était à tort convaincue qu'il suivait une politique contraire. Cependant, on eût pu voir plus juste, car des

symptômes très nets ont manifesté l'irritation que causaient au Japon les conseils britanniques de modération. Le 25 mars 1903, par exemple, une dépêche de Tokyo, reproduite par la plupart de nos journaux, nous apprit que le mécontentement que provoquait dans le Japon tout entier l'alliance avec l'Angleterre était l'une des causes de la victoire des libéraux et des modérés aux dernières élections législatives dans lesquelles les ministériels n'eurent que cent sièges sur trois cent soixante-quinze. Au cours de tout l'été de 1903, d'ailleurs, les journaux nippons illustrés ont traduit si fréquemment dans leurs caricatures ces sentiments de fraîcheur à l'égard de l'Angleterre, qu'aucun Européen habitant Yokohama, Kobé ou Nagasaki n'a eu la possibilité de les ignorer.

III

Si les Anglais partisans de lord Curzon, c'est-à-dire surtout les Anglo-Indiens et leurs puissants soutiens à Londres, ont certainement travaillé à faire partir en guerre les Nippons contre les Russes, les Allemands ont vu avec une égale satisfaction commencer la guerre d'Extrême-Orient

On a constaté plus haut (1) comment c'est l'Allemagne qui, dans la réalité des faits, a poussé la Russie à Port-Arthur et lui a fait adopter depuis 1895 cette politique d'action rapide et violente si parfaitement contraire aux procédés souples et opportuns jusqu'à cette date de la pénétration russe en Asie. Si l'on tient un compte rationnel des faits et des dates, l'on arrive à cette conviction profonde qu'en 1897, l'Allemagne réalisa enfin le double

(1) V. p. 100.

objectif de ses patients efforts : s'installer elle-même sur la côte chinoise et engager à fond, d'une façon presque irrémédiable, la Russie en Extrême-Orient.

Or, une fois qu'il vit la Russie installée à Port-Arthur, le gouvernement de Berlin a sans cesse favorisé la consolidation des Russes en Mandchourie, leur montrant même volontiers la Corée à occuper. Le fait de cette complaisance et de ces tentations me paraît indiscutable, car tous les diplomates russes avec lesquels j'ai pu m'entretenir au cours de mon voyage ont été unanimes à me déclarer que l'Allemagne donnait carte blanche à la Russie en Extrême-Orient.

Cette politique n'a d'ailleurs rien de difficile à comprendre. Certes, les Allemands n'ont pas fait la moindre opposition à la pénétration de la Russie en Extrême-Orient, car cet engagement de l'empire des tsars à l'est lointain ne pouvait que constituer pour l'Allemagne un bénéfice immense, un coup de partie étonnant, sur lequel, il y a encore peu d'années, on n'aurait jamais osé compter à Berlin. Toute la question était de savoir si l'Allemagne gagnerait beaucoup ou immensément.

Il faut reconnaître qu'au point de vue allemand, les raisons économiques et politiques étaient absolument concordantes pour déterminer cette attitude.

Depuis une vingtaine d'années, le commerce allemand s'était développé dans les mers de Chine dans de vastes proportions. Des maisons de commerce allemandes s'étaient créées dans toutes les grandes villes commerciales du Céleste Empire, dont les mers étaient sillonnées par les caboteurs allemands. Partout les entreprises et le pavillon germaniques avaient restreint la part des entreprises et du pavillon britanniques. Rien ne gênait plus l'essor allemand, si ce n'est précisément le naissant essor japonais.

Incontestablement donc, les activités commerciales allemandes ne pouvaient que bénéficier de l'affaiblissement du trafic nippon pendant les hostilités et durant la période de lente reprise des affaires qui serait la conséquence de la paix.

C'était là, certes, un avantage évident.

Mais c'est au point de vue politique surtout qu'un conflit russo-japonais constituait un profit colossal pour l'Allemagne.

La Russie était en Mandchourie; s'il était possible de la fixer en Corée, de la mettre ainsi en rivalité avec la Chine et le Japon, c'était la Russie prise, pour une période indéfinie, dans le piège extrême-oriental où le prince de Bismarck avait rêvé de la faire tomber! C'était l'acte capital que Bismarck considérait comme indispensable à l'accomplissement des destinées ultérieures du germanisme, c'est-à-dire à l'extension de l'empire allemand vers les Balkans par une solution en sa faveur du problème de l'Europe centrale.

Aucun risque grave n'était à courir, car la victoire finale des Russes sur les Japonais ne pouvait que présenter des avantages. Même dans ce cas, il était certain que la Russie ne sortirait de cette formidable crise que considérablement affaiblie en Europe. Les navires russes devraient forcément être tous envoyés en Extrême-Orient, ce qui mettrait la Baltique, pour plusieurs années, à l'entière merci de la flotte allemande. Toutes les combinaisons qu'on avait pu faire sur une action éventuelle des flottes franco-russes deviendraient pour longtemps nulles et sans valeur. Après la guerre, la flotte russe serait à refaire; les chantiers allemands trouveraient ainsi un aliment puissant à leur activité. Mais ce n'est pas tout; outre que la Russie supporterait des dépenses énormes dont le Japon ne pourrait jamais l'indemniser, — car la possibilité d'une victoire russe à Tokyo même ne fut jamais à envisager, — pour entretenir aux confins de l'Asie, sans l'avoir prévu, une armée d'au moins

cinq cent mille hommes, la Russie devrait nécessairement puiser son équipement, ses munitions et son matériel de guerre dans ses arsenaux organisés en vue d'une campagne en Europe contre l'Allemagne. Or, pour refaire ce matériel comme pour la réfection de la marine, il faudrait des années. Il était donc certain que, pendant la période de la guerre et durant celle de la reconstitution des forces russes, c'est l'Allemagne qui deviendrait réellement l'arbitre de l'Europe.

C'est pour arriver à cet ensemble d'énormes résultats valant plusieurs victoires que l'Allemagne a discrètement mais résolument poussé les Russes et les Japonais au conflit.

La perspective des difficultés militaires que devait rencontrer la Russie n'entra assurément pas en ligne de compte. L'influence des officiers allemands sur l'état-major de Tokyo est connue. Aussi n'ignoraient-ils pas les déceptions cruelles que les Russes éprouveraient. L'aveu, voilé mais suffisamment net, en est échappé à des Allemands eux-mêmes. La *Revue russe* a publié, le 16 juin 1904, l'enquête d'un Russe qui chercha à Berlin ce qu'on pensait alors de la situation de la Russie après cinq mois de guerre.

Le sujet du tsar causait avec un officier de Guillaume II. Celui-ci répondit : « Les renseignements que vous me donnez sont fort intéressants, d'autant plus qu'*ils sont en accord complet avec ce qu'on avait supposé ou prévu dans les milieux militaires allemands*. Nous, Allemands, nous jugeons la mission du général Kouropatkine extrêmement ardue, et pensons qu'il lui faudra mener en même temps une guerre régulière avec les Japonais et repousser les agressions des guérillas chinoises qui sont les alliées des Nippons.

« *La position des Russes dans ces circonstances est tellement difficile, qu'il faut être un génie militaire pour en sortir avec dignité.* »

Cette phrase, dans sa simplicité, n'indique-t-elle pas une intense satisfaction?

Toutes ces causes multiples : causes territoriales, locales ou générales, causes morales ou personnelles, causes accessoires, se sont combinées et mêlées intimement. De leur action dans le même sens est résulté : la guerre.

DEUXIÈME PARTIE

LA RUPTURE ET LA GUERRE

Cette seconde partie de l'ouvrage, surtout documentaire (1), n'a pas pour but de donner dans tous ses détails une histoire de la guerre russo-japonaise. Un pareil effort serait prématuré, car les documents certains pour une étude vraiment complète manquent encore. Mais, pour être à même de déduire les conséquences universelles de la guerre, n'est-il pas indispensable de connaître avec précision les circonstances et les négociations qui la précédèrent, les forces qui furent en présence, les phases essentielles de la campagne, les problèmes internationaux qui se posèrent durant la lutte et les enseignements militaires essentiels qui en résultent?

(1) Le caractère documentaire de la seconde partie permet au lecteur préoccupé surtout de politique étrangère de passer directement de la fin de la première partie au commencement de la troisième, p. 369.

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE DE TENSION

I. — Vers la guerre. — Incidents relatifs à l'affaire de Yong-Ampho. — Précautions militaires des futurs belligérants. — Négociations diplomatiques.

II. — Texte officiel de la correspondance du Japon avec la Russie.

I

De la fin de juin 1903 à l'ouverture des hostilités s'étend la période de tension des rapports entre la Russie et le Japon. Les incidents relatifs à l'affaire de Yong-Ampho, les armements des deux futurs belligérants et les négociations diplomatiques entre Pétersbourg et Tokyo se succèdent et s'entre-croisent avec des alternatives qu'il convient de rappeler.

Les premières divergences graves entre les gouvernements de Tokyo et de Pétersbourg commencent à apparaître au commencement de juillet 1903. Des négociations s'entament, portant à la fois sur la Mandchourie et sur la Corée. La thèse russe est que la question d'évacuation de la Mandchourie n'intéresse que la Russie et la Chine, que le Japon n'a dans cette affaire aucun droit d'intervention; quant à la Corée, on peut discuter. La question de Corée, déjà mise en discussion du fait de l'affaire de Yong-Ampho,

qui, comme je l'ai plus haut exposé (1), préoccupe vivement à Tokyo, se trouve ainsi, dès le début des pourparlers, jouer un rôle fort important.

C'est ce que reflètent les nouvelles d'Extrême-Orient.

Le 19 juillet 1903, une dépêche de source anglaise, adressée de Pékin et reproduite par l'*Éclair*, constate, en effet, que l'activité de la Russie dans la région du Yalou est plus irritante pour les Japonais que son occupation de la Mandchourie.

Le 21 juillet, une dépêche adressée de Yokohama à l'agence Laffan, de Londres, annonce que la situation est grave par suite du refus de la Russie d'accepter les propositions du Japon au sujet de la Corée.

Le 24 juillet, le *Standard*, de Londres, publie ce télégramme :

« Il se produit depuis une quinzaine une augmentation et une concentration incessantes des troupes russes à Port-Arthur et sur d'autres points. Beaucoup d'arrivants, qui se donnent comme des émigrants, sont en réalité des soldats. Il n'y a pas le plus léger indice de la part de la Russie de se retirer ou de modérer sa politique. »

D'autre part, le *Daily Mail* insère un télégramme de Tokyo (23 juillet) annonçant qu'en présence des préparatifs russes, les Japonais amassaient des approvisionnements de guerre et négociaient l'achat de navires. « Les flottes russes, dit cette dépêche japonaise, sont prêtes à agir au premier signal. Beaucoup de Japonais estiment qu'il vaudrait mieux combattre tout de suite. »

Une dépêche de Tien-Tsin au *Standard* (25 juillet) assure, d'après une information reçue de Niou-Chwang, que des trains bondés de troupes russes se dirigent en hâte vers Port-Arthur, et que l'on expédie de l'artillerie sur le même point.

(1) V. p. 136.

Une dépêche de Pékin à l'agence Reuter (28 juillet) annonce que l'administration russe de Niou-Chwang a interdit l'exportation du blé au Japon.

Malgré ces symptômes alarmants, une dépêche fait dire le 27 juillet au baron Hayashi, ministre japonais à Londres : « Le Japon n'aurait rien à gagner à cacher ses intentions, et il est évident que toute guerre est une éventualité très éloignée. Le Japon n'a pas de griefs contre la Russie qui puissent l'entraîner à se battre, et, même s'il en existait, ces différends pourraient sans aucun doute être réglés par l'arbitrage. L'intention du Japon est de mettre sa marine en état de défense contre toute éventualité; mais ce fait n'implique pas qu'il se prépare à la guerre. Je puis donner une assurance positive qu'il n'y a pas de sujet de s'alarmer quant à la condition actuelle des affaires en Extrême-Orient. »

En dépit de ces déclarations, l'inquiétude persiste à Tokyo. Le 14 août 1903, le ministre du Japon en Corée a un nouvel entretien avec le ministre des affaires étrangères de Corée. Ce dernier déclare que la convention attribuant à la Russie le bail du territoire de Yong-Ampho n'est pas encore passé. A la fin du même mois, on apprend qu'une canonnière japonaise a interdit l'entrée de Yong-Ampho à un navire anglais appartenant à un Américain et frété par une compagnie russe pour aller prendre un chargement de bois provenant de la concession russe dans le voisinage de Yong-Ampho. Le commandant de la canonnière japonaise a déclaré que, le port n'étant pas ouvert au commerce étranger, un navire marchand n'avait pas le droit d'y pénétrer.

Le 7 septembre 1903, une dépêche de Tokyo au *Times* constate que la question de la prise à bail de Yong-Ampho reste ouverte à cause de l'opposition du Japon. Le ministre de Russie aurait menacé de considérer l'accord passé avec le gouvernement coréen comme bon, bien qu'il n'eût point encore été signé.

Au cours du mois d'octobre, le Japon cesse d'insister sur l'évacuation militaire de la Mandchourie, si la Russie veut bien promettre en retour que l'intégrité de la souveraineté de la Chine et de la Corée sera respectée et maintenue. A Londres, le baron Hayashi continue à réitérer ses déclarations optimistes. Cependant, on apprend le débarquement de troupes japonaises à Masampho.

Le 12 octobre 1903, une dépêche de Pétersbourg dit que la Russie considère cet acte comme antiamical et comme pouvant avoir les conséquences les plus graves. On espère encore, cependant, qu'en présence des instructions énergiques qui ont été envoyées à l'amiral Alexeieff, le gouvernement japonais consentira à retirer ses troupes. Dans le cas contraire, un conflit est à redouter. L'amiral Alexeieff a reçu toutefois l'ordre d'épuiser les moyens de conciliation avant de recourir à la force.

Le 12 octobre 1903, le *Bayan* et le *Cesarevitch* arrivent à Port-Saïd, en route pour Port-Arthur. Le 14, mille soldats de marine de la flotte de la mer Baltique quittent Pétersbourg pour la même destination. Le 16 octobre, la commission de médecins militaires japonais, qui étudiaient l'organisation des hôpitaux suisses depuis deux mois, est rappelée par télégramme. Le *Daily Mail* assure le même jour que plus de cent mille hommes sont concentrés dans le voisinage de Hakodate et que les Japonais posent des torpilles dans tous les ports du littoral occidental du Japon. Le 21 octobre, une dépêche de Yokohama informe que les compagnies de chemins de fer et de navigation ont été requises de se tenir prêtes à toutes les éventualités.

Le 25 octobre, une dépêche de source anglaise, adressée de Tokyo et reproduite par *l'Éclair,* annonce que les ministres et les Anciens ont tenu une longue conférence. On déclare qu'ils ont surtout discuté une proposition du marquis Ito, suivant laquelle le Japon s'abstiendrait d'insister sur l'évacuation militaire de la Mandchourie si

la Russie promettait en retour que l'intégrité de la souveraineté de la Chine et de la Corée sera respectée et maintenue. Le 26 octobre, au cours d'une entrevue avec un journaliste, le premier ministre du Japon déclara que les négociations avec la Russie se poursuivent dans l'esprit de l'alliance anglo-japonaise, c'est-à-dire qu'elle tendent au maintien de la paix et du *statu quo*. Le 26 octobre 1903, une dépêche de Tokyo prétend que des Russes en armes ont empêché le secrétaire de la légation japonaise de débarquer à Yong-Ampho. Le lendemain, une autre dépêche de Yokohama annonce que les Russes ont fortifié Yong-Ampho, ce qui est considéré par les Japonais comme une violation de la Corée.

Le 2 novembre 1903, une information officielle arrivée de Corée à Tokyo assure que les Russes évacuent Yong-Ampho; ils démantèlent la forteresse et n'y laisseront qu'une vingtaine d'hommes de garde.

Le 3 novembre 1903, la *Gazette de Cologne* annonce que le représentant de la Russie à Séoul a déclaré énergiquement au gouvernement coréen que, si l'accord conclu au sujet de Yong-Ampho n'entre pas immédiatement en vigueur, la Russie agira à sa guise sur les bords du Yalou en s'appuyant sur les conventions de 1896.

Le 12 novembre, on mande de Tchémulpo au *Novi Kraï* que trois cents ouvriers japonais employés aux travaux du port ont attaqué vingt-six matelots russes de la canonnière *Bobr*. Les Japonais, se figurant que plusieurs des Russes étaient restés en ville, deux cents d'entre eux, armés de haches et de sabres, ont envahi la concession européenne, ont pénétré dans les maisons russes à la recherche des matelots et ont campé autour d'elles toute la nuit... Le cuirassé russe *Poltava* et quelques torpilleurs sont partis pour Tchémulpo, en vue d'y maintenir l'ordre.

Malgré ces incidents, le 16 novembre, de Saint-Pétersbourg, on assure que l'état des rapports avec le Japon

continue à s'améliorer. C'est ce que tendent à confirmer, le 24 novembre 1903, de nouvelles déclarations du baron Hayashi.

Le 28 novembre, une dépêche de Tokyo annonce que les négociations entre la Russie et le Japon subissent depuis une dizaine de jours un temps d'arrêt, en raison de l'état de santé de l'impératrice de Russie, que le tsar ne quitte plus. Ces atermoiements énervent l'opinion, qui réclame une prompte solution.

Le 2 décembre 1903, le *Césarevitch* et le *Bayan* arrivent à Port-Arthur en parfait état.

A cette même date, on signale que les Japonais s'impatientent de plus en plus du retard mis par la Russie dans l'envoi de sa réponse. A Saint-Pétersbourg, on ne semble pas se rendre compte de cette irritation profonde.

Le 9 décembre 1903, une dépêche de Tokyo assure qu'une escadre russe, composée de huit vaisseaux, est arrivée la veille à Tchémulpo, dans le but, croit-on, de donner plus de poids aux vues de la Russie relativement à l'affaire de Yong-Ampho. Cette nouvelle est démentie presque aussitôt par le gouvernement russe.

Le 10 décembre, le mikado, ouvrant la Diète, se borne à dire que les ministres conduisent avec prudence et circonspection d'importantes négociations internationales pour le maintien de la paix en Extrême-Orient et pour la sauvegarde des droits et des intérêts du Japon. Le lendemain, une dépêche de Saint-Pétersbourg informe *l'Éclair* que, dans la réponse qui vient d'être envoyée à Tokyo, l'on assure que la Russie donnerait en Corée complète satisfaction aux Japonais : 1° en admettant leurs prétentions dans le sud ; 2° en consentant à la neutralisation du nord de la presqu'île.

La seule difficulté subsistant serait celle de la porte ouverte en Mandchourie. A cette date, la presse russe se montre très pacifique. Le *Novoïé Vrémia* assure que l'on arri-

vera, en dépit des nouvelles alarmantes, à régler la question d'une façon qui ne blessera pas l'amour-propre des Japonais.

Le 12 décembre, une première réponse de la Russie parvient enfin à Tokyo. Les propositions russes ne conviennent pas au Japon. Le 25 décembre 1903, la légation japonaise de Londres communique à la presse les clauses de la dernière note envoyée par le Japon à la Russie. Ces clauses sont :

I. — Reconnaissance formelle par la Russie du maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Corée et de la Chine.

II. — Égalité de traitement pour tous les pays et adoption du système de la porte ouverte en Corée et en Chine.

III. — Arrangement spécial au sujet de la Mandchourie.

L'insistance de ces prétentions et le caractère impératif de ces formules adressées à un pays jouissant dans le monde du prestige dont bénéficiait alors la Russie commença à donner l'impression que le gouvernement japonais était décidé à pousser les choses jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences.

Le 15 décembre 1903, dix-sept Coréens sont blessés, à Mok-Pho, dans une bagarre avec des Japonais. Ceux-ci en profitent pour débarquer sur ce point des soldats d'infanterie de marine amenés par la canonnière *Saï-Yen*. Le même jour, les Japonais résidant à l'étranger sont rappelés. Leur gouvernement cherche à masquer cette mesure et dit qu'il s'agit simplement de Japonais résidant illégalement à l'étranger.

Le 16 décembre, les propositions russes sont examinées par le conseil des Anciens et des ministres. Elles ne sont pas jugées acceptables. Le 18 décembre, un télégramme de Kobé au *Daily Mail* assure que l'envoi de troupes en Corée est imminent. Le 20 décembre, le baron Hayashi persiste à déclarer qu'il ne faut attacher aucune importance aux bruits alarmants.

On prétend que des agents japonais viennent de tenter vainement de négocier à New-York un emprunt de guerre avec les banquiers américains.

Le 21 décembre, on apprend que l'escadre russe stationnée à Tchémulpo depuis les derniers incidents est rentrée aujourd'hui à Port-Arthur, laissant seulement le croiseur *Bojarin* dans le port coréen.

Le même jour, une dépêche de Tokyo annonce que le baron Komura a remis la réponse du Japon à la dernière note russe. Cette réponse n'a pas le caractère d'un *ultimatum*. Elle consiste pour le Japon à demander à la Russie de revenir sur certaines des propositions formulées dans sa dernière note. Le Japon envoie soixante hommes du génie en Corée, où ils remplaceront les civils employés aux lignes télégraphiques japonaises. Une note officielle du gouvernement assure que cet envoi n'a aucune importance militaire. Le 22 décembre, le baron Hayashi se montre moins optimiste. Il déclare que la paix ou la guerre dépendent entièrement maintenant de la nature de la réponse de la Russie à la dernière communication japonaise. Il a encore l'espoir que la diplomatie arrivera à un règlement pacifique.

La gravité de cette déclaration apparaît, car on apprend le lendemain qu'il a été décidé au dernier conseil des Anciens que le Japon devait prendre les armes si ses demandes étaient finalement repoussées par la Russie.

Le 28 décembre, quatre décrets significatifs sont publiés à Tokyo. Le premier accorde au gouvernement des crédits illimités pour la défense militaire; le second renforce le contrôle officiel sur le chemin de fer de Séoul à Fousan; le troisième remanie l'organisation des quartiers généraux militaires impériaux en cas de guerre; le quatrième crée un comité de la guerre pour le temps de la guerre. Le 30 décembre, le Japon achète à Gênes les futurs *Kassuga* et *Nischin*.

Le 2 janvier 1904, le transport *Kazan* passe à Port-Saïd,

à destination de Port-Arthur. A cette date, l'*Osliabia* est encore à Bizerte.

Le 3 janvier, à Londres, on commence à considérer une rupture comme inévitable. Les grands journaux envoient en Extrême-Orient leurs correspondants de guerre. Puis, la tension diminue, en apparence tout au moins. Le 4 janvier, les officiers japonais en mission en Allemagne reçoivent l'ordre de rentrer au Japon. Le 5 janvier, le *Dimitri-Donskoï* quitte Bizerte, en route vers l'Extrême-Orient.

A Pétersbourg, on commence à comprendre qu'on s'est engagé dans une mauvaise voie. Bezobrazoff perd enfin sa funeste influence et part pour Cannes (6 janvier). Le 7, un important conseil se tient chez le mikado ; on considère la rupture comme devant être très prochaine. Ce même jour, le baron Rosen remet à Tokyo la réplique russe. Puis, sur l'assurance qu'une nouvelle note russe reconnaît au Japon en Corée une situation privilégiée, une détente de l'opinion publique a encore lieu. Le 11 janvier, une réunion du conseil des Ancien à Tokyo est signalée comme d'importance tout à fait particulière. Le 15 janvier, le tsar, s'adressant à toute l'assemblée du corps diplomatique, dit : « Je désire faire et j'ai l'intention de faire tout mon possible pour le maintien de la paix en Extrême-Orient. » On se rend bientôt compte que ces déclarations ne sont plus prises au sérieux à Tokyo. Les maisons japonaises en Mandchourie ferment leurs comptoirs. Le 20 janvier l'*Aurora* arrive à Port-Saïd ; le 27 le *Nischin* et le *Kassuga* parviennent à Colombo.

Les symptômes belliqueux se multiplient de part et d'autre. Le 2 février, il est manifeste que la Russie s'occupe, elle aussi, activement de préparatifs militaires. Le général Kouropatkine est désigné comme général en chef et on s'occupe de la formation de son état-major de campagne.

Le 4 février, le correspondant du *Times* à Pékin assure que le début des hostilités n'est plus qu'une question de

jours. Les anciens hommes d'État tiennent en effet, ce même jour, une conférence en présence du mikado, et on sait qu'ils ont pris une décision de la plus haute importance. Elle doit être irrévocable, car, le lendemain, M. Hayashi affirme à Londres : « Le Japon sera intraitable. Ou bien la Russie reconnaîtra par acte public la souveraineté intégrale de la Chine en Mandchourie, ou bien le Japon lui fera la guerre séance tenante. »

Simultanément, les Japonais quittent en masse Vladivostok. Aucune affirmation pacifique des autorités russes ne peut les retenir.

Le 6 février 1904, le Japon refuse les dépêches chiffrées. Le 7, la rupture diplomatique entre la Russie et le Japon devient un fait officiel. Le lendemain, on apprend l'attaque de Port-Arthur.

II

L'enchaînement des faits permet de suivre la croissance du conflit, mais il ne donne pas une notion suffisante des pourparlers diplomatiques. Pour que celle-ci puisse être complète, il faudrait pouvoir publier le texte officiel des notes échangées durant toute la période de tension entre les gouvernements de Pétersbourg et de Tokio. Malheureusement, la chancellerie du tsar n'a pas encore cru devoir rendre publique sa correspondance. Le Japon, au contraire, a estimé qu'il était habile de la publier. Les diplomates nippons ont incontestablement raison sur ce point. Les documents dont on va maintenant trouver le texte précis leur font, certes, le plus grand honneur.

Cet ensemble de cinquante et une pièces concernant les négociations avec la Russie, du 28 juillet 1903 au 6 fé-

vrier 1904, constitue, en effet, un véritable chef-d'œuvre d'habileté et de correction. Il est difficile de trouver des textes diplomatiques plus précis, plus pressants, mieux gradués, mieux calculés, menant avec plus de sûreté au but que l'on s'est fixé.

N° I. — *Le baron Komura, ministre des affaires étrangères, à M. Kurino, ministre du Japon à Saint-Pétersbourg.*

Tokyo, 28 juillet 1903.

Le gouvernement japonais a suivi avec une vive attention le développement des affaires en Mandchourie, et considère comme grave la situation actuelle de cette contrée. Aussi longtemps qu'il y avait des raisons d'espérer que la Russie exécuterait son engagement envers la Chine, et ses assurances données à d'autres puissances au sujet de l'évacuation de la Mandchourie, le gouvernement japonais a conservé une attitude de réserve attentive. Mais l'action récente de la Russie, formulant de nouvelles demandes à Pékin, et consolidant plutôt que relâchant sa mainmise sur la Mandchourie, force à croire qu'elle a renoncé à l'intention de se retirer de Mandchourie ; tandis que son activité accrue le long de la frontière coréenne est de nature à faire naître des doutes sur les limites de son ambition. L'occupation permanente et illimitée de la Mandchourie par la Russie créerait une condition des affaires préjudiciable à la sécurité et aux intérêts du Japon. Cette occupation serait destructive du principe de l'égalité de traitement, et attentatoire à l'intégrité territoriale de la Chine. Mais, chose qui est d'une importance encore plus sérieuse pour le gouvernement japonais : la Russie, établie sur le flanc de la Corée, serait une menace constante pour l'existence indépendante de cet empire, et, en tous cas, deviendrait ainsi la puissance dominante en Corée. La Corée est un poste avancé important dans la ligne de défense du Japon, et le Japon, en conséquence, considère l'indépendance de la Corée comme absolument essentielle à sa propre tranquillité et à sa propre sécurité. Le Japon possède des intérêts et influences politiques, aussi bien que commerciaux et industriels, de premier ordre en Corée, et, eu égard à sa propre sécurité, ne peut consentir à les abandonner à une autre puissance, ou à les partager avec elle. Le gouvernement a fait de cette affaire l'objet de son

examen le plus attentif, et a résolu de s'adresser au gouvernement russe dans un esprit de conciliation et de franchise, en vue de la conclusion d'une entente destinée à régler des questions actuellement causes d'une juste et naturelle inquiétude ; et, dans l'opinion du gouvernement japonais, le moment est opportun pour tenter d'amener l'arrangement désiré.

Le gouvernement japonais, plein de confiance dans votre jugement et votre tact, a décidé de mettre en vos mains ces négociations délicates. C'est le désir du gouvernement japonais de donner à la présente invitation, par lui adressée au gouvernement russe, un caractère absolument officiel. Vous avez donc instruction d'ouvrir la question en présentant au comte Lamsdorff une Note Verbale à l'effet suivant :

« Le gouvernement impérial japonais, croyant que le gouvernement impérial russe partage avec lui le désir d'écarter des relations entre les deux Empires toute cause de mésintelligence future, serait heureux d'aborder, avec le gouvernement impérial russe, l'étude de la situation des affaires dans l'Extrême-Orient, où leurs intérêts se trouvent en contact, dans le but de définir leurs intérêts spéciaux respectifs dans ces régions. Si, comme on l'espère fermement, cette suggestion est approuvée en principe, le gouvernement impérial japonais sera disposé à exposer au gouvernement impérial russe ses vues sur la nature et la portée de l'entente projetée. »

En présentant au comte Lamsdorff la note précédente, vous aurez soin de lui faire comprendre que nos intentions sont absolument amicales, mais que nous attachons une grande importance à ce sujet. Vous présenterez la note au comte Lamsdorff aussitôt que possible, et me tiendrez complètement au courant des démarches par vous faites en vertu de la présente instruction ; et, immédiatement après réception d'une réponse affirmative du gouvernement russe, la substance de nos propositions vous sera télégraphiée.

N° 2. — *M. Kurino au baron Komura*

Saint-Pétersbourg, 31 juillet 1903.
Reçue le 2 août 1903.

Le télégramme de Votre Excellence du 28 courant a été dûment reçu. Conformément aux instructions y contenues, j'ai vu aujourd'hui le comte Lamsdorff, et, avant de remettre à Son Excellence la Note Verbale, je lui ai déclaré, en substance, ce qui suit :

« La situation des affaires en Extrême-Orient devient de plus en plus compliquée, et, à moins qu'on ne fasse quelque chose, actuellement, pour écarter toutes causes de mésintelligence entre le Japon et la Russie, la difficulté des relations entre les deux pays s'accroîtra, pour ne causer que désavantages à l'un et à l'autre. Dans ces circonstances, le gouvernement impérial, pleinement animé d'un esprit de franchise et de conciliation, a décidé de s'adresser au gouvernement russe, pour arriver à une entente. »

Je lui remis ensuite la Note Verbale en disant que j'avais des instructions à cet effet. Après qu'il en eut pris connaissance, j'exprimai mon ardent espoir que le gouvernement russe partagerait, dans le même esprit, les vues ci-dessus exprimées. Le comte Lamsdorff dit qu'il était parfaitement satisfait de la décision du gouvernement japonais, car, comme il me l'avait dit bien souvent, une entente entre les deux pays, non-seulement est désirable, mais est la meilleure des politiques ; si la Russie et le Japon arrivaient à une entente complète, personne, dans l'avenir, ne tenterait de jeter des semences de discorde entre les deux pays. En tant qu'il était concerné, ajouta-t-il, il était en parfait accord avec l'idée du gouvernement japonais ; mais il désirait voir l'empereur à ce sujet, avant que fût donnée une réponse précise. Il s'attend à voir l'empereur mardi prochain et a promis de me donner une réponse le lendemain. Il a ajouté que l'empereur approuverait certainement l'affaire.

N° 3. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 3 août 1903.

En référence à mon télégramme du 28 juillet, le gouvernement japonais, après avoir examiné de la façon la plus sérieuse l'état des affaires dans les centres où les intérêts des deux puissances se trouvent en contact, a décidé de proposer ce qui suit, comme base d'une entente entre le Japon et la Russie :

« 1. Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale des empires chinois et coréen, et de maintenir le principe d'égalité de traitement, pour le commerce et l'industrie de toutes les nations, dans ces pays.

« 2. Reconnaissance réciproque des intérêts prépondérants du Japon en Corée et des intérêts spéciaux de la Russie dans des entreprises de chemins de fer en Mandchourie ; et du droit, pour le Japon de prendre en Corée, et pour la Russie de prendre

en Mandchourie telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de leurs intérêts respectifs définis comme ci-dessus, et soumis, cependant, aux stipulations de l'article 1er du présent accord.

« 3. Engagement réciproque de la part de la Russie et du Japon de ne pas empêcher celles des activités industrielles et commerciales, respectivement du Japon en Corée et de la Russie en Mandchourie, qui ne seront pas incompatibles avec les stipulations de l'article 1er du présent accord.

« Engagement additionnel de la part de la Russie de ne pas empêcher l'extension éventuelle du chemin de fer de Corée dans la Mandchourie méridionale, de manière à le relier avec les lignes de la Chine orientale et de Shan-haï-Kwan-Niou-Chwang.

« Engagement réciproque, au cas où il serait jugé nécessaire par le Japon d'envoyer des troupes en Corée, ou par la Russie d'en envoyer en Mandchourie, dans le but, soit de protéger les intérêts mentionnés à l'article 2 du présent accord, ou de supprimer des insurrections ou des désordres de nature à créer des complications internationales, que les troupes ainsi envoyées n'excéderont en aucun cas le nombre effectivement nécessaire et seront ensuite retirées aussitôt que leur mission sera accomplie.

« 5. Reconnaissance, par la Russie, du droit exclusif du Japon de donner avis et assistance, dans l'intérêt des réformes et du bon gouvernement en Corée, y compris l'assistance militaire nécessaire.

« Le présent accord abrogera tous arrangements antérieurs entre le Japon et la Russie, au sujet de la Corée. »

En remettant le projet précédent au comte Lamsdorff, vous direz qu'il est présenté à l'examen du gouvernement russe, dans la ferme croyance qu'il pourra être trouvé bon pour servir de base sur laquelle on pourra construire un arrangement satisfaisant pour les deux gouvernements, et vous assurerez au comte Lamsdorff que tout amendement ou suggestion qu'il pourrait croire nécessaire de présenter sera l'objet de l'examen immédiat et amical du gouvernement japonais. Il ne sera pas nécessaire pour vous de dire beaucoup de choses, en élucidation des différents articles du projet, attendu qu'ils s'expliquent très amplement par eux-mêmes; mais vous pourriez exposer qu'on trouvera que le projet, pris dans son ensemble, ne sera guère plus que le développement et l'extension logiques et essentiels des principes déjà reconnus par les deux gouvernements, ou des conditions incarnées dans les engagements que le projet est destiné à remplacer.

L'instruction qui précède vous est envoyée, dans l'anticipation que la réponse à la Note Verbale présentée par vous sera favorable ; mais vous n'agirez pas en vertu de cette instruction avant d'avoir reçu d'autres instructions, qui vous seront données après que vous m'aurez communiqué la réponse faite à la Note Verbale.

N° 4. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 5 août 1903.
Reçue le 6 août 1903.

Le comte Lamsdorff dit qu'il est autorisé par l'empereur à ouvrir des négociations avec moi, au sujet de la Note Verbale.

N° 5. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 6 août 1903.

En référence à votre télégramme daté des 31 juillet et 5 courant, vous déclarerez au comte Lamsdorff que le gouvernement impérial apprécie pleinement l'esprit amical avec lequel le gouvernement russe a accueilli la proposition du gouvernement japonais d'entrer en négociation, en vue d'une entente entre les deux pays; puis, vous présenterez immédiatement le projet au gouvernement russe, conformément aux instructions contenues dans mon télégramme du 3 courant.

N° 6. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 12 août 1903.
Reçue le 14 août 1903.

Le comte Lamsdorff, étant actuellement très occupé, n'a pu me recevoir qu'aujourd'hui; j'ai alors remis à Son Excellence, conformément à vos instructions, le projet proposé, en anglais. J'ai ajouté que, plus la conclusion d'un accord serait ajournée, plus il deviendrait difficile, vu que la situation des affaires en Extrême-Orient devient actuellement de plus en plus compliquée. Je lui ai demandé de presser l'affaire autant que possible. Il a dit qu'il examinerait soigneusement le projet.

N° 7. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 24 août 1903.
Reçue le 25 août 1903.

Le comte Lamsdorff m'a reçu hier par arrangement spécial; je lui ai demandé ses vues sur l'attitude du gouvernement russe

à l'égard de nos propositions, en ajoutant que le gouvernement japonais, maintenant, attendait impatiemment une réponse. Il m'a dit qu'il avait sérieusement étudié le projet, mais que, l'empereur ayant été absent pendant plus d'une semaine à cause des manœuvres, il n'avait pu faire aucune démarche à ce sujet. Mais il m'a demandé mon opinion au sujet du transfert des négociations à Tokyo, attendu qu'il y a beaucoup de détails au sujet desquels il devra être référé à l'amiral Alexeieff. Je lui dis que, le gouvernement japonais m'ayant confié l'affaire, j'aimerais mieux la poursuivre, mais que je consentais à vous communiquer son opinion.

Il a déclaré avoir déjà envoyé une copie de notre projet à Port-Arthur, en vue d'obtenir l'opinion de l'amiral Alexeieff. Après cette conversation, il dit que la question d'une entreprise de chemin de fer japonaise en Mandchourie serait difficile, mais que, sur tous les autres points, peut-être le gouvernement russe pourrait arriver à une entente. Je dis que, pour arriver à une entente satisfaisante, des concessions mutuelles ainsi qu'un esprit de conciliation étaient nécessaires, et que le gouvernement japonais serait disposé à examiner favorablement toutes suggestions qui pourraient être faites par le comte Lamsdorff.

N° 8. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 26 août 1903.

En référence à votre télégramme du 24 courant, vous direz au comte Lamsdorff que le gouvernement japonais préférerait continuer les négociations à Saint-Pétersbourg, dans la croyance qu'en ainsi faisant, l'œuvre serait grandement facilitée. Vous pouvez ajouter qu'il n'y a pas à étudier, en connexion avec les négociations pendantes, des détails exigeant des connaissances locales, et que le gouvernement japonais, ayant remis les négociations en votre main, n'aimerait pas à faire un changement. Vous direz au comte Lamsdorff que le gouvernement japonais attend avec inquiétude une réponse définie du gouvernement russe à ses propositions, et vous continuerez à faire tous vos efforts pour obtenir de lui cette réponse aussitôt que possible.

N° 9. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 27 août 1903.
Reçue le 28 août 1903.

J'ai vu le comte Lamsdorff aujourd'hui, au sujet de votre télégramme en date du 26 courant. Il a dit avoir eu mardi der-

nier une audience de l'empereur et que Sa Majesté lui a déclaré désirer très vivement la conclusion prochaine d'une entente satisfaisante pour les deux pays et a exprimé son désir de conduire les négociations à Tokyo, de manière à activer l'affaire. Puis le comte Lamsdorff a ajouté que l'empereur partira lundi prochain d'ici pour la campagne, puis, pendant quelque temps, pour des pays étrangers, et que les ministres concernés seront en même temps absents de Saint-Pétersbourg. En conséquence, des négociations à Tokyo seraient un moyen bien plus facile et plus rapide de conclure l'affaire. Je dis, en me référant à ma conversation du 23 courant avec le comte Lamsdorff, que l'entente proposée impliquait surtout des questions de principes et de politique plutôt que des détails, et que, par suite, la continuation des négociations à Saint-Pétersbourg serait adéquate et fournirait en même temps le moyen le plus rapide d'arriver à une entente satisfaisante. Il répéta ce qu'il venait de dire et insista sur sa proposition.

Dans ces circonstances, je ne crois guère possible de changer la marche actuellement proposée par le comte Lamsdorff par ordre de l'empereur. Je crois aussi que des négociations à Tokyo entraîneraient bien des conséquences désavantageuses; j'attends des instructions précises pour la suite à donner.

N° 10. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 29 août 1903.

En référence à votre télégramme du 27 courant, vous direz au comte Lamsdorff que le gouvernemant japonais croit toujours que la négociation sera facilitée si elle continue à Saint-Pétersbourg, puisque les négociations se rapportent à des principes et non à des détails; et vous ajouterez que, lui et vous ayant été dûment autorisés en cette matière, et les propositions du Japon lui ayant été présentées, le gouvernement japonais avait supposé que le siège de négociation avait été accepté. En conséquence, vous insisterez auprès du comte Lamsdorff sur le desir du gouvernement japonais de continuer les négociations à Saint-Pétersbourg, et vous exprimerez l'espérance que son gouvernement examinera de nouveau la question. Vous direz aussi que le gouvernement japonais présume être justifié à conclure, de la proposition de transfert des négociations à Tokyo, que nos propositions sont acceptables en principe pour le gouvernement russe, en tant que base de négociations.

N° 11. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 31 août 1903.
Reçue le 2 septembre 1903.

J'ai vu le comte Lamsdorff aujourd'hui et lui ai expliqué pleinement le contenu de votre télégramme du 29 courant. Sa réponse est, en substance, la suivante :

Il dit que les négociations se rapportent à des principes, mais qu'il faut que les principes soient décidés d'après examen des questions locales et pratiques. En conséquence, le gouvernement russe désire transférer les négociations à Tokyo, vu la nécessité de se consulter avec l'amiral Alexeieff, et, aussi, pour marquer un sentiment de déférence envers le Japon, puisque c'est lui qui a fait la proposition ; l'acceptation de la proposition à Saint-Pétersbourg ne signifie pas que le siège des négociations doit être au même endroit. Il ajoute que la proposition de transfert des négociations à Tokyo ne signifie pas nécessairement que nos propositions sont acceptables pour le gouvernement russe, attendu que des bases de négociations ne pouvaient être déterminées sans référence aux questions pratiques que le baron Rosen et l'amiral Alexeieff connaissent bien mieux que lui-même.

J'exposai, comme mon opinion, que, cette question étant la plus importante des questions de haute politique entre nos deux pays, l'empereur avait peut-être beaucoup à décider, et qu'en conséquence il serait très avantageux que les négociations fussent conduites à Saint-Pétersbourg; j'exprimai mon désir d'un sérieux examen réitéré de la question du transfert, attendu que tel examen réitéré est vivement désiré par le gouvernement japonais. J'objectai aussi à la suggestion de transfert pour cette raison : que la question se rapporte à des principes, aussi bien qu'à la direction d'affaires de politique internationale, qui pourraient ne pas être du domaine des pouvoirs conférés à l'amiral Alexeieff.

Si je me souviens bien, j'ai dit que j'entendais que son autorité était limitée à de pures questions d'administration locale.

Il dit que, sur cette question, l'amiral Alexeieff serait seulement consulté et ne déciderait rien; et il ajouta que lui, comte Lamsdorff, désire aussi régler la question aussi vite que possible, et que c'est pour cette raison qu'il a suggéré le transfert. Les contre-propositions russes sont préparées par des personnes ayant des connaissances locales; conséquemment, le transfert des négo-

ciations à Tokyo hâterait l'affaire. Si les négociations étaient conduites à Saint-Pétersbourg, il serait obligé de s'occuper personnellement de l'affaire avec moi; mais, cet automne, il devra être longtemps absent de la ville, pour accompagner l'empereur. Dans le cas de son voyage à Vienne et à Rome, il pourrait aussi visiter certain pays étranger et serait sujet à être fréquemment interrompu dans les négociations. Mais, dans le cas de négociations à Tokyo, il les dirigerait par télégraphe, et des télégrammes de Tokyo pourraient toujours le suivre partout où il pourrait se trouver; de plus, dit-il, comme nous le savons très bien, la façon dont les Russes conduisent les affaires, ici, n'est pas très expéditive. En concluant, il dit qu'il aurait aujourd'hui une audience de l'empereur et qu'il lui expliquerait les raisons pour lesquelles une entente prompte entre les deux pays est désirable, comme je l'ai mentionné; et il promit de répéter à Sa Majesté le désir spécial du gouvernement du Japon de conduire les négociations à Saint-Pétersbourg; mais il ajoute qu'on ne pouvait espérer un changement de vues à ce sujet.

N. 12. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 2 septembre 1903.

En référence à votre télégramme du 31 passé, vous direz au comte Lamsdorff que, le désir reconnu des deux puissances étant d'arriver à une entente aussi vite que possible, le gouvernement japonais craint que les discussions ne soient grandement prolongées, si les négociations devaient être, maintenant, transférées à Tokyo, sans quelque base acceptée pour les négociations; et vous ajouterez que le gouvernement japonais, ayant présenté ses propositions sous forme concrète au gouvernement russe, croit que des négociations, où qu'elles soient conduites, seraient grandement facilitées dans le cas où le gouvernement russe annoncerait préalablement si telles propositions peuvent être, en principe, acceptées comme la base pour des négociations. Le gouvernement japonais n'entend pas que l'acceptation de ces propositions comme telle base exclurait des amendements qui pourraient être considérés comme nécessaires. Au contraire, telle acceptation fixerait simplement un point de départ défini, qui est désirable dans toutes négociations, et très important dans le cas actuel. Vous ferez tous vos efforts pour obtenir du gouvernement russe la déclaration désirée.

N° 13. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 5 septembre 1903.
Reçue le 6 septembre 1903.

J'ai vu hier le comte Lamsdorff. En vue de prévenir tout malentendu au sujet du sens de l'instruction contenue dans votre télégramme du 2 courant, et aussi pour donner au gouvernement russe l'impression du sentiment d'importance attachée par le gouvernement japonais à cette matière, j'ai préparé une Note Verbale que je lui ai remise. Nous eûmes ensuite une conversation assez longue sur la question.

Voici la substance de ses observations :

Conformément à son expérience de quarante ans au ministère des affaires étrangères, les négociations d'un caractère international ont toujours été conduites sur les propositions d'une puissance ensemble avec la réponse de l'autre, et il n'était pas d'usage d'accepter la proposition d'une puissance comme base unique de négociations. Le baron de Rosen avait déjà reçu de l'empereur l'ordre d'étudier sérieusement la proposition du gouvernement japonais et, en même temps, de préparer et élaborer des contre-propositions d'accord avec l'amiral Alexeieff, et, si le gouvernement japonais désirait entrer en négociations, de commencer immédiatement les pourparlers en adoptant les propositions du gouvernement japonais et les contre-propositions russes comme base de négociations. Je dis, pendant la discussion, que si le gouvernement russe était réellement animé du désir d'entrer dans un arrangement satisfaisant avec le Japon, je croirais hautement nécessaire que le gouvernement russe donne à ses négociateurs instruction d'adopter comme base les propositions japonaises, ou du moins leurs principes essentiels, de manière à faciliter l'obtention de l'objet de la négociation, car j'incline à douter que l'amiral Alexeieff soit disposé à entrer en négociations avec le Japon dans l'esprit de conciliation qui est de nécessité élémentaire pour arriver à une entente satisfaisante.

Il dit que, lorsqu'il reçut notre projet, il n'y avait que deux voies ouvertes à la Russie : soit de rejeter nos propositions, soit d'entrer en négociations à leur sujet. Le gouvernement russe a adopté la dernière voie; cela ne signifie pas, cependant, acceptation de notre projet dans son intégrité, ou en principe; mais, ayant agréé la proposition d'entrer dans une entente, il a décidé d'examiner les propositions et de préparer des contre-proposi-

tions, de sorte que les deux puissent servir de base aux négociations. En outre, il ajouta que, dans notre projet, il y avait certaines clauses qui ne pourraient être conciliées avec les intérêts russes, et d'autres qui exigeraient des modifications; et il ne pouvait dire que le gouvernement russe acceptât nos propositions comme base, même en principe, mais seulement en conjonction avec ses contre-propositions.

Après avoir épuisé tous les efforts pour arriver à ce que désire le gouvernement japonais, je suis maintenant pleinement convaincu qu'il ne sera pas possible de modifier la ligne de conduite proposée par le comte Lamsdorff; et je pense qu'il n'y a pas pour le Japon d'autre voie que d'accepter sa suggestion. Le comte Lamsdorff partira d'ici le 10 courant pour Darmstadt, afin de se rendre auprès de l'empereur de Russie.

N° 14. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 9 septembre 1903.

En référence à votre télégramme du 5 courant, vous recevez, par la présente, instruction d'informer le comte Lamsdorff que le gouvernement japonais consent à transférer les négociations à Tokyo; vous ajouterez que le gouvernement japonais est persuadé que les instructions données au ministre de Russie à Tokyo sont de nature à lui permettre de présenter, sans délai, les contre-propositions russes, et d'en arriver immédiatement aux négociations.

N° 15. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 9 septembre 1903.
Reçue le 10 septembre 1903.

J'ai vu le comte Lamsdorff aujourd'hui. Il m'a dit que le baron Rosen et l'amiral Alexeieff ont déjà reçu, par ordre de l'empereur, des instructions télégraphiques à l'effet de préparer les contre-propositions aussi promptement que possible et de commencer au plus tôt les négociations; il ne croit pas nécessaire de répéter les mêmes instructions.

N° 16. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 24 septembre 1903.

Le baron Rosen a quitté Tokyo, le 22 courant, pour Port-Arthur. Avant son départ, il m'a rendu visite et il m'a dit qu'il

a reçu, il y a quelque temps, par ordre impérial, des instructions à l'effet de se tenir prêt à partir immédiatement pour Port-Arthur, aussitôt que la nécessité s'en pourrait produire, afin de procéder avec l'amiral Alexeieff à la préparation des contre-propositions russes, et qu'il vient de recevoir la demande que lui fait l'amiral de partir pour Port-Arthur, dans le but de s'y consulter avec lui à ce sujet. Il a ajouté qu'il espérait être de retour dans environ onze jours.

N° 17. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 5 octobre 1903.

Le baron Rosen est rentré à Tokyo, le 3 courant. Il est venu me voir le même jour et m'a présenté ce qui suit comme contre-propositions russes, qui, dit-il, ont été sanctionnées par l'empereur de Russie, sur présentation conjointe par l'amiral Alexeieff et lui :

1. Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée.

2. Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée et du droit pour le Japon de donner avis et assistance à la Corée, tendant à améliorer l'administration civile de cet empire, sans enfreindre les stipulations de l'article 1er.

3. Engagement de la part de la Russie de ne pas gêner les entreprises commerciales et industrielles du Japon en Corée, et de ne pas s'opposer à des mesures quelconques prises dans le but de les protéger, en tant que ces mesures n'enfreindront pas les stipulations de l'article 1er.

4. Reconnaissance du droit pour le Japon d'envoyer, dans le même but, des troupes en Corée, à la connaissance de la Russie, mais leur nombre ne devant pas excéder celui effectivement nécessaire, et avec engagement, de la part du Japon, de rappeler ces troupes aussitôt que leur mission sera accomplie.

5. Engagement mutuel de ne se servir d'aucune partie du territoire de la Corée pour des buts stratégiques et de n'entreprendre sur les côtes de Corée aucuns travaux militaires capables de menacer la liberté de la navigation dans le détroit de Corée.

6. Engagement mutuel de considérer la partie de la Corée située au nord du 39e parallèle comme une zone neutre, dans laquelle ni l'une ni l'autre des parties contractantes ne devra introduire de troupes.

7. Reconnaissance, par le Japon, de la Mandchourie et de son

littoral comme étant, à tous égards, en dehors de sa sphère d'intérêts.

8. Le présent accord devra remplacer tous accords antérieurs entre la Russie et le Japon, au sujet de la Corée.

N° 18. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 8 octobre 1903.

En référence à mon télégramme du 5 courant, j'ai commencé à discuter avec le ministre de Russie au Japon, en prenant pour base nos propositions et les contre-propositions russes, et en vue d'assurer, si c'est possible, la reconnaissance, par la Russie, des principes fondamentaux exposés dans nos propositions.

N° 19. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 16 octobre 1903.

En référence à mon télégramme du 8 courant, des négociations ont lieu maintenant, entre le baron Rosen et moi, au sujet des propositions suivantes, que j'avais présentées comme amendements aux contre-propositions russes.

Art. 2. — Insérer, entre les mots *assistance* et *à la Corée,* le membre de phrase *y compris l'assistance militaire.* Remplacer le mot *civile* par le mot *intérieure.*

Art. 3. — Entre les mots *gêner* et *entreprises commerciales,* insérer les mots *le développement des.* Remplacer *entreprises* par *activités; prises* par *à prendre*, et *les protéger* par *protéger ces intérêts.*

Art. 4. — Reconnaissance du droit pour le Japon d'envoyer des troupes en Corée dans le but mentionné au précédent article, ou dans le but d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

Art. 6. — Engagement mutuel d'établir, sur la frontière coréo-mandchourienne, une zone neutre s'étendant à .... kilomètres de chaque côté, dans laquelle zone neutre ni l'une ni l'autre des Parties Contractantes ne fera entrer de troupes sans le consentement de l'autre.

Art. 7. — A effacer et à remplacer par les trois articles suivants :

7. Engagement de la part de la Russie de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie et de ne

pas contrarier la liberté commerciale du Japon en Mandchourie.

8. Reconnaissance par le Japon des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie et du droit pour la Russie de prendre telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de ces intérêts, aussi longtemps que ces mesures n'enfreindront pas les stipulations de l'article précédent.

9. Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction du chemin de fer de Corée et du chemin de fer de l'Est chinois, lorsque ces chemins de fer auront été éventuellement prolongés jusqu'au Yalou.

Art. 8 des contre-propositions russes, à être numéroté article 10.

N. 20. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 22 octobre 1903.

Le résultat des discussions entre le baron Rosen et moi sur nos amendements aux contre-propositions russes est le suivant :

Amendements aux articles 2 et 6 acceptés *ad referendum*, article 3 accepté et article 4 réservé pour discussion ultérieure. C'est pour l'article 7 de notre amendement à l'article 7 des contre-propositions russes qu'aucun accord n'a pu être atteint, chacun insistant sur l'impossibilité d'accepter la proposition de l'autre. Le ministre de Russie soutient : 1° que l'article 7 russe est la seule compensation, pour la Russie, des concessions par elles faites au sujet de la Corée, et, 2° que l'admission des amendements japonais sur ce point serait contraire au principe sur lequel la Russie a toujours insisté; à savoir, que la question concernant la Mandchourie est exclusive à la Russie et à la Chine et n'admet pas l'intervention d'une tierce puissance quelconque.

Nous soutenons : 1° que le Japon ne demande à la Russie aucune concession par rapport à la Mandchourie, vu qu'il propose simplement de voir confirmer, dans l'accord, le principe qui a été spontanément, et à plusieurs reprises, affirmé par la Russie; et, 2° que le Japon possède, en Mandchourie, ses droits de traités et ses intérêts commerciaux, et qu'il faut qu'il obtienne de la Russie une garantie pour la sécurité de ces droits et intérêts, aussi bien que pour l'indépendance de la Corée, qui serait constamment menacée par une occupation définitive de la Mandchourie par la Russie.

N° 21. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 29 octobre 1903.

En référence à mon télégramme du 22 courant, quant aux résultats des discussions qui ont suivi, l'amendement à l'article 4 a été finalement accepté *ad referendum*. Concernant l'article 6, ma proposition de fixer l'étendue de la zone neutre à 50 kilomètres de chaque côté de la frontière a été acceptée *ad referendum*. Quant à l'article 7, on n'a pu arriver encore à aucun accord.

N° 22. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 30 octobre 1903.

J'ai présenté au baron Rosen, le 30 courant, ce qui suit, comme amendements définitifs du gouvernement impérial aux contre-propositions russes :

« 1. Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale des empires de Chine et de Corée.

« 2. Reconnaissance, par la Russie, des intérêts prépondérants du Japon en Corée, et du droit pour le Japon de donner à la Corée avis et assistance, y compris assistance militaire, destinés à améliorer l'administration de l'empire de Corée.

« 3. Engagement de la part de la Russie de ne pas entraver le développement des activités commerciales et industrielles du Japon en Corée, et de ne pas s'opposer à des mesures quelconques prises dans le but de protéger ces intérêts.

« 4. Reconnaissance par la Russie du droit pour le Japon d'envoyer des troupes en Corée, dans le but mentionné au précédent article, ou dans le but d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

« 5. Engagement de la part du Japon de n'entreprendre, sur les côtes de la Corée, aucuns travaux militaires capables de menacer la liberté de la navigation dans le détroit de Corée.

« 6. Engagement mutuel d'établir, sur la frontière coréo-mandchourienne, une zone neutre s'étendant à 50 kilomètres de chaque côté, dans laquelle zone neutre ni l'une ni l'autre des Parties Contractantes n'introduira de troupes sans le consentement de l'autre

« 7. Reconnaissance par le Japon que la Mandchourie est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux, et reconnaissance par la

Russie que la Corée est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux.

« 8. Reconnaissance par le Japon des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie, et du droit pour la Russie de prendre telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de ces intérêts.

« 9. Engagement, de la part du Japon, de ne pas contrarier les intérêts commerciaux et de résidence, et les immunités appartenant à la Russie, en vertu de ses engagements par traité avec la Corée, et engagement de la part de la Russie de ne pas contrarier les intérêts commerciaux et de résidence, et les immunités appartenant au Japon, en vertu de ses engagements par traité avec la Chine.

« 10. Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction du chemin de fer de Corée et du chemin de fer de la Chine orientale, lorsque ces chemins de fer auront été éventuellement prolongés jusqu'au Yalou.

« 11. Le présent accord abrogera tous arrangements antérieurs entre le Japon et la Russie, au sujet de la Corée. »

N° 23. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 1er novembre 1903.

Le baron Rosen est venu me voir le 31 octobre, et a déclaré que les propositions définitives que je lui ai présentées, comme amendements aux propositions russes, telles qu'elles sont rapportées dans mon télégramme du 30 octobre, dépassaient ses instructions, et que, le 1er novembre, il télégraphierait à son gouvernement le texte complet desdites propositions, et demanderait de nouvelles instructions. En conséquence, vous avez instruction de voir, aussitôt que possible, le ministre par intérim des affaires étrangères, en l'absence du comte Lamsdorff, et de lui dire qu'en préparant les propositions en question, le gouvernement japonais n'a pas manqué de prendre en pleine considération les vœux du gouvernement russe. Vous l'informerez qu'en proposant un engagement conjoint de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine aussi bien que de la Corée, le gouvernement japonais demandait simplement une réaffirmation de déclarations déjà spontanément faites par la Russie et que, lorsqu'on voit que la Russie est disposée à faire un pareil engagement au sujet de la Corée, on ne comprend pas pourquoi la Chine serait exclue. Le gouvernement japonais est disposé à

admettre que la question mandchourienne, en tant qu'elle n'affecte pas ses droits et intérêts, est une question purement russo-chinoise; mais le Japon a, dans cette région, des droits et intérêts étendus et importants, et le gouvernement japonais pense qu'en déclarant que la Mandchourie est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux, il est au moins autorisé à demander un engagement corrélatif, de la part de la Russie, de ne pas entraver les droits commerciaux et de résidence et les immunités appartenant au Japon, en vertu de ses engagements par traité avec la Chine.

Vous expliquerez, additionnellement, que l'invitation du gouvernement japonais, qui a été le point de départ des négociations actuelles, avait en vue une définition des intérêts spéciaux du Japon et de la Russie, dans les régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux puissances entrent en contact. Le gouvernement japonais ne pouvait supposer que le gouvernement russe, en acceptant cette invitation, désirait — comme on pourrait l'inférer de l'article 7 de ses contre-propositions — restreindre la définition proposée exclusivement à la région dans laquelle le Japon possède des intérêts spéciaux.

N° 24. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 3 novembre 1903.
Reçue le 3 novembre 1903.

J'ai vu, le 2 novembre, le ministre par intérim des Affaires étrangères. Il m'a dit, comme son opinion personnelle, que le Japon faisait les mêmes demandes sous une forme différente seulement, et que ces demandes sont trop grandes. J'ai demandé à quel point de vue le gouvernement japonais était considéré comme demandant trop ; et j'ai ajouté que nous ne demandions rien de plus que la reconnaissance de droits de traité et d'immunités existants du Japon, en Mandchourie. Il m'a déclaré alors que le baron Rosen n'avait rien dit à ce sujet. La seule difficulté, dit-il, est la jonction des chemins de fer de Corée et de Mandchourie. A cette question de ma part, s'il n'y avait pas d'autres difficultés, il répondit que la question du chemin de fer était la seule difficulté, bien qu'elle eût été acceptée *ad referendum ;* et, en conclusion, je lui demandai d'user de sa meilleure influence pour la solution satisfaisante de la question, vu que le gouvernement japonais est pleinement animé d'un esprit de conciliation ; je le pressai de conseiller le comte Lamsdorff dans

le même sens et, si possible, de parler à l'empereur de cette question. Il me dit qu'il était disposé à agir ainsi, et ajouta que le comte Lamsdorff serait de retour à la fin de cette semaine.

N° 25. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 13 novembre 1903.
Reçue le 13 novembre 1903.

J'ai vu, le 12 novembre, le comte Lamsdorff, et lui ai demandé s'il avait reçu copie du télégramme que j'avais remis au prince Obolensky et si des démarches avaient été faites à ce sujet. Il répondit qu'il avait soumis le télégramme à l'empereur, et qu'avant son départ de Darmstadt, il avait, par ordre impérial, envoyé au baron Rosen instruction de continuer les négociations avec le gouvernement japonais. Je lui demandai si c'était sur la base de notre dernière proposition que le baron Rosen avait instruction de continuer à négocier. Le comte Lamsdorff dit que le baron Rosen avait reçu de l'empereur l'ordre d'examiner, avec l'amiral Alexeieff, notre dernière proposition, et d'y apporter des modifications, si c'était nécessaire; il ajouta qu'en ce moment même le baron Rosen et l'amiral Alexeieff devaient être occupés à préparer les contre-propositions. Je fis remarquer au comte Lamsdorff que, selon les vues du prince Obolensky, la jonction des chemins de fer de Corée et de Mandchourie était la question qui divisait les deux gouvernements; mais que, le gouvernement japonais ayant subséquemment modifié l'article relatif à cette question, je ne pouvais croire que ce fût le point principal, sur lequel un accord ne pouvait s'établir. Le comte Lamsdorff répondit qu'il pensait, pour sa part, que c'était la question de Mandchourie qui divisait les deux parties, vu qu'il avait dit, dès le début, que le gouvernement russe considère toujours cette question comme exclusivement en question entre la Russie et la Chine, et qu'il devait être réservé à son gouvernement de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder ses très considérables intérêts en Mandchourie, au moyen d'un arrangement avec la Chine. Je lui expliquai que le Japon était toujours prêt à reconnaître les intérêts spéciaux et considérables que la Russie possède en Mandchourie, et qu'il n'a aucune intention d'y porter atteinte; mais que le Japon a le droit absolu de demander que l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine soient respectées, et les droits et intérêts du Japon dans cette région formellement garantis. Le comte Lamsdorff répliqua que l'objec-

tion se rapportait à la forme plutôt qu'à la substance de la proposition. En Mandchourie, d'autres puissances aussi ont des droits et des intérêts, et la Russie ne peut entrer dans un arrangement spécial avec chacune de ces puissances, au sujet de la Mandchourie. Je fis observer que, si le gouvernement était, en principe, d'accord avec le Japon, on devait profondément regretter qu'il ne fût pas possible d'arriver à une entente, uniquement faute de trouver une formule convenable qui amènerait les deux gouvernements à un arrangement; et que je ne pouvais que lui demander ardemment d'user de son influence pour amener une solution satisfaisante, en conformité avec les principes déjà admis par la Russie.

N° 26. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 21 novembre 1903.

Le baron Rosen m'a informé, le 20 novembre, qu'il avait reçu le 14 novembre de l'amiral Alexeieff un télégramme à cet effet : que l'amiral Alexeieff avait déjà transmis les contre-propositions à Saint-Pétersbourg. Le baron Rosen ajouta qu'il n'avait reçu encore aucune instruction au sujet des contre-propositions. En conséquence, vous avez instruction de voir le comte Lamsdorff aussitôt que possible, et, après lui avoir exposé les déclarations du baron Rosen comme ci-dessus, vous direz que le gouvernement japonais a hâte de procéder aux négociations avec la plus grande rapidité possible, et vous le presserez d'exercer son influence pour assurer le prompt envoi d'instructions au baron Rosen, afin que les négociations puissent être reprises et conclues sans délai.

N° 27. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 22 novembre 1903.
Reçue le 22 novembre 1903.

J'ai vu le comte Lamsdorff le 22 novembre. Il m'a dit que les modifications étaient déjà aux mains de l'empereur ; mais ce dernier, en raison de la maladie de l'impératrice, ne s'occupe d'aucune affaire; de là, le retard. Je lui ai demandé de faire ses meilleurs efforts pour obtenir le plus tôt possible un ordre impérial sur cette question. Il me dit, en réponse, qu'il vaudrait mieux que je lui écrivisse une note donnant le sens des instructions que j'avais reçues de vous; alors, il l'enverra immédiatement à l'empereur. A la fin de la conversation, je demandai si je

ne pourrais obtenir quelque information au sujet des modifications proposées par l'amiral Alexeieff. Il sembla assez embarrassé pour me répondre directement; mais il dit que le gouvernement russe était prêt à entrer en arrangement immédiat avec le Japon au sujet de la Corée, même en faisant de larges concessions; mais, quant à la Mandchourie, la Russie avait une fois pris possession de ce pays par droit de conquête; néanmoins elle était disposée à la rendre à la Chine, mais avec certaines garanties assurant la sécurité des intérêts énormes que la Russie a en Mandchourie. La Chine insistant toujours sur son refus de donner telles garanties, il n'est pas possible, pour la Russie, d'arriver à un arrangement quelconque avec une tierce puissance concernant la Mandchourie, vu que la question existe exclusivement entre les deux pays concernés. Je dis alors que, si j'appréciais exactement la nature de notre proposition, ce n'était pas l'intention du gouvernement japonais de s'immiscer dans les négociations directes entre les deux gouvernements concernés, comme on peut le voir par la première partie de l'article 7 de notre dernière proposition, mais nous ne désirons que l'indépendance et l'intégrité de la Chine, telles qu'elles ont été à plusieurs reprises affirmées de la part de la Russie, et la sécurité pour nos importants intérêts dans cette province. Ce n'est pas dans le but de nous mêler des affaires des deux puissances concernées, mais uniquement pour prévenir des malentendus entre la Russie et le Japon, au sujet de la province où ces deux puissances ont quelques intérêts; et j'ajoutai que si, en principe, on pouvait arriver, sous une forme ou sous une autre, à une telle entente, peut-être même des négociations entre la Russie et la Chine pourraient-elles être plus facilement menées à bonne fin. Là-dessus, il répéta la demande qu'il m'avait faite de lui écrire une note, comme mentionnée ci-dessus, en me disant d'y ajouter mon opinion personnelle et qu'il l'enverrait immédiatement à l'empereur. Il me dit qu'il s'attendait à avoir une audience le 25 novembre à Skernevice et que la note pourrait lui être envoyée vers ce soir. Je juge, d'après le ton de la conversation du comte Lamsdorff, que les modifications proposées par l'amiral Alexeieff ne seront pas favorables à notre proposition concernant la Chine et la Mandchourie.

N° 28. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 28 novembre 1903.

Vous annoncez, dans votre télégramme du 22 novembre, que

le comte Lamsdorff s'attendait à avoir une audience de l'empereur le 25 courant. En conséquence, vous avez instruction de voir le comte Lamsdorff aussitôt que possible et de lui demander quelles mesures ont été prises au sujet d'instructions ultérieures à adresser au baron Rosen.

N° 29. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 27 novembre 1903.
Reçue le 28 novembre 1903.

Le comte Lamsdorff m'a dit qu'il n'a pas vu l'empereur le 25 novembre, à cause de la maladie de l'impératrice. Une inflammation intérieure de son oreille droite a nécessité une opération. Il m'a dit avoir immédiatement envoyé à l'empereur ma note mentionnée dans mon télégramme du 22 novembre.

N° 30. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 1er décembre 1903.

Le gouvernement japonais a, dès le début, attaché la plus haute importance à une solution rapide des questions qui forment, en ce moment, le sujet de négociations entre le Japon et la Russie. Il lui semblait que, dans une affaire d'importance aussi vitale que celle qui occupe l'attention des cabinets de Tokyo et de Saint-Pétersbourg, une conclusion prompte n'était inférieure en importance qu'à une conclusion satisfaisante. Logiquement, avec cette manière de voir, le gouvernement japonais, en tout temps, pendant la marche des négociations, s'est fait un devoir spécial de donner de promptes réponses à toutes propositions du gouvernement russe.

Les négociations, maintenant, n'ont pas duré moins de quatre mois, et elles ne sont pas encore arrivées à un stade où l'issue finale puisse être prédite avec certitude. Dans ces circonstances, le gouvernement japonais ne peut qu'envisager avec de graves réflexions la situation, dont les retards dans les négociations sont grandement responsables. Vous avez instruction de voir le comte Lamsdorff aussitôt que possible, et de lui exposer les considérations précédentes, dans telle forme et de telle manière que vos représentations en deviennent aussi impressionnantes que possible. Vous ajouterez que le gouvernement japonais croit rendre service à l'intérêt général en exposant au gouvernement russe, avec une pareille franchise, l'état actuel des choses.

N° 31. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 2 décembre 1903.
Reçue le 3 décembre 1903.

J'ai appris que le gouvernement russe communiquait toujours fréquemment avec l'amiral Alexeieff.

N° 32. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 4 décembre 1903.
Reçue le 4 décembre 1903.

Le comte Lamsdorff m'a reçu dans la nuit du 3 décembre. Je lui ai remis une traduction française de votre télégramme du 1er décembre, en même temps qu'une lettre que je lui adressais, en lui exprimant pleinement la situation pressante qui pèse actuellement sur le gouvernement japonais. Il me dit que la question exigeait toujours de l'étude, et qu'il était en communication avec l'amiral Alexeieff; mais l'empereur doit revenir le 5 décembre et il me dit qu'il lui exposerait pleinement l'urgence de l'affaire, à l'occasion de son audience du mardi suivant. Il croit qu'il pourra, alors, envoyer des instructions au baron Rosen. Je lui demandai s'il ne lui serait pas possible d'avoir une audience à une date plus rapprochée; il me dit que, samedi, c'était la fête du prince impérial; que, le dimanche, on ne traitait aucune affaire; et que, lundi, il serait occupé d'autres affaires. Il me promit de me faire connaître mercredi prochain le résultat de son audience.

N° 33. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 9 décembre 1903.
Reçue le 10 décembre 1903.

Le comte Lamsdorff m'a dit, le 9 décembre, qu'hier a été envoyé à l'amiral Alexeieff et au baron Rosen un ordre impérial à l'effet de continuer les négociations, en conformité avec les contre-propositions de l'amiral Alexeieff, mais que les propositions japonaises avaient été pleinement étudiées. Je lui demandai s'il pouvait m'informer de la nature des propositions sur lesquelles le baron Rosen est autorisé à continuer les négociations. Il me dit qu'elles seraient officiellement communiquées au gouvernement japonais, dans deux ou trois jours, par le baron Rosen.

N° 34. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 12 décembre 1903.

Le baron Rosen est venu me voir le 11 décembre et, sous instructions de son gouvernement, m'a présenté officiellement les contre-propositions suivantes du gouvernement russe, en réponse à nos amendements définitifs, tels qu'ils sont établis dans mon télégramme du 30 octobre :

1. Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée.

2. Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée, et du droit pour le Japon d'assister la Corée de ses avis, dans le but d'améliorer l'administration civile.

3. Engagement de la part de la Russie de ne pas s'opposer au développement des activités industrielles et commerciales du Japon en Corée, ni à l'adoption de mesures pour la protection de ces intérêts.

4. Reconnaissance par la Russie du droit du Japon d'envoyer des troupes en Corée, dans le but mentionné au précédent article, ou dans le but d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

5. Engagement mutuel de ne se servir d'aucune partie du territoire coréen pour des buts stratégiques, et de n'entreprendre sur le littoral coréen aucuns travaux militaires de nature à menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée.

6. Engagement mutuel de considérer le territoire coréen au nord du 39e parallèle comme zone neutre, dans les limites de laquelle ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'introduira de troupes.

7. Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction des chemins de fer de Corée et de la Chine orientale, lorsque ces chemins de fer seront prolongés jusqu'au Yalou.

8. Abrogation de tous accords antérieurs entre la Russie et le Japon au sujet de la Corée.

N° 35. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 21 décembre 1903.

Dans une entrevue avec le ministre de Russie, le 21 décembre, j'ai relevé la différence fondamentale, en fait de portée territoriale, entre les propositions premières du Japon et les nouvelles

contre-propositions russes, et, après avoir pleinement expliqué les raisons qui ont conduit le gouvernement japonais à croire qu'il est désirable, dans l'intérêt général, de comprendre dans l'entente proposée toutes les régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux empires sont en contact, j'exprimai l'espoir que le gouvernement russe reviendrait sur son attitude dans cette partie de la question. Je lui donnai aussi pleine information au sujet des amendements que le gouvernement japonais juge nécessaire d'introduire dans les nouvelles contre-propositions de la Russie. En conséquence, dans le but d'écarter toute possibilité de malentendu, de la part de la Russie, au sujet de l'attitude du gouvernement japonais, vous avez instruction de remettre au comte Lamsdorff une Note Verbale à l'effet suivant :

« Le gouvernement impérial a examiné avec grand soin et attention les nouvelles contre-propositions russes du 11 courant. Il regrette de reconnaître que le gouvernement impérial russe n'ait pas trouvé le moyen, dans ces propositions, de donner à la portée de l'entente suggérée la même extension territoriale que celle qui était regardée comme essentielle par le Japon. Le gouvernement impérial, dans son invitation première, adressée au gouvernement impérial russe en août dernier, s'est efforcé de rendre parfaitement clair qu'il désirait, en vue d'écarter de ses relations avec le gouvernement impérial russe toute cause de malentendu futur, faire entrer dans le domaine de l'arrangement proposé toutes ces régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux empires sont en contact; et il ne saurait se convaincre qu'une pleine réalisation de ce désir puisse être espérée, si une grande et importante partie de ces régions est totalement exclue de la délibération. En conséquence, le gouvernement impérial se sent forcé de demander au gouvernement impérial russe de revenir sur son attitude à ce sujet; et il espère que le gouvernement russe pourra trouver la voie nécessaire pour arriver à une solution satisfaisante de la question. Le gouvernement impérial trouve aussi nécessaire de demander les amendements suivants aux nouvelles contre-propositions russes :

« *a*. Lire ainsi l'article 2 : Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée, et du droit pour le Japon de donner à la Corée avis et assistance dans le but d'améliorer l'administration de l'empire de Corée.

« *b*. Lire ainsi l'article 5 : Engagement mutuel de n'entreprendre, sur le littoral coréen, aucuns travaux militaires suscep-

tibles de menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée ; et

« *c*. Suppression de l'article 6.

« Comme l'on ne saurait dire que la partie principale de ces amendements excède les modifications qui avaient été agréées *ad referendum* à Tokyo, et comme le gouvernement impérial considère ces changements comme indispensables, on espère qu'ils trouveront le gouvernement impérial russe prêt à les agréer. »

En présentant la note précédente au comte Lamsdorff, vous direz que j'ai parlé dans le même sens au baron Rosen et vous exprimerez aussi le désir d'une réponse prochaine.

N° 36. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 23 décembre 1903.
Reçue le 24 décembre 1903.

Au reçu de vos instructions télégraphiques, j'ai vu le comte Lamsdorff, le 23 décembre, à deux heures de l'après-midi. Il me dit qu'il avait reçu du baron Rosen un télégramme établissant que ce dernier avait eu une entrevue avec vous et que les détails suivraient, mais qu'il n'avait pas encore reçu ces détails. Lorsque je lui remis la Note Verbale, il dit qu'il l'étudierait ensemble avec le rapport du baron Rosen, et qu'il ferait de son mieux pour envoyer la réponse russe à la date la plus rapprochée possible; mais il ajouta qu'il aurait à communiquer avec l'amiral Alexeieff. En concluant, je lui déclarai que, dans les circonstances actuelles, il pourrait y avoir lieu à de sérieuses difficultés, même à des complications, si nous manquions d'arriver à une entente, et que j'espérais qu'il userait de toute son influence pour atteindre la fin désirée.

N° 37. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 1er janvier 1904.
Reçue le 2 janvier 1904.

J'ai vu le comte Lamsdorff le 1er janvier, et lui ai demandé si l'on avait fait quelque chose au sujet de nos dernières propositions. Il m'a dit qu'elles avaient été pleinement examinées ; et il me demanda de vous assurer que le baron Rosen recevra bientôt des instructions à l'effet de continuer les négociations dans un esprit amical et de conciliation ; il ajouta aussi qu'il ne voyait

pas de raison pour laquelle nous ne pourrions pas arriver à une entente.

N° 38. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 7 janvier 1904.

Le baron Rosen m'a remis, le 6 janvier, la réponse suivante du gouvernement russe à nos dernières propositions du 21 décembre dernier :

« N'ayant pas d'objections aux amendements à l'article 2 des contre-propositions russes, tels qu'ils ont été proposés par le gouvernement impérial japonais, le gouvernement impérial russe regarde comme nécessaire :

« 1. De maintenir le texte primitif de l'article 5, qui avait déjà été agréé par le gouvernement impérial japonais, c'est-à-dire en-
« gagement mutuel de ne se servir d'aucune partie du territoire
« de la Corée dans des buts stratégiques et de n'entreprendre
« sur les côtes de Corée aucuns travaux militaires susceptibles
« de menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée. »

« 2. De maintenir l'article 6 concernant une zone neutre (cela dans le but même que le gouvernement impérial japonais a également en vue, c'est-à-dire pour éliminer tout ce qui pourrait conduire à des malentendus dans l'avenir; une zone semblable, par exemple, existe entre les possessions russes et britanniques, dans l'Asie centrale).

« Dans le cas où les conditions susmentionnées seraient agréées, le gouvernement impérial serait disposé à comprendre dans l'accord projeté un article de la teneur suivante :

« Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts, tandis que la Russie, dans les limites de cette province, ne gênera pas le Japon, ni d'autres puissances dans la jouissance des droits et privilèges par eux acquis en vertu de traités existants avec la Chine, à l'exclusion de l'établissement de résidences. »

N° 39. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 13 janvier 1904.

Vous avez instruction de remettre au comte Lamsdorff une Note Verbale à l'effet suivant, qui, direz-vous, a pour but de lui confirmer les vues du gouvernement impérial par moi communiquées au baron Rosen le 13 janvier :

Le gouvernement impérial, dans le but d'arriver à une solution pacifique des questions pendantes, et d'établir fermement la base de bonnes relations entre le Japon et la Russie, et, additionnellement, en vue de protéger les droits et intérêts du Japon, a examiné avec le plus grand soin et de la façon la plus sérieuse la réponse du gouvernement impérial russe qui a été remise le 6 courant par Son Excellence le baron Rosen. Il est arrivé finalement à la conclusion que les modifications suivantes sont nécessaires, à savoir :

1. Suppression de la première clause de l'article 5 des contre-propositions russes (présentées au gouvernement japonais, le 11 décembre, par le baron Rosen), c'est-à-dire « de ne se servir d'aucune partie du territoire coréen dans des buts stratégiques. »

2. Suppression de tout l'article 6 concernant l'établissement d'une zone neutre.

3. Acceptation de la proposition russe concernant la Mandchourie avec les modifications suivantes :

a. Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts, et engagement de la part de la Russie de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie.

b. La Russie, dans les limites de la Mandchourie, n'entravera pas le Japon, ni d'autres puissances, dans la jouissance de droits et privilèges par eux acquis en vertu des traités existants avec la Chine.

c. Reconnaissance par la Russie de la Corée et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts.

4. Addition d'un article à l'effet suivant :

Reconnaissance par le Japon des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie et du droit pour la Russie de prendre des mesures nécessaires pour la protection de ces intérêts.

Les motifs de ces amendements ayant été fréquemment et pleinement exposés dans des occasions antérieures, le gouvernement impérial ne croit pas nécessaire de répéter ces explications. Il lui suffit d'exprimer sa sérieuse espérance d'un nouvel examen de la part du gouvernement impérial russe.

De plus, il devrait être remarqué que la suppression de la clause excluant l'établissement de résidence en Mandchourie est désirée parce qu'elle est en contradiction avec les stipulations du nouveau traité de commerce entre le Japon et la Chine. A cet égard, néanmoins, le Japon sera satisfait s'il reçoit traitement égal à celui d'une autre puissance qui a déjà acquis des droits

semblables par rapport à des résidences en Mandchourie. La déclaration de la réponse russe que le gouvernement japonais a accepté le texte primitif de l'article 5 des contre-propositions russes est erronée, aucune acceptation de ce genre n'ayant jamais été exprimée par le gouvernement impérial.

Les amendements susmentionnés étant proposés par le gouvernement impérial tout à fait dans un esprit de conciliation, on s'attend à ce qu'ils soient accueillis dans le même esprit par le gouvernement impérial russe; et le gouvernement impérial, de plus, espère une prompte réponse du gouvernement impérial russe, attendu qu'un nouveau retard dans la solution de la question sera extrêmement désavantageux pour les deux pays.

N° 40. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 23 janvier 1904.

Vous avez instruction de sonder le comte Lamsdorff au sujet de la nature probable de la réponse de la Russie à notre dernière Note et de la date à laquelle la réponse sera remise.

N° 41. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 25 janvier 1904.
Reçue le 25 janvier 1904.

En référence à votre télégramme du 23 courant, j'ai vu le comte Lamsdorff le 24 janvier, et lui ai demandé ses vues par rapport à nos dernières propositions, et aussi à quelle époque la réponse russe serait remise. Il n'était pas disposé à entrer dans des détails, mais il me dit qu'il y avait certains points qu'il ne pouvait accepter. Il espère exposer ses vues devant l'empereur mardi prochain, 26 janvier, et pense pouvoir envoyer une réponse avant longtemps.

M. de Hartwig, que j'ai vu cet après-midi, m'a dit que le département des affaires étrangères est encore en communication avec l'amiral Alexeieff, et il ne peut dire dans combien de temps une réponse pourra être envoyée au Japon.

N° 42. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 26 janvier 1904.

Comme la situation n'admet pas de retard indéfini dans le règlement des questions impliquées, vous chercherez à avoir, à la

première occasion, une entrevue avec le comte Lamsdorff, et vous lui déclarerez, comme instruction de votre gouvernement, que, dans l'opinion du gouvernement impérial, une prolongation ultérieure de l'état présent des choses étant destinée à accentuer la gravité de la situation, il espère sérieusement qu'il sera honoré d'une prompte réponse, et désire savoir à quel moment il peut s'attendre à recevoir cette réponse.

N° 43. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 26 janvier 1904.
Reçue le 27 janvier 1904.

En référence à votre télégramme du 26 courant, le ministre des affaires étrangères m'a dit que les ministres de la guerre, de la marine et autres autorités concernées doivent se réunir le 28 janvier pour examiner la question, et que leur décision sera soumise à l'empereur pour sanction; il remarqua que l'amiral Alexeieff avait eu l'intention de venir ici, mais que cette idée était maintenant abandonnée, et que son opinion serait bientôt reçue par télégraphe. Dans ces circonstances, dit-il, il ne peut donner la date exacte à laquelle la réponse sera remise, mais il peut dire qu'elle ne sera pas beaucoup retardée. Il me dit qu'il avait reçu des rapports de source officielle à cet effet; que le Japon avait envoyé une quantité considérable de troupes, de munitions et de matériel de guerre en Corée, et il me demanda si je pouvais lui donner une explication à ce sujet. Je répondis simplement que je ne connaissais aucun fait de ce genre et que je regrettais de ne pouvoir lui donner d'explications. Il ajouta qu'une pareille action de la part du Japon cause une très mauvaise impression, alors que les deux gouvernements sont engagés sérieusement dans des négociations si importantes. Télégraphiez-moi pour mon information si ces rapports sont vrais, et, dans ce cas, les détails.

N° 44. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 28 janvier 1904.

En référence à votre télégramme du 26 courant, vous verrez le comte Lamsdorff à la première occasion et lui direz que vous avez été autorisé à démentir positivement le rapport disant que le Japon a envoyé en Corée une quantité considérable de troupes, de munitions et de matériel de guerre. En fait, il n'a pas été

récemment envoyé de troupes en Corée, et il n'y a pas été envoyé de munitions au delà de la quantité requise pour l'usage ordinaire des troupes japonaises stationnées en Corée. Vous lui demanderez ensuite si le rapport suivant lequel des troupes russes sont concentrées sur la frontière de Corée est vrai et, dans ce cas, vous lui direz qu'un pareil mouvement militaire doit être hautement désapprouvé. Enfin, vous lui demanderez s'il ne peut vous faire connaître, pour votre information personnelle, la nature de la décision prise à la conférence proposée des ministres, le 28 janvier, et s'il peut indiquer la date approximative à laquelle la réponse russe doit être donnée.

N° 45. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 28 janvier 1904.
Reçue le 29 janvier 1904.

Le comte Lamsdorff est satisfait de l'explication contenue dans votre télégramme de ce jour. Quant à la question concernant la concentration de troupes russes près du Yalou, il ne croit pas que ce soit vrai; il a fait remarquer que de pareils rapports de journaux sont très regrettables. Je cherchai à obtenir des informations au sujet de la décision de la réunion de ce jour. Il me dit qu'il ne lui était pas possible de dire quoi que ce soit à ce sujet, vu que la décision ne sera pas envoyée à l'empereur, et que, jusqu'à ce que les ministres respectifs aient été reçus par l'empereur au sujet de cette question, rien ne saurait être dit définitivement. Il déclara que le grand-duc Alexis et le ministre de la marine doivent être reçus en audience lundi prochain, et le ministre de la guerre et lui-même, mardi; il pense qu'une réponse sera envoyée à l'amiral Alexeieff ce dernier jour. J'insistai sur l'urgente nécessité d'accélérer autant que possible l'envoi d'une réponse, attendu qu'une prolongation ultérieure de la situation actuelle était non seulement peu désirable mais vraiment dangereuse. J'ajoutai que, pendant tout ce temps, le monde était plein de rumeurs et que j'espérais qu'il ferait des démarches spéciales, de manière à ce qu'une réponse fût envoyée à une date plus rapprochée que celle mentionnée. Il répondit qu'il connaissait parfaitement la situation actuelle des choses, mais que, les dates d'audience étant fixées comme ci-dessus, il n'était pas possible maintenant de les changer; et il répéta qu'il ferait de son mieux pour envoyer la réponse mardi prochain.

N° 46. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 30 janvier 1904.

En référence à votre télégramme du 28 janvier, vous avez instruction de voir le comte Lamsdorff à la première occasion, et de lui déclarer en substance, dans le sens suivant :

« Ayant rapporté à votre gouvernement que le gouvernement russe donnerait probablement une réponse mardi prochain, vous avez reçu instruction de dire au comte Lamsdorff qu'étant pleinement convaincu du sérieux désavantage de la prolongation ultérieure de la situation actuelle, pour les deux puissances concernées, le gouvernement impérial espérait pouvoir recevoir la réponse du gouvernement russe plus tôt qu'à la date mentionnée par le comte Lamsdorff. Mais, comme il paraît cependant que la réception de la réponse à une date plus rapprochée n'est pas possible, le gouvernement impérial désire savoir s'il sera honoré de cette réponse à la date mentionnée par le comte Lamsdorff, c'est-à-dire mardi prochain; ou, dans le cas où ce ne serait pas possible, quelle sera la date exacte à laquelle la réponse devra être donnée. »

Si le comte Lamsdorff spécifie le jour auquel la réponse devra être donnée, vous le verrez ce jour-là, et vous lui demanderez de vous faire connaître la nature exacte de la réponse.

N° 47. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 1er février 1904.
Reçue le 1er février 1904.

Concernant votre télégramme du 30 janvier, j'ai vu le comte Lamsdorff dans la soirée du 31 janvier. Il me dit qu'il apprécie pleinement la gravité de la situation présente, et qu'il désire certainement envoyer une réponse aussi vite que possible; mais la question est très sérieuse et ne saurait être traitée légèrement. En addition, il faudra mettre en harmonie les opinions des ministres et de l'amiral Alexeieff; de là le retard naturel. Quant à la date de l'envoi d'une réponse, dit-il, il ne lui est pas possible de donner la date exacte, vu que cela dépend entièrement de la décision de l'empereur; néanmoins, il ne manquera pas de faire ses efforts pour hâter la chose.

N° 48. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 5 février 1904, 2 h. 15 de l'après-midi.

Une prolongation ultérieure de la situation présente étant

inadmissible, le gouvernement impérial a décidé de terminer les négociations pendantes et de prendre telle action indépendante qu'il pourra juger nécessaire pour défendre sa situation menacée et protéger ses droits et intérêts. En conséquence, vous avez instruction d'adresser au comte Lamsdorff, immédiatement après réception du présent télégramme, une note signée, à l'effet suivant :

« Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon, a l'honneur, en exécution d'instructions de son gouvernement, d'adresser à S. E. le ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies la communication suivante :

« Le gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon regarde l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée comme essentielles à son propre repos et à sa propre sécurité, et, en conséquence, il ne saurait voir avec indifférence aucune action tendant à rendre la situation de la Corée mal assurée.

« Les rejets successifs par le gouvernement impérial russe, au moyen d'amendements inadmissibles, des propositions du Japon au sujet de la Corée, dont le gouvernement impérial regardait l'adoption comme indispensable pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée, et pour sauvegarder les intérêts prépondérants du Japon dans la péninsule, combinés avec les refus successifs du gouvernement impérial russe de prendre des engagements à l'effet de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie, qui est sérieusement menacée par son occupation continue de cette province, malgré ses engagements de traités avec la Chine et ses assurances répétées à d'autres puissances possédant des intérêts dans ces régions, ont rendu nécessaire pour le gouvernement impérial d'examiner sérieusement quelles mesures de légitime défense il est obligé de prendre.

« En présence de délais qui restent grandement inexpliqués et d'activités militaires et navales qu'il est difficile de concilier avec des desseins entièrement pacifiques, le gouvernement impérial a fait preuve, dans les négociations pendantes, d'un degré de patience qui, dans son opinion, fournit la preuve de son loyal désir d'écarter de ses relations avec le gouvernement impérial russe toute cause de malentendu futur. Mais, ne trouvant dans ses efforts aucune perspective de s'assurer de la part du gouvernement russe une adhésion, soit aux propositions modérées et désintéressées du Japon, soit à toutes autres propositions

susceptibles de rétablir en Extrême-Orient une paix ferme et durable, le gouvernement impérial n'a pas d'autre alternative que de terminer les futiles négociations actuelles.

« En adoptant cette mesure, le gouvernement impérial se réserve le droit de recourir à telle action indépendante qu'il pourra estimer la meilleure pour consolider et défendre sa situation menacée, aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes.

« Le soussigné, etc., etc. »

N° 49. — *Le baron Komura à M. Kurino.*

Tokyo, 5 février 1904, 2 h. 15 de l'après-midi.

Vous avez instruction d'adresser au comte Lamsdorff, en même temps que la note mentionnée dans mon précédent télégramme, une note signée à l'effet suivant :

« Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon, a l'honneur, en exécution d'instructions de son gouvernement, de faire connaître au ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur de toutes les Russies, que le gouvernement impérial du Japon, ayant épuisé sans résultat tous les moyens de conciliation en vue d'écarter de ses relations avec le gouvernement impérial russe toute cause de complications futures, et voyant que ses justes représentations et ses propositions modérées et désintéressées dans l'intérêt d'une paix ferme et durable en Extrême-Orient ne reçoivent pas la considération qui leur est due, a résolu de rompre ses relations diplomatiques avec le gouvernement impérial russe qui, pour la raison exposée, ont cessé d'avoir aucune valeur.

« En exécution ultérieure de l'ordre de son gouvernement, le soussigné a aussi l'honneur d'annoncer à Son Exc. le comte Lamsdorff que c'est son intention de quitter Saint-Pétersbourg, avec le personnel de la légation impériale, à la date du...

« Le soussigné, etc., etc. »

N° 50. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 5 février 1904, 5 h. 5 du matin.
Reçue le 5 février 1904, 5 h. 15 de l'après-midi.

Me conformant à la requête du comte Lamsdorff, je suis allé le voir le 4 février, à huit heures du soir. Il me dit que la substance de la réponse russe venait d'être envoyée à l'amiral Alexeieff,

pour être transmise au baron Rosen. Il ajouta qu'il se pourrait que l'amiral Alexeieff introduisît quelques changements, de manière à correspondre à des circonstances locales ; mais, selon toute probabilité, il n'y aurait pas de ces changements. Il déclara ensuite, comme son opinion personnelle, que la Russie désirait le principe de l'indépendance et de l'intégrité de la Corée et, aussi, nécessairement, le libre passage du détroit de Corée. Bien que la Russie soit disposée à faire toute concession possible, elle ne désire pas voir la Corée utilisée dans des desseins stratégiques contre la Russie et croit utile à la consolidation de bonnes relations avec le Japon d'établir, de commun accord, une région-tampon entre les limites d'influence et d'actions directes des deux pays en Extrême-Orient. Ce qui est dit ci-dessus est exprimé absolument comme son opinion personnelle, et je ne puis dire si c'est, là aussi, la substance de la réponse susmentionnée, quoique cela paraisse très probable.

N° 51. — *M. Kurino au baron Komura.*

Saint-Pétersbourg, 6 février 1904, 5 h. 47 de l'après-midi.
Reçue le 7 février 1904, 5 h. 45 du matin.

En référence à vos deux télégrammes en date d'hier, j'ai présenté les notes aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, au comte Lamsdorff, conformément à vos instructions. Je partirai d'ici, avec mon personnel et mes étudiants, le 10 courant.

Dès cette rupture, le gouvernement japonais envoya à tous ses représentants à l'étranger une note circulaire pour expliquer officiellement et justifier l'attitude prise à l'égard de la Russie. Le passage le plus important de ce document déclare :

M. Kurino, se conformant aux instructions de son gouvernement, a fait, le 5 courant, au comte Lamsdorf, une notification dans le sens suivant :

« L'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire coréen étant regardées par le gouvernement japonais comme absolument essentielles à la sécurité et à la tranquillité de son pays, le gouvernement ne peut pas voir avec indifférence une action quelconque tendant à mettre en péril la situation de la Corée.

« Le gouvernement russe, par le moyen d'amendements inacceptables, a rejeté successivement les propositions du Japon au

sujet de la Corée, et dont l'adoption était considérée par le gouvernement japonais comme indispensable pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire coréen, et pour sauvegarder les intérêts prépondérants du Japon dans la péninsule.

« Cette attitude du gouvernement russe, unie à ses refus successifs de ne prendre aucun engagement relativement à l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie, qui est sérieusement menacée par l'occupation continue de cette province par la Russie (malgré les engagements pris dans ses traités avec la Chine et ses assurances répétées à d'autres puissances ayant des intérêts dans les mêmes régions), a fait au gouvernement japonais une nécessité de considérer sérieusement quelles mesures de défense personnelle il était appelé à prendre en présence des retards apportés par le gouvernement russe dans les négociations pendantes, retards qui restent en grande partie inexpliqués, et en présence aussi de son activité navale et militaire, difficile à concilier avec un objectif entièrement pacifique.

« Dans les négociations pendantes, le gouvernement japonais a fait preuve d'une somme de patience qui donne abondamment, croit-il, la preuve de son loyal désir d'éloigner des relations du Japon avec la Russie toute cause de malentendus futurs. Mais, ne voyant au bout de ses efforts aucune perspective d'obtenir du gouvernement russe une adhésion, soit aux propositions modérées et désintéressées du Japon, soit à aucune autre proposition de nature à établir une paix ferme et durable en Extrême-Orient, le gouvernement japonais n'a pas d'autre alternative maintenant que celle de terminer ces futiles négociations.

« En adoptant cette ligne de conduite, le gouvernement japonais se réserve le droit d'agir d'une façon indépendante, et comme il le jugera le mieux, pour consolider et défendre la position menacée du Japon aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes. »

Cependant, bien que l'initiative de la rupture ait été prise par le Japon, le correspondant à Saint-Pétersbourg de la *Gazette de Cologne* constate, dans un télégramme du 8, que, selon toute apparence, les milieux russes autorisés considéraient la situation d'alors comme n'équivalant pas à l'état de guerre. « Le fait que le bal de la cour aura lieu demain parle en faveur de cette manière de voir. Le

voyage projeté de l'empereur à Moscou, qui aurait pour but, dit-on, de lancer de là-bas, selon l'usage, une proclamation au peuple, avant le commencement de la guerre, est tout d'abord ajourné. D'autres personnes affirment qu'il n'aura pas même lieu ».

Le Messager du gouvernement publia d'ailleurs le communiqué suivant :

Le cabinet de Tokyo s'est adressé l'année dernière au gouvernement impérial sous le prétexte d'établir l'équilibre politique et un ordre plus stable sur les rivages de l'océan Pacifique. Il proposa une revision des traités en vigueur avec la Corée. Le gouvernement impérial y consentit et, comme les fonctions de vice-roi d'Extrême-Orient venaient d'être créées à ce moment, leur titulaire, l'aide de camp général Alexeieff, fut chargé d'élaborer un projet contenant les bases d'une nouvelle entente avec le Japon.

On lui adjoignit, dans cette tâche, le ministre de Russie à Tokyo, lequel avait à conduire les négociations avec le gouvernement japonais. Bien que les échanges de vues sur cette question avec le cabinet japonais eussent revêtu un caractère amical, la haute société japonaise, la presse étrangère essayèrent de toutes les façons de créer parmi la population japonaise un état d'esprit belliqueux et d'amener le gouvernement à entrer en conflit armé avec la Russie.

Sous l'influence de cet état d'esprit, le cabinet de Tokyo commença à formuler dans les négociations des exigences de plus en plus excessives, et, en même temps, prit les mesures les plus grandes pour se tenir prêt à une guerre.

Toutes ces circonstances ne pouvaient naturellement troubler le calme de la Russie, mais elles la décidèrent à prendre, elle aussi, toutes les mesures nécessaires en ce qui concerne ses forces de terre et de mer.

Néanmoins, la Russie était animée d'un désir sincère de voir maintenir la paix en Extrême-Orient; aussi accorda-t-elle aux manifestations du cabinet de Tokyo l'attention voulue, dans la mesure où ses droits et ses intérêts incontestables le permettaient, et se déclarait-elle prête, sur la base des conditions d'une entente, à reconnaître au Japon une situation privilégiée, au point de vue commercial et économique, dans la péninsule coréenne, et à lui concéder le droit de protéger cette situa-

tion par des moyens militaires en cas de troubles dans le pays.

En même temps, et malgré cela, la Russie, se tenant fermement sur la base du principe primordial de sa politique regardant la Corée, dont l'indépendance et l'intégrité ont été garanties par des conventions antérieures avec le Japon et par des traités avec d'autres puissances, insista : 1° pour une garantie réciproque et sans conditions de ce principe primordial; 2° pour un engagement de n'employer aucune partie de la Corée à des buts stratégiques, car la permission donnée à une puissance étrangère d'agir de cette sorte serait en contradiction directe avec le principe de l'indépendance de la Corée; 3° pour le maintien d'une entière liberté de la navigation dans le détroit de Corée.

Le projet qui fut élaboré dans ce sens ne satisfit point le gouvernement japonais, qui, dans ses dernières propositions, non seulement refusa d'accepter les conditions considérées comme une garantie de l'indépendance de la Corée, mais qui, en même temps, insista pour que, dans ledit projet, fussent insérées des clauses concernant la Mandchourie.

De pareilles exigences de la part du Japon ne pouvaient naturellement être admises. La question de la situation de la Russie en Mandchourie regarde avant tout la Chine elle-même, et ensuite aussi toutes les puissances qui ont des intérêts commerciaux en Chine. Par suite, le gouvernement impérial de Russie n'a absolument pu apercevoir aucun motif pour accepter l'insertion, dans un traité particulier avec le Japon, concernant les affaires coréennes, de n'importe quelles conditions au sujet du territoire occupé par les troupes russes.

Le gouvernement impérial de Russie ne refuse pas, par cela même, de reconnaître, pour la durée de son occupation de la Mandchourie, la souveraineté de l'empereur de Chine dans ce pays, non plus que les privilèges que des puissances se sont assurés dans cette région par des traités conclus avec la Chine; sur ce point, une déclaration conforme a déjà été faite aux cabinets étrangers.

Le gouvernement impérial de Russie avait donc le droit de compter, lorsqu'il chargeait son représentant à Tokyo de remettre sa réponse aux dernières propositions du Japon, que le cabinet de Tokyo comprendrait toute l'importance des considérations développées ci-dessus et apprécierait le désir manifesté par la Russie d'aboutir à une entente pacifique avec le Japon.

Au lieu de cela, le gouvernement japonais a décidé, sans même attendre cette réponse, de rompre les négociations et de cesser ses relations diplomatiques avec la Russie.

Le gouvernement impérial, en rejetant sur le Japon la responsabilité entière de toutes les conséquences qui peuvent résulter de cette manière d'agir, attendra le développement des événements, et prendra, dès qu'il y sera contraint, les mesures les plus énergiques pour la protection de ses droits et de ses intérêts en Extrême-Orient.

Au moment où on rédigeait ces lignes à Saint-Pétersbourg, l'attaque de Port-Arthur avait lieu. Elle engagea le Destin ; elle stupéfia le monde par son audace, et, cependant, à la réflexion, elle faisait nécessairement partie du plan des Japonais, qui s'étaient depuis longtemps convaincus de leur supériorité sur la Russie. Cette croyance invétérée reposait chez eux sur deux idées capitales :

1° Le Transsibérien ne serait jamais à même d'amener en Mandchourie autant d'hommes que le Japon pourrait en envoyer;

2° L'état intérieur de la Russie, avec les troubles qu'il contenait en germe, mettrait le tsar dans l'impossibilité de pousser la guerre à fond (1).

Les événements ont prouvé que ces deux idées étaient entièrement justes.

Le 10 février, le mikado adressa à son peuple ce manifeste :

Nous, par la grâce du Ciel, Empereur du Japon, placé sur le trône occupé par la même dynastie depuis les temps les plus reculés, faisons savoir à tous nos fidèles et vaillants sujets ce qui suit :

Nous déclarons, par les présentes, la guerre à la Russie, et nous ordonnons à notre armée et à notre marine de conduire les hostilités contre cet Empire avec toutes leurs forces. Nous ordonnons également à toutes nos autorités compétentes de faire tous leurs efforts dans l'accomplissement de leur devoir et conformé-

(1) V. p. 140.

ment à leurs pouvoirs pour atteindre, par tous les moyens conférés par le droit des gens, le but que vise notre pays. Nous avons toujours considéré comme une condition essentielle de nos relations internationales et comme le but constant de nos efforts de développer les progrès pacifiques de notre Empire dans la civilisation, d'affermir nos liens amicaux avec les autres puissances, et d'établir un état de choses qui pût maintenir une paix durable en Extrême-Orient et assurer la sécurité future de l'Empire sans porter atteinte aux droits et aux intérêts des autres nations. Nos autorités compétentes ont accompli leur devoir conformément à notre volonté; aussi, nos relations avec toutes les puissances témoignent-elles d'une cordialité toujours croissante.

C'est donc entièrement contre notre attente que nous avons dû malheureusement entrer en hostilités avec la Russie.

L'intégrité de la Corée est pour notre Empire de la plus haute importance, non seulement à cause de nos relations traditionnelles avec ce pays, mais parce que l'existence indépendante de la Corée est essentielle à la sécurité de notre Empire. Cependant, la Russie, contrairement à ses engagements dans ses traités avec la Chine et à ses assurances répétées aux autres puissances signataires, occupe toujours la Mandchourie. Elle a consolidé et fortifié sa mainmise sur ces provinces et vise leur annexion finale. L'absorption de la Mandchourie par la Russie rendrait impossible le maintien de l'intégrité de la Corée et obligerait en outre à abandonner tout espoir de paix en Extrême-Orient.

Étant données ces circonstances, Nous avons décidé de régler la question par la voie des négociations et d'assurer de la sorte une paix durable.

Dans ce but, nos autorités compétentes, sur notre ordre, ont fait des propositions à la Russie, et de nombreuses conférences se sont tenues depuis six mois. Cependant, la Russie ne répondit jamais à ces propositions avec un esprit de conciliation.

Au contraire, par ses atermoiements calculés, elle retardait la solution de la question, et, tout en préconisant ostensiblement la paix d'un côté, elle faisait de l'autre des préparatifs militaires et navals et cherchait ainsi à accomplir ses propres desseins égoïstes. Nous ne saurions, en aucune façon, admettre que la Russie ait souhaité sérieusement la paix dès le début. Elle a rejeté les propositions de notre gouvernement.

La sécurité de la Corée en est menacée. Les garanties pour

l'avenir, que nous n'avons pu assurer par des négociations pacifiques, nous ne pouvons plus les obtenir que par le recours aux armes. C'est notre vœu le plus sincère que, grâce au courage et à la loyauté de nos fidèles sujets, la paix soit bientôt rétablie d'une manière permanente et que la gloire de Notre Empire soit conservée intacte.

CHAPITRE II

LES FORCES EN PRÉSENCE LORS DE L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS

I. — Du côté russe.
Les effectifs russes probables en Mandchourie à l'époque de la rupture. — L'armement. — La flotte.

II. — Du côté japonais.
Caractéristiques principales de l'armée nipponne. — L'armement. — La flotte.

III. — Comment les Européens d'Extrême-Orient appréciaient avant la guerre les forces russo-japonaises.
La bravoure des Japonais n'était pas mise en doute. On ne croyait pas aux qualités du haut commandement. La marine apparaissait en splendide condition. On s'illusionna sur les effectifs dont pouvaient disposer les Nippons et les Russes.

I

L'organisation militaire russe en Extrême-Orient semble avoir été viciée dès ses débuts par le souvenir de la facile invasion de la Mandchourie en 1900. A cette époque, le général Grodekoff, gouverneur de l'Amour, avait mobilisé en Sibérie cent cinquante mille hommes. L'opération avait bien réussi ; aussi croyait-on pouvoir aisément la recommencer sur une plus grande échelle. Quant au Transsibérien, il avait permis, avec sa voie unique, pendant la guerre contre les Boxeurs, d'amener de Russie environ cinquante

mille hommes. Le fonctionnement de l'énorme voie ferrée, quoique incomplètement achevée, avait été assez satisfaisant. On pensait donc qu'un léger effort permettrait, le cas échéant, d'augmenter le rendement de la voie ferrée. On en était d'autant plus convaincu qu'on ne prévoyait pas dans quelles énormes proportions il faudrait expédier des troupes en Mandchourie, en 1904 et en 1905. Non seulement on ne supposait pas que le Japon pût jamais aligner sous Moukden une armée de six cent mille hommes, mais eût-on songé à ces gros chiffres qu'on n'en eût peut-être pas encore été très ému, tant les soldats nippons paraissaient peu redoutables aux Russes.

Le 9 juillet 1903, l'agence Reuter constatait dans une dépêche de Port-Arthur : « Tous ceux qui discutent les chances d'une guerre méprisent le Japon comme adversaire. » Trois mois plus tard, j'ai pu constater par moi-même que telle était bien encore l'opinion des Russes.

Quels étaient les effectifs des troupes du tsar avant la guerre en Extrême-Orient? Les grands chefs de Port-Arthur, croyant sans doute *bluffer* les Japonais, exagéraient systématiquement. Une revue eut lieu au champ Souvaroff, à Port-Arthur, le 11 octobre 1903. A la fin des manœuvres, plusieurs officiers m'assurèrent qu'il y avait là soixante mille hommes rassemblés. Ces chiffres étaient manifestement beaucoup trop forts. La même tactique de grossissement voulu était sans doute suivie avec tous les étrangers, car, quand Ludovic Naudeau (qui a fait preuve ensuite de tant de clairvoyance au cours de la campagne) arriva à Kharbine, il écrivit à Paris, le 24 janvier 1904 : « Je suis persuadé que tous les effectifs russes immédiatement disponibles sont de beaucoup supérieurs aux suppositions les plus favorables (1). »

(1) Ludovic Naudeau a publié dans *Le Journal* une série d'articles remarquables tant sur la campagne de Mandchourie que sur le Japon.

Quant aux Japonais, ils étaient renseignés eux et savaient exactement à combien d'adversaires ils avaient affaire.

Tâchons de préciser à quel chiffre se montaient les soldats du tsar au moment des hostilités.

M. L. Thiriaux, lieutenant, aide de camp du lieutenant général chef de la garde civique de Bruxelles, qui a fait un résumé minutieux des faits de la guerre, auquel j'aurai plaisir à me référer plusieurs fois, a constaté que l'armée russe d'Extrême-Orient comprenait au début de 1904 (1) :

A. — EFFECTIFS DISPONIBLES

Infanterie.

6 vieilles brigades de chasseurs à 4 régiments de 2 bataillons à 1.015 hommes	48.000
3 nouvelles brigades de chasseurs à 4 régiments de 3 bataillons à 1.015 hommes	36.000
2 nouvelles brigades d'infanterie d'Europe à 2 régiments de 4 bataillons à 500 hommes	8.000
Bataillon de garnison de Nicolaïeff	1.000
	93.000

Cavalerie.

1 régiment de dragons, 4 régiments de cosaques de Transbaïkalie, 1 régiment de l'Amour, 1 régiment mixte, 1/3 du régiment de l'Oussouri, tous à 6 sotnias de 177 hommes	7.500

Artillerie.

3 brigades. Ensemble, 15 batteries de campagne, 3 batteries de montagne, 1 batterie d'obusiers (240 hommes et 8 pièces).	4.560
3 batteries de cosaques à cheval à 166 hommes et 6 pièces	498
9 sections divisionnaires de mitrailleuses à 80 hommes	720
4 1/2 batteries d'artillerie de forteresse, 18 compagnies à 330 hommes	5.940
	11.718

Génie.

3 bataillons à 3 compagnies et 1 de télégraphistes 2 compagnies de mineurs de forteresse	3.500

(1) V. Thiriaux, *La Guerre russo-japonaise*, t. I[er], p. 52. Wesmael-Charlier, Namur, 1904.

Troupes de communication.

64 sections de gardes-frontières :		
De 1 compagnie (250 hommes)................	}	30.720
De 1 escadron (170 hommes)................		
De 1/4 batterie (60 hommes)................		
6 bataillons de chemin de fer à 6 compagnies à 1.900 hommes.		11.400
Soit, ensemble....................		42.120
Hommes....................		157.838

B. — FORMATIONS NOUVELLES POSSIBLES

Il existait, en Sibérie même, les noyaux de cadres nécessaires à la formation des troupes de réserve suivantes :

	Pied de paix.	Pied de guerre.
Infanterie.		
13 régiments à 5 bataillons................	6.144	60.000
4 batteries de cosaques de Transbaïkalie, 1 batterie de l'Amour................	512	5.000
Cavalerie.		
4 régiments de Transbaïkalie, 2 de l'Amour, 6 de Sibérie, 1 de l'Oussouri (tous à 6 sotnias, sauf le dernier à 4)............	»	12.640
Artillerie.		
3 groupes de réserve à 4 batteries et 1 dépôt.	»	3.600
3 batteries de cosaques de Transbaïkalie...	»	500
		81.700

Un ukase du 10 février 1904 ordonna le rappel de la totalité des dix-huit classes de réservistes en Sibérie. Cette mesure, portant sur cent vingt mille hommes, en donna, dit-on, un peu plus de cent mille, pouvant compléter les unités ci-dessus avec leurs parcs et services et une partie des services des troupes existant en Orient.

Le reste de ces services, et peut-être le complément sur le pied de guerre des deux brigades d'Europe (seules sur le pied de paix en Extrême-Orient), fut demandé par le même ukase aux provinces de Viatka et de Perm; mais la quotité n'en a pas été officiellement connue.

En résumé, la situation était la suivante :

Sur place : cent cinquante-sept mille hommes renforçables par jour de seize cents hommes depuis le 15 mars, — de sept cents à mille auparavant (1).

L'ARMEMENT

Le fusil.

L'infanterie russe a été armée du fusil *Mossine*, dit « de trois lignes ». C'est une arme à magasin de cinq cartouches sous le tonnerre; les cartouches sur la lame-chargeur à rainure. La baïonnette est longue de $0^m,80$. Le calibre est de 8 millimètres; la longueur est de $0^m,77$; le poids, de 4 kilogrammes (4,400 avec baïonnette).

La cartouche pèse 23 grammes, dont 18,3 pour la balle, en plomb revêtu, longue de quatre calibres, et 1,8 de charge en poudre sans fumée. Le soldat porte cent vingt cartouches.

La hausse est graduée jusqu'à 1.300 « sagènes » ($0^n,71$), sur le pied et 2.700 (1.918 mètres) sur la hausse.

La vitesse initiale de la balle à la charge normale est 620 mètres par seconde.

L'infériorité du fusil russe par rapport à l'*Arisaka* japonais consistait dans la moindre tension de sa trajectoire (2).

L'artillerie.

L'artillerie russe fut surprise par la guerre en pleine réorganisation. Elle était armée en grande partie de matériel modèle 1877, de trois types :

		Poids.		Portée.
1. — Pièce lourde, calibre de.......	$106^{mm},7$	2.160^k	shrapnell de $12^k,5$	3.200 mèt.
			obus de.... $12^k,7$	5.335 —

(1) V. *op. cit.*, t. Ier, p. 66.
(2) V. *op. cit.*, t. Ier, p. 86.

		Poids.			Portée.
2. — Pièce légère, calibre de.......	87mm	1.665k	shrapnell de	6k,92	3.415 mèt.
			obus de....	6k,86	6.400 —
3. — Pièce de montagne, calibre de.	63mm,5		shrapnell de	4k »	2.880 —
			obus de....	4k »	4.260 —
Mortier, calibre de..	152mm,4	1.960k	shrapnell de	31k »	3.567 —
			obus de....	31k »	3.556 —

En 1897-1898, le modèle de campagne fut muni d'une bêche de crosse et de freins à ressort limitant le recul et permettant d'atteindre une vitesse de quatre coups par minute.

En 1900, le général Engelhardt fit adopter un canon léger à tir rapide, donnant une vitesse de seize coups par minute.

Cette pièce a les caractéristiques suivantes : calibre, 76 millimètres. Poids, 1.720 kilos. L'avant-train porte trente-six coups, chaque caisson quatre-vingts coups. En raison du climat russe, le frein n'est pas hydraulique; il est remplacé par un grand nombre de rondelles en caoutchouc glissant sur une tringle d'acier.

Au début de la guerre, très peu de ces nouvelles pièces étaient en Mandchourie, et celles qu'on y expédia dans la suite trouvèrent des artilleurs qui n'en avaient jamais appris le maniement délicat (1).

LA FLOTTE

La flotte russe fut répartie en trois escadres : celle de Port-Arthur, celle de Vladivostok et celle dite de la Baltique, qui fut détruite dans le désastre de Tsoushima.

Escadre de Port-Arthur.

Chef d'état-major du vice-roi pour la marine : vice-amiral Witheft. Vice-amiral Makaroff, remplaçant l'amiral

(1) V. *op. cit.*, t. Ier, *passim*, p. 87 et 88.

Starck. Contre-amiral Molas. En second, le contre-amiral Oouktomski.

	Service.	Année de la construction.	Tonnes.	Vitesse en nœuds.
Cuirassés	*Petropavlovsk*	1894	10.950	17
	Poltava	1894	10.950	17
	Sébastopol	1895	10.950	17
	Pobieda	1900	12.700	19
	Retvisan	1900	12.700	19
	Cesarevitch	1901	13.110	18
Croiseurs cuirassés	*Peresviet*	1897	12.560	20
	Bayan	1900	7.800	22
Gardes-côtes	*Otvajny*	1895	1.500	15
	Gremiatschy	1892	1.500	15
Croiseurs protégés	*Diana*	1899	6.630	20
	Pallada	1899	6.630	20
	Askold	1899	6.750	23
	Varyag	1900	6.750	23
Croiseurs	*Novik*	1900	3.200	26
	Boyarin	1901	3.200	23
Avisos	*Djighite*	1876	1.456	12
	Zabiaca	1879	1.234	14
Canonnières	*Bobr*	1884	950	14
	Koreetz	1886	1.224	14
	Mandchour	1886	1.224	14
	Sivoutch	1884	950	14
	Guilak	1897	963	14
	Haïdamak	1892	500	22
Transports	*Angara*	1895	10.225	20
	Amour	1900	2.300	18
	Ienisseï	1900	2.300	18

Plus les *torpilleurs*, dont les principaux étaient :

Lieutenant-Bourakoff.
Vnimatelny.
Vonuschitelny.
Vlaston.
Silny.
Serdity.
Straschni.
Snieky.
Stereguschy.
Staroschevo.
Bespochadin.
Bojevoï.
Gromovoï.
Reschitelny.
Rosiatschy.
Klastni.

Escadre de Vladivostok

Cette escadre fut commandée successivement par le contre-amiral Stackelberg, par le capitaine Reitzenstein, puis par le contre-amiral Jessen, le vice-amiral Skrydloff et le contre-amiral Bezobrasoff.

		Année de la construction.	Tonnage.	Vitesse en nœuds.
Croiseurs cuirassés	*Rossia*.............	1896	12.195	22
	Rurik.............	1892	11.200	19
	Gromoboï..........	1899	12.336	20
Croiseur protégé	*Bogatyr*...........	1900	6.750	24
Transport.....	*Lena*..............	1898	10.225	20

En résumé, les Russes avaient en Extrême-Orient :

Types des navires.	Tonneaux.	Hommes.
6 cuirassés...........................	71.420	3.540
5 croiseurs cuirassés.....................	56.091	3.630
2 canonnières cuirassées..................	3.000	284
7 croiseurs...........................	39.885	3.100
3 avisos............................	4.000	450
6 canonnières..........................	5.811	887
26 contre-torpilleurs.....................		
30 torpilleurs.........................		
4 transports..........................		(1)

II

Avant la guerre, malgré ses succès contre les Chinois en 1894 et en 1900, l'armée japonaise était loin d'être appréciée à sa juste valeur. On connaissait cependant bien les efforts des Nippons. Les initiés savaient que l'état-major japonais avait une tendance à s'inspirer exclusivement des méthodes allemandes, tandis que le ministre de la guerre, le général Teraoutsi, ancien attaché militaire du Japon à Paris, gardait

(1) V. *op. cit.*, t. Ier, p. 92.

une sympathie persistante pour l'enseignement français.

On savait que l'armée japonaise était établie d'après le système des types, c'est-à-dire qu'un type d'hommes était pris comme hauteur, largeur, etc., pour chaque arme ; les médecins militaires choisissaient ensuite dans le lot des conscrits ceux satisfaisant aux conditions du type déterminé. Cette règle fut appliquée avec une extrême rigueur. Elle ne souffrit d'exception que pour les troupes de Yéso où tous les hommes sans distinction devaient être en mesure de résister dès le premier choc. On n'ignorait donc pas qu'on se trouvait en présence d'un organisme militaire extrêmement sérieux, mais on le croyait encore en voie de formation, incapable de donner et de soutenir un effort vraiment colossal.

D'après Thiriaux, l'armée japonaise n'incorporait que 45.000 hommes chaque année et comptait à l'ouverture des hostilités :

Active	359.923	hommes.
Territoriale	97.557	—
Réserve de recrutement	161.547	—
Ensemble	619.027	hommes (officiers non compris).

Les cadres existants ou prévus pour ces forces étaient :

ACTIVE

13 divisions, comprenant chacune :

4 régiments à 3 bataillons	12.000	hommes.
1 régiment de cavalerie à 3 escadrons	510	—
1 régiment d'artillerie à 6 batteries	1.080	—
1 bataillon du génie à 3 compagnies	750	—
2 compagnies du train	2.400	—
	16.740	hommes.

Soit, pour 13 divisions	217.620
1 division de cavalerie de 4 régiments à 3 escadrons	2.040
3 brigades d'artillerie de 2 régiments à 6 batteries et parcs (2.560)	7.680
A reporter	227.340

Report	227.340
Occupation des colonies : 12 bataillons, 6 escadrons, 4 batteries et 4 compagnies du génie	16.000
Artillerie de côte : 21 bataillons (1.080.)	22.680
Gendarmerie : 12 légions	7.200
Total de l'armée active	273.220

RÉSERVE DE L'ACTIVE

52 bataillons à 1.000 hommes	52.000
17 escadrons à 170 hommes	2.890
18 batteries à 180 hommes	3.240
21 compagnies d'artillerie de forteresse à 300 hommes	6.300
13 compagnies du génie à 250 hommes	3.250
	67.680

Ensemble de l'armée active : 340.900 hommes qui absorbaient entièrement le disponible (359.923 hommes — 5 pour 100 de déchet minimum = 342.000).

ARMÉE TERRITORIALE

52 régiments à 2 bataillons de 2.000 hommes	104.000
13 régiments de cavalerie à 2 escadrons de 340 hommes..	4.420
13 régiments d'artillerie à 4 batteries de 720 hommes....	9.360
13 bataillons du génie à 2 compagnies de 500 hommes...	6.500
13 bataillons du train à 2 compagnies de 1.500 hommes.	12.600
21 batteries d'artillerie de forteresse à 2 compagnies de 600 hommes	20.800
	157.680 (1)

Telles sont les données théoriques que les éléments connus de l'armée japonaise ont permis de supputer. Quant au chiffre réel des troupes mises en campagne par les Nippons, c'est évidemment plus tard qu'on pourra le connaître exactement.

L'ARMEMENT

Le fusil.

L'infanterie japonaise a employé deux fusils : le *Murata* et l'*Arisaka*, dit Meiji 1897.

(1) V. *op. cit.*, t. I[er], p. 74.

L'*Arisaka* est une arme presque identique au *Mauser* espagnol de 7 millimètres. Le magasin contient cinq cartouches.

Le calibre est de 6^{mm},5 seulement; la longueur, de 1^{m},27 (1^{m},66 avec baïonnette); le poids, de 3^{k},90 (4^{k},35 avec baïonnette).

La cartouche pèse 15 grammes, dont 2 de poudre Itabaki; 10,3 balle de plomb revêtu, longue de 3,2 centimètres ou 4 1/2 calibres. Le soldat en porte cent vingt.

La hausse est graduée de 400 à 2.000 yards.

La vitesse initiale est de 706 mètres. La trajectoire obtenue est si rasante que la zone dangereuse est de 600 mètres. A cette distance, la balle n'est qu'à 1^{m},65 d'un sol plan.

Le seul point faible du Meiji est son calibre extrêmement réduit; on a vu au Transvaal les faibles effets vulnérants du *Mauser* boer de 7 millimètres, quand il n'atteignait pas des organes vitaux.

Quant au *Murata,* il arma la territoriale japonaise et peut-être les brigades de réserve. Il en existait deux types : un de 11 millimètres sans répétition; un de 8 millimètres à magasin dans le fût (1).

L'artillerie.

Les Japonais ont employé trois types de pièces excellentes à tir rapide, à freins hydropneumatiques, limitant le recul sur l'affût :

1) La pièce de 75 millimètres à tir rapide. Obus de 4^{k},54, fusée graduée jusqu'à 6.200 mètres;

2) L'obusier de 90 millimètres de montagne. Obus de 4^{k},54, fusée graduée jusqu'à 4.800 mètres;

3) La pièce de 120 millimètres *Arisaka* à tir rapide (2).

(1) V. *op. cit.*, t. Ier, p. 86.
(2) V. *op. cit.*, t. Ier, p. 89.

LA FLOTTE

La flotte japonaise, commandée en chef par le vice-amiral Togo, était ainsi répartie :

ESCADRE PRINCIPALE

1re *division : contre-amiral Dewa.*

		Dates du lancement.	Tonnage.	Vitesse en nœuds.
Croiseurs 2e classe	*Chitose*	1898	4.784	22
	Kasagi	1898	4.784	22
	Takasago	1897	4.150	24
	Yoshino	1891	4.250	23
Croiseurs cuirassés	*Kassuga*	1901	7.000	20
	Nishin	1901	7.000	20

2e *division : contre-amiral Kamimura.*

Croiseurs cuirassés	*Asama*	1898	9.750	22
	Tokiwa	1898	9.750	22
	Iwate	1900	9.800	22
	Yakumo	1899	9.850	22
	Idzumo	1899	9.800	22
	Adzuma	1899	9.456	22

3e *division : contre-amiral Hashiba.*

Cuirassés	*Hatsuse*	1900	15.000	19
	Mikasa	1899	15.200	18
	Asahi	1899	15.000	19
	Shikishima	1898	14.850	18
	Yashima	1896	12.450	19
	Fuji-Yama	1896	12.450	18

4e *division : contre-amiral Uriyu.*

Croiseurs 2e classe	*Tchiyoda*	1890	2.450	19
	Naniwa	1885	3.727	18
	Niitaka	1902	4.320	20
	Akashi	1897	2.700	20
	Takachyo	1885	3.727	18
	Suma	1895	2.700	20
	Asama	1899	9.700	22

Division du contre-amiral Yamamoto.

		Dates du lancement.	Tonnage.	Vitesse en nœuds.
Gardes-côtes	*Hashidate*	1891	4.300	16
	Itsikishima	1899	4.300	16
	Matsushima	1890	4.300	16
	Sai-Yen	1883	2.355	15

Division du contre-amiral Kataoka.

Aviso	*Myako*	1899	1.800	21
Canonnières	*Akagi*	1887	614	11
	Chokai	1887	614	11

Division du contre-amiral Togo II.

Aviso	*Kaimon*	»	»	»
Canonnière	*Maya*	1887	614	11

Les torpilleurs et contre-torpilleurs étaient groupés en quatorze escadrilles numérotées (1).

Au total, le Japon possédait à l'ouverture des hostilités :

Nombre et types des navires.	Tonneaux.	Hommes.
6 cuirassés	84.950	4.170
9 croiseurs cuirassés	74.850	4.450
6 gardes-côtes	26.402	2.316
14 croiseurs	51.206	5.048
8 avisos et 11 canonnières	16.620	2.941
19 contre-torpilleurs	»	»
69 torpilleurs (2)	»	»

III

On peut résumer ainsi les opinions qu'avaient, avant la guerre, les Européens d'Extrême-Orient sur la valeur respective des troupes russo-japonaises :

Personne ne mettait en doute la bravoure des Japonais.

(1) V. *op. cit.*, t. Ier, p. 103 et suivantes.
(2) V. *op. cit.*, t. Ier, p. 102.

Ceux qui connaissaient bien le pays nippon savaient qu'ils avaient un mépris absolu de la mort, non pas, comme on l'a dit, parce qu'ils ne tenaient pas à la vie; rien n'est plus inexact, car le Japonais aime l'existence; il apprécie la nature et sait en jouir (ses manifestations artistiques le prouvent); mais parce que son amour du pays nippon est si vrai et si intense que, quand il en sent la nécessité, il a l'admirable faculté de se sacrifier instantanément et totalement à la gloire du pays du Soleil-Levant.

Le sentiment de la considération très grande que méritait l'armée du mikado fut chez moi tout particulier, car j'ai été l'un des rares civils qui, dans les derniers mois avant la guerre, ont pu fréquenter les milieux militaires nippons. J'ai reçu à Tokyo, du ministre de la guerre, le général Teraoutsi, et dans plusieurs autres villes du Japon, de la part d'officiers très connus, notamment du général Yamagoutchi (1), à Hiroschima, l'accueil le plus charmant, je dois même dire le plus cordial, et j'en ai conservé un vif et sympathique souvenir.

Or, ce qu'on voyait de l'armée japonaise donnait l'impression qu'elle était en parfaite condition. Les soldats se montraient absolument entraînés et disciplinés.

Le seul point d'interrogation que j'aie vu fréquemment poser par des techniciens d'Occident qui connaissaient les chefs nippons était de savoir si, dans une guerre avec une grande puissance européenne, le haut commandement japonais, qui n'avait, en somme, qu'une formation théorique d'école (la guerre contre la Chine ne comptait pas comme vraie formation), aurait sur le terrain le jugement et la décision qui seuls décident de la victoire.

Quant à la marine japonaise, ceux qui la voyaient de près étaient d'avis qu'elle était la meilleure du monde. Tous ceux qui la connaissaient étaient d'accord pour l'estimer,

(1) V. la note p. 363.

comme nombre et comme qualité d'équipages, infiniment supérieure à la marine russe.

En ce qui concerne les troupes de terre du tsar, une erreur générale fut commise. D'une part, les mieux renseignés étaient persuadés que les Nippons ne pourraient pas envoyer sur le continent plus de trois cent mille hommes au grand maximum; d'autre part, on croyait que les Russes avaient déjà un chiffre presque équivalent en Mandchourie et que le débit du Transsibérien permettrait rapidement d'élever ce chiffre dans des proportions colossales.

On riait encore de la cavalerie nipponne, et on pensait qu'elle serait rapidement détruite par les terribles et magnifiques cosaques de réputation séculaire. On ne réfléchissait pas que la plus grande partie des opérations se déroulerait dans une région montagneuse où le rendement de la cavalerie serait singulièrement entravé. On était convaincu que les officiers russes avaient relevé de bonnes cartes du terrain mandchou. On ne soupçonnait pas, pour tout dire, l'incurie qui, dans tant de cas, contribua principalement à la défaite russe.

Mais si, du côté du commandement, des déceptions devaient se produire, l'appréciation favorable qu'on avait jadis du soldat russe s'est trouvée pleinement justifiée.

CHAPITRE III

LES FAITS DE LA GUERRE

I. — L'ÉPHÉMÉRIDE DE LA LUTTE.
II. — LES PHASES ESSENTIELLES.
1) La première attaque de Port-Arthur. 2) Le combat de Tchemulpo. 3) Le passage du Yalou. 4) L'affaire de Vafangou. 5) Les raids de l'escadre de Vladivostok. 6) Le siège de Port-Arthur. 7) La bataille de Liao-Yang. 8) La bataille du Chaho. 9) La bataille de Moukden. 10) Le désastre de Tsoushima. 11) La prise de Sakhaline. 12) La conclusion de la paix.

I

La guerre russo-japonaise a duré exactement cinq cent soixante-dix jours. Commencée le 8 février 1904, elle s'est terminée le 29 août 1905. Son développement chronologique est marqué par les faits suivants.

1904

Février.

5. — Le Japon rompt les relations diplomatiques.
8. — Arrivée de l'escadre japonaise de l'amiral Uriyu à Tchemulpo.
A minuit, attaque de la flotte russe par les torpilleurs japonais en rade de Port-Arthur.
8-9. — Combat naval devant Port-Arthur. Destruction du *Varyag* et du *Koreetz*, à Tchemulpo. Débar-

quement des troupes japonaises en Corée.

11. — Le transport porte-mines russe *Iénisséi* saute à Dalny.

14. — Attaque de torpilleurs japonais à Port-Arthur.

14. — Première sortie de l'escadre de Vladivostok.

24. — Première tentative d'embouteillage de Port-Arthur.

25. — Engagement naval devant Port-Arthur.

Mars.

6. — Bombardement de Vladivostok.

9. — Combat de torpilleurs devant Port-Arthur. Un destroyer russe est coulé.

21. — Bombardement de Port-Arthur.

27. — Seconde tentative d'embouteillage de Port-Arthur.

Avril.

6. — Les Japonais occupent Wijou; les Russes se retirent derrière le Yalou.

13. — Le *Petropavlowsk* saute. Mort de l'amiral Makaroff.

25. — Deuxième raid de la division russe de Vladivostok à Gensan.

26. — Un transport japonais est coulé par deux torpilleurs russes.

27. — Troisième tentative d'embouteillage de Port-Arthur.

Mai.

1. — Kuroki passe le Yalou. Bataille de Kialientze.

2. — Quatrième tentative d'embouteillage de Port-Arthur.

4. — L'armée d'Oku débarque dans le Liao-Toung, à Pi-tse-vo.

6. — Kuroki occupe Feng-Hoang-Tcheng.

14. — Un croiseur japonais est coulé par une mine dans la baie de Kerr.

15. — Le croiseur japonais *Yoshino* est coulé par le *Kassuga*. Le cuirassé *Hatsusé* est coulé par une mine devant Port-Arthur.

27. — Oku enlève les lignes de Nanchan.

Juin.

15. — Oku défait le corps de Stackelberg à Vafangou.

16. — Troisième raid de la division de Vladivostok, qui coule deux transports japonais dans le détroit de Corée.

23. — Sortie de la flotte de Port-Arthur.

27. — Les Japonais s'emparent des défilés de Motienling, de Fen-choui-ling et de Taling.

30. — Quatrième raid de la division de Vladivostok.

Juillet.

3-4-5. — L'armée de Nogi refoule les Russes sur Port-Arthur.

9. — Oku occupe Kaï-Ping.

17. — Contre-attaque russe sur le défilé de Motien-ling.

20. — Cinquième raid de la division russe de Vladivostok, qui franchit le détroit de Tsugaru.

25. — Oku enlève les lignes de Tachitchao. Occupation de Niou-Chwang.

31. — Offensive japonaise en Mandchourie. Investissement de Port-Arthur.

Août.

8. — Les Japonais enlèvent les dernières positions extérieures de Port-Arthur.

10. — Sortie de la flotte russe de Port-Arthur. Combat naval. Dispersion. Rentrée de la plus grande partie de l'escadre à Port-Arthur.

14. — Combat naval entre la division de Vladisvostok et l'escadre de Kamimura au large de Tsoushima. Perte du *Rurik*.

19. — Assaut infructueux de Port-Arthur, qui coûte des pertes considérables aux Japonais.

25. — Début des opérations de la bataille de Liao-Yang.

28. — Kuroki commence son mouvement tournant.

Septembre.

2. — La panique de la division Orloff provoque l'échec de l'attaque de Kouropatkine.

3. — Retraite russe.

4. — Les Japonais entrent à Liao-Yang.

20. — Les Japonais enlèvent la lunette Kouropatkine, à Port-Arthur.

Capture de la colline Namao-Kayama.

21. — Échec de l'attaque contre la colline de 203 mètres,

Octobre.

2. — Les Russes annoncent qu'ils vont prendre l'offensive.

9. — Commencement de la bataille du Cha-Ho. Tentative de mouvement tournant par l'aile gauche russe sous Stackelberg.

10. — L'aile droite russe est refoulée.

12 au 14 — Les Russes arrêtent l'offensive japonaise. Prise de la colline Poutiloff.

15. — La flotte de Rojdestvensky quitte Libau.

Novembre.

16. — Les Japonais gagnent du terrain devant le fort Eurlung, à Port-Arthur.

26. — Prise de la contre-escarpe d'Eurlung.

30. — Avance contre le fort Kikouan.

31. — Prise de la colline de 203 mètres.

Décembre.

3. — Bombardement de la flotte russe devant la rade de Port-Arthur. Les navires russes, sauf le *Sébastopol*, se font couler.

12 au 15 — Attaques de torpilleurs et destruction du *Sébastopol.*

18. — Prise du fort de Tung-Kekouan-chan.

28. — Prise du fort Eurlung. La ceinture des forts de Port-Arthur est percée.

29. — Prise du fort Sung-Sou-chan.

1905

Janvier.

1. — Capitulation de Port-Arthur.

11. — Raid de Mitchenko sur Niou-Chwang.

13. — La flotte de Rojdestvensky arrive à Madagascar.

25 au 29. — Bataille de Heï-Kou-Taï.

Février.

15. — La division Nébogatoff quitte Libau.

23. — Début de la bataille de Moukden. Feinte japonaise contre l'aile gauche russe.

Mars.

1. — Début du mouvement tournant de Nogi.

10. — Les Japonais entrent à Moukden.

16. — Les Japonais occupent Tie-Ling.

17. — Kouropatkine passe le commandement supérieur à Liniévitch.

20. — Kouropatkine prend le commandement de la première armée.

21. — Les Japonais occupent Chang-tou-fou.

Avril.

8. — Rojdestvensky passe à Singapour.

12. — La flotte russe arrive à Cameraigne.

27. — La division Nébogatoff entre dans le détroit de Malacca.

Mai.

10. — Concentration de la flotte russe.

14. — La flotte russe pique au nord.

27 au 28. — La flotte russe est anéantie par Togo à la bataille navale de Tsoushima.

Juin.

8. — Le président Roosevelt invite la Russie et le Japon à négocier.
10. — Acceptation du Japon.
14. — Acceptation de la Russie.

Juillet.

7. — Les Japonais débarquent à Sakhaline.
8. — Occupation de Korsakoff.
27. — Occupation de Luikoff.
31. — Les forces russes capitulent à Sakhaline.

Août.

5. — Les plénipotentiaires russes et Japonais se rencontrent à Oyster-Bay.
9. — Début des travaux de la conférence de Portsmouth.
29. — L'accord est conclu.

II

Les faits constatés par les dates qui précèdent peuvent se grouper autour d'événements essentiels qui constituent les phases capitales de la guerre.

Ces phases sont :

1. — La première attaque de Port-Arthur.
2. — Le combat de Tchemulpo.
3. — Le passage du Yalou par les Japonais (bataille de Kialientze).
4. — L'affaire de Vafangou.
5. — Les raids de l'escadre de Vladivostok.
6. — Le siège de Port-Arhur.
7. — La bataille de Liao-Yang.
8. — La bataille du Cha-Ho.
9. — La bataille de Moukden.

10. — Le voyage de la flotte de la Baltique.
11. — La prise de Sakhaline.
12. — Les négociations de paix.

On va trouver maintenant, groupés sous ces différents titres, le très sobre récit des événements essentiels nécessaires à l'intelligence du développement de la guerre. Au cours de cet historique, je citerai souvent l'ouvrage documentaire déjà signalé de M. L. Thiriaux (1).

1. — LA PREMIÈRE ATTAQUE DE PORT-ARTHUR (8-9 février 1904) (2)

Revenue sous Port-Arthur après une sortie d'essais et devant repartir le 9, l'escadre n'était pas rentrée dans le port intérieur, sauf toutefois les torpilleurs, qui pouvaient passer en tout temps.

Le 8 février, la flotte russe était donc mouillée sur trois lignes dans la rade extérieure, avec un seul éclaireur, l'*Angara,* transport armé; les navires étaient sous petite pression, en vue du départ du lendemain; pour le même motif, la majeure partie des équipages était à bord, sauf les officiers, a-t-on prétendu.

« Et cependant, ce jour-là même, le consul japonais à Tchéfou était venu chercher ses nationaux pour les rapatrier, ce qui signifiait bien quelque chose. Loin de le surveiller, les hauts fonctionnaires russes l'invitèrent à dîner et burent avec lui au maintien de la paix : il emmenait, sous le costume de domestique, un officier de marine japonaise qui put, en traversant au départ toute l'escadre russe, noter la position de ses navires.

« Pour la nuit, comme la lune brillait, on se contenta d'allumer un seul projecteur, celui de l'*Angara*.

(1) Pour tout ce qui concerne les faits de la guerre, consulter la carte insérée p. 568.

(2) Voir Thiriaux, *La Guerre russo-japonaise*, t. Ier, *passim*, 26, 27, 28. Wesmaël-Charlier, Namur, 1904.

« La lune fut-elle voilée de nuages ou bien les Japonais usèrent-ils réellement, comme on l'a prétendu, des signaux russes pour s'approcher impunément?... Toujours est-il qu'à onze heures et demie, trois explosions successives éclataient au beau milieu de l'escadre russe; les équipages, aussitôt sur pied, apercevaient quatre torpilleurs japonais achevant de décrire à toute vitesse une courbe à travers les lignes des vaisseaux. Les projecteurs s'allumèrent, toute l'artillerie légère fut mise en action, mais les torpilleurs disparurent dans la nuit, enfuis ou coulés?

« Toute cette action n'avait duré qu'une demi-heure, mais jusqu'à trois heures du matin l'on continua, croyant voir des torpilleurs partout, à tirer par intermittences.

« Dans cette brève surprise, la Russie perdait ses deux meilleures unités et un bon croiseur. Le *Cesarevitch*, torpillé à l'arrière, près du gouvernail, avait une cuirasse intérieure qui protégea ses cloisons étanches contre l'explosion. Il lui suffit de laisser remplir quelques-uns de ses compartiments avant pour empêcher son arrière de piquer, et, dès trois heures, il rentrait au port, gouvernant par ses machines. Le *Retvisan,* frappé à l'avant, portait une déchirure de trente pieds de long; l'eau pénétrait à flots. Heureusement, à marée basse, il toucha sur un bas-fond au pied du Golden Hill, près de l'entrée du goulet. Dans cette position, il ne donnait presque pas de bande et conservait assez de stabilité pour tirer. Mais on ne réussit à le sortir de cette position fâcheuse que le 7 mars; on àveugla la voie d'eau provisoirement et on le souleva entre deux navires marchands coulés à ses côtés, puis renfloués au moyen de leurs pompes. Le *Pallada,* bien qu'au fond le plus maltraité (il avait été frappé en plein centre d'une torpille qui détermina l'explosion d'une chaudière), fut assez facilement rentré, grâce à son faible tonnage.

« En hommes, les Russes ne perdaient que sept tués et huit blessés presque tous du *Pallada;* les Japonais

avouaient quatre tués et trente-quatre blessés, aucune perte de navires. »

2. — LE COMBAT DE TCHEMULPO

(8 février 1904) (1).

« Il y avait dans la rade de Tchemulpo un navire japonais, le *Tchiyoda,* un anglais *(Talbot)*, un français *(Pascal),* un italien *(Elba),* un américain *(Vicksburg)* et les russes *Varyag* (de 6.750 tonneaux, six pièces de 152 millimètres, six de 120 millimètres, douze de 75 millimètres, douze officiers, trois cent cinquante hommes, protégés seulement par un pont courbe) et le *Koreetz,* vieille canonnière de 1.200 tonnes, sans protection, avec deux pièces de 204 millimètres (bouche), une de 152 millimètres, six canons-revolvers et cent soixante hommes.

« Les relations entre les équipages étaient amicales : le jour de l'an russe (13 janvier), le capitaine du *Tchiyoda* avait dîné à bord du *Varyag* et porté un toast « à la bonne amitié des deux nations » .

« Le 7 février, le *Tchiyoda* appareilla — on a su depuis qu'il avait été rappelé par des signaux au large.

« Inquiet de cette disparition et de l'absence de nouvelles, le capitaine Roudnieff, du *Varyag,* envoya la canonnière *Koreetz* à Port-Arthur. Mais, à peine sorti du port, en face de l'île Yodolmi, le *Koreetz* rencontra huit torpilleurs japonais. Celui de tête lui signala d'arrêter, et comme, surpris de ce signal insolite en paix, il n'en faisait rien, le torpilleur japonais lui lança une torpille qui le manqua par l'avant, puis une seconde, qui passa cette fois à l'arrière. Pendant ce temps, les autres bateaux nippons se rapprochaient, menaçant de l'entourer et, plus loin, grossissaient à vue d'œil les six croiseurs d'Uriyu.

(1) V. *op. cit.*, p. 19 et suivantes.

« Éloignant alors ses poursuivants de deux coups de canon, le *Koreetz* vire de bord et rentre au port, poursuivi jusqu'à la passe.

« Le matin du 8 février, une chaloupe vient remettre au commandant du *Varyag* une sommation écrite d'avoir à sortir du port pour combattre, faute de quoi la flotte japonaise viendrait l'y couler. Copie de cette sommation fut remise aux commandants des navires étrangers. Réunis à bord du *Talbot*, les commandants européens, indignés de cette façon d'agir, rédigèrent la protestation suivante envoyée de suite :

A bord du vaisseau de Sa Majesté, *Talbot*. Tchemulpo, 8 février.

Nous, soussignés, commandants des trois bâtiments neutres d'Angleterre, de France et d'Italie, en accusé de réception de votre lettre du 8, concernant votre intention d'attaquer les bâtiments de guerre russes actuellement dans ce port, ce jour même, à quatre heures, avons l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration suivante :

Nous considérons que, d'après les règles connues des lois internationales, le port de Tchemulpo étant neutre, nul navire n'a le droit d'attaquer des bâtiments s'y trouvant, et la puissance qui contreviendrait à cette loi est entièrement responsable de toute atteinte à la vie ou à la propriété dans un tel port. Nous protestons donc énergiquement contre une pareille violation de la neutralité.

Signé : Lewis Baily
Rof. Borea
Senês.

« Ce texte fut communiqué au commandant du *Varyag*, mais l'officier anglais chargé de cette mission trouva le navire se préparant au combat. Après avoir demandé l'avis du commandant Belaieff du *Koreetz*, le capitaine Roudnieff avait résolu malgré tout de tenter l'héroïque folie de sortir : dans le port, bloqué de toute façon, il ne pouvait, respectant, lui, les lois du droit international, empêcher les transports japonais de débarquer; il exposait très

inutilement les navires de commerce et les neutres aux coups de l'amiral Uriyu qui n'avait pas les mêmes scrupules ; il perdait le bénéfice de sa superbe vitesse (23 nœuds), qui devait le rendre redoutable en haute mer s'il pouvait la gagner.

« La légende veut que Belaieff ait répondu : « Sortir, c'est « une folie, mais je suis prêt à mourir. » L'histoire donne une réponse plus militaire : « A vos ordres et prêts à tout. »

« A onze heures et demie, les deux navires s'engagent dans la passe à petite vitesse, le *Koreetz* en avant ; tous les équipages des navires étrangers sont aux bastingages et saluent de leurs acclamations le départ des sacrifiés volontaires.

« A onze heures trois quarts, à hauteur du banc de sable qui barre presque l'entrée, on aperçoit à 8 kilomètres la flotte d'Uriyu en ligne presque parallèle à la marche, au sud de l'île Richy ; il y a là : l'*Adzuma* et le *Tchiyoda,* croiseurs cuirassés, *Naniwa, Takachyo, Akaski, Niitaka,* croiseurs protégés, et huit torpilleurs, ceux-ci en seconde ligne. En tout, soixante pièces de plus de 10 centimètres contre quinze ; cent cinquante et une en tout contre quarante-six.

« Presque immédiatement, l'*Adzuma* ouvre le feu : l'obus tombe à 30 mètres du *Koreetz,* qui riposte mais cesse de suite, la distance étant trop grande. La marche est accélérée. Trois coups de grosses pièces de 20 centimètres de l'*Adzuma* manquent encore le *Varyag,* mais de si près que les éclats des obus tombés en mer lui blessent des hommes.

« Alors seulement (onze heures cinquante-cinq), le *Varyag* riposte, le tir répété de toute sa batterie tribord à la fois ; à ce moment, « une fièvre étrange de combat s'empare des hommes et ne les lâche plus. » Un premier obus tue sur la passerelle un officier canonnier. Le *Varyag* donne toute sa vitesse, dépassant le *Koreetz,* et à midi l'on atteint l'île Yodolmi, sans cesser de répondre coup pour coup.

« Il n'y a plus alors que 6 kilomètres de distance : toute

l'artillerie japonaise entre en action, tandis que le *Varyag* concentre son feu sur les protégés.

« A ce moment, dit le lieutenant Behrens, c'est une vraie « trombe d'obus. La construction de notre navire est si « légère qn'on ne sait pas, en le sentant frémir dans sa « membrure, s'il tire ou s'il est touché. Obus qui part, obus « qui arrive? On ne sait plus et nul ne s'en inquiète, chacun « étant tout entier à sa tâche. »

« Cependant, déjà la vengeance est acquise : le *Takachyo* s'éloigne, une longue flamme montant de son avant. L'*Adzuma* ne tire plus que d'une de ses deux tourelles, mais à quel prix! La passerelle centrale du *Varyag* est emportée, avec l'enseigne de Niérod (dont le bras seul reste), ainsi que son matelot signaleur; les mâts sont hachés, et des hunes d'informes débris humains tombent sur le pont; un obus éclate au seuil du blockhaus de commandement, tue deux hommes, casse la colonne vertébrale du timonier, blesse Roudnieff à la tempe.

« Les canons en barbette du pont (ils n'ont pas même de masques) sont mis les premiers hors de service par la poussière d'obus qui vient encrasser leur fermeture et n'ont bientôt plus de servants; les enseignes Goubonieff (dix-neuf ans), Balk et Laboda sont grièvement blessés, mais ne quittent les pièces que quand elles sont hors de service.

« La batterie intérieure tire toujours, mais un obus entrant par un sabord éclate à l'intérieur, faisant dans l'étroit espace un vrai massacre; un autre incendie les hamacs, et les hommes valides doivent se précipiter pour éteindre l'incendie.

« A midi et demi, Roudnieff ordonne de manœuvrer droit à l'ennemi; il espère encore, grâce à ses vingt-trois nœuds, passer devant ou au travers; mais à ce moment même une nouvelle sinistre lui parvient : le gouvernail ne répond plus; le navire continue à tourner, s'offrant de flanc.

« Trois coups terribles le frappent : l'un à travers les

soutes, dans une des machines; le sang-froid des chauffeurs qui, grâce aux pompes, arrêtent l'eau à 5 centimètres des feux, sauve seul d'une explosion; les deux autres également en dessous de la flottaison. Le navire, dont le pont n'est plus qu'un charnier, s'incline mais tire toujours, et, continuant à tourner malgré lui, reprend la route du port. Le *Koreetz* qui, pendant tout ce temps, soit grâce à sa petite taille, soit à cause de sa peinture couleur de mer, n'a reçu que deux coups peu graves, le suit...

« L'*Adzuma* seul poursuivit et ne s'arrêta que quand il put craindre d'atteindre par son tir les navires étrangers.

« Le *Varyag* et le *Koreetz* repassèrent donc, débris informes et sanglants, entre les navires qui les avaient salués au départ, maintenant muets d'horrenr.

« Sitôt ancrés, on vérifie rapidement la situation : le *Koreetz* est presque intact, mais, sur le *Varyag*, « le pont « était couvert de sang; il en avait giclé partout; j'ai vu un « cerveau entier échappé d'un crâne éclaté sans doute; il y « avait des cadavres empilés, mais tous n'étaient pas là; « on en avait jeté par dessus bord pour manœuvrer les « pièces (1). »

« Les officiers se réunissent à l'endroit le plus épargné du pont, et Roudnieff, comptant toujours marcher, les interroge chacun sur sa spécialité : « C'est ainsi qu'il nous « est dit qu'il a été impossible d'éteindre l'incendie, que le « gouvernail est irréparable, qu'il y a encore quatre canons « en état de tirer, quarante morts et cent dix blessés. »

« Et, brutale, s'impose alors la seule solution : « Faire « sauter le bon navire de vingt-trois nœuds qui les portait « tous. »

« A ce moment s'approche un canot du *Pascal* portant la croix de Genève, et de grands mouvements se font à bord du *Talbot* et de l'*Elba*. Un instant, les Russes ont l'horrible

(1) Lieutenant Behrens.

idée qu'ils vont s'en aller pour laisser le champ libre aux Nippons; mais de chacun se détache une chaloupe pareille, précédant ainsi la demande de Roudnieff qui se rendait au *Talbot* demander un abri pour ses blessés.

« Sir Lewis Baily le reçoit, lui montre sa chaloupe de secours qui part, et lui demande : « Qu'allez-vous faire » ? « — Sauter! — En ce cas, je vous prie de vous faire cou« ler, si cela vous est égal. » En effet, le *Talbot,* tout proche, eût pu souffrir d'une explosion. Roudnieff repond que, pourvu que son navire soit détruit, le moyen importe peu.

« Ce ne fut qu'à trois heures qu'on put achever l'évacuation (on avait dû descendre les blessés sur des bouts de bordage et des planches à charbon). On ouvrit alors les trous de pompe, mais, dans ce fond vaseux, le navire mit trois heures à disparaître, persistant à montrer son arrière en flammes.

« Le *Koreetz,* manœuvrant encore et ayant de la poudre noire, se borna à s'éloigner de quelques centaines de mètres des étrangers, puis une bonne vieille mèche l'envoya en l'air, comme on l'aurait fait avec les vaisseaux de la « marine en bois » d'autrefois. »

Le rapport dans lequel M. Pawlof, ministre de Russie à Séoul, rendit compte de cet événement, se terminait à bon droit ainsi :

« La bravoure et la détermination de nos marins ont fait l'admiration de tous les étrangers et provoqué des manifestations de leur sympathie. »

Le combat de Tchemulpo, l'attaque simultanée de Port-Arthur souleva dans l'univers une émotion intense.

Le 10 février, le *Messager du gouvernement* publia à Saint-Pétersbourg le manifeste suivant du tsar :

Nous faisons savoir à tous nos fidèles sujets qu'ayant le souci de maintenir la paix chère à notre cœur, nous avons employé

tous nos efforts à la consolidation de l'état de tranquillité en Extrême-Orient. Dans ce but pacifique, nous avons donné notre assentiment à la revision proposée par le gouvernement japonais des conventions existant entre les deux Empires au sujet des affaires de Corée; les négociations entamées pour cet objet n'ont pourtant pu être conduites jusqu'à la fin; le Japon, n'attendant même pas la remise des propositions de la dernière réponse de notre gouvernement, nous a annoncé la rupture des négociations et la cessation de ses relations diplomatiques avec la Russie. Sans nous faire connaître à l'avance que la cessation de ces relations équivalait à l'ouverture des hostilités, le gouvernement japonais a ordonné à ses bateaux torpilleurs d'attaquer soudainement notre escadre, à l'ancre dans la rade extérieure de la place de Port-Arthur.

Après avoir reçu sur cette attaque le rapport de notre lieutenant, nous avons immédiatement ordonné de répondre par les armes à la provocation du Japon.

En faisant connaître la décision que nous avons prise, rempli d'une confiance inébranlable dans l'aide du Tout-Puissant et fermement convaincu que tous nos fidèles sujets sont prêts, d'un commun sentiment, à défendre avec nous la Patrie, nous appelons la bénédiction de Dieu sur les glorieuses troupes de notre armée et de notre flotte.

3. — LE PASSAGE DU YALOU PAR LES JAPONAIS

(*Bataille de Kialientze*)

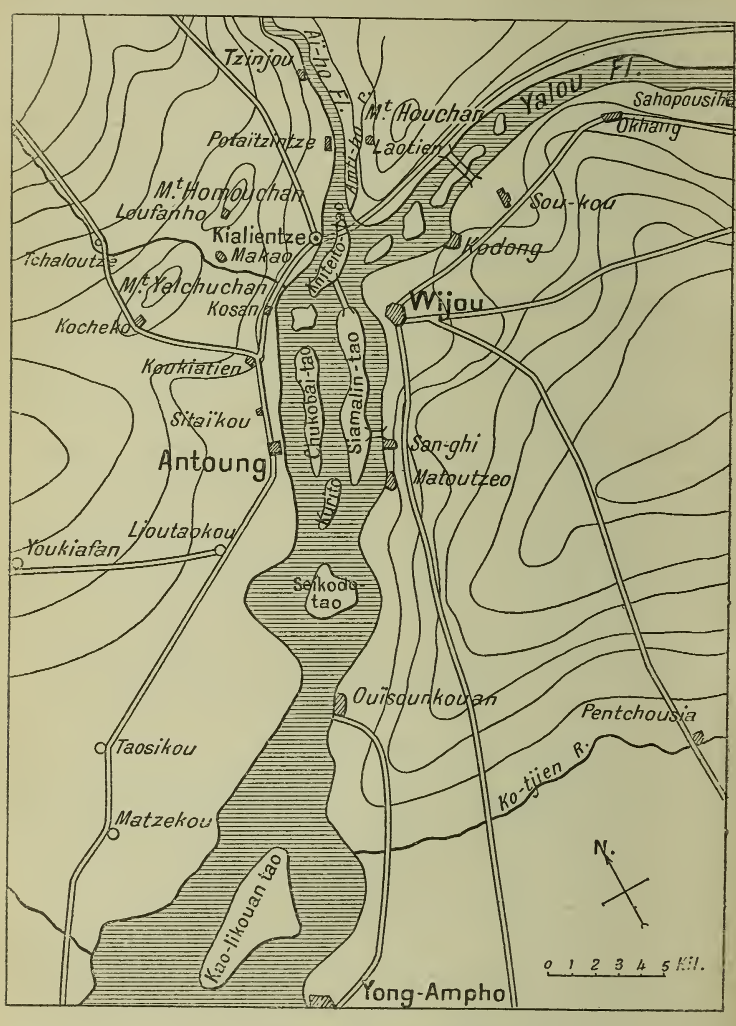
(1er mai 1904).

Sur terre, le passage du Yalou marque la première grande offensive des Japonais contre les Russes. Pendant les deux tiers du mois d'avril, les Nippons, par des débarquements successifs, massent leurs troupes en Corée.

Le général Zassoulitch, installé d'abord à Feng-Hoang-Tcheng, vient se fixer à Kialientze, décidé à interdire le passage du Yalou qui, cependant guéable en grande partie, ne permet guère une défense heureuse.

Le 24 avril, le général Kuroki a terminé ses préparatifs. Il donne l'ordre de commencer l'organisation du passage du fleuve. Le 25, les Nippons s'installent sans opposition

dans l'île Siamalin, puis sans grande peine dans d'autres îles en amont de Wijou. Le 27, d'autres îlots devant



LE PASSAGE DU YALOU (1)

Kialientze sont occupés. Le 28 est consacré à un long duel

(1) D'après le croquis de L. Thiriaux, *La Guerre russo-japonaise*. — Wesmael-Charlier, Namur, 1904.

d'artillerie. Le 29, à la pointe du jour, le passage de toute l'armée est entrepris. Le mouvement réussit grâce au feu puissant d'une batterie de douze centimètres installée au sud de Wijou. Les ponts japonais sont bien plusieurs fois fort endommagés par les obus russes, mais les Nippons arrivent cependant à progresser. Le soir du 30 toute la 1re armée n'est plus séparée des positions russes que par des eaux guéables.

Le 1er mai, à cinq heures du matin, vingt-trois batteries japonaises bombardent violemment le centre russe. Le feu russe s'éteint à sept heures. Kuroki ordonne sans tarder le passage en masse. A huit heures un quart, une brigade de la garde réussit à s'installer sur le plateau de Makao. Vers midi, les Nippons tournent la gauche des Russes. Pour ces derniers, la retraite devient urgente. Pendant deux heures, trois bataillons et trois batteries russes tiennent tête à trois divisions japonaises, mais, à quatre heures, il apparaît nettement que la retraite va être coupée. Les Russes se forment en colonne, le pope Sherbatovsky en tête portant la croix. Tous se ruent à la baïonnette et ne parviennent à passer qu'au prix de pertes énormes. La retraite russe sur Feng-Hoang-Tcheng est des plus pénibles.

L'effet moral de la bataille de Kialientze fut désastreux pour les Russes et excellent pour les Japonais. Il n'empêche que huit mille neuf cents Russes avaient lutté contre quarante-cinq mille Nippons. Les soldats du tsar firent preuve d'une bravoure admirable. La responsabilité de leur défaite incombe entièrement au commandant, qui s'entêta à défendre une position qui, avec les moyens à sa disposition, n'était pas raisonnablement défendable.

4. — L'AFFAIRE DE VAFANGOU

(15 juin 1904).

La bataille de Kintchéou et l'investissement de Port-

Arthur qui en fut la conséquence (1) eurent dans le monde entier, et surtout en Russie, un retentissement énorme. On pensa un instant que les Japonais allaient emporter Port-Arthur en quelques jours. Cette éventualité parut même si menaçante qu'une volonté supérieure imposa à Kouropatkine de détacher un corps de secours pour tenter de débloquer Port-Arthur.

Le 11 juin, l'armée de secours (1er corps), commandée par le lieutenant général Stackelberg, parvient à Vafangou. Le général russe s'arrête les 12 et 13 dans de bonnes positions. Certains indices semblent même indiquer une retraite prochaine. Oku prend alors l'offensive. Le 13, ses troupes arrivent en face des Russes. Un combat s'engage assez mollement dans la soirée. Le lendemain, un duel d'artillerie a lieu entre quatre-vingt-dix-huit pièces russes et cent quarante-quatre japonaises, qui ont été placées pendant la nuit. A onze heures, les Nippons font une attaque générale, qui échoue devant l'excellence de la situation des Russes. Le soir, les adversaires couchent sur leurs positions. Dans la nuit, les Japonais modifient toutes leurs dispositions; Oku s'apprête à tourner Telissé par la droite. Le 15 juin, à la pointe du jour, un brouillard épais empêche les adversaires de s'aborder. A six heures et demie, le général Stackelberg jette la 1re brigade sibérienne sur la colline occupée dans la nuit par la 5e division japonaise. Cette attaque est formidable, et, en dépit du tir plongeant des batteries nipponnes, les Russes parviennent au pied des tranchées japonaises. Finalement, la 1re brigade sibérienne doit chercher un abri après des pertes énormes.

A dix heures, le feu d'artillerie redouble contre les batteries russes, que l'on a eu l'imprudence de ne pas changer de place depuis la veille. La 5e division japonaise attaque alors au centre, puis à la droite. Les événements se precipitent.

(1) V. p. 257.

La 4e division japonaise a réussi à tourner les Russes. A une heure vingt, la retraite qui s'impose est ordonnée.

Le 15 au soir, la retraite de Stackelberg n'est pas inquiétée. Le 16, tout contact est même perdu. Le 18 au matin, Stackelberg est à portée d'être secouru de Kaï-Ping.

Les Japonais sentent qu'il va leur échapper. Le 21 juin, Oku cherche à lier un combat avec lui, mais en vain. Les 22, 23, 24, il continue à avancer au nord, mais les Russes se resserrent autour de Kaï-Ping et refusent le combat. Le 23, les Japonais tentent de faire donner l'armée débarquée à Takouchan et maîtresse de Siou-Yen, mais il apparaît avec évidence que les défilés sont bien gardés et que les forces nipponnes ne sont pas suffisantes pour les forcer. Stackelberg est définitivement sauvé.

Cet ensemble d'opérations prouve, d'une part, que les Russes ne pouvaient débloquer Port-Arthur, et, de l'autre, que les Japonais n'étaient pas encore en mesure de s'avancer très au nord.

Le succès des Japonais à Vafangou fut dû aux modifications habiles et secrètes faites par le général Oku dans la nuit du 14 au 15, et à sa supériorité en artillerie. Les forces engagées étaient sensiblement égales.

5. — LES RAIDS DE L'ESCADRE DE VLADIVOSTOK

L'escadre de Vladivostok, dont on a vu plus haut la composition (1), fut de la part des Russes l'objet de grandes espérances.

La division de Vladivostok était peu nombreuse, mais composée de navires bien armés, homogènes et doués d'un grand rayon d'action.

Au début de la guerre, son chef, le contre-amiral Stackelberg, malade, dut rentrer en Europe. Le capitaine de vaisseau Reitzenstein prit le commandement.

(1) V. p. 223.

Première sortie.

Le 14 février, l'escadre quitte Vladivostok par un chenal ouvert au brise-glace. Le 15, elle coule le *Nodjouri-Maru.* Assaillie par la tempête et le froid, elle rentre au port le 23 sans autre résultat.

Deuxième sortie.

Le 23 avril, l'escadre part tout entière (sauf le *Rurik,* qui doit revenir presque de suite). Le 25, en vue de Gensan, elle coule le caboteur japonais *Goyo-Maru,* de 500 tonneaux. Le 26, elle coule un autre caboteur, et à onze heures arrête, à 12 milles de la baie Plaskin, le *Kiushiu-Maru,* de 6.000 tonneaux. Une faible partie des troupes qui montaient ce navire peut s'échapper sur trois canots. La *Rossia* coule le vapeur nippon au moyen d'une torpille lancée au centre. Les Russes font deux cent dix prisonniers. La plupart des soldats nippons refusent de se rendre ; ils font feu jusqu'au dernier moment et plusieurs se suicident en faisant *hara-kiri.*

La division Kamimoura, qui cherche l'escadre russe, passe le 26 avril à côté d'elle sans la voir, à cause du brouillard.

Le 27, les navires russes sont de retour sans avaries à Vladivostok.

Troisième sortie.

Le 20 mai, l'amiral Skrydloff et le contre-amiral Bezobrazoff arrivaient à Vladivostok. Le 22, le *Bogatyr* toucha une roche, et il fallut trois semaines de travail pour le renflouer.

L'escadre ne put repartir que le 12 juin.

Descendant droit au sud dans le détroit de Corée, le 15, elle donne vainement la chasse au *Kanagawa-Maru* et à l'*Hino-Maru;* à six heures, elle découvre l'*Idzumi-Maru,* de 3.235 tonneaux, chargé de troupes qui refusent de se rendre. Le *Gromoboï* le torpille, puis attaque aussitôt l'*Hitachi-Maru* (6.172 tonnes) portant, dit-on, un régiment entier et des pièces de siège.

Une torpille envoie l'*Hitachi-Maru* par le fond. La *Rossia* s'attaque au *Sado-Maru* (6.223 tonnes). Le *Sado-Maru* est torpillé; les Russes s'éloignent, croyant en avoir fini avec lui, mais le petit croiseur japonais *Niitaka* parvient à le remorquer jusqu'à Moji.

La journée pour les Russes était bonne.

Le 16, ils arrêtent, au large de Tsugaru, l'*Atlantan,* charbonnier anglais (qui fut relâché le 21).

Le 19, l'escadre russe coule les caboteurs *Anseï* et *Yowata-Maru.* Le 20, elle rentre à Vladivostok sans avoir vu d'autres navires de guerre.

Au Japon, l'irritation fut extrême contre l'amiral Kamimoura, qui avait laissé encore une fois échapper les Russes. Sa villa de Kobé fut assaillie et dévastée par la foule.

Outre ces résultats matériels, très importants, les résultats moraux de ce raid furent considérables. L'inquiétude au Japon devint intense; la sécurité des communications avec l'armée de Mandchourie était détruite. La division de l'amiral Kamimoura fut renforcée de trois croiseurs cuirassés.

Quatrième sortie.

Enhardie par ses succès, l'escadre repart le 28 juin. Le 30, elle coule devant Gensan deux caboteurs et bombarde la ville. Le 1er juillet, les trois croiseurs russes apparaissent entre Fousan et Tsoushima. L'escadre de Kamimoura les voit et leur donne la chasse. A la faveur de la nuit, les Russes peuvent échapper. Ils rentrent le 4 juillet à Vladivostok, après avoir pris le *Cheltenham,* de 6.000 tonnes, qui portait des traverses de chemin de fer destinées à la ligne Fousan-Séoul.

Cinquième sortie.

L'escadre repart le 19 juillet, tâchant visiblement d'attirer aussi loin que possible la division Kamimoura, afin de dégager d'autant l'escadre de Port-Arthur. Le 20, elle franchit le détroit de Tsugaru, coule l'*Okazuma-Maru,*

de 318 tonnes, et arrête puis relâche le steamer anglais *Kamara,* coule deux goélettes japonaises. Le 22, elle arrête l'*Arabia,* navire allemand, chargé de rails et de farine pour le Japon, et le dirige sur Vladivostok avec un équipage de prise. Le 23, l'escadre russe torpille le *Knight-Commander,* de Liverpool, dont les papiers sont reconnus truqués. Le soir du même jour, le *Calchas* est pris et envoyé à Vladivostok. Le 24, le steamer allemand *Thea,* loué à des Japonais, est coulé.

Cette expédition causa un tort énorme aux Nippons; les primes d'assurances montèrent partout dans d'énormes proportions.

Sixième sortie.

Cette sortie fut la dernière de l'escadre de Vladivostok. Cette fois, il s'agissait non plus de fuir l'amiral Kamimoura, mais de le combattre afin de l'empêcher de barrer le passage à l'escadre de Port-Arthur dont on préparait la sortie (1).

Le 12 août, après avoir laissé le *Bogatyr* encore en cale sèche et les torpilleurs, l'amiral Jessen, ayant arboré son pavillon sur la *Rossia,* partit avec la division des croiseurs. Le 14, les trois navires russes virent, à quatre heures trente-cinq, le gros de l'escadre Kamimoura. A cinq heures vingt-cinq, la bataille commença.

Le *Rurik* montrant moins de vitesse, les Japonais concentrent leur feu sur lui. Bientôt des avaries graves le privent de tout moyen de gouverner. Il reste presque immobile, tournant sur place et supportant des pertes énormes. La *Rossia* et le *Gromoboï,* déjà loin, virent de bord et se portent au secours du *Rurik.* Mais aux quatre croiseurs cuirassés de Kamimoura viennent se joindre trois autres croiseurs : *Takachyo, Naniwa* et *Niitaka.* Les navires russes se battent bravement sous une trombe de fer. La lutte est par

(1) V. p. 261.

trop inégale. L'amiral Jessen donne l'ordre de regagner Vladivostok. Le *Rurik* semble pouvoir suivre, mais à neuf heures et demie une nouvelle avarie l'immobilise. Les deux autres croiseurs ne peuvent plus que fuir. Ils sont eux-mêmes en grand danger. Ils ne doivent leur salut qu'au fait que, leurs soutes étant probablement vides, les navires de Kamimoura cessent leur poursuite vers dix heures. La *Rossia* et le *Gromoboï* rentrent à Vladivostok avec de nombreuses avaries dans les hauts et 40 pour 100 de pertes.

Quant au *Rurik*, il lutte jusqu'à midi, utilisant tous ses moyens de défense. Le lieutenant Yvanoff qui, cinquième, a pris le commandement, ordonne de faire sauter le navire. Les mèches Bickford avaient été détruites par un obus dans la tourelle qui les renfermait. On ouvrit alors les soupapes et le *Rurik* s'enfonça lentement.

Les Japonais recueillirent les survivants et leur témoignèrent les égards que méritait leur héroïque conduite. L'équipage du *Rurik* avait eu 60 pour 100 de pertes.

Ainsi, après celle de Port-Arthur, finit l'escadre de Vladivostok, qui, elle, au moins, remplit en partie sa tâche.

6. — LE SIÈGE DE PORT-ARTHUR

(Février-décembre 1904.)

L'histoire de ce siège mémorable se décompose, après la première attaque de la place par Togo, en phases assez nettes.

On peut, en effet, discerner successivement :

Les tentatives d'embouteillage accompagnées de bombardements par mer ;

L'investissement par terre de la place, consécutif de la bataille de Kintchéou et de l'occupation de Dalny;

La période des attaques brusquées;

La bataille navale du 10 août ;

L'incident du *Reschitelny;*

La période de transition des attaques brusquées à celle du siège régulier;

La période du siège régulier;

L'agonie de la place;

La capitulation.

Les tentatives d'embouteillage.

Après la surprise néfaste du 8 février, toutes les baies de la péninsule de Liao-Toung furent semées de mines automatiques; opération dangereuse qui coûta aux Russes, plusieurs navires victimes de leurs propres engins (1).

Pendant ces travaux, la flotte japonaise se livra de loin à de fréquents bombardements, dont les résultats furent médiocres. Mais la grande opération que méditait Togo, c'était l'embouteillage de la flotte russe dans le port. Puisqu'un seul goulet étroit fait communiquer Port-Arthur avec la mer, il s'agissait de refaire, avec beaucoup plus de difficultés à vaincre, ce qu'avaient réussi les Américains à Santiago de Cuba.

Les marins nippons ont exécuté ce programme avec une ténacité et un courage qui leur ont acquis une admiration

(1) La situation devenant menaçante, l'amiral Alexeieff adresse, le 17 février, aux troupes de terre et de mer, cet ordre du jour :

« A la valeureuse armée, à la valeureuse marine!

« Maintenant que les regards de notre adoré souverain, de toute la Russie et de tout l'univers sont tournés vers nous, nous devons nous souvenir que nous avons le devoir sacré de défendre le tsar et la patrie et de maintenir la Russie à son rang de grande puissance.

« Si notre ennemi est fort, cela doit nous donner une nouvelle énergie pour le combattre, car grand est le dévouement du soldat et du matelot russe. Notre armée et notre marine comptent beaucoup de noms célèbres qui doivent servir d'exemples à l'heure actuelle.

« Le Dieu de la Patrie russe, qui a toujours protégé les justes causes, nous protégera maintenant encore. Unissons-nous donc pour continuer la lutte. Que chacun de nous garde la tranquillité d'esprit nécessaire pour mieux remplir son devoir et, comptant sur l'aide du Tout-Puissant, remplissez chacun votre tâche, vous souvenant que la prière à Dieu et les services rendus au tsar ne sont jamais perdus.

« Vive l'empereur! Vive la Russie! Dieu avec nous! Hourra! »

universelle. L'œuvre était difficile; il fallut s'y reprendre à plusieurs fois.

Première tentative.

Dans la nuit du 24 février 1904, quatre navires de commerce de 3.000 tonnes, montés par des équipages qui s'étaient sacrifiés d'avance, furent dirigés sur le goulet de Port-Arthur. Découverts à temps par les Russes, les brûlots nippons furent coulés ou durent s'échouer en dehors de la passe. L'échec était complet.

Deuxième tentative.

Le 27 mars, à deux heures du matin, quatre navires marchands tentent à nouveau l'embouteillage. L'opération échoue encore une fois. La passe reste libre. L'amiral Makaroff, qui est venu en toute hâte prendre le commandement de la flotte russe, en profite pour faire de fréquentes sorties et entraîner ses équipages, dans le but de gêner bientôt les débarquements japonais.

C'est alors que se produit l'épouvantable catastrophe du *Pétropawlosk.*

Dans la nuit du 12 avril, l'amiral Togo fait garnir de mines la région de la mer où il voyait toujours défiler la flotte russe dans ses sorties. Le 13, il envoie plusieurs navires sous Port-Arthur dans le but d'attirer Makaroff dans la région minée. L'amiral russe sort avec ses navires en file: il évite d'abord les mines, mais à huit heures quarante du matin, se trouvant déjà à 15 milles du port, il aperçoit tout à coup, émergeant du brouillard, la division cuirassée japonaise de l'amiral Hashiba. Un écrasement menace les Russes. Ils battent en retraite; mais le *Pétropawlosk,* sur lequel l'amiral Makaroff a arboré son pavillon, passe dans la région minée. Une torpille éclate. Le choc détermine l'explosion simultanée des soutes à munitions et des chaudières. En deux minutes, le vaisseau amiral russe plonge de l'avant, l'hélice en l'air, et coule à dix heures trente. Seul de l'état-major de Makaroff, le grand-duc Cyrille peut

être sauvé. Verestchaguine, le grand peintre militaire russe, périt dans la catastrophe qui fait rentrer la flotte de Port-Arthur dans une nouvelle période de passivité.

Togo ne veut pas laisser aux Russes le temps de se remettre. Il continue ses bombardements intermittents et prépare une nouvelle tentative d'embouteillage.

Troisième tentative.

Une troisième tentative échoue encore le 27 avril. Togo décide d'employer désormais plus de moyens.

Quatrième tentative.

Dans la nuit du 2 au 3 mai, cette fois huit navires de 3.000 tonnes lestés de pierres et de ciment sont dirigés vers le port. La tempête, un instant, semble devoir entraver l'opération, mais elle est continuée avec énergie. Le *Totomi-Maru,* malgré le feu des Russes, parvient vers deux heures vingt-cinq à s'ancrer en bonne place du goulet et à s'y couler; le *Yédo-Maru* sombre, lui aussi, dans l'évasement de l'entrée; le *Makokoï-Maru* réussit à se fixer près du *Totomi-Maru.*

Les autres brûlots ne parviennent pas jusqu'à la passe qui, cette fois, est obstruée. Les grandes unités russes sont désormais immobilisées jusqu'à ce que le goulet soit dégagé. Seuls, les torpilleurs et les petits avisos peuvent sortir en contournant les épaves.

Comme les débarquements japonais réussissent sur tous les points, l'investissement de la place s'annonce comme prochain. Dès le 2 mai, pour ne pas être bloqué, l'amiral Alexeieff cède le commandement au vice-amiral Witheft et gagne Moukden.

L'embouteillage partiel de Port-Arthur permet aux Japonais de procéder au débarquement qu'ils avaient préparé, non plus en Corée, mais cette fois en Mandchourie.

Le 5 mai, les Nippons débarquent à Pi-Tse-Vo. Une colonne volante va couper la voie ferrée à Port-Adams. Celle-ci est réparée aussitôt, et un train de munitions con-

duit par le lieutenant-colonel Spridonoff peut encore atteindre Port-Arthur le 10 mai.

Mais, le 12, une division japonaise entière occupe Port-Adams. La voie ferrée est détruite définitivement. La 2e armée achève son débarquement et trois de ses divisions menacent le Kouang-Toung. Port-Arthur est bloqué par terre (1).

L'investissement de la place (bataille de Kintchéou.)

Les Japonais commencent sans tarder les travaux d'investissement.

La flotte de Togo tente de débarrasser les baies Keer et Deep des mines dont elles sont semées, mais le torpilleur 48 et l'aviso *Miyako* sautent au cours de l'opération (15 mai).

Le 13 mai, les Russes réussissent à faire sauter un des brûlots coulés dans la passe. Celle-ci redevient libre; les navires japonais veulent s'en assurer. A son tour, le cuirassé *Hatsusé* heurte une mine et coule comme le *Petropawlosk*. La flotte russe restant encore menaçante, les Japonais renoncent donc à pénétrer dans la baie de Ta-lien-Wan, ce qui eût grandement réduit les difficultés de l'investissement

(1) Stœssel, qui commande la place où sont enfermés environ cinquante mille hommes, lance, le 7, la proclamation suivante :

« Le 30 avril et le 1er mai, l'ennemi a franchi le Yalou avec des forces considérables. Nos troupes se sont retirées dans les positions qu'elles avaient choisies auparavant.

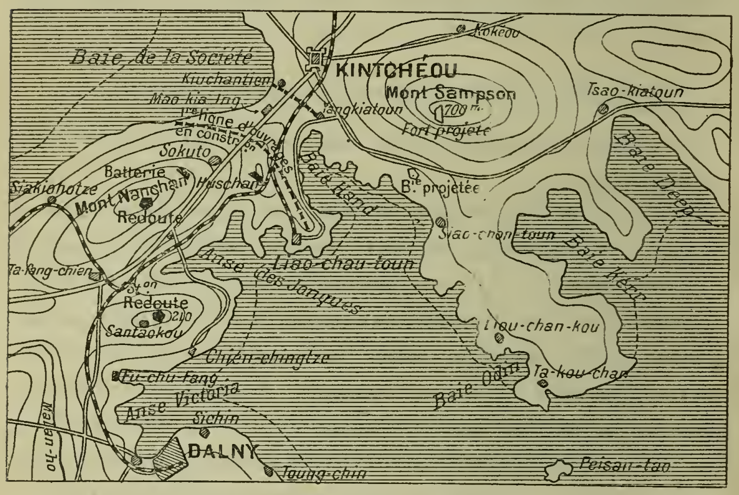
« L'ennemi a opéré un important débarquement à Laodoung, au sud de Pi-Tse-Vo, dans le voisinage de la baie de Kintchang. Nous allons maintenant avoir de la besogne. L'ennemi va naturellement interrompre le service du chemin de fer, s'efforcer de repousser nos troupes jusqu'à Port-Arthur et assiéger cette place, qui est le rempart de la Russie en Extrême-Orient.

« Défendez-la jusqu'à l'arrivée des troupes qui viendront nous délivrer. Je considère comme mon devoir de vous faire remarquer que vous devez être sans cesse vigilants, prudents et prêts à résister partout à l'ennemi d'une façon digne de la glorieuse armée russe, et que, quoi qu'il arrive, vous ne devez pas perdre la tête. Rappelez-vous que tout est possible à la guerre, et dites-vous que nous serons, avec l'aide de Dieu, en état d'accomplir la tâche difficile qui nous incombe.

« Stœssel. »

de la place, et se résignent à s'emparer de Kintchéou, position formidable, puisque, occupant la partie la plus étroite de la presqu'île du Liao-Toung, elle est pour les Russes très facile à défendre.

Le 16 mai, des canonnières de Togo bombardent les



BATAILLE DE KINTCHÉOU (1)

Russes qui se confinent dans leurs lignes du sud de Kintchéou.

Le 24, toute la 2e armée est réunie au nord de cette ville.

La première ligne de défense russe allait de Yangkiatoun à l'est à Kiuchantien à l'ouest. Des tranchées d'infanterie avec réseaux de fil de fer la constituaient. Le mont Nanchan formait la deuxième ligne; le pied était garni de tranchées de réseaux de fils de fer et de bambous pointus; des batteries et des tranchées occupaient ses pentes; une redoute en terre se trouvait au faîte.

Le 21 mai, les officiers japonais avaient fait une recon-

(1) D'après le croquis de L. Thiriaux, *La Guerre russo-japonaise*. — Wesmael-Charlier, Namur, 1904.

naissance pour provoquer le feu des pièces russes et en déduire le calibre d'après l'examen des fragments de projectiles. Le 25 mai, à cinq heures et demie du soir, l'artillerie japonaise, établie à mi-côte du mont Sampson, canonna les batteries russes du Nanchan. A huit heures, les Nippons cessent leur feu. A minuit, les quatre divisions japonaises se jettent sur Kintchéou et l'enlèvent. Les Russes surpris doivent abandonner leur ligne avancée. Le 26 mai, à trois heures et demie du matin, les canonnières japonaises parviennent à détruire la batterie basse russe de Sokuto. Les canons du Nanchan et du Sampson recommencent leur duel.

A cinq heures et demie du matin, toute l'armée japonaise, contrainte par l'étroitesse de l'isthme à marcher en masse, se lance contre le Nanchan. Les Russes font des Nippons un grand carnage. La canonnière *Bobr*, embossée dans la baie Hand, prend les Japonais en enfilade et leur cause des pertes énormes. Les chefs nippons lancent à plusieurs reprises leurs troupes en avant. Leur héroïsme est vain. Des bataillons entiers sont fauchés par le feu russe. La situation va devenir intenable. Cependant, la 4e division d'Osaka, après plusieurs tentatives cruellement payées, descend sur la plage ouest et parvient à gravir le revers ouest du Nanchan et à s'y établir. Il est sept heures du soir. La position des Russes est dès lors gravement compromise. A huit heures, ils doivent battre en retraite.

Cette bataille donna la mesure de ce qu'on pouvait demander aux soldats du mikado. Durant quatorze heures, ils subirent héroïquement un feu terriblement meurtrier. La valeur de la 4e division décida de la victoire.

Le 30 mai, les Japonais occupèrent Dalny sans résistance. Le blocus de Port-Arthur par terre était désormais assuré.

Période des attaques brusquées.

Le 12 juin, les Russes réussissent à débarrasser le goulet

des épaves qui l'obstruaient. Plusieurs navires russes sortent dans la rade de Port-Arthur. Togo fait aussitôt rétablir le réseau des mines.

Le 16 juin, l'amiral Alexeieff annonce au tsar que l'escadre russe est prête au combat. Le 23, en effet, les marins russes sortent dans l'intention, croit-on, de gagner Vladivostok. Les bateaux dragueurs de mines préviennent tout accident; mais, à la hauteur de l'îlot Encouter, les Russes aperçoivent la flotte de Togo; ils virent aussitôt au nord et rentrent à Port-Arthur.

Pendant la fin de juin, les Japonais se rapprochent de la place en délogeant successivement les petits postes russes qui s'opposent à eux.

Le 14 juillet, le général Oyama débarque à Dalny, où le matériel de siège était déjà en grande partie concentré. Une active impulsion est donnée aux préparatifs d'attaque. Le 21, le bombardement commence et inaugure la période des attaques brusquées.

Du 27 juillet au 9 août, les Japonais dirigent des assauts furieux contre les collines Vertes et du Loup, Kantachan, Sikouchan, Takouchan, etc. La flotte coopère à ces attaques. Les Russes, se défendant avec un admirable courage, parviennent à infliger aux Nippons des pertes considérables (1). Mais ceux-ci progressent néanmoins, car ils com-

(1) L'empereur de Russie adresse, par le télégraphe sans fil de Chefou, le télégramme suivant au général Stœssel :

« En mon nom et au nom de toute la Russie, je vous charge de féliciter les troupes, les marins et les habitants de Port-Arthur des succès remporté dans les combats des 26, 27 et 28 juillet.

« Je suis absolument convaincu que vous êtes entièrement préparés à maintenir le renom de nos armes par votre vaillance illimitée. Mes remerciements chaleureux à tous !

« Que le Tout-Puissant bénisse vos rudes et dévoués exploits et protège la forteresse de Port-Arthur contre les attaques de l'ennemi.

« NICOLAS. »

Le 26 août, Nicolas II fait parvenir au général Stœssel ce télégramme :
« En récompense de votre inlassable activité à défendre, à la tête des

mencent à avoir des vues directes sur la place. C'est alors que les défenseurs de Port-Arthur reconnaissent l'inutilité de conserver plus longtemps les navires qui risquent d'être canonnés dans le port, sans défense sérieuse possible. On décide que la flotte tentera de gagner Vladivostok.

La bataille navale du 10 *août* 1904 (1).

« Le 10 août, à l'aube, par un temps superbe, la flotte commença ses opérations de sortie. Le *Novik* protégeait l'escadrille de dragueurs. A neuf heures, la flotte sortait en rade. L'amiral Witheft, ayant comme chef d'état-major le contre-amiral Matuszevitch, avait arboré son pavillon sur le *Cesarevitch*. Sous ses ordres directs étaient le *Sébastopol* et le *Poltava*. L'amiral Ouktomski montait le *Peresviet,* que suivaient le *Pobieda* et le *Retvisan*. L'amiral Reitzenstein montait l'*Askold,* que suivaient le *Diana* et le *Pallada*. Huit contre-torpilleurs et le navire-hôpital *Mongolia* complétaient l'escadre.

« Seul des navires importants, le *Bayan* restait à Port-Arthur, en réparation. A l'horizon, l'on voyait dans l'air, exempt de toute brume, trois croiseurs de première classe, huit de deuxième et 17 torpilleurs; mais, renforcée constamment, l'escadre japonaise présentait, une heure après, en bataille, mais hors portée :

a) Quatre cuirassés et les *Kassuga* et *Nischin;*

b) Trois gardes-côtes et le *Chin-yen;*

c) Les *Chitose, Kasagi, Takasago, Akitzushima, Idzumi,* avec le croiseur cuirassé *Yakumo*.

« On voyait trente torpilleurs.

troupes à vous assignées, l'héroïque ville de Port-Arthur, j'ai le plaisir de vous annoncer qu'à l'occasion du baptême du grand-duc tsarevitch, je vous nomme mon général aide de camp avec tous les privilèges s'y rapportant.

« Je suis votre bienveillant et reconnaissant

« NICOLAS. »

(1) V. THIRIAUX, *op. cit.*, t. II, p. 122 et suiv.

« Les deux escadres marchèrent parallèlement hors portée pendant trois heures; les Russes ne marchaient qu'à 13 nœuds. A huit heures, on était à 30 milles au sud de Port-Arthur, quand soudain l'escadre japonaise tout entière, forçant de vapeur, vient se placer en travers de la route suivie.

« Un premier combat s'engage, vif mais relativement court (quarante minutes), et malgré les torpilleurs dont les brusques attaques troublent l'ordre de marche, l'escadre russe force le passage. L'escadre japonaise redescend alors vers le sud et la marche parallèle reprend durant une demi-heure.

« A deux heures et demie, l'escadre japonaise se rapproche et la canonnade reprend encore à distance moyenne, mais sans grand effet du côté japonais, semble-t-il, tandis que l'*Askold* y perdait une cheminée, ce qui déjà gênait sa marche. A trois heures et demie, nouvelle séparation.

« Enfin, à quatre heures et demie, comme l'escadre russe arrive au sud de Yen-Tao (île Rund), les navires japonais la rejoignent encore, formés en croissant.

« En ce moment, les Russes marchaient dans la direction sud-est, les croiseurs en avant. Pour faire face à l'attaque japonaise qui, venant du sud-ouest, les prend obliquement, ils font tête et s'efforcent de se placer en ligne face à l'ennemi, les cuirassés vers l'ouest, les croiseurs formant crochet en face de la division Dewa qui les menace au sud. Au saillant de l'angle se trouve le *Cesarevitch*.

« Cette fois, malgré le tir des Russes, la flotte japonaise s'approche rapidement à 40 encâblures; le combat, malgré l'inégalité des forces (six unités cuirassées contre onze), se maintient d'abord à chances égales. Mais le *Cesarevitch* engage un duel avec le *Mikasa;* tous deux se portent des coups terribles par leur tir à moins de 4.000 mètres, et soudain le navire amiral russe vire de bord, puis s'arrête : son gouvernail ne fonctionne plus! Alors, pendant quarante

minutes, il subit, masse inerte, un bombardement furieux; en vain, les autres cuirassés, abandonnant leurs adversaires, concentrent leurs feux sur le *Mikasa,* entourent le *Cesarevitch.* Trop tard. Un obus a broyé le commandant de l'escadre, blessé le chef d'état-major et le capitaine de pavillon. L'escadre est décapitée.

« Il s'ensuit encore une fois du désordre (sept heures et demie). Le *Retvisan* se précipite vers le *Mikasa,* cherchant à l'aborder; mais le *Nischin* l'en empêche au prix de pertes graves, en détournant son feu sur lui.

« Quant au reste, dès que parut sur le *Cesarevitch* le signal de transmission du commandement, le contre-amiral Ouktomski, « les moyens ordinaires de signaux n'étant pas « possibles à cause des avaries dans la mâture du *Peres-« viet* », ne put que signaler : « Suivez-moi » (huit heures).

« En ce moment, l'escadre russe n'avait plus de centre, les navires de la division Witheft s'étant, après le malheur du *Cesarevitch,* resserrés sur la division de l'amiral Ouktomski.

« Celui-ci pouvait : 1° rejoindre ses croiseurs qui, en avant vers le sud-est, continuaient à combattre Dewa; la nuit tombait et l'escadre japonaise, après deux jours de bombardement et cinq heures de combat, ne devait pas être loin du fond de ses soutes à munitions; elle devait être aussi moins rapide avec ses carènes encroûtées, ses chaudières surmenées, que l'escadre russe restée pendant ce temps au port. Sûrement même, dans la poursuite, l'escadre japonaise devrait laisser en arrière le *Chin-Yen* (12 nœuds) et les trois gardes-côtes (16 nœuds). On avait donc toutes chances, après une course à toute vitesse pendant la nuit, de se trouver au matin aux environs de l'île Quelpaert, sur la route de Vladivostok, et de n'avoir derrière soi que huit unités cuirassées au plus au lieu de douze. Mais il fallait abandonner le *Cesarevitch;* 2° on pouvait encore rallier à soi les croiseurs en leur envoyant un des trois contre-torpil-

leurs qu'il avait avec lui et faire retraite vers Port-Arthur. Cela, c'était renoncer à tout le bénéfice de l'opération ; c'était aller contre les ordres formels de l'amiral Skrydloff. Mais il y avait ainsi quelque espoir de sauver le *Cesarevitch*, tout en faisant une retraite honorable.

« L'amiral Ouktomski ne crut pas pouvoir tenter de marcher de l'avant, « ayant beaucoup de tués et de blessés, et l'armement, la coque et les appareils électriques étant gravement endommagés. » En réalité, il avait deux officiers, trente-huit hommes tués, deux officiers, cinquante grièvement blessés. Si l'on y ajoute même deux cent trente-six hommes légèrement blessés, comme le fait son rapport, on atteint 8 pour 100 de l'effectif de sa division et des *Poltava*, *Sébastopol*, *Pallada*. Qu'est-ce que cela près du *Varyag*, du *Cesarevitch*, et des 40 pour 100 qu'eurent les croiseurs de Vladivostok le 14 août? Quant aux avaries, elles permirent à tous ses navires de rentrer à Port-Arthur si vite que les Japonais n'essayèrent même pas de suivre. On dit que le *Retvisan* avait été touché onze fois et le *Pallada* quinze. L'*Askold* l'avait bien été quatre-vingts et marchait encore!

« Au moins, sa détermination étant prise, devait-il, par tous les moyens possibles, en prévenir les croiseurs! Il n'en fit rien et causa par là leur perte.

« Quoi qu'il en soit, voici ce qui se passa dans la nuit tombante : la canonnade, soit lassitude, soit manque de munitions, se ralentit du côté japonais. L'escadre russe cessa complètement son feu, sauf le *Retvisan* qui, plus avancé, continuait, pour se dégager, à tirer de sa tourelle arrière. Puis tous les navires, escortant le *Cesarevitch*, remontèrent au nord-ouest. Bientôt l'on fut hors de vue et la nuit tomba. Les Japonais ne poursuivirent qu'au moyen de leurs torpilleurs. Ils les lancèrent à plusieurs reprises, mais, comme toujours contre des navires en marche, ils échouèrent. Cependant, ces attaques avaient dispersé

l'escadre; mais, au matin du 11, les *Peresviet, Pobieda, Retvisan, Poltava, Sébastopol* et *Pallada,* avec trois contre-torpilleurs, rentraient à Port-Arthur.

« Mais le *Cesarevitch,* dont la machine éventrée ne donnait plus que 4 nœuds, fut presque de suite abandonné. Et c'était la seule excuse de la retraite!

« Lui, ce qui prouve bien que le reste de l'escadre aurait passé, tenta, sur l'initiative de son commandant intérimaire, de continuer vers Vladivostok. Mais, à cause de sa faible vitesse, les torpilleurs, impuissants contre les autres, le rejoignirent; il les repoussa, mais ne put éviter une torpille. Les Japonais crurent l'avoir coulé et le laissèrent. Cependant il ne coula pas, mais cette nouvelle blessure anéantissait tout espoir de parvenir jamais au but. A minuit, le capitaine Ivanoff reprit le commandement, malgré sa blessure. Mais il ne put que diriger le navire vers Kiao-Tchéou.

« La division légère avait combattu depuis cinq heures contre la division Dewa. A huit heures, l'amiral Ouktomski prit le commandement; le contre-amiral Reitzenstein interpréta naturellement son « suivez-moi » dans le sens des ordres antérieurs et se mit en devoir d'ouvrir la route pour que l'opération fût continuée. L'*Askold* en tête, il se rapprocha rapidement de Dewa. Le croiseur cuirassé de celui-ci se mit en travers, mais bientôt le feu de l'*Askold* l'avariait gravement, car il se retirait tout en flammes (l'amiral Reitzenstein l'appelle l'*Asuma;* en réalité, c'était le *Yakumo,* du même type). Malheureusement, l'*Askold* avait des avaries irréparables, trois chaudières crevées sur cinq.

« Néanmoins, le plus redoutable ennemi étant hors de combat, les croiseurs passent, repoussant une attaque de torpilleurs dont un même est coulé (le n° 38). Puis, vingt minutes durant, le combat reprend avec un nouvel acharnement, deux nouveaux navires ayant rejoint Dewa.

« Enfin, la nuit tombant, la poursuite cesse ; on ralentit la marche afin de parer aux réparations les plus urgentes. Puis la division gagne un abri où elle resta jusqu'à l'aube.

« Aucun des navires de la division légère ne devait échapper au désarmement, comme nous le verrons bientôt. et la journée terrible se chiffrait par la perte, du moins pour les opérations actuelles, d'un cuirassé, trois croiseurs et cinq contre-torpilleurs. Nous verrons leur sort en détail.

« En outre, si l'on totalise les chiffres de pertes des diverses fractions de l'escadre, on trouve, non compris le *Novik,* dont on n'a que cette seule indication : « pas de tués, » six officiers et cent soixante-quinze hommes tués ; neuf officiers et trois cent cinquante-quatre hommes blessés.

« Quant à la flotte japonaise, le *Mikasa,* qui soutint le fort du combat contre le *Cesarevitch,* souffrit beaucoup, ainsi que le *Yakumo;* mais on garda le secret sur la nature de leurs avaries, se bornant à l'affirmation qu'ils rentreraient en ligne à bref délai.

« Cependant, le *Mikasa* seul avait quatorze officiers et cent sept hommes hors de combat, le *Yakumo,* vingt et un hommes, de l'aveu de l'amiral Togo. En tout, il y avait onze officiers et quarante et un hommes tués, douze officiers et cent onze hommes blessés. On commence à comprendre pourquoi la flotte japonaise ne poursuivit guère. D'ailleurs, après deux jours de bombardement et trois combats d'une durée totale de près de quatre heures, ses soutes à munitions devaient être vides.

« C'est donc faute d'intelligence et de persévérance que ce qui pouvait être sinon une victoire, du moins une opération réussie, devint une véritable catastrophe.

« En effet, dans la nuit, la division légère s'était dispersée, la vitesse de ses navires étant très inégale, selon leurs avaries.

« Le contre-torpilleur *Bournyi* s'égara ; vers deux heures du matin, il fit côte à l'est de Weï-Haï-Weï et coula. L'équi-

page gagna la ville anglaise à pied. Plus tard, il fut interné à Hong-Kong....

« A Kiao-Tchéou, le contre-torpilleur *Beschoumny,* gravement endommagé, entra dans le port à quatre heures onze. Le *Novik* apparut une demi-heure après. Il avait fait du charbon en dehors du port où deux charbonniers attendaient en mer. Bien qu'il eût ses deux cheminées enlevées, ce qui diminuait son tirage et laissait échapper des étincelles qui pouvaient donner l'éveil, dès le 12, à trois heures du matin, il repartait.

« A neuf heures du soir, le *Cesarevitch* avait pénétré à son tour sur l'avant-port : il marchait à quatre nœuds avec une énorme dépense de charbon; il avait son gouvernail brisé, ses mâts courbés, et dans les flancs d'énormes trous bouchés par des tampons de bois. Il débarqua de suite un grand nombre de blessés, dont l'amiral Matuszevich. — Deux contre-torpilleurs, ceux-ci presque intacts, les *Bestrachny* et *Bestpochadny,* réussirent encore à passer; mais l'*Askold* d'abord, puis la *Diana* se virent barrer la route par un croiseur japonais et continuèrent.

« Les Allemands accueillirent les navires russes avec les honneurs dus au courage malheureux. Ils s'en tinrent cependant à la stricte neutralité : les navires reçurent avis d'avoir à se retirer dans les vingt-quatre heures ou à désarmer

« Le 16, l'opération du désarmement était achevée : les équipages restaient à bord.

« L'*Askold* et le contre-torpilleur *Grossovoï* jetèrent l'ancre à Wosoung le 12...

« L'*Askold* avait été touché *quatre-vingts fois,* dont plusieurs gravement : une cheminée coupée à ras du pont, une fendue et rattachée au moyen de cordes, les trois autres percées comme écumoires; un obus l'avait traversé d'un bord à l'autre, détruisant le carré des officiers; trois chaudières sur cinq étaient hors de service. Après d'in-

terminables négociations, ils furent internés à Sanghaï et désarmés. Le 24, l'ordre de désarmer parvint de Pétersbourg et fut exécuté de suite.

« La *Diana,* comme le *Novik,* fit du charbon au large de Kio-Tchéou le 11, puis ayant réparé provisoirement une voie d'eau grave, se remit en route vers le sud, de conserve avec le *Pascal* qu'elle rencontra. Elle fit du charbon le 19 à Haïphong (80 tonnes) et parvint à Saïgon le 24 au soir.

« Il est probable que le capitaine, prince Lieven, comptait continuer vers l'Europe; mais les avaries furent reconnues si graves qu'il dut rester. Le 4 septembre, il reçut de l'Amirauté russe l'ordre de désarmer.

« Le *Novik*, en quittant Kiao-Tchéou, fit route droit vers l'est, pour contourner le Japon : il se réparait en route autant que possible. Le 16 août, on le signale dans le détroit de Van-Diemen. Puis plus rien...

« Mais il était évident qu'après sa traversée, il devait se ravitailler en charbon à Korsakoff, port russe au sud de l'île Sakhaline, et l'amiral Kamimura détacha de suite les *Tsoushima* et *Chitose,* qui vinrent le guetter aux environs.

« Le 20, à l'aube, le *Tsoushima* découvrit le *Novik* et l'attaqua devant le port. Le *Novik* fut atteint, une fumée blanche l'indiquait; mais, à six heures dix, le *Tsoushima* lui-même reçut un obus sous la flottaison, et donnant de suite une forte bande, dut s'éloigner. Le *Novik* entra dans le port. Ce combat avait duré une heure vingt minutes.

« Le *Novik* avait plusieurs avaries graves sous la flottaison et dut débarquer quatre morts et dix-huit blessés. Mais le *Chitose,* que le *Tsoushima* n'avait cessé d'appeler par la télégraphie sans fils, apparut à l'horizon vers six heures du soir. Le *Novik* n'était plus en état de combattre. Son commandant le fit évacuer et couler (dix heures du soir). »

Le désastre pour les Russes était énorme. Comme on l'a

vu (1), il s'étendait à l'escadre de Vladivostok. Les espérances fondées sur la venue de l'escadre de la Baltique étaient singulièrement diminuées. La partie sur mer était déjà à peu près perdue.

L'incident du Reschitelny.

C'est dans cette période de la guerre que se place l'incident du *Reschitelny* qui doit être rappelé.

Le contre-torpilleur *Reschitelny* (lieutenant Rostchakowski, — 24 nœuds, — quarante-sept hommes) avait quitté Port-Arthur le 10, isolément, après que la sortie de l'escadre eut entraîné la flotte japonaise au large. Grâce à l'extinction de ses feux, il franchit facilement le mince cordon de torpilleurs et de canonnières qui restait et fut à Tchefou à minuit dix. Le motif de cette course était un volumineux paquet de dépêches et de correspondances qui fut remis au consul russe. On avait donné toute latitude au lieutenant Rostchakowski de rentrer à Port-Arthur, de suivre l'escadre ou de rester; mais il n'eut pas le choix, car, en approchant de Chefou, un accident de machine avait réduit sa vitesse à 8 nœuds.

« Dès midi, l'amiral chinois Sah, qui se trouvait en rade avec trois beaux croiseurs, vint à bord, en canot à vapeur, et, en anglais, réclama le désarmement; il fut aussitôt satisfait; tout l'équipage, commandant en tête, signa un engagement, et les culasses des canons, les détonateurs des torpilles, les armes à feu et même les armes blanches, furent descendus dans le canot de l'amiral chinois. Le *Reschitelny* était désarmé. Une garde chinoise y fut placée même.

« Cependant deux des contre-torpilleurs japonais qui, dans la nuit, avaient poursuivi l'escadre russe dispersée, l'avaient aperçu au large de Tchéfou, puis perdu de vue :

(1) V. p. 252.

c'étaient l'*Asashio* et le *Kasumi*, de la première flottille, commandant Foujimoto.

« Ne doutant pas que le navire poursuivi se trouvait à Tchéfou, cet officier avait le droit et le devoir d'y pénétrer de suite pour s'assurer de la stricte exécution des règles de la neutralité par les Chinois. Cela était régulier et pouvait se faire de jour. Il préféra attendre la nuit du 11, en dehors du port, croyant, dit-il, que le navire allait sortir...

« D'une heure à deux heures du matin, les deux contre-torpilleurs entrent dans le port, tous feux éteints, et vont s'ancrer à 400 mètres du *Reschitelny*. L'amiral Sah leur envoie un officier qui certifie au commandant Foujimoto que le navire russe est désarmé, que son équipage a signé le « revers ». Plus tard, l'amiral s'y rend en personne pour renouveler cette déclaration. Le commandant Foujimoto répond « qu'il n'a pas l'intention d'attaquer le *Reschitelny* ». Cependant l'amiral, peu confiant, donne mission à l'un de ses officiers d'aller en chaloupe observer les événements. Quant à Rostchakowski, par une sorte de prescience du danger, il réclame des Chinois la protection d'un croiseur, ou tout au moins un de ses détonateurs de torpilles. Refus formel. Alors il fait préparer l'explosion de son navire et commande à son équipage de « dormir sur le pont, la casquette sur la tête ». Le lieutenant Kanevski est mis de garde avec deux hommes.

« A trois heures et demie, le lieutenant Terashima fut envoyé à bord du *Reschitelny* pour dire « que les Japonais s'attendaient à ce que le vaisseau quittât le port à l'aurore ou capitulât ».

« A l'approche du canot japonais, le poste de garde chinois sauta par-dessus bord et disparut. Rostchakowski restait seul en présence des marins japonais armés de pied en cap, avec son équipage qui n'avait pas même un couteau. Il envoya de suite un officier pour faire sauter la mine préparée et reçut les Japonais.

« — Vous êtes le commandant? Je vous somme de vous rendre.

« — Impossible; je suis sous la protection de la Chine qui m'a déclaré hors de combat.

« — Alors, je vous ordonne de sortir, pour vous battre au large.

« — Je ne sortirai pas; ma parole est engagée. Je ne me battrai pas; il n'y a plus même une hache à bord.

« — Alors, vous êtes mon prisonnier.

« — Vous n'en avez pas le droit.

« — Je le prendrai. Mais, si vous voulez, vous aurez la vie sauve

« Cette insulte était le comble : Rostchakowski se jette sur l'officier japonais et lui donne un soufflet, dit la version officielle, un coup de poing, disent les autres; puis le saisissant il crie :

« — Jetez-moi tous ces Japonais à la mer.

« Le lieutenant Terashima, en se débattant, le mordit au doigt et l'entraîna; ils tombèrent, lui dans l'eau, le Japonais dans son canot.

« A bord, la lutte continuait; mais vite les Japonais cessèrent de lutter à armes égales, et, mettant le comble à leur honte, ils fusillèrent les matelots russes désarmés.

« Ils allèrent jusqu'à tirer sur ceux qui se sauvaient à la nage, et Rostchakowski, notamment, fut atteint à la cuisse.

« Le croiseur chinois *Haï-Young* le recueillit avec deux officiers et douze hommes; un officier et douze autres hommes avaient gagné la rive; deux avaient disparu et furent retrouvés ensuite percés de balles. Le tout avait duré dix minutes.

« Mais ils ne jouirent pas longtemps du résultat de leur acte, car à peine étaient-ils en possession du bâtiment que la soute aux munitions sauta, tuant cinq hommes, en blessant neuf, lançant en l'air le pont supérieur. Malgré tout, les survivants hissèrent le drapeau japonais et, au

bruit des « Banzaï », l'*Asashio* remorqua l'épave et se dirigea vers la sortie du port.

« L'amiral Sah le laissa passer; il ne fit sonner le branle-bas de combat que pour le *Kasumi* qui suivait, le fit stopper et l'informa qu'il y avait violation flagrante de la neutralité et qu'il exigeait que le *Reschitelny* fût renvoyé à Tchéfou. Le commandant japonais répondit qu'il allait rejoindre le premier contre-torpilleur et le ramener.

« On ne les revit jamais : ils emmenèrent à grand'peine leur prise si peu glorieuse à Dalny, mais il paraît qu'elle coula quand on voulut la transférer au Japon. »

L'incident du *Reschitelny* souleva des protestations unanimes.

Le gouvernement japonais, le 21 août, fit à son sujet la déclaration suivante :

L'attitude du Japon à Tchéfou est une conséquence directe du manquement de la Russie à ses engagements; mais ce n'est pas seulement en cette circonstance, ce n'est pas seulement à Tchéfou que la Russie a violé la neutralité d'une façon très flagrante ou qu'elle n'a pas tenu compte de ses engagements.

Peu de temps après l'investissement et l'isolement de Port-Arthur, un système de communication par télégraphie sans fil était établi entre Port-Arthur et le consulat russe de Tchéfou. Cette communication continue, en dépit des protestations répétées du gouvernement japonais.

Au commencement de la guerre, la canonnière *Mandjour*, après avoir reçu l'ordre de partir, est restée nombre de semaines à Changaï au mépris de la neutralité de la Chine. Finalement, après de longues négociations, elle a consenti à désarmer.

Ce n'est pas tout : le croiseur *Askold* et le contre-torpilleur *Grosvoï* sont à Changaï depuis plus d'une semaine, et ils refusent de partir ou de désarmer.

Le Japon n'a nullement l'intention d'enfreindre la neutralité chinoise, tant qu'elle est respectée par la Russie; mais il ne peut pas consentir à ce que des navires de guerre russes, à la suite d'une violation d'engagements et d'une transgression de la neutralité, trouvent sans protestation dans les ports chinois un abri contre la capture ou la destruction.

La déclaration du commandant du *Reschitelny*, d'après laquelle son navire aurait été désarmé à son arrivé à Tchéfou, est contraire à la vérité. Le navire était complètement armé et avait son équipage prêt à manœuvrer quand survint le lieutenant Terashima; mais, en tous cas, son désarmement n'aurait pas satisfait aux prescriptions des règlements relatifs à la neutralité de la Chine.

Il appartient à la Chine et non pas à la Russie de décider si l'alternative du désarmement serait acceptable. Beaucoup de personnes pensent que le cas est comparable, entre autres, à celui de la *Florida* (1). Mais le gouvernement japonais établit une distinction bien nette entre les deux incidents. La neutralité du Brésil était entière et sans condition, et le port de Bahia se trouvait à une grande distance du théâtre de la guerre, tandis que la neutralité de la Chine est imparfaite et conditionnelle et que le port de Tchéfou est tout proche de la zone des opérations militaires.

Les officiers russes mêlés à l'incident de Tchéfou reconnaissent que le *Reschitelny* fut l'agresseur et commença les hostilités qui se terminèrent par sa capture.

Le gouvernement japonais estime que le fait enlève à la Russie tout prétexte de plaintes qu'elle pourrait avoir si la légalité de la capture était, d'autre part, mise en doute. Sur ce point, le cas présent ressemble à ceux du corsaire américain *Général-Armstrong* et du navire anglais *Anne*.

Il n'a du reste, en lui-même, que peu d'importance, mais il implique un principe extrêmement important. L'expérience a démontré que la Chine ne prendra pas de mesures propres à faire respecter ses lois concernant la neutralité. Si, dans ces circonstances, le *Reschitelny* pouvait faire de Tchéfou un port de refuge, les grands navires de la marine russe pourraient faire de même, et rien n'empêcherait ces navires de sortir de leur retraite pour attaquer le Japon.

La nécessité de se mettre en garde contre une telle éventualité est trop importante et trop impérieuse pour qu'on permette au *Reschitelny* de créer un précédent. Cet incident n'affectera nullement le commerce étranger et ne troublera en rien la situation générale.

La Chine notifiera tout simplement à la Russie d'avoir à tenir ses engagements à l'avenir.

(1) L'incident de la *Florida* s'est produit en 1864, pendant la guerre de

Période de transition des attaques brusques au siège régulier.

La défaite navale du 10 août compromettait gravement sur mer la partie russe, mais, en somme, Port-Arthur tenait toujours.

Cette résistance exaspéra les Japonais. Ils renforcèrent considérablement leurs troupes de siège, et, le 15 août, sommèrent la place de se rendre en lui offrant les honneurs de la guerre. Stoessel refusa.

Du 16 au 24, les Japonais tentèrent de nouvelles attaques furieuses. Par les pertes énormes qu'elles causent aux assaillants, elles démontrent l'impossibilité de prendre la place d'assaut. Oyama et Nogi se résignent alors peu à peu à la nécessité d'entreprendre un siège régulier.

Le siège régulier.

Le 31 août, les Japonais commencent à tracer leur première parallèle. Ils entament aussitôt les tranchées devant conduire au terrain d'une seconde. La nature rocheuse du sol rend le travail extrêmement difficile et lent. On y supplée au moyen d'un nombre formidable de sacs de terre qui forment des remparts protégeant les travailleurs. Quant ils croient mûre la position attaquée, les Nippons lui donnent l'assaut. Ils s'emparent ainsi, le 19 septembre, de la lunette d'Erloung, de la hauteur de 108 mètres, des lunettes de Choui-chi-Yng. Du 19 au 22, ils tentent sans succès d'enlever la colline de l'Angle ou de 203 mètres.

Au début d'octobre, les pièces de siège commencent à atteindre les navires russes ancrés dans le port. Du 26 au 30 octobre, les Nippons s'efforcent de prendre la place d'assaut pour la fête du mikado. Ils font quelques

Sécession. Le navire de guerre des États-Unis *Massachusetts* captura dans le port de Bahia le vapeur confédéré *Florida*, qui était sous la protection du Brésil. La *Florida* fut ensuite coulée.

progrès, mais, certes, non pas en proportion de leurs pertes, qui sont très grandes. Cette expérience les contraint de nouveau aux lenteurs du siège régulier.

L'agonie de la place.

Cependant, à l'intérieur de Port-Arthur, les symptômes avant-coureurs d'une situation grave se manifestent. Les munitions, les shrapnells surtout, diminuent rapidement. La garnison chargée de défendre un périmètre de vingt-sept kilomètres devient de plus en plus insuffisante, en raison des vides faits dans ses rangs par le feu ou les maladies.

Le moral des soldats russes commence à se ressentir, en outre, de l'immobilité de Kouropatkine, dont les promesses répétées de secours apparaissent vaines. Quant à la venue de la flotte de la Baltique, son éloignement ne permet pas de l'espérer avant de longs mois.

Les défenseurs de Port-Arthur ont donc, au début de novembre, la sensation très nette que c'est l'agonie de la place qui commence. Les navires encore à peu près intacts sont coulés dans le port pour les préserver du mieux possible. Quant aux Japonais, ils mettent en batterie de nouveaux obusiers de 28 centimètres, et, en dépit des difficultés offertes par les rochers du terrain, ils creusent plusieurs galeries sous des ouvrages russes restant à emporter.

Le 16 novembre, le bombardement général recommence, suivi de plusieurs assauts très meurtriers, mais infructueux. Pendant quelques jours, les attaques cessent au centre pour se préciser aux ailes. Enfin, le 1er décembre, après plusieurs jours d'attaques d'une ténacité extraordinaire et une défense héroïque de la part des Russes, la fameuse colline de 203 mètres reste aux mains des Japonais. Dès lors, ceux-ci ont un poste d'observation incomparable sur la ville et le port. Aussitôt, le tir des batteries de siège

peut être rectifié et leurs coups sont désormais d'une précision terrible.

La situation devient intenable pour les navires dans le port. Le *Sébastopol,* encore à peu près intact, sort en rade pour attirer la flotte japonaise sous le feu des batteries de côte. Il est finalement torpillé sur ses ancres, non sans avoir causé des pertes sensibles à l'essaim de torpilleurs que Togo crut devoir envoyer contre lui. Le bombardement de la place continue, méthodique. Le 15 décembre, un obus pénètre dans une casemate de Kikouan-Nord où se trouvait Kondratenko. Ce général, qui fut véritablement l'âme de la défense de Port-Arthur, est tué avec presque tous les officiers qui se trouvaient avec lui. Le 18, le fort, théâtre de cette noble mort, miné par les Japonais, saute en partie. Le 25, les Nippons s'emparent du Yakouchan, qui commandait les communications des Russes entre Port-Arthur et le réduit de Liao-ti-Chan. Le 28 au matin, les mines d'Erloung sautent. Le 31, c'est le tour de Sougchou. Le 1er janvier, l'armée japonaise fait une attaque générale. Elle occupe ce même jour le fort du Nid-d'Aigle. Ainsi s'écroulent successivement, en peu de jours, tous les centres de résistance de la ligne de défense principale. Que restait-il de possible? Une défense désespérée devant aboutir à une extermination de ce qui subsistait encore de soldats russes, ou la capitulation; c'est à ce dernier parti que s'arrête le général Stoessel.

La capitulation.

Le 1er janvier, à cinq heures, après avoir consulté ses officiers, dans des conditions de régularité qui ne sont pas encore très nettement connues, le général Stoessel envoie un parlementaire pour demander au général Nogi de discuter les conditions de la reddition.

Dans la nuit du 1er au 2, les drapeaux des régiments sont brûlés, et les quelques torpilleurs valides partent pour

Tchéfou et Kiao-Tchéou, porteurs de cette dépêche de Stoessel au tsar :

« Après deux heures de bombardement, les Japonais ont donné l'assaut contre le mur chinois depuis le fort n° 3 jusqu'au Nid-de-l'Aigle. Deux assauts furent repoussés : notre artillerie de campagne fit le plus grand mal aux Japonais. J'ai ordonné vers la nuit de se retirer sur les collines, derrière le mur chinois, en appuyant la droite à la grande montagne. La plus grande partie du front Est est entre les mains de l'ennemi ; nous ne tiendrons pas longtemps sur la nouvelle position ; après quoi, nous devrons capituler. Mais tout est aux mains de Dieu.

Grand Souverain, pardonne-nous ; nous avons fait tout ce qui était possible. Juge-nous avec miséricorde. Pendant onze mois, une lutte incessante usa nos forces ; un quart (dont moitié malades) de la garnison occupe 27 verstes sans pouvoir alterner pour un court repos. Les hommes sont devenus des ombres.

STOESSEL.

Le 2 au matin, un parlementaire japonais vient annoncer l'acceptation des pourpalers.

A midi, le général Ijichi et le général Reiss se rencontrent au Nid-d'Aigle. A deux heures, une dépêche du maréchal Yagamata annonce :

Sa Majesté le Mikado a bien voulu déclarer que, le général Stoessel ayant rendu d'éminents services à son pays, Elle désire que les honneurs militaires lui soient rendus.

A quatre heures et demie, la capitulation est signée.

Voici le texte des principaux articles :

ARTICLE PREMIER. — Tous les soldats, marins et volontaires russes, ainsi que les fonctionnaires du gouvernement à Port-Arthur, garnisons et forts, sont faits prisonniers.

ART. 2. — Tous les forts, les batteries, les navires de guerre et autres bâtiments, les bateaux, les armes et les munitions, les chevaux, le matériel, les bâtiments de l'État et tous les objets appartenant au gouvernement seront transférés à l'armée japonaise dans leurs conditions actuelles.

Art. 6. — Les armes, y compris les armes portatives; les munitions, le matériel de guerre, les bâtiments de l'État, les objets appartenant au gouvernement, les chevaux, les vaisseaux de guerre et autres navires avec leur contenu, à l'exception de la propriété privée, seront laissés dans leurs positions actuelles et les commissaires des armées russes et japonaises décideront sur la méthode à employer pour leur transfert.

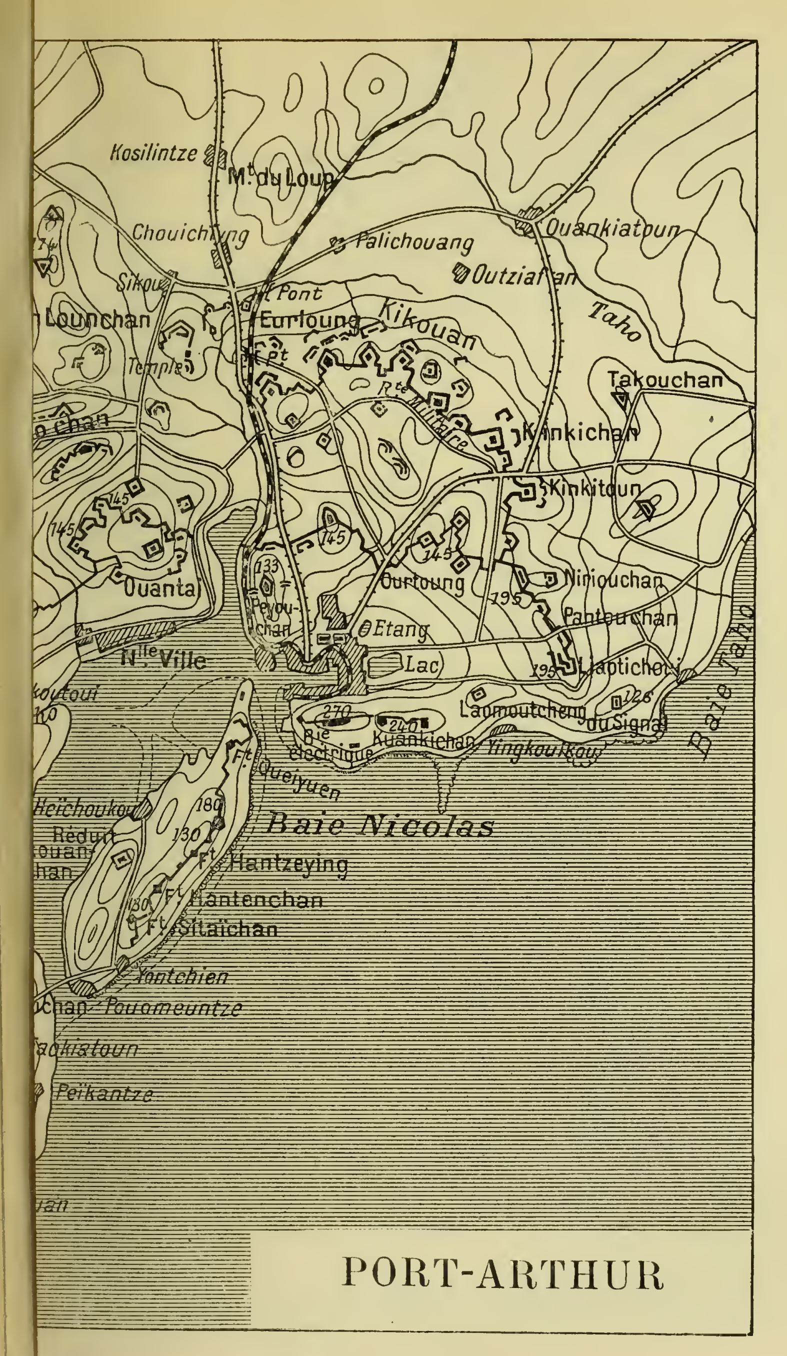
Art. 7. — L'armée japonaise, considérant comme honorable la valeureuse résistance faite par l'armée russe, permettra aux officiers de l'armée de la marine russe, ainsi qu'aux fonctionnaires y appartenant, d'emporter leurs épées et les objets constituant une propriété privée, immédiatement nécessaires aux besoins de la vie.

Les officiers, fonctionnaires et volontaires, ci-devant mentionnés, qui engageront par écrit leur parole de ne pas prendre les armes et de ne pas agir, de quelque façon que ce soit, contrairement aux intérêts de l'armée japonaise, jusqu'à la fin de la guerre, recevront le consentement de l'armée japonaise de retourner dans leur pays.

Il sera affecté à chaque officier de la marine un ordonnance qui sera remis immédiatement en liberté sur parole.

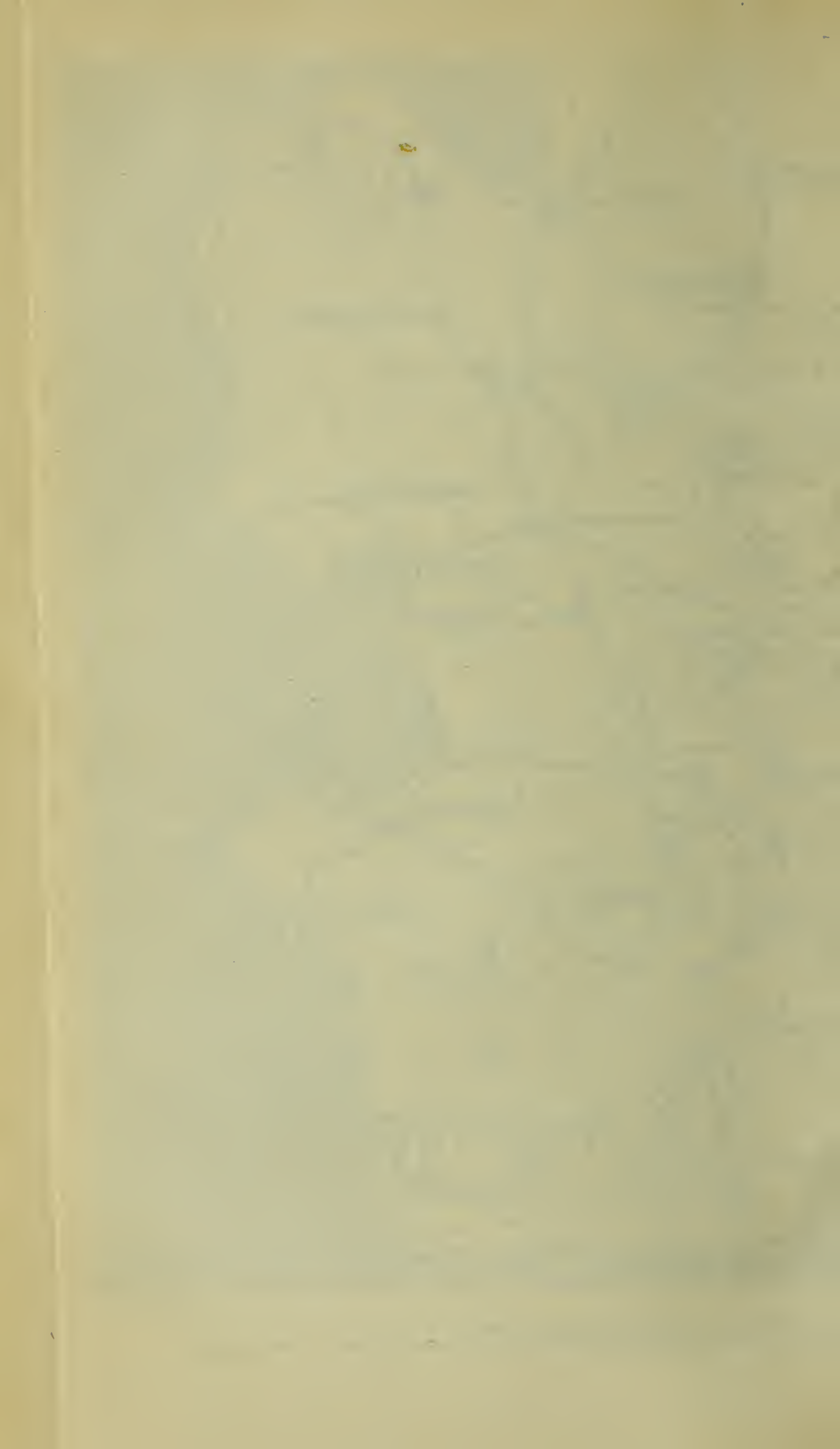
Le 3 janvier, une convention annexe règle le sort des civils. Le 5, l'évacuation commence. Le 6, à onze heures, le général Stoessel a une entrevue avec le général Nogi. L'évacuation de la place se termine le lendemain. Le 12, Stoessel part pour le Japon avec son état-major. Le 13, les Japonais font leur entrée solennelle dans Port-Arthur. Des détachements de tous les corps ayant pris part au siège y participent.

Pour les Russes, la perte de Port-Arthur était un désastre moral considérable. Désormais, la flotte de la Baltique devait chercher à gagner Vladivostok, ce qui compliquait encore sa tâche déjà si ardue. Quant aux Japonais, ils rentraient dans des conditions brillantes, aux yeux du monde étonné, dans leur conquête de 1894. Déjà la cuisante blessure d'amour-propre que leur avait causée l'installation des Russes à Port-Arthur, en 1898, se trouvait en grande partie vengée.



naise, Wesmael-Charlier, Namur, 1904.

es travaux ne sont que commencés; les Japonais les achèveront sans doute.



7. — BATAILLE DE LIAO-YANG (1)

(Août-septembre 1904.)

Le 23 juillet, les Japonais vainquent à Tachitchao. En conséquence, la brigade russe qui occupait Niou-Chwang est contrainte, dès le lendemain, d'évacuer définitivement la ville. La canonnière *Sivoutch* remonte le Liao et se fait sauter. Le 28 juillet, les Japonais s'installent dans la cité abandonnée par les Russes. C'est alors qu'après une marche combinée d'Oku (2e armée), de Nodzu (3e armée) et de Kuroki (1re armée), l'état-major nippon prépare l'attaque de Liao-Yang, point sur lequel s'est concentré Kouropatkine à la suite de ses échecs partiels.

Le maréchal Oyama, enfin persuadé du temps très long qu'exigerait encore le siège de Port-Arthur, s'est décidé à joindre le généralissime russe. Le 23 août, ne voulant pas laisser aux Russes le temps de se fortifier davantage à Liao-Yang, il quitte Port-Arthur pour Haï-Tcheng.

Liao-Yang étant menacée depuis déjà près de huit semaines, les Russes avaient mis la position en état de défense au moyen de redoutes protégées par des réseaux de fil de fer et de trous de loup. Ces ouvrages étaient gardés par des positions avancées.

L'ensemble de combats qui porte le nom de bataille de Liao-Yang peut se décomposer en trois phases.

1re *phase*. — Dès le 25 août, les Nippons commencent l'attaque des postes qui couvraient au loin Liao-Yang. Le 29, les Russes, délogés successivement de ces postes, sont obligés de se concentrer dans les ouvrages rapprochés de la ville.

A partir du 30, la bataille va avoir deux aspects bien distincts.

Sur la rive gauche du Taïtze-Ho, Oku et Nodzu pré-

(1) V. Raymond Recouly, *Dix mois de guerre en Mandchourie*. Juven, Paris, 1905.

parent une attaque de la tête de pont de Liao-Yang. Sur la rive droite, Kuroki essaye un mouvement tournant destiné à couper la retraite aux Russes.

2e *phase.* — Le 30 et le 31, Oku et Nodzu, malgré la fougue de leurs attaques, gagnent peu de terrain, mais les Nippons s'obstinent. Le 2 septembre, à trois heures, leurs obus de 15 centimètres tombent déjà dans la ville même de Liao-Yang. Des incendies s'allument partout. Le 3, dans la matinée, les Russes, jugeant leur position intenable, mettent eux-mêmes le feu à leurs magasins. Leurs derniers efforts pour repousser les Japonais sont vains; à deux heures quatorze, ils commencent l'évacuation.

Les Japonais, formés en cinq divisions, s'élancent.

Entre trois et six heures, ils éprouvent des pertes cruelles pendant la traversée des réseaux de fil de fer et des trous de loup. A sept heures trente, les Nippons s'emparent du fort central et de la gare de la ville russe. Les Russes font cependant une résistance opiniâtre, afin de couvrir le passage du fleuve par leurs troupes.

Le 4 septembre au matin, il ne restait plus dans la ville que des Russes isolés. Leurs camarades avaient réussi à passer le fleuve et à détruire les forts.

3e *phase.* — L'armée russe, en retraite, se trouve aux prises avec les troupes de Kuroki, qui ont passé le 31 août, à Lientaouan, sur la rive droite du Taïtze-Ho. Les jours suivants, Kuroki attaque les Russes, dont le centre se trouvait aux mines de Yentaï. Le 2 septembre, la situation devient difficile pour les Japonais, mais le général Orloff, au lieu de rester aux mines de Yentaï, poste qui lui a été assigné, descend au sud dans la plaine, est blessé, et sa troupe est presque aussitôt mise dans le plus grand désordre. Elle se replie en débandade. L'affolement est tel qu'au lieu de revenir à Yentaï, les soldats russes se rabattent plus à l'ouest, laissant Yentaï découvert. Or, à ce moment, Yentaï était attaqué. Le général Samsouoff, qui avait tenu à y

rester conformément aux ordres reçus, se défend de son mieux, mais, finalement, il est contraint, lui aussi, de se replier à l'ouest.

C'est alors que Kouropatkine, apprenant cet échec succédant à celui éprouvé sur la rive gauche du Taïtze-Ho, ordonne la retraite générale.

Le 4 septembre, Kuroki, qui cependant n'a même pas ses trois corps au complet, tente avec une superbe audace, mais sans succès, de couper les Russes au nord.

Le 5 au soir, l'armée russe peut être considérée comme sauvée. Le 7, elle atteint les lignes du Cha-Ho.

Cette bataille de Liao-Yang, qui dura dix jours, fit perdre aux Russes des approvisionnements énormes et porta un nouveau coup très grave à leur prestige.

Rien désormais ne pouvait plus troubler le siège de Port-Arthur.

Ces constatations n'empêchent point la retraite russe d'avoir été admirable. Les soldats de Kouropatkine furent extraordinaires de sang-froid, et rien ne peut en donner une meilleure idée que ce chiffre ridicule de treize prisonniers que firent seulement les Japonais.

8. — BATAILLE DU CHA-HO

(Octobre 1904.)

Après leur grave échec de Liao-Yang, les Russes campent dans les lignes du Cha-Ho. Les Japonais gardent le contact aux postes avancés, mais quelques semaines s'écoulent sans engagement vraiment sérieux. Le général Kouropatkine ayant en main six corps de Sibérie et trois d'Europe, soit au moins deux cent quarante mille hommes, estime enfin le moment venu de prendre l'offensive, de marcher au secours de Port-Arthur et de réparer ses défaites successives. Il lance, le 2 octobre, cette proclamation :

Il y a plus de sept mois, l'ennemi nous surprit par une

attaque traîtresse contre Port-Arthur, avant toute déclaration de guerre. Depuis ce temps, les troupes russes ont accompli sur terre de nombreuses actions héroïques dont la patrie peut justement se montrer fière. Cependant l'ennemi, non seulement n'est pas terrassé, mais il continue, dans sa présomption, de rêver d'une victoire complète.

Les troupes de l'armée de Mandchourie, dont le courage n'a cessé d'être résolu, n'étaient pas jusqu'ici numériquement assez fortes pour battre l'armée japonaise. Il fallait un temps considérable pour surmonter toutes les difficultés matérielles et pour renforcer l'armée active au point où elle serait en mesure, par sa masse, d'accomplir avec plein succès la tâche ardue, mais glorieuse, qui lui est dévolue.

C'est justement pour cette raison que, bien que j'aie repoussé les attaques des Japonais contre nos positions nombre de fois, à Tachitchao, à Lian-Dian-San, à Liao-Yang, je n'ai pas cru devoir, après ces succès, procéder à la marche en avant et ai ordonné la retraite. Vous avez quitté héroïquement des positions fortifiées en y laissant des monceaux de cadavres ennemis sans être inquiétés par notre adversaire, et vous vous êtes retirés menaçants, prêts à une nouvelle bataille sur des positions préparées à nouveau.

Après une bataille de cinq jours à Liao-Yang et une défense triomphante de toutes nos positions avancées et principales, vous avez fait votre retraite sur Moukden dans les conditions les plus difficiles. Attaqués par l'armée de Kuroki, vous avez traîné à travers une boue impassable, combattus un jour après l'autre, même la nuit, vos pièces d'artillerie que vous tiriez à la main, et vous êtes arrivés à Moukden sans avoir abandonné un canon ou un blessé, sans vous être laissé faire prisonnier un seul homme, en sauvegardant complètement vos équipages militaires.

C'est avec le cœur gros de chagrin que j'ai ordonné la retraite, mais aussi avec la conviction inébranlable que cette retraite était nécessaire pour amener notre victoire entière et décisive sur l'ennemi quand le moment opportun serait venu.

Le tsar a destiné à la lutte contre le Japon d'importantes forces militaires suffisantes pour nous assurer la victoire. Toutes les difficultés existant pour faire parvenir ces forces à une distance de 10.000 verstes ont été surmontées avec une abnégation résolue, avec le talent voulu, par des Russes de toutes les professions, de tous les rangs, de toutes les classes envoyés avec elles sur le théâtre de la guerre.

La difficulté qui existait, c'est la tâche, qui ne s'est jamais présentée jusqu'ici, de transporter des centaines de milliers d'hommes, des dizaines de milliers de chevaux, des millions de pouds de matériel, d'une façon ininterrompue, par voie ferrée, pendant sept mois, de la Russie d'Europe et de la Sibérie en Mandchourie. Si les régiments déjà expédiés ne suffisaient pas encore, de nouveaux régiments seront encore expédiés, car la volonté inflexible du tsar est de battre l'adversaire, et nous exécuterons inflexiblement cette volonté.

Jusqu'ici l'ennemi, dans ses opérations, s'est appuyé sur de gros contingents de troupes : en déployant ses armées, il nous entourait et il choisissait à sa volonté le moment le plus favorable pour nous attaquer. Mais à présent le moment après lequel toute l'armée russe soupire a enfin sonné ; le moment est venu pour nous-mêmes de prendre l'offensive et de forcer les Japonais à faire ce que nous voulons. Car la force de l'armée de Mandchourie est maintenant assez imposante pour que nous passions à l'attaque.

Vous devez cependant bien vous convaincre et ne jamais oublier que, pour triompher d'adversaires puissants et valeureux, il faut, en outre du nombre suffisant de troupes, que tous soient animés, depuis le simple soldat jusqu'aux plus hauts chefs, de la ferme résolution d'arracher la victoire, qui demandera encore des sacrifices.

Pénétrez-vous bien de l'importance de cette victoire pour la Russie. En particulier, songez combien il est nécessaire d'être victorieux pour délivrer plus vite nos frères enfermés dans Port-Arthur, qui conservent héroïquement, depuis sept mois, la forteresse confiée à leur défense.

Notre armée, forte de son union avec le tsar et avec toute la Russie, a accompli, dans toutes nos guerres, des actions héroïques pour la patrie, et s'est acquis chez tous les peuples un renom mérité. Pensez à chaque heure que la volonté du tsar vous a confié la défense de la dignité de la Russie et de ses intérêts en Extrême-Orient; pensez à chaque heure que c'est à vous qu'est remise la défense de l'honneur et du renom de la Russie, de toute l'armée russe. L'auguste guide de notre patrie et la Russie entière avec lui prient que nous accomplissions la tâche remise entre nos mains sans broncher et avec une décision arrêtée de remplir notre devoir jusqu'au bout, sans ménager notre vie. Que Dieu soit avec nous tous!

KOUROPATKINE.

Le 5, le généralissime russe met en mouvement son armée vers le sud, mais, au même moment, Oyama, se trouvant prêt, se décide à une contre-attaque.

Le 5, la première offensive de la bataille est tentée par la cavalerie russe. Le 8 et le 9, l'avance continue sans grande résistance de la part des Nippons, mais, le 10, la droite et le centre russe se heurtent à d'épaisses troupes japonaises. Le duel d'artillerie s'engage. Cinq cent mille hommes sont aux prises. Les Russes doivent soutenir un terrible et stérile combat dans la montagne. Le même jour, Oyama attaque avec vigueur dans la plaine. Ses troupes sont bien concentrées, alors que Kouropatkine aurait encore besoin d'au moins vingt-quatre heures de préparation. Les Russes font des prodiges de résistance, mais, en somme, éprouvent une série d'échecs partiels. Ils constatent notamment leur impuissance à forcer les défilés de Toumine. Le 13, le 14 et le 15, la lutte continue avec les mêmes caractéristiques. Le 16, les Russes, dans une admirable lutte, s'emparent de la colline Poutyloff et s'y maintiennent avec obstination. Mais Kouropatkine, qui dirigeait à son flanc gauche l'attaque principale, échoue devant la ténacité de Kuroki. Autour des mines de Yentaï, le centre plie. Nodzu prononce alors son offensive, essayant de couper les troupes russes au nord de Pensihou, pendant que l'armée d'Oku, remontant la voie ferrée, déborde la droite des Russes et menace leurs communications avec Moukden. Les Russes cèdent donc sur tous les points, mais la bataille continue en s'apaisant progressivement jusqu'au 30. Les Russes reculent avec lenteur; s'arrêtant sur la rive gauche du Cha-Ho, ils y font une défense acharnée, puis se cantonnent finalement dans les lignes de Moukden.

Le seul résultat de cette longue lutte est de démontrer l'impossibilité absolue pour Kouropatkine de tenter une offensive heureuse.

9. — BATAILLE DE MOUKDEN

(Mars 1905.)

Au début de mars, les Japonais, moralement trempés par leur longue série de victoires, enorgueillis par la prise de Port-Arthur, se sentent assez sûrs d'eux-mêmes pour forcer les Russes dans leur position de Moukden, autour de laquelle cependant ces derniers ont accumulé les fortifications. Mais les grosses pièces des Nippons en ont raison, et, malgré la ténacité des soldats de Nicolas II, dès le 4 mars, la chute de Moukden est imminente. Oku réussit à tourner la droite des Russes qui, le 9, battent en retraite sur Tie-Ling. Le 10 au matin. les Japonais occupent la ville sainte chinoise, le berceau d'une puissante dynastie.

Malgré ce nouvel échec grave, et en dépit de l'inclémence du temps, la retraite russe s'accomplit le 11 vers Tie-Ling, dans des conditions relativement bonnes. Mais un matériel énorme doit être abandonné. Cette fois, le nombre des prisonniers faits par les Japonais est considérable. Au lendemain du désastre, Kouropatkine avoue environ cinquante mille blessés.

Puis, lorsqu'elles sont un peu remises de leurs dures épreuves, les troupes russes sont ramenées au nord dans de nouvelles lignes; elles n'en sortiront plus jusqu'à la paix.

10. — LE VOYAGE DE LA FLOTTE DE LA BALTIQUE

(De Cronstadt à Tsoushima.)

Après la destruction partielle de l'escadre de Port-Arthur, la Russie mit tout son espoir dans une escadre de renfort qu'elle voulut envoyer, aussi puissante que possible, en Extrême-Orient. Nombre de fois on annonça le départ pour les mers de Chine de l'escadre de la Baltique. Enfin, dans les derniers jours de septembre 1904, on apprit que tout était prêt pour entreprendre l'immense voyage.

Le 11 octobre, composée de quarante-deux navires, l'armada russe part de Reval pour Libau. Le 15, elle gagne la pleine mer et passe au large de Bornholm, en deux divisions. Le 19, elle entre dans la Grand-Belt. Le 23 octobre se produit le fameux incident de Hull.

Traversant une flottille de pêcheurs anglais, les Russes se croient l'objet d'une attaque de torpilleurs japonais; ils ouvrent le feu, coulent le chalutier *Crane* et blessent grièvement plusieurs sujets britanniques.

On sait quelle émotion et quelles difficultés suscita cet incident de la mer du Nord (1), il contribua, en outre à retarder encore la marche de la flotte russe. Celle-ci, après avoir, en partie, séjourné quelques heures à Cherbourg et à Vigo, se retrouve le 3 novembre, au complet, devant Tanger. Le 12 novembre, Rojdestvensky arrive à Dakar, marquant ainsi sa volonté de doubler l'Afrique. A ce moment, d'autres navires de sa flotte, *Sissoï-Veliki, Navarin, Svietlana* et *Almaz,* accompagnés de torpilleurs et de contre-torpilleurs, se disposent à prendre la route du canal de Suez, venant de la Sude ; ils arrivent le 24 novembre à Port-Saïd.

Le 1er janvier 1905, l'escadre de Rojdestvensky fait escale à Tamatave. Elle croise ensuite sur les côtes de Madagascar, où doit revenir la rejoindre la deuxième escadre qui a pris la route de Suez sous les ordres de l'amiral Folkersham. Au commencement de février, part de Libau une troisième division placée sous le commandement du contre-amiral Nicolas Nébogatoff. Cette escadre, composée de navires disparates et lents, est formée de tout ce que la Russie a encore de navires de guerre pouvant être plus ou moins dignes de ce nom.

Le séjour des navires de Rojdetsvensky sur les côtes de Madagascar se prolongeant, les Japonais accusent la France,

(1) V. page 235.

avec une véhémence croissante, de violer les règles de la neutralité. Les polémiques de presse soulevées un peu partout s'atténuent toutefois lorsqu'on apprend que, la première et la seconde division russes ayant opéré leur jonction, la flotte de Rojdestvensky, au commencement d'avril, franchit le détroit de Malacca. Le 8, on la signale à Singapour. Le 11 avril, elle se trouve dans la baie de Cameraigne, située sur la côte de l'Annam, au nord du cap Padaran. Il devient bientôt évident que Rojdestvensky a décidé d'attendre à ce point Nébogatoff et ses navires.

Les Japonais aussitôt accusent l'amiral russe de prendre une terre française comme base de ses opérations. Les récriminations sur la violation de la neutralité par la France reprennent plus intenses que jamais. M. Motono est même chargé par le gouvernement du mikado d'appeler l'attention de M. Delcassé sur la présence de vaisseaux russes dans la baie de Cameraigne (20 avril). Le 22 avril, on annonce que la flotte russe s'est éloignée de la côte française. Mais il ne s'agit pas d'un départ définitif, car Nébogatoff n'a point encore rejoint.

Le 5 mai, celui-ci ne fait que passer à Singapour. Le 8, la jonction s'opère avec Rojdestvensky, et, le 14, la flotte russe au grand complet, partant de Honk-Koï, s'éloigne vers l'est. Elle arrive le samedi 27 au large de Tsoushima. L'instant décisif et terrible est arrivé. Le but de tous les efforts est atteint ; la grande bataille navale qui doit consacrer la défaite de la Russie ou rétablir ses affaires s'engage.

Tout favorise ou justifie Togo : le brouillard qui se lève ; la place qu'il a su prendre relativement au soleil afin d'aider ses pointeurs ; les dispositions habiles qu'il a su concevoir et exécuter pour entourer et écraser les Russes. Tout concourt pour accabler ces derniers : la formation insensée pour la bataille prise par Rojdestvensky, — et qu'on n'a su encore expliquer, — l'infériorité du ma-

tériel, l'indiscipline ou l'inexpérience de ses équipages.

Le 1er juin, on annonce officiellement : « Les six cuirassés suivants ont coulé : *Kniaz-Souvaroff, Imperator-Alexandre-III, Borodino, Osliabia, Sissoï-Veliki* et *Navarin*. Les cinq croiseurs suivants ont également coulé : *Admiral-Nakhimof, Dmitry-Donskoï, Vladimir-Monomach, Svieltana* et *Jemtchoug*. Le garde-côte *Admiral-Ouchakoff* a coulé. Les deux navires de service spécial, *Kamtchatka* et *Ioutitich*, et trois destroyers ont également coulé. Les deux cuirassés *Orel* et *Imperator-Nikolaï-Ier*, les deux gardes-côtes *General-Admiral-Apraxine* et *Admiral-Séniavine*, et le destroyers *Biédovy* ont été capturés. Les Russes ont donc perdu en tout vingt-deux navires dont le tonnage s'élève à 153.411 tonnes. Par contre, les Japonais n'ont perdu que trois torpilleurs. »

Postérieurement à cette dépêche, on apprend que deux navires russes, au lieu d'avoir coulé, ont pu se réfugier à Manille ou se rendre.

Ce colossal désastre consacre définitivement le prestige militaire du Japon, en même temps qu'il fait entrevoir aux plus obstinés des Européens la défaite finale de la Russie.

II. — LA PRISE DE SAKHALINE

(Juillet 1905).

L'occupation de Sakhaline par les Japonais est le dernier des grands faits de la guerre. Il est réalisé à la veille même de l'ouverture des négociations de paix. Les Nippons marquent ainsi nettement leur volonté de se saisir d'un gage de terre russe avant de consentir à causer avec les plénipotentiaires du tsar.

A la fin de juillet, une escadre japonaise arrive devant Sakhaline; elle bombarde divers points de la côte, puis effectue un débarquement de troupes amenées sur des

transports. Le 7 juillet au matin, les Japonais occupent le poste de Korsakoff sans rencontrer grande résistance. Les Russes incendient la ville et se retirent dans une position située près de Soloirka (à environ 7 milles au nord de Korsakoff) ; là, ils essayent de nouveau de lutter, mais ils sont délogés par les forces japonaises qui les poursuivaient ; ils se retirent alors dans la direction de Wladmirowka, localité située à environ 22 milles au nord de Korsakoff.

Le 12 juillet, le succès des Nippons à Mouka assure leur pénétration vers le nord. Le 17 juillet, les Japonais débarquent à Korsakoff 200 kilomètres de voie ferrée légère et trois mille coolies. Leur armée se compose de quatorze mille hommes de toutes armes.

Bientôt les Russes se replient sur tous les points. A Alexandrovsk, le drapeau japonais est hissé sur le palais du gouverneur.

Après de violents combats, les 28, 29 et 30 juillet, dans lesquels ils sont grandement éprouvés, les Russes envoient, le 31, un parlementaire porteur d'une lettre du général Liapounof, gouverneur de l'île, déclarant que, manquant de médicaments, il lui est impossible de porter secours aux blessés; il se voit donc contraint de mettre fin aux hostilités.

Dans sa réponse, le commandant japonais demande que toutes les munitions soient remises, ainsi que les cartes et documents ayant trait à l'administration civile et militaire.

Le colonel Tollitch a une entrevue avec le colonel Koïtumi, chef d'état-major japonais, et accepte les conditions imposées. Le gouverneur, soixante-dix officiers et trois mille deux cents hommes font ensuite leur reddition. Dès lors, le succès des Nippons est définitif et complet.

12. — LES NÉGOCIATIONS DE PAIX

(Juin-septembre 1905.)

Avant et après les derniers grands désastres russes, des

rumeurs d'ouverture de négociations pour la paix circulent. Dès la fin de mars, on assure que M. Roosevelt sera le médiateur entre le Japon et la Russie. Ces bruits peu à peu prennent de la consistance, et, le 8 juin, M. Meyer, ambassadeur des États-Unis, a une entrevue avec le tsar, auquel il remet un communiqué de M. Roosevelt. Le président propose aux belligérants de nommer des plénipotentiaires qui ouvriraient des négociations pour la paix. Le 10 juin, le comte Lamsdorff transmet verbalement à M. Meyer le consentement de la Russie de s'aboucher avec les représentants japonais. Cette nouvelle est à peine connue en Mandchourie que, le 12 juin, le général Liniévitch réunit un conseil de guerre qui adresse au tsar la protestation suivante :

Votre Majesté impériale,

Ayant appris les bons offices du président Roosevelt et votre consentement à l'ouverture des négociations pacifiques, j'ai réuni tout de suite un conseil supérieur de guerre composé de tous les chefs d'armée présents en ce moment au quartier général.

Ayant discuté les motifs de paix et les positions respectives des deux armées, j'ai l'honneur de rappeler à Votre Majesté que, tous mes camarades et moi, nous nous sommes prononcés à l'unanimité et énergiquement pour la continuation de la guerre jusqu'au jour où le Tout-Puissant couronnera de succès nos vaillantes troupes.

Ce n'est pas le moment de parler de la paix après les batailles de Moukden et de Tsoushima.

L'ennemi, enivré par ses succès, exigera assurément des conditions contraires à l'honneur de notre patrie. Cependant, il n'y a pas de raison de les lui accorder, car nous ne sommes pas réduits à cette extrémité.

Le désastre de Tsoushima est certainement un triste événement, mais il n'a aucun rapport avec notre vaillante armée, qui est dans un état brillant et enflammée du désir de se venger de l'ennemi en obtenant un succès qui, je l'espère, n'est pas loin.

Les positions de nos troupes sont excellemment fortifiées.

Le temps pluvieux m'a empêché de prendre l'offensive jusqu'à

présent, mais, maintenant que nos pertes de Moukden sont tout à fait réparées et que nos armées ont été renforcées par de nouveaux corps venus d'Europe, je me sens en mesure de tenir tête avec succès aux efforts de l'ennemi.

J'espère pouvoir, dans le courant de ce mois, prendre une offensive qui changera complètement la face des choses.

Je vous le redis encore une fois, Votre Majesté peut avoir une entière confiance dans la force et la puissance de nos troupes, et notre position n'a aucun caractère critique qui puisse exiger la conclusion d'une paix dont les conditions seraient défavorables à la Russie.

Gountchouline, 10 juin 1905.

Généralissime : Liniévitch.
Chefs d'armée : Kouropathine, Kaulbars, Batianof.
Chef d'état-major : Sakharof.
Généraux : Rennenkampf, Zaroubaief, Bilderling, Lvof, Samsonof, Danilof, Korf, etc.

Cette protestation n'a pas l'effet attendu, car, le lendemain de sa réception, le tsar déclare remercier le président Roosevelt de sa démarche et ne pas s'opposer à la réunion éventuelle de plénipotentiaires russes et japonais.

Le 2 juillet, une note officielle du gouvernement de Washington déclare :

La Russie et le Japon ont notifié à M. Roosevelt qu'ils ont nommé des plénipotentiaires qui se réuniront aussitôt que possible après le 1er août.

Ces plénipotentiaires auront pleins pouvoirs pour négocier et conclure un traité qui sera soumis à la ratification de leurs gouvernements respectifs.

Ces plénipotentiaires seront : du côté russe, le comte Mouravieff et le baron Rosen; du côté japonais, MM. Komura et Takahira. Il est possible que chaque puissance leur adjoigne un ou deux représentants.

Le comte Mouravieff, ambassadeur de Russie à Rome, n'ayant pas accepté la mission qui lui était offerte, est

finalement remplacé par M. Witte, dont la nomination est signée par le tsar à Péterhof le 13 juillet.

Le 21 juillet, M. Witte, en route pour Washington, arrive à Paris. Le 22, il est reçu au quai d'Orsay par M. Rouvier, puis par le président de la République à l'Élysée. Le 3 août, les plénipotentiaires russes débarquent à New-York, ayant fait la traversée à bord du *Kaiser-Wilhelm-der-Grosse*.

Le 5 août, les plénipotentiaires russes et japonais se rencontrent une première fois à Oyster-Bay, à bord du yatch présidentiel *May-Flower*, où ont lieu les présentations officielles.

M. Roosevelt offre ensuite un lunch, à la fin duquel il prononce ces paroles historiques :

Messieurs,

Je propose un toast que je vous demande de porter avec moi debout et en silence. Il ne sera pas répondu à ce toast. Je bois au bien-être et à la prospérité des souverains et des populations des deux grandes nations dont les représentants se rencontrent aujourd'hui à ce bord.

C'est mon désir le plus vif, ma prière la plus fervente, que, dans l'intérêt non seulement de ces deux grandes puissances, mais encore de l'humanité tout entière, une paix juste et durable puisse se conclure rapidement.

Les plénipotentiaires se rendent à Portsmouth, où a lieu la conférence.

La première séance pratique des négociations a lieu le mercredi 9 août. Elle est entièrement consacrée à l'échange et au contrôle des lettres de créances.

Le 10 août, une note constate :

Dans la séance du 10 août, la question des pleins pouvoirs a été réglée, de sorte qu'il n'y a plus de difficultés à ce sujet. Après cela, les plénipotentiaires du Japon ont remis aux plénipotentiaires de Russie les conditions de paix par écrit. Il a été décidé que les plénipotentiaires russes se mettront à l'étude de cette question et donneront le plus vite possible une

réponse par écrit. Jusque-là, les conférences seront ajournées.

On apprend bientôt que les plénipotentiaires japonais réclament l'exécution des conditions suivantes :

1° Remboursement des frais de guerre, sans spécification de somme ;

2° Cession de Sakhaline ;

3° Cession au Japon du bail russe concernant la péninsule du Liao-Toung, y compris Dalny et Port-Arthur ;

4° Évacuation de la Mandchourie, reddition à la Chine de tous les privilèges acquis par la Russie dans cette province et reconnaissance du principe de la porte ouverte ;

5° Cession au Japon du chemin de fer de l'Est chinois, de Kharbine jusqu'à Port-Arthur ;

6° Reconnaissance par la Russie du protectorat japonais sur la Corée ;

7° Concession au Japon du droit de pêche dans les eaux du littoral sibérien, au nord de Vladivostok, jusqu'à la mer de Behring ;

8° Abandon par la Russie, au profit du Japon, de tous les navires de guerre russes internés dans les ports neutres d'Extrême-Orient ;

9° Limitation des forces russes dans les eaux d'Extrême-Orient.

Dans la séance du 14 août, les plénipotentiaires tombent d'accord sur trois questions : la reconnaissance du protectorat japonais sur la Corée, l'évacuation de la Mandchourie et la cession du chemin de fer oriental chinois au sud de Kharbine.

Mais les Russes opposent un refus catégorique à la cession de Sakhaline, au payement d'une indemnité de guerre, à l'abandon des navires russes internés en Extrême-Orient, à la limitation future des forces navales russes en Asie orientale.

Le 17 août, un communiqué laconique constate, en effet, que, ne pouvant aboutir à une décision unanime, les plénipotentiaires ont décidé de noter au procès-verbal leurs divergences.

Le 18, les pourparlers sont suspendus pour trois jours, afin de permettre aux plénipotentiaires de prendre les instructions de leurs gouvernements respectifs sur les questions en litige.

Le 19, appréhendant une rupture des négociations, M. Roosevelt fait appeler le baron de Rosen, auquel il remet, à l'adresse de M. Witte, le message suivant :

Monsieur Serge Witte, je vous prie sérieusement de m'envoyer immédiatement le baron de Rosen avec toute autre personne en qui vous ayez une égale confiance, pour prendre un message à votre adresse.

La séance qui devait avoir lieu le 22 est ajournée au 23 ; ce retard a sans doute pour objet de permettre à M. Witte de recevoir des instructions définitives de Saint-Pétersbourg.

Un envoyé de M. Roosevelt, porteur d'un message, a une longue entrevue au *Navy-Yard* avec MM. Witte et de Rosen. L'opinion générale sur l'issue de la conférence reste très pessimiste.

Le mercredi 23 août, après la signature des protocoles, les Japonais soumettent à M. Witte un moyen terme pour résoudre les questions litigieuses. Ce moyen, suggéré par M. Roosevelt, consiste en une sorte de compromis par lequel le Japon restituerait la moitié de Sakhaline, dont il est actuellement maître, moyennant une somme à débattre, somme qui correspondrait approximativement aux frais de guerre déboursés par le Japon. Cette combinaison est communiquée au tsar, dont on attend la réponse.

Le 25 août, les séances de la conférence sont de nouveau suspendues. On assure que les pourparlers ont lieu maintenant directement entre M. Roosevelt et le tsar, par l'entremise du comte Lamsdorff et de M. Meyer.

Le 27, on apprend d'Oyster-Bay que la Russie repousse définitivement les propositions du président Roosevelt.

Les termes de la dernière proposition de M. Roosevelt ne

sont pas rendus publics, mais on sait que la Russie refuse de payer une indemnité de quelque chiffre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit. Néanmoins, les négociations ne sont pas rompues, les Japonais paraissant décidés à faire des concessions sur le chiffre de l'indemnité réclamée. Les pourparlers traînent ensuite en longueur; des ajournements successifs sont demandés par les plénipotentiaires japonais, qui attendent des ordres de Tokyo. M. Takahira a une entrevue personnelle avec M. Witte, qui accepte une nouvelle remise. On conserve cependant peu d'espoir d'arriver à un accord. Une réunion des ministres et anciens hommes d'État a lieu à Tokyo pour discuter des négociations actuellement en cours à Portsmouth.

L'opinion universelle, tendue par ces ajournements successifs des négociations et par les bruits de rupture, est puissamment émue. Tout accord semblant irréalisable, la rupture paraît imminente, quand, le mardi 29, un coup de théâtre soudain se produit. La paix, impossible la veille, devient un fait accompli, les Japonais ayant renoncé à leur intransigeance primitive et abandonnant successivement leurs prétentions.

Ce revirement complet est dû en grande partie à la pression et à l'insistance du président Roosevelt auprès des deux parties, puis à l'influence dans la coulisse de la diplomatie anglaise. L'abandon fait par les Japonais incline, assez naturellement d'ailleurs, M. Witte à exulter. Il déclare :

C'est une paix honorable. La Russie n'a rien cédé de contraire à l'honneur et aux intérêts russes.

Les Japonais avaient demandé le chemin de fer de l'Est chinois jusqu'à Kharbine, mais j'ai insisté pour que la concession s'arrêtât à Kuen-Tchen-Si, point très au sud de Kharbine. J'ai obtenu gain de cause.

Les Japonais ont demandé la limitation de nos forces navales en Extrême-Orient. J'ai refusé. Ils ont cédé.

Ils ont aussi cédé sur la question de nos navires internés dans les ports neutres.

Ils ont réclamé la cession de Sakhaline. J'ai consenti à en abandonner la moitié, moitié peu importante pour nous. Sur ce point encore, mes idées ont triomphé.

Enfin, les Japonais ont réclamé une indemnité que j'ai refusée. Ils ont alors demandé le remboursement des frais de guerre. Et, en présence d'un nouveau refus, ils ont offert de nous revendre, fort cher, une partie de Sakhaline. A toutes ces réclamations, j'ai répondu que la Russie ne payerait rien. Et la Russie a encore eu gain de cause. Tout le monde m'avait conseillé de donner de l'argent aux Japonais, M. Roosevelt, la France, l'Angleterre, l'Amérique; même, en Russie, beaucoup de mes compatriotes; mais j'ai tenu ferme.

Je ne pensais pourtant pas que le Japon céderait sur ce point capital pour lui, alors surtout qu'il avait déclaré hautement ne vouloir rien entendre. Aussi, ma surprise et ma joie ont-elles été aussi grandes que la vôtre lorsque M. Komura m'a dit : « C'est une affaire entendue. »

Les délégués réclament de leur gouvernement respectif la conclusion d'un armistice.

La conclusion de la paix est universellement accueillie avec une intense satisfaction. On est unanime à reporter sur le président Roosevelt l'heureux dénouement de la conférence dont il a été non seulement l'instigateur, mais où il a joué le principal rôle. Il reçoit du président Loubet le télégramme suivant :

La Bégude.

Votre Excellence vient de rendre à l'humanité un service éminent, dont je vous félicite de tout cœur. La République française se réjouit du rôle que sa sœur américaine a joué dans cet événement historique.

Guillaume II et Édouard VII lui adressent également leurs félicitations.

Les plénipotentiaires russes eux-mêmes envoient à M. Roosevelt la dépêche qui suit :

Nous avons l'honneur de vous informer que nous sommes arrivés à une entente avec les plénipotentiaires du Japon.

C'est à vous que l'histoire attribuera la gloire de la généreuse initiative qui a amené la réunion de cette conférence, dont les travaux, maintenant, se termineront probablement par la conclusion d'une paix honorable pour les deux pays.

Signé : WITTE, DE ROSEN.

Le 30 août, comme suite à la conclusion de la paix, M. Loubet félicite le tsar en lui envoyant le télégramme suivant :

Le Président de la République française à Sa Majesté l'Empereur de Russie, Tsarkoé-Sélo.

J'adresse à Votre Majesté mes vives félicitations pour le grand événement que sa haute sagesse a permis d'accomplir.

La France, alliée à la Russie, est heureuse de voir terminer par une paix si honorable une guerre illustrée par tant d'actions héroïques.

M. Loubet reçoit cette réponse, dont on peut noter la froideur et la brièveté :

Pétersbourg, palais Alexandra,
31 août, 10 h. 30 matin.

A Son Excellence M. Émile Loubet, président de la République française, Paris.

Très sensible aux sentiments exprimés dans votre télégramme d'hier, je vous en remercie sincèrement.

NICOLAS.

A Tokyo, les conditions dans lesquelles la paix est conclue excitent un mécontentement général. A Portsmouth, les plénipotentiaires nippons sont très abattus. Au Japon, la totalité de la presse manifeste son indignation et son désappointement tout à la fois. Elle demande pourquoi le vainqueur s'est montré si conciliant et le vaincu si arrogant. Le *Iorozu-Shimpo* notamment déclare « que seule une intervention rapide de la nation empêchera une honte nationale qui ternirait et rendrait vaines les brillantes victoires remportées sur terre et sur mer ».

En Russie, au contraire, les conditions sont généralement bien accueillies.

Le 3 septembre, le tsar adresse à l'armée de Mandchourie la proclamation suivante :

Ma chère armée, toujours prête à se sacrifier, a soutenu en Mandchourie l'assaut d'un ennemi numériquement supérieur, pas à pas, pendant dix-neuf mois, en résistant opiniâtrément à sa marche en avant.

L'armée organisée sous nos ordres et renforcée par des troupes envoyées de Russie est aujourd'hui plus nombreuse et plus forte qu'elle ne l'était auparavant; elle est prête non seulement à repousser l'ennemi, mais encore à lui infliger une défaite signalée. Moi et toute la Russie sommes persuadés de la force de notre glorieuse armée et savons qu'elle est prête à se sacrifier pour les intérêts de la patrie.

Cependant, mes devoirs envers ma conscience et envers le peuple que Dieu a confié à mes soins m'ordonnent de ne pas exposer à de nouvelles épreuves la valeur des Russes chers à mon cœur et de ne pas leur faire subir de nouveau, pour une durée indéfinie, les maux de la guerre, simplement afin de conserver la moitié d'une île éloignée que le Japon nous céda en 1875. J'ai accepté les conditions préliminaires de paix en échange d'obligations prises à l'égard de cette île.

Les troupes russes ont fourni dans cette guerre sanglante des preuves répétées de leur valeur, de leur dévouement à la patrie.

Communiquez ceci à ma chère armée. Qu'elle sache que moi et la Russie nous apprécions à leur prix les sacrifices qu'elle a faits dans cette lutte difficile.

Nicolas.

Les secrétaires de la conférence travaillent activement à la transcription du traité, qui contient dix-sept articles. Il est rédigé en anglais et en français pour être ensuite soumis à la signature des plénipotentiaires, qui a lieu le mardi 5 septembre, à trois heures, dans une salle du dépôt de la marine, à Portsmouth.

Le traité de paix est signé par M. Witte et le baron de Rosen pour la Russie, par le baron Komura et M. Takahira pour le Japon. Le traité doit être ratifié dans les cinquante

jours par les souverains des deux puissances, mais les hostilités sont dès ce jour terminées.

Le 7 septembre, les dépêches retardées par la censure apportent la nouvelle de graves désordres survenus à Tokyo dès que fut connue la signature du traité de paix. Les ministères sont attaqués, un est incendié. La foule lapide la police qui charge. Il y a plusieurs tués et plus de cinq cents blessés. L'état de siège doit être proclamé. Au cours des désordres, plusieurs églises catholiques sont saccagées et incendiées. Le calme n'est rétabli qu'avec peine. Le 9 septembre, au cours d'une réunion du parti progressiste, une motion de blâme très vive est votée à l'adresse du gouvernement, pour avoir conclu une paix qualifiée d'humiliante.

Le comte Okuma, qui, malade, ne peut assister à la réunion, se fait représenter par M. Osiki.

L'Assemblée adopte la motion suivante :

La paix conclue par nos plénipotentiaires est contraire aux intérêts nationaux et constitue, pour le Japon, une véritable humiliation. De cela, le gouvernement est responsable.

L'impuissance de la police qui eut pour résultat la proclamation de la loi martiale, la suppression du droit de réunion, qui est garanti par la Constitution, sont, d'autre part, des faits comme il ne s'en était pas encore produit depuis la fondation du gouvernement constitutionnel, et de cela encore le cabinet est responsable.

Le 10 septembre, en Mandchourie, un parlementaire japonais, précédé d'un drapeau blanc et accompagné de cinquante soldats, se présente près du poste de Chemufer, et remet à l'officier russe qui est allé à sa rencontre une lettre du maréchal Oyama adressée au général Liniévitch.

Dans cette lettre, le maréchal Oyama envoie ses salutations et ses félicitations au général Liniévitch à l'occasion de la conclusion de la paix et de la fin de la guerre ; il le prie en même temps de nommer un plénipotentiaire russe pour résoudre les questions concernant l'armistice ; de son

côté, le maréchal Oyama nomme, comme plénipotentiaire, le général Fukushima, et il propose, comme lieu de rencontre pour les plénipotentiaires, la station de Chakhedza. Le 14 septembre, en Mandchourie, le protocole de l'armistice est signé par le général Orenovitch et le prince Fukushima.

Il se compose des six paragraphes suivants :

1° Une certaine distance (zone de démarcation) sera fixée entre les fronts des armées des deux puissances en Mandchourie, aussi bien que dans la région du Toumen.

2° Les forces navales d'un des belligérants ne bombarderont pas le territoire appartenant à l'autre ou occupé par lui.

3° Les prises maritimes ne seront pas suspendues par l'armistice.

4° Pendant la durée de l'armistice, de nouveaux renforcements de troupes ne devront pas être envoyés sur le territoire de la guerre. Ceux qui sont déjà en route ne devront pas être envoyés au nord de Moukden, du côté du Japon, ni au sud de Kharbine, du côté de la Russie.

5° Les commandants des armées et des flottes des deux puissances détermineront d'un commun accord les conditions de l'armistice en conformité avec les clauses ci-dessus énoncées.

6° Les deux gouvernements donneront des ordres à leurs commandants d'armée, immédiatement après la signature du traité de paix, afin de mettre ce protocole en exécution.

Au Japon, les démonstrations contre le traité de paix continuent. Les assemblées adoptent de nombreuses résolutions condamnant le traité. On ne signale plus cependant aucun désordre grave.

Le 18 septembre, M. Witte, venant d'Amérique, arrive à Cherbourg.

Le 21 septembre, une conférence a lieu, dans la baie de Korniloff, entre l'amiral russe Jessen et l'amiral japonais Schimamoura. Cette conférence, qui dure cinq heures, a pour but d'élaborer les conditions de l'armistice en mer.

Les deux amiraux arrêtent la ligne de démarcation bornant les rayons de navigation ; ils décident également l'interdiction de la contrebande de guerre.

Le 10 octobre, le *Messager de l'empire* publie le texte suivant du rescrit impérial conférant le titre de comte à M. Witte :

Comte Serge Julievitch, toujours soucieux des progrès pacifiques de la Russie, j'ai consenti à accepter les propositions du président des États-Unis, relativement à une entrevue entre des plénipotentiaires russes et japonais, pour rechercher la possibilité de mettre enfin un terme à toutes les calamités et à toutes les horreurs d'une guerre dont la prolongation entraînait des sacrifices multiples et douloureux de chaque côté.

Ma confiance vous a chargé de vous rendre aux États-Unis, en qualité de mon premier plénipotentiaire, avec le mandat formel, dans le cas où les propositions japonaises seraient acceptables, d'entamer des pourparlers sur les bases tracées par moi après l'examen détaillé des propositions préalablement soumises à mon acceptation; vous deviez alors procéder à l'élaboration définitive du traité de paix.

Vous avez brillamment accompli la tâche qui vous était confiée, en défendant fermement la dignité de la Russie sur le terrain des conditions acceptables et en démontrant à nos adversaires que tout ce qui pouvait blesser la conscience patriotique du peuple russe ou porter atteinte aux intérêts vitaux du pays ne devait pas souffrir de discussion. Et ainsi, tout en faisant état et en tenant compte des succès remportés par les Japonais, vous avez décliné et vous avez définitivement fait écarter tout payement d'une indemnité, sous quelque forme qu'elle se présentât, en remboursement des frais d'une guerre que la Russie n'avait point commencée. Vous n'avez de même consenti à la rétrocession au Japon que de la partie méridionale de l'île Sakhaline, dont la propriété entière lui appartenait jusqu'en 1875.

De cette manière, l'œuvre du rétablissement de la paix en Extrême-Orient fut accomplie pour le bien général.

Appréciant hautement le savoir, les capacités et l'expérience d'homme d'État que vous avez déployés, et voulant récompenser ces grandes qualités et le mérite de tout premier ordre que vous avez consacré au service de la patrie, je vous confère la dignité de comte de l'empire russe.

Je vous reste invariablement bienveillant.

NICOLAS.

Le 14 octobre, le baron de Rosen et M. Takahira reçoi-

reçoivent des télégrammes les informant que leurs souverains respectifs ont signé un exemplaire du traité de paix.

Dès que la nouvelle est notifiée au département d'État, celui-ci câble immédiatement à son chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg d'en faire part au ministère des affaires étrangères de Russie.

Ces formalités sont considérées comme équivalant à un échange de ratifications. L'armistice prend fin et la guerre est officiellement terminée.

Le 16 octobre, le traité de paix étant ratifié, les gouvernements russe et japonais en publient le texte intégral.

Le Traité de Portsmouth.

Sa Majesté l'empereur du Japon d'une part, et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies d'autre part, animés du désir de rendre les bienfaits de la paix à leurs pays et à leurs peuples, ont résolu de conclure un traité de paix, et ont à cet effet désigné leurs plénipotentiaires, notamment :

Sa Majesté l'empereur du Japon : Son Excellence le baron Komura Jutaro Jusamni, grand-cordon de l'ordre impérial du Soleil-Levant, son ministre des affaires étrangères, et Son Excellence M. Takahira Kogoro Jusamni, grand-cordon de l'ordre impérial du Trésor-Sacré, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire aux États-Unis d'Amérique;

Et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies : Son Excellence M. Serge Witte, son secrétaire d'État et président du comité des ministres de l'empire de Russie, et Son Excellence le baron Roman de Rosen, maître de la cour impériale de Russie et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire aux États-Unis d'Amérique;

Qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été reconnus être en bonne et due forme, ont conclu les articles suivants :

Article premier. — Il y a désormais paix et amitié entre Leurs Majestés l'empereur du Japon et l'empereur de toutes les Russies, et entre leurs États et sujets respectifs.

Art. 2. — Le gouvernement impérial russe, reconnaissant que le Japon possède en Corée des intérêts prépondérants, politiques, militaires et économiques, s'engage à s'abstenir de toute opposi-

tion ou intention au sujet des mesures de bons conseils, de protection et de contrôle que le gouvernement impérial du Japon peut juger nécessaire de prendre en Corée.

Il est convenu que les sujets russes en Corée seront traités exactement de la même manière que les sujets ou citoyens des autres puissances étrangères, c'est-à-dire qu'ils seront placés sur le même pied que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Il est aussi entendu qu'afin d'éviter toutes causes de malentendus, les deux hautes parties contractantes s'abstiendront sur la frontière russo-coréenne de prendre aucune mesure militaire qui puisse menacer la sécurité du territoire russe ou coréen.

Art. 3. — Le Japon et la Russie s'engagent mutuellement :

1° A évacuer complètement et simultanément la Mandchourie, à l'exception du territoire affecté par le bail de la péninsule du Liao-Toung, conformément aux clauses de l'article additionnel premier annexé à ce traité;

2° A rétrocéder entièrement et complètement à l'administration de la Chine toutes les parties de la Mandchourie actuellement occupées, ou sous le contrôle des troupes japonaises, ou à l'exception des territoires ci-dessus mentionnés.

Le gouvernement impérial de Russie déclare n'avoir en Mandchourie aucun avantage territorial, ni aucune concession préférentielle ou exclusive au détriment de la souveraineté chinoise ou incompatible avec le principe des facilités égales.

Art. 4. — Le Japon et la Russie s'engagent réciproquement à ne pas porter obstacle aux mesures générales communes à toutes les puissances que la Chine pourrait prendre pour le développement du commerce et de l'industrie de la Mandchourie.

Art. 5. — Le gouvernement impérial de Russie transfère et assigne au gouvernement impérial du Japon, avec le consentement du gouvernement de la Chine, le bail de Port-Arthur-Ta-lien-Wan, et du territoire adjacent, les eaux territoriales et tous les droits, privilèges et concessions connexes ou inclus dans ledit bail.

Il transfère également et assigne au gouvernement impérial du Japon tous les travaux publics et propriétés situés dans le territoire affecté par le bail ci-dessus mentionné.

Les deux hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à obtenir le consentement du gouvernement chinois mentionné dans la stipulation précédente.

Le gouvernement impérial du Japon s'engage de son côté à ce

que les droits de propriété des sujets russes dans le territoire auquel il est fait allusion ci-dessus seront parfaitement respectés.

Art. 6. — Le gouvernement impérial de Russie s'engage à transférer et à assigner au gouvernement impérial du Japon, sans compensation, et avec le consentement du gouvernement chinois, la voie ferrée entre Chang-Choun (Kouan-Chang-Zu) et Port-Arthur, et tous ses embranchements, ainsi que tous les droits, privilèges et propriétés s'y rattachant dans cette région, de même que toutes les mines de charbon situées dans ladite région, appartenant à la voie ferrée, ou exploitées pour son bon fonctionnement.

Les deux hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à obtenir le consentement du gouvernement de la Chine mentionné dans la stipulation précédente.

Art. 7. — Le Japon et la Russie s'engagent à exploiter leurs voies ferrées respectives en Mandchourie exclusivement dans un but commercial et industriel, et en aucune façon dans un but stratégique.

Il est entendu que cette restriction ne s'applique pas à la voie ferrée située dans le territoire affecté par le bail de la péninsule du Liao-Toung.

Art. 8. — Les gouvernements impériaux du Japon et de Russie, en vue d'encourager et de faciliter les rapports et le trafic, concluront aussitôt que possible une convention distincte pour le fonctionnement parallèle des services de leurs voies ferrées en Mandchourie.

Art. 9. — Le gouvernement impérial de Russie cède au gouvernement impérial du Japon, à perpétuité et en toute souveraineté, la partie méridionale de l'île de Sakhaline, toutes les îles adjacentes, les travaux publics et propriétés qui s'y trouvent.

Le 50e degré de latitude nord est adopté comme frontière septentrionale du territoire cédé.

La délimitation exacte de ce territoire sera déterminée conformément aux clauses de l'article 2 additionnel annexé à ce traité.

Le Japon et la Russie s'engagent mutuellement à ne construire dans leurs possessions respectives de l'île de Sakhaline ou dans les îles adjacentes aucune fortification ou aucun autre ouvrage militaire semblable

Ils s'engagent aussi respectivement à ne prendre aucune mesure militaire de nature à entraver la libre navigation des détroits de La Pérouse et de Tartarie.

Art. 10. — Les sujets russes habitant le territoire cédé au Japon auront la faculté de vendre leurs biens réels et de regagner leur pays; mais, s'ils préfèrent rester dans le territoire cédé, ils seront maintenus et protégés dans le plein exercice de leurs industries et droits de propriété, à la condition de se soumettre aux lois et à la juridiction japonaises.

Le Japon aura toute liberté de retirer le droit de résidence, ou de déporter de ses territoires tout habitant frappé de déchéance politique ou administrative. Il s'engage cependant à ce que les droits de propriété de ces habitants soient pleinement respectés.

Art. 11. — La Russie s'engage à s'entendre avec le Japon pour accorder aux sujets japonais les droits de pêcheries le long des côtes des possessions russes dans les mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring.

Il est entendu que l'engagement ci-dessus n'affectera pas les droits appartenant déjà aux sujets russes ou étrangers dans cette région.

Art. 12. — Le traité de commerce et de navigation entre le Japon et la Russie ayant été annulé par la guerre, les gouvernements impériaux du Japon et de la Russie s'engagent à adopter comme base de leurs relations commerciales, en attendant la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation sur les bases du traité qui était en vigueur avant la guerre actuelle, le système de traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée, ce qui comprend les droits d'importation et d'exportation, les formalités de douane, les droits de transit et de tonnage, et l'administration et le traitement des agents, sujets et navires d'un pays dans le territoire de l'autre.

Art. 13. — Aussitôt que possible après que le traité actuel sera entré en vigueur, tous les prisonniers de guerre seront réciproquement rendus.

Les gouvernements impériaux du Japon et de Russie désigneront chacun un commissaire spécial, qui sera chargé de recevoir les prisonniers.

Tous les prisonniers aux mains d'un des gouvernements seront livrés au commissaire de l'autre gouvernement ou à son représentant dûment autorisé, et reçus par lui en nombre tel et dans tel port de l'État qui effectuera la remise qu'ils seront désignés à l'avance par ce dernier État aux commissaires de la puissance à qui seront destinés les prisonniers.

Chacun des gouvernements du Japon et de Russie présentera

à l'autre, aussitôt que possible après que la remise des prisonniers aura été terminée, une déclaration des dépenses directes subies par lui pour le soin et le maintien des prisonniers, depuis la date de la capture ou de la reddition jusqu'à celle de la mort ou de la remise.

La Russie s'engage à rembourser au Japon, aussitôt que possible après l'échange des déclarations ci-dessus, la différence entre le montant des sommes déboursées par le Japon et le montant des sommes déboursées par la Russie.

Art. 14. — Le présent traité sera ratifié par Leurs Majestés l'empereur du Japon et l'empereur de toutes les Russies. Cette ratification sera, avec aussi peu de retard qu'il est possible, et dans tous les cas pas plus tard que cinquante jours à partir de la date de la signature du traité, annoncée aux gouvernements impériaux du Japon et de Russie, respectivement par l'intermédiaire du ministre de France à Tokyo, et par l'ambassadeur des États-Unis à Saint-Pétersbourg. A partir de la date de la dernière de ces déclarations, le traité entrera en vigueur dans toutes ses parties.

L'échange formel des ratifications aura lieu à Washington aussitôt que possible.

Art. 15. — Le traité actuel sera signé en double, en français et en anglais. Les textes en seront absolument conformes; mais, en cas de contestation dans l'interprétation, le texte français fera foi.

Conformément aux clauses des articles 3 et 9 du traité de paix entre le Japon et la Russie, les plénipotentiaires soussignés ont conclu les articles additionnels suivants :

1° Relativement à l'article 3, les gouvernements impériaux du Japon et de Russie s'engagent mutuellement à commencer le retrait de leurs forces militaires des territoires de Mandchourie, simultanément et immédiatement après que le traité de paix entrera en vigueur; et, dans une période de dix-huit mois à partir de cette date, les armées des deux puissances seront complètement retirées de la Mandchourie, à l'exception du territoire pris à bail de la péninsule du Liao-Toung.

Les forces des deux puissances occupant les positions de première ligne seront les premières retirées.

Les hautes parties contractantes se réservent le droit de maintenir des gardes pour assurer la protection de leurs voies ferrées respectives en Mandchourie.

Le nombre de ces gardes ne devra pas dépasser quinze par

kilomètre ; en se basant sur ce chiffre maximum, les commandants des armées japonaise et russe fixeront d'un commun accord le nombre des gardes à employer, en fixant ce nombre à un chiffre aussi bas que possible pour les besoins de la nation.

Les commandants des forces japonaises et russes en Mandchourie s'entendront sur les détails de l'évacuation, conformément aux principes ci-dessus, et prendront d'un commun accord les mesures nécessaires pour l'évacuation aussitôt que possible, et dans tous les cas pas plus tard que dans la période de dix-huit mois.

2° Relativement à l'article 9 :

Aussitôt que possible après que le traité actuel sera entré en vigueur, une commission de délimitation, composée d'un nombre de membres égal qui seront nommés respectivement par les deux hautes parties contractantes, devra sur les lieux fixer d'une façon permanente la frontière exacte entre les possessions japonaises et russes dans l'île de Sakhaline.

La commission devra, autant que les considérations topographiques le permettront, suivre le 50e parallèle de latitude nord comme ligne de frontière, et, en cas d'écarts de cette ligne sur tous les points qui seront nécessaires, une compensation sera faite par des écarts identiques sur d'autres points.

Ladite commission devra également préparer une liste descriptive des îles adjacentes comprises dans la cession.

Enfin, la commission devra préparer et signer des cartes indiquant la frontière des territoires cédés.

Le travail de la commission sera soumis à l'approbation des hautes parties contractantes.

Les articles additionnels ci-dessus doivent être considérés comme ratifiés en même temps que la ratification du traité de paix auquel ils sont annexés.

Portsmouth, le 5e jour du 9e mois de la 38e année de meiji,
correspondant au 23 août (5 septembre) 1905.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé et apposé leur sceau au présent traité de paix.

Fait à Portsmouth (New-Hamsphire), le 5e jour du
9e mois de la 38e année de meiji, correspondant
au 23 août (5 septembre) 1905.

A l'occasion de la publication du traité de Portsmouth,

le mikado adressa à son peuple cette proclamation vraiment admirable :

Nous avons toujours considéré comme un principe fondamental de notre politique internationale de maintenir la paix dans l'Est et d'assurer la sécurité de notre empire. La poursuite de ce but élevé a toujours dicté notre conduite ; mais, l'année dernière, la nécessité d'assurer notre propre existence nous a malheureusement contraint à entrer en guerre avec la Russie.

Depuis le commencement de la guerre, notre armée et notre marine ont amplement assuré la défense du pays à l'intérieur et ont supporté des privations de toutes sortes dans la campagne à l'étranger. Elles ont ainsi remporté de glorieux succès.

Nos fonctionnaires civils, de concert avec notre Diète, se sont acquittés de leurs devoirs conformément à notre volonté.

Toutes les mesures nécessaires à la poursuite de la guerre et à l'administration des affaires intérieures et étrangères ont été prises. La situation exigeait que notre peuple fût frugal et prudent. Il a supporté de bon cœur le fardeau des dépenses nationales et a généreusement contribué aux frais de la guerre en prêtant ainsi son concours unanime au maintien du prestige et de la dignité de l'État.

Ce résultat est dû en grande partie aux esprits de nos ancêtres, ainsi qu'au dévouement de nos fonctionnaires civils et militaires et au patriotisme et à l'abnégation de tous.

Après vingt mois de guerre, la situation de l'empire et les intérêts du pays se trouvent consolidés, et, comme nous n'avons jamais montré de défaillance dans notre désir que la paix soit maintenue, il est contraire à notre volonté que notre peuple soit soumis sans nécessité aux horreurs de la guerre. Aussi, lorsque le président des États-Unis, dans l'intérêt de la paix et de l'humanité, suggéra aux gouvernements de la Russie et du Japon qu'ils devraient s'entendre sur les conditions de paix, appréciant pleinement sa bonté et sa bonne volonté, nous avons accepté sa suggestion, et au moment convenable nous avons désigné des plénipotentiaires chargés de conférer avec les plénipotentiaires de la Russie. Les plénipotentiaires des deux puissances s'étant réunis et ayant conféré fréquemment, les plénipotentiaires russes ont accepté les propositions de nos plénipotentiaires qui étaient essentielles, ayant pour objet le but poursuivi par la guerre et le maintien de la paix dans l'Est. Ils ont ainsi manifesté la sincérité de leur désir de conclure la paix. Nous avons examiné

les conditions convenues d'accord entre les plénipotentiaires, et, les ayant jugées en conformité entière avec notre volonté, nous les avons acceptées et ratifiées.

Ayant ainsi obtenu la paix et la gloire, nous sommes heureux d'invoquer la bénédiction des esprits de nos ancêtres et d'être en mesure de léguer le fruit de ces hauts faits à notre postérité.

Notre plus ardent désir est de partager la gloire avec notre peuple et de jouir pendant longtemps des bienfaits de la paix avec toutes les nations. La Russie est de nouveau l'amie du Japon, et nous désirons sincèrement que les relations de bon voisinage maintenant rétablies deviennent intimes et cordiales.

A notre époque de progrès ininterrompus, on doit faire des efforts incessants pour améliorer l'administration des affaires de la nation, tant intérieures qu'extérieures, tandis que l'efficacité militaire doit être maintenue dans toute sa force, même en temps de paix. Il faut s'efforcer d'atteindre le succès dans le domaine pacifique, de sorte que, d'une façon correspondante à sa puissance, la prospérité de la nation puisse être maintenue et son progrès permanent assuré.

Nous mettons fortement nos sujets en garde contre toute manifestation de vaine fierté, et nous leur ordonnons de se livrer à leurs occupations ordinaires et de faire tous leurs efforts pour consolider l'empire.

Le traité de Portsmouth termine la plus longue guerre des temps modernes. Elle fut aussi la plus coûteuse. D'après des évaluations, qui ne présentent pas d'ailleurs de garanties absolues, les Russes auraient dépensé de cinq à six milliards et les Japonais de trois à quatre. La Russie a émis pour 1.475 millions d'emprunts. Le Japon a demandé 2.050 millions aux marchés de Londres et de New-York, sans parler des emprunts intérieurs.

Quant aux pertes en hommes et en matériel, il est extrêmement difficile de les apprécier encore avec une exactitude même relative. Les renseignements que nous possédons sont fragmentaires, sujets à caution et très incomplets.

Il est donc clair que les chiffres ci-dessous, qui furent

publiés par les journaux, ne peuvent être considérés que comme très approximatifs.

PERTES DES ARMÉES DE TERRE

RUSSES

Batailles.	Tués et blessés.	Prisonniers.	Canons.
Kalientze	2.500	350	28
Nanchan	2.000	400	52
Vafangou	5.000	300	15
Liao-Yang	30.000	»	»
Cha-Ho	70.000	»	11
Hei-Kou-Taï	10.000	»	»
Moukden	110.000	40.000	40
Port-Arthur	20.000	30.000	546
	249.500	71.050	692

JAPONAIS

Batailles.	Tués et blessés.	Prisonniers.	Canons
Kalientze	900	»	»
Nanchan	5.000	»	»
Vafangou	1.500	»	»
Liao-Yang	50.000	»	»
Cha-Ho	30.000	»	12
Hei-Kou-Taï	9.000	300	»
Moukden	60.000	»	3
Port-Arthur	70 à 100.000	»	»
	230.000 environ	300	15

La répartition des pertes dans les guerres précédentes donnait environ un tué pour cinq ou six blessés. On pensait que le perfectionnement de l'armement réduirait cette proportion. Il n'en a rien été, car les attaques de nuit et les corps à corps se sont multipliés, et la lutte a eu un caractère d'acharnement extraordinaire.

FLOTTES

RUSSIE

14 cuirassés, dont 3 ont été pris.
5 croiseurs cuirassés, dont 5 ont été renfloués.
6 croiseurs protégés (le reste a coulé).
3 gardes-côtes.

Une vingtaine de contre-torpilleurs et canonnières (à peu près 700 millions).

4.000 morts; 7.000 prisonniers.

JAPON

2 cuirassés.

2 croiseurs cuirassés (environ 100 millions).

En tout, 2.000 hommes de pertes.

CHAPITRE IV

AUTOUR DE LA GUERRE

I. — L'attaque de Port-Arthur et le droit des gens.

La protestation du gouvernement russe; l'opinion de M. de Martens; réponse aux arguments russes par un diplomate japonais. — Comment les Russes ont été sur le point, en 1895, d'attaquer à l'improviste la flotte japonaise. — L'argument militaire : la théorie du grand état-major allemand formulée par le colonel Von Bernhardi.

II. — La Corée durant la guerre.

Une circulaire russe signale dès le début la violation des règles de la neutralité commise par les Japonais. — Comment un communiqué japonais répond aux accusations russes. — Texte du protocole signé à Séoul le 23 février 1904 entre le Japon et la Corée.

III. — La neutralité de la Chine.

Les États-Unis proposent aux puissances, dès le début de la guerre, de respecter la neutralité et l'intégrité de la Chine. — La Chine répond en décidant d'observer une stricte neutralité. — Le Japon, dans une note officielle, prétend qu'il a conseillé à la Chine de prendre cette attitude. — Les avantages de la tactique japonaise.

IV. — L'incident de Hull.

Texte du rapport de la Commission internationale d'enquête.

V. — Le Japon et les prisonniers de guerre.

L'adhésion du Japon aux conventions humanitaires d'Occident. — Le règlement japonais du 19 février 1904 relatif aux prisonniers de guerre. — Comparaison de ces instructions avec la convention de La Haye. — Règlement relatif à la poste en ce qui concerne les prisonniers de guerre. — Règlement relatif aux mandats-poste des prisonniers de guerre. — Ordonnance du 27 février sur l'entretien des prisonniers de guerre. — Ordonnance du 21 février créant un bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre.

VI. — Les sujets russes au Japon pendant la guerre.

Instructions du ministre de l'intérieur du 10 février 1904. — Note aux instituteurs sur la conduite à tenir envers les sujets russes. — Instructions du ministre de l'intérieur du 19 février 1904 sur la liberté religieuse.

VII. — La question des prises maritimes.
Les règles générales posées en matière de prises par le ministre de la marine japonaise le 7 septembre 1894. — Le blocus; ordonnance du 20 août 1894 et du 1er mars 1904 sur les tribunaux des prises.

Pendant la guerre, se produisirent à cause d'elle certains faits ou certaines manifestations qu'il importe de rappeler.

I

La première grosse question qui intéressa l'opinion universelle fut de savoir si l'attaque de Port-Arthur après la simple rupture des négociations sans déclaration de guerre formelle fut ou non conforme au droit des gens.

Les Russes protestèrent avec véhémence.

Le 20 février, le *Messager du gouvernement* publia la note suivante :

Le 16 janvier, après avoir reçu les dernières propositions du Japon, le gouvernement impérial commença à les étudier. Le 25 janvier, M. Kurino, ministre du Japon à Saint-Pétersbourg, fut informé, en réponse à une demande faite par lui à ce sujet, que l'empereur avait chargé une commission spéciale de délibérer sur lesdites propositions, commission qui se réunit le 28 janvier.

M. Kurino fut informé en même temps que la décision de l'empereur ne serait prise vraisemblablement que le 2 février. Ce jour du 2 février, l'empereur ordonna d'établir un projet d'instructions définitives devant être adressées au ministre de Russie à Tokyo et basées sur le résultat des délibérations de la commission.

Le 3 février furent envoyés au vice-roi d'Extrême-Orient, amiral Alexeieff, trois télégrammes qui renfermaient le texte complet d'un projet de convention avec le Japon, toutes les considérations qui avaient déterminé le gouvernement impérial à apporter certaines modifications aux propositions du Japon, et

enfin des instructions générales destinées au ministre de Russie à Tokyo. Pour que la réponse de la Russie parvînt plus vite au gouvernement japonais, des télégrammes identiques furent adressés directement au baron de Rosen, ministre de Russie à Tokyo.

Le 4 février, c'est-à-dire quarante-huit heures avant la réception de la notification de la rupture des relations diplomatiques par le gouvernement japonais, le comte Lamsdorff a annoncé au ministre du Japon l'envoi de la réponse de la Russie au baron de Rosen. Le 5 février, on a reçu, par l'intermédiaire du lieutenant de l'empereur en Extrême-Orient, une communication du baron de Rosen annonçant la réception de la réponse par ce diplomate.

Le 6 février, à quatre heures de l'après-midi, le ministre du Japon a remis, d'une façon absolument inattendue, au ministre des affaires étrangères, deux notes, dont la première annonçait la rupture des négociations sous prétexte que la Russie évitait de répondre aux propositions du Japon, et dont la seconde notifiait la rupture des relations diplomatiques et ajoutait que le ministre du Japon et le personnel de la légation quitteraient Saint-Pétersbourg le 10 février.

Les notes étaient accompagnées d'une lettre privée du ministre du Japon au comte Lamsdorff, dans laquelle le diplomate japonais exprimait l'espoir que la rupture des relations diplomatiques aurait une durée aussi courte que possible.

Le même jour, l'amiral Alexeieff et le baron de Rosen, ainsi que tous les représentants de la Russie à Pékin, à Tokyo et près les grandes puissances, ont été instruits par des télégrammes urgents de la rupture des relations diplomatiques avec le Japon et de l'ordre donné par l'empereur à la légation de Russie à Tokyo de quitter le Japon. Dans la dépêche circulaire, le gouvernement russe rejette sur le gouvernement japonais la responsabilité de toutes les conséquences de sa conduite.

Le télégramme de l'amiral Alexeieff annonçant la réception de la dépêche circulaire porte la date du 5 février. Bien que la rupture des relations diplomatiques ne signifie pas du tout l'ouverture des hostilités, le gouvernement japonais a commis, dès la nuit du 8 au 9 février, toute une série d'attaques révoltantes contre des navires de guerre et de commerce russes, en violation des prescriptions du droit international. L'ordre de l'empereur du Japon concernant la déclaration de guerre à la Russie n'a été donné que le 11 février.

M. F. Martens, membre de l'Académie des sciences morales et politiques de France, professeur de droit international, qui fut un des représentants de la Russie à la conférence de la paix à La Haye et ensuite à la conférence de Portsmouth, a fait une sorte de commentaire de ce texte en disant (1) :

Je reste convaincu, aujourd'hui comme il y a trente ans, qu'une déclaration formelle ou solennelle de guerre n'est pas nécessaire dans ces temps-ci en cas de conflits graves entre les nations civilisées. Cependant, je n'ai jamais prétendu qu'une nation civilisée ait le droit de se jeter inopinément et par surprise sur une autre nation. Il est absolument nécessaire que les deux adversaires, en vertu de faits positifs, soient convaincus que l'état de guerre existe entre eux et que les hostilités peuvent commencer à chaque moment.

A ce point de vue, une déclaration de guerre, seulement dans ce dernier cas, n'est pas indispensable, parce que l'état réel des choses force les adversaires d'attendre à chaque instant des actes d'hostilité. Voici pourquoi, par exemple, la bataille de Sinope, en 1854, ne fut nullement une surprise pour les Turcs, parce que, de fait, la guerre existait déjà entre la Russie et la Turquie.

Le rappel des représentants diplomatiques ne suffit point pour approuver le commencement immédiat des hostilités. Ainsi la Grèce et la Roumanie, à cause de l'affaire Zappa, avaient interrompu leurs relations diplomatiques pendant une dizaine d'années. Mais ces deux États n'étaient nullement en état de guerre et ne commettaient aucun d'acte d'hostilité l'un contre l'autre.

En un mot, il faut absolument que les deux adversaires aient conscience qu'ils se trouvent dans le champ clos et que le combat doit inévitablement avoir lieu.

En consultant impartialement les faits, il est impossible de nier que la Russie, n'ayant reçu du Japon aucune déclaration de guerre, ne pouvait prévoir, d'après la situation réelle des choses, le commencement des hostilités immédiatement après la démarche du 6 février. Il suffit, sous ce rapport, de constater les faits positifs suivants :

1° Ce n'est que le samedi 6 février, dans l'après-midi, que

(1) V. *l'Indépendance roumaine,* 3 mars 1904.

la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et le Japon fut connue à Saint-Pétersbourg par la remise d'une note de la part de la légation du Japon.

2° Cette note constata la rupture des négociations et des relations diplomatiques entre les deux pays, mais ne fit la moindre allusion à la possibilité du commencement des hostilités. Quelques mots seulement dans la note japonaise auraient pu écarter le moindre doute sous ce rapport et constater le commencement immédiat d'une « bonne guerre » comme les nations européennes la pratiquaient au moyen âge. Le Japon a préféré une « mauvaise guerre ».

3° Au moment de la remise de la note japonaise, le gouvernement de Tokyo savait parfaitement que la réponse russe était non seulement prête et déjà partie pour le Japon, mais qu'elle était, de plus, rédigée dans l'esprit d'une grande conciliation.

Enfin, 4° — *last but not least* — au même moment où, à Saint-Pétersbourg, le gouvernement japonais se bornait à constater la rupture des négociations diplomatiques avec la Russie, l'attaque de la flotte japonaise était préparée et fut exécutée moins de quarante-huit heures après la rupture.

Dans ces conditions, les autorités russes en Asie furent presque simultanément averties de la rupture diplomatique et de l'attaque nocturne de Port-Arthur.

En vue de ces faits irréfutables, il est impossible de prétendre que le manque de déclaration de guerre de la part du Japon n'ait pas été une manœuvre de « mauvaise guerre », préméditée depuis longtemps et exécutée sans scrupules.

Voilà les quelques rectifications qui me paraissaient d'une grande importance pour porter un jugement juste et impartial sur la conduite du Japon. Il me paraît impossible de la trouver correcte au point de vue des usages adoptés par les nations civilisées d'Europe et d'Amérique.

Dans tous les cas, la conduite du Japon a dû profondément blesser la nation russe, et je ne prévois pas combien de générations doivent passer avant que cette profonde blessure soit guérie.

F. DE MARTENS,
Membre de l'Institut de France.

A ces arguments, M. Nagaoka, secrétaire à la légation du Japon à Paris, répond :

Le Japon pouvait-il commencer les hostilités sans faire une

déclaration de guerre?... Toutes les opinions sont en somme soutenables, comme elles sont d'ailleurs discutables. Aussi notre pensée n'est-elle pas d'entrer dans la lice pour rompre des lances pour ou contre, mais bien plutôt dans le but unique d'exposer simplement la conduite du Japon...

La Russie a, pendant toute la durée des négociations, refusé obstinément d'accueillir les propositions japonaises dans un esprit conciliateur. En retardant, d'une part, indéfiniment ses réponses aux propositions japonaises, elle n'a cessé, d'autre part, de faire d'actifs préparatifs militaires et navals.

Ces faits sont confirmés par les preuves suivantes :

1° La Russie a fait, depuis le mois d'avril 1903, époque à laquelle elle a manqué à sa promesse d'évacuer la Mandchourie, d'immenses préparatifs de guerre en Extrême-Orient.

2° La force navale de la Russie a été augmentée depuis cette époque de la manière suivante :

	Tonnage total.
3 cuirassés	38.488
1 croiseur cuirassé	7.726
5 croiseurs	26.417
7 contre-torpilleurs	2.450
1 canonnière	1.334
2 navires divers	6.000
19 unités.	82.415

La Russie a envoyé également par chemin de fer des contre-torpilleurs en matériaux; sept contre-torpilleurs furent ainsi construits à Port-Arthur.

De plus, deux navires appartenant à la flotte volontaire ont été armés à Vladivostok et ont été convertis en navires de guerre. La Russie avait, en outre, expédié un cuirassé, trois croiseurs, sept contre-torpilleurs et quatre torpilleurs (tonnage total, 30.740), qui auraient pu rejoindre l'escadre du Pacifique si les circonstances n'avaient pas forcé la Russie à les rappeler. Si ces navires avaient pu atteindre leur destination, l'augmentation totale de l'escadre russe en Extrême-Orient eût dépassé 133.000 tonnes depuis le mois d'avril de l'année dernière.

3° La Russie a augmenté d'une manière considérable son armée de terre depuis le 29 juin 1903. Le même jour, elle a envoyé, sous prétexte d'essais de transport par chemin de fer transsibérien, deux brigades d'infanterie, deux bataillons d'artillerie, un corps de cavalerie et un train militaire. Depuis lors,

la Russie a continué d'une manière ininterrompue l'expédition de ses troupes en Extrême-Orient. Au commencement de février, le total de ses renforts excédait quarante mille hommes. Il est avéré que la Russie avait le projet d'y envoyer encore plus de deux cent mille hommes.

4° La Russie a fait travailler nuit et jour pour renforcer les fortifications de Port-Arthur et de Vladivostok et pour construire des forteresses à Hung-Tcheng, Liao-Yang et à beaucoup d'autres points stratégiques. Elle n'a cessé d'expédier en Extrême-Orient des armes et des munitions par le Transsibérien et par les bateaux de la flotte volontaire. Au mois d'octobre dernier, un train composé de quatorze wagons, chargé de l'équipement des hôpitaux de campagne, a quitté précipitamment la Russie pour l'Extrême-Orient.

De tous les faits qui viennent d'être exposés, il résulte clairement que la Russie n'était nullement disposée à un arrangement pacifique, mais qu'elle avait, au contraire, cherché à obliger le Japon à se soumettre par la supériorité de ses forces militaires.

L'activité militaire de la Russie était devenue plus grande encore à la fin de janvier et au commencement de février.

Le 21 janvier, environ deux bataillons d'infanterie et un détachement de cavalerie ont été envoyés de Port-Arthur et de Dalny pour la frontière septentrionale de la Corée. Le 28, un ordre de se tenir prêtes à la guerre a été donné par l'amiral Alexeieff aux forces militaires qui se trouvaient dans le voisinage du Yalou. Le 1er février, le commandant de Vladivostok a, par ordre de son gouvernement, demandé à l'agent commercial du Japon de cette ville qu'il fît le nécessaire pour que ses nationaux rentrassent au Japon ou qu'ils se rendissent à Khabarovsk, l'état de siège pouvant être proclamé d'un moment à l'autre. A la même époque, tous les navires de guerre, à l'exception d'un cuirassé, qui était alors en réparations, sortirent de Port-Arthur pour une destination inconnue, tandis que les forces de terre se dirigeaient de Liao-Yang vers le Yalou.

Et malgré tous ces préparatifs, qui trahissent bien et l'intention de la Russie et la certitude d'un conflit, en cas de rejet de ses propositions, le gouvernement japonais était toujours disposé à un accord diplomatique et montrait véritablement une patience peu commune. Mais toute chose a des bornes et surtout le sentiment national. Les Japonais, devant le développement progressif de ces armements, s'inquiétaient davantage de jour en jour; ils se représentaient la conquête de l'Amour et de l'Oussouri et ils

sentaient de plus en plus que, maîtres à bail de Port-Arthur, les Russes rééditeraient en Mandchourie la politique de Mouravieff, et qu'ensuite la Corée viendrait à tomber entre leurs mains, sans efforts et comme naturellement. Et alors vint le moment où, en dépit de tout son bon vouloir de traiter diplomatiquement la question, le gouvernement se vit obligé de prêter un peu plus l'oreille aux représentations de l'opinion publique, et c'est ainsi qu'il fut amené à rompre ces négociations qui n'en finissaient point; et il s'adressait, en conséquence, à son représentant à Saint-Pétersbourg, M. Kurino.

En face de ces atermoiements russes calculés, dont chacun a pu se rendre compte, et en face de cette patience du Japon que cependant d'aucuns se plaisent à peindre comme si impatient, tout homme qui envisagera la question sans parti pris ne pourrait s'empêcher de reconnaître l'esprit tout conciliateur qui n'a cessé de présider à la conduite du gouvernement japonais durant tout le cours de ces interminables négociations, et cet homme ne sera nullement étonné que, devant la menace ostensible du danger certain, le mikado, lassé enfin, ait cru devoir, pour l'intérêt de son empire, rompre des relations que son adversaire aurait, à n'en pas douter, rompues lui-même au moment voulu par lui.

Il est bien sûr qu'aux yeux de tous les Japonais, cette rupture n'était pas un couteau posé sur la gorge de la Russie pour l'obliger à accepter ce qu'elle avait jusque-là refusé; c'était la guerre, et, disons-le, une guerre nationale. Aussi, à l'annonce de la cessation des négociations dont la longueur avait énervé et surexcité tout l'empire du Soleil-Levant, et cela se conçoit, la presse japonaise entière, rendant l'intime pensée de tout le peuple, saluait-elle, soulagée et satisfaite, cette décision énergique du gouvernement, et adressait-elle toutes ses félicitations et l'expression de toutes ses espérances à l'armée, à la marine, qui allaient être appelées à défendre la patrie et le bon droit. Et, pendant ce temps, le cabinet, sentant bien la gravité de l'heure et le prix du temps, ne restait pas inactif. Ce fut, dit-on, au conseil des ministres qui se tint le 4 février, sous la présidence de l'empereur, que furent résolues la rupture des négociations et celle des relations entre les deux pays, et arrêtées les mesures à prendre que commandait la situation.

Et à la suite de cette mémorable réunion ministérielle, qui sera une date dans notre histoire, quelle que soit l'issue de cette lutte, le 6 février, le mikado adressait au ministre de la marine

et au ministre de la guerre un rescrit où il disait en substance que, n'ayant pu, malgré son vif désir de maintenir la paix en Extrême-Orient, ne pas rompre les négociations avec la Russie dont les lenteurs étaient certainement calculées, il s'en remettait à leur fidélité et à leur courage pour sauvegarder la gloire et l'honneur de l'empire.

Le 5 février, au soir, commençait la mobilisation, et en même temps on envoyait à la flotte mouillée à Sasébo ordre de lever l'ancre le plus tôt possible pour aller chercher la flotte russe. Ainsi, ce fut le 6, à deux heures de l'après-midi, que l'escadre japonaise, sous le commandement du vice-amiral Togo, quitta Sasébo pour se diriger vers le détroit du Pé-Tchi-Li, en détachant quelques navires au large de Tchémulpo pour protéger les transports destinés à ce port.

Le gouvernement avait donc envoyé à son représentant à Saint-Pétersbourg, le 5 février, ses instructions, qui furent remises au gouvernement russe le 6, à quatre heures de l'après-midi, et le ministre de la Russie à Tokyo recevait notification de la rupture des relations diplomatiques le 8 février. Il est bien évident que personne ne pouvait se tromper sur la signification réelle de cette rupture, et, si le gouvernement russe ne voulut y voir qu'une simple suspension de relations, il eut certainement grand tort, car il devait être instruit du sens que tout le monde au Japon pouvait prêter à un tel acte...

Dans le *Messager officiel* du 20 février, on peut lire une accusation formelle du Japon : « Bien que la rupture des relations diplomatiques ne signifie pas du tout l'ouverture des hostilités, le gouvernement japonais a commis, dans la nuit du 8 au 9 février, toute une série d'attaques révoltantes contre des navires de guerre et de commerce russes, en violation des prescriptions du droit international. L'ordre de l'empereur du Japon concernant la déclaration de guerre n'a été donné que le 11 février. »

En présence de ces mots : « en violation des prescriptions du droit international, » nous pouvons, laissant complètement de côté le reste de la note à laquelle on peut répondre aisément aussi, nous pouvons crier à la Russie : « Halte-là! »...

Ouvrons un livre de droit international, que la note russe du 20 février invoque si bien. Ouvrons un de ces traités, celui que l'on voudra. Qu'y voyons-nous? Que la nécessité de la déclaration de guerre avant l'ouverture des hostilités est précisément l'un des points sur lesquels on n'est pas d'accord. Les uns disent oui, les autres disent non, et tous ceux qui soutiennent qu'une

déclaration de guerre est nécessaire ne sont pas les derniers à enregistrer que bien des guerres ont commencé sans déclaration, bien que cela, ajoutent-ils naturellement, soit irraisonnable au point de vue du droit pur. Comme les chiffres ne font jamais mal, nous nous permettrons de rappeler que, d'après M. J.-T. Maurice, de 1700 à 1871, cent sept guerres se sont ouvertes sans déclaration, entre autres la guerre franco-espagnole de 1719, la guerre de l'Europe contre la France en 1792; peu de campagnes furent faites, comme la guerre anglo-française et la guerre franco-allemande de 1870, avec déclaration.

Si les anciens n'hésitaient pas à faire précéder leurs guerres d'une déclaration, les modernes, eux, pensent bien différemment. Ils sont pour ainsi dire hésitants. Les auteurs continentaux, et surtout les Français, jugent pour la plupart qu'il est désirable de faire une déclaration préalable, alors que les auteurs anglais la proclament inutile. Et ceux qui préconisent la déclaration ne peuvent guère nous la montrer que comme reposant sur une question de convenances. Cette convenance n'a pour but que de ne pas attaquer à l'improviste l'ennemi et de ne pas léser les intérêts de tiers États qui ne connaîtraient pas encore l'ouverture des hostilités. Ces deux raisons perdent de jour en jour leur importance par suite des perfectionnements quotidiens des moyens de communication, et même nous pensons qu'au point de vue de la lutte actuelle, elles ne sauraient être invoquées : les deux belligérants se préparaient depuis l'été dernier, prévoyant ce qui allait arriver, et la notification japonaise de la rupture des relations ne laissa aucun doute sur ses conséquences dans l'esprit du monde entier.

Pinheiro Forreira, combattant l'opinion de Vattel, qui est d'avis que la déclaration de guerre est toujours nécessaire, dit que « ce serait pousser trop loin la bonhomie que d'avertir l'ennemi et lui donner le temps de mieux se préparer à soutenir l'injustice, tandis qu'il nous oblige à lui demander raison par les armes. Loin d'être un devoir, la déclaration de guerre serait de notre part une imprudence. »

Cette opinion, nous sera-t-il permis de le dire? nous paraît très juste pour le cas qui nous concerne présentement. En un mot, une déclaration de guerre préalable n'est nullement une prescription du droit international, et l'on peut y recourir ou non, sans être taxé, pour ne point le faire, de violer ce droit. Et, dans le vif reproche que fait la Russie au Japon, il y a quelque

chose d'assez piquant : c'est que la Russie elle-même a violé plus d'une fois ce qu'elle veut bien appeler une prescription du droit international. En 1700, avant Narva, elle commençait les hostilités sans déclaration de guerre. En 1733, ses armées entraient à l'improviste en Pologne, sans aucune notification, pour mettre Stanislas sur le trône de Varsovie; vingt ans plus tard, en 1753, avec l'Autriche et la Prusse, elle attaquait tout à coup cette même Pologne; en 1806, alors que duraient encore les négociations diplomatiques, les armées russes pénétraient en Moldavie; en 1827, la flotte russe, unie à celles de l'Angleterre et de la France, écrasait sans aucune déclaration de guerre la flotte turque; en 1828, la guerre se faisait entre la Russie et la Turquie sans notification d'autre part; en 1831, les Russes attaquaient, coulaient et capturaient des vaisseaux grecs sans avoir non plus rien notifié; en 1836, la Russie, l'Autriche et la Prusse occupaient Cracovie de la même façon; enfin, en 1853, la guerre de Crimée s'ouvrait, elle aussi, sans déclaration préalable. Au lecteur de juger.

Une guerre peut donc se faire sans qu'il y ait une déclaration préalable. Mais, dans le cas qui nous occupe, si nous pesons bien les termes de la note japonaise sur la rupture des relations diplomatiques, n'y pouvons-nous pas voir un ultimatum renfermant le *casus belli*. Le mikado n'y suspend-il pas les relations diplomatiques en se « réservant le droit d'agir d'une façon indépendante et comme il jugera le mieux pour défendre et consolider la position menacée du Japon aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes? »

En vérité, dans la plupart des cas, une notification de suspension de relations diplomatiques n'équivaut pas à une déclaration de guerre, mais on peut la prendre pour équivalente si les termes ou les circonstances le permettent. Et c'est pourquoi, semble-t-il, M. Calvo dit que le rappel des envoyés que les États accréditent les uns auprès des autres est, en effet, généralement considéré comme équivalant à une déclaration de guerre, et les exemples ne manquent pas. En 1778, l'Angleterre rappelle son ministre en France et la France considère ce rappel comme la rupture de la paix entre les deux pays; il n'y eut pas d'autre déclaration de guerre, bien que, par la suite, chacune des deux parties publiât une défense de ses intérêts et de sa conduite.

Donc, si nous pensons qu'une notification quelconque doit précéder toutes les guerres, il nous faut en toute sincérité recon-

naître que, par ses termes et par les circonstances où elle était faite, la notification qu'adressait au gouvernement de Saint-Pétersbourg celui de Tokyo était manifestement suffisante, et qu'ainsi la thèse soutenue par le manifeste du tsar et la note officielle tombe d'elle-même.

A ce plaidoyer japonais, un juriste pourrait répondre par des arguments sans doute en apparence tout aussi convaincants. A vrai dire, la meilleure explication de l'attaque de Port-Arthur que pourraient donner les Nippons n'est peut-être pas d'ordre juridique. Il leur suffirait de rappeler que pendant les négociations qui précédèrent l'intervention européenne à Tokyo en 1895, l'amiral Tyrtoff, commandant l'escadre russe, depuis ministre de la marine, proposa pendant cette courte période, à l'amiral de la Bonninière de Beaumont, commandant l'escadre française des mers de Chine, de se porter de concert à la rencontre de la flotte japonaise sur ses ancres, avec l'intention de lui livrer un combat immédiat et de la couler.

L'amiral français déclina cette invitation, ce qui rendit tout éclat fâcheux impossible. J'ai vérifié à des sources fort autorisées la valeur de cette information. Je dois à la vérité de reconnaître qu'elle est parfaitement exacte (1).

Les Nippons n'ont pas oublié ce très grave incident; ils se croient donc autorisés à dire qu'ils n'ont fait qu'exécuter aux dépens des Russes, dans des conditions, en somme, beaucoup plus admissibles, ce que les Russes avaient rêvé de réaliser contre eux.

Enfin, deuxième et peut-être aspect décisif de la question : les Nippons peuvent dire que l'attaque brusquée de Port-Arthur n'a été que l'application par eux d'un principe de guerre préconisé ardemment par les stratèges les plus écoutés des temps présents.

Dans une conférence qu'il fit à la Société militaire de

(1) M. Pierre Leroy-Beaulieu l'a publiée le premier, je crois. (V. *la Rénovation de l'Asie*, p. 422. Armand Colin, Paris, 1900. — V. aussi p. 525.)

Berlin, le colonel von Bernhardi a proclamé ouvertement la doctrine du grand état-major allemand.

« *La résolution de faire la guerre, l'ordre de mobilisation et le commencement des hostilités ne formeront en quelque sorte qu'un seul et même acte*... Jamais les influences du premier choc n'ont exercé une influence aussi décisive que celle qu'elles exerceront à l'avenir. »

Le triomphe japonais final est dû pour beaucoup, trop visiblement, à l'attaque brusquée de Port-Arthur pour que l'opinion du colonel von Bernhardi puisse être pratiquement discutée.

Aussi, quoi qu'en puissent dire les théoriciens et les juristes, il est plus que probable que l'exemple donné par les Japonais sera encore suivi. Le Japon a tiré trop d'avantages durant toute la campagne du succès du premier choc pour que ceux qui auront à entreprendre des guerres hésitent à se priver des bénéfices absolument énormes que donnent la surprise et la décision soudaine. De cela, le penseur et le philosophe peuvent s'affliger, mais l'homme d'État a trop d'immenses intérêts à défendre pour qu'il lui soit permis de se bercer d'illusions.

II

La question de la neutralité de la Corée se posa dès le début des hostilités. Elle n'exista d'ailleurs jamais qu'en théorie, car, en fait, la Corée fut violée autant qu'un pays peut l'être.

Le ministre des affaires étrangères russe adressa à ce sujet la circulaire suivante aux représentants de la Russie à l'étranger :

Depuis le moment où ont été rompues les relations diplomatiques entre la Russie et le Japon, la manière d'agir du cabinet

de Tokyo trahit une violation évidente des règles d'une observation générale qui déterminent les rapports réciproques entre nations civilisées.

Sans entrer dans le détail des violations de ces règles commises par le Japon, le gouvernement impérial tient pour nécessaire d'appeler l'attention la plus sérieuse des puissances sur les coups de force du gouvernement japonais concernant la Corée.

L'autonomie et l'intégrité de la Corée en tant qu'empire absolument indépendant ont été reconnues par toutes les puissances, et l'inviolabilité de ces principes fondamentaux a été affirmée par l'article 1er du traité de Shimonoséki, par le traité spécialement conclu entre l'Angleterre et le Japon le 17/30 janvier 1902, ainsi que par la déclaration franco-russe du 17 mai.

Prévoyant le danger d'un conflit possible entre la Russie et le Japon, l'empereur de Corée, dans les premiers jours de janvier 1904, adressa à toutes les puissances une circulaire où il déclarait sa résolution d'observer la plus stricte neutralité. Cette déclaration fut accueillie avec bienveillance et ratifiée également par la Russie.

Le gouvernement anglais, qui avait signé avec le Japon le traité du 30 janvier 1902 susmentionné, confia, ainsi que l'avait fait connaître le ministre de Russie en Corée à son représentant à Séoul, la mission d'exprimer, dans une note officielle, ses remerciements à l'empereur de Corée pour la déclaration qu'il avait faite au cabinet de Londres et qui annonçait l'observation par la Corée, en cas de rupture entre la Russie et le Japon, de la plus stricte neutralité.

Malgré tous ces faits, en dépit de tous ces traités, au mépris de ses obligations, et contrairement aux principes du droit international, le gouvernement japonais, ainsi que cela a maintenant été prouvé et établi d'après des faits constatés avec une rigueur absolue, a :

1° Avant l'ouverture des hostilités contre la Russie, débarqué ses troupes sur le territoire de l'empire indépendant de Corée, qui avait déclaré qu'il observerait la neutralité ;

2° Avec une division de son escadre, attaqué tout à coup, le 8 février, c'est-à-dire trois jours avant la déclaration de guerre, deux navires de guerre russes qui se trouvaient dans le port neutre de Tchémulpo et dont les commandants n'avaient pas été avisés de la rupture des relations avec le Japon, attendu que les Japonais avaient perfidement arrêté la transmission des câbles russes par le câble danois et avaient corrompu la direction des

télégraphes du gouvernement coréen. Les détails de cette attaque révoltante se trouvent dans un télégramme officiel du ministre de Russie à Séoul qui a été publié;

3° Le gouvernement japonais a, malgré les règles du droit international, et quelque temps avant l'ouverture des hostilités, capturé et emmené, comme prises de guerre, des navires de commerce russes qui se trouvaient dans un port coréen neutre;

4° Déclaré à l'empereur de Corée, par l'organe du ministre du Japon à Séoul, que la Corée serait désormais soumise à l'administration japonaise, et averti le gouvernement coréen qu'en cas d'insoumission, les troupes japonaises occuperaient le palais impérial;

5° Par l'intermédiaire du ministre de France, sommé le représentant de la Russie auprès de l'empereur de Corée de quitter le pays avec le personnel de la légation et des consulats;

6° Reconnaissant que tous les faits ci-dessus constituent une violation révoltante de la législation internationale reçue, le gouvernement impérial a maintenant pour devoir de protester de toutes ses forces contre les agissements du gouvernement japonais, dans la ferme conviction que toutes les puissances qui ont à cœur le maintien des principes garantissant leurs rapports avec les autres nations, partageront la manière de voir de la Russie.

En même temps, le gouvernement impérial considère comme nécessaire de faire savoir maintenant qu'à la suite de l'usurpation de pouvoirs commise en Corée par le Japon, contrairement à toutes les lois, il déclare de nul effet toutes les ordonnances qui pourraient être publiées par le gouvernement coréen.

En réponse à la note qui précède, le gouvernement du mikado communiqua à la presse les déclarations ci-dessous :

On croit savoir que le gouvernement russe a adressé, ces temps derniers, une note aux puissances, dans laquelle le gouvernement japonais est accusé d'avoir commis en Corée certains actes que la Russie considère comme une violation du droit des gens et disant, en outre, que tous les actes et déclarations futurs du gouvernement coréen seront considérés par elle comme nuls et non avenus.

Le gouvernement impérial du Japon ne croit avoir à s'occuper en aucune façon des vues, opinions ou déclarations du gouverne-

ment russe en ce sens. D'autre part, il considère être dans son droit et faire son devoir en rectifiant les déclarations inexactes de l'exposé des faits, tels qu'ils ont été relatés par le comte Lamsdorff, car ces déclarations, si elles n'étaient pas démenties, pourraient provoquer dans l'opinion des puissances neutres des conclusions et déductions erronées.

En conséquence, le gouvernement du mikado a jugé utile de faire la déclaration suivante, en ce qui concerne les cinq accusations que la susdite note russe déclare être des faits pleinement démontrés et confirmés :

1° Le gouvernement impérial reconnaît qu'en effet, des troupes japonaises ont débarqué en Corée avant que la déclaration formelle de la guerre ne fût lancée. Toutefois, ce débarquement n'a pas eu lieu avant que l'état de guerre existât entre le Japon et la Russie. Le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Corée étant l'un des principaux buts ayant occasionné la guerre, l'envoi de troupes sur le territoire menacé était donc une mesure légitime et nécessaire, mesure qui bénéficiait, d'ailleurs, de l'adhésion complète du gouvernement coréen. Le gouvernement impérial a donc établi une distinction précise entre le débarquement des troupes japonaises en Corée, dans ces conditions, et l'envoi de corps de troupes russes importants en Mandchourie sans l'assentiment de la Chine, au moment où des négociations pacifiques étaient en cours.

2° Le gouvernement impérial déclare qu'il est absolument inexact qu'il ait empêché, comme l'ont dit les Russes, la remise à destination des télégrammes russes transmis par le câble danois, ou qu'il ait fait détruire les communications télégraphiques du gouvernement coréen. Le gouvernement impérial nie absolument avoir commis des actes de cette nature.

En ce qui concerne le caractère soi-disant inattendu de l'attaque du 8 février dernier à deux navires de guerre russes dans le port de Tchémulpo, il suffit de dire que l'état de guerre existait à ce moment et que, la Corée ayant approuvé le débarquement des troupes japonaises à Tchémulpo, ce port avait déjà cessé d'être un port neutre, du moins en ce qui concernait les belligérants.

3° Le gouvernement impérial a constitué une cour des prises ayant pleins pouvoirs pour statuer, en dernier ressort, sur la question de la légalité des saisies de navires marchands. De l'avis du gouvernement, il serait donc superflu de donner quelque réponse que ce soit à l'accusation russe d'après laquelle

les Japonais auraient capturé illégalement comme prises de guerre les navires marchands russes se trouvant dans les ports de la Corée.

4° Selon le gouvernement russe, le gouvernement japonais aurait déclaré à l'empereur de Corée, par l'entremise de son ministre à Séoul, que la Corée se trouverait désormais soumise au régime japonais et aurait prévenu l'empereur qu'au cas où l'on se refuserait à subir ce régime, les troupes japonaises occuperaient le palais. Le gouvernement impérial déclare que cette accusation est entièrement dénuée de toute espèce de fondement.

5° Le gouvernement japonais n'a demandé ni directement ni indirectement au ministre de la Russie à Séoul de quitter la Corée. Voici d'ailleurs l'exposé des faits en ce qui concerne cette accusation :

Le 10 février dernier, le chargé d'affaires de France à Séoul se rendit auprès du ministre du Japon dans cette ville et lui fit savoir, ce qui se confirma ensuite par écrit, que le ministre de Russie était désireux de quitter la Corée. Le chargé d'affaires de France demanda son avis à ce sujet à son collègue du Japon. Le ministre du Japon répondit que, si le ministre de Russie se retirait d'une façon pacifique, en emmenant avec lui son personnel et la garde de la légation, les troupes japonaises lui assureraient toute protection. C'est ainsi que le ministre de Russie se retira volontairement, le 12 du même mois, accompagné jusqu'à Tchémulpo par une escorte de soldats japonais.

Il est donc inexact que, — ainsi que le prétendent les Russes, — le gouvernement japonais ait invité le ministre de Russie, par l'entremise du représentant de la France en Corée, à quitter sa résidence.

Et, à l'appui de ceci, il est à remarquer que le consul de Russie à Fousan est demeuré en fonctions jusqu'au 28 février dernier; ce serait par suite de l'absence des instructions que son supérieur de Séoul ne s'était pas soucié de lui donner avant de quitter son poste, que ce diplomate s'est vu dans la nécessité de rester aussi longtemps. Quand il eut reçu les instructions à cet effet, comme il désirait quitter Fousan le plus vite possible, le consul japonais dans ce même port lui offrit toutes les facilités pour son départ, et son passage à Changhaï par le Japon fut arrangé par ce dernier.

Pour terminer cette question de la neutralité coréenne, il est utile de signaler le texte du protocole signé à Séoul

le 23 février 1904 entre le Japon et la Corée, par lequel cette neutralité de la Corée a pris fin et par lequel les Japonais ont obtenu toute liberté d'action en ce pays :

M. Hayashi, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'empereur du Japon, et le général-major Yé-Tchi-Young, ministre des affaires étrangères *ad interim* de Sa Majesté l'empereur de Corée, dûment autorisés respectivement à cet effet, ont arrêté les articles suivants :

Article premier. — Dans le but de maintenir une amitié permanente et solide entre le Japon et la Corée, et d'établir fermement la paix en Extrême-Orient, le gouvernement impérial de la Corée mettra une confiance absolue dans le gouvernement impérial du Japon et adoptera les conseils de ce dernier concernant l'amélioration de son administration.

Art. 2. — Le gouvernement impérial du Japon assurera, dans un esprit de solide amitié, la tranquillité et le salut de la maison impériale de Corée.

Art. 3. — Le gouvernement impérial du Japon garantira d'une manière définitive l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée.

Art. 4. — Dans le cas où le salut de la maison impériale de Corée ou l'intégrité territoriale de la Corée seraient en danger, soit par l'agression d'une tierce puissance, soit par les désordres intérieurs, le gouvernement impérial du Japon prendra immédiatement telles mesures nécessaires qu'exigeront les circonstances, et, dans un pareil cas, le gouvernement impérial de Corée donnera toutes les facilités pour aider le gouvernement impérial du Japon dans l'accomplissement du but susmentionné, occuper telles places qui seraient nécessaires au point de vue stratégique, quand les circonstances l'exigeront.

Art. 5. — Les gouvernements des deux pays ne concluront, dans l'avenir, sans un consentement mutuel, aucun arrangement avec une tierce puissance qui pourrait être contraire aux principes du présent protocole.

Art. 6. — Les détails concernant le présent protocole seront déterminés, suivant les circonstances, entre le représentant du Japon et le ministre des affaires étrangères de Corée.

Ce texte, qui fut, en réalité, imposé aux Coréens, établit suffisamment que la question de la neutralité de la Corée n'a jamais pu être considérée comme sérieuse. Le Japon a

fait la guerre pour empêcher la Russie de prendre l'empire du Matin-Calme et pour s'en emparer lui-même. L'article 10 du traité russo-japonais, en proclamant la mainmise du Japon sur le Royaume-Ermite, l'article du traité anglo-japonais confirmant cette mainmise et l'accord japono-coréen de novembre 1905 montrent péremptoirement que telle était bien la vérité.

III

La Mandchourie, que les Russes occupaient depuis l'insurrection des Boxeurs, étant, comme chacun le sait, une province de la Chine, cette puissance se trouva, en ce qui concerne la neutralité, dans des conditions toutes spéciales.

Le 10 février 1904, le gouvernement des États-Unis adressa aux puissances une note où il leur demanda si elles ne consentiraient pas à se joindre à lui pour notifier à la Russie et au Japon que, soit pendant les hostilités, soit après, la neutralité et l'intégrité de la Chine devaient être respectées. Le même jour, M. Hay télégraphiait aux représentants de l'Union américaine à Tokyo, à Saint-Pétersbourg et à Pékin ce qui suit :

Vous exprimerez au ministre des affaires étrangères le vif désir du gouvernement des États-Unis qu'au cours des opérations militaires commencées entre la Russie et le Japon, la neutralité de la Chine et, par tous les moyens pratiques, son entité administrative, soient respectées par les deux parties belligérantes; que le théâtre des hostilités soit localisé et limité autant que possible, de manière que tout désordre parmi la population chinoise puisse être évité; que le commerce subisse le moins de pertes et les pacifiques relations du monde le moins de trouble possible.

Et le gouvernement chinois publiait, le 18 février, un

décret impérial où il disait, conformément aux vues du gouvernement des États-Unis :

Le Japon et la Russie, qui sont en guerre, sont également nos pays voisins et amis; aussi la cour a-t-elle désiré d'observer une stricte neutralité à l'égard des deux belligérants. Des ordres ont été donnés en ce sens aux autorités de toutes les provinces; le maintien de l'ordre et la protection du commerce et des chrétiens ont été aussi sévèrement prescrits.

A Moukden et Shingking, où se trouvent les palais et les tombes impériaux, le maréchal tartare est chargé de leur surveillance et de leur protection. Nous tenons particulièrement à ce que les deux belligérants ne causent aucun préjudice aux villes, aux édifices publics, aux personnes et aux propriétés privés en Mandchourie; que leurs troupes résidant actuellement en Chine s'abstiennent respectivement de toute provocation belliqueuse entre elles. Le vice-roi du Tchi-Li est invité à envoyer des troupes pour garder la partie ouest du Liao-Ho évacué par les Russes. Nous observerons scrupuleusement les lois de la neutralité dans toutes les provinces, ainsi que dans toute la Mongolie, le long de la frontière; neutralité qui doit être aussi respectée par les belligérants. Seulement, en ce qui concerne la Mandchourie, dans les endroits où l'évacuation n'a pas encore été effectuée par le corps d'occupation étranger, nous ne serons probablement guère en état, par le seul fait de sa présence, d'y faire observer les lois de la neutralité. *Vu nos droits de souveraineté sur tout le territoire de la Mandchourie, nous déclarons formellement que l'occupation de ce territoire ne pourra être maintenue par aucune des parties belligérantes, quelles que soient les chances finales de leur guerre.*

A cette démarche de M. Hay et à cette déclaration le Japon répondit :

La question de l'attitude de la Chine dans la guerre actuelle a été l'objet d'une très sérieuse considération de la part du gouvernement japonais. Le Japon n'ignore pas les grands avantages qu'il peut retirer des immenses ressources qu'offre la Chine à tous égards, en l'ayant comme alliée dans une guerre contre la Russie. Néanmoins, par des considérations d'ordre international et d'intérêts généraux, il a cru devoir conseiller à la Chine de garder sa neutralité.

1° C'est une obligation morale imposée à tout belligérant de réduire au minimum les maux de la guerre, et, dans ce but, l'étendue des localités où vont avoir lieu les opérations de guerre doit être géographiquement limitée autant que possible, de manière que le commerce des neutres puisse être affecté le moins possible par la guerre.

2° Dans le même but, il est nécessaire de réduire autant que possible le nombre des puissances belligérantes.

Dans le cas présent, la guerre doit être circonscrite au Japon et à la Russie, afin d'éviter une conflagration générale.

3° Dans une guerre entre le Japon et la Russie, il est de la plus haute importance que l'ordre et la tranquillité soient rigoureusement maintenus, tant dans l'intérieur de la Chine que dans tous les ports ouverts, car l'excitation et le soulèvement populaires, qui seraient très naturels si la Chine devenait partie belligérante, obligeraient les puissances intéressées à intervenir dans les affaires de la Chine.

En conséquence, le ministre du Japon en Chine a reçu des instructions de son gouvernement à l'effet d'entretenir le prince Tching de cette question et de lui dire qu'après un mûr examen de la situation, le gouvernement japonais croyait devoir conseiller à la Chine de garder la plus stricte neutralité.

La guerre entre le Japon et la Russie intéresse autant la Chine que le Japon; et, bien que la Chine ait des raisons non moins justes que le Japon de déclarer la guerre à la Russie, le gouvernement japonais est néanmoins convaincu, pour les motifs énumérés plus haut, que l'attitude la plus sage pour la Chine est de garder la neutralité.

Le ministre du Japon a reçu l'ordre de faire comprendre très clairement au prince Tching que la neutralité imposait à la Chine l'obligation positive de veiller à ce que cette neutralité soit scrupuleusement observée par les parties belligérantes, et, qu'en conséquence, la Chine était tenue de prendre des mesures effectives pour réprimer toute tentative de la part des belligérants de violer cette neutralité, et d'aviser, en particulier, pour que ses ports ne deviennent pas des bases d'opérations de guerre ni ne servent de lieu de refuge, de réparation ou de ravitaillement aux navires des belligérants.

La Chine doit, dans ce but, avoir des forces suffisantes à Chan-Haï-Kouan et autres ports stratégiques, et veiller à ce que tous ses ports soient interdits à tout acte qui ne serait pas neutre.

Elle doit veiller à ce que tout le territoire chinois, à l'excep-

tion de la Mandchourie, ne puisse être le théâtre de la guerre.
Dans le cas où le gouvernement chinois partagerait les vues qui viennent de lui être exposées, le gouvernement japonais respecterait la neutralité de la Chine, si la Russie, de son côté, respecte cette neutralité.

Ainsi donc, sauf en ce qui concerne la Mandchourie, tout l'empire chinois se trouva théoriquement dans l'état de la plus stricte neutralité, et chacun des deux belligérants fut tenu, toujours théoriquement, d'observer le règlement rendu par la Chine à cet effet, qui rendait applicables les détails insérés dans la proclamation de la neutralité à l'occasion de la guerre hispano-américaine.

La lecture de cette note suggère plusieurs réflexions. Elle met d'abord en relief avec quelle habileté le gouvernement de Tokyo sut maintenir l'apparence de déférer volontiers aux désirs des États-Unis et comment il chercha à se ménager l'opinion universelle en faisant extérieurement une part fort importante aux grands principes de l'humanité et du droit international.

Mais cette impression n'est dominante que pour le public d'Occident; certains passages de la note, ceux reproduits plus bas en italique, ont une signification considérable et très claire pour quiconque connaît l'état actuel de la Chine.

Pour parler net, si le Japon « a cru devoir conseiller à la Chine de garder sa stricte neutralité », c'est uniquement parce qu'il y avait *le plus grand intérêt.*

Ceci, je crois pouvoir le démontrer en m'appuyant à la fois sur les termes mêmes du document japonais et sur ce que j'ai appris en Extrême-Orient.

La note nipponne dit encore : « Dans le cas présent, la guerre doit être circonscrite entre le Japon et la Russie, *afin d'éviter une conflagration générale.*

« *Dans une guerre entre le Japon et la Russie, il est de la plus haute importance que l'ordre et la tranquillité soient rigoureusement maintenus, tant dans l'intérieur de la Chine*

que dans tous les ports ouverts, car l'excitation et le soulèvement populaires, qui seraient très naturels si la Chine devenait partie belligérante, obligeraient les puissances à intervenir dans les affaires de la Chine. »

Ce texte ne doit-il pas satisfaire les plus difficiles?

Si la Chine fût entrée en guerre, qu'arrivait-il de toute évidence?

Le mouvement antiétranger qui couve eût éclaté dans tout l'empire du Milieu avec une violence sans précédent. Les Européens des diverses nationalités eussent été pillés, molestés, tués. La solidarité sino-japonaise apparaissant dans ces conditions avec éclat, la question jaune était posée dans toute son ampleur et sous la forme la plus aiguë. La force même des choses eût alors contraint les nations d'Europe, l'Angleterre comprise, à intervenir militairement en Extrême-Orient, et à former, bon gré mal gré, le bloc blanc contre le bloc jaune; ce qui revient encore à dire que les États européens eussent été amenés à prendre position indirectement, mais efficacement, du côté de la Russie contre les Japonais.

Ce danger, on le connaissait fort bien à Tokyo; on le redouta par-dessus tout, et c'est pour y faire obstacle que les Nippons ont réellement pesé sur la Chine pour lui faire déclarer et maintenir son apparente neutralité. Je dis apparente, car personne de sérieux ne doute que, sous main, la Chine n'ait fait le possible pour favoriser les Japonais en leur fournissant occultement tous les renseignements et facilités désirables.

Il n'était pas inutile de mettre en relief ce qu'a valu exactement, au point de vue russe, la prétendue neutralité chinoise, et de montrer que la Russie, en l'acceptant, a compliqué grandement sa tâche militaire, puisqu'elle a ainsi renoncé à des conflits internationaux en Chine qui eussent vraisemblablement contraint l'Europe à se ranger de son côté, ce qui, peut-être, lui eût permis de se tirer d'affaire.

IV

La canonnade de Hull (1) faillit un instant allumer la guerre en Europe, en entraînant l'Angleterre dans le conflit russo-japonais. Le tsar ayant heureusement exprimé à temps ses regrets de l'incident, de laborieuses négociations purent s'ouvrir. Elles aboutirent à la création d'une commission d'enquête internationale sur l'incident de la mer du Nord. Cette commission, réunie à Paris, au ministère des affaires étrangères, rendit public, le 26 février 1905, à trois heures et demie, le rapport ci-dessous. Les passages essentiels en ont été reproduits textuellement; les paragraphes présentant peu d'intérêt ont été résumés (2).

§ 1er. Les commissaires, après un examen minutieux et prolongé de l'ensemble des faits parvenus à leur connaissance sur l'incident soumis à leur enquête par la déclaration de Saint-Pétersbourg du 12/25 novembre 1904, ont procédé dans ce rapport à un exposé analytique de ces faits, suivant leur enchaînement rationnel.

En faisant connaître les appréciations dominantes de la commission en chaque point important ou décisif de cet exposé sommaire, ils pensent avoir mis suffisamment en lumière les causes et les conséquences de l'incident en question, en même temps que les responsabilités qui s'en dégagent.

§ 2. Les commissaires retracent le séjour de l'escadre russe de Skagen, les informations reçues par les agents russes, les précautions prises.

§ 3. Le rapport expose l'ordre des détachements et la vitesse de marche.

§ 4. Rencontre du navire anglais *Zéro ;* ses observations concordent avec le rapport de l'amiral Rojdestvensky.

§ 5. Le *Kamtchatka* reste en arrière de l'escadre.

(1) V. p. 286.

(2) V. *Le Temps* du 26 février 1905.

Ce retard accidentel fut peut-être la cause incidente des événements qui suivirent.

§ 6. Le *Kamtchatka* canonne l'*Aldebaran* et d'autres bateaux inconnus, sans doute par suite des préoccupations que lui causaient, dans les circonstances du moment, son isolement, ses avaries de machines et son peu de valeur militaire; il informe l'amiral qu'il est attaqué de tous côtés par des torpilleurs.

§ 7. L'amiral Rojdestventsky pouvait croire que ces torpilleurs rattraperaient l'escadre pour l'attaquer. L'amiral signale à ses vaisseaux de redoubler de vigilance et de s'attendre à une attaque de torpilleurs.

§ 8. Ordres de l'amiral : les officiers supérieurs sur la passerelle de quart; l'officier chef de quart pouvant commander le feu, si l'attaque venait de l'avant; dans le cas contraire, beaucoup moins pressant, il devait en référer à son commandant.

Au sujet de ces ordres, la majorité des commissaires estime qu'ils n'avaient rien d'excessif en temps de guerre et particulièrement dans les circonstances que l'amiral Rojdestvensky avait tout lieu de considérer comme très alarmantes, dans l'impossibilité où il se trouvait de contrôler l'exactitude des avertissements qu'il avait reçus des agents de son gouvernement.

§ 9. Le rapport décrit l'état de l'atmosphère, insiste sur l'obscurité, le vent et le roulis. Il est une heure du matin. L'escadre arrive aux endroits de pêche de la flottille des chalutiers. Le rapport reconnaît qu'il résulte des dépositions concordantes des témoins britanniques que *tous ces bateaux portaient leurs feux réglementaires et chalutaient conformément à leurs règles usuelles,* sous la conduite de leur maître de pêche, suivant les indications des fusées conventionnelles.

§ 10. Aucune communication inquiétante n'arrive à l'amiral de la part des divisions qui le précédaient. L'amiral Folkersham passe en éclairant les chalutiers et les reconnaissant comme tels.

§ 11. L'échelon, commandé par l'amiral Rojdestvensky en personne, arrive sur les lieux de pêche; l'attention des officiers de service est attirée par une fusée verte qui les met en défiance.

En fouillant l'horizon avec des jumelles de nuit, on découvre à tribord avant, à une distance de 18-20 encablures, un bâtiment qui parut suspect parce qu'il paraissait ne pas avoir de feux et se diriger vers le *Souvarof* à contre-bord. A l'éclairage des projecteurs, on croit reconnaître un torpilleur qui approche à grande allure.

C'est d'après ces apparences que l'amiral Rojdestvensky fit ouvrir le feu sur ce navire inconnu.

La majorité des commissaires exprime à ce sujet l'opinion que la responsabilité de cet acte et des résultats de la canonnade essuyée par la flottille de pêche incombe à l'amiral Rojdestvensky.

§ 12. Le *Souvarof* aperçoit un petit bateau lui barrant la route, se lance sur la gauche pour l'éviter, reconnaît, à l'aide du projecteur, un chalutier. Signaux donnés par l'amiral pour empêcher le tir sur le chalutier; ordre de ne pas tirer sur les chalutiers en général.

Le *Souvarof* aperçoit à bâbord un autre bâtiment suspect et ouvre le feu sur lui.

§ 13. D'après les ordres permanents de l'escadre, l'amiral indiquait les buts sur lesquels devait être dirigé le tir des vaisseaux, en fixant sur eux ses projecteurs. Mais comme chaque vaisseau balayait l'horizon en tous sens autour de lui, avec ses propres projecteurs, pour se garer d'une surprise, il était difficile qu'il ne se produisît pas de confusion.

Le tir, d'une durée de dix à douze minutes, cause de grands dommages aux chalutiers : le *Crane* sombre; le *Snipe*, le *Mino*, le *Mulmein*, le *Gull*, le *Majestic* sont endommagés.

L'*Aurora*, de l'escadre russe, est aussi atteint.

La majorité des commissaires constate qu'elle manque d'éléments précis pour reconnaître sur quel but ont tiré les vaisseaux.

Mais les commissaires reconnaissent unanimement que les bateaux de la flottille de pêche n'ont commis aucun acte hostile; et la majorité des commissaires étant d'opinion qu'il n'y avait, ni parmi les chalutiers, ni sur les lieux, aucun torpilleur, l'ouverture du feu par l'amiral Rojdestvensky n'était pas justifiable.

Le commissaire russe, ne se croyant pas fondé à partager cette opinion, énonce la conviction que c'étaient justement les bâtiments suspects s'approchant de l'escadre dans un but hostile qui ont provoqué le feu.

§ 14. Au sujet du but réel de ce tir nocturne, le fait que l'*Aurora* reçut quelques projectiles de 47 et 75 millimètres serait de nature à faire supposer que ce croiseur, et peut-être même quelque autre bâtiment russe attardé sur la route du *Souvarof*, à l'insu de ce vaisseau, a pu provoquer et attirer les premiers feux.

Cette erreur pouvait être motivée par ce fait que ce navire — vu de l'arrière — ne montrait aucune lumière apparente, et par

une illusion d'optique nocturne dont les observations du vaisseau-amiral pourraient avoir été l'objet.

A ce propos, les commissaires constatent qu'il leur manque des renseignements importants leur permettant de connaître les raisons qui ont provoqué la continuation du tir à bâbord.

Dans cette conjoncture, certains chalutiers éloignés auraient pu être confondus ensuite avec les buts primitifs et ainsi canonnés directement.

D'autres, au contraire, ont pu être atteints par un tir dirigé sur des buts plus éloignés.

Ces considérations ne sont pas d'ailleurs en contradiction avec les impressions de certains chalutiers qui, en se voyant atteints par les projectiles et restant éclairés dans le pinceau des projecteurs, pouvaient se croire l'objet d'un tir direct.

§ 15. *La durée du tir sur tribord — même en se plaçant au point de vue de la version russe — a semblé à la majorité des commissaires avoir été plus longue qu'elle ne paraissait nécessaire.*

Mais cette majorité estime qu'elle n'est pas suffisamment renseignée, ainsi qu'il vient d'être dit, au sujet de la continuation du tir par bâbord.

En tout cas, les commissaires se plaisent à reconnaître à l'unanimité que l'amiral Rojdestvensky a fait personnellement tout ce qu'il pouvait, du commencement à la fin, pour empêcher que les chalutiers — reconnus comme tels — fussent l'objet du tir de l'escadre.

§ 16. Quoi qu'il en soit, le *Dimitri-Donskoï* ayant fini par signaler son numéro, l'amiral se décida à faire le signal général de cesser le feu. — La file de ses vaisseaux continua alors sa route et disparut dans le sud-ouest sans avoir stoppé.

A cet égard, les commissaires sont unanimes à reconnaître qu'après les circonstances qui ont précédé l'incident et celles qui l'ont produit, il y avait à la fin du tir assez d'incertitude au sujet du danger que courait l'échelon des vaisseaux, pour décider l'amiral à continuer sa route.

Toutefois, la majorité des commissaires regrette que l'amiral Rojdestvensky n'ait pas eu la préoccupation, en franchissant le pas de Calais, d'informer les autorités des puissances maritimes voisines, qu'ayant été amené à ouvrir le feu près d'un groupe de chalutiers, ces bateaux, de nationalité inconnue, avaient besoin de secours.

§ 17 *Les commissaires, en mettant fin à ce rapport, déclaren que les appréciations qui s'y trouvent formulées ne sont pas, dans*

leur esprit, de nature à jeter aucune déconsidération sur la valeur militaire, ni sur les sentiments d'humanité de l'amiral Rojdestvensky et du personnel de son escadre.

Signé : SPAUN, FOURNIER, DOUBASSOW, LEWIS BEAUMONT, CHARLES-HENRY DAVIS.

En ce qui concerne les indemnités, les commissaires évitèrent de se prononcer. La question fut vidée aisément au moyen de négociations directes entre la Russie et la Grande-Bretagne.

V

Dès le début des hostilités, les Japonais affectèrent de se montrer des observateurs scrupuleux des conventions internationales les plus récentes et les plus directement inspirées par l'esprit d'Occident.

C'est ainsi que, pour les prisonniers de guerre, les Japonais ont adopté le principe du traitement formulé par l'article 4 de la convention de La Haye : « Les prisonniers de guerre doivent être traités avec humanité. Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété. »

Déjà, en 1886, le Japon avait adhéré à la convention de la Croix-Rouge et à la déclaration de Paris : « Seront punis de la réclusion les militaires qui s'approprieront les vêtements et autres biens des blessés sur les champs de bataille. Seront punis de mort ceux qui auront tué ou blessé un ennemi pour commettre cedit crime. »

C'est en vertu de ce principe que le ministre de la marine du mikado adressa à ses subordonnés, le 19 février 1904, les instructions suivantes :

RÈGLEMENT RELATIF AUX PRISONNIERS DE GUERRE

Article premier. — On procédera à la visite de tous les objets possédés par tout combattant ennemi fait prisonnier ou considéré comme tel en vertu des traités ou des coutumes.

Art. 2. — Les armes et les munitions et autres choses à l'usage de la guerre trouvées en la possession d'un prisonnier seront confisquées, mais tout autre objet pourra, suivant les circonstances, lui être laissé ou retiré.

On pourra aussi, suivant les circonstances, laisser aux officiers et aux fonctionnaires civils assimilés à des officiers leur sabre et autres armes, à condition toutefois que les armes à feu soient déchargées.

Art. 3. — Apres avoir procédé à l'exécution des deux articles précédents, on interrogera le prisonnier sur ses nom, âge, situation, rang, nationalité, puis on dressera la liste des prisonniers et des objets confisqués et retirés.

Art. 4. — Les prisonniers de guerre seront divisés en officiers et fonctionnaires civils assimilés aux officiers, et en sous-officiers et soldats, et l'on traitera chaque prisonnier suivant son rang. Il n'en sera toutefois pas de même pour ceux qui altéreront la vérité lors de l'interrogatoire ou qui commettront d'autres violations des règlements.

Art. 5 — Tout prisonnier de guerre se livrant à un acte d'indiscipline pourra être interné, emprisonné. ou l'objet de toute autre mesure de rigueur.

Au cas où il tenterait une évasion, on pourrait, si on le juge nécessaire, l'en empêcher par la force armée même.

Art. 6. — Les autorités maritimes compétentes devront envoyer leurs prisonniers de guerre avec la liste, le journal tenu sur eux, les objets confisqués ou retirés et leur liste à la préfecture maritime, ou au sous-arrondissement maritime, ou à la garnison de la base d'opérations hors de l'empire en cas de nécessité. Quand le sous-arrondissement maritime ou la base d'opérations aura reçu des prisonniers, ils devront les transmettre à la préfecture maritime.

Art. 7. — Les autorités maritimes compétentes pourront, suivant les circonstances, remettre leurs prisonniers de guerre avec leur liste, le journal tenu sur eux, les objets confisqués ou retirés et leur liste aux autorités militaires, ou autorités de l'étape ou des transports et communications. Elles devront, dans ce cas, adresser immédiatement leur rapport avec

le nombre des prisonniers remis au ministre de la marine.

Art. 8. — Le préfet maritime devra immédiatement adresser au ministre de la marine son rapport sur le nombre des prisonniers qui viendront de lui être remis.

Le ministre de la marine aura à informer le grand quartier général du nombre des prisonniers qui auront fait l'objet des rapports dont il est parlé à l'alinéa précédent et du lieu où ils se trouveront.

Art. 9. — La préfecture maritime, le sous-arrondissement maritime ou la garnison de la base d'opérations devront, jusqu'à leur transport ou leur remise, garder, d'après les circonstances, dans des casernes ou autres lieux, les prisonniers, de façon à éviter toute évasion.

Art. 10. — L'endroit où seront retenus les prisonniers devra être gardé par des sentinelles sous la surveillance d'un officier de marine.

Art. 11. — Si le prisonnier demande à acheter à ses frais un objet de luxe ou usuel, on pourra, si le surveillant n'y voit aucun inconvénient, le lui permettre, et, en ce cas, lui donner toutes les commodités de se le procurer.

Art. 12. — Les prisonniers pourront recevoir ou expédier des lettres et des dépêches après examen de l'officier surveillant. Toutes les communications suspectes ou chiffrées devront être confisquées ou interdites.

Art. 13. — Tous les articles postaux destinés aux prisonniers ou expédiés par eux jouissant par les conventions de la franchise postale, les autorités maritimes ayant reçu des prisonniers auront à prendre à ce sujet les mesures nécessaires avec l'administration locale des postes.

Art. 14. — Les testaments des prisonniers seront soumis aux mêmes conditions que ceux des hommes de l'armée de mer.

Art. 15. — Le préfet maritime devra délivrer, dans un endroit désigné, aux agents de l'armée de terre chargés de prendre livraison des prisonniers, les objets retirés à ces prisonniers, et tous les documents ainsi que les testaments et objets laissés par les prisonniers décédés avant leur remise.

Si l'on compare ces instructions à la convention de La Haye, on constate :

Les articles 1er et 2 contiennent tout le paragraphe 3 de l'article 4 de la convention de La Haye : « Tout ce qui

appartient personnellement aux prisonniers de guerre, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété. »

Les articles 4 et 5 renferment l'alinéa et l'article 5 de la convention qui disent :

Art. 4, *alinéa* 2. — Les prisonniers de guerre doivent être traités avec humanité.

Art. 5. — Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être renfermés que par mesure de sûreté indispensable.

L'article 14 des instructions s'inspire de l'article 19 de la convention ainsi conçu : « Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale. »

L'article 16 répond à l'article 16 de la convention en ce qui concerne la franchise de toute taxe postale pour les articles postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux. Mais, le texte ne lui paraissant pas suffisant, le ministre nippon des voies et communications promulgua ses ordonnances du 3 mars 1904, dont celle n° 13 est ainsi conçue :

RÈGLEMENT RELATIF A LA POSTE EN CE QUI CONCERNE LES PRISONNIERS DE GUERRE

Article premier. — Ce que l'on entend par articles postaux dans ce règlement, ce sont les articles postaux intérieurs et internationaux, soit destinés au bureau de renseignements des prisonniers de guerre ou aux prisonniers de guerre, soit expédiés par eux.

Art. 2. — Sauf ceux désignés par ce règlement, tout autre article postal concernant les prisonniers de guerre sera soumis aux règles générales du service des postes intérieur ou international.

Art. 3. — Les expéditeurs doivent écrire sur la suscription

des articles postaux des prisonniers de guerre l'indication : « Service des prisonniers de guerre. »

Art. 4. — Les articles postaux des prisonniers de guerre sont affranchis de toute taxe postale, conformément aux conventions.

Art. 5 — Les récépissés des articles postaux recommandés ou des colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux seront délivrés par l'intendant de l'établissement de l'internement des prisonniers de guerre ou remis à cet intendant.

L'ordonnance n° 14, du même jour et du même ministre, complète ainsi la franchise postale en ce qui touche les mandats-poste :

RÈGLEMENT RELATIF AUX MANDATS-POSTE DES PRISONNIERS DE GUERRE

Article premier. — Ce qu'on entend par mandat-poste, dans ce règlement, c'est le mandat-poste ordinaire intérieur ou international destiné aux prisonniers de guerre ou expédié par eux.

Art. 2. — Sauf ceux désignés par ce règlement, tout autre mandat de poste concernant les prisonniers de guerre sera soumis aux règles générales des mandats-poste intérieurs ou internationaux.

Art. 3. — Les mandats-poste concernant les prisonniers de guerre seront affranchis de toute taxe, conformément aux conventions.

Art. 4. — L'expéditeur d'un mandat-poste à un prisonnier de guerre devra demander au bureau de poste expéditeur l'inscription de cette mention : « Mandat de poste pour prisonnier de guerre. »

Art. 5. — L'argent du mandat, le récépissé et les autres pièces le concernant seront remis à l'intendant de l'établissement de l'internement des prisonniers de guerre, sans être soumis à la procédure de la procuration.

Art. 6. — L'intendant de l'établissement pourra adresser toutes les demandes touchant les mandats de poste au bureau de poste au nom des prisonniers de guerre, sans être soumis à la procédure de la procuration.

L'ordonnance n° 50, du 27 février 1904, a réglé la question de l'entretien des prisonniers de guerre :

Les prisonniers de guerre au pouvoir de l'empire, les équipages des bâtiments capturés ou toute autre personne assimilée à ceux-ci recevront, soit en nature, soit en argent, leur nourriture, leur habillement et leurs autres besoins. Le genre et la quantité des choses à allouer d'après le texte précédent seront fixés par les ministres de la guerre et de la marine.

En regard de cette ordonnance, on peut mettre l'article 7 de la convention de La Haye qui dit :

Le gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien. A défaut d'une entente entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du gouvernement qui les aura capturés.

En ce qui touche le bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre, l'article 14 de la convention s'explique ainsi :

Il est constitué dès le début des hostilités, dans chacun des États belligérants, et le cas échéant dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès. Le bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur le champ de bataille ou laissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, de les transmettre aux intéressés.

L'ordonnance n° 44, promulguée le 21 février 1904, a créé le bureau de renseignements correspondant à ces prescriptions :

Article premier. — Le bureau des renseignements sur les prisonniers de guerre sera établi à Tokyo, et on y traitera les affaires suivantes :

1° Examen des internements, mutations, entrées dans les hôpitaux et décès, et établissement des fiches individuelles des prisonniers;

2° Correspondance touchant l'état des prisonniers;

3° Traitement des dons faits aux prisonniers et des objets et argent expédiés par eux;

4° Conservation des testaments et des objets laissés par les prisonniers décédés, et renvoi de ces articles aux familles ou autres intéressés;

5° Traitement, d'après les règlements appliqués aux prisonniers, des renseignements obtenus sur les morts ennemis recueillis sur les champs de bataille par l'armée de terre ou de mer, et de leurs testaments et objets trouvés sur eux.

Art. 2. — Le bureau de renseignements est composé d'un président et de deux commissaires.

Le président sera pris parmi les généraux ou les colonels de l'armée de terre, les commissaires parmi les officiers supérieurs ou subalternes de l'armée de terre ou de mer, ou encore des fonctionnaires civils du grade de « sônin ».

Sont adjoints à ce bureau sept secrétaires du grade de « hannin ».

Le nombre des commissaires pourra être augmenté si on le juge nécessaire.

Art. 3. — Le président dirige toutes les affaires du bureau sous les ordres du ministre de la guerre.

Art. 4. — Le président pourra demander toute communication nécessaire sur les affaires du bureau des autorités militaires ou maritimes, ou aux hôpitaux et ambulances.

Art. 5. — Les commissaires administrent les affaires sous les ordres du président.

Art. 6. — Les secrétaires travaillent sous la direction des susdits fonctionnaires supérieurs.

La convention de La Haye prononce aussi la franchise postale en faveur de ce bureau de renseignements. Nous savons, par l'ordonnance n° 13 du ministre des voies et communications, que le gouvernement japonais la lui avait accordée.

Telle est l'énumération des règlements établis jusqu'ici par le Japon en ce qui regarde les prisonniers de guerre. On peut constater que, théoriquement, l'organisation ainsi

créée semble des plus satisfaisantes. Comment a-t-elle fonctionné dans la pratique? A maintes reprises, les Russes se sont plaints de cruautés ou de sévices dont auraient souffert leurs prisonniers de la part des Nippons. S'est-il agi de cas isolés imputables à l'excitation consécutive du combat, ou de l'inobservation des règlements cités plus haut? C'est ce qu'on saura seulement avec certitude lorsque les détails de la vie au Japon pendant la guerre seront mieux connus.

VI

Dès l'ouverture des hostilités, le gouvernement du Japon prit des mesures destinées selon lui à protéger les sujets de son adversaire et à garantir la liberté religieuse. Ce fut le 9 février, en effet, que le ministre de l'intérieur envoya à tous les préfets de l'empire des instructions relatives à cette protection des sujets russes, leur recommandant d'apporter tous leurs soins à la bonne exécution de ces instructions, la légation et les consulats de Russie se retirant. Le lendemain 10, le même ministre renouvelle ses instructions de la veille de la façon suivante :

INSTRUCTIONS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR N° 210

(Février 1904)

Au gouvernement impérial de Taï-Wan, aux tchô, fou et ken.

Obligé, à son grand regret, de déclarer la guerre à l'empire de Russie, le gouvernement impérial n'a nullement l'intention de se montrer hostile aux sujets de cette nation. Ceux d'entre eux qui se trouvent actuellement sur le territoire de l'empire pourront donc continuer à y résider; ceux qui y viendront n'en seront point empêchés. Ils seront tous protégés dans leurs vies,

honneur et biens, d'après le texte de nos lois et ordonnances; ils pourront vaquer tranquillement à leurs affaires et demander la protection des tribunaux impériaux.

Toutefois, cela doit être considéré comme une bonne grâce du gouvernement impérial; en conséquence, pour l'exécution des actes administratifs nécessaires, de la surveillance et des mesures prises par les autorités militaires ou navales dans des buts militaires, le gouvernement impérial n'admettra aucune restriction et pourra limiter en partie la garantie relative aux personnes, à leurs vie et biens, et, de plus, il pourra défendre ou limiter les changements de domicile ou les voyages, s'il le trouve nécessaire. Ainsi, tous ceux qui servent leur patrie en vue d'intérêts militaires, ou qui attentent à la sûreté, à l'ordre ou aux bonnes mœurs de l'empire, ou commettent tout autre acte nuisible aux intérêts de l'empire, en opposition ainsi avec la faveur accordée par le gouvernement impérial, pourront être l'objet de mesures spéciales d'après les lois et ordonnances et recevoir l'ordre de quitter immédiatement l'empire. Ceux qui, n'ayant aucun moyen d'existence, doivent s'adresser à la charité publique, pourront aussi se voir interdire de résider sur le territoire de l'empire. En un mot, à tout sujet de l'empire russe se trouvant sur le territoire de l'empire du Japon il sera accordé le plus de protection possible, dans les limites où il ne puisse nuire aux intérêts de l'empire. Il y aura donc lieu de traiter les sujets russes d'après cet esprit et d'avoir soin de ne pas laisser les sujets de l'empire créer des malentendus sur ce point.

Le même jour, le ministre de l'instruction publique adressait aux instituteurs une note où il leur demandait de ne pas développer le chauvinisme et où il leur rappelait le principe fondamental de l'éducation. Dans cette même note, il leur exposait la conduite à recommander envers les sujets russes :

Bien que le gouvernement impérial soit à présent en guerre avec la Russie dans le but de pouvoir assurer plus tard une paix durable, les étudiants et les élèves doivent s'appliquer à ne se montrer aucunement hostiles envers les sujets russes. Une semblable hostilité de leur part ferait naître à notre égard de mauvais sentiments chez les nations étrangères. Aussi est-ce là un point important qu'il est nécessaire de traiter dans l'éducation des garçons et des filles.

Le 19 février 1904, le ministre de l'intérieur, dans ses instructions aux chefs des diverses sectes shintoïstes et bouddhistes, disait au sujet de la liberté religieuse :

Bien qu'entre l'empire et la Russie les relations diplomatiques soient suspendues, il n'y a aucune raison de se montrer hostile envers les sujets russes, et surtout il ne doit y avoir aucun changement apporté dans l'égalité et dans la liberté des religions. Ce sera donc un point important auquel voudront bien donner tous leurs soins ceux qui s'occupent de propagande et de mission religieuses. Aussi, tous les chefs des différentes croyances auront-ils à inviter leurs religieux à bien se pénétrer de ces présentes instructions.

Par ces diverses instructions, on peut aisément se rendre compte avec quelle habileté et quelle précision le gouvernement impérial du Japon travailla à montrer au monde comment il entend respecter le droit des gens et la liberté des personnes.

Les instructions du ministre de l'intérieur en ce qui concerne la protection des sujets russes, déclare un diplomate japonais, ressemblent fort à celles données en 1894 en faveur des sujets chinois, bien que l'ordonnance du 4 août 1894 soit, il est vrai, plus minutieusement rédigée que les instructions de février dernier, à cause, il est bon de le faire remarquer, du plus grand nombre des ressortissants chinois qu'il y avait au Japon. En d'autres termes, en 1894, on avait obligé les Célestes à demander aux autorités locales leur enregistrement. Sauf cette formalité, l'étendue de la protection et ses limites étaient les mêmes que celles formulées envers les sujets russes.

VII

Ce fut lors de la guerre sino-japonaise que, pour la première fois au Japon, se posa et fut traitée comme elle devait l'être la question des prises maritimes (1).

(1) A titre documentaire, cette question des prises maritimes est traitée ici surtout du point de vue des Japonais.

Les instructions données par le ministre de la marine le 7 septembre 1894 se rapportent à l'exercice du droit de visite, à la capture et à la contrebande de guerre, aux prises, ainsi qu'au blocus. Ces instructions sont beaucoup trop longues pour être citées ici textuellement; on se contentera d'en examiner brièvement les règles principales.

D'après ces instructions, les navires de guerre seuls peuvent exercer le droit de visite (art 1er). En effet, depuis l'adhésion du Japon (1886) à la déclaration de Paris de 1857, le gouvernement japonais ne reconnaît plus les corsaires et se conforme à cet égard aux règles admises par les nations européennes qui ont adhéré à la convention.

En ce qui concerne les objets susceptibles de capture, les instructions s'expriment ainsi :

Art. 2. — Les navires suivants seront saisissables au même titre que les navires ennemis :

1° Navires engagés au service du gouvernement ennemi comme transports, alors même qu'ils y auraient été contraints;

2° Navires qui naviguent sous le pavillon ennemi et avec des passeports émanant du gouvernement ennemi;

3° Navires qui naviguent avec une licence du gouvernement ennemi;

4° Navires qui, quelle que soit leur nationalité, naviguent sous convoi d'un ennemi;

5° Navires appartenant en tout ou partie à un ennemi, bien que leurs papiers de bord tendent à les faire considérer comme navires japonais, alliés ou neutres;

6° Navires paraissant appartenir à des sujets japonais, alliés ou neutres, si leurs propriétaires les ont acquis par cession d'un ennemi, cession postérieure au départ de ces navires pour le voyage pendant lequel ils sont trouvés, mais antérieure à la prise réelle de possession par le nouvel acquéreur;

7° Navires paraissant appartenir à des sujets japonais, alliés ou neutres, s'ils ont été acquis par cession d'un ennemi faite à un moment quelconque de la guerre, ou avant la guerre, mais en vue de cette guerre, à moins qu'il n'y ait preuve satisfaisante que la cession était faite de bonne foi et complète.

Art. 5. — Les navires suivants, quelle que soit leur nationalité, seront saisissables :

1° Navires qui ont à bord des articles de contrebande de guerre si leur destination est hostile ; la destination est considérée comme hostile s'ils se dirigent vers un port ennemi ou s'ils doivent, au cours de leur voyage, aborder un port ennemi, ou si, enfin, ils doivent, soit au terme, soit au cours de leur voyage, communiquer avec l'armée ou la flotte ennemie ;

2° Navires qui résistent par la force.

Art. 6. — Seront saisissables, quelle que soit leur nationalité, les navires qui se seront rendus suspects pour l'un des motifs suivants :

1° S'ils possèdent des papiers de bord faux ou doubles ;

2° S'ils ne possèdent aucun papier de bord, ou s'ils ont caché ou détruit ceux qu'ils possédaient ;

3° S'ils ne se sont pas arrêtés dans leur marche, bien qu'en ayant reçu l'ordre d'un navire de guerre, et s'ils ont cherché à échapper à la visite ;

4° S'ils ont tenté de résister à la visite par la force ;

5° S'ils ne peuvent présenter de papiers destinés à établir leur nationalité.

Les instructions énumèrent, d'autre part, les bâtiments qui ne sont pas saisissables ; ce sont :

1° Les bateaux qui se livrent à la pêche côtière ;

2° Les navires employés à des missions scientifiques ou religieuses ou philanthropiques ;

3° Les bateaux appartenant à un phare ;

4° Enfin, les navires appartenant à un pays ou à un sujet neutre, sauf dans les cas prévus aux articles 5 et 6 (art. 3 et 4). En outre, dans les cas où des vaisseaux neutres sont escortés par un navire neutre de guerre, si le commandant du navire de guerre déclare qu'il n'y a aucune contrebande de guerre à bord des vaisseaux convoyés et que tous les papiers du bord sont en règle sur ces vaisseaux, on ne pourra pas les visiter (art. 23). Quant à l'exercice du droit de visite, il est bien entendu qu'il est expressément interdit d'exercer ce droit de visite et de capture dans les eaux territoriales d'un pays neutre (art. 11). Sauf cette

restriction, le commandant doit observer la règle suivante pour exercer les droits de visite (art. 12) :

1° Le commandant ne pourra exercer le droit de visite que s'il y a lieu de soupçonner que le navire est saisissable ;

2° L'ordre de s'arrêter doit être donné par les signaux ou des coups de sifflet. S'il est impossible de communiquer l'ordre en question par des signaux à cause du mauvais temps, ou si le navire averti ne met pas en panne, le commandant donnera le signal de stopper par deux coups de canon à poudre. Si le navire refuse encore de stopper, le commandant pourra lui envoyer quelques boulets ;

3° L'officier chargé de sa visite examinera tout d'abord les papiers de bord. S'il n'y a aucun doute, soit sur les papiers de bord, soit à tous autres égards, il devra immédiatement mettre en liberté ce navire ;

4° S'il y a lieu de concevoir des doutes, un officier devra faire la visite du navire, et, s'il s'affirme qu'il n'y a rien de suspect, il devra immédiatement mettre celui-ci en liberté.

Quant au blocus, il est effectif, déclare l'article 27, « lorsqu'il est établi par un ou plusieurs navires de guerre, suffisant soit pour interdire réellement l'accès de la côte à l'ennemi, soit pour créer un danger évident aux vaisseaux qui tentent d'entrer ou de sortir du lieu bloqué. » Ce n'est qu'une application de l'article 4 de la déclaration de Paris.

Au point de vue de la notoriété du blocus, les instructions ont admis la doctrine anglaise comme sur la plupart des autres questions. Un commandant autorisé à établir un blocus doit communiquer immédiatement la déclaration de blocus à tous les consuls qui résident dans le port bloqué. En même temps, il doit notifier à tous les navires se trouvant dans ledit port qu'ils aient à se retirer dans le délai qu'il détermine (art. 28).

La connaissance du blocus est réelle ou présumée (art. 30). Elle est réelle pour le capitaine d'un navire lorsqu'il a connu le blocus par la notification du navire de guerre qui l'établit ou par toute autre source d'information. Le capitaine d'un navire est présumé connaître le blocus si celui-ci a été notifié aux autorités de son pays et s'il s'est écoulé un temps suffisant pour que ces autorités aient pu communiquer la notification à leurs nationaux, quand bien même ladite notification réellement n'aurait pas eu lieu en fait.

Si le commandant peut présumer qu'un navire qui tente d'entrer dans un port ignore le blocus établi, il devra le lui notifier et l'inviter à retourner dans son pays ou à changer sa route. En revanche, peut être saisi tout navire, quelle que soit sa nationalité, qui tente de violer le blocus après avoir reçu la notification ou malgré la connaissance qu'il en a (art. 29). Dans ce cas, le navire est considéré comme régulièrement pris.

Telle est la façon dont les Japonais envisagent la question des prises sous ses diverses formes.

Mais, continue un diplomate japonais, il reste encore un point à voir. Le capteur n'a-t-il pas outrepassé ses droits? En effet, ce n'est pas le fait de saisir un bateau qui doit constituer le titre de saisie, c'est le prononcé d'un jugement. L'*occupatio bellica* n'est plus que la *causa remota* de l'acquisition; la *causa proxima* se trouve dans le jugement. Alors se pose la question : comment doivent être organisés les tribunaux des prises? Quelle procédure suivront-ils? Au Japon, c'est une ordonnance du 20 août 1894 qui les a organisés lors de sa campagne contre la Chine, et le gouvernement, y ayant trouvé quelque insuffisance, y apporta certaines modifications par une ordonnance en date du 1er mars 1904. Cette organisation des tribunaux des prises semble utile à connaître; on trouvera donc ici *in extenso* le texte qui les condense.

CHAPITRE PREMIER

Organisation et compétence des tribunaux des prises et du tribunal supérieur des prises

Article premier. — Les tribunaux des prises en première instance, et le tribunal supérieur des prises en deuxième instance, connaîtront des affaires de prises.

Art. 2. — Chaque tribunal des prises sera composé d'un juge président et de huit juges assesseurs.

Le juge président sera choisi parmi les juges ayant grade de « tchokounïn ».

Les juges assesseurs seront pris parmi les personnes appartenant aux corps suivants : 1° juges; 2° officiers de marine; 3° conseillers et juges au ministère de la marine; 4° conseillers au bureau de législation; 5° conseillers ou secrétaires au ministère des affaires étrangères, agents diplomatiques ou consulaires.

Art. 3. — Le tribunal supérieur des prises sera composé d'un juge président et de huit assesseurs.

Le juge président sera un conseiller privé.

Les juges assesseurs se composeront d'un conseiller privé, de deux amiraux, de trois juges à la cour de cassation, du directeur du bureau de législation et du directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères.

Art. 4. — Les juges présidents des tribunaux des prises et du tribunal supérieur des prises seront chargés de la direction générale des affaires, chacun dans leur ressort respectif. En cas d'empêchement à remplir leurs fonctions, les juges présidents nommeront pour les remplacer, chacun dans leur fonction respective, un juge assesseur du tribunal des prises.

Art. 5. — Trois procureurs seront nommés à chaque tribunal des prises et deux procureurs au tribunal supérieur des prises.

Les procureurs seront choisis parmi les juges au ministère de la marine, les procureurs impériaux et les fonctionnaires administratifs supérieurs.

Art. 5 *bis*. — Un commissaire sera nommé au tribunal supérieur des prises; il sera choisi parmi les fonctionnaires administratifs supérieurs.

Art. 6. — Les juges présidents, les juges assesseurs, les pro-

cureurs des tribunaux des prises et du tribunal supérieur des prises, ainsi que le commissaire de ce dernier tribunal, seront nommés par décret impérial sur la présentation du président du conseil des ministres.

Art. 7. — Des secrétaires seront nommés à chaque tribunal des prises.

Les présidents de chaque tribunal prendront des secrétaires parmi les fonctionnaires ayant le grade de « hannin ».

Art. 8. — A chaque tribunal des prises, les décisions devront être prises par cinq membres au moins, se composant d'un président et de juges assesseurs parmi lesquels deux devront appartenir à la magistrature.

Au tribunal supérieur des prises, les décisions devront être prises par sept membres, au moins, comprenant un président et des juges assesseurs.

Art. 9. — Une ordonnance impériale spéciale déterminera l'époque de la clôture et de l'ouverture des tribunaux des prises.

Le tribunal supérieur des prises siégera à Tokyo.

Les tribunaux des prises siégeront dans les lieux qui leur seront désignés par ordonnance impériale.

CHAPITRE II

Procédure des tribunaux des prises

Art. 10. — Le commandant du navire de guerre qui aura opéré une prise se rendra avec le bateau capturé au port où se trouvera un tribunal des prises, ou bien il déléguera un de ses officiers qui, s'embarquant sur le bateau capturé, le conduira à ce port. Dès l'arrivée, l'officier conducteur de la prise remettra ce bateau au tribunal des prises avec un rapport relatant les faits. Il pourra cependant ne lui adresser que le rapport seul, s'il a des raisons de n'avoir pu lui amener le bateau.

Dans ce rapport seront mentionnés les causes de la prise et tous les faits qui peuvent justifier la légalité de la capture, et il devra y être joint les papiers de bord et autres documents et pièces qui auront été reçus du capitaine et de l'équipage ou qui auront été trouvés.

Art. 11. — Dès que le juge président du tribunal des prises aura reçu le rapport circonstancié mentionné dans l'article 10, il désignera un juge assesseur qui aura la charge de l'affaire.

Le juge assesseur chargé de l'affaire aura à procéder immédiatement, en présence du commandant conducteur du bâtiment capturé, ou de son délégué, ou du capitaine dudit bâtiment, à l'ouverture des documents et à en faire l'inventaire.

Lorsque le juge assesseur chargé de l'affaire aura fini la procédure de l'alinéa précédent, il devra visiter le bâtiment capturé et les objets y chargés, et en dresser un inventaire minutieux en présence du capitaine dudit bâtiment.

Ces procédures ne pourront naturellement se faire pour le cas prévu dans la dernière partie du premier alinéa de l'article précédent.

Art. 12. — Le juge assesseur chargé de l'affaire procédera à l'interrogatoire du capitaine ou de l'équipage du bâtiment capturé. Des secrétaires seront chargés de recueillir ces interrogatoires.

Art. 12 *bis*. — Si le juge assesseur chargé de l'affaire le juge nécessaire, il pourra désigner un expert pour faire expertiser les faits déterminés.

Art. 13. — Lorsque le juge assesseur chargé de l'affaire aura terminé l'examen des faits qu'il juge nécessaire pour décider s'il faut saisir tout ou partie de la prise, ou si la prise doit être renvoyée, il aura à dresser un mémoire justificatif de sa décision et à le transmettre au procureur auprès du tribunal des prises, en y joignant le rapport circonstancié mentionné dans l'article 10 et les documents divers se rapportant audit rapport.

Art. 14. — Les procureurs rédigeront un rapport contenant leur opinion relativement à la décision proposée, et ils le transmettront au tribunal des prises en y joignant tous les documents qui leur seront parvenus.

Si les procureurs le jugent nécessaire pour établir leur rapport, ils pourront demander au juge assesseur chargé de l'affaire une enquête supplémentaire sur des points qu'ils lui désigneront.

Art. 15. — Lorsque les procureurs déclareront, dans le rapport contenant leur opinion, que les bâtiments capturés doivent être immédiatement remis en liberté, et dans le cas où cette déclaration sera jugée légitime par le tribunal des prises, ledit tribunal aura à préparer un rapport concluant à la remise en liberté immédiate et à le transmettre aux procureurs.

Art. 16. — Dans le cas où le rapport contenant l'opinion des procureurs conclura à la validité de la prise, et dans le cas aussi où le tribunal des prises aura jugé qu'il n'y a pas lieu de conclure à la libération immédiate du bâtiment capturé, telle qu'elle

a été demandée dans le rapport contenant l'opinion des procureurs, le tribunal des prises adoptera la procédure de l'avertissement public.

Cet avertissement, informant quiconque jugera ses intérêts lésés par la décision concluant à la validité de la prise qu'il peut adresser une pétition écrite dans un délai de trente jours à compter du jour qui suivra l'insertion de l'avertissement public, sera inséré dans la *Gazette officielle* et dans deux journaux en langue étrangère publiés dans l'empire.

Si, dans le délai prescrit dans l'alinéa précédent, aucune réclamation n'a été formulée, le tribunal des prises commencera immédiatement la procédure du jugement et de l'examen des prises. Toutefois, à la requête des procureurs, le tribunal des prises peut, passant outre à la procédure spéciale d'enquête, rendre immédiatement son jugement qui devra être transmis aux procureurs.

Art. 17. — La pétition écrite contiendra tous les points nécessaires, en y joignant tout ce qui pourra servir de documents ou de preuves.

Le pétitionnaire ne pourra se faire représenter que par un avocat de l'empire.

Art. 17 *bis*. — Si le pétitionnaire ou son représentant n'a pas de domicile dans le lieu où siège le tribunal des prises, il devra y élire domicile provisoire pour recevoir communication des pièces.

Dans le cas où il ne fera pas la notification susmentionnée, la communication des pièces lui sera faite par la poste, et, dans ce cas, le délai fixé dans cette ordonnance sera à compter du jour où les pièces seront mises à la poste.

Art. 18. — Lorsqu'une pétition écrite aura été présentée, il sera procédé à une enquête verbale dont le jour et l'heure seront fixés. Le procureur et le pétitionnaire y seront respectivement entendus. Si le pétitionnaire fait défaut sans en avoir l'autorisation, on pourra procéder à l'enquête par défaut.

L'enquête verbale terminée, on passera au jugement, que l'on prononcera, soit immédiatement, soit à une époque déterminée. Dans ce cas, la présence du pétitionnaire ne sera pas nécessaire.

Art. 19. — Lorsque le tribunal des prises, dans l'intervalle qui précède le jugement, jugera nécessaire de faire un nouvel examen des témoignages, il pourra charger de cet examen le juge assesseur chargé de l'affaire.

Les procureurs et le pétitionnaire pourront, dans l'intervalle

qui précède le jugement, présenter de nouveaux renseignements ou témoignages.

Dans le cas prévu dans les deux alinéas précédents, le tribunal des prises pourra procéder à une nouvelle enquête verbale, s'il le juge nécessaire.

Art. 20. — En outre de ce qui est spécifié dans les articles précédents, le tribunal des prises pourra établir des règles relatives à la procédure d'examen et de jugement du tribunal des prises.

Art. 21. — Les procureurs et le pétitionnaire peuvent appeler au tribunal supérieur des jugements rendus par le tribunal des prises.

Art. 22. — Le délai d'appel sera limité à vingt jours, à compter du jour qui suivra le prononcé du jugement.

Art. 23. — L'appel se fera en transmettant les documents d'appel au tribunal des prises.

Dans les documents d'appel, les points principaux relatifs à l'appel et les raisons qui le motivent seront mentionnés en détail.

La signature d'un avocat de l'empire sera exigée sur les documents d'appel du pétitionnaire.

Art. 23 *bis*. — Le tribunal des prises devra rejeter tout appel non conforme aux formalités ou dont le délai sera expiré.

Dans le cas où l'appel est non conforme aux formalités, s'il s'agit de la date, du nom ou d'autres faits moins importants, le tribunal des prises pourra en ordonner la correction.

Art. 24. — Sauf en cas de rejet de l'appel prévu par l'article précédent, le tribunal des prises enverra au pétitionnaire le document d'appel du pétitionnaire. Les échanges respectifs des réponses écrites se feront dans un délai de dix jours.

La réponse écrite du pétitionnaire nécessitera la signature d'un avocat de l'empire.

Art. 24 *bis*. — Le tribunal des prises pourra prolonger le délai prévu par les articles 16, 22 et 24 s'il le juge nécessaire.

Art. 25. — Après l'expiration du délai fixé pour les échanges des réponses écrites, le tribunal des prises transmettra les documents d'appel au tribunal supérieur des prises.

Au cas où le tribunal supérieur des prises jugera nécessaire de procéder à un nouvel examen des témoignages et des faits, il renverra au tribunal des prises les documents désignés dans la clause précédente, en le chargeant de procéder à nouveau audit examen.

Le tribunal des prises chargera le juge assesseur chargé de

l'affaire dudit examen, et les divers documents de l'enquête nouvelle seront montrés aux procureur et pétitionnaire avant d'être transmis au tribunal supérieur des prises.

Art. 26-A. — Le tribunal supérieur des prises rendra, d'après les documents, son jugement dont la copie sera envoyée aux procureurs du tribunal des prises où aura lieu le premier jugement et au pétitionnaire.

Art. 26-B. — Quand le jugement du tribunal des prises ou du tribunal supérieur des prises sera rendu, le résumé en sera inséré dans la *Gazette officielle*.

Art. 26-C. — Au tribunal des prises et au tribunal supérieur des prises on se servira de la langue japonaise.

On pourra recourir à un interprète pour interroger toute personne ne pouvant parler japonais.

Art. 27. — Les règles relatives à la procédure d'examen et de jugement du tribunal supérieur des prises seront déterminées par ledit tribunal.

Art. 28. — Les articles déclarés prises appartiendront à l'État.

Art. 29. — Le tribunal des prises devra confier les bâtiments et les objets capturés aux soins des autorités maritimes jusqu'à l'exécution du jugement.

Les autorités maritimes devront garder lesdits bâtiments et objets d'après l'ordre du ministre de la marine.

Art. 30. — Les procureurs au tribunal des prises sont chargés de l'exécution des jugements.

Lesdits procureurs, pour assurer cette exécution, pourront avoir recours à l'aide des autorités maritimes et des officiers de police.

Art. 31. — Dans les cas même où, par suite de circonstances spéciales, le bâtiment ne sera pas amené dans l'empire, les règles mentionnées dans ce chapitre seront applicables, par analogie, dans toutes les limites où elles pourront être exécutées.

Art. 32. — La présente ordonnance est applicable à partir du jour de sa promulgation.

CHAPITRE V

QUELQUES ENSEIGNEMENTS MILITAIRES DE LA LUTTE

I. Le matériel de guerre et la qualité des troupes. — II. Le commandement. — III. L'organisation. — IV. Conclusions d'ensemble.

La guerre russo-japonaise, la plus formidable, la plus puissamment convaincante leçon de choses de l'époque présente, doit porter ses enseignements surtout au moment où le militarisme est combattu en Occident avec une âpreté particulière.

Je tenterai donc de mettre en lumière quelques-uns de ces enseignements ; laissant de côté les raisonnements théoriques et abstraits, je me bornerai à constater des vérités qui sont évidentes pour tout homme de bonne foi.

I

Dès le début des hostilités, on a pu remarquer nettement, du côté japonais, la supériorité du matériel de guerre. Les Nippons ont eu, à beaucoup près, les meilleurs navires, les meilleurs canons, les meilleurs projectiles, les meilleurs fusils, *mais cette supériorité ne constitua pas pour eux l'élément décisif du succès ;* ce qui lui donna toute sa valeur, ce fut la *préparation* remarquable du soldat nippon à se servir des instruments dont la prévoyance de ses chefs avait su

le doter. Si, dans les lancements de torpilles, les Japonais se sont montrés, en somme, peu heureux, — ce qui établit une fois de plus l'extrême délicatesse du maniement de ces engins, — par contre, ils ont témoigné d'une supériorité écrasante quand il s'est agi du tir de l'artillerie de campagne et surtout de l'artillerie de marine. Les marins de Togo ont osé engager le combat à des distances qu'aucun amiral européen n'aurait cru raisonnables. A six, sept kilomètres, et même davantage, les obus de pièces de gros calibre sont venus atteindre, avec une fréquence qui ne permet pas d'attribuer ce résultat au hasard, les blockhaus de Vitheft et de Rojdestvensky. Or, ce résultat extraordinaire n'a pu être la conséquence que d'un entraînement rigoureux des équipages, entraînement qui représente une dépense considérable de munitions, des années d'efforts et de volonté sans défaillances.

Ce qui a prouvé encore que la perfection du matériel est peu de chose en soi, c'est ce fait que, lorsque les artilleurs russes reçurent en Mandchourie les nouvelles pièces à tir rapide venues d'Europe, ils se trouvèrent en présence d'un mécanisme inconnu d'eux, dont, pendant plusieurs semaines tout au moins, ils obtinrent des résultats très médiocres. Donc, si l'importance du matériel n'est pas niable, cette importance n'est que secondaire.

Les vertus de l'homme priment de beaucoup les qualités des engins. Les Russes ont montré les leurs. On ne sait vraiment pas assez ce qu'a supporté le soldat du tsar combattant dans la Mandchourie brûlante ou glacée, sous des pluies diluviennes, dévoré par les moustiques, apprenant chaque jour de nouveaux revers. Ce sont là les conditions les plus épouvantables qu'on puisse imaginer à la guerre ; mais l'inépuisable, la presque invraisemblable bonne humeur des troupes de Nicolas II, a permis pendant longtemps de faire face à tout. En toutes circonstances, le soldat russe *normal* se déclare satisfait. On m'a cité ce

mot admirable. Au bivouac, un officier demande à un soldat étendu sur le sol nu et mouillé : « Comment es-tu couché? — Bien, mon lieutenant : je suis couché sur un côté et j'ai l'autre pour me couvrir. » Cette simplicité, qui à la guerre devient vite héroïque, explique l'admirable résistance des soldats de Kouropatkine *durant cette première période de la lutte où l'anarchie de l'intérieur ne put encore joindre son action à l'influence déprimante des défaites successives infligées par le Japon.*

Une fois de plus dans l'histoire, les Russes ont établi qu'ils étaient incomparables dans la résistance ; et, je le dis ici sans la moindre pensée d'ironie, *il n'y a aucune autre armée au monde qui aurait su battre en retraite aussi stoïquement que l'armée russe.*

Quant au courage des Nippons, sans être peut-être plus grand que celui des Russes, il fut infiniment plus efficace ; car, au lieu d'être un courage passif, il fut un courage actif, un courage offensif, le courage de l'homme qui préfère de beaucoup la mort à un pas en arrière.

A des troupes animées d'un tel esprit, rien n'est impossible ; et c'est pourquoi les régiments du mikado ont pu supporter des coefficients de pertes extrêmement élevés.

II

Le courage, d'ailleurs, est bien loin de suffire, et il est avéré que si, dans l'adversité, les soldats du tsar ont fait preuve d'une fermeté d'âme vraiment admirable, l'infériorité lamentable du commandement russe a rendu cette vertu inutile.

Sous l'impulsion de ses chefs, l'armée russe n'a entrepris aucun mouvement vraiment raisonné ; elle est restée

constamment stagnante. Si l'on fait donc abstraction des impressions excessives ressenties en Europe à la nouvelle des victoires nipponnes, on est obligé de constater que, dans le domaine stratégique et tactique, les chefs japonais ont été loin d'être aussi remarquables qu'on l'admet généralement. A maintes reprises, les généraux nippons perdirent un temps précieux, manquèrent d'initiative, firent des fautes énormes ; et, si l'on se base sur les renseignements puisés aux meilleures sources, je crois qu'on peut dire que les officiers du mikado ont vaincu leurs adversaires moins par l'excellence de leurs conceptions militaires que par suite de l'absence à peu près complète chez les Russes de conceptions stratégiques. Ce mal va d'ailleurs rarement seul. Si le commandement russe a fait preuve d'une complète insuffisance, une profonde division n'a cessé de régner entre ses éléments directeurs. Cette néfaste animosité de personnes destinées à concourir au même œuvre s'est manifestée un peu partout, mais spécialement à Port-Arthur où, à côté du sublime exemple donné par le général Kondratenko, on a pu constater tant de défaillances. A Port-Arthur, l'intense rivalité de la marine et de l'armée de terre compromit gravement la défense de la place, et rien ne symbolisa plus cette hostilité de soldats du même pays qui auraient dû combattre en frères d'armes que ce retour de l'amiral Lotchinsky rentrant en Europe sur le même bateau que le général Stoessel, et qui, durant toute la traversée, dut vivre à l'écart, sans même parler à ses compagnons. Chez les Japonais, cet antagonisme funeste des personnes n'exista pour ainsi dire pas, ou du moins il fut restreint à son minimum d'expression et d'action néfaste.

III

Dans le domaine de l'organisation, le triomphe des Japonais fut complet. L'*organisation,* c'est là un mot auquel, en France, on n'accorde qu'une importance secondaire, alors qu'il mérite une considération capitale. Les Japonais, eux, l'ont compris. Non seulement ils ont été parfaits dans l'organisation de tout ce qui touche au matériel de guerre et de transport, mais, en ce qui concerne le service des renseignements, ils ont été simplement incomparables.

Certes, à cet égard, les Nippons ont pris modèle sur les Allemands ; mais, en présence des faits acquis, il semble que les élèves ont surpassé leurs maîtres.

Pour être tout à fait exact, il faut noter que cette organisation du service des renseignements a été grandement facilitée par la tendance à l'espionnage qui existe naturellement chez beaucoup de Japonais et qui vraisemblablement doit être la conséquence des luttes entre les clans qui jadis couvraient le pays du Soleil-Levant, lesquels, en conflits constants, ne pouvaient triompher les uns des autres que grâce à la ruse.

Quoi qu'il en soit, chaque Japonais a une tendance innée à surveiller avec soin tout étranger. J'ai pu m'en apercevoir, au cours de mon voyage, dans un certain nombre de cas.

Le plus bel exemple d'espionnage nippon spontané qu'il m'a été donné d'observer s'offrit à moi, à Nagasaki, le 19 septembre 1903. Je venais de passer trois jours à Hiroschima, grande ville militaire, où le général Yamagouchi, commandant la 5[e] division (1), sur la présentation du

(1) Le général Yamagouchi commanda l'armée japonaise qui gagna la

ministre de la guerre, le général Téaroutsi, m'avait fait un fort aimable accueil. Avant de quitter le Japon, je tins à l'en remercier. Afin que la lettre parvînt sûrement à destination, j'allai la porter moi-même à la poste et la fis recommander. Le Nippon au guichet duquel je dus m'adresser fut fort étonné de voir un étranger écrivant ainsi à un général japonais une lettre recommandée. Immédiatement, son cerveau travailla et il n'hésita pas à me demander : « Mais quelle est donc la nature de vos relations avec ce général? Est-ce de l'amitié ou sont-ce des affaires? » Nul doute que ce patriote ne m'ait soupçonné de poursuivre quelque dangereuse opération d'espionnage. Ma lettre a dû arriver à destination, mais bien probablement après avoir été signalée et dûment examinée.

Cet exemple permet de saisir à quel point la police japonaise peut être soupçonneuse. Lorsqu'on sut à Yokohama que j'écrivais dans des journaux d'Occident, on se précipita à mon hôtel pour prendre ces renseignements, d'ailleurs anodins, par lesquels toute police commence une enquête. Plus tard, à Tokyo, lorsque mes relations avec les autorités eurent établi que, si j'étais un Occidental curieux, je ne paraissais animé d'aucune mauvaise intention, la surveillance fut plus discrète. Elle s'exerça cependant. De ceci, impossible de douter, car, alors que je passais dans une des villes nipponnes où je me croyais totalement inconnu, un homme de police en blanc, son petit sabre au côté, m'aborda plusieurs fois dans un parc ou quelque autre lieu public pour me balbutier en anglais : *What is your name?* (Quel est votre nom?) Cette investigation injustifiée est blessante pour les étrangers; elle est, en outre, parfaitement inutile et inefficace, car le policier qui opère est généralement incapable de saisir ce

bataille de Ping-Yang sur les Chinois en 1894. Il est mort pendant la guerre avec la Russie, avant d'avoir pu y prendre part.

qu'on lui répond en anglais, et ce que d'ailleurs, par une suffisance bien nipponne, il affecte toujours de comprendre.

On conçoit sans effort comment, ayant à utiliser de pareils éléments, l'état-major du mikado a pu organiser l'étonnant service des renseignements qui fonctionne un peu partout à son profit.

Pénétré par l'étude des guerres européennes de l'extrême importance de ce service, il a commencé par prendre ses précautions au Japon même contre des ennemis éventuels.

Ces mesures préventives sont poussées à un point tel que, sur la carte du Japon dressée par la *Société nipponne de Bon Accueil aux étrangers (The Welcome Society of Japan)*, des cercles rouges indiquent charitablement aux touristes les régions militaires dans lesquelles il est rigoureusement interdit de prendre des photographies même quelconques. Les règlements sont tellement inflexibles sur ce point que l'une des premières paroles de M. Harmand, le ministre de France à Tokyo, fut pour me recommander de ne point enfreindre, même involontairement, ces prohibitions; car, en cas d'arrestation, me déclara-t-il, il serait dans l'impossibilité de me secourir.

De fait, durant mon séjour au pays nippon, plusieurs étrangers furent arrêtés pour délit de photographie dans les zones interdites, et ils ne furent relâchés qu'après enquête, prison préventive et amende. Dans l'île de Myajima, près de Hiroschima, c'est encore bien pis; il est interdit non pas seulement d'y photographier, mais même de s'y servir d'une lorgnette.

Voilà pour l'organisation défensive. Quant à l'offensive, les Russes savent maintenant avec quelle perfection l'état-major nippon a compris son service de renseignements, comment depuis de longues années il a su se tenir en relations avec les chefs khoungouses de Mandchourie. Un fait,

qui a été signalé mais qu'il faut rappeler, en dit plus long que tout sur l'ancienneté et la prévoyance de cette organisation. Comme les Japonais ne portent pas la queue ainsi que les Chinois, il était à prévoir qu'en cas de guerre les Russes vérifieraient facilement le caractère artificiel des queues chinoises appliquées sur des crânes nippons. Les officiers japonais espions en pays russo-chinois ont donc reçu l'ordre de laisser pousser leurs cheveux de façon à présenter à leurs futurs adversaires des queues authentiques comme celles des vrais Célestes. Ce seul détail dénote combien, du côté du Japon, la préparation à la guerre a été minutieuse et prévue de longue date.

Dès que la guerre eut éclaté, les mesures les plus précises et les plus réfléchies furent appliquées pour assurer le secret des opérations japonaises.

L'*Officiel* n° 5, du 5 février 1904, publia l'ordonnance suivante :

Règlement, à partir d'aujourd'hui, concernant les dépêches envoyées à l'étranger et rédigées d'après les principes de l'article 8 *de la convention internationale universelle des postes et télégraphes.*

37e année de Meïdji, 5 février 1904.

Le ministre des communications : Ôura Kembou ou Kameshiki.

Article premier. — Les dépêches privées qui seront envoyées de notre pays ou de Fousan, Séoul, Tchémulpo à l'étranger devront être rédigées en langue japonaise ordinaire, anglaise ou française. Il est absolument défendu de se servir de chiffres.

Cependant les trois bureaux de Tokyo, Yokohama et Kobé sont exceptés. De ces trois bureaux, on peut expédier des dépêches chiffrées, à la condition de déposer en même temps leur traduction en japonais, en anglais ou en français, et d'y joindre en même temps la clef du chiffre.

Art. 2. — Toutes ces prescriptions et ces défenses sont également applicables aux communications télégraphiques entre les lignes de l'archipel japonais et celles que le Japon possède en Corée, et aussi aux communications entre elles de ces dernières lignes.

Art. 3. — Toutes ces mêmes prescriptions et défenses devront être observées quand on fera partir une dépêche des lignes que le gouvernement coréen possède en propre et qui aboutissent à une des lignes appartenant au Japon, ou quand on sera obligé, pour faire parvenir un télégramme à l'étranger, de se servir de l'une des lignes japonaises.

Art. 4. — Sur tout le réseau télégraphique de l'intérieur du Japon; sur toute la ligne qui relie Fousan, Séoul et Tchémulpo en Corée, en utilisant quelques lignes qui appartiennent à notre gouvernement, l'expéditeur d'une dépêche devra accepter d'avance le risque d'erreurs dans la dépêche, de retards ou même de non-arrivée à destination.

Faute de cette acceptation par lui, nos bureaux ne se chargeront pas d'expédier sa dépêche.

Quant à la presse japonaise, l'ordonnance du 29 février 1904 lui interdit de parler :

1° Du plan de la guerre;

2° Des mouvements militaires futurs;

3° Des mouvements et de la composition des divisions de la flotte;

4° D'un dommage quelconque subi par un navire de guerre ou un transport japonais;

5° De la répartition des troupes en campagne;

6° De la portée des munitions et de la quantité de munitions consommées;

7° De la situation ou du nom des points d'opérations militaires;

8° Des noms et stationnements des navires de guerre de toutes classes et des transports;

9° Des approvisionnements de charbon et du service d'intendance pour la marine et les troupes de terre;

10° De la rapidité des navires de guerre et des transports.

Or, il ressort du simple examen de ces documents, cités à titre d'exemples, qu'ils ont été préparés par les meilleurs cerveaux de l'état-major nippon, qui ont su soigneusement envisager dès le temps de paix toutes les conséquences que

peut entraîner la guerre et y avoir trouvé d'avance une solution garantissant au mieux les intérêts japonais.

Cette application et cette prévoyance ont été, comme on sait, pour une part incontestable et considérable dans la série ininterrompue des succès japonais.

Après l'expérience si probante de la lutte franco-allemande, les faits déjà connus de la campagne russo-japonaise établissent une fois de plus, avec une incomparable puissance de démonstration, l'importance extrême à la guerre d'un bon service de renseignements.

IV

De cet ensemble on peut conclure que la victoire à la guerre dépend :

1° De l'*organisation,* c'est-à-dire de la *prévision minutieuse longuement mûrie des plus infimes mesures nécessaires à l'exécution d'une opération militaire quelconque à réaliser dans une campagne quelconque.*

2° Du moral des troupes : il faut qu'un soldat *veuille* aller en avant, il faut qu'il *veuille* plutôt mourir que reculer.

3° De l'offensive. *Dans tous les cas connus, l'Histoire prouve que l'armée qui manœuvre, même médiocre, bat toujours l'armée immobile et stagnante.*

Une fois de plus, donc, les enseignements terribles et grandioses de la guerre russo-japonaise établissent la justesse des opinions de l'admirable écrivain militaire qu'est le général Bonnal :

La victoire sanctionne la supériorité acquise dès le temps de paix.

Le soldat n'a de valeur effective que par l'usage qu'on en fait.

L'organisation et le commandement priment tout.

TROISIÈME PARTIE

LES PUISSANCES APRÈS LA GUERRE

Dès la fin de la guerre russo-japonaise, le monde s'est trouvé en face d'une situation entièrement nouvelle qui, depuis n'a fait que se préciser.

L'ancien équilibre des forces a été rompu. Pour certains États, de grandes ambitions ont été abolies ; pour d'autres, de vastes projets sont devenus possibles ; pour tous, le courant des intérêts a pris des directions nouvelles tendant forcément à modifier leur politique ancienne.

L'objet de la troisième partie de ce livre est donc de rechercher en présence de quelles nécessités nouvelles se trouve désormais placé chacun des principaux pays qui influent sur la marche des affaires du monde.

CHAPITRE PREMIER

LE JAPON

I. — Conséquences intérieures de la guerre.

Politiques et sociales. — Les hommes des clans sont-ils définitivement consolidés au pouvoir? — La crise sociale en perspective.

Économiques et financières. — Le Japon et son rayon d'action. — Ses charges financières. — Le développement industriel du pays va-t-il prendre l'ampleur supposée en Occident?

II. — Les bénéfices vrais de la guerre.

Sakhaline. — Avantages résultant de la possession de la partie sud de l'île.

En Mandchourie. — Caractère imprécis de la situation nouvelle. — Port-Arthur place forte? — Les Japonais en concurrence avec les Chinois.

En Corée. — L'expulsion réalisée des Européens. — La mainmise sur le gouvernement coréen. — Les richesses du pays et les avantages de sa situation.

L'accroissement du prestige japonais dans le monde. — L'enseignement qui en résulte.

III. — Que peuvent les Japonais a la tête des Jaunes contre les Blancs?

Les Jaunes sont-ils plus susceptibles d'union que les Blancs? — Que semble pouvoir être le rôle du Japon à l'égard des peuples asiatiques?

Pour le Japon, les conséquences de sa lutte victorieuse avec la Russie sont immenses! On peut discerner les conséquences intérieures, celles qui réagiront au point de vue politique et social sur l'empire du mikado, et les conséquences extérieures : ces dernières sont ou matérielles, résultant de l'acquisition de nouveaux territoires, ou d'ordre moral ; elles procèdent alors de l'extraordinaire accroissement de prestige du Japon dans les deux hémisphères.

I

Les conséquences intérieures de la guerre ne sont pas destinées à être toutes également heureuses pour le Japon. Au premier aspect, il semble que les éclatants succès de la campagne contre la Russie aient consolidé pour bien longtemps au pouvoir les hommes des clans (1). Certes, ceux-ci vont bénéficier d'un regain de puissance qui est légitimement dû aux talents dont ils ont donné la large mesure, mais ce serait une erreur de compter qu'il résultera de cette consolidation une ère de complète tranquillité politique intérieure pour le Japon. Rien ne paraît moins probable.

On sait avec quelle difficulté le peuple japonais a accepté la conclusion de la paix dont il ne comprenait pas tous les avantages ni la nécessité à son propre point de vue (2). Certes, il y eut bien dans ces protestations le sentiment de révolte d'une nation qui attendait beaucoup plus que ce que la Conférence de Portsmouth lui a donné. Mais, dans les émeutes de Tokyo, il faut aussi savoir discerner le réveil des sentiments endormis pendant la guerre et qui sont des sentiments d'hostilité profonde de tous les politiciens nippons contre le gouvernement des clans. Or, plus le Japon s'européanisera, — au moins dans les apparences qu'il tient à se donner, — et plus le pouvoir des hommes des clans paraîtra arbitraire et intolérable. La lutte fatale qui va continuer s'aggravera d'autant plus qu'elle coïncidera avec l'extension de la crise sociale qui, elle aussi, paraît inéluctable. Cette crise, dont j'ai déjà

(1) V. p. 143.
(2) V. p. 297.

signalé les éléments (1), présente ce caractère particulier que sa croissance sera d'autant plus rapide que l'industrie japonaise se développera davantage.

Il faut bien saisir, en effet, que si, au cours de la guerre, le Japon a fait preuve de forces morales qu'on peut dire illimitées, ses forces financières et économiques, elles, sont restreintes et définies.

De même que le plus puissant croiseur a un rayon d'action déterminé par la capacité de ses soutes à charbon et la vitesse avec laquelle il fait tourner ses machines, de même, les moyens matériels dont dispose le Japon ne lui permettent pas d'accomplir ce que lui dictent ses ambitions.

Autant il était déraisonnable de dire que l'empire du Soleil-Levant n'avait pas assez d'argent pour entreprendre la guerre, autant il serait fâcheux de s'illusionner sur sa situation financière.

Le tableau ci-dessous résume de façon saisissante les charges qui pèsent sur l'empire du mikado.

« Cette dette atteint un chiffre important. Voici, en effet, quel était le montant des engagements intérieurs et extérieurs du Japon à la veille de la guerre :

Dette publique japonaise avant la guerre

Désignation des emprunts.	Yen.
—	—
Ancienne dette (sans intérêt)	4.169.636
Rentes pour rachat des droits féodaux 5 °/₀	19.630.475
Emprunt de la marine 5 °/₀ (1887-1890)	8.297.300
Emprunts de conversion 5 °/₀ (diverses dates)	167.128.350
Emprunt des chemins de fer 5 °/₀ (diverses dates)	37.248.900
— — 4 °/₀ (1900)	17.577.750
— de guerre 1895 5 °/₀	115.641.150
— de travaux publics 5 °/₀ (diverses dates)	60.134.600
— — 4 °/₀ (1899)	78.052.250
A reporter	507.880.411

(1) V. p. 144.

Report	507.880.411
Chemin de fer de Hokkaïdo 5 °/₀ (1898)	3.592.500
— — 4 °/₀ (1890)	2.000.000
Emprunt retrait du papier-monnaie (1891)	22.000.000
— travaux publics de Formose (1901-03)	16.707.900
— pour virement de Formose (1900-03)	5.440.200
Divers	2.000.000
Total de la Dette de l'État	559.621.011

Au lendemain de la guerre, nous trouvons ce montant accru de 1.300 millions de yen. Voici, en effet, un tableau des emprunts contractés par le Japon depuis le commencement de la guerre :

Emprunts.	Date d'émission.		Montant en yen.
Bons du Trésor 5 °/₀ (1re série)	Février	1904	100.000.000
— 5 °/₀ (2e série)	Mai	1904	100.000.000
10 millions de livres sterling 6 °/₀, gagé sur les douanes	Mai	1904	100.000.000
Bons du Trésor 5 °/₀ (3e série)	Novembre	1904	80.000.000
12 millions de livres sterling émis à Londres et New-York, gagé sur les douanes	Novembre	1904	120.000.000
Bons du Trésor 6 °/₀ (4e série)	Avril	1905	100.000.000
Emprunt 4 1/2 °/₀ de 30 millions de livres sterling à Londres et New-York, gagé sur les douanes	Mars	1905	300.000.000
Bons du Trésor 6 °/₀ (5e série)	Mai	1905	100.000.000
2e série de l'emprunt 4 1/2 °/₀ émis à Londres et New-York (30 millions de livres sterling)	Juillet	1905	300.000.000
Total			1.300.000.000
Total général de la Dette			1.859.621.011 (1)

Les emprunts effectués par le Japon pendant la guerre ont donc atteint le total de 1.300 millions de yen ; sur ce total, 842 millions sont représentés par des emprunts

(1) *L'Économiste européen*, 6 octobre 1905. — A ce chiffre il faut ajouter l'emprunt de décembre 1905, qui n'est d'ailleurs qu'un emprunt de remplacement.

extérieurs et 480 millions ont été demandés à l'intérieur du pays et réalisés principalement en bons du Trésor (1). »

On voit maintenant à quel point la lutte avec la Russie a endetté le Japon. Or, contrairement à l'espoir tenace qu'ils ont toujours nourri, les Japonais n'ont point trouvé à leurs sacrifices la contre-partie directe et au moins équivalente qu'ils attendaient de l'indemnité de guerre que, selon eux, leur payerait indubitablement la Russie.

A cet égard, les hommes d'État nippons se sont trompés dès le principe. Ils n'ont pas saisi qu'on ne peut con-

(1) « Le taux moyen de revenu varie de 4 1/2 à 5 pour 100 pour la Dette extérieure, et de 4 7/8 à 6 pour 100 pour la Dette intérieure. Cette différence en faveur des émissions intérieures est due à ce fait que les emprunts extérieurs offrent plus de garanties. L'emprunt 6 pour 100 (première série) fut émis en mai 1904 à 93 1/2 pour 100. Il est garanti par une première hypothèque sur les recettes des douanes de l'empire, et est remboursable au pair le 5 avril 1911. Le gouvernement, toutefois, s'est réservé le droit de rembourser au pair tout ou partie des obligations de cet emprunt à une date quelconque après le 5 avril 1907, sur un avis publié six mois d'avance. Les obligations de la seconde série sont garanties de la même façon, mais elles sont tenues d'assurer le service du premier emprunt de 10.000.000 de livres sterling; les délais de remboursement sont identiques à ceux des obligations de la première série. Ces obligations ont été émises en novembre 1904, à 90 1/2 pour 100. L'emprunt 4 1/2 pour 100 de 20.000.000 de livres sterling, émis à 90 pour 100 en mars 1905, est garanti par une première hypothèque sur le produit du monopole des tabacs. Il est remboursable au pair le 15 février 1925, mais le gouvernement a le droit d'effectuer ce remboursement à une date quelconque après le 15 février 1910, sur un avis préalable donné six mois d'avance. Les obligations de la deuxième série, qui ont été émises à 90 pour 100 en juillet dernier, sont remboursables dans les même délais, et elles sont garanties par une première hypothèque sur le rendement net du monopole des tabacs, mais elles doivent assurer le service de l'emprunt précédent de 30.000.000 de livres sterling.

Des cinq émissions de bons du Trésor, s'élevant ensemble à 480.000.000 de yens, les deux dernières émissions seules ont été placées en Angleterre. La première série, 100,000.000 de yens, a été émise à 90 pour 100 en avril dernier. Les obligations portent intérêt au taux de 6 pour 100, et elles sont remboursables avant 1912. Le cours actuel est 98 pour 100. La cinquième série, de 100.000.000 de yens, a été émise en mai dernier à 90 pour 100. Ce sont aussi des obligations 6 pour 100, qui sont remboursables avant 1913, Le cours actuel est 97 pour 100. »

(*L'Économiste européen*, 6 octobre 1905).

traindre un peuple vaincu à payer une indemnité de guerre que si son territoire, si les organes essentiels de sa vie nationale sont vraiment au pouvoir de l'étranger (cas de la France en 1871). Un pareil résultat, dans les hypothèses les plus optimistes, les Japonais ne pouvaient l'obtenir; car vouloir occuper Saint-Pétersbourg et Moscou eût été une conception parfaitement insensée.

Quoi qu'il en soit, cette indemnité de guerre qu'ils considéraient comme indispensable, les Japonais ne l'ont point eue, et c'est là un fait capital dont les répercussions se feront encore maintes fois sentir.

En Occident, où l'on juge des choses d'Extrême-Orient sans en voir toujours l'extrême complexité, on admet volontiers qu'une ère de grande prospérité industrielle va être pour le Japon la conséquence directe de ses victoires. Un pareil résultat n'est nullement certain. Outre que, dans le domaine industriel, le Japonais n'a point du tout les qualités équivalentes à celles qui font de lui un soldat incomparable sur le champ de bataille, les conditions de l'industrie japonaise vont forcément se transformer dans un sens qui ne paraît guère devoir lui être favorable. Il est admissible, en effet, que le nouvel état de choses va entraîner dans le monde ouvrier nippon un accroissement considérable du prix des salaires, accroissement qu'on a déjà pu constater après la guerre contre la Chine (1). Or, est-ce là une perspective satisfaisante pour des industries qui manquent de capitaux et qui ne peuvent guère en trouver qu'à l'étranger? J'entends bien dire que les financiers japonais ont fait preuve, pendant la lutte avec la Russie, de grandes qualités d'intelligence et de décision. Certes, mais, jusqu'ici, rien ne permet de croire que ces qualités soient générales dans le monde du commerce et de l'industrie nippons (2). A ce point de vue, il faut encore

(1) V. p. 141.
(2) V. p. 14.

revenir sur l'immense différence existant dans le domaine commercial et industriel entre le Japonais et le Chinois qui est infiniment supérieur au premier.

Donc, au lieu de pronostiquer avec certitude une ère de grande prospérité économique pour le Japon, il semble plus sage de faire des réserves et d'attendre.

II

Si le peuple japonais n'a point obtenu tous les bénéfices qu'il escomptait de la guerre, il en est cependant qui pour lui sont certains : ce sont d'abord ses acquisitions territoriales à Sakhaline, en Mandchourie et en Corée.

Les droits de souveraineté acquis par le Japon sur la moitié sud de l'île Sakhaline ont une réelle importance. D'abord, c'est une terre russe qui fait retour aux Nippons (1); ensuite, Sakhaline perd, du fait de son sectionnement, toute valeur stratégique susceptible d'être dirigée contre le Japon; enfin, sa possession assure aux Japonais des avantages économiques importants. Ils ne sont pas tous d'égale valeur. On les trouvera exactement exposés dans cette étude due à M. Komorsky, directeur du *Messager de l'Orient,* journal de Vladivostok, et qui quatorze fois visita la nouvelle terre nipponne :

L'île est très difficilement accessible par mer, vu l'absence presque complète de bons mouillages sur les côtes. Les navires de commerce mettent souvent des semaines entières pour décharger leurs marchandises, et, durant cette opération, ils sont parfois obligés de se réfugier pendant de longues journées dans la baie de Castries, vis-à-vis le port Alexandrovsk, à 60 kilomètres de distance.

(1) V. p. 67.

Le commerce d'exportation est fort difficile, parce que la saison de navigation ne dure que de quatre à cinq mois par an; les soi-disant richesses naturelles de l'île, gisements de charbon de terre, bois de construction, etc., ne sont pas si considérables qu'on veut bien le dire, car des sommes énormes devront être sacrifiées avant que l'exportation puisse prendre un élan important.

Des traces de naphte ont bien été découvertes dans le nord de l'île, mais une Société anonyme des Pays-Bas, après avoir dépensé beaucoup d'argent en recherches, a dû reculer devant les conditions redoutables d'une exploitation dans des régions presque inaccessibles, avec un climat par trop difficile.

Les maigres capitaux des commerçants japonais ne pourront jamais suffire à de pareilles entreprises. Il y a même peu de raisons de supposer que les milliardaires américains leur en fournissent facilement les quantités nécessaires; des affaires aussi profitables se trouvent en Amérique même avec des risques moindres.

Mais, en dehors des richesses du sol sakhalinien, il en existe une tout à fait remarquable dans les mers entourant l'île : ce sont les pêcheries.

La quantité vraiment miraculeuse de poissons de la meilleure qualité dans les eaux de Sakhaline attire depuis longtemps l'attention des pêcheurs non seulement japonais, mais aussi américains. Pour s'en faire une idée, il faut mentionner qu'un saumon frais de 20 livres, vendu sur place pendant la saison de pêche à raison de 15 à 20 centimes la pièce, est ensuite facilement revendu en Europe un franc la livre. Le transport de cette marchandise, qui se fait sur des bateaux à réfrigérateurs, ne coûte, de Sakhaline jusqu'à Hambourg, qu'un prix très faible permettant de gros bénéfices.

Les pêcheurs japonais ont fréquenté de tout temps les côtes de l'île...

De huit cents à mille voiliers japonais passent annuellement la saison de la pêche sur les côtes de Sakhaline... En s'annexant l'île pour en confier l'exploitation aux Américains, comme l'annoncent les journaux japonais, le Japon ne peut que rendre un mauvais service à son peuple, lequel alors n'aurait plus le poisson de Sakhaline aux bas prix d'aujourd'hui.

Il y aurait évidemment dans ce cas quelques grosses fortunes qui se feraient pendant la durée de ce trafic, mais le peuple nippon n'en profiterait guère.

En tant que territoire d'émigration, l'île de Sakhaline, de beaucoup inférieure comme climat et qualité de terrain à l'île la plus septentrionale du Japon, Yeso ou Hokkaïdo, ne semble pas devoir être exploitée avec succès par les sujets frileux du Soleil-Levant (1).

En Mandchourie, les bénéfices du Japon sont moins nets. Dans le Liao-Toung, les Nippons sont les maîtres absolus ; mais voudront-ils fortifier Port-Arthur pour en faire une place inexpugnable? Il faudrait alors dépenser des sommes énormes dans ce gouffre à millions. Au surplus, est-ce bien nécessaire? Quelle est donc la puissance qui aurait à la fois les raisons et les moyens de chasser les Nippons du Liao-Toung? On peut donc admettre que l'état-major du mikado aura la sagesse de renoncer à un effort épuisant et jusqu'à nouvel ordre parfaitement inutile.

Quant au reste du Sud de la Mandchourie, il demeure sous la suzeraineté de la Chine ; mais les Japonais entendent y jouer un rôle dominant, et c'est dans cet esprit qu'ils ont négocié avec Pékin. Quelle que soit, en définitive, la solution adoptée, l'action des Nippons paraît devoir être limitée, car en Mandchourie ils vont forcément se trouver placés sur le terrain commercial et agricole et se heurter aux marchands et aux cultivateurs chinois qui leur sont certainement supérieurs. Il est probable qu'ils comprendront assez vite les difficultés de la situation et qu'ils se borneront à participer avec les Chinois aux grandes entreprises et à l'exploitation du pays. C'est tout au moins ce qui semble résulter d'une étude parue à Tokyo, dans laquelle le comte Okuma (2) se demandait, avant même

(1) Paru dans *l'Énergie française* du 5 août 1905.

(2) Le comte Okuma est l'un des hommes d'État du Japon qui méritent de fixer le plus l'attention du monde occidental. Homme du Hizen, province commerciale par excellence, le comte Okuma, âgé actuellement de soixante-huit ans, est avant tout un homme d'affaires au sens pratique et sûr.

Aux premiers jours de la pénétration des Occidentaux dans le Japon

la fin de la guerre, ce que le Japon devra chercher à faire en Mandchourie et en Corée.

Parmi les questions que la présente guerre a jetées dans la réalité pratique se trouve la question de l'exploitation de la Mandchourie et de la Corée. Les visites que firent à ces deux pays des hommes de négoce très influents, appartenant à nos deux Chambres, et l'organisation d'associations diverses avec le but arrêté de faire le commerce avec ces deux nations sont les signes de ce temps.

La guerre actuelle a eu pour cause une querelle politique, de laquelle dépendait l'existence même de ce pays; mais elle aura une très grande portée sur la situation économique nationale. En plus de 1.300 millions de yen que le gouvernement a été obligé de dépenser pour soutenir la présente campagne, la nation subit une très lourde perte par l'éloignement des centres industriels de centaines de mille de travailleurs. Il nous faut donc résoudre le problème qui se pose de telle sorte que même ces pertes puissent être utilisées.

La population du Japon augmente d'une manière presque anormale. Lors de l'ouverture de ce pays au commerce étranger, sa population se montait à environ trente millions d'habitants ; elle est actuellement d'à peu près cinquante millions. Comme cette augmentation est due principalement aux améliorations du

d'hier, nous trouvons le comte Okuma à Nagasaki, étudiant avec beaucoup d'ardeur. Après avoir appris l'anglais et le hollandais, Okuma rentra dans son clan, et c'est alors qu'il participa d'une façon très effective à la restauration du mikado. D'abord sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, le comte était nommé ministre des finances en 1873. Il occupa ce poste pendant sept ans et eut la mission très difficile de réorganiser les finances japonaises.

Un malentendu s'étant élevé entre lui et les autres membres du cabinet, le comte Okuma donna sa démission et organisa le groupe progressiste japonais, le *Shimpoto,* qui existe encore actuellement et dont il est le chef tout-puissant.

Ministre des affaires étrangères en 1889, il fut victime d'un attentat de la part d'un exalté, perdit une jambe par suite de l'explosion d'une bombe et dut quitter le cabinet.

De nouveau ministre des affaires étrangères, puis président du conseil en 1898, le comte Okuma, qu'une vie laborieuse et épuisante aurait pu inviter à l'inaction, a présentement la mission d'être le guide fidèle et suivi du *Shimpoto,* dont quelques membres figurent parmi les hommes les plus remarquables du Japon contemporain.

système sanitaire public, rien ne nous fait croire qu'elle doit s'arrêter à ce chiffre; une augmentation plus rapide encore est même à prévoir.

Cette augmentation de la population a bouleversé les conditions économiques du Japon. Avant la guerre sino-japonaise, notre pays importait rarement du riz des pays étrangers, sauf quand la récolte était exceptionnellement mauvaise. Après la guerre, le Japon eut à importer du riz non seulement durant les années stériles, mais aussi lorsque les récoltes étaient particulièrement abondantes, et il est à peu près impossible d'augmenter les produits agricoles dans la même proportion que le développement de la population. L'agriculture n'étant pas à même de nourrir le peuple, force nous est de recourir au commerce pour trouver la subsistance de notre nation. Comme champ d'action pour l'activité commerciale du Japon, nul pays n'est plus propre que la Mandchourie et la Corée, où notre influence grandit tous les jours.

La Corée et la Mandchourie ont ensemble une superficie trois fois plus vaste que celle du Japon, alors que la population de ces contrées est de moitié moins nombreuse que celle du pays nippon. Elles fournissent en telle quantité les produits agricoles que nous pouvons compter en majeure partie sur elles pour nous approvisionner en fécules, en orges et en céréales de diverses espèces. Leur capacité productive peut certainement être augmentée par la mise en œuvre de la machinerie moderne, par les améliorations apportées dans les moyens de communication, et enfin par l'introduction de travailleurs japonais. Peuvent en être retirés, en surplus des céréales, de la viande de boucherie et des fruits. On pourra donc inaugurer en Extrême-Orient un commerce très prospère entre le Japon qui, d'une part, importera les matériaux bruts, et le continent de l'autre, qui achètera des produits fabriqués. Ce commerce peut présentement n'être pas très avantageux pour le commerçant, mais les bénéfices que la nation pourrait en retirer sont énormes et nécessaires.

La Corée, étant un pays semé de collines, n'est pas aussi propre à l'agriculture que la Mandchourie, dont les vastes bassins du Sungari et du Liao sont extrêmement fertiles. Le blé qui se récolte dans ce dernier pays est, dit-on, supérieur à celui que produit le Canada. Récemment, nous fûmes obligés d'importer en grande quantité d'Allemagne et d'Amérique du blé, de la farine et de l'orge; mais, à l'avenir, nous pourrons recourir, si cela était nécessaire, à la Mandchourie pour nous procurer ces produits.

La culture à laquelle semble le mieux convenir la Mandchourie est celle de la betterave à sucre, qui donne actuellement tant de bénéfices à l'Allemagne. Le climat de la Mandchourie ne diffère pas beaucoup de celui de l'Allemagne ; aussi la culture de la betterave pourra-t-elle y devenir fructueuse. Or, le Japon consomme environ 250.000 tonnes de sucre par an ; cette quantité va augmentant très rapidement. La perspective d'une abondante production de betteraves en Mandchourie nous permet donc de penser que non seulement nous n'achèterons plus du sucre d'Allemagne ou des régions tropicales, mais encore que nous exporterons en Mandchourie le sucre raffiné dont elle aura besoin. De plus, le peuple mandchou étant très épris de boissons alcooliques, si les Japonais commencent à y établir le commerce des liqueurs sur une vaste échelle, les betteraves pourront encore trouver leur emploi.

Les vastes plaines de la Mongolie et de la Mandchourie septentrionale sont encore renommées pour leurs pâturages. Les indigènes se livrent bien à l'élevage en grand, mais ils ne possèdent pas les connaissances techniques nécessaires et ne tirent pas de ces régions tout le parti qu'on pourrait. L'élevage promet donc un champ d'activité très profitable pour les Japonais. Le Japon importe annuellement pour plus de 10 millions de yen de laine ; il y a donc tout à gagner en favorisant cette entreprise. En plus des ressources ci-dessus mentionnées, la Corée et la Mandchourie possèdent d'immenses forêts qui s'étendent sur les bords du Yalou et du Sungari ; en Mandchourie, on rencontre, en outre, des mines de houille et d'autres métaux. Pour exploiter avantageusement toutes ces ressources, il est nécessaire d'avoir un réseau très étendu de chemins de fer ; ces chemins de fer seraient la propriété de l'État qui, possédant un capital considérable, pourrait en retirer plus de bénéfices. Ce que les autorités doivent avoir bien présent à la mémoire, c'est qu'il ne faut pas s'ingérer dans les affaires des commerçants qui s'expatrient sur le continent dans le but de se livrer au négoce. Ces négociants devraient, au contraire, avoir une liberté absolue pour mener à bien leurs affaires. Ils devront pouvoir s'associer soit avec des indigènes, soit avec des étrangers (Européens). Les principes de « la porte ouverte » doivent être maintenus en tout lieu et en tout temps.

Le but de la guerre n'est pas une occupation territoriale, mais la porte ouverte. La suzeraineté de la Mandchourie doit être rendue à la Chine, sous certaines conditions, mais après seule-

ment que l'ordre aura été rétabli et la sécurité future garantie. Quand la paix et l'ordre règneront en Mandchourie, nous pourrons y prévoir l'avènement d'une ère de très grande prospérité industrielle. Les pertes économiques que nous avons supportées et que nous supportons encore à cause de la guerre présente seront plus que couvertes par les profits que nous pourrons retirer de l'exploitation économique de la Mandchourie, et cette exploitation formera la base d'une solution dans le problème de l'augmentation intensive de la population du Japon.

Aussi, l'idée d'une occupation de la Mandchourie et de la Corée pour y développer les entreprises économiques me paraît erronée. Par cette guerre, le Japon est arrivé à occuper dans ces deux pays une position prédominante ; la question présente est de savoir quand l'exploitation économique de ces régions doit commencer (1).

En Mandchourie, l'activité japonaise trouvera donc certainement un nouvel élément; mais le vrai, l'énorme bénéfice de la guerre, pour le pays nippon, c'est la mainmise définitive et totale sur la Corée. A vrai dire, les Japonais seraient arrivés peut-être au même résultat avec le temps et en pleine paix (2) ; mais enfin ils n'ont point voulu courir les risques de l'attente, ils ont combattu, et le principal résultat de leur énorme effort est de leur donner une liberté absolue dans l'empire du Matin-Calme. Cette liberté, ils en usent largement.

Leur premier soin a été de se débarrasser, même avant la conclusion de la paix, des Européens au service du gouvernement coréen. Ces Européens touchaient des traitements variant entre 800 et 1.000 francs par mois, chiffre nullement excessif en raison du rapide accroissement du prix de la vie à Séoul dans les dernières années, et surtout à cause de l'éloignement de la mère patrie. Mais, à vrai dire, l'utilité de ces fonctionnaires était des plus contestables : car, à part de rares exceptions, le gouvernement coréen

(1) Publié dans *l'Énergie française* du 26 août 1905. Traduction de Konischi Yakumo.

(2) V. p. 104.

leur imposait sa propre apathie et ne leur permettait pas de remplir effectivement les fonctions pour lesquelles ils avaient été engagés (1).

(1) Le curieux groupement européen de Séoul ayant déjà presque disparu, il n'est pas inutile de rappeler, avec quelques détails, comment il était composé avant la guerre.

La revue des principaux Européens présents à Séoul en septembre 1903 se fait aisément en les classant par nationalités.

Les Allemands étaient peu nombreux. On ne pouvait guère citer pour les représenter que M. B..., professeur de l'école coréenne allemande, et le Dr Wunsch, médecin du palais, qui, à ce titre, touchait le traitement le plus élevé servi à des étrangers, soit 650 yen, c'est-à-dire 1.690 francs environ par mois.

Faut-il encore citer comme Allemande Mlle Sontag, ancienne femme de charge de la légation de Russie, qui, grâce à l'influence qu'elle sut prendre sur Li-Hsi pendant son séjour chez le représentant du tsar, devint l'une des personnalités les plus curieuses et les plus énigmatiques de Séoul?

Outre cinq ou six missionnaires britanniques, M. T..., doublé d'un assistant également anglais, était chargé de l'école anglaise coréenne. Les femmes du palais avaient pour doctoresse une Anglaise, miss Cook. Son compatriote, M. Mac Leawy Brown, dirigeait les douanes de Sa Majesté. Une douzaine d'Anglais étaient employés sous ses ordres.

Parmi les missionnaires, les Américains formaient le plus fort contingent. En outre, pendant un temps, M. Sands, ancien secrétaire de la légation des États-Unis, eut le titre de conseiller privé de Sa Majesté, le Grand Empereur. Mais, à la suite de démêlés assez confus, M. Sands quitta Séoul peu de semaines avant l'ouverture des hostilités. Un Belge, M. Adhémar Delcoigne, le remplaça. Un Danois, enfin, M. Muhlensteh, était conseiller du télégraphe.

De tous les groupements européens, le plus nombreux et réellement le plus influent et le mieux composé, c'était, sans exagération aucune, le groupement français. Parmi ses plus anciens résidents à Séoul, il faut citer Mgr Mutel, vicaire apostolique de Corée, et le Père Poisnel, qui fit les plans et dirigea la construction de la cathédrale française, vraiment fort réussie.

L'école coréenne française, organisée par M. Em. Martel, méritait de retenir longuement l'attention.

L'école française fut créée à Séoul le 5 octobre 1895, mais l'ouverture effective n'eut lieu qu'en janvier 1896. A ce moment, dix-huit élèves seulement étaient inscrits. Les résultats obtenus à la fin de l'année scolaire furent des plus satisfaisants; aussi, à la réouverture des cours, le 1er septembre 1896, le nombre des élèves monta-t-il à quarante-deux, se répartissant à peu près également entre deux classes. L'enseignement dans la première classe devint alors plus varié : on ajouta l'arithmétique et la géographie à l'étude de la langue.

Les résultats de l'année scolaire 1896-1897 furent meilleurs encore que ceux de l'année précédente. Beaucoup d'élèves commençaient déjà à

Le fait que le gouvernement japonais n'a pas voulu conserver à Séoul des Européens à la fois observateurs gênants

parler convenablement le français et leur zèle était aussi grand qu'on pouvait l'espérer. En septembre 1897, l'école fut transférée à Pak-Tong, non loin du vieux palais où fut assassinée la reine de Corée, dans un local plus vaste que celui qu'elle occupait primitivement. On comptait alors soixante-cinq élèves. Deux vétérans parlant le français furent désignés comme assistants, de façon à seconder efficacement M. Em. Martel dont la tâche était devenue trop lourde.

Depuis cette époque, l'école a pris chaque jour une extension plus grande. Au moment où j'ai quitté Séoul, quatre-vingt-quinze jeunes gens, répartis en six classes, suivaient les cours avec une assiduité parfaite.

Le programme de l'enseignement s'était progressivement enrichi. Il comprenait : lecture, composition, dictée, grammaire et analyse, écriture, conversation, géographie, arithmétique, tenue de livres, correspondance commerciale, géométrie et algèbre.

Les résultats pratiques donnés par cette école permettent d'en apprécier aisément l'importance. Parmi les élèves sortis de l'école, on comptait :

Un interprète de S. M. l'empereur;
Un interprète de la Maison impériale;
Un directeur du bureau des mines impériales;
Un directeur du bureau des cérémonies;
Un secrétaire de la légation coréenne à Saint-Pétersbourg;
Un secrétaire de la légation coréenne à Paris;
Un secrétaire de la légation coréenne à Berlin;
Un interprète du ministère des affaires étrangères;
Un interprète à la légation de Belgique à Séoul;
Cinq assistants à l'école française;
Seize employés des postes impériales de Corée;
Deux interprètes du bureau des mines impériales;
Six élèves ingénieurs au chemin de fer du Nord-Ouest;
Deux interprètes à l'arsenal;
Un interprète à la légation de France;
Deux interprètes à l'école de droit.

Outre cette école, une chaire de langue française fut créée il y a trois ans environ à l'école militaire et confiée également à M. Martel; vingt-huit élèves et six officiers ont tenu à se faire inscrire à ces cours.

Un autre Français, M. Crémazy, occupait à Séoul une situation en vue : celle de conseiller légiste du gouvernement coréen. A ce titre, M. Crémazy proposa un certain nombre de réformes à introduire dans la législation de l'empire du Matin-Calme. Ces innovations eussent équivalu à un très sérieux progrès, car, alors que la Chine est régie par le code des Tsin, datant de 1647 seulement, la loi coréenne est immobilisée par le code de Ming, beaucoup plus vénérable, puisqu'il est vieux de huit siècles environ. M. le président Crémazy a fait surtout porter ses efforts sur des modifications au code pénal coréen, qui, avant la guerre, étaient encore soumises à l'examen du grand conseil, c'est-à-dire non définitives.

et fonctionnaires mis dans l'impossibilité de rien produire, s'explique donc assez bien Il est, par suite, parfaitement

Son projet nouveau, qui constituait un adoucissement très notable à la législation antérieure, tenait naturellement un compte nécessaire des préjugés coréens.

Certains des articles du code coréen sont d'une réjouissante sévérité. Voici quelques textes fort suggestifs empruntés à la traduction de M. le président Crémazy :

Art. 216. — *Sera puni de quatre-vingts coups de bâton tout fonctionnaire qui osera prononcer de vive voix ou écrire dans un rapport ou dans une pétition le nom de Sa Majesté et ceux de ses ancêtres impériaux.*

Art. 410. — *Sera puni de quatre-vingts coups de bâton quiconque aura, dans une maison privée, brûlé de l'encens pendant la nuit, en invoquant le Ciel et en saluant l'étoile polaire.*

Art. 425. — *Sera puni de trois ans de travaux forcés quiconque aura lacéré les vêtements de son grand-père ou de sa grand'mère, de son père ou de sa mère.*

Pour être complet, il convient d'ajouter que tous ces coups de bâton peuvent être compensés par un payement en argent. Le chapitre du rachat des peines nous apprend, en effet, que la bastonnade est tarifée à raison de 7 sen par coup de bâton. Le condamné a donc le choix entre s'alléger de quelques ligatures ou s'acquitter en nature.

La France militaire était représentée auprès de Li-Hsi par M. le capitaine d'artillerie Payeur et M. Louis, contrôleur d'armes. Ces deux officiers, à la demande du gouvernement coréen, furent détachés par le gouvernement français à l'effet de créer et de diriger l'arsenal de Séoul ; mais, à vrai dire, l'envoi de cette mission n'eut pas à cet égard de suites pratiques, car jamais le gouvernement coréen ne lui fournit les moyens, même rudimentaires, de faire quelque travail utile.

C'est également ce qui se passa pour les mines impériales. M. Lecoy de la Marche, ancien élève de l'École polytechnique, en était l'ingénieur en chef ; MM. Trémoulet et Rabec étaient chargés de préparer l'exploitation officielle du sous-sol coréen ; mais, jusqu'ici, rien de très sérieux ne put être fait.

Le chemin de fer du Nord-Ouest, devant relier Séoul au Yalou, constituait une affaire un peu plus active ; mais, en raison de la pénurie financière des Coréens, la construction, quoique commencée, allait avec une extrême lenteur. Les Français qui se trouvaient à la tête de l'entreprise, M. Lefèvre, directeur de l'exploitation, M. de Lapeyrière, ingénieur en chef, et M. Bourdaret, conducteur des travaux, faisaient toutefois de leur mieux et espéraient de l'avenir des conditions plus favorables.

Un Français encore, M. Clémencet, dirigeait les services de la poste coréenne.

Le grand commerce de la capitale était entre les mains de deux autres Français, MM. Rondon et Plaisant. Un hôtel français, tenu par M. Martin, abritait les hôtes de passage.

inutile de récriminer; mais il était nécessaire de noter cette première conséquence en Corée de la défaite russe.

Depuis, les Japonais affermissent leur situation sur des bases inébranlables; mais, afin de ne pas heurter trop violemment la population coréenne, ils tiennent à s'assurer au moins l'apparence de conventions solennelles et légales passées avec le souverain légitime. Alors que le malheureux empereur de Corée, Li-Hsi, leur est livré sans défense, ils lui font signer tous les documents susceptibles de faire passer le pouvoir effectif entre les mains nippones.

C'est dans ce but que, le 17 novembre 1905, le traité suivant fut conclu entre le Japon et la Corée :

Les gouvernements du Japon et de Corée, désireux de fortifier les principes de solidarité qui unissent les deux empires, ont, dans ce but, agréé et conclu les stipulations suivantes, qui serviront jusqu'au moment où l'on constatera que la Corée a reconstitué ses forces nationales.

Article premier. — Le gouvernement du Japon, par le ministère des affaires étrangères à Tokyo, exercera dorénavant le contrôle et la direction des relations et affaires extérieures de la Corée; les représentants diplomatiques et consulaires du Japon seront chargés de la protection des sujets et intérêts de la Corée dans les pays étrangers.

Art. 2. — Le gouvernement du Japon s'engage à veiller à la mise à exécution des traités actuellement existants entre la Corée et d'autres puissances, et le gouvernement de Corée s'engage à ne prendre désormais aucun acte ou engagement ayant un caractère international, sauf par l'entremise du gouvernement japonais.

Art. 3. — Le gouvernement japonais sera représenté à la cour de Sa Majesté l'empereur de Corée par un résident général, domicilié à Séoul, dans le but surtout de prendre la direction des affaires ayant trait aux questions diplomatiques. Ce diplomate aura le droit d'audience particulière et personnelle avec Sa Majesté l'empereur de Corée. Le gouvernement japonais aura également le droit d'établir des résidents dans les divers ports ouverts et sur tous les points du territoire coréen où il le jugera nécessaire. Ces résidents jouiront, sous le contrôle du résident général, des prérogatives et attributions appartenant jusqu'ici

aux consuls allemands en Corée, et qui pourront être nécessaires pour mettre à pleine exécution les conditions de cet accord.

Art. 4. — Les stipulations de tous les traités et accords entre le Japon et la Corée qui ne sont pas incompatibles avec les conditions de cet accord doivent demeurer en vigueur.

Art. 5. — Le gouvernement japonais s'engage à veiller au maintien du bien-être et à la dignité de la maison impériale coréenne.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement, ont signé cet accord et apposé leur sceau.

17 novembre 1905.

Hayashi Gonsuke,
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Pak Che Soon,
Ministre des affaires étrangères.

Ce traité constitue pour les Japonais un très grand succès, mais on a su, peu après sa signature, qu'il a été obtenu presque *manu militari.* Il aura évidemment pour conséquence la disparition prochaine des représentants à Séoul des puissances blanches; le gouvernement de Washington ayant annoncé, en effet, son intention de supprimer sa légation auprès de l'empereur de Corée, les autres États représentés seront obligés d'imiter cet exemple.

La mainmise du Japon sur la Corée est donc déjà accomplie. Les résultats susceptibles de s'en suivre peuvent être rapidement très considérables. Déjà, durant la guerre, le chemin de fer de Fousan à Séoul a été terminé. Les travaux de la ligne de Séoul à Wijou doivent être fort avancés. Ce n'est donc plus qu'une question de mois pour que la ligne Liao-Yang-Wijou-Séoul-Fousan entre complètement en service, formant ainsi le prolongement naturel et logique du Transmandchourien (1). Dès maintenant, Dalny a perdu toute importance au point de vue du transit des voyageurs, et, dans un avenir prochain, le Français de Brest qui voudra aller au Japon demandera un billet direct pour

(1) V. la carte insérée p. 568.

Fousan. Arrivé à ce point, il sera à quelques heures du pays nippon, à trois jours de Changhaï.

Une fois la Corée dotée de son réseau de chemins de fer, — d'abord du nord au sud, et ensuite de quelques lignes transversales, — l'immense importance de sa situation apparaîtra ; l'ancien empire du Matin-Calme pourra alors devenir un vaste et actif entrepôt entre l'Amérique et l'Asie.

Le territoire coréen lui-même est d'ailleurs destiné à donner lieu à une exploitation rémunératrice.

Déjà la Corée a des ressources réelles. En dépit de la détestable organisation qui précéda la mainmise japonaise, les impôts rentraient relativement bien, quoique irrégulièrement. La vente du gensan, racine servant à la confection de remèdes chinois et qui se vend au poids de l'or, cédée en monopole, rapportait chaque année plusieurs millions.

L'impôt territorial donnait environ deux millions; et, comme cet ensemble ne suffisait pas aux besoins de l'administration coréenne, Li-Hsi bouclait son budget avec la poudre d'or provenant des lavages d'or de la maison impériale.

Avec ces premiers éléments et une administration meilleure, les Japonais vont déjà pouvoir faire beaucoup. Il est probable que leur premier effort portera ensuite sur l'exploitation des mines. Les trésors du sous-sol coréen sont certainement énormes. Jusqu'à présent, le manque de communications n'a pas permis d'en tirer un sérieux parti ; mais, dès qu'un réseau de routes sera créé, de nombreuses mines d'or, d'argent et de cuivre seront facilement exploitables et donneront de fort beaux rendements. Plus tard, avec un aménagement plus complet des moyens d'exploitation, des richesses considérables en fer et en charbon pourront, elles aussi, être mises au jour.

Il n'est donc pas discutable qu'en s'emparant de la Corée,

les Japonais ont fait une acquisition des plus brillantes. Reste à savoir dans quelle mesure ils pourront se réserver les bénéfices de son exploitation. C'est là un point douteux. Pour exploiter la Corée, de gros capitaux sont indispensables, et le Japon ne peut guère les trouver qu'en Chine, en Angleterre ou aux États-Unis. On peut donc admettre que Chinois, Anglais et Américains participeront largement à la mise en valeur de l'antique Royaume-Ermite.

Les bénéfices matériels de la guerre ont beau être considérables pour le Japon, ils sont encore inférieurs aux bénéfices moraux.

Le prestige universel que le pays du Soleil-Levant s'est acquis par ses victoires ne saurait se surestimer. Combien les temps sont changés! Alors qu'il n'y a point encore deux années, les peuples d'Europe considéraient les Nippons avec dédain et presque avec mépris, ils les couvrent maintenant de louanges souvent même excessives. Mais quel enseignement! L'évidence des qualités d'organisation et de décision des conducteurs nippons de la guerre, la faculté du Japonais de mourir noblement pour son pays ont eu raison des préventions invétérées du vieux monde; fait consolant au fond, car il n'établit pas seulement que les hommes sont des adorateurs — trop souvent cyniques — du succès, mais encore que la gloire et les sentiments élevés conservent de l'empire sur les Occidentaux qu'on pouvait craindre subjugués par l'unique désir des jouissances matérielles.

III

De cette notion de la supériorité des Japonais en Extrême-Orient est née une autre croyance qui semble quelque

peu excessive. Les hommes blancs se sont dit : « Le Japon va éduquer tous les peuples jaunes de l'Asie et les lancer contre nous, économiquement d'abord, militairement ensuite. »

Certes, le péril jaune a cessé d'être une chimère. Il a pris corps, il grandit; mais quelle forme revêtira-t-il et quand entrera-t-il dans la période aiguë? Là encore il serait dangereux d'adopter des formules trop simples.

Assurément, les Chinois ont été grandement impressionnés par la force japonaise dont ils ont les premiers souffert et à laquelle ensuite ils ont vu que la Russie elle-même devait céder. La démonstration a été si péremptoire que, dans le Céleste Empire, le vieil esprit antimilitaire perd chaque jour de son crédit (1); mais de là à conclure que la Chine va se mettre dans les mains du Japon, il y a loin. Il n'est cependant pas difficile de concevoir que les mêmes rivalités qui divisent les peuples blancs existent aussi chez les peuples jaunes. L'homme est partout le même. Et si le Chinois reconnaît maintenant les immenses avantages des nouvelles méthodes japonaises, ceux qui connaissent le mieux la Chine sont d'accord pour estimer que le Chinois n'aime pas et même déteste le Japonais.

Il n'est donc pas probable que le Japon sera le meneur absolu de la Chine, mais il en sera sans doute l'instructeur à bien des égards. Le Japon fournira, de plus en plus, au Céleste Empire les instructeurs militaires et les ingénieurs qui lui manquent, mais pour un temps seulement. La Chine, plus tard, *fara da se;* elle en marque déjà la volonté en envoyant en Europe des légions d'étudiants. Or, s'il est vrai que ce grand effort doive aboutir, il aboutira à quoi, si ce n'est à constituer en Extrême-Orient une puissance jaune rivale du Japon, dotée de moyens économiques infiniment supérieurs à ceux du pays nippon et qui, au point

(1) V. p. 420.

de vue militaire, disposera d'un réservoir d'hommes incommensurablement plus vaste? Ces possibilités, qu'il faut envisager, n'écartent d'ailleurs nullement l'idée du péril jaune, mais elles en transforment sensiblement la nature. Elles permettent de saisir qu'il n'a point tout au moins de caractère immédiatement dangereux pour l'Europe, et que, si la diplomatie des blancs sait comprendre son rôle, elle peut, en agissant comme il convient à Pékin et à Tokyo, sinon empêcher absolument l'aboutissement dangereux du péril jaune, tout au moins en retarder grandement l'éclat.

En résumé, la guerre a donné au Japon dans le monde la situation de grande puissance; mais, si importants que soient pour lui les avantages de la campagne de Mandchourie, le gouvernement du mikado n'est pas sans avoir de grandes difficultés à surmonter. Ces difficultés seront en tous cas suffisantes pour que les hommes d'État de Tokyo, qui ont donné déjà la mesure de leur sagesse et de leur pénétration d'esprit, s'ingénient, tout en poursuivant leur idéal secret de domination panasiatique, à ménager les Européens et à passer avec eux les tractations nécessaires qui seules rendent la vie possible aux peuples comme aux individus.

CHAPITRE II

LA RUSSIE

I. — Les causes fondamentales d'erreurs de la politique russe en Extrême-Orient. — Valeur réelle du Transsibérien. — La colonisation agricole russe en Sibérie orientale et en Mandchourie. — Le commerce russe à Vladivostok, à Port-Arthur et à Dalny.

II. — Conséquences de ces erreurs sur la politique extérieure de la Russie en Europe. — Avant, pendant et après la guerre.

III. — La base principale de la politique extérieure de la Russie peut-elle rester en Asie? — Importance actuelle pour la Russie de la Sibérie orientale, de la Sibérie proprement dite, de l'Asie centrale.

IV. — La situation politique intérieure. — Un tsar constitutionnel? — Que veulent les révolutionnaires russes? — Les conditions d'application du suffrage universel. — Vers une république fédérative? — L'unité russe est-elle en danger? — Conséquences éventuelles de la présence des juifs dans un parlement russe.

V. — La situation financière. — Dans quelle mesure la Russie dépend-elle des étrangers pour ses finances? — Les emprunts russes. — L'avenir?

VI. — Une réorganisation militaire vraiment importante de la Russie est-elle vraisemblable? — Le Russe a-t-il l'esprit militaire? — Les circonstances portent-elles à la réfection d'une armée et d'une marine? — En supposant les choses au mieux, dans quel délai la Russie peut-elle être redevenue capable d'offensive en Europe?

VII. — Quelle peut être désormais la politique extérieure de la Russie?
L'opinion de M. Briantchaninoff. — L'alliance avec l'Allemagne, ou l'alliance avec la France, l'Angleterre et le Japon?

Elles sont douloureusement tragiques pour la Russie les suites de cette guerre qui lui apporta non seulement une cruelle série de défaites et de désastres, mais qui, par ses répercussions profondes, menace la forme de l'État russe et même son intégrité!

Veut-on pénétrer les causes et les conséquences possibles de ce drame immense, il faut discerner d'abord les erreurs fondamentales de la politique russe en Extrême-Orient, et on saisira aussitôt comment la politique extérieure de la Russie s'est trouvée compromise en Europe ; on comprendra ensuite quel rôle la Russie peut continuer à jouer en Asie et en Europe, rôle qui de toute évidence est subordonné à la bonne ou à la mauvaise situation du gouvernement de Saint-Pétersbourg, à l'importance des luttes des races qu'il doit régir et à la gravité de ses difficultés financières. Ces divers points de vue établiront dans quelle mesure et quand la Russie peut espérer réorganiser sérieusement ses forces militaires.

De cet ensemble résultera, avec une approximation en somme très grande, la formule de politique générale maintenant possible pour le grand État qu'on appelle encore l'empire des tsars.

I

La guerre d'Extrême-Orient a été la conséquence fatale d'erreurs profondes commises par le gouvernement du tsar, erreurs résultant essentiellement à la fois de l'influence allemande et de l'action croissante des brasseurs d'affaires à Saint-Pétersbourg (1). En effet, la politique de pénétration suivie par la Russie en Asie orientale, *eu égard aux besoins et à la situation de la Russie d'Europe,* était sinon radicalement fausse dans son essence, tout au moins très prématurée dans sa réalisation. Après Shimonoséki et l'expulsion des Japonais de Port-Arthur en 1895, l'avenir de

(1) V. p. 68 et p. 134.

la Russie se trouvait entièrement réservé. Elle pouvait alors attendre en toute sécurité et choisir l'heure de son action. Malheureusement, certaines conceptions secondaires entièrement erronées firent obstacle à toute sagesse et même à toute modération.

La première des erreurs de cette nature résida dans le rôle tout à fait excessif qu'on voulut dès le principe assigner au Transsibérien. Au lieu d'admettre que ce chemin de fer n'était susceptible que d'être une ligne administrative commode, mais fort coûteuse, ne pouvant de longtemps rendre que de faibles services commerciaux, — puisque la plupart des produits lourds de la Sibérie ne peuvent point supporter les frais énormes d'aussi longs transports (1), — on vit en lui un instrument de pénétration économique extrêmement précieux, capable d'aider à mettre rapidement en valeur des territoires énormes, susceptible de faciliter grandement la domination militaire russe jusque sur la Corée.

Cependant, dans les dernières années qui précédèrent la guerre, on fut bien obligé de déchanter sur les espoirs primitifs. Le gouvernement de Pétersbourg fut lui-même amené par la pratique à constater qu'il lui était moins onéreux d'expédier d'Odessa ses soldats à Port-Arthur sur les navires de la flotte volontaire que d'employer la nouvelle voie ferrée.

Évidemment, une fois doté d'une seconde voie, le Transsibérien pourra rendre des services beaucoup plus grands que par le passé; mais le résultat principal de l'opération sera surtout d'absorber encore quelques centaines de millions de roubles.

(1) Exception faite pour les beurres sibériens, qui ont un sérieux débouché en Europe, mais qui, évidemment, ne constituent qu'une source de bénéfices restreinte. Ces beurres vont d'abord en Allemagne, où ils sont raffinés : travail indispensable, car le beurre sibérien est sale et de fabrication très inégale. Le produit ainsi obtenu est ensuite vendu un peu partout en Europe, mais notamment en Angleterre.

Or, *sans compter le Transmandchourien,* le prix initial de la construction du Transsibérien, pour 6.665 verstes, a été de 432.520.902 millions de roubles (1). A cette somme il faut encore ajouter le prix des réparations nécessitées par les dégâts faits par les Boxeurs en 1900 et des réfections rendues indispensables par l'exploitation intensive de la voie ferrée pendant la guerre avec le Japon, plus enfin les frais de doublement de la voie.

Supputer la somme colossale que coûtera finalement le Transsibérien est impossible, mais on doit admettre qu'avant trente, quarante, cinquante ans peut-être, le rendement de cette voie ferrée gigantesque ne suffira pas à payer même ses frais d'exploitation. C'est, en somme, ce que constata à mots couverts M. Witte à la fin de son rapport de 1903, dans lequel il avoua que le Transsibérien était une œuvre de longue haleine et que c'est dans un temps fort éloigné qu'on en verrait seulement les bons résultats.

Si cette notion avait été clairement comprise à Pétersbourg dès 1900, il est probable que les autres erreurs consécutives de la première, qui, elles aussi, ont mené à la guerre, n'auraient pas été commises.

Ne se trompa-t-on pas encore quand on voulut voir dans la Sibérie orientale une région propice à la colonisation russe? La question n'est nullement de savoir si les terres des rives du Pacifique sont ou non bonnes pour l'agriculture, — il est certain qu'elles le sont; — mais ce qu'il eût fallu comprendre, c'est que ce n'est point alors que la Russie d'Europe est encore si peu et si mal cultivée, qu'il y avait lieu de transporter à grands frais des paysans à des

(1) Il convient, en outre, de remarquer que l'État russe n'a rien eu à payer pour le sol de la voie qui passait sur des territoires de la couronne; de même les bois nécessaires aux travaux ont été en grande partie coupés dans les forêts de l'État bordant la ligne.

milliers de verstes de leur pays d'origine pour défricher bon gré mal gré des territoires dont la mise en valeur ne s'imposait nullement. Cette méthode de colonisation lointaine, on l'eût comprise si la Russie d'Europe eût été déjà bien aménagée et surpeuplée de paysans excellents cultivateurs manquant de terres. Ce ne fut jamais le cas. On l'a déjà dit (1), le vrai problème agricole russe consiste d'abord à mieux répartir la propriété rurale et ensuite à doter les paysans de la Russie d'Europe des connaissances élémentaires qui leur manquent encore pour tirer tout le parti possible du sol qu'ils détiennent. C'est l'accroissement du rendement en Russie même qu'il fallait chercher et non point le déplacement d'une population paysanne déjà trop clairsemée même dans les gouvernements qui avoisinent celui de Moscou. Sans doute, on pourra citer quelques villages russes prospères sur les côtes du Pacifique, mais comment a-t-on obtenu le succès de ces lointaines colonies? Au prix de sacrifices énormes de la part de l'État, sacrifices qui furent toujours sans aucune relation avec les résultats. Selon le proverbe arabe, on donna un bœuf pour avoir un œuf.

La faute de jugement commise à l'égard de la Sibérie orientale le fut également, mais avec encore moins d'excuses, à l'égard de la Mandchourie. Croire qu'en Mandchourie où, depuis bien longtemps, à peu près toutes les terres cultivables sont cultivées par des paysans mandchous qui sont parmi les plus merveilleux agriculteurs qu'on puisse trouver au monde, des colons russes pourraient réussir, était simplement de l'aberration. Ce n'est nullement exagérer que de dire que, là-bas, il faudrait quatre ou cinq paysans russes pour obtenir le rendement d'un seul paysan chinois. Et encore! L'échec était donc certain; il fut complet et radical, et le seul vrai résultat

(1) V. p. 46.

de la pénétration russe en Extrême-Orient a été d'ouvrir la Sibérie orientale au flot des émigrants chinois, qui maintenant, quoi qu'on fasse, y garderont un rôle prédominant.

Une erreur analogue à celle concernant l'agriculture eut lieu en ce qui concerne le commerce russe en Extrême-Orient. Comment put-on jamais croire qu'il serait possible de lui donner avant bien longtemps une extension proportionnée aux efforts qu'il faudrait faire pour créer un courant de trafic? Non seulement les frais de transport par le Transsibérien étaient trop lourds pour bien des marchandises, mais encore les marchandises vraiment russes avaient, en raison de leurs prix trop élevés, infiniment de peine à se vendre à Vladivostok, Dalny, Port-Arthur. C'étaient surtout, en réalité, des marchandises anglaises, allemandes, japonaises, chinoises, américaines qui constituaient dans ces places le fond des échanges ; parmi les marchandises réellement russes, on ne trouva guère que la vodka et le caviar. C'est tout au moins ce qui arriva tant que ces villes furent considérées comme des ports libres. L'impuissance des marchands russes à concurrencer les étrangers devint bientôt si manifeste qu'on essaya d'une autre méthode. Vladivostok cessa d'être port franc et des droits de douane fort élevés mirent obstacle à l'entrée des produits étrangers. Le développement des maisons étrangères fut arrêté net; les marchandises russes se vendirent alors plus facilement, mais à des prix exorbitants. Or, qui les paya? Ce furent les fonctionnaires russes civils et militaires qui formaient les neuf dixièmes de la population de Vladivostok. En réalité, le commerce naissant, vrai et sain de cette place fut ruiné par la barrière douanière qu'on éleva du côté de la mer, et nous allons certainement voir sa Douma redemander à cor et à cri le rétablissement du port libre. Le commerce reprendra alors peut-être un peu d'activité, mais au profit des étrangers et non des Russes ;

tant il est vrai que, dans ce monde, rien de durable ne se crée sur une base artificielle (1).

On comprend d'autant moins que les hommes de Pétersbourg aient commis à l'origine les graves erreurs de conception qui viennent d'être signalées que, dès son arrivée en Extrême-Orient, un observateur attentif pouvait se faire les réflexions qui précèdent. Ce fut mon cas comme certainement celui de beaucoup d'autres. Je me souviens que, causant avec nombre de Russes en Mandchourie, je leur fis part très nettement de mes inquiétudes sur le sort de leur entreprise. La plupart, lorsque je commençais l'exposé de mes objections ou de mes réserves, affectaient une grande confiance ; mais, lorsqu'ils voyaient que je mettais réellement le doigt sur la plaie, ils s'abandonnaient. J'obtins alors d'agents de la Banque russo-chinoise, de fonctionnaires civils et militaires d'étranges confidences. On m'avoua qu'on s'était trompé, que le rendement des efforts faits était plus que problématique. L'un de mes interlocuteurs, le plus éminent par ses fonctions, finit même par me dire : « Nous travaillons pour nos petits-fils et peut-être seulement pour nos arrière-petits-enfants. » Il y eut bien quelques rares tentatives pour montrer à Saint-Pétersbourg la gravité des fautes commises, mais elles furent timides, tardives et complètement inefficaces (2).

Quoi qu'il en soit, cet ensemble de considérations s'imposait avec tant de force à celui qui connaissait bien la Russie qu'il était amené à conclure : Même la Russie devrait-elle être sûrement victorieuse dans sa lutte probable avec le Japon, jamais elle ne retirerait de l'Extrême-Orient des avantages correspondants à ses risques et à ses mises de fond.

Pour ma part, je fus si frappé de la puissance des objec-

(1) V. p. 401.
(2) V. p. 122.

tions qui surgissaient de la nature même des choses que, dès le mois d'octobre 1903, je tentai de montrer le danger grandissant à mes amis russes ainsi qu'au public de France. J'envoyai donc sans délai, à un grand journal de Paris, un article portant le titre caractéristique : *La Russie fait-elle une bonne affaire?* puis un autre intitulé : *Port-Arthur et Dalny*. Dans les formes voulues, je laissais entrevoir la situation exacte; mais sans doute, à Paris comme à Pétersbourg, la vérité fit peur et mes articles ne parurent jamais.

II

Depuis bien avant la guerre, l'Extrême-Orient exerce sur la politique extérieure de la Russie une action néfaste. Dès 1900, tout au moins, le recul de l'influence russe en Turquie et dans les Balkans était extrêmement sensible. C'est que, se sentant engagée à fond sur le Pacifique, la diplomatie de Saint-Pétersbourg, tout en cherchant à sauver les apparences, a été obligée de se désintéresser de ce qui se passait ailleurs, de tout céder même dans le domaine où s'exerça jusqu'ici avec prédilection son activité historique. On vit, par exemple, dans les dernières années, deux consuls russes assassinés en Macédoine sans que l'ambassadeur du tsar à Constantinople réclamât autre chose que des indemnités ; on put constater aussi que, dans l'affaire du chemin de fer de Bagdad, la Russie se désintéressa d'une question cependant vitale pour ses intérêts traditionnels (1).

J'ai précisément parcouru la Turquie et les Balkans vers 1900 ; je puis assurer que, dès lors, l'empire des tsars commença à perdre, aussi bien auprès des populations slaves

(1) V. mon livre *La Question d'Orient, la Macédoine, le Chemin de fer de Bagdad*. — Plon, 1903.

que des Turcs une influence morale qui n'était pas simplement quelque chose de théorique et d'abstrait, mais qui était aussi la condition même de la puissance russe en Europe et dans l'empire ottoman.

Puis la guerre éclata. A vrai dire, durant cette phase cruelle, la Russie n'a pas perdu dans le monde une part de prestige proportionnelle à l'importance de ses défaites. Les gloires anciennes voilaient encore la grandeur des désastres de Mandchourie. Mais depuis que la paix a été conclue, depuis que la révolution des intellectuels et la jacquerie des paysans ensanglantent les villes et les campagnes russes, la terrible vérité apparaît entière au monde stupéfait. La vanité de la politique de Saint-Pétersbourg en Extrême-Orient et les ruines qu'elle a causées sont maintenant évidentes. On constate que l'indépendance extérieure de Nicolas II est compromise, puisqu'il a suffi d'un geste de Guillaume II pour empêcher le tsar d'accorder l'autonomie aux Polonais (novembre 1905). Devant les rébellions inouïes de la marine et de l'armée, on se rend compte que la Russie ne peut plus actuellement songer à aucune action extérieure sérieuse.

Réfléchit-on profondément aux causes génératrices de la destruction de l'influence extérieure de la Russie que la politique russe en Extrême-Orient apparaît comme une simple folie. Mais récriminer ne sert à rien. Il est plus utile d'établir que tout ce que la Russie a perdu de terrain en Europe a été gagné par l'Allemagne. C'est là une constatation capitale que nous aurons à faire plus loin (1) et dont il faudra tirer les décisives conséquences.

(1) V. p. 436.

III

Les fautes du passé ont créé la situation présente et celle de l'avenir immédiat. Il faut s'en préoccuper et se poser d'abord la question : quelle peut être désormais la politique de la Russie en Asie ?

Constatons nettement que le nouvel état de choses créé par le traité de Portsmouth, bouleversant la situation ancienne, fait que cette politique ne saurait être que très modeste. Il est aisé de s'en rendre compte.

La moitié de Sakhaline qui reste à la Russie est la partie septentrionale, celle où le climat est le plus pénible. Or, depuis 1875 qu'ils possèdent cette île, les Russes n'en ont fait qu'un bagne ; il n'y a donc aucune bonne raison de supposer qu'ils vont brusquement mettre en valeur un territoire qui, outre les difficultés naturelles que présente son exploitation (1), a perdu la plus grande partie de sa signification stratégique depuis que les Japonais occupent la moitié sud de l'île.

De même, Vladivostok n'a plus, à beaucoup près, la même importance qu'avant la guerre. Au point de vue militaire d'abord; car, loin de menacer le Japon, c'est maintenant cette place qui est menacée par le Japon. La Russie aurait-elle jamais l'idée d'y reconstituer une base navale offensive que le Japon la détruirait au moment choisi par lui avec une certitude absolue de succès. Commercialement, la déchéance de Vladivostok est également certaine. On aura beau y déclarer le port libre, on n'y créera point un courant de commerce vrai ; car ce courant est destiné à se diriger désormais vers les ports de la péninsule coréenne ; ports,

(1) V. p. 376.

qui ne gèlent jamais, surtout vers Fousan, le terminus normal et nécessaire du Transmandchourien.

On constate donc que ce qui reste à la Russie en Asie orientale ne saurait constituer pour elle qu'une cause de faiblesse et d'épuisement financier, car, bon gré mal gré, elle est désormais privée des éléments maritimes et des places de choix (Port-Arthur et la Corée) qui étaient la condition même de son progrès.

Si nous cessons de considérer l'Extrême-Orient pour envisager la Sibérie proprement dite, nous ne trouvons pas matière à beaucoup d'optimisme. Cette immense région continuera à se développer sans doute, mais lentement et sans pouvoir être pour la Russie un élément de force réelle. Quant aux territoires de l'Asie centrale, Transcaspienne, Turkestan, Pamir, etc., ils coûtent infiniment plus à occuper qu'ils ne rapportent. La principale raison que les Russes avaient de s'y fixer était d'y préparer une base pour une marche ultérieure vers les Indes; on verra plus loin combien ce projet, qui n'a jamais été réalisable, est aujourd'hui chimérique (1). Je sais bien qu'on a déjà parlé d'un chemin de fer à construire entre Tomsk et Taschkent; mais, outre que l'exécution de ce projet n'entraînerait pas de conséquences économiques heureuses avant bien longtemps, il est probable qu'on y renoncera en raison de la pénurie financière de l'empire.

Ainsi donc, si l'on considère la valeur actuelle des trois centres d'action que possède la Russie en Asie : région de l'Amour et de l'Oussouri, Sibérie et Asie centrales, on est amené à constater que ces territoires ne constituent plus pour la Russie que des *possessions accessoires* et qu'elle doit *absolument* cesser de surbordonner à l'Asie toute sa politique générale; par conséquent, c'est en Europe qu'elle doit désormais chercher sa base principale.

(1) V. p. 459 et suivantes.

IV

Mais c'est encore bien moins le nouvel ordre de choses en Asie qui doit régler désormais la politique extérieure du gouvernement de Saint-Pétersbourg que l'état intérieur de la Russie d'Europe. Or, on se trouve présentement devant une situation tellement grave et complexe qu'on ne saurait prévoir ce qui peut en sortir.

Depuis que le tsar a signé le manifeste promettant une constitution, il n'y a plus de tsar autocrate (1) ; et, si nous le voyons susceptible de devenir un souverain constitutionnel, rien n'assure que ce soit là l'aboutissement de l'évolution commencée. Les agitateurs russes sont, en effet, décidés à aller beaucoup plus loin. Leurs moyens sont très grands. Dès le début, ils ont été soutenus par de l'argent étranger, ainsi que suffirait à l'établir le document ci-après. En outre, ils ont su merveilleusement comprendre comment leur œuvre pourrait s'accomplir.

La révolution russe possède des aspects multiples. Ici elle est organisée par les comités juifs, nihilistes locaux de Russie ou de l'étranger; ailleurs elle est spontanée. Partout elle a un objet différent, comme les intérêts de ceux qui la font : Finlandais, Polonais, Juifs, Arméniens ou Russes, etc. Les organisateurs secrets ont su merveilleusement exploiter toutes les causes de fermentation ou de mécontentement qui pouvaient pousser dans la lutte les diverses nationalités, les ouvriers, les marins et les paysans. En ce qui concerne ces derniers, il a suffi, pour déchaîner la jacquerie qui couvait, de bien connaître l'homme des champs mosco-

(1) V. p. 28.

vite. On l'a fait marcher en invoquant le nom même du tsar et en lui distribuant des proclamations révolutionnaires dans lesquelles on expliquait aux paysans que c'est l'empereur lui-même qui ordonne à son peuple de s'emparer des biens des propriétaires.

C'est le même procédé, d'ailleurs, qui a été employé à

SOUSCRIPTION

Ouverte par le COURRIER EUROPÉEN

pour être versée au

Fonds d'action des Comités de la Révolution Russe

Nos abonnés et lecteurs sont priés de recueillir autour d'eux des souscriptions et de les adresser 280, boul. Raspail, Paris. Le contrôle sera assuré par la publication des noms dans le *Courrier Européen*

NOMS	SOMMES VERSÉES

De la part de ....

Saint-Pétersbourg lorsqu'on persuada, au début, aux ouvriers en grève que le tsar les attendait sur la place du Palais-d'Hiver pour entendre paternellement leurs doléances. Les malheureux en furent si convaincus que, sans défiance, ils se rendirent à ce qu'ils croyaient un rendez-vous du « petit père » comme à une fête. Aussi, simples et naïfs, placèrent-ils aux premiers rangs leurs femmes et leurs enfants.

La fusillade du 22 janvier 1905 plongea les survivants dans une stupeur dont ils ne sont probablement pas encore revenus.

Les organisateurs de la révolution ont encore compris qu'ils ne pourraient soulever la masse de la population *activement* contre le pouvoir, mais qu'ils le pouvaient *passivement*. De là, l'idée de spéculer sur cette paresse russe intense qui est presque une conséquence du climat (1).

C'est pourquoi, lorsque les grèves multiples furent préconisées, on obtint un résultat immédiat. Rien ne pouvait séduire davantage un employé ou un ouvrier russe, qui jouit déjà de cent trente-sept jours fériés par an, que la pensée de travailler moins encore en faisant grève ou en demandant la journée de huit heures. On sait le succès colossal qu'a eu cette tactique. Il est donc incontestable que les meneurs de la révolution russe, tout en n'ayant pas les moyens étendus qu'on leur suppose, ont obtenu des résultats tellement importants qu'ils ne s'arrêteront pas vraisemblablement tout près de la victoire. Or, ce qu'ils veulent, c'est la république et le suffrage universel. Reste à savoir, s'ils aboutissent, — et ce n'est pas absolument impossible, — ce qui arrivera. Non seulement le nouveau système ne s'établira pas sans provoquer une ère de troubles profonds, mais il faut encore se demander : Le suffrage universel peut-il fonctionner dans une république russe?

Consultons avec détails les résultats généraux du premier recensement intégral de la population de l'empire russe, accompli en 1897; travail monumental réalisé sous la direction du sénateur N. Troinitsky, assisté du rédacteur Betchasny, et publié en 1905 par le ministère de l'intérieur.

Le chiffre de la population totale de l'empire est inférieur à celui qu'on avait cru devoir reconnaître provisoirement, aussitôt après les opérations du recensement;

(1) V. p. 21.

le chiffre exact atteint définitivement 125.680.682 âmes, dont : 65.512.698 hommes et 63.167.984 femmes.

Par régions, la population se distribue de la manière suivante :

a) Dans les cinquante gouvernements de la Russie d'Europe	93.442.864	âmes.
b) Dans les dix gouvernements de Pologne	9.402.523	—
c) Dans les onze provinces du Caucase	9.289.304	—
d) Dans les neuf gouvernements de Sibérie	5.758.822	—
e) Dans les neuf territoires d'Asie centrale	7.746.718	—
f) Reliquat en dehors des limites de l'empire	10.661	—

La Finlande n'a pas été comprise dans le recensement de 1897.

Sur le nombre global indiqué plus haut, il y a 605.500 sujets étrangers domiciliés dans l'empire.

D'après le degré d'instruction, la population se répartit de la manière suivante :

Illettrés	99.070.435	âmes	(78,8 °/₀).
Sachant lire	26.569.585	—	(21,1 °/₀).

Ce dernier groupe se subdivise lui-même suivant le degré de culture :

a) Instruction supérieure	138.777	personnes.
b) — moyenne	1.245.366	—
Nombre de personnes instruites	1.384.143	personnes.

La classe sociale la plus nombreuse est naturellement celle des paysans, 96.896.648 âmes ; puis vient celle des méstchanines (petits bourgeois des villes), 13.386.392 ; la noblesse est seulement de 1.850.285 âmes. Il y a 281.179 marchands et 588.947 personnes appartenant au clergé des différentes confessions chrétiennes. Les Cosaques sont comptés à part 2.928.842. Les étrangers, répartis d'après leur pays d'origine et par ordre de décroissance, présentent les chiffres suivants :

Allemagne	158.103	personnes.
Autriche-Hongrie	121.599	—
Turquie	120.720	—

Perse	73.920	personnes.
Chine	47.751	—
Corée	12.918	—
Grèce	12.619	—
France	9.421	—
Boukhara	7.775	—
Grande-Bretagne	7.481	—
Suisse	6.197	—
Italie	4.923	—
Roumanie	4.272	—
Autres États	17.981	—

Voici maintenant les principaux groupes confessionnels :

Le groupe orthodoxe est naturellement le plus nombreux : 87.123.604 personnes; citons en regard les dissidents vieux-croyants, au nombre de 2.204.596.

Tout de suite après vient le groupe des musulmans : 13.906.972 personnes; puis les catholiques romains au nombre de 11.467.994. Les israélites sont 5.215.805, et les luthériens 3.572.653; enfin, les arméniens grégoriens atteignent 1.179.241. Toutes les autres confessions présentent des groupes respectifs inférieurs à un million.

Il est intéressant de comparer ces données au groupement ethnographique qui se précise selon la langue des diverses populations : la langue russe (dans ses trois nuances : grand-russien, petit-russien et blanc-russien) est parlée par 83.933.567 personnes (= les 66.8 pour 100 de la population totale).

En second lieu vient la langue polonaise, parlée par 7.931.307 personnes. En troisième lieu, le jargon israélite parlé par 5.063.156. La quatrième place revient à la langue kirghize, parlée par 4.084.139. Au reste, si nous groupons les idiomes tartares (le tartare proprement dit, le bachkir, kirghize, et divers dialectes turcs), nous trouvons un chiffre total de 11.788.841, ce qui donnerait à la famille de peuples tartares la place la plus importante après le russe et avant le polonais.

Il est ethnographiquement juste de grouper ensemble

les Lithuaniens, les Jmoudes ou Samogitiens et les Lettons; réunis, ils représentent 3.094.469 personnes. La famille finnoise (en réunissant les dialectes : esthonien, mordve, tchouvache et divers patois ougro-finnois) représente en tout 4.345.902 personnes. Sur tous les autres nombreux idiomes parlés dans l'empire, il n'y a que le roumain et l'arménien qui soient parlés par des groupes supérieurs à un million, mais n'atteignant pas respectivement un million et demi de ressortissants.

La lecture de ces lignes et de ces chiffres est assez suggestive pour permettre de répondre à la question posée : le suffrage universel peut-il fonctionner normalement dans un territoire aussi vaste que la Russie, abritant des populations si différentes ethnographiquement, religieusement, culturellement? Quant à moi, très nettement, je ne le crois pas; et j'estime que, si le suffrage universel est appliqué à la Russie, il le sera dans des conditions qui feront peut-être regretter, avant longtemps, les fautes et la corruption de l'autocratie. Mais à supposer qu'une république russe soit viable au milieu du déchaînement des passions entre Russes et juifs, entre Polonais et Russes, sera-ce une république unitaire? Sous cette forme, on ne la conçoit pas. Une république fédérative? Mais alors on verrait fatalement modifier la structure de la Russie. Car, si l'on peut bien concevoir que les Finlandais et les Polonais sont susceptibles de comprendre la nécessité de garder constamment un lien avec Pétersbourg, les populations du Caucase, qui tiennent farouchement à leur indépendance, et les Arméniens, qui caressent secrètement le projet de créer un État arménien dont Tiflis serait la capitale, l'admettraient-ils? C'est peu probable. Mais tout a une fin, même les désordres les plus intenses. Qu'adviendra-t-il en définitive? Tout pronostic solidement fondé est impossible, mais on peut admettre qu'on se trouvera peut-être finalement en face

d'une Russie nouvelle, moins grande qu'actuellement et dotée de rouages parlementaires fonctionnant mal. Dans ce cas, il est à peu près certain que les assemblées seront, au moins pour un temps, dominées, ouvertement ou non, par les juifs. On peut avoir sur les Israélites l'opinion qu'on voudra, mais on ne doit pas leur refuser des qualités d'action, de décision et de persévérance qui, forcément, leur donneraient le premier rôle dans un parlement russe composé de membres appartenant aux nationalités les plus diverses, où les Russes seraient évidemment les plus nombreux, mais, il faut le craindre, aussi les plus apathiques. On ne peut donc pas compter que le triomphe de la révolution russe mettrait fin comme par enchantement aux déchirements actuels. On doit, au contraire, penser que les troubles changeraient de caractère, et qu'après une période où l'élément juif exercerait dans la Russie de demain une influence prédominante, une réaction à peu près inévitable déterminerait dans quelques années une crise populaire antisémite comme on n'en a encore jamais vu.

V

Ces difficultés intérieures, si diverses et si profondes qu'elles soient, sont, elles-mêmes, dominées par le redoutable problème financier. Quelle est, au point de vue de sa dette, la situation vraie de la Russie?

Les prévisions plus haut mentionnées, au sujet de la politique suivie par M. Witte (1), sont malheureusement devenues un fait. Aujourd'hui, la Russie dépend absolument des capitalistes étrangers.

(1) V. p. 44.

Le tableau ci-dessous peint la situation.

« Voici, d'après les communications du gouvernement impérial, un résumé de l'état officiel de sa dette au 1er janvier 1905 :

Dette de la Russie au 1er janvier 1905

Catégories d'emprunts.	Solde du capital au 1er janvier 1905.	Crédits inscrits au budget de 1905.		
		Arrérages.	Amortissements.	Total.
Dette libellée en roubles de 1/15 impériales ou en monnaies étrangères				
Emprunts pour lesquels il n'est pas fait de tirages	246.488	11.152	»	11.152
Emprunts amortissables par tirages	7.805.083	298.312	35.280	333.592
TOTAL	8.051.571	309.464	35.280	344.744
Dette libellée en roubles de 1/15 impériales				
Emprunts pour lesquels il n'est pas fait de tirages	8.249.125	332.933	77	333.010
Emprunts amortissables par tirages	2.543.272	115.485	13.491	128.976
TOTAL	10.792.397	448.418	13.568	461.986
TOTAL GÉNÉRAL	18.843.968	757.882	48.848	806.730

Au 1er janvier 1905, la dette-or était donc de 8 milliards 51.571.000 fr., exigeant une annuité de 344 millions, la dette-papier de 10.792.397.000 fr., exigeant une annuité de 462 millions. La dette totale s'élevait à 18.043.968.000 fr., et l'annuité à 806.730.000 francs (1). »

La somme totale exigée annuellement pour les arrérages et les amortissements s'élève donc à 806.730.000 francs. On admet généralement que les trois cinquièmes de cette

(1) V. *l'Economiste européen,* 8 décembre 1905.

somme, soit 500 millions de francs en chiffres ronds, sont payables à l'étranger (1).

(1) « Au point de vue plus particulier du portefeuille français voici, d'après la statistique établie, en juillet dernier, par la Chambre syndicale des agents de change de Paris, le détail des titres russes admis à la cote officielle :

Fonds russes admis à la cote officielle du marché de Paris

	Nombre de titres en circulation au 31 déc. 1904.	Capital nominal.
	—	— Francs.
5 % 1822	28.750	115.350.000
4 % 1867-69	770.000	505.796.000
4 % 1880	608.000	559.168.500
4 % 1889	802.000	482.137.500
4 % 1890 (2e)	328.400	347.137.500
4 % 1890 (3e)	323.350	290.637.500
4 % 1890 (4e)	23.700	38.600.000
4 % 1893 (5e)	167.460	174.175.000
4 % 1894 (6e)	482.400	444.525.000
Consolidé 4 % (1re série)	567.300	676.075.000
— 4 % (2e série)	932.000	1.199.517.000
— 4 % (3e série)	208.700	309.075.000
— 4 % 1901	479.120	424.000.000
3 % 1891	879.000	477.800.000
3 % 1894	266.900	160.087.500
3 % 1896	460.000	400.000.000
3 1/2 % 1894	355.000	390.012.500
Bons du Trésor 5 % 1904	1.195.000	800.000.000
Intérieur 4 % 1894	1.886.020	2.987.000.000
Donetz 4 %	52.978	26.489.000
Devinsk-Vitebsk 4 %	141.960	70.980.000
Koursk 4 % 1889	149.300	164.073.400
— 4 % 1894	53.498	26.749.000
Orel-Griasi 4 % 1889	53.600	56.971.700
Riga-Dwinsk 4 %	48.700	33.374.500
Grande Société Chemins de fer russes 4 %	55.061	110.122.000
Transcaucasien 3 %	154.000	192.442.500
— 4 %	46.116	23.058.000
Lettres de gage 3 1/2 % Banque de la Noblesse	962.000	467.500.000
TOTAL	12.480.313	11.952.854.100

Au 31 décembre 1904, la valeur au cours du jour de ces emprunts était

Or, non seulement la Russie doit désormais chercher ses prêteurs au delà de ses frontières, mais encore elle est à peu près contrainte de prendre comme intermédiaires les grands financiers israélites.

D'après l'avis officiel du ministère des finances de Nicolas II, l'emprunt russe 4 1/2 pour 100 de 1905 a été émis à l'étranger par les maisons de banque et institutions de crédit ci-après :

A Berlin : par MM. Mendelssohn et Cie, Bleichröder, la *Disconto-Gesellschaft,* la *Berliner Handels-Gesellschaft.*

A Amsterdam, par MM. Lippman et Rosenthal.

Bleichröder! c'est, comme on sait, le banquier qui, dans toutes les circonstances graves, donna un entier concours à M. de Bismarck et à sa politique. Quant aux autres maisons de crédit énoncées, n'est-ce point avec elles que M. Rothstein était en constants rapports? M. Rothstein, sujet russe, mais plus Allemand que Russe, et d'ailleurs nullement slave, qui mourut il y a quelques mois. La presse française a signalé l'événement en trois lignes, alors qu'il eût fallu lui consacrer des articles importants.

M. Rothstein a été l'un des mauvais génies de la Russie; c'est lui qui, pour le succès de ses spéculations sans fin, a contribué, de concert avec M. Witte, à entraîner la Russie en Extrême-Orient et à lui faire mener depuis 1895 une politique désordonnée ne ressemblant en rien à la pénétration jusqu'alors sage et lente de l'empire des tsars en Asie (1).

Quant aux financiers israélites, leur influence a augmenté

de 10.575.538.100 francs. Mais il faut ajouter que beaucoup de ces titres sont en circulation sur les places étrangères en même temps que sur la nôtre, qu'ils circulent également en Russie, notamment l'*Emprunt intérieur* 4 pour cent 1894, dont le montant nominal est de 2.987.000.000 de francs, et l'on ne doit pas être très loin de la vérité en ramenant à 7 milliards de francs le total des fonds d'Etat russes circulant réellement en France : les valeurs industrielles ne figurent pas, bien entendu, dans ce chiffre. »

(*L'Economiste européen,* 8 décembre 1905.)

(1) V. p. 90.

sans cesse à Saint-Pétersbourg, ainsi que de temps à autre le révèlent des indices significatifs. Par exemple, dans *le Matin* du 26 août 1904, on pouvait lire : « Le tsar a décoré trois banquiers berlinois : MM. Ernest de Mendelssohn-Bartholdy, Robert et François Mendelssohn. » L'un d'eux avait eu, à Berlin, une entrevue avec M. Witte avant son départ pour l'Amérique.

VI

Dans ces conditions générales de troubles internes profonds et de graves difficultés financières, la Russie va-t-elle redevenir une grande puissance militaire?

Tout d'abord, le peuple russe y tient-il? Rien n'est moins sûr.

« Le peuple russe est pacifique par sa nature, dit Alexandre Briantchaninoff (1) ; il l'est même à un tel point que, malgré le régime de l'autocratie militaire qu'il subissait depuis deux cents ans, le militarisme n'a jamais eu en Russie ni apôtres ni disciples influents.

« Tout au contraire, le Russe, par son caractère d'un mysticisme inné, est enclin bien plus à prêter l'oreille aux utopies de l'autre extrême; non seulement il rêve à un certain internationalisme comportant de suite comme conséquence naturelle l'antimilitarisme, mais il veut mettre ses rêves en pratique (2). »

Dans ces conditions, affirmer que les Russes, libérés de

(1) V. la note p. 414.

(2) A ce propos, remarquons que l'incontestable bravoure montrée par les soldats du tsar en Mandchourie procédait bien davantage du fait de l'encadrement militaire et d'un sentiment de devoir à base religieuse que d'un véritable goût pour la guerre.

l'autocratie militaire qu'ils exècrent, voudront s'imposer volontairement les charges que comporte une grande armée et une grande marine serait bien téméraire. Quant aux populations non russes, leur volonté négative est certaine.

Mais supposons que les obstacles d'ordre moral n'existent pas. Pour que la Russie redevienne une grande puissance, il faudrait qu'elle se résignât à des dépenses énormes rien que pour reconstituer le matériel qui a été détruit. Ici intervient l'obstacle financier. Supposons-le encore surmonté. En mettant les choses au mieux et en tablant sur ce qui s'est passé pour la France en 1870, on doit admettre que la Russie, avant dix ou quinze ans, ne sera point redevenue une grande puissance militaire en condition, par exemple, de prendre part d'une façon vraiment efficace à une guerre contre l'Allemagne.

VII

Étant données ces diverses constatations, quelle ligne de politique extérieure les événements semblent-ils imposer à la Russie?

Voici ce que dit à ce sujet l'un des Russes les plus qualifiés pour exprimer une opinion saine (1).

Quel que soit donc le parti à venir maintenant à la vraie direction des affaires en Russie, ce pays ne pourra avoir qu'une ligne de conduite : le relèvement du prestige de la Russie par une politique de dignité sage et ferme évitant soigneusement les

(1) M. Alexandre Briantchaninoff a longtemps vécu en France; il est passé par notre École libre des sciences politiques, a été attaché à l'ambassade de Russie de Paris, et a suivi de très près à Portsmouth les négociations de la paix russo-japonaise. Ses relations étendues lui permettent de mieux saisir que beaucoup de ses compatriotes les conditions générales de la politique universelle.

coups de tête et les aventures, *tâchant plutôt d'endormir les questions mûrissantes, au lieu d'en provoquer ou même d'en faciliter l'éclosion*.

Ceci posé, il devient évident que l'alliance avec la France, qui nous a si bien secondés et soutenus pendant l'horrible conflit que nous venons de traverser, reste et restera le pivot inébranlable de notre politique extérieure.

Ce qui séparait une partie de l'opinion publique française d'avec nous, c'était notamment notre servilité devant un régime qui depuis longtemps ne pouvait suffire aux exigences de la vie moderne et les extravagances de notre politique; tout ceci n'existera plus dorénavant. D'un autre côté, devront nécessairement se taire chez nous les hommes qui reprochaient à la France son régime démocratique et se permettaient d'affirmer que nous payions par notre force militaire tous les frais de l'alliance, l'armée française ne pouvant à elle seule défendre la France.

Il y a donc tout lieu de croire que les liens déjà si étroits qui unissent nos deux peuples ne vont que se consolider avec le nouveau régime, et la tendance générale de la politique étrangère russe ne pourra être autre que de tâcher d'attirer dans cette alliance éminemment pacifique de nouvelles forces tendant non vers les complications et les troubles internationaux, mais vers une paix solide et durable.

Il se présente, sous ce rapport, deux combinaisons diamétralement opposées et entre lesquelles il faut, — les circonstances l'exigent impérieusement, — choisir sans délai. La première, c'est de se conformer à l'ambition de Guillaume II, et, moyennant quelque soutien en Extrême-Orient, en Asie centrale et en Perse, tâcher de détacher la France et l'Angleterre et de reprendre sous le patronage de cet élève de Frédéric II, qu'il égale par le manque de scrupules mais non par les talents, le système continental. La seconde, c'est, au contraire, de s'entendre à fond avec l'Angleterre et de former, en rattachant d'une façon souple l'alliance franco-russe à l'alliance anglo-japonaise, une entente quadruple ayant pour but la garantie naturelle des possessions asiatiques et par conséquent coloniales en général.

Sans parler des raisons de principe qui, naturellement, doivent attirer la nouvelle Russie vers l'Angleterre, pays constitutionnel et libre par excellence, et non vers l'Allemagne ou plutôt vers la Prusse qui n'est qu'un despotisme oligarchique et militariste déguisé, il est clair que l'entente quadruple est bien plus profi-

table à la Russie que l'alliance germano-russe, soi-disant traditionnelle, mais qui n'est telle qu'en tant que dynastique; car, en réalité, cette alliance équivaudrait à la direction de la politique étrangère russe par l'esprit aventureux et antislave du chef de l'État prussien.

En effet, que pourrait nous donner l'Allemagne? Elle nous ferait, bien entendu, des promesses très précises : elle tâcherait, comme avec Kiao-Tchéou et Port-Arthur, de nous nourrir de l'idée du péril jaune: elle proposerait, par conséquent, une sorte de dépècement de la Chine, et, si ce plan avortait, elle nous tenterait par l'Afghanistan et surtout par ce port sur le golfe Persique qui remplacerait Port-Arthur perdu.

Peut-être aussi nous offrirait-elle le passage libre du Bosphore, et nous faciliterait-elle l'acquisition de stations de charbon dans différents endroits du globe; peut-être consentirait-elle à nous laisser une certaine liberté pour régler la question macédonienne au profit des Slaves, ou proposerait-elle le partage de l'Autriche ; mais tout ceci avec ces deux conditions très nettement posées : 1° soutien en cas de conflit avec l'Angleterre; 2° acceptation de l'avancement de l'Allemagne vers l'Atlantique et du chemin de fer de Bagdad comme ligne de pénétration pacifique (?) allemande, vers les richesses des possessions asiatiques du sultan.

C'est là un prix si énorme, c'est là surtout une politique si aventureuse, que la solution du point de vue allemand paraît impossible sans conflit armé; ce qui entre parfaitement dans les calculs de Guillaume et du parti militaire prussien dont il est l'âme, mais ce qui n'entre pas du tout dans les calculs de la politique du nouveau régime russe.

Tout au contraire, que veut dire l'entente quadruple? 1° la paix en Extrême-Orient assurée, par conséquent la possibilité de dégarnir la frontière de Corée et de Manchourie; 2° la paix dans l'Asie centrale et la possibilité de diminuer nos armements de ce côté, car l'entente avec l'Angleterre comprendrait, en premier lieu, des garanties formelles de notre côté quant à l'inviolabilité des Indes et de l'Afghanistan; 3° entente en ce qui concerne la Perse, sous forme de délimitation de sphères d'influences purement commerciales; 4° entente en ce qui concerne la Turquie, où l'Angleterre serait prête à nous soutenir dans notre politique traditionnelle, et résoudrait d'un commun accord avec nous, la France, l'Autriche et l'Italie, les questions arménienne, crétoise, syrienne et macédonienne; et enfin l'entente négative en ce

qui concerne l'achèvement de la ligne de Bagdad au profit exclusif des Allemands.

L'entente quadruple permettrait en plus de soutenir en temps nécessaire l'Autriche mourante contre son successeur trop ardent, et par son seul prestige attirerait à elle l'Italie, l'Espagne et les États-Unis.

Nulle force alors n'aurait l'audace de troubler la paix ni en Europe, ni en Asie; quelles que fussent les astuces du cabinet de Berlin, ses efforts resteraient impuissants, devenu enfin sincère par calcul; et le rêve des penseurs de régler les différends entre nations au moyen de conférences et de tribunaux d'arbitrage pourrait peut-être se réaliser, au grand désespoir du nouveau gendarme de l'Europe.

Et certes, si cette entente se réalisait, — ce qui est fort possible, et, pour tous les amis de la paix et de l'humanité, fort désirable, — le mérite en reviendrait en premier à la France, qui y a sagement posé la première pierre par son entente avec l'Angleterre; au ministre, auquel on rendra justice un jour, lui qui a su se sacrifier aux nécessités du moment après que le but qu'il se posait était atteint.

La localisation du péril allemand par l'entente franco-anglaise soutenant la cause de la paix est incontestablement un gage en faveur des intérêts russes que la jeune Russie n'oubliera pas, ni la France, ni l'Angleterre; et il faut espérer que les hommes d'État de ces pays comprendront la nécessité de compléter cette entente en y entrant formellement et sans délai.

Cette étude de M. Briantchaninoff (1) montre bien les deux orientations entre lesquelles devront opter les diplomates de Saint-Pétersbourg. Pour préciser plus nettement encore quelle politique extérieure leur est possible, il n'y a plus qu'à condenser en quelques courtes formules les constatations que nous avons dû faire au cours de ce chapitre.

L'état intérieur de la Russie, très grave pour des causes multiples, lui interdit pour longtemps toute politique extérieure active.

(1) V. *l'Énergie française* du 18 novembre 1905.

En Asie, la Russie n'a plus d'intérêts ESSENTIELS; *elle ne saurait que chercher à maintenir sa situation présente.*

En Europe, la restauration complète du prestige russe ne saurait provenir que de la réfection d'une armée russe puissante et moderne; or, cette réfection, EN SUPPOSANT QU'ELLE PUISSE ÊTRE RÉALISÉE, *n'est pas possible avant dix ou quinze ans.*

Durant cette période, la Russie ne peut plus RIEN D'OFFENSIF CONTRE L'ALLEMAGNE, LE JAPON OU L'ANGLETERRE.

La Russie a UN INTÉRÊT CERTAIN, *pendant l'ère de recueillement qui s'impose à elle, à maintenir son alliance avec la France et à améliorer dans toute la mesure possible ses rapports avec Londres et Tokyo.*

CHAPITRE III

LA CHINE

I. — Y A-T-IL UNE CHINE MILITAIRE? — L'opinion des anciens sinologues. — L'enseignement de la guerre de 1894 avec le Japon. — L'œuvre de Li-Hung-Tchang et de Ouan-Shi-Kaï. — L'armée chinoise d'aujourd'hui et de demain.

II. — LA CHINE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE. — L'argent et les argentiers du Céleste Empire. — Le Chinois a-t-il à craindre la concurrence en affaires du Japonais?

III. — LE BOYCOTTAGE RÉCENT DES MARCHANDISES AMÉRICAINES. — Son caractère national, son efficacité; ce qu'il présage pour l'avenir.

Après les deux belligérants, la Chine est la puissance d'Extrême-Orient dont la situation se trouve la plus profondément modifiée. La Chine, silencieuse et immobile depuis des siècles, se réveille. Son sol a servi de champ de bataille à deux puissants voisins, et elle obtient ce bénéfice paradoxal de recouvrer une partie du territoire mandchou après une longue guerre à laquelle, — ouvertement, — elle ne prit aucune part. Mais cet avantage est peu de chose à côté de ce qui semble le grand profit pour la Chine de la guerre russo-japonaise; ce grand profit réside en une impulsion morale décisive impliquant l'abandon radical d'une orientation cependant bien ancienne. Ce qui le prouve déjà, ce sont les questions imprévues qu'on peut et qu'on doit se poser maintenant au sujet du Céleste Empire.

I

Y a-t-il une Chine militaire?

Jusqu'à une date extrêmement rapprochée, ceux qui connaissent le mieux l'Empire du Milieu déclaraient que la Chine ne pourrait jamais redevenir une puissance fortement armée.

Pour le prétendre, ces sinologues s'appuyaient sur l'enseignement d'une longue série de siècles, et ils montraient que l'aboutissement philosophique de la civilisation chinoise a été de créer un état d'âme impliquant le mépris profond de tout ce qui est militaire. Le proverbe des Célestes : « On ne prend pas de bon fer pour faire des clous, ni un brave homme pour faire un soldat, » traduit assez bien cet état d'esprit.

L'absence pour la Chine de contacts immédiats avec de grands États conquérants, auxquels il eût fallu résister par la force, a permis aux pacifistes chinois cette longue période de triomphe, sans que d'ailleurs le peuple ait bénéficié beaucoup de leurs théories humanitaires. On pourrait même se demander si les exactions des mandarins et les pillages sanglants qui se sont perpétués en Chine, précisément en raison de l'insuffisance de forces régulières pour les réprimer, n'ont pas été plus réellement dommageables au peuple chinois que les éclats belliqueux, formidables, mais dans une certaine mesure conventionnels et réguliers, des guerres d'Occident.

Quoi qu'il en soit, un fait est certain : la Chine a été, jusqu'à ces tout derniers temps, sans admettre la nécessité d'une force militaire organisée, et ses mandarins civils ont toujours pris un renaissant plaisir à humilier le pouvoir

des mandarins militaires, sans jamais consentir à comprendre qu'une armée existe dans l'intérêt du peuple aussi bien que dans celui de l'État.

Mais voici que, contrairement aux pronostics des plus savants sinologues, la guerre malheureuse de 1895 avec le Japon, le spectacle bien évident de l'accroissement considérable de prestige qu'en tira le gouvernement du mikado, même à l'égard des Européens, a fini par convaincre certains Chinois haut placés de leur longue erreur. Sans doute, ce n'est point instantanément qu'ils ont pu renoncer à leurs préjugés invétérés; cependant, si l'on tient compte de la prodigieuse ancienneté de ces préjugés, on doit reconnaître que, depuis le traité de Shimonoséki, les Célestes vont extraordinairement vite.

Li-Hung-Tchang se mit à la tête du mouvement. Malgré son grand âge, il entreprit la rénovation militaire de son pays. C'est lui qui fit construire les forts modernes de Takou, à l'embouchure du Peï-Ho; qui commença les travaux de Port-Arthur (1) et qui projeta un autre établissement analogue à Kiao-Tchéou (2). Li-Hung-Tchang mort, son œuvre a été reprise par le vice-roi de Pe-Tchi-Li, Ouan-Shi-Kaï. Ce mandarin, qui sut si à propos sauver la vie de l'impératrice douairière lorsqu'elle fut menacée par les réformistes, est à l'heure présente l'homme le plus intéressant de toute la Chine. Tout-puissant dans le Pe-Tchi-Li, province peuplée de trente-quatre millions d'habitants, Ouan-Shi-Kaï, en même temps qu'il fait fort habilement respecter les Européens, — non par amour pour eux, certes, mais pour ne pas provoquer trop tôt une nouvelle intervention occidentale, — travaille avec la plus grande énergie à doter son pays d'un outillage de guerre.

Mais, en dépit de l'activité qu'il a déployée depuis trois ou quatre années, si le vice-roi du Pe-Tchi-Li a bien pu donner

(1) V. p. 112.
(2) V. p. 95.

à ses soldats un armement excellent et des instructeurs sérieux, il n'a pas encore réussi à créer des officiers en nombre suffisant, à former les *états-majors*, qui sont indispensables à l'utilisation de toute masse armée. Pour cela, il faut du temps.

Ouan-Shi-Kaï ne s'illusionne d'ailleurs pas; il sait fort bien que la faiblesse de son armée réside dans l'absence de cadres. C'est pourquoi il travaille précisément à créer une académie d'état-major, et il a lui-même déclaré l'an dernier qu'il faut au minimum trois années encore pour que la réorganisation de l'armée chinoise soit suffisamment avancée, afin de permettre, le cas échéant, une action contre une grande puissance.

Cette opinion n'explique-t-elle pas l'attitude officiellement réservée et neutre que surent garder les Chinois à l'égard des deux belligérants?

Étant données les énormes commandes de matériel de guerre faites en Europe par le Céleste Empire, l'élan déjà imprimé à l'instruction militaire, les officiers que les Japonais ne manqueront certainement pas de placer à la disposition des Célestes, *il faut admettre que, dans quatre ou cinq ans, l'armée chinoise pourrait compter de quatre à cinq cent mille hommes bien armés, bien disciplinés, et qui pourraient être bien commandés*. Il faut encore savoir que ces chiffres sont peu de chose auprès de ce qu'ils seraient susceptibles d'être. On estime, en effet, l'énorme population chinoise à trois cents millions. Quel gigantesque réservoir d'hommes! On objectera bien : « Ce sont là des populations de religions disparates. » Cet argument n'est point une raison pour se tranquilliser, car, lors des troubles de Boxeurs, on a pu constater que les musulmans chinois se sont montrés très bons défenseurs de la Chine.

On dit encore : « Seuls, les Chinois du Nord sont susceptibles de faire de bons soldats. » Ce serait se tromper également. Au Tonkin, j'ai appris que les autorités françaises

venaient de créer, à côté des troupes annamites, des troupes indigènes formées exclusivement de Chinois originaires du Tonkin ou du Kuang-Si, c'est-à-dire de Chinois du Sud. A titre d'expérience, deux compagnies de tirailleurs ont été ainsi formées, et je sais de source sûre que les officiers français qui ont été à même de juger cette nouvelle matière militaire en sont pleinement satisfaits.

Non, la substance nécessaire à la confection d'excellents simples soldats ne manque pas à la Chine; cette substance présente même des qualités remarquables. La vraie lacune consiste dans la difficulté de faire de bons officiers. Il n'est pas douteux, en effet, que des fils de lettrés qui, par atavisme familial et national, ont la haine ou le mépris de tout ce qui touche à l'armée, doivent auparavant modifier profondément leur état d'esprit avant de pouvoir faire de sérieux conducteurs d'hommes sur le champ de bataille. Là surtout, l'œuvre du temps est inéluctable. Mais si, sur ce point, subsiste une sérieuse difficulté, considérons comme probable qu'elle sera vaincue.

II

Mais, dira-t-on enfin, les Chinois sont-ils assez riches pour procéder par leurs propres moyens, seulement avec l'aide d'instructeurs nippons, à la reconstitution forcément très onéreuse de leur puissance militaire?

A cette question encore il faut répondre : « Probablement oui. » Tous ceux qui ont passé en Chine ont été frappés d'apprendre la puissance et la richesse de ces grands banquiers qui se trouvent dans toutes les villes de l'empire du Milieu et qui, avec une habileté consommée, se livrent à des opérations de la plus haute importance.

Or, ces financiers-là sont parfaitement capables, — le jour où ils auront compris que l'intérêt des réformes concorde avec le leur propre, — de mener à bien de grands emprunts pouvant représenter peut-être plusieurs dizaines de millions de taëls. C'est que, si la Chine est en train de devenir une puissance militaire, elle est *déjà* une très grande force économique et financière. Le Chinois pauvre constitue la plus admirable main-d'œuvre que puisse rêver un industriel, et le Chinois riche a toutes les qualités qu'il faut pour devenir lui-même un industriel remarquable ou un homme d'affaires de tout premier ordre. Déjà, des fabriques et des usines très modernes, exclusivement chinoises comme capital et comme direction, existent à Tien-Tsin, Chang-Haï, Han-Kéou, etc. Maintenant que l'impulsion est donnée, c'est un mouvement qui va se généraliser; et, pour les raisons déjà exposées, il paraît probable que ce sont la Chine et les Chinois qui, dans le domaine commercial, vont recueillir, beaucoup plus que les Japonais, les bénéfices de la victoire jaune en Extrême-Orient.

III

Chine militaire en formation, Chine industrielle en voie d'expansion vont se développer et s'épanouir sous l'action imprévue de l'*esprit national* chinois actuellement naissant.

Les anciens sinologues protesteront sans doute contre cette idée d'un esprit national chinois; mais comment les suivre dans leurs vieux errements, alors que des manifestations éclatantes établissent la réalité de cet esprit national nouveau?

On n'a pas oublié, certes, le boycottage des marchandises américaines auquel ont procédé, au cours de l'été

de 1905, les grands marchands des principales places chinoises. Or, de quoi s'agissait-il, sinon de rendre efficace une protestation contre les entraves apportées par la législation américaine à l'entrée des Chinois aux États-Unis? Il s'agissait donc bien là d'un sentiment national : la défense de compatriotes cependant très éloignés de la mère patrie. Or, ce mouvement de boycottage par les Chinois prit rapidement tant d'importance, il a eu immédiatement tant de résultats pratiques, que le gouvernement de Washington s'en est ému, a dû faire des concessions, au moins apparentes, et a eu les plus grandes peines à enrayer la démonstration commencée.

Du boycottage des marchandises américaines et de tous les actes qui lui ressembleront désormais, il faut savoir tirer l'enseignement logique et capital.

Qu'on ne s'y trompe point, à l'heure actuelle, la Chine se couvre de chemins de fer sur l'instance des Européens; mais, avant qu'il soit longtemps, ces instruments de commerce deviendront des instruments de lutte et de défense contre les diables d'Occident. Le Japonais sera peut-être l'instructeur du Chinois, mais celui-ci cherchera et pourra sans doute finalement se passer du Nippon.

La formule de l'avenir semble être : la Chine aux Chinois!

CHAPITRE IV

LES ÉTATS-UNIS

I. — Les États-Unis et l'Extrême-Orient. — Un débouché commercial compromis pour les États-Unis. — Portée du boycottage des marchandises américaines en Chine en 1905. — L'invasion jaune sur le sol américain.

II. — Les États-Unis, en raison de la prépondérance japonaise en Extrême-Orient et de la prépondérance allemande en Europe, ont-ils des motifs de s'entendre avec des puissances de l'ancien continent? — Le projet des États-Unis d'Europe et le danger américain. — Les points noirs pour l'avenir des États-Unis. — Avec quelles puissances européennes les intérêts des États-Unis sont-ils concordants?

Sous la direction vigoureuse du président Roosevelt, les États-Unis entendent jouer désormais leur rôle dans toutes les parties du monde, mais il n'est point de région qui les intéresse davantage que l'Extrême-Orient. En raison de leur volonté de développer d'une façon intense le trafic de leurs ports du Pacifique, à cause de leur projet de percement de l'isthme de Panama, à cause surtout de l'occupation des Philippines, les Américains se sont habitués à considérer toutes les terres de l'Asie orientale comme un débouché indispensable à leur commerce où ils devaient s'assurer la prépondérance.

I

Les résultats de la guerre russo-japonaise contraignent les citoyens de l'union américaine à renoncer à une partie de leurs espérances.

En masse, cédant à des influences diverses (1), ils ont longtemps souhaité la victoire japonaise; aujourd'hui, à Washington, on doit s'en féliciter médiocrement. Sans doute les Américains peuvent compter que les Japonais auront besoin d'eux et de leurs capitaux pour mettre en valeur la Corée ou Sakhaline, mais il ne s'agira là, en somme, que d'un nombre limité d'entreprises particulières. Au point de vue de leurs intérêts généraux, il semble que les Américains auraient eu beaucoup plus d'avantages à ce que la Russie occupât les rives orientales du Pacifique plutôt que de voir passer la domination de cette partie du monde à une puissance *jaune* aussi impérieuse, aussi exclusive que le Japon.

Car enfin, quels que soient les résultats de ses efforts, l'idée de rénover le monde jaune sera forcément à la base de tout ce que tentera désormais le gouvernement de Tokyo; de toute évidence, cette simple ambiance d'idées ne peut que gêner l'expansion américaine.

On a vu déjà combien fut puissant le mouvement de boycottage des marchandises des États-Unis organisé par les Chinois dans l'été de 1905 (2). Or, cette démonstration n'a été possible que comme une conséquence des victoires japonaises, et il n'est pas douteux que des faits analogues se reproduiront désormais.

Ce ne sont d'ailleurs pas seulement de très grandes difficultés en Extrême-Orient (susceptibles d'aller jusqu'à une guerre avec le Japon), que les Américains peuvent avoir à résoudre dans l'avenir; la victoire nipponne aura ses répercussions sur le sol même des États-Unis. Les Américains pourront-ils continuer à exclure par des mesures draconiennes les ouvriers jaunes, japonais ou chinois, qui veulent aller travailler chez eux? C'est peu probable, car le Japon est maintenant reconnu comme grande puissance, et

(1) V. p. 151.
(2) V. p. 425.

la Chine est en train d'en devenir une ; le moment approche donc fatalement où le gouvernement de Washington devra traiter les gouvernements de Tokyo et de Pékin en égaux, où les protestations qui seront faites contre les entraves dont souffrent les jaunes aux États-Unis devront être prises en très sérieuse considération, et où il ne sera plus possible de répondre par des procédés dilatoires ou méprisants. En définitive, ce dilemme redoutable se posera de jour en jour avec plus de force pour les Américains : ou renoncer aux débouchés de l'océan Pacifique occidental ou subir avec toutes ses conséquences l'invasion du flot jaune aux États-Unis. Il y a là une action réflexe de la guerre qui paraît devoir être des plus graves dans l'avenir quand on connaît l'importance extraordinaire des questions de couleur dans la grande république américaine.

II

Si la situation de l'Extrême-Orient n'est pas réglée d'une façon satisfaisante au point de vue américain, la prépondérance excessive prise par l'Allemagne en Europe et dans le monde ne peut pas convenir au gouvernement de Washington. La question se pose, par suite, de savoir si, devant ces deux conséquences de la guerre russo-japonaise, les États-Unis n'auront pas intérêt à s'entendre non seulement pour ce qui touche l'Extrême-Orient, mais aussi en ce qui concerne l'Europe avec certaines puissances du vieux continent.

L'examen de cette face de la politique générale oblige tout d'abord à se demander : « Y a-t-il un danger américain ? » Car il est évident que, si ce danger existait réellement pour l'Europe tout entière, une entente ayant ses bases des deux côtés de l'Atlantique serait irréalisable.

Dans le vieux monde, quand on veut soutenir la thèse connue du péril américain, on se contente généralement de comparer la production des États-Unis à la production d'un seul pays d'Europe, et l'on en tire une opinion. Ne semble-t-il pas plus justifié, avant de conclure, d'évaluer la force économique des États-Unis eu égard à leur population, à leur superficie, et surtout à leur vraisemblable avenir, déduit de l'examen des faits actuels?

Si l'on se place au point de vue de la relation existant entre la population et la superficie, on arrive vite à admettre que l'activité commerciale des États-Unis, dix-neuf fois grands comme la France, avec quatre-vingts millions d'habitants seulement, n'a en somme rien d'extraordinaire.

Dans l'état présent des choses, les États-Unis peuvent bien, en raison de leurs richesses naturelles, se trouver, à certains égards (le fer et le charbon notamment), plus favorisés que l'Europe; mais pour qu'ils constituent réellement un danger pour le vieux monde, *considéré dans son ensemble,* il faudrait que leurs facultés de concurrence commerciale crûssent encore dans d'énormes proportions.

Y a-t-il des chances qu'il en soit ainsi? C'est là tout le problème.

La période d'expansion des États-Unis en cours provient, certes, dans une large mesure, de l'esprit d'entreprise et de l'audace exceptionnelle d'une légion de « capitaines d'industrie » ; mais il faut bien concevoir que cette audace et cet esprit d'entreprise ont été singulièrement sollicités par les richesses naturelles énormes et aisément exploitables qui, il y a trente ans, couvraient la plus grande partie du sol vierge encore des États-Unis. Or, dès maintenant, ces conditions favorables, par la force même des choses, diminuent d'importance.

Quant aux produits agricoles des États-Unis, vont-ils envahir de plus en plus les marchés de l'Europe?

Rien n'est moins certain.

Aux États-Unis, les meilleures terres propres à l'agriculture sont déjà presque toutes en exploitation. Sans doute, il reste encore dans l'Ouest de vastes régions désertes ; mais si l'on doit admettre qu'elles peuvent faire vivre sur place quelques millions de plus d'individus, elles ne semblent pas devoir renforcer sensiblement les facultés exportatrices du pays. Ce lotissement à peu près terminé des bonnes terres est si vrai que, dès maintenant, un grand nombre de cultivateurs américains se défont de leurs propriétés et vont s'installer au Canada, parce qu'ils y trouvent des terres à la fois beaucoup moins chères et plus neuves.

La saturation relative du sol des États-Unis est un fait si important que les publications américaines sont déjà pleines d'appréciations rien moins qu'optimistes devant le flot montant des immigrants venus du vieux monde. Or, remarque essentielle, c'est cet afflux seulement qui augmente le chiffre de la population actuelle des États-Unis. Fait vérifié et reconnu, toute la partie de la population des États-Unis qui est américaine, c'est-à-dire qui a deux ou trois générations de séjour, s'accroît à peine, en accusant même souvent, surtout dans l'Est, une tendance à la diminution.

C'est là un fait dont il faut d'autant plus tenir compte que tout conspire à restreindre la natalité, même dans les classes pauvres, généralement les plus prolifiques. A Chicago, j'ai causé avec des ouvriers qui m'ont expliqué l'énorme difficulté qu'ils ont à trouver un propriétaire consentant à leur louer un logement lorsqu'ils ont des enfants; on constate l'existence de cette prime donnée au célibat ou à l'abstentionnisme dans la plupart des grandes villes américaines.

L'immigration européenne vient, il est vrai, accroître chaque année de quatre cent mille à six cent mille têtes la population des États-Unis, mais la nature elle-même de cette immigration se modifie radicalement. Il y a une

dizaine d'années, les Allemands, les Irlandais, les Anglais et les Écossais formaient la grosse masse des nouveaux arrivants aux États-Unis. Aujourd'hui, ce sont les Scandinaves, les Syriens, les Grecs, les Tchèques, les Slovaques, les Polonais, les Russes, les Italiens, les Roumains, c'est-à-dire surtout des Latins et des Slaves, qui sont de beaucoup les plus nombreux.

Ceci n'est pas indifférent.

Cet afflux abondant d'un sang imprévu n'est-il pas destiné à modifier forcément dans l'avenir la formule de « l'américanisme » actuel? De même, cette arrivée en masse de gens tous très pauvres ne renforce-t-elle pas puissamment le prolétariat américain? C'est là une conséquence à laquelle il faut bien s'arrêter, puisque nul problème ne se pose avec plus d'urgence aux États-Unis que le problème social.

L'incontestable prospérité présente n'empêche pas de discerner les difficultés que réserve un prochain avenir. Du côté des ouvriers comme des patrons, les organisations se perfectionnent et s'arment pour la lutte. Malgré les efforts d'apaisement faits de part et d'autre, les grèves se multiplient. Elles contribuent certes à faire monter le taux des salaires, mais, comme le prix de la vie augmente en même temps dans des proportions folles, l'ouvrier n'y gagne pas réellement. (A Chicago, d'avril à juin 1903, les petits loyers ont augmenté de 25 pour 100).

Le capital se concentre par masses colossales seulement dans quelques centaines de mains. La classe moyenne, prise entre la foule des ouvriers et la puissance écrasante des ploutocrates, supporte mal la lutte et tend à disparaître.

Pour le moment, l'omnipotence des trusts domine tout. Les abus qu'ils commettent sont tellement criants que, si les manifestations violentes des foules populaires n'ont pas eu lieu encore, il paraît certain qu'elles se produiront un jour.

A peu près tous ceux avec qui j'ai causé aux États-Unis considèrent cette crise sociale comme devant être formidable. Ils s'en inquiètent doublement, car ils craignent que cette période de trouble ne fasse mûrir brusquement d'autres questions épineuses. Ils redoutent, par exemple, que l'opposition des intérêts entre l'Ouest et l'Est ne vienne à l'état aigu; que la question juive, dont les Américains n'avouent encore qu'à peine la gravité, ne monte brusquement à l'horizon politique; que la question nègre ne reprenne son ancienne et très dangereuse importance devant l'accroissement de la population noire, proportionnellement bien supérieur à l'accroissement de la population blanche.

Ce sont là des difficultés dont l'issue finale est incertaine, mais dont l'éventualité est suffisamment probable pour qu'on doive se demander qui donc a intérêt, en face de pareilles inconnues, à propager chez nous, avec tant d'insistance, l'idée fixe d'un péril américain qui est encore, inexistant surtout au point de vue français.

Il est aisé de s'en rendre compte.

Dans une de ses études économiques, publiées en 1903 dans le *Scribner's Magazine*, M. Frank A. Vanderlip, ancien sous-secrétaire d'État du Trésor à Washington, constatait que si l'Allemagne et surtout l'Angleterre ont subi les conséquences parfois désagréables du développement commercial et industriel des États-Unis, « la France, par contre, commence à peine à ressentir les effets de l'invasion américaine. Ses ventes aux États-Unis étaient en 1902 à peu près les mêmes qu'il y a dix ans, et nos exportations dans ce pays n'ont augmenté que de 18 millions pendant la même période. »

Les faits vérifient cette appréciation, puisque les statistiques constatent l'égalité presque absolue des échanges entre la France et les États-Unis; mais les chiffres officiels ne font encore ressortir qu'une faible partie de la vérité.

Remarquons d'abord que la France exporte aux États-Unis des articles ou des produits sur lesquels le pour cent de bénéfice net est en général plus élevé que celui réalisable sur les produits ou les articles que vendent en France les États-Unis. Considérons ensuite les énormes dépenses que viennent faire les riches Américains en France, soit pour prix de la vie coûteuse qu'ils mènent, soit surtout pour la grande quantité d'articles de luxe qu'ils achètent en France, notamment à Paris, au prix de détail, pour les emporter avec eux en Amérique.

Les bénéfices que la France réalise ainsi et qui échappent au contrôle sont considérables. Si on les ajoute à ceux du commerce officiel, bien qu'il soit impossible de donner un chiffre précis, il est certain que les Américains fournissent chaque année à la France infiniment plus d'argent qu'elle ne leur en donne.

En présence de ces constatations, le fait qu'on ait tant parlé en France, dans ces dernières années, du péril américain, est singulièrement étrange.

D'où viennent ces préoccupations artificielles? Elles tiennent à deux causes, semble-t-il.

D'abord, la notion du péril américain, aidant à admettre la thèse des rêveurs qui croient le moment venu de réaliser les États-Unis d'Europe, est volontiers accueillie et diffusée par les meneurs de la campagne internationaliste en France; ensuite et surtout, *l'épouvantail du danger des États-Unis sert trop bien les intérêts de la politique allemande pour que ceux qui la dirigent négligent le concours d'un élément aussi précieux.*

Sur ce point, aucun doute n'est possible. Depuis quelques années, je suis les publications d'outre-Rhin; c'est bien là que j'ai vu spécialement naître et se développer l'idée d'une ligue européenne contre les États-Unis.

Cette conception est d'ailleurs fort naturelle à Berlin. Si les États-Unis ne sont pas, à vrai dire, un danger pour

l'Europe, ils constituent bien certainement, pour l'Allemagne, une gêne considérable. C'est en partant de cette constatation, d'ailleurs facile à faire, qu'on a publié dans ce pays d'innombrables articles pour démontrer que les États-Unis d'Europe sont à la fois un moyen excellent de supprimer cette gêne et de servir merveilleusement la politique des Hohenzollern.

La thèse qu'on soutient est bien simple. La voici résumée : en raison de la situation géographique et de la différence des climats, une fédération économique de l'Europe ne pourrait pratiquement se faire qu'en excluant d'abord la Russie et ensuite l'Angleterre (d'où un solide obstacle mis à une entente de la Grande-Bretagne avec les puissances occidentales du continent).

Cette mise à part de la Russie et de l'Angleterre entraînerait un autre résultat formidable, c'est-à-dire la subordination pratique, économique d'abord, politique ensuite, de l'Autriche, de l'Italie et de la France à l'hégémonie allemande.

Le coup de partie à jouer sur de pareilles données était évidemment trop tentant pour qu'on n'ait pas essayé de le réussir. Mais, d'autre part, ce beau plan vient d'échouer du fait même de la prépondérance trop visible prise par l'Allemagne depuis la défaite russe.

Il résulte de cet ensemble que l'adversaire direct des États-Unis en Europe est plus que jamais l'Allemagne. Or, par contre, quels sont les pays avec lesquels la République américaine a avantage à s'entendre pour lui faire échec le cas échéant? Ce sont naturellement tous ceux qui souffrent ou peuvent avoir à souffrir de l'hégémonie berlinoise. D'abord l'Angleterre qui, bien que concurrencée dans beaucoup de domaines par les États-Unis, se montre toujours disposée à une entente durable avec Washington; et la France, qu'aucun obstacle ne sépare des États-Unis.

Les conséquences et les nécessités issues de la guerre russo-japonaise, au point de vue américain, peuvent donc se résumer ainsi :

Moins de liberté d'action commerciale et politique en Extrême-Orient. Danger d'une invasion ouvrière jaune aux États-Unis. Éventualité d'une guerre avec le Japon dans des conditions défavorables en raison de l'absence de points d'appui et de bases de ravitaillement dont manqueront toujours les Américains. Utilité d'une entente avec l'Angleterre et la France pour la défense des intérêts concordants (1).

(1) Ce dernier point a été pleinement mis en lumière par le *Sun* de New-York, dans des articles retentissants.

CHAPITRE V

L'ALLEMAGNE

I. — Ce qu'elle a perdu a la défaite de la Russie. — Le sort de Kiao-Tchéou. — La pénétration commerciale allemande en Extrême-Orient. — Les inconvénients pour la domination prussienne en Posnanie de la situation nouvelle en Pologne. — Le danger pour les Hohenzollern de la révolution en Russie et du mouvement libéral en Autriche-Hongrie.

II. — Les gains résultant du conflit russo-japonais. — Les bénéfices commerciaux réalisés pendant la guerre. — Les avantages politiques : situation considérablement renforcée de l'Allemagne à l'égard de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie, de la Bulgarie, de la Serbie, de la Turquie, de la Russie et de la France.

III. — Conséquences pour l'Allemagne de la puissance de l'Angleterre. — L'inéluctable rivalité anglo-allemande. — Que peut l'Allemagne contre la Grande-Bretagne?

IV. — Influence possible sur l'attitude que prendra Guillaume II de la situation intérieure de son empire. — L'état des finances. — Les difficultés économiques et leurs causes essentielles. — La crise de l'armée allemande.

Depuis que la paix est conclue, il est aisé d'établir ce que l'Allemagne a gagné et perdu à la lutte russo-japonaise. Mais, avant d'entrer dans les détails du bilan, comprenons bien que si le gouvernement de Berlin a souhaité la guerre entre la Russie et le Japon, que s'il y a poussé, *il a eu en même temps le désir que la Russie fût victorieuse en Extrême-Orient.* Ce vœu était parfaitement sincère, car il avait pour raison un intérêt certain.

Autant, en effet, la puissance du tsar concentrée en Europe était fâcheuse pour l'Allemagne, autant une Russie triomphante sur les bords du Pacifique eût été profitable pour les conceptions mondiales de nos voisins d'outre-Rhin.

Et ceci se comprend sans effort : la Russie, en ouvrant au commerce européen les vastes régions de la Mandchourie et de la Corée, rendait la pénétration de ces pays plus aisée aux trafiquants allemands qui sont beaucoup mieux préparés que les marchands russes à profiter des nouveaux débouchés asiatiques. En outre, la domination de Nicolas II, fortement assise à Port-Arthur et s'étendant même, si possible, sur la Corée, eût constitué comme un écran protecteur placé entre la redoutable puissance japonaise concentrée dans l'archipel nippon et l'Allemagne qui, depuis son installation à Kiao-Tchéou en 1897, cherchait à pénétrer la province du Chan-Toung, l'une des plus riches et des plus peuplées de la Chine, par conséquent, l'une de celles où l'ingérence européenne irritait davantage les Japonais. Si les Russes eussent tenu Port-Arthur, Séoul et Fousan, ils concentraient sur eux-mêmes, pour longtemps, les rancunes des Nippons, et, pendant cette période, les sujets de Guillaume II, fort tranquilles à Kiao-Tchéou, pouvaient mener à bien leur pénétration dans l'intérieur et consolider leur mainmise commerciale.

La victoire russe en Extrême-Orient était donc de toute évidence un intérêt allemand.

Mais, les prévisions des hommes de Berlin ne s'étant réalisées qu'en partie, il en résulte que, si les derniers événements comportent pour l'Allemagne des bénéfices considérables, ils ont entraîné par contre un certain nombre d'inconvénients graves qui ne sauraient être ignorés.

I

Le premier échec que les victoires japonaises ont infligé à Guillaume II est la perte de Kiao-Tchéou ; je dis la

perte, car il n'y a pas d'autre mot rendant bien la situation nouvelle. Depuis que la Russie se voit interdire la Corée, depuis qu'elle est contrainte d'abandonner le sud de la Mandchourie, depuis que l'étendard du mikado flotte à Port-Arthur, c'est l'Allemagne qui, instantanément, est devenue virtuellement le premier adversaire du Japon. Or, Kiao-Tchéou n'est qu'à douze heures de mer de l'arsenal japonais de Sasebo, et la marine allemande, construite surtout pour être redoutable en Europe, est pour bien longtemps encore dans l'impossibilité absolue d'agir avec efficacité contre le Japon. Guillaume II l'a d'ailleurs admirablement compris, car, avec une décision qui fait honneur à son sens politique, il a reconnu qu'il ne fallait pas s'obstiner et vouloir lutter contre l'impossible. Il s'incline donc devant le Japon vainqueur et il admet le danger que promet la Chine nouvelle qui se lève. En conséquence, il a retiré ses détachements de troupes de Pékin et de Tien-Tsin, obligeant ainsi les autres puissances à l'imiter. En ce qui concerne Kiao-Tchéou, on voit le kaiser négocier avec les autorités chinoises tout ce qui peut retirer à l'occupation allemande son caractère agressif et fâcheux. En réalité, c'est un sacrifice extrêmement pénible auquel les Allemands sont en train de se résigner, puisque, au fond, ils renoncent à tous leurs espoirs d'extension au delà de Kiao-Tchéou, qui, avec ses coquettes maisons et ses rues aussi propres que celles de Berlin, n'est plus destiné qu'à être une sorte de sanatorium sur la côte chinoise.

Ce n'est pas seulement Kiao-Tchéou que les Allemands voient compromis, c'est encore une partie du prestige que le commerce avait su leur acquérir en Extrême-Orient, et le cabotage des côtes chinoises par les lignes allemandes est destiné à être gravement atteint par la concurrence des compagnies de navigation japonaises et chinoises dont la création et le developpement sont fatals.

De même, les objets de vente courante importés d'Alle-

magne vont de plus en plus être fabriqués par la naissante industrie chinoise. Là encore existe pour l'avenir une source de pertes des plus sérieuses.

Dans le domaine politique, l'Allemagne des Hohenzollern éprouve des suites de la guerre russo-japonaise quelques déconvenues. Si, à Berlin, on a travaillé à ce que l'Empire russe concentrât son action en Asie, afin qu'il fût en Europe aussi faible que possible, on n'a jamais désiré que les troubles intérieurs dans l'empire des tsars dépassassent une certaine amplitude. Or, l'agitation est devenue la révolution. Elle fait surgir à nouveau la question polonaise avec toutes ses complexités. L'autonomie que les Polonais ont demandée à Saint-Pétersbourg a été sur le point de leur être accordée, et elle leur a été refusée sur la demande impérieuse de Guillaume II. Cette attitude de l'empereur allemand se conçoit si l'on se place au point de vue Hohenzollern. Aucun souverain prussien ne peut, en effet, voir sans une très sérieuse inquiétude la liberté politique donnée à la Pologne russe, car le contraste qui en résulterait avec le régime appliqué aux Polonais de Posnanie serait générateur de graves difficultés pour le gouvernement de Berlin. Ces difficultés s'accroîtraient encore dans le cas du triomphe final de la révolution russe. Déjà elle a eu raison de l'autocratie, déjà aussi l'empereur de Russie n'est plus le souverain dont l'absolutisme théorique primait et couvrait aux yeux du monde l'absolutisme infiniment plus réel de l'empereur allemand.

Qu'arriverait-il si le tsarisme disparaissait totalement? Guillaume II se trouverait alors dans une situation fâcheuse, car il deviendrait forcément le point de concentration des efforts de tous les adversaires du principe autoritaire. Le tsar ne formant plus repoussoir, c'est le kaiser qui aurait à subir tous les chocs du mouvement libéral sous ses formes les plus variées. Or, non seulement ces attaques viendraient du dehors de l'empire, mais elles proviendraient aussi de l'em-

pire lui-même, maintenant que l'organisation des social-démocrates atteint un degré de perfection presque militaire.

Ce danger de la révolution russe pour Guillaume II et sa maison est accru encore du fait du mouvement libéral en Autriche-Hongrie. Depuis bien des années déjà, les peuples slaves de l'empire des Habsbourg réclament le suffrage universel; mais, maintenant qu'ils voient cette grosse réforme sur le point d'aboutir en Russie, il se disent, non sans raison, qu'ils sont beaucoup plus mûrs que les sujets du tsar pour jouir du vote direct et égal; et c'est pourquoi ils le réclament depuis quelques mois avec une particulière âpreté.

Cette demande instante de l'octroi du suffrage universel n'est point seulement, comme beaucoup de Français le croient, l'indice d'un progrès dans le sens démocratique; c'est bien plutôt encore le signe d'un progrès de l'esprit national, et voici pourquoi : en Autriche (1), on compte, d'après les statistiques officielles, environ neuf millions d'Allemands et quinze millions de Slaves. Or, en raison précisément du système électoral par curie, encore en vigueur, ce sont ces neuf millions d'Allemands qui dominent *politiquement* les quinze millions de Slaves. Mais que le système actuel soit abandonné, que le suffrage universel soit appliqué, immédiatement la situation changerait et la majorité *politique* correspondrait alors à la majorité *ethnographique*.

Vous voyez d'ici les immenses conséquences. L'Autriche qui nous apparaît, bien à tort, comme un État allemand, parce que sa direction gouvernementale est *allemande,* deviendrait du jour au lendemain un État de majorité *politique* slave, mais d'un slavisme très différent de celui des Russes. Les Slaves d'Autriche et surtout les Tchèques, par le fait de leur lutte avec les Allemands, n'ont point cette apathie et cette indolence dont les Russes supportent aujourd'hui les néfastes effets. Les Slaves d'Autriche sont

(1) Pour ne pas compliquer cet exposé, je ne parle pas de la Hongrie.

pleins de vigueur, pleins d'énergie, et sont des amis éclairés de la France.

Ces explications permettent de saisir combien, par contre, cette introduction du suffrage universel en Autriche serait fâcheuse pour les combinaisons de Guillaume II, puisque le pays qu'il peut encore considérer actuellement comme un allié, d'ailleurs pacifique, ne serait certainement plus disposé à le suivre et tendrait au contraire à entrer dans l'entente franco-anglaise.

II

La défaite russe soulève donc incontestablement pour le kaiser un certain nombre de difficultés sérieuses autant qu'imprévues. Mais, si réels que soient pour l'Allemagne et Guillaume II les risques consécutifs de la guerre russo-japonaise, ces risques sont relativement peu de chose à côté des bénéfices certains que l'empire allemand recueille et peut longtemps recueillir encore du seul fait de la lutte accomplie entre le tsar et le mikado.

En première ligne viennent des bénéfices économiques évidents. Durant toutes les hostilités, la plus grande partie des fournitures que la Russie a achetées à l'étranger pour les besoins de la guerre l'ont été en Allemagne. Ce sont des navires allemands qui ont été vendus ou affrétés très cher pour ravitailler la flotte de la Baltique; ce sont les mille objets que la Russie a dû acheter en dehors de ses frontières, et dont les Allemands de Saint-Pétersbourg, courtiers souples et connaissant merveilleusement le mécanisme si spécial des affaires dans la capitale de Nicolas II, ont su s'assurer les commandes à des taux hautement rémunérateurs. C'est encore cet emprunt russe de 1905

qui a été placé en Allemagne dans des conditions prodigieusement favorables pour le prêteur, puisque la majeure partie de cet argent, soi-disant prêté à la Russie, est restée dans l'empire de Guillaume II pour rémunérer les commandes de cuirassés et de croiseurs qui ont été déjà passées aux chantiers germaniques.

Il y a enfin le nouveau traité de commerce signé le 28 juillet 1904 entre l'Allemagne et la Russie.

Or, cette dernière, sous la pression des circonstances, a dû admettre les lourdes taxes imposées par le tarif général allemand. Il en résulte une aggravation de la situation déjà si difficile de l'agriculture russe au profit de l'agriculture allemande. Il y a donc là très certainement une des conséquences de la néfaste guerre, car la Russie n'aurait jamais accepté de pareilles conditions si elle avait pu profiter de toute sa liberté de discussion.

Mais quelles expressions trouver pour décrire les avantages politiques de l'empire allemand consécutifs de la guerre russo-japonaise? Du fait de l'anéantissement de la Russie comme grande puissance *offensive* en Europe, au moins pour un temps, l'Allemagne se trouve bénéficier d'un accroissement énorme de moyens d'action à l'égard de la plupart des États du continent.

Un seul de ces États peut se réjouir sans arrière-pensée du surcroît de prestige spontané dont jouit le gouvernement de Berlin : c'est la Roumanie, gouvernée par un Hohenzollern et qui, depuis longtemps déjà, a des intérêts concordants avec ceux de l'Allemagne. En outre, à Bucharest, on se félicite nécessairement de l'amoindrissement de la Russie et l'on y escompte certainement, au cas où certaines parties de l'empire russe se sépareraient de Pétersbourg, la possibilité de recouvrer cette portion de la Bessarabie que tout Roumain considère comme faisant partie de son pays; acquisition contre laquelle l'Allemagne ne soulèverait certainement aucune objection.

Par contre, tous les autres États de l'Europe ne peuvent qu'éprouver de profondes inquiétudes en constatant la prépondérance trop grande prise par l'empire allemand.

L'Autriche-Hongrie se trouve devant l'Allemagne dans une situation moins bonne que jamais. Avant la guerre russo-japonaise, avec une opinion publique de plus en plus avertie, avec la Russie qui pesait militairement d'un poids très lourd sur l'est de la Prusse, avec l'Angleterre qui ne voulait pas de l'extension allemande aux dépens de l'Autriche, avec une France qui, en dépit de ses rêveurs, avait adopté le même point de vue, l'Allemagne pouvait de moins en moins raisonnablement risquer une aventure en Europe centrale. Aujourd'hui, par le seul fait de la destruction de l'équilibre des forces qui existait encore dans le vieux monde en janvier 1904, tout est changé.

Aussi, en présence du danger très réel que crée pour *les Hohenzollern* le mouvement austro-hongrois en faveur du suffrage universel, la mort de l'empereur François-Joseph doit-elle être considérée de plus en plus, non pas certes comme une cause de dissolution de l'Autriche, idée fausse que j'ai toujours combattue (1), mais comme pouvant fournir à Berlin un excellent *prétexte* à troubles, puis à intervention. *Ce danger peut être encore écarté, mais, pour y parvenir, il faudrait le concours de toutes les puissances qui y ont intérêt.* Il faudrait tout d'abord que les Magyars, qui commencent à comprendre le péril du pangermanisme, finissent par admettre qu'en voulant se séparer de l'Autriche, ils ne font qu'affaiblir cet État et s'affaiblir eux-mêmes devant l'Allemagne. C'est là une preuve de sens politique qu'on est en droit d'attendre des Magyars.

La situation des peuples des Balkans est également devenue beaucoup plus délicate. Les Bulgares n'ont plus maintenant à craindre que la Russie s'immisce dans

(1) Voyez mon livre : *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du vingtième siècle.* — Plon, 1900.

leurs affaires, mais ils sont obligés de constater que le contrepoids russe leur fait défaut. Aussi, avec l'esprit pratique qui les caractérise et sous la direction remarquable du prince Ferdinand, on les voit évoluer avec souplesse et subir plus que par le passé l'action de l'Allemagne, pour laquelle cependant ils ont peu de sympathie. Mais, cette concession faite à la force des choses, comme ils sont convaincus avec raison qu'ils ont un grand rôle à jouer, ils ne peuvent être satisfaits de voir grandir dans l'Orient européen le prestige allemand, qui constitue le plus puissant obstacle à leurs ambitions légitimes.

Ce qui est vrai pour les Bulgares l'est aussi pour les Serbes, moins bien armés pour résister aux pressions étrangères. Donc, si ces deux pays se résignent a subir les effets d'une situation nouvelle à laquelle ils ne peuvent rien, on peut estimer que c'est avec un secret mais très sincère regret.

En Turquie, tout le terrain perdu par la Russie a été gagné par l'Allemagne. Si Abdul-Hamid trouve certains avantages personnels à l'amitié de Guillaume II, son empire est depuis dix ans, de plus en plus, la proie des agents du kaiser; du fait de la prépondérance nouvelle de l'Allemagne, la Turquie est aujourd'hui dans la quasi-impossibilité de leur résister. Les négociations qui se sont poursuivies à Constantinople cet été, pour la conclusion d'un nouvel emprunt et pour l'obtention des commandes de guerre, en témoignent.

A l'heure présente s'accomplit donc silencieusement, mais réellement, dans tout l'empire ottoman, une consolidation générale des intérêts germaniques. On finira bien par s'en apercevoir, lorsque l'affaire du chemin de fer de Bagdad reviendra au grand jour; et ce sera avant longtemps.

Le *Temps* du 5 juillet 1905 a publié cette dépêche de son correspondant de Berlin : « J'apprends que le prince Radolin a reçu pour instruction d'exprimer au gouverne-

ment français l'espoir que, la question du Maroc réglée, des arrangements interviendront sur d'autres points qui resserreraient les rapports amicaux franco-allemands. Je crois que toutes les premières questions à envisager seront celles relatives à l'Asie Mineure. »

Les affaires d'Asie Mineure, cela signifie, traduit en langage clair, « le chemin de Bagdad. »

Or, donner aux Allemands la possibilité de terminer le chemin de fer de Bagdad sous leur contrôle en fait exclusif, ce serait leur donner les moyens de mettre la main sur toute l'Asie Mineure; ce serait abandonner ce qui reste d'influence française en Turquie; ce serait consolider la pénétration allemande dans tous les États des Balkans ; ce serait exciter encore les convoitises pangermanistes prussiennes sur l'Autriche ; ce serait donner au kaiser la haute main sur la grande voie mondiale s'étendant de Hambourg jusqu'au golfe Persique ; ce ne serait rien moins que l'affermissement de l'hégémonie allemande sur le vieux monde tout entier. (1)

L'Italie ne peut que regretter l'excès nouveau de la puissance allemande. Ce qui la touche, c'est surtout cette question de Trieste à propos de laquelle la diplomatie berlinoise a songé un moment à faire jouer son jeu par les Italiens.

Ayant reconnu l'impossibilité pratique, en raison de l'attention universelle, de poser directement le problème de l'Europe centrale, — appelé encore Question d'Autriche, — on avait trouvé à Berlin beaucoup plus ingénieux de ménager entre Rome et Vienne des difficultés qui, en aboutissant au moment voulu à une rupture, eussent procuré à l'Allemagne la possibilité d'intervenir en Autriche sous des apparences à peu près légitimes. Si cette tactique avait réussi, une fois encore le monde eût été dupe de la diplomatie prussienne, et la partie se serait

(1) Voyez mon livre : *La Question d'Orient. La Macédoine. Le Chemin de fer de Bagdad.* — Plon, 1903.

jouée et aurait été gagnée, comme elle l'a été en 1866 et en 1870, avec toutes les apparences extérieures du droit du côté allemand. L'Europe a heureusement passé à côté de ce danger; mais il faut le signaler, car il pourrait renaître dans un prochain avenir.

L'on n'a pas prêté vraiment une suffisante attention au jeu périlleux qui s'est joué depuis quatre ans dans le nord de l'Italie. Sous l'action d'influences mystérieuses, les menées irrédentistes se sont multipliées à Trente et à Trieste. Les ligues du nord de l'Italie, d'accord avec Ricciotti Garibaldi, ont mené en Autriche une propagande effrénée dans le dessein, disait-on, de préparer la mainmise de l'Italie sur le Trentin et sur Trieste; et il s'en est fallu d'assez peu qu'un éclat sanglant ne se produisît.

Heureusement, le jeu allemand qui se cachait derrière ces manifestations semble avoir été compris à temps à Rome. La rencontre à Venise, le 29 avril 1905, du comte Goluchowski, ministre des affaires étrangères de François-Joseph, avec M. Tittoni, le ministre de Victor-Emmanuel, a marqué la fin de la tension créée entre Vienne et le Quirinal. D'une façon significative, M. Tittoni a constaté « les rapports intimes existant entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie ». Le comte Goluchowski a apporté « un nouveau témoignage de la parfaite concordance de vues qui préside aux excellents rapports existant entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie ». Et ce fut tout. Il n'a pas été question de la Triplice. Il semble donc bien qu'au Quirinal, on envisage maintenant la question de Trieste sous son véritable aspect. Comme le dit très bien M. René Henry : « Le jour où les Italiens comprendraient enfin que l'Allemagne à Trieste serait plus dangereuse que l'Autriche pour « l'italianité » et pour la liberté de l'Adriatique et des Balkans serait un jour heureux pour la France et pour l'étranger. » (1)

(1) V. *l'Énergie française*, 1905, p. 495.

Ce jour paraît déjà venu. Les causes d'irritation et de rupture entre Rome et Vienne semblent si sérieusement atténuées que, dans un de ses discours de décembre 1905, M. de Bülow a dû envisager publiquement, en termes suffisamment explicites, l'hypothèse où l'Autriche et l'Italie sortiraient de la triple alliance. A Rome et à Vienne règne donc un état d'esprit nouveau dont des politiques avisés, non inféodés à l'Allemagne, pourraient tirer de très fécondes conséquences.

Enfin, le résultat tout à fait colossal pour l'Allemagne de la guerre russo-japonaise, c'est le bouleversement à son profit du rapport des forces militaires existant en Europe au début de 1904. Pour se rendre bien compte de l'importance extrême de ce bouleversement, il faut examiner la situation respective actuelle de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie et de la France.

Tout le monde sait aujourd'hui que, pour faire face aux Japonais, la flotte russe a été sacrifiée totalement ; que l'état-major de Saint-Pétersbourg a dû désorganiser toute la préparation militaire existant en Pologne, vider les arsenaux de leur meilleur matériel pour en munir les armées de Kouropatkine, et envoyer au général en chef quelques centaines de mille hommes destinés, en réalité, à une guerre européenne. Or, la révolution et les mutineries militaires ont achevé de ruiner moralement et matériellement la force armée de la Russie. Ce sont là des faits formidables et évidents sur lesquels il n'y a pas à épiloguer. Les conséquences en sont nettes. Quand bien même la Russie arriverait à vaincre les difficultés plus haut exposées (1), il reste tout à fait certain que, pendant des années encore, *elle ne présente plus pour l'Allemagne aucun danger militaire offensif.*

Par voie de conséquence immédiate, la puissance mili-

(1) V. p. 413.

taire de l'Allemagne dans le vieux monde s'est accrue dans d'énormes proportions, sans que cependant Guillaume II ait été obligé de dépenser un mark de plus pour l'entretien de ses armées, sans que les soldats allemands aient eu à tirer un seul coup de fusil.

Les cinq corps d'armée destinés à contenir les Russes, dont le grand état-major de Berlin recouvre ainsi la libre disposition, peuvent donc être employés en toute sécurité contre la France pour produire ce choc colossal du début de la prochaine guerre sur lequel on compte à Berlin pour briser par quelques coups rapides et formidables toute velléité de résistance chez les impressionnables Français.

A l'égard de la France, la situation nouvelle de l'Allemagne a été fortement soulignée par tout ce que Guillaume II a pu se permettre avec le gouvernement de Paris, lors de la crise du Maroc, notamment quand il exigea le renvoi de M. Delcassé (juin 1905). En cette circonstance d'ailleurs, Guillaume II s'est trompé. Il avait pensé sans doute que la France, travaillée depuis dix ans comme par une très grave maladie interne (l'affaire Dreyfus), humiliée et inquiète de ses scandales militaires (affaire des fiches de délation, passage du général André et de M. Pelletan aux ministères de la défense nationale), désarmée moralement par la campagne antimilitariste de MM. Jaurès, Hervé, Buisson et consorts, céderait jusqu'au bout. La France, en effet, a faibli, a fait preuve d'une extrême modération ; mais finalement elle s'est ressaisie, M. Rouvier a tiré, comme ministre des affaires étrangères, le meilleur parti possible de la situation ; maintenant on ne peut plus douter que la crise marocaine a eu un effet profond et salutaire dans tout le pays français en ramenant l'attention sur le voisin de l'Est et en démontrant par le fait l'immense danger de céder aux illusions pacifistes.

Mais, si ce réveil de la conscience française mérite d'être souligné avec force, il n'en est pas moins vrai que l'Alle-

magne, disposant de moyens offensifs plus puissants qu'elle n'en a jamais eu depuis 1870, se dresse en armes devant la France au moment précis où celle-ci va appliquer le service de deux ans. Peut-être la nouvelle loi militaire pourrait-elle être applicable sans danger excessif, mais il faudrait alors qu'aucune ingérence politicienne ne puisse s'exercer dans la vie des soldats ou des officiers. Peut-on se bercer de l'illusion qu'il en sera ainsi? Il faut le dire et le répéter, la situation de la France est extrêmement périlleuse. Le parti militaire allemand ne l'ignore pas, et c'est pourquoi il pousse de toutes ses forces à la guerre, sans se préoccuper de l'opinion publique allemande. Il sait bien, en effet, que si les Allemands sont pacifiques individuellement, ils marcheraient, *dans l'état actuel des choses,* avec un ensemble parfait le jour où il plairait au chef, à l'empereur Guillaume II, de lancer le redoutable télégramme : « Mobilisez ! »

Dans de pareilles conditions, la tentation d'agir n'est-elle pas bien forte pour un chef de grand empire voulant signaler sa carrière par quelque coup d'éclat extraordinaire?

Donc, si l'on se représente en pensée tous ces bénéfices colossaux et certains que je viens d'exposer, l'on se convainc que l'Allemagne est sur le continent la seule et grande bénéficiaire de la guerre entre le tsar et le mikado. Alors, on comprend la suite et la logique vraiment merveilleuse de cette politique berlinoise qui, sous l'impulsion de M. de Bismarck, chercha à engager la Russie en Extrême-Orient, en 1880 déjà, lors de l'affaire de Kouldja, qui, après l'échec de cette tentative, ménagea avec le plus grand soin la possibilité d'un agrandissement russe vers le Pe-Tchi-li, et qui, finalement, par le double coup de maître de l'intervention des trois puissances à Tokyo en 1895 et de la mainmise sur Kiao-Tchéou en 1897, est parvenue à installer la Russie à Port-Arthur, c'est-à-dire à lier définitivement la partie dont devaient fatalement découler d'aussi formidables conséquences.

III

Mais pour que l'Allemagne puisse jouir aisément de la situation incomparable qui est la sienne, une condition indispensable fait défaut. Il eût fallu que la Russie victorieuse, renonçant à toute action principale en Europe, se concentrât en Asie. Alors Guillaume II aurait pu orienter les Russes contre l'Angleterre, qu'ils considéraient comme responsable de leur guerre sur le Japon. Une alliance russo-allemande eût été conclue, et on eût cherché à y faire entrer la France, grâce aux rapports étroits du gouvernement de Saint-Pétersbourg avec celui de Paris. La combinaison efficace que cherche Guillaume II contre l'Angleterre eût été ainsi possible. Mais la victoire russe s'étant transformée en désastre, ce qui paraît avoir été le rêve primitif de Guillaume II devient irréalisable, et, aujourd'hui, l'Angleterre travaille de son île, avec sa politique prévoyante, dotée des plus grands moyens, à refaire sur le continent l'équilibre des forces détruit par les défaites moscovites. Il en résulte que la rivalité anglo-allemande, née d'abord de la concurrence commerciale et maritine, se trouve maintenant portée, du fait des derniers événements, dans le domaine de la politique universelle, et ne paraît pas devoir en sortir avant qu'il soit longtemps.

Pour Guillaume II, qui veut sa très large part de l'empire de la mer et le proclame à toute occasion, le problème qui se pose consiste donc à mettre en échec la Grande-Bretagne; mais comment? Seul, il ne peut faire la guerre à l'Angleterre en laissant la France neutre et intacte menaçant son flanc pendant les hostilités et arbitre de la situation après la paix; agir ainsi serait d'une insigne impru-

dence que ne commettra jamais l'état-major de Berlin. Le professeur Schiemann, ami personnel du kaiser, a pris soin d'ailleurs de nous en avertir, lorsque, dans ses articles retentissants, il déclara qu'en cas de conflit de son pays avec l'Angleterre, la France devrait être l'alliée de l'Allemagne ou tout au moins son otage. Guillaume II doit donc de toute nécessité, ou bien créer contre l'Angleterre une coalition continentale dans laquelle la France jouerait un rôle très important et allierait intimement sa flotte à la flotte allemande, ou bien se débarrasser préalablement de la France en l'attaquant et en la réduisant par de grandes défaites à une complète impuissance. Mais, dans ce cas, l'Allemagne aurait contre elle l'Angleterre; elle perdrait avec certitude sa flotte, ses colonies, et son commerce extérieur, — qui lui est plus indispensable qu'une indemnité de guerre payée par la France ne lui serait avantageuse, — se trouverait anéanti dans le monde entier pendant de longues années.

La situation du chef de l'empire allemand est donc, en réalité, des plus délicates, puisque, tout en constatant les énormes avantages que lui procurent les défaites russes, on perçoit en même temps combien il serait périlleux pour le kaiser de chercher à tirer tout le parti que ces avantages comportent.

IV

Placé en présence de si redoutables alternatives, Guillaume II peut-il refuser de choisir et adopter une troisième ligne de conduite, c'est-à-dire suivre résolument et sincèrement une politique de paix? Une pareille attitude comporterait, *en se plaçant au point de vue des Hohenzollern,*

des risques presque aussi grands que ceux d'une guerre; car, pour Guillaume II, maintenir l'Allemagne en paix *c'est se condamner à voir se manifester aux yeux du monde étonné la crise profonde dont les éléments se préparent de l'autre côté du Rhin et qui tôt ou tard doit fatalement éclater.*

On sait à quel point l'état des finances de l'empire est inquiétant et cependant il va falloir créer de nouveaux et pénibles impôts pour faire face aux charges très lourdes des armements récemment décidés.

Quant à la situation économique et industrielle, elle est bien loin d'être ce qu'on s'imagine en France où on confond souvent l'activité commerciale des Allemands avec l'enrichissement de l'Allemagne, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Les Allemands sont des travailleurs merveilleux. Il faut leur rendre hommage, mais leur malheur veut qu'ils se trouvent placés dans des conditions défavorables auxquelles il n'est pas en leur pouvoir de rien modifier. Les industriels d'outre-Rhin fabriquent pour la plupart des articles de vente courante; ils se concurrencent entre eux si farouchement et sont concurrencés partout par les Américains avec tant de succès que les bénéfices nets susceptibles d'être réalisés sur ces produits ont diminué sans arrêt dans les dernières années et sont aujourd'hui des plus restreints. Or, les bénéfices nets que l'Allemagne réalise sur son commerce extérieur lui sont indispensables, et il faut que ces bénéfices soient considérables, car c'est avec le gain ainsi obtenu que l'Allemagne doit payer à l'étranger les deux milliards et demi environ de produits qui se consomment par l'usage (grains, bestiaux, bois, etc.), nécessaires à sa vie et que son sol est impuissant à lui donner. Il faut donc que l'Allemagne gagne chaque année de deux milliards à deux milliards et demi de francs sur son commerce extérieur avant d'avoir augmenté d'un pfennig son capital national. Or, en dépit de leur activité, les bénéfices des Allemands, —

je ne dis pas le chiffre de leurs affaires, — se sont restreints dans des proportions telles qu'il y a actuellement outre Rhin un grand nombre d'usines qui, pour ne pas fermer leurs portes, travaillent absolument sans bénéfice ou même à perte. Ce sont les chefs de ces entreprises qui verraient sans regret et même avec satisfaction éclater une guerre contre la France. A bout de souffle, manquant de capitaux, dans la tension d'esprit dans laquelle ils vivent, ils escomptent une victoire certaine, une grosse indemnité de guerre et un prestige tel que, malgré l'Angleterre, l'Allemagne encore une fois triomphante pourrait se réserver à elle seule les débouchés de France, d'Autriche-Hongrie, des Balkans et de l'empire ottoman, débouchés qui assureraient pour une période nouvelle la vie fructueuse de leurs établissements. Qu'on ne s'y trompe pas, ces industriels allemands, menacés dans leur situation, sont tout aussi dangereux pour la paix que les officiers du grand état-major de Berlin.

Quant à ceux-ci, avec leur conception nette des réalités, ils se rendent un compte très exact de la crise que subit l'armée allemande. Ils constatent avec évidence le divorce qui menace de s'opérer entre le soldat allemand, toujours discipliné sans doute, mais cependant infiniment plus accessible que jadis aux idées libérales ou social-démocratiques, et l'officier allemand, qui en est resté, lui, à la conception féodale et prussienne du meneur d'hommes sur le champ de bataille. Les grands chefs de l'armée allemande supputent les conséquences redoutables et la rapidité possible de cette crise morale latente, et ils estiment qu'alors que le mal est encore restreint, que pendant que la France se livre aux plus dangereuses expériences militaires, il convient de ne point laisser passer l'heure, et qu'à tout prix il faut faire jouer encore une fois la redoutable machine de guerre construite par eux avec une inlassable patience.

Cette conception,exacte au point de vue militaire prus-

sien et Hohenzollern, ne paraît pas juste au point de vue du peuple allemand. Les risques de la prochaine guerre européenne seront si grands, il y a place à tant d'inconnu, qu'il serait plus sage pour l'Allemagne de subir les conséquences de la force inéluctable des choses et de s'y résigner. Mais, j'y insiste, *c'est là sans doute le point de vue du peuple allemand; ce n'est pas celui du militaire, du fonctionnaire prussiens; c'est encore moins celui des Hohenzollern, qui ont toujours suivi leur politique avec une inflexible volonté.*

Guillaume II consentira-t-il à renoncer aux conceptions absolues de sa dynastie? Trouvera-t-il le moyen de les concilier, au moins en apparence, avec les nécessités modernes? On peut craindre que non. M. de Bülow a terminé son discours du 9 décembre 1905 en disant : « Je ne laisserai pas imposer le joug du socialisme au peuple allemand. » Cette phrase mémorable du porte-parole du kaiser n'indique-t-elle pas la volonté de Guillaume II de lutter contre le courant qui emporte les masses profondes de son peuple? Alors!

La situation de l'Allemagne après la guerre russo-japonaise est étrange. Son prestige et sa puissance se sont accrus dans des proportions colossales; mais, comme sa prépondérance excessive constitue un danger pour presque tous les États, si elle veut en tirer parti par la guerre, elle risque de se heurter à la plus spontanée et à la plus redoutable des coalitions.

Si l'Allemagne reste en paix pour une longue période, elle est destinée à perdre progressivement le prestige que les événements lui ont donné, à subir les effets de la crise financière, industrielle, militaire qui s'avance, et les Hohenzollern devront renoncer avant longtemps au maintien de leur pouvoir autoritaire.

CHAPITRE VI

L'ANGLETERRE

I. — L'Angleterre et l'Asie.

Le traité anglo-japonais du 12 août 1905. — Sa portée. — Les réserves que suggère au point de vue anglais la situation nouvelle de l'Extrême-Orient.

Les Russes ont-ils constitué et constituent-ils une menace pour les Indes? — Hypothèse d'une marche des Russes sur l'Indus. — Étude détaillée des quatre campagnes jugées nécessaires dans ce cas par un officier russe.

Question du Thibet. — Sa signification passée. — Sa portée actuelle.

Question de Perse. — Situation respective des Russes et des Anglais. — L'avenir probable.

Question du golfe Persique. — Les Anglais et le chemin de fer de Bagdad. — Rivalité ou entente avec l'Allemagne.

II. — L'Angleterre et l'Europe.

En face de l'Allemagne. — La nécessité pousse l'Angleterre à endiguer la puissance de l'Empire allemand.

L'entente avec la France. — Les nouveaux sentiments britanniques pour les Français sont-ils sincères? — Les libéraux peuvent-ils modifier sensiblement le courant de l'opinion anglaise. — Situation de l'Angleterre par rapport à la France.

Le rapprochement avec la Russie. — Comment, admis en principe, il est retardé par les événements. — Les avantages qu'il comporterait. — De Londres à Calcutta par l'Afghanistan.

Les suites de la guerre russo-japonaise sont pour la Grande-Bretagne entièrement différentes, selon qu'on considère l'Europe ou l'Asie.

I

En Asie, la situation de l'Angleterre est maintenant aussi nette que possible. Le traité d'alliance passé avec le Japon le 12 août 1905 lui donne toute satisfaction ; il cris-

tallise pour une période déterminée l'état de choses nouveau, non plus seulement en Extrême-Orient, mais dans l'Asie toute entière. En voici le texte :

Préambule. — Les gouvernements de la Grande-Bretagne et du Japon, désireux de remplacer l'accord conclu entre eux, le 30 janvier 1902, par de nouvelles stipulations, ont accepté, d'un commun accord, les articles suivants, qui ont pour but :

a) Le raffermissement *(consolidation)* et le maintien de la paix générale dans les régions de l'Asie orientale et des Indes;

b) Le maintien des intérêts communs de toutes les puissances en Chine, en assurant l'indépendance et l'intégrité de l'empire chinois et le principe de l'intégrité *(equal opportunities)* pour le commerce et pour l'industrie de toutes les nations en Chine;

c) Le maintien des droits territoriaux des hautes parties contractantes dans les régions de l'Asie orientale et des Indes, et la défense de leurs intérêts spéciaux dans lesdites régions.

Article premier. — Il est convenu que, toutes les fois que la Grande-Bretagne ou le Japon croiront voir les intérêts plus haut cités en danger, les deux gouvernements s'en feront part en toute franchise et étudieront, d'un commun accord, les mesures à prendre pour sauvegarder lesdits intérêts.

Art. 2. — Si, par suite d'une attaque ou d'une agression quelconques, une des hautes parties contractantes se trouvait en état de guerre pour la défense de ses intérêts territoriaux ou d'un des intérêts spéciaux mentionnés dans le préambule ci-dessus, l'autre partie contractante se portera immédiatement au secours de son alliée au titre de belligérante, et ne signera la paix que d'un commun accord avec elle.

Art. 3. — Le Japon ayant en Corée des intérêts prépondérants aux points de vue politique, militaire et économique, la Grande-Bretagne lui reconnaît le droit de prendre telles dispositions de contrôle, de protection ou de direction qu'il jugera convenable de prendre pour sauvegarder ses intérêts dans la mesure où lesdites dispositions ne seront pas contraires au principe des facilités égales pour le commerce et l'industrie de toutes les nations.

Art. 4. — La Grande-Bretagne ayant des intérêts tout particuliers sur toute la frontière des Indes, le Japon lui reconnaît le droit de prendre dans les environs de cette frontière telles mesures qu'elle jugera nécessaires pour la protection de ses possessions dans l'Inde.

Art. 5. — Ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes ne conclura, sans consulter l'autre partie contractante, avec une autre puissance quelconque, des arrangements indépendants préjudiciables aux buts qu'expose le préambule de cet accord.

Art. 6. — En ce qui concerne la guerre actuelle entre le Japon et la Russie, la Grande-Bretagne continuera de maintenir une stricte neutralité, à moins qu'une autre puissance quelconque ou d'autres puissances quelconques ne prennent part à des hostilités contre le Japon. Dans ce cas, la Grande-Bretagne viendra en aide au Japon, conduira la guerre de concert avec le Japon et fera la paix d'un commun accord avec le Japon.

Art. 7. — Les conditions auxquelles l'une des deux puissances devra accorder à l'autre des secours militaires dans les circonstances auxquelles il est fait allusion dans cet accord, ainsi que les moyens par lesquels les secours devront être rendus disponibles, seront réglés par les autorités navales et militaires des parties contractantes, qui se consulteront de temps en temps l'une l'autre, pleinement et librement, au sujet de toutes les questions ayant un intérêt commun.

Art. 8. — Compte étant tenu des termes de l'article 6, l'accord actuel doit entrer en vigueur immédiatement après la date de sa signature et demeurera en vigueur *pendant une période de dix ans,* à partir de cette date. Dans le cas où ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'aurait signalé, douze mois avant l'expiration desdites dix années, l'intention de le terminer, l'accord doit demeurer en vigueur jusqu'à expiration d'un an, à partir du jour où l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes l'aura dénoncé. Cependant, dans le cas où, au moment où la date fixée pour l'expiration sera arrivée, l'un ou l'autre des alliés sera en train de faire la guerre, l'alliance sera maintenue *ipso facto* jusqu'à conclusion de la paix.

En foi de quoi les soussignés, autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé cet accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Londres, le douzième jour d'août 1905.

Lansdowne,

Principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères.

Tadasu Hayashi,

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'empereur du Japon près la cour de Saint-James.

La situation brillante créée à l'Angleterre par ce traité comporte toutefois quelques réserves. Était-il bon, au point de vue anglais, de faire appel au concours des soldats du mikado pour défendre les Indes? Aux yeux des peuples jaunes de l'Asie, le concours ainsi demandé ne passera-t-il pas pour un aveu d'impuissance de la Grande-Bretagne à se défendre elle-même? On va voir plus loin, d'ailleurs, que cette précaution était entièrement superflue.

On peut encore se demander si, en Extrême-Orient, les Anglais ne subiront pas dans le domaine commercial les conséquences désastreuses de la concurrence de leurs alliés les Japonais, et surtout des Chinois, dont l'essor économique doit être escompté comme une des conséquences probables du nouvel état des choses en Extrême-Orient. Enfin, l'immigration des Nippons en colonies britanniques, au Canada et en Australie, ne peut plus moralement être empêchée, et ces colonies protesteront certainement avec énergie, car elles ont les mêmes raisons que les États-Unis de s'opposer à l'invasion des travailleurs jaunes. Mais, ces réserves faites, constatons que la situation de l'Angleterre en Asie est pour longtemps fortement assurée. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner l'état des principaux problèmes qui étaient un objet de préoccupation spéciale pour le gouvernement de Londres, il y a seulement deux années : questions des Indes, du Thibet, de Perse et du golfe Persique.

J'examinerai avec un soin tout particulier le point de savoir si un conflit est encore possible entre l'Angleterre et la Russie à propos des Indes. Voilà longtemps qu'on nous annonce la lutte fatale de l'éléphant russe et de la baleine britannique. D'innombrables combinaisons politiques ont été échafaudées sur cette hypothèse. Or, comme, selon moi, la notion qu'on a eue jusqu'à présent du danger russe pour les Indes est très excessive, il y a un intérêt de premier ordre, pour la compréhension de la politique générale

actuelle, à réduire la valeur de cette notion à ses proportions exactes.

QUESTION DES INDES.

J'ai exposé plus haut (1) comment, dans les derniers mois qui précédèrent la guerre, ce furent les partisans de lord Curzon qui, plutôt que le gouvernement de Londres, excitèrent les Japonais à ouvrir les hostilités contre la Russie.

Cette action spécialement ardente des Anglo-Indiens, des « curzoniens », a eu pour raison déterminante la crainte d'une invasion des Indes par les Russes, crainte qui a grandi sans cesse depuis une vingtaine d'années.

Cette croyance était-elle fondée? Oui, car, en Russie, dans les milieux civils aussi bien que dans les milieux militaires, on ne s'est pas fait faute de constamment affirmer que la politique du tsar n'avait pas seulement pour but l'occupation de l'Asie centrale, mais que son objectif final était les Indes. La presse d'Occident contribua à maintes reprises à affermir cette croyance. Or, les rapports de l'Angleterre et de la Russie, surtout en ce qui concerne les Indes, — la grosse pierre d'achoppement jusqu'à présent entre Londres et Saint-Pétersbourg, — ne vont-ils point certainement subir des modifications profondes du fait de la situation nouvelle?

La dernière étape de mon voyage autour du monde va m'aider sans doute dans l'exposé de ce point de vue.

Aux Indes, j'ai pu causer avec des Anglais et des Russes dont les renseignements éprouvés m'ont mené à des conclusions d'ensemble très différentes de celles que j'attendais de mon enquête.

Pour rester clair et vivant, l'exposé que j'entreprends ici doit comprendre un développement méthodique. Il faut d'abord connaître quelles sont les origines et les phases

(1) V. p. 154.

historiques des contacts et, par conséquent, de l'hostilité anglo-russe en Asie centrale. On arrivera ainsi à percevoir avec netteté la nature des États-tampons qui séparent encore la Russie et l'Angleterre et les moyens militaires d'attaque et de défense dont ces deux pays disposent l'un contre l'autre au nord des Indes. En étudiant ensuite, d'après un officier russe, quel pourrait être théoriquement le développement d'une expédition menée par les soldats du tsar contre les positions britanniques, nous concevrons assez aisément quelles eussent pu être, avant la guerre russo-japonaise, les chances de succès d'une pareille entreprise. Nous plaçant ensuite au point actuel, c'est-à-dire après la malheureuse campagne de Mandchourie, nous supputerons à nouveau les chances d'un conflit anglo-russe au sujet des Indes.

La terreur des Anglais d'une invasion des Indes par les Russes résulte, comme on sait, de l'extension continue du pouvoir des tsars sur la mer Caspienne, sur certaines provinces de la Perse, sur l'Asie centrale, ainsi que des progrès de l'influence russe à Téhéran.

C'est à l'époque où les Anglais consolidaient leur établissement dans l'Hindoustan que les souverains moscovites commencèrent leur marche vers le sud.

En 1715, Pierre le Grand installa près de la cour de Perse, à Ispahan, le colonel Walinski. Ce fut la première de ces missions semi-militaires et semi-politiques dont la diplomatie russe devait se servir en Asie avec tant de succès.

Deux ans plus tard, le réformateur russe donna au prince Tcherkasky l'ordre d'explorer la région au sud de Khiva, mais le khan de cette ville détruisit l'ambassade.

En 1723, la Russie fit signer à la Perse un traité cédant au tsar les provinces persanes du littoral de la Caspienne.

Ce traité, il est vrai, ne fut jamais appliqué. A la mort

de Pierre Ier, en 1725, Nadir-Kuli-Khan eut peu de difficulté à rétablir l'autorité persane dans ces provinces. Enfin, par le traité de Resht, en 1732, et par celui de Gandja, en 1735, la Russie rendit formellement ces territoires à la Perse.

Pendant cinquante années, les Russes ne firent plus un pas en avant, puis Catherine II reprit l'œuvre commencée.

Elle rendit, en 1746, un décret abolissant le commerce britannique sur la mer Caspienne, et, par contre-coup, les dernières factoreries anglaises au nord de la Perse durent être abandonnées en 1749.

En 1783, l'impératrice russe étendit sa protection sur les Géorgiens du Caucase qui, malgré cette mesure, eurent à subir encore la persécution des monarques persans.

En 1791, Catherine II voulut faire marcher des troupes sur l'Inde par Orenbourg, Boukhara et Caboul. Cette expédition devait commencer en 1796, en même temps qu'une autre destinée à venger les Géorgiens ; mais sa mort et l'accession au trône de Paul Ier sauvèrent Téhéran.

En 1800, Bonaparte, Premier Consul, proposa au nouveau souverain russe une expédition franco-russe contre les Anglais des Indes. Ce projet échoua quant à la coopération française, en raison des difficultés que Bonaparte eut à résoudre sur le continent, mais Paul Ier mit en marche, le 27 juin 1801, vingt-deux mille cinq cents cosaques du Don sous les ordres du général de cavalerie Orlof. Celui-ci était parvenu un peu au delà d'Orenbourg quand il reçut, le 25 mars 1802, la nouvelle de l'avènement au trône d'Alexandre Ier et l'ordre de revenir en arrière.

Du côté britannique, on prenait d'ailleurs des précautions. En 1801, lord Wellesley, alors gouverneur général de l'Inde, envoya le capitaine Malcolm en Perse, et, en janvier 1802, un traité d'alliance défensive fut conclu avec Fath Ali Shah.

Quant à Napoléon, ses prodigieuses occupations euro-

péennes ne parvenaient pas à détourner sa pensée de l'Asie. En 1807, il envoya à Téhéran le général Gardanne comme agent politique et militaire. Mais le traité de Tilsit refroidit l'ardeur que le monarque persan avait témoignée un instant pour une alliance avec la France.

Dans une lettre à l'empereur de Russie du 2 février 1808, Napoléon revint à son projet d'expédition franco-russe. Le tsar répondit en acquiesçant à ses vues, puis la rupture entre les souverains russe et français empêcha leur vaste plan d'aboutir.

Les Anglais, toutefois, se sentant de plus en plus menacés, entreprirent avec énergie leur travail de préservation.

Le 15 mars 1809, sir Harford Jones signa, avec le Shah Fath Ali, un traité par lequel celui-ci annulait tous les traités antérieurs conclus avec les autres puissances européennes et promettait de s'opposer à la marche d'une armée européenne vers les Indes, moyennant des secours que devaient lui fournir les Anglais. Ce traité, approuvé par lord Minto, gouverneur général des Indes, ne fut pas ratifié à Londres.

Sur ces entrefaites, Alexandre I[er] reprit la tâche abandonnée par son prédécesseur. Le traité de Gulistan en octobre 1813 donna à la Russie les provinces de Géorgie, de Mingrélie, de Chirvan, de Karabagh, de Talich et du Daghestan.

Pendant cette période, une rivalité intense, entre les agents anglais du gouvernement des Indes à Ispahan et ceux envoyés de Londres, neutralisait l'influence britannique. Ce n'est qu'après des péripéties nombreuses, que l'accord anglo-persan, esquissé en 1809 et ensuite plusieurs fois modifié, fut définitivement approuvé à Londres le 25 novembre 1814.

Durant ces laborieuses négociations, la nouvelle frontière établie au sud du Caucase par la Russie fut le théâtre de

difficultés sans nombre. Un nouveau traité, celui de Turkman-Chaï, fut imposé le 28 février 1828 à la Perse, qui céda à la Russie les provinces d'Érivan et de Nakshivan.

En manière de compensation, la diplomatie russe encouragea Fath Ali Shah à chercher en Afghanistan des territoires équivalents à ceux qu'il avait été forcé d'abandonner sur sa frontière du nord.

Le siège infructueux de Hérat en 1838, par une armée persane, fut la conséquence de ces excitations.

Cette même année, les Russes occupèrent l'île Ashurada, dans la baie d'Astrabad, sur la mer Caspienne.

En 1854, Platon Tchikhatchef, dans un ouvrage présenté au ministre de la guerre, général Soukhozenet, essaya de démontrer la possibilité d'une entreprise russe sur les Indes. En 1855, le général Krouleff revint au plan déjà esquissé en 1800. Le moment paraissait propice, car les Persans tentaient de nouveau la fortune contre l'Afghanistan. Cette fois-ci, en octobre 1856, Hérat fut pris, mais une expédition britannique, sous les ordres de sir James Outram, vint en manière de protestation occuper Bouchir et Mohammerah sur le golfe Persique.

La guerre de Crimée suspendit forcément le cours des visées russes sur l'Inde centrale. Celles-ci furent d'ailleurs reprises aussitôt après la signature du traité de Paris (1856), quoique le 25 mars 1857, grâce aux bons offices de Napoléon III, un traité de paix eût été signé à Paris, par lequel la Perse renonçait à tous ses droits de souveraineté ou d'intervention en Afghanistan.

Enfin, s'ouvrit pour les Russes l'ère des réalisations en Asie centrale.

En 1865, Tachkent est pris. En 1868, les troupes du tsar s'installent à Samarkand. Un décret du Conseil d'État de l'empire à Saint-Pétersbourg, en date du 24 novembre 1869, réserve aux seules compagnies russes la navigation de la mer Caspienne.



L'AVANCE DES RUSSES VERS LES INDES

En 1869, les Russes établissent une station militaire à Krosnovodsk et une station navale dans l'île d'Ashurada; une convention avec la Perse désigne la rivière Atrek comme la frontière entre les deux pays.

En 1873, Khiva est soumis, et en 1876 le khanat de Kokan reconnaît la souveraineté du tsar. Cette même année, Skobeleff, alors gouverneur du Ferghana, dresse un plan approfondi de l'invasion de l'Inde « sous la bannière du sang et de l'incendie », puis la guerre avec la Turquie (1877-1878) vient une fois de plus en empêcher l'application. Mais, aussitôt après le congrès de Berlin, les Russes reprennent leur pénétration vers le sud. Ils s'installent à Tchardjoui, sur l'Amou-Daria (1878). La conclusion du traité de Berlin arrêta d'autres mouvements de troupes préparés dans la même direction.

Cependant les Russes continuèrent à progresser. En 1880, Skobeleff annexa Akhal-Tekké. En 1881, une nouvelle convention définit d'une façon plus précise la frontière russo-persane, à l'est de la Caspienne.

Merv fut occupé en 1884. Les Anglais en éprouvèrent une émotion considérable qu'ils surent faire partager à Abdurrahman, émir de l'Afghanistan, qui, pour conserver sa frontière stratégique, envoya des soldats à Pende. Les Russes qui considéraient ce point comme leur appartenant, livrèrent combat aux Afghans et les repoussèrent le 18 mars 1885. Cette même année, les Russes s'installèrent à Kouchk, point situé à environ 110 kilomètres de Hérat.

L'occupation militaire des régions transcaspiennes et l'annexion des khanats et de Merv donna à la Russie une frontière de plusieurs centaines de kilomètres, limitrophe de la Perse et de l'Afghanistan. La contruction, menée à bien par le général Annenkoff, du chemin de fer d'Asie centrale partant de Krasnovodsk, augmenta enfin dans d'énormes proportions la valeur des positions stratégiques prises par la Russie.

En somme, malgré ses efforts continus et persévérants, l'empire des tsars ne touche encore en aucun point les possessions britanniques.

Entre la Russie de l'Asie centrale et l'Inde anglaise s'étend une large zone qui semble comme un vaste champ clos préparé pour le choc des deux adversaires.

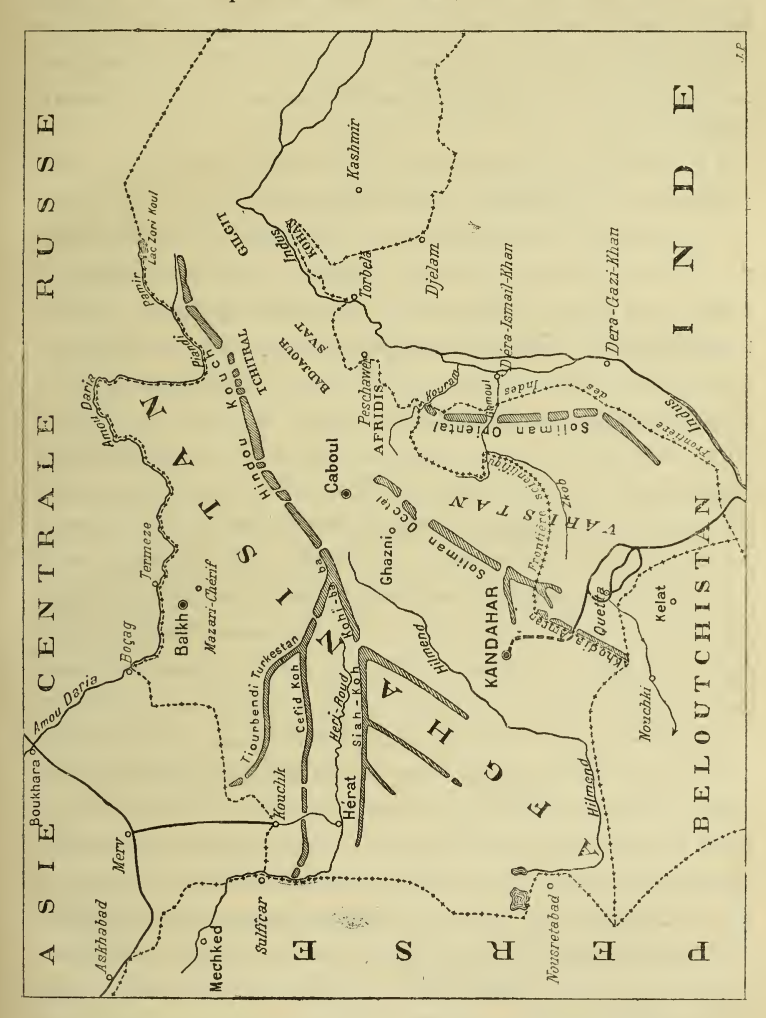
La puissance russe ne franchit pas la frontière qui, partant à l'est du territoire chinois, passe au lac Zori-Koul, suit l'Amou-Daria jusqu'à Bocag, est ensuite indiquée par une ligne de bornes jusqu'à Kouchk, de là se tourne au nord-ouest vers le cours du Heri-Roud et se joint à lui à l'entrée nord du passage de Sulficar, où elle atteint la Perse.

Au sud de cette frontière russe se trouvent de vastes régions indépendantes en fait, comme administration intérieure, mais sur lesquelles l'Angleterre a su étendre plus ou moins des formes variées de protectorat britannique. C'est ainsi que l'Angleterre domine le Béloutchistan grâce à des traités avantageux passés avec le khan de ce pays et exerce de l'influence sur l'Afghanistan dont l'émir, à plusieurs reprises, a solennellement reconnu son alliance avec la Grande-Bretagne.

Il est résulté de cette situation spéciale que l'Angleterre possède en réalité, au nord des Indes, deux frontières qu'il faut soigneusement distinguer. L'une, résultant des traités, est la frontière précise ou légale, peut-on dire ; l'autre, plus élastique, est dite « frontière scientifique ». En fait, elle a pour objet de permettre aux Anglais de prendre des mesures militaires contre une attaque russe au nord de la frontière légale, c'est-à-dire sur une certaine fraction du territoire même des États tampons.

La véritable frontière des Indes résultant des traités commence au cap Monze et, se dirigeant vers le nord, s'élève le long de la rivière Pab, suit la chaîne du Khirtar ; ensuite, s'infléchissant vers le nord-est, coupe le désert de

Katchi ; plus loin, elle va vers le nord, le long du pied des monts Soliman, parallèle à l'Indus, à une distance de 30 à



LES ÉTATS TAMPONS ENTRE LA RUSSIE ET LES INDES

70 verstes de ce dernier. Traversant la rivière de Caboul, la ligne frontière se retourne progressivement vers l'est, contournant au pied des hauteurs la plaine de Peshawer,

coupe l'Indus à Torbela et enfin reprend la direction nord, atteint le sommet de la vallée de Kohan au sein de l'Himalaya, revient vers le sud jusqu'à son point d'intersection avec le Djélam. Se retournant à l'est à partir de ce point, elle suit au delà approximativement le pied des monts Himalaya (1).

La frontière scientifique est le résultat des habiles efforts de lord Dufferin et de sir Durand.

« La partie de la frontière scientifique nord-ouest au nord de Caboul n'est pas encore définie exactement, mais en 1893, lors de la visite de sir Durand à Caboul, Abdurrahman promit formellement de s'abstenir de toute intervention dans les affaires du Tchitral, du Badjaour, du Svat et de la région des Afridis; il consentit au tracé de la ligne frontière entre les provinces afghanes et les régions sur lesquelles le gouvernement des Indes avait l'intention d'étendre son influence, notamment : la vallée du Kouram, le Vaziristan, le Gomoul et le Zkob. Actuellement, cette frontière se détache de la limite administrative auprès de la ville de Tali, descend ensuite le Kouram jusqu'au village de Sirvan, puis va vers le sud-ouest, coupe le Totchi près de Matchagoune, de là se dirige au sud vers les sources du Doua-Goumal, le long de cette rivière, par Sarmelan et par les vallées du Goumal et du Zkob, approximativement jusqu'au village de Talhan-Khout; ensuite la frontière se retourne à l'ouest vers la rivière Kadanaï et la suit jusqu'à la chaîne du Khodja-Amran, le long de laquelle elle se dirige vers le sud à peu près au mont de Nouchki; de ce dernier point, elle s'infléchit à l'est vers la station de Darvaz du Shind-Pishin-Railway, d'où elle s'étend au sud-est parallèlement à ce chemin de fer et rejoint l'ancienne frontière près de Djakobabad (2). »

On remarquera que, par suite de l'établissement de cette

(1) V. Lebedef, *Vers l'Inde*, p. 34. — Chapelot, Paris, 1900.
(2) *Op. cit.*, p. 35.

frontière « scientifique », les Anglais ont les monts Soliman non plus devant eux, mais dans le dos. La défense de l'Inde serait ainsi grandement facilitée; elle exigerait moins de fortifications et de troupes, tandis que les Russes auraient, au contraire, à forcer maints passages que l'existence de la seule frontière non scientifique leur eût permis de franchir sans opposition. La frontière « scientifique » permet encore aux Anglais de répondre à l'occupation de Hérat par les Russes par une occupation presque aussi rapide de Kandahar, Ghazni et Caboul.

Au nord du territoire des États tampons, les Russes ont préparé leurs moyens d'attaque éventuelle, tandis qu'au sud, les Anglais ont accumulé les instruments de défense.

Du côté russe, on trouve d'abord un système de deux voies ferrées.

La première est la ligne de Krasnovodsk-Askhabad-Merv-Boukhara-Samarkand-Tachkent, couramment appelée « le Transcaspien ». Elle a pour objet de transporter les troupes venant soit du Caucase par Bakou; soit de la Russie orientale par le Volga, Astrakan et la mer Caspienne; soit des garnisons de l'Asie centrale (Boukhara-Samarkand-Tachkent). Un tronçon livré à l'exploitation le 16 décembre 1898 part de Merv pour aboutir à Kouchk, sur la frontière afghane, point de départ nécessaire de toute offensive russe.

Le rendement militaire de ce chemin de fer entre Krasnovodsk et Kouchk est limité par la rareté de l'eau dans la région traversée spécialement entre Krasnovodsk et Askhabad et ensuite par l'insuffisance du matériel roulant.

Quoi qu'il en soit, on peut estimer à quatre trains par jour les envois susceptibles d'être faits de Krasnovodsk dans la direction de Merv. C'est-à-dire en un mois cent vingt trains, ce qui correspond à une centaine de mille hommes ou deux corps d'armée complètement pourvus de leur matériel de campagne.

Le second chemin de fer du système russe est celui

d'Orenbourg à Tachkent, qui vient d'être terminé après avoir offert certaines difficultés d'exécution. Le tracé primitif en effet, a été reconnu impraticable sur une distance, de vingt à trente kilomètres, par suite d'un lac qui s'est formé dans le district de la mer d'Aral. Il y a donc eu lieu à réfection de la ligne et à un allongement de 120 kilomètres environ.

Cette voie ferrée tire sa grande importance militaire de ce qu'elle met les garnisons de la Russie d'Europe en communication terrestre directe vers le nord de l'Afghanistan (1) évitant ainsi les transbordements de la Caspienne.

Quant aux forces entretenues par les Russes en Asie centrale, on estime qu'avant la guerre avec le Japon, le général Ivanoff, commandant du Turkestan, avait sous ses ordres, en comptant plutôt largement, environ cinquante mille hommes. Qu'est devenu ce chiffre en raison des hostilités en Mandchourie? La supposition la plus favorable est d'admettre que, conformément aux affirmations officielles, les forces russes en Asie centrale n'ont pas été touchées.

Du côté anglais, nous allons constater l'existence d'un système défensif très étendu, capable de permettre d'appliquer l'une ou l'autre des deux grandes théories sur la manière de défendre l'Inde entre lesquelles se partagent les spécialistes britanniques.

Pour les uns, il vaut mieux se défendre sur l'Indus plutôt

(1) Il existe enfin un projet de ligne à construire de Samarkand à Termeze. L'exécution de cette voie est plus que douteuse, en raison des grandes difficultés que présenterait sa construction dans plus de 300 verstes d'une région montagneuse.

Si toutefois ce travail arrivait à être réalisé, la nouvelle ligne atteindrait l'Amou-Daria à Termeze, ayant en Afghanistan Mazari-Chérif comme objectif.

Un tracé plus exécutable permettrait de parvenir au même but. La voie ferrée partirait alors de Tchardjoui, sur la ligne Merv-Boukhara, et remonterait ensuite la rive droite de l'Amou-Daria jusqu'à Termeze. Mais, dans ce cas, le développement des rails serait d'environ 400 verstes.

que de s'aventurer loin des réserves et des ressources dans un pays difficile et hostile comme l'Afghanistan.

Les autres préfèrent une défense *active* loin et au nord de l'Inde, avec occupation de postes extérieurs dans l'Afghanistan et sur l'Hindou-Kouch (1).

Les partisans de la première théorie soutiennent que la frontière nord-ouest présente une ligne de défense très forte avec l'Indus et les excellentes conditions topographiques de la région entre ce fleuve et la ligne Caboul-Ghazni-Kandahar. En outre, ajoute-t-on, ce système, n'exigeant pas l'organisation de grands transports, ménagerait mieux les ressources des populations de l'Inde.

Lord Roberts, dans son livre, *En arrière ou en avant*, se montre partisan de cette théorie. Après avoir soutenu que l'Indus est la limite naturelle des sphères d'influence anglaise et russe, il propose de se retirer derrière l'Indus, d'abandonner le Béloutchistan jusqu'à Currachée et Djelalabad; même de laisser les Russes annexer Peshawer, Dera-Ismaïl-Khan, Dera-Gazi-Khan.

De cette avance moscovite, lord Roberts ne serait pas ému, car, déclare-t-il, elle n'aurait lieu qu'au prix d'une extension si considérable des communications de l'armée russe que celle-ci serait affaiblie au point de ne plus pouvoir aller au-delà de l'Indus.

Les partisans de la défense en Afghanistan répondent : « Si nous abandonnons cette région aux Russes, ils s'y affermiront, prolongeront la voie ferrée le long de l'Hindou-Kouch et de l'Hilmend, vaincront les difficultés de la montagne. Ayant, en outre, le Soliman pour masquer leurs mouvements, ils déboucheront sur l'Indus par les défilés de leur choix. Dans ce cas encore, la forte position anglaise de Pishin pourrait être facilement tournée, donc rendue inutile. Enfin, le prestige moral serait pour les Russes. »

(1) V. Lebedev, *op. cit.*, p. 115.

Cette théorie, dont le général Mac Grégor est le principal soutien, semble celle qui paraît devoir triompher.

On peut, en tous cas, compter qu'à une occupation russe de Hérat, répondrait aussitôt une occupation anglaise de Caboul-Ghazni-Kandahar, c'est-à-dire, en somme, une application moyenne de la théorie de la défense active.

Les chemins de fer anglais sont certainement organisés dans ce but.

De même que les Russes ont préparé à Kouchk tout le matériel destiné à marcher sur Hérat, de même les Anglais ont accumulé à New-Chaman, leur station terminus, tous les moyens de marcher sur Kandahar.

Le matériel de chemin de fer destiné à joindre New-Chaman à cette ville est à pied d'œuvre; il n'a plus qu'à être utilisé. La seule difficulté technique que présenterait cette voie est déjà vaincue depuis plusieurs années. Elle consistait dans le percement d'un tunnel long de 2 milles à peu près dans une hauteur se trouvant non loin de New-Chaman.

La distance à munir de rails pour parvenir jusqu'à Kandahar est d'environ 80 milles anglais. Tout étant prêt (1), le travail pourrait donc être exécuté très rapidement, car il ne s'agit, en somme, que d'un chemin de fer à voie étroite. Avec des troupes de chemin de fer expérimentées, on estime que les travaux indispensables à la circulation des trains militaires pourraient être exécutés dans un délai variant de deux à trois mois.

A la fois pour des raisons économiques et militaires, les Anglais commencent à diriger vers la Perse un chemin de fer qu'ils construisent dans le Béloutchistan du Nord et qui, pour le moment, doit aboutir à la ville persane de Nousretabad, la capitale du Seistan.

(1) On prétend même que les Anglais ont prévu jusqu'aux moindres détails, même jusqu'aux écriteaux portant le nom des stations à établir entre New-Chaman et Kandahar.

La tête de ligne est Quetta. La voie ferrée entre ensuite dans le Béloutchistan, laisse Kélat sur la gauche, passe à Nouchki, puis, ayant atteint la frontière persane, doit se rabattre sur le nord pour atteindre Nousretabad.

Les difficultés techniques existent surtout entre Quetta et Nouchki; elles consistent dans le percement de quatre ou cinq tunnels dont le plus grand, nommé par les Anglais Nishgia, vient d'être terminé.

De Nouchki à Nousretabad, le tracé doit traverser des lacs salés desséchés en temps ordinaires, mais qui, se remplissant d'eau temporairement, obligent à prévoir de grands ouvrages d'art, notamment un viaduc de plus de 10 kilomètres entre Nousretabad et Nouchki. Cet obstacle des lacs salés est même si grave qu'on peut penser que, tout d'abord, les Anglais abandonneront Nousretabad comme objectif pour se diriger en droite ligne sur Kirman.

De plus, les Anglais *projettent* une nouvelle ligne à *voie normale* joignant Harnaï, par Hindubag et Fort-Sandaman, à Dera-Ismaïl-Khan, par la vallée de Zkob.

Ce travail aurait pour objet de faciliter grandement le soutien et le ravitaillement de Quetta. Actuellement, cette place n'est, en effet, desservie que par des chemins de fer à voie réduite et de tracés détournés.

Quant aux forces militaires de l'empire anglo-indien, elles se composent de quatre éléments :

1° Les troupes européennes;

2° Les troupes indigènes régulières et sédentaires;

3° Les troupes des princes indigènes, composées soit de troupes au service impérial ou de contingents auxiliaires et de troupes particulières;

4° Les volontaires.

Les troupes européennes se montent à peu près à 70 ou 80.000 hommes, soit environ la moitié du nombre total des Anglais résidant sur le sol de l'Inde.

L'organisation des troupes indigènes régulières par les An-

glais a pour base « une complète désunion, dans les cadres inférieurs, des intérêts politiques, nationaux, religieux et de la vie commune ». Le système des castes innombrables, en supprimant les centres de concentration nationale, ont aidé puissamment à l'application de cette formule.

En ce qui concerne les troupes des princes indigènes, on estime qu'elles pourraient pratiquement donner 100.000 soldats mal armés, mal disciplinés et mal commandés. Seule, la fraction dite *Imperial service troops* (16.000 hommes environ) présente quelque valeur, car, si ces troupes sont entretenues par les princes indigènes et dépendent d'eux, elles sont mises au service de l'empereur des Indes et inspectées par des officiers anglais.

Nous arrivons enfin aux volontaires composés d'Anglais et surtout de Parsis. Ce sont des hommes ayant fait pendant trente jours seulement des exercices anodins. Ils ne peuvent pas être considérés comme ayant une valeur militaire vraiment sérieuse et ils ne semblent guère bons qu'à la garde des voies ferrées. Encore leur nombre, 20.000 à peu près, serait-il très insuffisant pour l'énorme développement de rails qu'ils auraient à surveiller.

L'armée des Indes présente quelques particularités qu'il faut signaler.

L'unité tactique et administrative de l'armée anglo-indienne est, pour l'infanterie de 29 officiers et 948 hommes. par bataillon (1).

Dans la cavalerie, le régiment a 29 officiers et 602 hommes.

Dans l'artillerie, la batterie ou compagnie compte 5 officiers et 157 hommes (2).

Les troupes indigènes ou anglaises ont la même composition numérique sur le pied de guerre que sur le pied de paix. Aux Indes, le mot « mobilisation » n'a pas, en effet, la même signification qu'en Europe. Là-bas, la mobilisa-

(1) Bataillon, ici, veut dire régiment.
(2) V. Lebedev, *op. cit.*, p. 45.

tion n'a pas pour objet d'accroître le nombre d'une troupe, mais de munir cette troupe de ses moyens de transport.

Considérée dans son ensemble, l'armée anglo-indienne comprend deux tiers d'indigènes et un tiers d'Anglais.

Dans une guerre avec la Russie, l'armée des Indes devrait forcément se subdiviser en deux fractions : l'une, dite l'armée de garnison, serait destinée à contenir le pays où vivent 300 millions d'habitants. On estime que cette armée ne saurait être inférieure à 150.000 hommes. Encore ce chiffre ne donnerait-il qu'un soldat pour 2.000 habitants, ou encore un soldat vraiment anglais pour 6.000 habitants.

Quant à l'armée d'opérations, une étude fort bien faite et publiée par le *Pioneer* d'Allahabad (1) a établi que la Grande-Bretagne ne peut disposer aux Indes, comme *armée de campagne*, que de 160.000 hommes, dont 90.000 au moins de troupes indigènes. La valeur de cette armée est difficile à apprécier. Certes, les soldats hindous sont fort décoratifs ; ils ont extérieurement très belle allure; mais les officiers européens qui les ont vus en 1900 en Chine en ont conservé un assez médiocre souvenir.

Cet organisme militaire a subi dans les dernières années l'action personnelle extrêmement marquée de lord Kitchener. Grand travailleur, celui-ci a voulu contraindre ses officiers à l'imiter, résultat qu'il n'a pas obtenu sans effort. Plus sportsmen encore que soldats, les officiers de l'armée des Indes ont été médiocrement ravis de la contrainte qui leur a été imposée par lord Kitchener ; aussi l'aiment-ils peu : mais comme ils sont profondément imbus de l'esprit de devoir, ils savent toutefois lui accorder l'estime qu'il mérite.

L'action de Kitchener s'est sérieusement exercée dans le sens du rajeunissement des cadres des généraux. Aujour-

(1) 30 janvier 1904.

d'hui, les commandants en chef des postes essentiels n'ont pas plus de quarante à cinquante ans.

Jusqu'à une date récente, toutes les forces anglo-indiennes étaient réparties entre quatre armées distinctes : celles du Pendjab, de l'Hindoustan ou du Bengale, de Madras et de Bombay. Lord Kitchener a modifié ce dispositif de façon à concentrer autant que possible tous les moyens de défense active au nord des Indes.

Nous connaissons dans leurs éléments principaux les positions respectives des adversaires éventuels. Cherchons maintenant à concevoir comment pourrait être menée pratiquement une attaque à fond des Russes contre l'Inde.

Afin de nous rapprocher autant que possible des vraisemblances, nous suivrons dans ses lignes générales le projet de campagne qu'a publié sous le titre *Vers l'Inde* (1) M. Lebedev, officier au régiment de grenadiers de la garde impériale russe, ouvrage qui a été consciencieusement traduit en français, en 1899, par le capitaine E. Cazalas.

En adoptant les données de ce travail, nous sommes ainsi certains de suivre la pensée d'un des officiers russes qui ont le plus sérieusement mûri l'idée d'une campagne russe vers l'Inde à une époque où elle était la plus vraisemblable.

Première constatation fort importante. Lebedev estime que, par suite des difficultés résultant de la longueur des lignes de communication et du ravitaillement, de la pauvreté et des obstacles des régions montagneuses à traverser, les Russes ne pourraient absolument pas songer à une marche ininterrompue vers l'Inde. D'après l'officier russe, la conquête des Indes doit être envisagée comme nécessitant au moins quatre grandes étapes formant chacune une campagne distincte.

(1) *Vers l'Inde.* — Chapelot, Paris, 1900.

La première campagne aurait pour objectif la prise de Hérat et la construction d'une voie ferrée de Samarkand vers l'Amou-Daria, dans la direction de Mazari-Chérif, de façon à préparer sur ce point une nouvelle base pour l'invasion de l'Afghanistan du Nord. Celle-ci serait réalisée lors de la deuxième campagne qui se terminerait par l'établissement d'une base d'opérations sur la ligne de Caboul-Ghazni-Kandahar. La troisième campagne serait consacrée à conquérir les régions de l'ouest de l'Indus. La quatrième campagne, enfin, permettrait de réaliser l'invasion de l'Inde proprement dite.

Afin de saisir dans leur vérité l'ensemble des difficultés que les Russes auraient à surmonter successivement, étudions les opérations qu'ils auraient à réussir au cours de chacune de ces campagnes.

Première campagne.

La prise de Hérat s'impose comme but. Les bases des troupes du tsar pour cette tâche sont le Turkestan russe et la province transcapienne qui est la base fondamentale. De ces bases, seulement deux routes praticables à de grandes masses militaires mènent vers l'Inde.

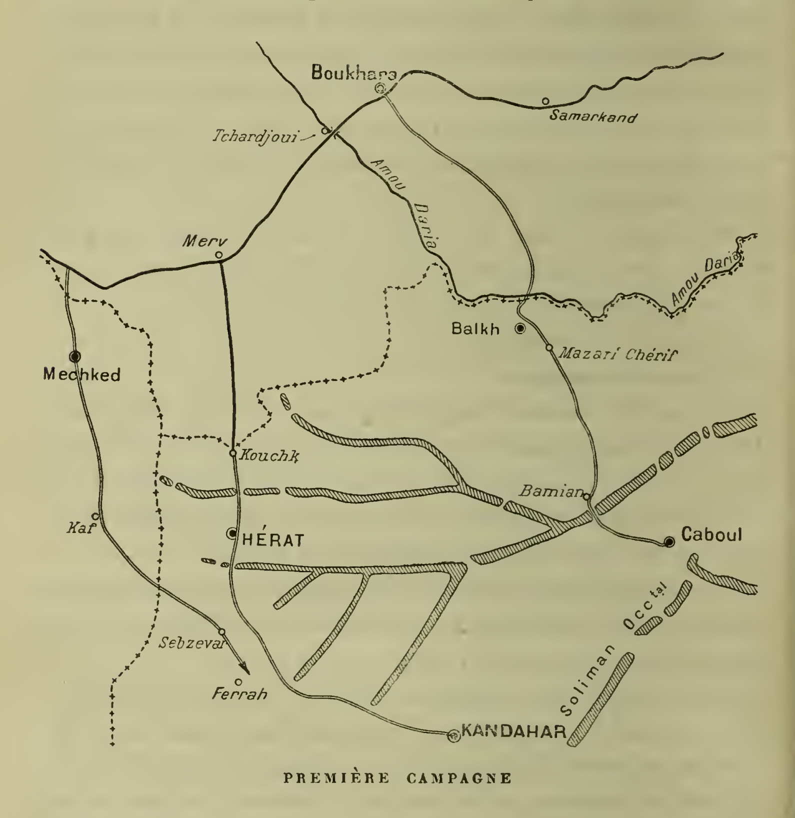
L'une, par Hérat et Kandahar, est partout praticable aux voitures et à l'artillerie; elle traverse des régions où les approvisionnements sont relativement faciles.

La seconde par Boukhara, Balkh, Mazari-Chérif, Bamian, Caboul, Peshawer, n'est constituée dans toute la colossale partie montagneuse de l'Hindou-Kouch que par un sentier muletier qu'on rendrait difficilement praticable aux voitures.

Toutes les autres voies d'accès aux Indes ne peuvent servir qu'à des opérations secondaires.

Par Hérat passe donc la seule grande route vers les Indes. L'importance extrême de ce point n'est pas niable. Des routes le relient non seulement à l'Indus par l'Afghanistan et le Béloutchistan, mais encore à la Perse, et

par la Perse au Caucase et à l'Asie Mineure. Hérat commande une bonne partie de l'Afghanistan et est au centre d'une riche province favorable pour les approvisionnements d'une armée. D'ailleurs, sa capture par les Russes ne semblerait pas devoir présenter de très grandes difficultés.



PREMIÈRE CAMPAGNE

Comme on l'a vu, Kouchk, station russe sur le Transcaspien à voie normale russe, n'est qu'à 110 kilomètres de Hérat, et c'est là qu'a été concentré le matériel d'un chemin de fer à voie étroite qui est tout prêt à être posé sur la route ordinaire des caravanes. Mais comme il est probable que ce mode de transport ne pourrait être utilement employé dès le début des opérations, il faut compter huit

jours pour qu'une armée russe, partie de Kouchk avec ses *impedimenta*, puisse arriver sous les murs de Hérat.

Comme, pour prévenir les Anglais, la rapidité de l'exécution importe avant tout, les Russes ne pourraient compter réunir contre Hérat une importante artillerie de siège. Il leur faudrait donc tenter une opération de vive force. Hérat étant, croit-on, défendu par 10.000 hommes assez mal pourvus d'artillerie, l'auteur russe estime qu'il faudrait donner l'assaut avec 20.000 hommes. Si ce coup de force échouait, on devrait alors recourir à un siège régulier pouvant durer deux ou trois mois. Cette immobilisation de l'armée russe devant le premier obstacle serait fort dangereuse, car elle donnerait aux Anglais le temps de marcher au secours de la place.

Par contre, si les Russes réussissaient dès le début, une entreprise des Anglais pour reprendre Hérat serait des plus risquées, 640 kilomètres séparant cette ville afghane de New-Chaman, le point terminus du chemin de fer britannique.

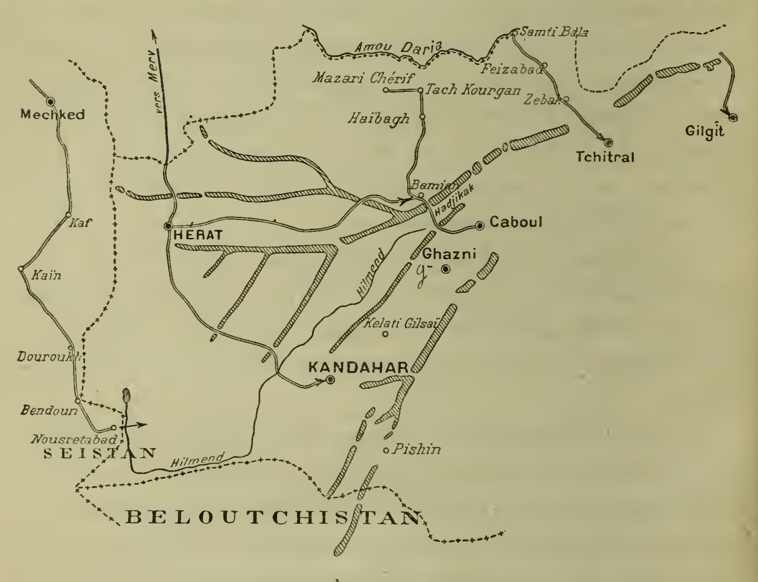
D'après les calculs de Lebedev, il faudrait près de deux mois pour qu'une armée anglaise de 50.000 hommes, dotée de ses moyens de transport et de ses approvisionnements de réserve, soit prête à marcher sur Hérat; de telle sorte qu'en y arrivant, elle trouverait vraisemblablement la ville occupée par 50.000 hommes de troupes russes choisies et établies sur leur base même puisque, par hypothèse, la ligne de Kouchk à Hérat aurait été construite dès les premiers jours de la campagne. Une attaque russe de flanc dirigée de Perse par le Khorassan, par Kaf, Sebzevar et Ferrah, pourrait transformer en désastre une défaite anglaise sous Hérat.

Il importe enfin de considérer que, dans cette lutte de rapidité des Anglais et des Russes vers Hérat, intervient pour une part très notable la netteté de décision propre aux gouvernement de Londres et de Saint-Pétersbourg. A

cet égard, l'avantage se trouve très nettement marqué du côté britannique.

Deuxième campagne.

Les Russes étant supposés à Hérat, la deuxième campagne a pour but de les rendre maîtres de la ligne de Caboul à Kandahar. Les Russes doivent donc soumettre l'Afghanistan, soit qu'ils y parviennent par la force, opéra-



DEUXIÈME CAMPAGNE

tion longue et difficile, soit, ce qui serait également délicat et surtout improbable, qu'ils s'entendent avec l'émir et lui fassent accepter de céder au tsar les provinces de Hérat et de Kandahar.

Cette campagne, d'après Lebedev, devrait comprendre deux opérations principales : l'une sur Kandahar, l'autre sur Caboul, et des opérations secondaires destinées à favoriser les premières.

Il est évident, par exemple, que l'apparition de détachements russes sur les frontières du Cashmir et dans le

Seistan obligerait les Anglais à renforcer leurs garnisons dans ces régions, et, par conséquent, à affaiblir leur armée d'opérations.

Nous reviendrons bientôt à ces mouvements secondaires, l'un par le Pamir, l'autre par le Khorassan.

Lebedev estime que le corps destiné à Kandahar doit avoir 68.000 hommes et 204 canons, avec une réserve de 57.000 hommes et 156 canons permettant de faire immédiatement face à tous les accroissements d'effectifs que pourraient réaliser les Anglais.

La route de Hérat à Kandahar traverse des régions peuplées, relativement riches, et les meilleures de l'Afghanistan, mais qui seraient sans doute dévastées par l'ennemi. C'est pour commander cette région que les Anglais ont fortifié le plateau de Pishin, organisé la défense de l'Hilmend et rassemblé à New-Chaman tout le matériel nécessaire à la construction rapide d'un chemin de fer stratégique jusqu'à Kandahar. L'attaque de front russe peut donc se heurter à une résistance opiniâtre, d'où la nécessité de prévoir une attaque de flanc faisant tomber ces difficultés. Lebedev conseille donc l'envoi sur le Seistan par le Khorassan de 15 à 20.000 hommes et de 24 pièces de canon. Le chemin à employer pour la marche sur le Seistan serait essentiellement de Mechked à Kaf, Kaïn, Douroukh, Bendoun, et enfin Nousretabad.

Dans ces conditions, un succès sur Kandahar ne paraît pas inadmissible. La prise de cette place par les Russes aurait pour conséquence de leur donner Kelati-Gilsaï, sur la route de Ghazni, de leur permettre de tenter une liaison immédiate avec les forces dirigées sur Caboul, et de faire enfin de Kandahar une base nouvelle pour une attaque vers l'Indus.

Il faut noter que le gros du corps marchant sur Kandahar devrait avoir, pour porter ses approvisionnements d'*un mois seulement*, le chiffre formidable d'environ *quarante mille* chameaux.

La concentration du corps destiné à Caboul (quarante-huit mille cinq cents hommes) aurait lieu, dit Lebedev, à Mazari-Chérif. Elle durerait de trente-cinq à quarante jours. Ensuite, il s'agirait de gagner Caboul par Tach-Kourgan, Haïbagh, Bamian, les passes de Hadjikak dans l'Hindou-Kouch, la vallée de l'Hilmend, la passe d'Ounaï à travers les monts Pagman et Caboul, c'est-à-dire de franchir de Mazari-Chérif à Caboul 522 kilomètres, dans l'une des régions les plus difficiles du monde. Ce chemin, surtout muletier, est, dans son ensemble, très difficilement praticable à une grande armée. Si cependant l'on suppose la marche de troupes russes parties de Hérat comme base sur Mazari-Chérif d'une part, et le succès des détachements russes à Tchitral et à Gilgit dont on parlera plus loin, on conçoit que les Anglo-Afghans pourraient être contraints à abandonner sans combat Mazari-Chérif jusqu'à la passe de Bamian.

Dans ces conditions, on peut supposer le succès d'une marche sur Caboul s'opérant simultanément avec une marche victorieuse sur Kandahar. Cette hypothèse implique la prise de Ghazni par les Russes.

Quant aux opérations secondaires sur le Tchitral et Gilgit, voici comment Lebedev les comprend. Dès la mobilisation terminée, les corps désignés pour le Tchitral (5.000 hommes) se dirigeraient vers le Piandj, cours supérieur de l'Amou-Daria, par Kouliab, Samti-Bala, Feizabad, Zebak, les passes de l'Hindou-Kouch et Tchitral, c'est-à-dire par la route des relations commerciales habituelles entre Tchitral et Boukhara.

Le détachement de Gilgit (2.000 hommes) passerait par la vallée d'Alaï, la passe de Kizil-Art, le lac Karakoul, la passe d'Aku-Batal, de Bozaï-Gambez, chemin muletier pouvant sans trop de difficulté être rendu carrossable, la vallée de Souksorovat et Gilgit.

Ces corps lancés sur Gilgit et Tchitral iraient le plus

vite possible, afin que leur action soit connue assez à temps pour faciliter l'avance sur Caboul.

Le succès des opérations sur Tchitral et Gilgit aurait peut-être pour conséquence, toujours d'après Lebedev, de précipiter 40.000 guerriers pillards sur les Anglais.

Afin de rendre possible le développement complet de notre hypothèse, nous supposons que tout se passe au mieux pour les Russes. Mais en serait-il ainsi dans la pratique?

N'oublions pas que le corps expéditionnaire russe devrait emporter avec lui absolument tous les approvisionnements nécessaires. Il ne faudrait aucunement compter vivre sur un pays peuplé de tribus sauvages et hostiles à tous les Européens. D'ailleurs, dans la marche de Samarkand sur Caboul, la protection des services de l'arrière exigerait un nombre important de troupes, *même sur le territoire russe.* « On ne peut pas affirmer, dit Lebedev, que l'émir de Boukhara et le khan de Khiva, et aussi les fonctionnaires et les troupes de ces khanats, seront de notre côté en cas de guerre avec l'Afghanistan. En tous cas, toute la population musulmane de l'Asie sera dans une attente nerveuse (1). »

Il faut savoir enfin qu'avant de commencer leur marche sur Caboul et Kandahar, les Russes auraient dû prolonger la voie ferrée de Hérat à Sebzevar ou Ferrah, relier le golfe d'Aïrakhi sur la Caspienne avec l'Amou-Daria, améliorer la navigation de ce fleuve, construire une voie ferrée de Samarkand à Kélif : opérations fort compliquées dont on peut imaginer le prix et la durée.

Troisième campagne.

Quoi qu'il en soit, supposons les Russes s'installant fortement à Caboul et à Kandahar. La voie ferrée serait poussée jusqu'à Kandahar d'une part, et de l'autre aussi près de Caboul que possible. Les routes seraient améliorées ou construites comme entre Hérat et Caboul.

(1) V. Lebedef, *op. cit.,* p. 176.

L'armée serait renforcée de façon à atteindre le chiffre de 180.000 combattants. La base des Russes serait alors la ligne Caboul-Ghazni-Kandahar. Leurs voies de ravitaillement seraient déjà très longues, et par conséquent il faudrait qu'elles soient fort remarquablement surveillées et défendues. C'est lorsque toutes ces mesures auraient été



TROISIÈME CAMPAGNE

effectivement prises qu'il s'agirait d'entamer réellement la troisième campagne, c'est-à-dire de porter les troupes du tsar sur la rive ouest de l'Indus.

De la ligne Caboul-Ghazni-Kandahar vers l'Indus, les voies de communication sont diverses mais précises; car les deux chaînes du Soliman occidental et oriental, séparées par le Vaziristan, ne sont praticables que par quelques

passes. En outre, les déserts de Derajat et de Katchi précèdent les abords de l'Indus. Les Russes auraient donc à choisir entre les routes suivantes :

De *Caboul,* deux chemins vont vers l'Indus.

Le premier contourne au nord le Sefid-Koh par la passe de Djagdalak; l'autre passe au sud des montagnes par le col de Karkatch et aboutit comme l'autre à la passe de Khaïber, qui peut être facilement défendue avant l'arrivée à Peschawer. Il existe encore une route détournée par Djalalabad, Asmara, la passe de Spinasuka, Miankala et le Svat à Malakand. Cette voie permet également une défense très énergique de la part des Anglais.

Au sud du Séfid-Koh, un chemin va de Caboul par Houch, la passe très élevée de Chatourgardan, les cols de Khotal, la vallée du Kouram, et aboutit ensuite au fort anglais de Tali.

De Ghazni.

On peut prendre, outre la voie du Kouram qui vient d'être indiquée, les routes de la vallée du Totchi par les passes de Kotoni et Sarfza et Banou vers Kalabah (c'est la meilleure voie). On peut encore aller à Dera-Ismaïl-Khan par les passes de Sargo, de Sarbondi, la vallée du Gomoul et la passe du même nom. Cette route étroite, parfois privée d'eau, la rend peu favorable à un mouvement de troupes.

De *Kandahar* au Khodja-Amran s'étend, sur une distance de 110 kilomètres, un désert pierreux praticable à plusieurs colonnes.

Deux routes vont de Kandahar à la passe de Gomoul, sur le Soliman oriental : l'une par Kouchdil-Khan et la vallée de Koundar ; l'autre suit la vallée du Zkob.

Quatre passes mènent de Kandahar à Pishin.

De Pishin deux chemins vont sur Dera-Gazi-Khan : l'un, par Kouchdil-Khan, la vallée du Boraï; l'autre, par Tali-Tchotiali et le défilé du Sakhi-Sarvan.

De Pishin encore, on peut gagner Djakobabad par Quetta,

la passe de Bolan, la vallée du même nom et le désert de Katchi.

La difficulté pour les Russes, au cours de cette troisième campagne, consisterait donc à choisir les plus praticables de ces routes et à les faire franchir à leurs troupes avant que les Anglo-Indiens n'aient eu la possibilité ou le temps de masser sur l'Indus, aux points voulus, des troupes suffisantes pour en interdire le passage.

C'est pour résoudre ce problème que les Anglais ont d'abord développé un service de renseignements qui est incontestablement bien supérieur à celui des Russes, et qu'ils ont donné une grande extension à leur réseau ferré du nord de l'Inde. On trouve, en effet :

1° La ligne Lahore-Peschawer;

2° L'embranchement de Raval sur Kachalgar;

3° La ligne de Lala-Mourza-Koundiana ;

4° La ligne Lahore-Moultan-Curachée, avec prolongement sur Dera-Gazi-Khan ;

5° Une voie ferrée sur la rive gauche de l'Indus reliant Attok-Dera-Gazi-Khan, qui permettrait aux Anglais de transporter rapidement des troupes, de façon à faire face sans délai aux défilés du Soliman oriental.

En outre, des routes relient tous les points importants. Deux sont parallèles à la rive droite de l'Indus, dont l'une réunit tous les postes au pied du Soliman oriental.

Quels passages les Russes devraient-ils choisir et sur quel point de l'Indus se diriger? Les avis diffèrent. Lebedev conseille comme objectif Dera-Gazi-Khan. Le général anglais Mac-Grégor considère comme la plus favorable pour les Russes une attaque conduite de Caboul, Ghazni, Kandahar, sur la partie de la vallée de l'Indus située entre Attok et Dera-Ismaïl-Khan; cette attaque serait menée par toutes les routes, afin de disperser les forces anglaises.

Le plan de défense anglais repose entièrement sur le

réseau de voies ferrées du nord de l'Inde. On vient de voir que, tel qu'il est, il permettrait évidemment de donner aux troupes anglaises une grande mobilité.

Étant donnée la lenteur forcée des Russes pour traverser la région désertique s'étendant entre les défilés montagneux du Soliman et l'Indus, on peut donc admettre que les Anglais pourraient opposer aux Russes des forces combattantes égales sur les points des rives de l'Indus choisis par l'état-major du tsar.

Mais nous continuons à supposer le succès continu des Russes. Nous admettons donc qu'ils réussiraient à franchir l'Indus, barrière cependant formidable.

Ce fleuve entre dans l'Inde à Torbela et dans la plaine à Kalabah. Or, en amont de Kalabah, la rapidité du courant et des crues inopinées s'opposent au passage; en aval de ce point les marécages, des parties basses et la largeur du lit qui varie fréquemment dans les crues jouent le même rôle.

En outre, l'Indus n'a pas de gués.

La partie la plus favorable au passage, à l'avis des Anglais, est entre Dera-Ismaïl-Khan et Kalabah, à l'époque du niveau le plus bas de l'eau, c'est-à-dire entre octobre et mars (1). Cette partie du fleuve offrirait, en outre, l'avantage aux Russes de les mener directement sur le camp retranché de Raval-Pende, la dernière région fortifiée restant devant eux.

Quatrième campagne.

Voilà donc les Russes qui, après avoir bien entendu poussé plus au sud leurs voies ferrées, garni d'un nombre immense de troupes leurs voies de communication accrues encore dans d'énormes proportions, seraient en mesure de commencer leur quatrième et dernière campagne, celle qui doit les porter au cœur de l'Inde par la vallée du Gange, incontestablement la meilleure voie d'accès.

(1) V. Lebedev, *op. cit.*, p. 234.

Le résultat de cette quatrième campagne tiendrait, semble-t-il, moins à des succès stratégiques qu'à des causes morales. Si les Anglais avaient été battus au point de devoir repasser l'Indus, leur prestige s'en trouverait profondément atteint.

Deux questions alors se posent : les populations indigènes leur prêteraient-elles un concours efficace pour résister aux Russes venant de l'Indus, et, en supposant qu'elles se soulèvent, les natifs favoriseraient-ils la marche des Russes? Personnellement, je ne crois nullement que les soldats d'Édouard VII, déjà battus par hypothèse, puissent compter sur le concours des indigènes.

Les Anglais ont admirablement su organiser et exploiter les Indes. Contrairement à une opinion souvent reproduite, ils ont même fait beaucoup de bien aux natifs. A la vérité, je crois même que, eu égard aux difficultés et à l'immensité de la tâche, aucun autre peuple européen n'aurait fait beaucoup mieux; mais, ce qui me paraît juste à constater également, c'est que les Anglais ne sont à aucun degré aimés de leurs sujets. Leur manière même de gouverner s'y oppose. Imbus à un degré extraordinaire de la supériorité de leur race, ils mettent un abîme infranchissable entre eux et tout homme de couleur. Ceci est au point qu'au *Yacht club* de Bombay, qui est le premier club des Indes, le Nizam d'Hyderabad, le plus riche et le plus indépendant des souverains indigènes, ne serait pas admis à prendre une tasse de thé. Il en est de même du consul général de Turquie, dont l'influence mérite cependant d'être ménagée en raison de l'importance des musulmans au nord de l'Inde.

En outre, les grandes races de l'Inde, quoique à des degrés divers, commencent à s'émanciper et à secouer moralement le joug britannique. Tous ceux que j'ai consultés au cours de mon enquête et qui sont considérés comme connaissant bien le pays sont unanimes à constater

que les natifs sont maintenant moins faciles à mener que jadis. L'évolution est sensible surtout depuis cinq ou six ans. Voici textuellement ce que me disait un ingénieur du *North-Western-Railway* au cours d'un voyage entre Umballa et Lahore : « Les hauts fonctionnaires de Calcutta ne savent rien sur les vrais sentiments des indigènes. Ils ne les voient guère que dans des circonstances officielles où tout natif volontiers s'humilie et se prosterne. Mais, nous, ingénieurs, par exemple, qui avons à manœuvrer directement et constamment les natifs, nous sommes mieux à même que qui que ce soit de voir la vérité. Eh bien, je puis vous dire, monsieur, que les natifs sont tout aussi paresseux, tout aussi voleurs qu'autrefois. En outre, ils sont beaucoup plus hardis envers nous; parfois ils frisent même l'insolence. Il devient de plus en plus difficile d'en faire quelque chose. — Mais, dis-je, tout cela est possible ; cependant, il n'empêche que vous tenez bien le pays. Vous disposez d'une armée nombreuse qui gagne chaque année en organisation. Le retour d'une mutinerie comme celle de 1857 ne paraît même pas concevable. »

« L'armée, monsieur, reprit mon ingénieur, mais elle est composée de natifs pour les deux tiers, et le même travail qui s'opère chez les Indiens civils s'opère, plus dissimulé peut-être, mais aussi certain, chez les Indiens soldats. Tout cela tient et fait belle façade tant que nous sommes les plus forts ; mais, au moindre échec, ce serait la débâcle. »

Admettons, si l'on veut, que mon interlocuteur ait été plutôt pessimiste, mais ne croyons pas à un concours efficace des indigènes en faveur des Anglais.

Cela signifie-t-il que ce concours irait aux Russes ? Il y a cinq ou six ans, peut-être ; aujourd'hui, certainement non.

Les idées d'indépendance, ai-je dit, sont déjà en état de germination lente. J'ai été extrêmement frappé, en visitant les musées de Madras, de Calcutta et de Bombay, de constater avec quels soins pieux les visiteurs natifs exami-

naient tout. Les indigènes vont maintenant en foule dans ces musées qui leur parlent de leur pays ; ils s'y instruisent de leur histoire ; ils apprennent ce qu'ils ont été, et certainement beaucoup réfléchissent à ce qu'ils pourraient être encore.

Sans doute, cet état d'esprit eût mis vraisemblablement un temps très long avant de donner aucun résultat pratique ; mais l'événement qui est en train de bouleverser le monde s'est produit : la guerre russo-japonaise a éclaté et les Russes ont été constamment battus par les Japonais. La preuve de la libération possible du joug des Blancs a été faite avec éclat par les Jaunes et pour les Jaunes. Aux Indes, cette démonstration a eu un effet profond. Aussi les Anglais constatent-ils avec une visible inquiétude les rapports qui s'établissent entre Hindous et Japonais. Ils font maintenant tous leurs efforts pour y mettre des obstacles. Y parviendront-ils ? C'est peu probable, surtout après cet article du traité du 12 août 1905 en vertu duquel les Nippons doivent contribuer à la défense de l'Inde.

Ce qui est certain, c'est que, dès l'attaque de Port-Arthur, les Hindous ont été passionnément antirusses. Ces sentiments n'ont fait que se confirmer depuis. Si donc jamais les natifs se soulevaient contre l'Anglais battu, ce ne serait certainement pas pour favoriser bénévolement une domination russe, mais pour libérer définitivement le sol de l'Inde du joug de tous les Blancs. Dans ces conditions, que deviendraient, fondues par la distance, les armées du tsar au cours de cette quatrième campagne qui devrait les rendre maîtres de l'Inde ?

La conclusion vraie de cet exposé d'une invasion russe des Indes, c'est qu'une telle opération présenterait dans la pratique des difficultés inouïes. Pour avoir trois cent mille combattants effectifs à l'est de l'Indus, c'est peut-être cinq ou six fois plus que le gouvernement du tsar devrait mobiliser. Songez à la longueur, à la diversité, à la sensibilité

des lignes russes de communication, dont il s'agirait cependant à tout prix d'assurer la sécurité. En fait, il faudrait garnisonner tout l'Afghanistan, le nord de l'Inde, et même ne pas trop dégarnir l'Asie centrale russe. Or, de Kouchk à Chikarpoure, c'est-à-dire jusqu'à l'Indus seulement, il y a environ 1.500 kilomètres de pays montagneux ou désertiques habités par les peuplades les plus pillardes, les plus farouchement musulmanes que l'on connaisse au monde.

Assurer les communications serait déjà une lourde tâche ; mais, ce qu'il faudrait encore, c'est résoudre dans des conditions très difficiles le gros problème des ravitaillements.

« D'après un compte établi par Skobeleff, lors de l'expédition d'Akkal-Tekké, en 1880-1881, pour le transport des provisions, il a fallu : cinq cent cinquante chameaux par bataillon, deux cents par batterie, cinquante par escadron » (1).

Ces chiffres permettent d'imaginer quels pourraient être les *impedimenta* d'une armée russe destinée à l'Inde. On conçoit du même coup à quelles dépenses colossales l'empire russe s'obligerait. Les frais seraient simplement inouïs. Peut-être dépasseraient-ils ceux de la campagne de Mandchourie, où, au moins, on pouvait vivre en partie sur le pays.

Posons-nous maintenant la question : avant la guerre russo-japonaise, le tsar eût-il pu entreprendre avec succès une campagne vers l'Inde?

Si l'on se place avant la lutte d'Extrême-Orient, on constate que les Russes ont toujours affecté de croire qu'une simple démonstration de leurs troupes en Asie centrale suffirait à soulever l'Inde, donc à résoudre ce problème. C'était là, semble-t-il, une croyance dépassant de beaucoup les probabilités. En tous cas, les soldats du tsar n'eussent pas été dispensés de traverser l'Afghanistan et de vaincre

(1) V. Lebedev, *op. cit*, p. 68.

toutes les difficultés de temps, de ravitaillement et d'argent qui viennent d'être esquissées.

Y étaient-ils préparés? Le courage et la ténacité dont les soldats russes ont donné des preuves en Mandchourie, malgré leurs échecs répétés, permettent de croire qu'ils auraient surmonté les obstacles résultant du terrain; mais, quant à ce qui concerne l'organisation administrative indispensable pour une semblable entreprise, *j'ai la conviction absolue qu'elle n'a jamais existé.*

En outre, point capital à souligner, — car il est la cause de l'erreur de ceux qui ont approuvé la politique russe en Extrême-Orient, — l'*état intérieur de l'empire des tsars ne lui permettait pas de faire aucune opération militaire de cette envergure, pas plus aux Indes qu'en Mandchourie.*

Certes, une guerre contre les Anglais eût été infiniment plus populaire que contre les Japonais, mais il n'empêche que, pour les rares Occidentaux connaissant vraiment la Russie, son état moral intérieur lui interdisait le succès dans toute opération militaire *éloignée et surtout longue.*

Or, on l'a vu, une campagne décisive contre les Indes exigerait des années. Aussi est-il infiniment probable que les mêmes troubles révolutionnaires qui se déchaînent actuellement en Russie se seraient produits lors d'une guerre contre les Indes. La cavalerie de Saint-Georges eût-elle manqué de les solliciter, que les puissantes réserves d'anarchisme intellectuel et d'antimilitarisme invétéré qui se sont accumulées dans l'empire des tsars depuis dix ans, n'auraient pas manquer de déchaîner leur torrent dévastateur.

Cette notion de l'état intérieur de la Russie, unie aux préparatifs militaires d'intendance relativement très faibles faits en Asie centrale, m'amènent à cette conclusion :

A aucun moment avant la guerre russo-japonaise, la Russie n'a été en condition d'entreprendre avec succès une guerre contre les Indes.

Et maintenant? — Maintenant, la question peut-elle même être posée?

Avant dix ou quinze ans, — en mettant les choses au mieux, — la Russie n'aura pas reconstitué son matériel de guerre en Europe, *en supposant que le développement aujourd'hui fatal de ses crises intérieures lui permette cette tâche*. Rien que pour cette raison péremptoire, l'idée d'une grande expédition à diriger de Russie sur les Indes ne paraît plus raisonnablement admissible. Mais il y a plus. En supposant qu'elle le puisse, la Russie a-t-elle, je dirai même, a-t-elle jamais eu, un intérêt durable à asseoir sa domination sur les Indes?

Une opération aussi colossale que le serait une expédition russe vers Delhi ne doit pas être entreprise si elle n'est commandée par un intérêt majeur et vital.

Or, la Russie a-t-elle une de ces raisons profondes de vouloir dominer les Indes? Je ne le crois nullement. Lebedev, qui est cependant l'un des officiers russes ayant étudié avec le plus de soin le problème de l'invasion des possessions britanniques, reconnaît (1) que l'établissement direct ou indirect d'un empire russo-indien serait une faute, et plutôt une cause d'affaiblissement et de difficultés pour la Russie qu'une raison de force. Il se rend si bien compte de ce danger qu'il déclare que tous les préparatifs russes contre l'Inde ne doivent avoir pour objet que de contraindre la Grande-Bretagne à une alliance étroite avec la Russie, alliance qui serait avantageuse pour les deux puissances. Cette alliance, termine Lebedev, « sera favorable à l'Angleterre parce qu'elle la délivrera de la crainte de perdre l'Inde; la population de ce pays sera forcée de se soumettre à son sort, puisqu'elle ne pourra plus regarder les Russes comme ses libérateurs, une fois qu'ils seront devenus les alliés des Anglais. Pour la Russie, l'alliance sera avanta-

(1) V. Lebedev, *op. cit.*, p. 243.

geuse, parce qu'avec l'aide de l'Angleterre, la puissance maritime la plus forte, la situation de la Russie sera raffermie en Europe et que la question d'Orient pourra se résoudre à son profit; en outre, nos alliés dans l'Inde ne seront plus de fanatiques musulmans ou des Indiens dégénérés, mais des Anglais, la nation d'avant-garde du monde (1). »

Ces paroles de l'officier russe, antérieures à 1900, ne prennent-elles pas maintenant une signification particulière?

En présence de cet ensemble de constatations, ne peut-on pas affirmer que *le danger d'une invasion russe aux Indes, qui fut presque toujours artificiel, est aujourd'hui entièrement chimérique?*

QUESTION DU THIBET

La question de Thibet, qui a été pendant les dernières années une cause de rivalité intense entre l'Angleterre et la Russie, n'offre plus aujourd'hui, à cet égard, qu'un intérêt rétrospectif. En effet, la lutte anglo-russe pour la suprématie à Lhassa, centre du « Toit du Monde », n'était possible que dans la période où la Russie accusait sa volonté d'expansion en Asie.

L'objectif des Russes était alors très net. Ils voulaient gagner à leur cause, et ils y avaient presque réussi, le grand lama de Lhassa, dont l'action religieuse directe s'exerce assez faiblement sur les bouddhistes sujets des Anglais, mais est très grande sur les bouddhistes relevant de la suzeraineté russe et chinoise. La zone d'influence du grand lama de Lhassa intéressante pour les Russes s'étend à la fois sur des populations qu'ils gouvernent déjà et sur des populations sur lesquelles ils comptaient bien plus tard asseoir leur domination.

(1) V. Lebedev, *op. cit.*, p. 244.

Actuellement, les bouddhistes russes qui relèvent de Lhassa sont tout d'abord les Kalmoucks des steppes du Don et d'Astrakan, au nombre d'environ cinq cent mille, et les tribus bouriates du Baïkal comptant à peu près le même nombre de têtes. Ce million d'hommes a pour prêtres des lamas, qui sont nommés par le gouvernement



QUESTION DU THIBET

russe, mais dont l'influence religieuse vient d'une sorte d'investiture qu'ils reçoivent du grand pontife de Lhassa.

Comme, avant la guerre, les Russes, outre leur pénétration préparée en Mandchourie et en Corée, pensaient mettre la main dans l'avenir sur la Mongolie chinoise habitée par des bouddhistes relevant eux aussi de Lhassa, le concours du « pape » thibétain pouvait leur être très

précieux. Ils tentèrent donc de se l'assurer et obtinrent assez vite des résultats très satisfaisants.

Quant aux Anglais, fort bien renseignés sur les visées russes, ils s'ingénièrent à les contrecarrer. De là, cette expédition partie des Indes pour le Thibet, expédition faite sous l'influence personnelle de lord Curzon et qui, ayant surmonté de très sérieuses difficultés matérielles, réussit à pénétrer à Lhassa, mais après que le grand lama avait déjà réussi à quitter la ville sainte. Il est vrai qu'un autre lama a pris sa place et a hérité pratiquement de la plus grande part de son prestige religieux. Les Anglais ont donc atteint leur but, qui était d'empêcher l'intrusion au Thibet d'une influence moscovite permanente. Devant l'étendue de la défaite russe, ils ont jugé inutile de rester à Lhassa et sont retournés aux Indes après avoir établi avec les moines de la ville sainte et leur suzeraine la Chine un *modus vivendi* qui les satisfait et leur donne toute garantie.

L'action russe en Asie se trouvant anéantie pour longtemps, il est donc infiniment probable que les Anglais vont s'abstenir de nouvelles ingérences directes dans la région du « Toit du Monde », et c'est pourquoi l'on peut dire que la question du Thibet n'existe plus, au moins en tant que cause des difficultés aiguës, entre Londres et Saint-Pétersbourg.

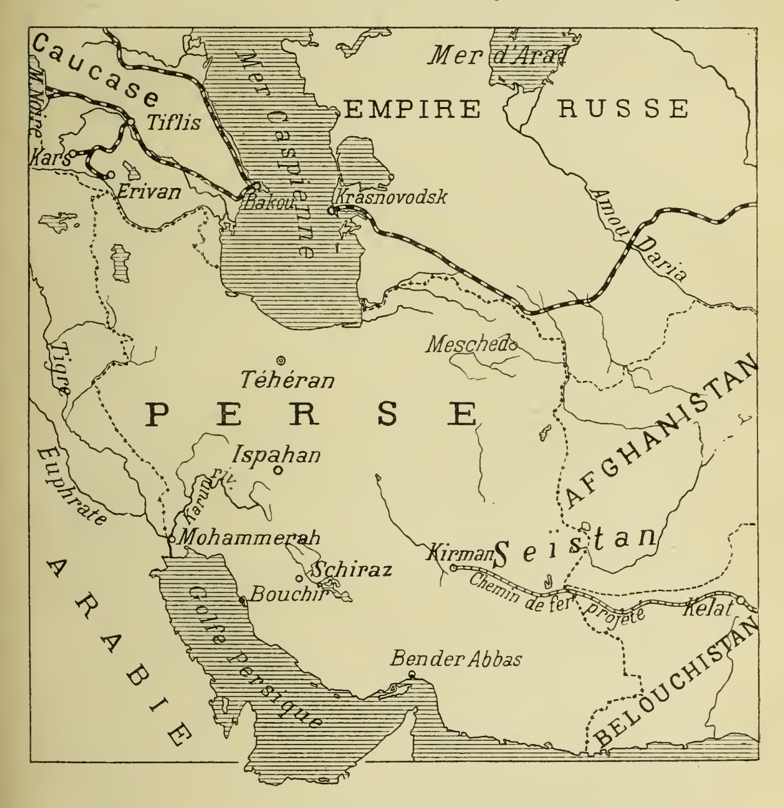
QUESTION DE PERSE

En Perse, le problème est tout autre, car c'est peut-être la seule partie de l'Asie où la Russie, malgré la situation douloureuse qui est actuellement la sienne, peut encore espérer jouer un rôle.

La Perse n'est plus le pays des merveilles de jadis ; c'est aujourd'hui un vaste territoire où vit une population clairsemée et très pauvre. En 1881, on estimait la population de la Perse à 7.650.000 habitants, dont 2.000.000 dans les villes et 3.800.000 dans les villages; le reste est représenté

par des nomades. Une bureaucratie avide et cupide gouverne ces millions d'hommes sans aucun souci de leurs véritables intérêts.

C'est dans ces conditions générales que s'est établie la lutte d'influence des Russes et des Anglais dans l'empire du



QUESTION DE PERSE

shah. Le résultat de cette rivalité peut être défini par une courte formule : les Russes sont tout-puissants au nord et les Anglais ont de très fortes positions dans le sud (1).

(1) Sur la Perse, et plus généralement sur l'Angleterre en Asie occidentale, voir Valentin Chirol, *The middle eastern Question or some political problems of Indian defense.* — John Murray, Londres, 1903.

Depuis dix ans, la diplomatie du tsar a suivi à Téhéran une politique d'infiltration ressemblant singulièrement à celle qui fut observée à Pékin durant la période brillante de l'action russe. La Russie s'est d'abord ingéniée à mettre la Perse dans sa complète dépendance financière. Empruntant de l'argent en France à 4 pour 100, elle a prêté cet argent au shah à 6 pour 100. Non seulement les Russes ont réussi ainsi à placer plusieurs emprunts dans des conditions fort avantageuses, mais encore ils ont obtenu comme garantie de ces emprunts des gages, les douanes persanes par exemple, qui facilitent leur mainmise politique. L'influence financière de la Russie s'est doublée d'une action directe et permanente sur le gouvernement du shah. Par sa frontière du sud, la Russie exerçait avant la guerre russo-japonaise sur le nord de la Perse un contrôle militaire absolu. Cela ne lui a pas suffi. Elle est parvenue à ce qu'à Téhéran même et dans les provinces, tout ce qui existe de troupes persanes digne du nom de troupe soit constitué par des « cosaques » placés sous le commandement d'officiers russes dirigés par le général Kosagowski. Cette situation privilégiée ne donna pas encore satisfaction à la Russie, car elle préparait pour l'avenir une mainmise plus complète et surtout une marche vers la mer.

De toute évidence, le chemin de fer transcaucasien, partant de Tiflis vers le sud, a été construit dans un but stratégique, malgré de grandes difficultés à travers une région montagneuse, en passant par Kars et Érivan. Est-ce la ligne que les Russes entendaient poursuivre ou voulaient-ils une voie ferrée pénétrant par un autre point de leur frontière? Toujours est-il que le projet d'un chemin de fer russe aboutissant à Bouchir ou à Bender-Abbas a été ardemment discuté et préconisé à Saint-Pétersbourg par M. Syromiatnikoff, le distingué publiciste russe, jadis au *Novoié Vrémia,* aujourd'hui au *Slovo.*

Ces plans étaient une menace directe des positions que

les Anglais occupaient dans le sud de la Perse. Il faut reconnaître que les sujets britanniques, avec leur ténacité bien connue, ont été les premiers à trafiquer dans le golfe Persique, à y créer des établissements et à faire passer leurs marchandises à destination de Téhéran par les ports persans, notamment par Mohammerah. Aussi se sont-ils plaints avec vivacité dès que l'influence russe à Téhéran leur a fait opposer indirectement de sérieux obstacles à leur trafic sous la forme de nouveaux postes de douane dirigés par des Belges, que les Anglais considèrent comme servant puissamment l'influence russe.

Les Anglais n'ont donc point accepté cette situation comme définitive; ils ont résisté. Se basant sur l'ancienneté de leurs efforts, ils rappellent que c'est vers la moitié du siècle dernier que Sir Henry Layard a préconisé pour la première fois la route commerciale par la rivière Karun jusqu'à Ispahan; que, vingt ans plus tard, sir George Mackenzie, de la maison Gray, Paul et C°, de Bouchir, a repris ce projet, et qu'en 1888, Sir Henry Drummond Wolff, ministre de la Grande-Bretagne en Perse, a obtenu du shah un firman ouvrant enfin la rivière Karun à la navigation étrangère. Eu égard aux difficultés qu'ils ont eu à surmonter pour arriver à ce résultat, les Anglais estiment qu'ils ne peuvent renoncer aux bénéfices qu'il comporte. Leurs intérêts commerciaux sont d'ailleurs indéniables : en 1902, l'empire britannique a envoyé en Perse pour £. 2.429.000 de marchandises et en a exporté pour £. 1.119.000. Le commerce direct entre le Royaume-Uni et la Perse compte bien pour une portion dans ces chiffres, mais il y entre pour la plus faible part, la plus grande étant représentée par le commerce que fait la Perse avec les Indes. C'est surtout ce trafic que les Anglais entendent développer, le jugeant indispensable à la bonne situation économique de leur grande colonie. C'est pour y contribuer que les Anglais ont fait le projet d'un chemin de

fer, déjà commencé, partant des Indes vers la Perse par le Béloutchistan, passant par Kélat, et se dirigeant vers Kirman.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les positions respectives des Anglais et des Russes dans l'empire du shah. Quelle peut être, dans ces conditions, l'évolution de la rivalité anglo-russe à propos de la Perse?

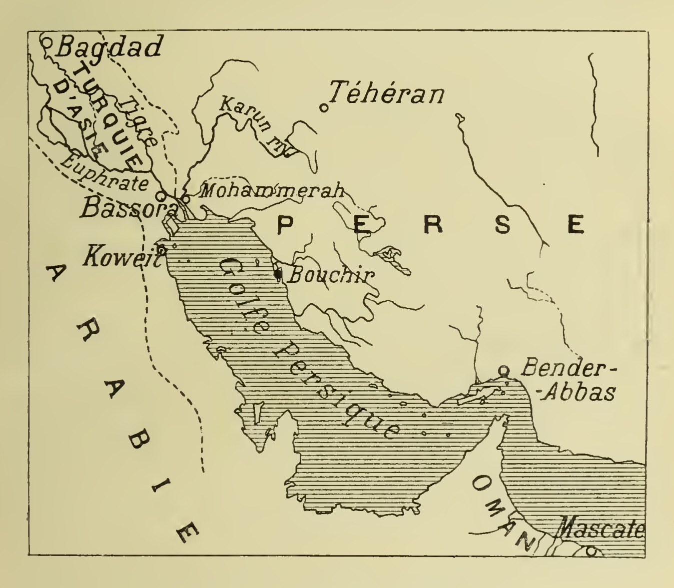
Elle dépend très évidemment de ce qui va se passer à l'intérieur de la Russie. Si, ce qui est probable, la Russie est amenée à renoncer à toute politique extérieure active, en conservant cependant la forme d'un empire constitutionnel, on peut admettre que Russes et Anglais garderont à peu près leurs positions actuelles. Si, par contre, la révolution russe devait triompher et aboutissait à une république fédérative impliquant un certain morcellement de la Russie, comme ce morcellement porterait très probablement sur le Caucase, il faut considérer que, dans cette hypothèse, la Russie perdant sa base principale d'action sur la Perse, l'influence britannique pourrait très bien, avec le temps, remplacer l'influence russe à Téhéran.

QUESTION DU GOLFE PERSIQUE

La question du golfe Persique proprement dite doit être isolée de la question persane, car, tels que se présentent les intérêts, la concurrence dans le golfe Persique existe moins entre l'Angleterre et la Russie qu'entre l'Angleterre et l'Allemagne; dans ce qu'elle a d'essentiel, la question du golfe Persique est intimement liée à celle du chemin de fer de Bagdad.

Il fut un temps où le résident britannique à Bagdad était le plus puissant personnage de la contrée. Ses compatriotes étaient maîtres de tout le commerce. Depuis un demi-siècle déjà, les frères Lynch ont établi et dirigé toute la navigation commerciale sur le bas Tigre, entre Bassora et Bagdad. La quasi-totalité des importations et des expor-

tations sont encore britanniques ou anglo-indiennes. En 1902, le tonnage réel des vapeurs anglais qui transportent ces marchandises s'élevait à 164.341 tonnes, sur un total de 201.513 tonnes. Les Anglais jouissent donc depuis longtemps dans le golfe Persique d'une situation tout à fait prépondérante. Or, ils se voient menacés dans ces avantages par les Allemands qui, devenus tout-puissants dans



QUESTION DU GOLFE PERSIQUE

l'empire ottoman, s'acharnent à construire le chemin de fer de Konia à Bagdad ayant pour objectif, comme terminus, Koweit, sur le golfe Persique. J'ai déjà exposé en détail dans *La Question d'Orient, la Macédoine, le chemin de fer de Bagdad,* les multiples efforts que Guillaume II a déployés pour assurer la réalisation de cette vaste entreprise, qui se heurte surtout à la pénurie financière de l'Allemagne.

Depuis que mon livre a paru, des incidents significatifs se sont produits. Au début de 1903, l'empereur allemand

était sur le point d'aboutir. Une émission considérable, dont la plus grosse partie devait avoir lieu en France, pour permettre l'affaire de Bagdad, était préparée. Les journaux financiers l'annonçaient déjà, quand l'intervention fort opportune, au Parlement de Londres, de sir Gibson Bowles attira l'attention du public anglais sur le danger énorme que présentait au point de vue britannique la mainmise allemande sur l'Asie Mineure. Une campagne ardente de presse s'en suivit; elle eut pour résultat de décider le cabinet de Saint-James à rejeter les propositions allemandes.

Le 23 avril 1903, M. Balfour annonça que lui et ses collègues estimaient que ces propositions ne donnaient point à l'Angleterre de sécurité suffisante en ce qui concerne l'égalité du contrôle, de la construction et de la direction. Cette décision eut un effet réflexe immédiat sur le gouvernement de Paris qui avait presque cédé déjà aux suggestions berlinoises, mais qui se reprit et qui lui aussi retira son consentement. L'émission projetée dut être abandonnée et les Allemands renoncèrent à la grande opération financière qui leur eût permis de solutionner l'affaire de Bagdad d'un seul coup. Ils durent se contenter, en attendant mieux, de construire avec leurs propres moyens quelques tronçons de la nouvelle ligne.

Depuis ce grave échec de la diplomatie allemande, le gouvernement de Londres a précisé son point de vue tant à l'égard de la Russie que de l'Allemagne. Répondant à lord Lamington, le 5 mai 1903, lord Lansdowne déclara : « Nous (le gouvernement de Sa Majesté) regarderions l'établissement d'une station navale et d'un port fortifié dans le golfe Persique, par une puissance quelconque, comme une très grande menace des intérêts britanniques, qui certainement seraient sauvegardés par tous les moyens en notre pouvoir (1). »

(1) V. Chirol, *op. cit.*, p. 264.

Cette déclaration n'était en somme que le commentaire officiel de ce que disait, l'année précédente, le capitaine Mahan :

« Des concessions dans le golfe Persique, ou bien par suite d'un engagement formel avec d'autres puissances, ou bien par négligence des intérêts commerciaux locaux placés maintenant sous le contrôle politique et militaire de l'Angleterre, mettraient en péril la situation navale de la Grande-Bretagne en Orient, sa situation politique dans l'Inde, ses intérêts commerciaux dans les deux régions et le lien impérial entre elle et l'Australie (1). »

Le point de vue britannique a donc, à plusieurs reprises, et sous des formes diverses, été formulé aussi nettement que possible.

Comme il est certain, d'autre part, que Guillaume II n'a pas encore renoncé à ses plans sur l'Asie Mineure, le problème consiste à savoir s'il voudra et s'il pourra passer outre à l'opposition britannique, ou si, finalement, il acceptera de partager vraiment avec l'Angleterre les bénéfices et les avantages de la nouvelle voie ferrée qu'il entend construire. On pourrait admettre qu'il en serait peut-être ainsi, si en Europe des raisons fondamentales, qui vont être exposées, ne séparaient les gouvernements de Londres et de Berlin. Il est donc admissible que la rivalité anglo-allemande subsistera dans le golfe Persique, mais tout indique que, pour longtemps encore, l'Angleterre y gardera une place prédominante.

Ainsi donc, après avoir passé en revue les principales questions qui intéressent l'Angleterre sur le continent asiatique : questions des Indes, du Thibet, de Perse, du golfe Persique, nous sommes amenés à constater que, sous les quelques réserves faites plus haut (2), jamais la situation

(1) *National Review*, septembre 1902.
(2) V. p. 458.

de la Grande-Bretagne n'a été aussi forte ni aussi assurée en Asie.

I

Si la situation de la Grande-Bretagne s'est grandement améliorée en Asie, elle est par contre devenue délicate en Europe. C'est que les nécessités britanniques se heurtent partout aux nécessités germaniques; à l'Allemagne, il fallait une Russie se désintéressant de l'Europe, mais victorieuse sur le Pacifique; à l'Angleterre, il fallait une Russie renonçant à la prépondérance en Asie, mais consolidée et forte en Europe.

A Berlin, on comprit très bien ce besoin de la politique générale de la Grande-Bretagne. La grande presse allemande en témoigna à plusieurs reprises, notamment le *Berliner Tageblatt* qui, au début de la guerre russo-japonaise, constata fort judicieusement : « En réalité, malgré son alliance avec le Japon, l'Angleterre songe beaucoup moins à nuire à la Russie, avec laquelle elle espère s'entendre un jour, qu'à isoler l'Allemagne. »

La justesse de cette remarque n'amoindrit pas l'amertume des constatations allemandes; il est indéniable que depuis des années, pour des raisons commerciales d'abord, politiques ensuite, l'Angleterre travaille à enrayer l'essor gênant pour elle de l'empire germanique.

Est-ce simple concordance des événements? Toujours est-il que la nouvelle direction de la politique britannique s'est particulièrement accusée depuis l'avènement au trône d'Angleterre du roi Édouard VII. Depuis lors, la politique tendant à l'endiguement de l'Allemagne est suivie par le gouvernement de Londres, à la fois, avec une force, une

suite et une souplesse admirables. Cette dernière qualité doit être en grande partie le fait du monarque britannique lui-même, car tous ceux qui suivent son jeu sont d'accord à reconnaître qu'il est probablement le plus habile de tous les souverains actuels. La finesse d'Édouard VII est servie par un esprit de pénétration et de prévoyance remarquable. Il a compris à temps la nécessité de soutenir indirectement l'Autriche par ses visites significatives à Vienne, et il est avéré que c'est son action personnelle qui, malgré les difficultés considérables de l'entreprise, a rendu possible l'entente de l'Angleterre avec la France. Il est vrai que, pour des hommes aussi informés que ceux du cabinet de Saint-James, cette politique nouvelle s'imposait. La Russie ne formant plus contrepoids à l'Allemagne, l'Autriche n'étant pas encore suffisamment avancée dans sa transformation pour présenter un élément très sérieux de force, la situation de l'Italie étant trop excentrique pour lui permettre une lutte éventuelle quelconque contre l'Allemagne, c'est donc nécessairement la France qui, sur le continent, devait former la base des nouvelles combinaisons britanniques.

Cette politique et les conditions qu'elle implique, le peuple anglais les a admirablement comprises. Il a admis avec une conviction absolue que l'intérêt même de l'Angleterre exige que la France soit aussi forte que possible sur le continent et que, par voie de conséquences, l'empire colonial de la Troisième République doit être respecté et même éventuellement garanti par les forces britanniques, afin que la France puisse conserver en Europe le prestige nécessaire pour le rôle qu'à Londres on veut lui voir jouer. C'est la profondeur de ces idées-bases qui explique pourquoi, avec une spontanéité et une unanimité extraordinaires, les sentiments à l'égard de la France se sont transformés radicalement de l'autre côté de la Manche en très peu d'années; pourquoi, dans les derniers mois, les délé-

gations françaises, militaires ou civiles, ont trouvé en Angleterre un accueil enthousiaste dépassant les prévisions des plus optimistes.

Comme il est évident qu'en se rapprochant intimement de la France, les Anglais obéissent surtout au sens très pratique et très sûr qu'ils ont de leurs intérêts, certains Français en conçoivent de l'irritation et élèvent des doutes sur la sincérité des sentiments britanniques. Ces Français auraient mille fois raison s'ils pouvaient prouver que l'entente franco-anglaise est contraire aux intérêts français; mais il faut être aveugle pour ne pas comprendre qu'au point de vue des rapports de la France et de l'Angleterre, un état de choses, sans précédent dans l'Histoire, résulte de la guerre russo-japonaise.

Devant la prépondérance excessive prise par l'Allemagne dans le monde et aussi loin qu'on peut prévoir les événements contemporains, les Anglais ont un intérêt *britannique* capital à ce que la France soit en paix aussi forte que possible et à ce que, si la guerre venait à éclater entre elle et l'Allemagne, la France fût pleinement victorieuse. Or, s'il y a là, certes, un intérêt anglais, ne s'accorde-t-il pas d'une façon absolue avec l'intérêt français en paix comme en guerre?

Certains Français disent encore : « L'Angleterre veut simplement opposer la France à l'Allemagne et nous faire battre le plus tôt possible avec les soldats de Guillaume II, afin de faire son jeu à elle, sans se soucier de nous davantage. » J'avoue que je ne partage pas cette opinion. Je crois que l'Angleterre a un intérêt *anglais* certain à ce que la France soit très forte, afin de faire équilibre à la puissance allemande. Mais les hommes d'État de Londres connaissent très bien les risques d'une guerre continentale et ils n'ignorent certainement pas ce que l'Angleterre perdrait à une défaite de la France qui aurait pour résultat de donner pour une longue période à l'Allemagne une hégémonie

incontestée sur le vieux monde. Contrairement à bien des affirmations qui semblent téméraires, les Anglais n'ont aucun avantage à une guerre continentale. Ils souffrent encore de la lutte contre le Transvaal. C'est seulement maintenant que leurs affaires commerciales accusent une reprise sensible. La paix est d'autant plus avantageuse à la Grande-Bretagne que, connaissant bien à fond les dessous de la crise intérieure allemande qui se prépare (1), les Anglais préfèrent sans doute la voir se préciser dans une période de paix, afin d'en tirer les avantages sans affronter les risques d'une opération armée toujours aléatoire.

On a soutenu enfin que l'arrivée au pouvoir des libéraux anglais allait affaiblir l'entente avec la France, en raison du rapprochement qui pourrait s'opérer entre Londres et Berlin. Ce jugement ne paraît pas exact.

Il règne maintenant dans tout l'empire britannique une conviction si parfaite de la communauté d'intérêts existant actuellement entre la Grande-Bretagne et la France, qu'aucun ministère ne pourrait aller contre un pareil sentiment. Les libéraux eux-mêmes ne le désirent nullement; d'ailleurs, à maintes reprises, ils ont déclaré qu'ils étaient, eux aussi, partisans de l'entente avec la France (2); la seule nuance qui les distingue des conservateurs, c'est qu'ils veulent en même temps détendre les rapports de leur pays avec l'Allemagne.

A cela, les Français ne sauraient voir aucun inconvénient. S'ils ont à prendre des précautions contre leur voisin de l'Est, ils doivent aussi être satisfaits de constater que l'Angleterre est disposée à entretenir avec l'Allemagne des

(1) V. p. 452.

(2) Dans son discours au Albert-Hall le 21 décembre 1905, sir Henry Campbell-Bannerman a exprimé sa vive satisfaction de l'accord conclu par lord Lansdowne avec la France, et il a déclaré que la politique du cabinet serait de maintenir cette amitié dans son intégrité.

rapports dépourvus d'acrimonie spéciale, puisque cette attitude, en diminuant les causes de conflit, ne peut que contribuer au maintien de la paix.

A l'égard de la France et du rapprochement possible anglo-allemand, le *Spectator* a publié un article qui exprime excellemment l'opinion moyenne des sujets d'Édouard VII :

Il faut tout d'abord faire comprendre clairement au gouvernement allemand que, s'il désire se concilier notre bonne volonté et veut édifier sur elle une amitié solide, il doit abandonner complètement l'attitude que l'Allemagne a adoptée vis-à-vis de la France au cours de l'été dernier. Des menaces du genre de celles qui furent officieusement adressées à la France par le prince Henckel de Donnersmark et d'autres pendant la crise franco-allemande ont créé une impression profonde de méfiance dans notre pays. L'opinion publique ici fut indignée, nous dirons même horrifiée, d'apprendre que les émissaires allemands déclaraient expressément à la France que, si elle ne cédait pas, l'Allemagne profiterait des embarras de la Russie pour lui sauter à la gorge.

Le comte Metternich, en parlant l'autre jour de la facilité avec laquelle il serait possible d'arriver à un accord entre l'Angleterre et l'Allemagne, a pu oublier ces incidents, mais nous sommes convaincus que la masse du peuple anglais n'a pas fait de même. *Elle en a reçu une impression si profonde qu'elle a décidé, quoi qu'il arrive, de ne jamais permettre que la France soit la victime d'un assaut aussi brutal et aussi injustifié que celui qui fut apparemment prémédité l'été dernier.*

Tant que les promoteurs d'une entente avec l'Allemagne n'auront pas obtenu l'assurance que la France ne sera pas de nouveau exposée à de telles menaces et que l'attitude de l'Allemagne à l'égard de sa voisine n'aura pas changé du tout au tout, ils ne peuvent espérer obtenir le résultat qu'ils souhaitent.

Il est insuffisant de dire que des intelligences meilleures avec l'Allemagne ne gênent pas notre amitié avec la France. *Les Allemands doivent arriver à comprendre,* — ce dont ils ne semblent pas en ce moment bien pénétrés, — *que l'amitié française est devenue la tonique de notre politique extérieure, et qu'il est impossible d'être en bons termes avec nous, nous ne dirons pas sans être les amis intimes de la France*, — ce qui serait dérai-

sonnable, — *mais en ne traitant pas la France avec les égards auxquels tout État indépendant, grand ou petit, a droit* (1).

Cette opinion fut confirmée quelques jours plus tard, lorsqu'une certaine tension consécutive de la publication du *Livre jaune* et du discours si remarquable de M. Rouvier sur la question du Maroc se laissa remarquer entre Paris et Berlin.

La *Westminster Gazette,* organe libéral, dit :

L'erreur profonde dont il faut se garder est de croire qu'une entente amicale avec l'Allemagne affaiblirait ou annulerait l'entente anglo-française; on ne pourrait se tromper davantage. L'Angleterre ira à la conférence comme l'amie déclarée de la France, mais elle est également préparée à être l'amie de l'Allemagne. Il faut pourtant qu'il n'y ait pas d'équivoque; qu'on comprenne bien, comme sir Edward Grey le disait en octobre dernier, que rien dans nos relations avec l'Allemagne ne doit en aucune façon porter atteinte à nos bonnes relations avec la France, et que la condition première de toute amélioration des relations publiques entre l'Allemagne et nous-mêmes doit être que les relations de l'Allemagne avec la France, surtout au sujet de l'accord anglo-français, soient loyales et bonnes (2).

La *Pall Mall Gazette* déclara :

L'Angleterre, le voudrait-elle, qu'elle n'oserait pas permettre à l'Allemagne d'écraser la France une seconde fois; pour cela, les raisons sont nombreuses.

L'*Outlook* dit également que si on lui impose une guerre, la France ne manquera pas d'amis.

L'Angleterre, sans la moindre hésitation, « sauterait pleinement armée à côté d'elle », non seulement inspirée par des obligations d'honneur, mais aussi avec la conviction bien claire que ce n'est pas dans les intérêts britanniques que la France soit vaincue. Nous ne voyons pas de mal à avouer franchement ce qui a été chuchoté discrètement, tous ces temps derniers. En fait, si on avait déclaré hautement, il y a dix mois, que sur toutes les questions provenant de l'accord anglo-français, l'Angleterre et

(1) Cité par *le Temps* du 13 décembre 1905.
(2) 18 décembre 1905.

la France étaient unies, il n'y aurait pas de question marocaine en ce moment, nous en sommes sûrs.

C'est un fait capital de cette année importante que l'Angleterre se rend compte que *le devoir et l'intérêt la forcent irrésistiblement à se ranger aux côtés de la France, advienne que pourra* (1).

Ces dernières lignes résument toute la situation; elles peuvent être prises comme l'expression d'une volonté réfléchie et d'une vérité réelle.

L'Angleterre n'a pas intérêt à provoquer une guerre entre l'Allemagne et la France, mais, si malgré tout cette guerre éclatait, l'Angleterre se trouverait, du fait même de ses intérêts vitaux, placée vis-à-vis de la France dans la même situation qu'elle eut jadis à l'égard de la Prusse se battant contre Napoléon Ier.

Qu'elle le veuille ou non, l'intérêt britannique serait entièrement méconnu si, dans une guerre entre la France et l'Allemagne, l'Angleterre n'engageait pas du côté de la France son dernier homme, son dernier canon, et, argument non sans puissance, son dernier schelling.

Avec sa prévoyance habituelle, la diplomatie anglaise se prépare à toutes les éventualités. On la voit travailler activement à établir un ensemble de forces susceptibles d'équilibrer sur le continent celles de l'Allemagne. Si la France forme en Europe la base nécessaire de ses combinaisons, la diplomatie britannique, avec raison, ne néglige point les autres éléments. Elle entretient d'excellents rapports avec le Portugal, l'Espagne, l'Italie. Au Quirinal, elle peut beaucoup. A Vienne et à Budapesth, son action a déjà été bienfaisante et serait susceptible de l'être plus encore. Mais, ce qui serait le complément vrai de l'entente franco-anglaise, ce serait la conclusion d'une durable entente russo-anglaise.

On l'a bien compris à Londres, car, dès avant la fin de

(1) Cité par *le Matin* 30 décembre 1905.

la guerre et l'éclat de la révolution russe, on a pu constater les avances faites à Saint-Pétersbourg par le gouvernement d'Édouard VII. Bien des indices permettent même de croire que l'Angleterre a fortement contribué, à Portsmouth, à obtenir des Japonais le retrait de leur demande d'indemnité de guerre, voulant ainsi rendre à la Russie un immense service qui permît ultérieurement d'ouvrir les voies à un accord général entre Londres et Saint-Pétersbourg. Il est encore certain qu'une détente de l'hostilité existant en Russie contre les Anglais a pu être constatée, mais la révolution russe est venue enrayer le mouvement si bien commencé. Les pourparlers ne pourront reprendre que quand un calme durable se sera rétabli à Saint-Pétersbourg; mais, quelle que soit la forme du gouvernement avec lequel elle traitera, il est infiniment probable que la diplomatie britannique, n'ayant plus à redouter la Russie en Asie, cherchera finalement à réaliser, après l'alliance anglo-japonaise et l'entente anglo-française, l'entente anglo-russe. La Russie s'y prêtera-t-elle? Ce serait, en tout cas, son avantage.

Après la guerre russo-japonaise, n'est-il pas évident que la Russie a ses intérêts essentiels en Europe? Le jour où l'entente anglo-russe serait conclue, elle permettrait des combinaisons grandioses immédiatement réalisables et de conséquences aussi heureuses pour la Russie que pour l'Angleterre. Quelles raisons s'opposeraient, par exemple, à la mise en service, en fort peu de temps, de la vraie grande route directe de l'Europe vers les Indes? Pour aller de Londres à Calcutta par voie ferrée, il suffirait de construire 700 kilomètres environ de chemin de fer, que seule la rivalité anglo-russe a empêché jusqu'à présent de réaliser.

Ouvrons donc les yeux sur un prochain avenir possible et constatons avec quelle aisance un simple effort de bon sens permettrait d'établir demain, si l'on veut, la grande voie ferrée qui relierait Ostende à Bombay et à Calcutta.

Le projet que je vais décrire ici m'a été exposé en

octobre 1903, à Pékin, par M. Lessar, ministre du tsar en Chine, mort récemment. Il s'en montrait grand partisan, car il était un de ces Russes informés qui avaient pénétré la vanité de la rivalité russo-anglaise en Asie.

Les projets de liaison directe de l'Europe avec l'Inde par le chemin de fer font travailler depuis quelques années bien des cerveaux.

Le fameux plan du chemin de fer de Bagdad a momentanément échoué pour des motifs à la fois politiques et financiers (1). D'autres raisons techniques sont de nature à amener l'échec définitif de ce projet en ce qui concerne la voie ferrée à établir vers les Indes.

Il exigerait, en effet, la construction d'une voie ferrée gigantesque, soit :

1° D'Adana à Bagdad;

2° De Bagdad à Bouchir;

3° De Bouchir à Bender-Abbas;

4° De Bender-Abbas à Currachée.

Au total, quelque chose comme 4.000 kilomètres de voie ferrée, dont plus de la moitié à travers les déserts de la Perse et du Bélouchistan.

Or, il existe une solution du même problème, simple, rapide et relativement peu coûteuse, puisqu'elle n'exigerait que la construction de 700 kilomètres environ de voie ferrée.

Il suffirait, en effet, d'utiliser les lignes existantes :

1° Londres, Berlin, Bakou;

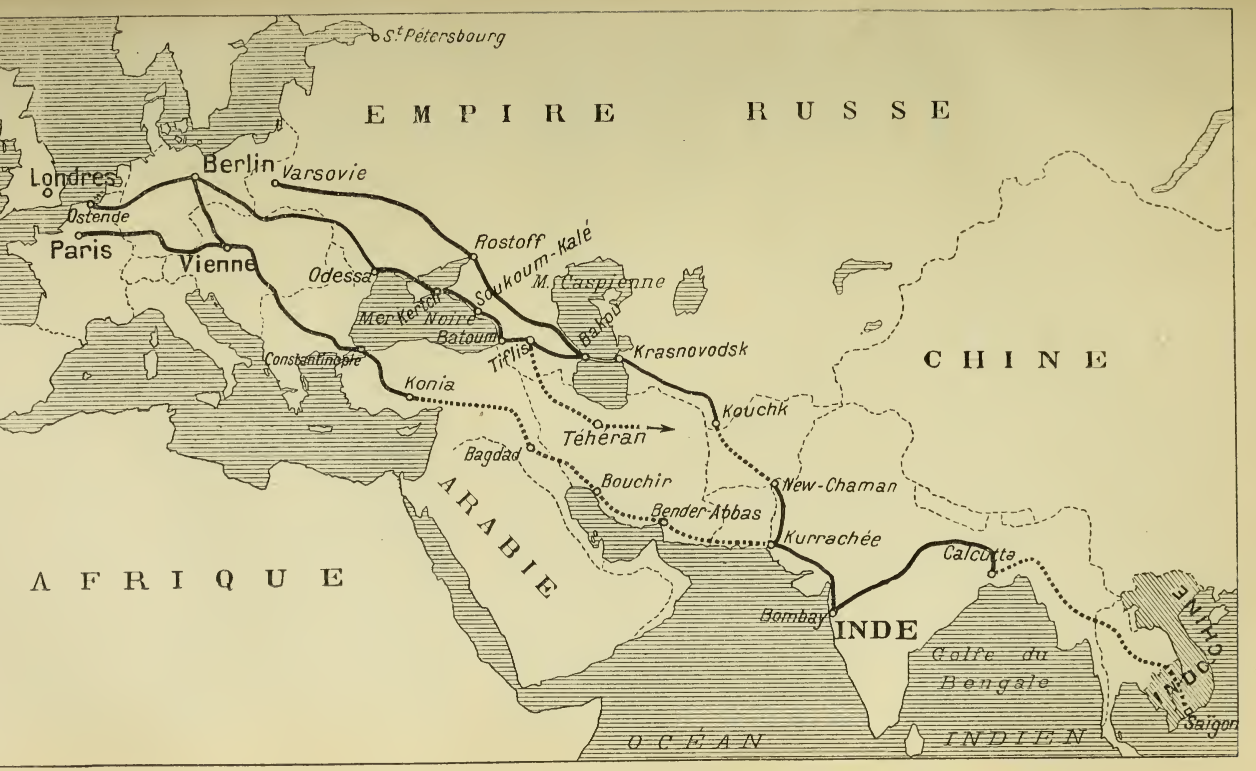
2° La traversée de la Caspienne de Bakou à Kransnovodsk;

3° Le Transcaspien de Krasnovodsk jusqu'à Kouchk, terminus des lignes russes sur la frontière afghane.

Sur le territoire des Indes, la voie ferrée est construite jusqu'à New-Chaman, terminus au nord des lignes anglaises.

Or, de Kouchk à New-Chaman, il y a seulement 700 kilomètres à construire, c'est-à-dire moins que de Paris à Mar-

(1) V. p. 501.



LA PLUS COURTE VOIE FERRÉE DE L'EUROPE VERS LES INDES

seille. Sans doute, pour exécuter ce travail, donc pour traverser le territoire afghan, le consentement de l'émir est indispensable. Mais pourrait-il être refusé le jour où l'Angleterre et la Russie seraient d'accord pour le demander à l'émir avec les arguments qui conviennent?

La construction des 700 kilomètres envisagés ne présenterait pas de difficultés techniques particulières. Le terrain, de nature ordinaire, ne nécessiterait que des travaux faciles et notamment fort peu de ponts. Le tracé est même déjà étudié. En vue d'une guerre, les Russes ont, en effet, réuni à Kouchk tous les éléments d'un chemin de fer stratégique se dirigeant au Sud sur Kandahar, et, à New-Chaman les Anglais, possèdent, eux aussi, tout le matériel nécessaire à une voie ferrée ayant comme objectif au nord Kandahar (1).

Supposons cette voie ferrée construite ; quel en serait le résultat au point de vue de la rapidité des communications entre Londres et Currachée?

Le tableau ci-dessous décompose, d'après les chiffres qui m'ont été fournis par M. Lessar, la durée du trajet pour chacune de ses fractions.

	Kilomètres.	Heures.
Londres — Calais — Berlin — Alexandrowo	1.487	28
Alexandrowo (formalités de douane)	»	1
Alexandrowo — Varsovie — Rostoff — Bakou (en supposant le service amélioré à 50 verstes à l'heure)	3.149	63
Bakou — Krasnovodsk (traversée)	320	12
Opérations de transbordement, une heure et demie de chaque côté	»	3
Krasnovodsk — Merv — Kouchk	1.142	48
Kouchk — New-Chaman	700	
New-Chaman — Soukhowa	47	12
Soukhowa — Currachée	300	7
Totaux	7.568	174

Soit sept jours six heures.

Il est donc bien établi qu'en utilisant simplement les

(1) V. p. 472.

réseaux existants et en améliorant dans de faibles proportions les services actuels, il serait possible, une fois le tronçon de Kouchk-New-Chaman construit, d'aller de Londres à Currachée en sept jours et six heures, alors que le même trajet par la voie de Bagdad réclamerait l'établissement de 4.000 kilomètres de voie ferrée dans des régions où le rendement économique serait des plus problématiques.

Il faut noter que ce résultat déjà très satisfaisant, trajet en sept jours et six heures, pourrait être rendu plus rapide encore par une amélioration et une rectification sérieuse des réseaux existants.

En effet, un premier raccourcissement pourrait être obtenu en empruntant la voie Vienne, Odessa, la Crimée avec pont sur le détroit de Kertch déjà prévu, Novorossisk, Soukoum-Kalé, Tiflis, etc. Enfin, une ligne Tiflis, Bakou, Tabriz, Téhéran, etc., pourrait plus tard supprimer la traversée de la Caspienne.

Le seul véritable obstacle à l'extension du tronçon Kouchk-New-Chaman réside dans l'opposition qu'y ont faite jusqu'à présent les Anglais, surtout ceux de la nuance de lord Curzon, qui ont craint de donner aux Russes la voie d'invasion qui leur manquait encore.

Ces objections sont désormais sans valeur, l'invasion des Indes par la Russie étant moins que jamais réalisable. Au surplus, rien n'empêcherait les Anglais de prendre toutes les mesures de précaution imaginables.

Les Anglais pourraient, par exemple, construire le tronçon Kouchk-New-Chaman avec l'écartement de la voie qui leur conviendrait, de manière à empêcher l'emploi du matériel russe, non seulement des locomotives, mais même des wagons à écartement modifiable. Ils auraient ainsi une garantie contre l'invasion russe, si chimérique soit-elle.

Au point de vue économique, l'exécution du tronçon Kouchk-New-Chaman serait aussi profitable à l'Angleterre qu'à la Russie, car ce tronçon ferait certainement travailler

beaucoup plus qu'actuellement les deux grands réseaux indien et transcaspien.

Un accord anglo-russe sur le tronçon New-Chaman-Kouchk aurait enfin une importance beaucoup plus générale. Il signifierait, en effet, non seulement que l'une des causes de méfiance profonde entre l'Angleterre et la Russie serait définitivement écartée, mais il rendrait peut-être, — il est vrai dans un avenir plus lointain, — de précieux services au point de vue de l'Indo-Chine française.

Le tracé du chemin de fer de Haute-Birmanie n'a encore pu être établi, car la région à traverser est l'une des plus difficiles du monde ; mais, si l'on y parvient finalement, la jonction du réseau indo-birman avec la voie ferrée qui doit relier Hanoï à Saïgon ne deviendrait plus qu'une question de temps.

On voit quels seraient alors les incalculables résultats atteints. Pour aller à Saïgon, il faudrait une quinzaine de jours pour un voyage qui, aujourd'hui, exige un mois.

Cette voie ferrée ainsi complète serait le symbole d'un des aboutissants logiques de la guerre russo-japonaise : l'entente franco-russe-anglaise.

En définitive, l'Angleterre, largement rassurée pour un temps sur le sort de ses possessions en Asie, est désormais, du fait de la prépondérance allemande, obligée de concentrer à nouveau sur l'Europe l'effort de sa politique extérieure. Le gouvernement de Londres est, de tous les gouvernements du vieux monde, celui qui est le mieux outillé pour créer diplomatiquement le nouvel équilibre de forces indispensable à l'Europe. Il y travaille dès maintenant sous la souple et habile direction du roi Édouard VII. La base des combinaisons anglaises est nécessairement la France. Connaissant les conditions d'une entente durable avec la France, les Anglais admettent que l'intérêt britannique les oblige à ménager les intérêts de la France aussi bien aux colonies que sur le

continent. L'Angleterre n'a pas intérêt à déchaîner une guerre continentale, mais elle veut créer un état de choses tel que le groupement nouveau en résultant puisse soutenir dans les meilleures conditions possibles le choc allemand éventuel.

CHAPITRE VII

LA FRANCE

I. — La France et la politique russe en Extrême-Orient. — Les fautes commises auraient-elles pu être évitées? — Les avertissements de M. de Fleurac, attaché militaire de France à Pékin de 1891 à 1895.

II. — Comment garantir l'Indo-Chine? — Danger japonais ou danger chinois? —Défense militaire ou défense diplomatique? — Lien possible de l'alliance anglo-japonaise et de l'entente franco-anglaise.

III. — La nouvelle situation en Europe et la France.

L'alliance franco-russe. — Raisons qui en motivent le maintien. — Pourquoi toutefois elle ne suffit plus aux combinaisons politiques de la France. — Pour rétablir l'équilibre général des forces, la France doit savoir si ses intérêts concordent davantage avec ceux de l'Allemagne ou avec ceux de l'Angleterre.

La France doit-elle s'entendre avec l'Allemagne ? — Distinction à faire entre le *peuple* allemand et le *gouvernement* allemand au point de vue de la direction de la politique étrangère de l'Allemagne. — Les intérêts économiques de l'Allemagne s'accordent-ils avec ceux de la France? — La France, en faisant un accord avec l'Allemagne, pourrait-elle maintenir son prestige moral et son indépendance?

La France et l'Angleterre. — Les intérêts économiques des deux pays sont-ils opposés ou concordants? — La situation générale du monde fait-elle que l'Angleterre doive être considérée ou non comme un adversaire de la France? — Une alliance avec l'Angleterre est-elle désirable ou non? — En cas de conflit avec l'Allemagne quelles peuvent-être la nature et l'importance du concours armé que pourrait donner l'Angleterre à la France?

IV. — Action de l'état intérieur de la France sur sa prochaine politique étrangère. — Portée de la campagne antimilitariste. — Influence possible de la loi sur la séparation des Églises et de l'État. — Lacunes et défauts des Français : leur faible connaissance des questions étrangères, compréhension insuffisante de la nécessité de l' « organisation » préalable aux événements, notions indécises sur la guerre, même défensive, la maladie de la volonté consécutive de la défaite de 1870. — Si la France *voulait* !

La guerre russo-japonaise est destinée à exercer sur la France une action profonde ; elle met le gouvernement

de Paris en face d'une situation nouvelle et de difficultés qu'il faut absolument résoudre.

Si la France veut percevoir nettement les nécessités qui s'imposent à elle, il lui faut savoir dans quelle mesure sa politique en Extrême-Orient a pu être erronée, constater l'état de choses actuel en Asie afin de discerner le meilleur procédé pour garantir l'Indo-Chine, ne pas s'illusionner sur l'importance des dangers qu'elle peut avoir à affronter en Europe, supputer dans quelle mesure sa situation intérieure lui permettra de résoudre les problèmes extérieurs dont la solution est indispensable.

Cet examen permettra peut-être de dégager la formule de politique étrangère maintenant possible au gouvernement français.

I

La guerre d'Extrême-Orient est dans une certaine mesure la conséquence des fautes commises par la France en 1895 et postérieurement.

J'ai déjà exposé (1) pourquoi, au point de vue français, l'intervention à Tokyo après le traité de Shimonoséki semble avoir été une erreur. A vrai dire, cette faute initiale fut commise par la diplomatie française peut-être moins par la volonté du chef du quai d'Orsay que sous l'action de l'opinion publique. Les Français alors n'eussent certainement pas admis qu'on se fût séparé de la Russie en Extrême-Orient. On eût vu l'Allemagne prendre apparemment notre place à Saint-Pétersbourg et le ministre des affaires étrangères qui eût suivi une pareille politique aurait probablement été

(1) V. p. 89.

accusé de trahison. M. Hanotaux, alors ministre, crut d'ailleurs de très bonne foi qu'en intervenant à Tokyo, la France contribuerait à assurer le respect de l'intégrité de la Chine. Cette intégrité, M. Hanotaux voulait la maintenir à juste titre, mais on peut se demander s'il ne s'illusionna pas sur la sincérité des déclarations russes relatives au non morcellement du territoire chinois. En outre, ne pouvait-on concevoir deux formes très différentes de violation de l'intégrité de la Chine?

Autant il était dangereux de laisser violer la Chine par une puissance *blanche,* puisque c'était provoquer l'intervention et les prétentions au partage des autres États *blancs,* autant il eût semblé avantageux, *au point de vue européen,* de laisser subsister la violation du territoire chinois commise par une puissance *jaune.* Or, au début de 1895, le Japon était à Port-Arthur; lui permettre d'y rester n'était donner à aucune puissance *blanche* le droit d'intervenir, mais c'était mettre un abîme entre Japonais et Chinois, c'était maintenir en état constant de rivalité les deux grandes puissances *jaunes;* c'était, par conséquent, reculer de beaucoup la menaçante échéance du fameux péril *jaune.*

Quoi qu'il en soit, il est certain que lorsque M. Hanotaux vit, en 1897, l'Allemagne réaliser le coup de force de Kiao-Tchéou et la Russie s'installer à Port-Arthur, il comprit toute l'étendue du danger, et que, même après avoir quitté le quai d'Orsay, il déploya, en tant qu'homme privé, les plus grands efforts pour amener par ses relations personnelles une entente entre la Russie et le Japon, qui, si elle eût abouti, aurait peut-être encore pu empêcher la guerre.

Il convient de signaler particulièrement les démarches faites en ce sens par M. Hanotaux lorsque le marquis Ito passa à Paris au début de 1902. Malheureusement, l'homme d'État japonais ne trouva pas en France, encore moins en Russie, l'accueil qu'il espérait, de telle sorte que le Japon se retourna sans hésiter vers l'Angleterre et signa le traité

d'alliance du 30 janvier 1902 qui lui permit la guerre. La déclaration franco-russe du 20 mars 1902 répondit à ce traité; j'ai déjà souligné (1) la valeur pratiquement nulle de cette convention.

Il est donc indéniable qu'entre le début de 1895 et le milieu de 1902, la France a commis une série d'erreurs en Extrême-Orient. La russophilie aveugle qui régnait alors sur la presque totalité des Français en fut indubitablement la cause principale. On ne comprenait pas que, pour se montrer un ami vrai de la Russie, il fallait savoir lui résister quand elle voulait s'engager dans une voie aussi dangereuse pour elle que pour nous. A côté des erreurs de l'opinion publique, il y eut aussi les fautes des directeurs divers de la politique générale française. Peut-être me serait-il possible, avec les éléments dont je dispose, d'établir avec précision les responsabilités encourues par certains? Je ne le ferai cependant point. Mon but unique est de servir les intérêts de mon pays, ce qui implique de travailler à l'union des Français; je ne me livrerai donc pas, même pour établir un point d'histoire, à un exposé de faits qui atteindrait des hommes pouvant encore être utiles.

Mais, si je me refuse à mettre en cause ceux qui n'ont pas su comprendre la situation en temps utile, je tiens à défendre un homme qui a eu grandement à souffrir de sa sincérité et de sa clairvoyance au sujet des affaires d'Extrême-Orient.

Ce qui rendra plus tard sévère pour les auteurs des fautes de la politique française en Asie orientale, c'est qu'elles auraient pu être évitées. La France a eu, en effet, en Chine, un agent qui a vu *à temps,* qui a envoyé rapports sur rapports et qui a fait l'impossible pour être écouté. Or, on l'a méconnu, on l'a raillé, et finalement on a brisé sa

(1) V. p. 110.

carrière. N'a-t-il pas droit aujourd'hui à une réparation publique? Je m'estimerai, pour ma part, infiniment heureux si je puis contribuer à faire rendre justice à M. le commandant de Fleurac, qui fut attaché militaire près l'ambassade de France à Pékin de 1891 à 1895.

Dès son arrivée en Chine, *donc en 1891*, M. de Fleurac comprit clairement ce que voulait la Russie en Extrême-Orient et le danger pour elle et pour la France de cette politique qui devait fatalement aboutir à une grande guerre entre la Russie et le Japon.

Dès 1891, le commandant, alors capitaine de Fleurac, appela l'attention du gouvernement français sur l'activité insolite du gouverneur russe de l'Amour et sur les études qu'il faisait pousuivre en Mandchourie et en Corée. Il mit en lumière les manœuvres suspectes du baron Waldenhausen et de M. Sternburg, attachés militaires occultes près les légations d'Allemagne à Tokyo et à Pékin.

Il conclut textuellement, *avant la guerre sino-japonaise* : « L'Allemagne mène la partie; elle pousse le Japon à l'attaque et encourage la Chine à la résistance dans le double but de substituer en Extrême-Orient son commerce et son influence à l'influence et au commerce anglais, et d'engager le Japon contre la Russie, de telle sorte que la France n'ait aucune assistance à attendre en Europe. »

En février 1894, M. de Fleurac revint en France. Il exposa à M. Carnot la gravité de la situation. Le président de la République écouta avec bienveillance et attention. M. de Fleurac repartit aussitôt pour l'Extrême-Orient afin d'y suivre la guerre qui venait d'éclater entre la Chine et le Japon. A Pékin, M. de Fleurac continua à tenter de montrer à ses chefs le danger qu'il y avait à favoriser la pénétration russe en Extrême-Orient. La guerre prit fin. Dans la mesure où il le put, M. de Fleurac déconseilla l'intervention collective à Tokyo. Cette intervention eut lieu malgré tout.

Peu de jours après, le 16 mai 1895, dans une lettre

adressée de Tien-Tsin à M. Gérard, ministre plénipotentiaire de la République française en Chine, M. de Fleurac tint à nouveau à résumer ses rapports antérieurs. Il écrivit :

L'état maritime de l'Allemagne et la situation politique de l'Europe ne permettent pas à l'empereur Guillaume de faire en Extrême-Orient l'effort nécessaire pour y créer une installation durable. Il cherchera donc à attirer la Russie en Mandchourie; la communauté des intérêts rapprochera les deux empires; à l'ombre de la puissance russe, la colonisation allemande s'épanouira à son aise, et, si elle était menacée un jour par une colonisation jaune, l'influence russe en Mandchourie le serait également. *On verrait alors la Russie s'engager au profit de l'Allemagne, aux extrêmes confins de l'Asie.* Du même coup, elle abandonnerait l'Europe dont l'Allemagne, maîtresse d'allumer un furieux incendie dans les Balkans, deviendrait l'arbitre souveraine.

La Russie aurait à choisir entre une alliance avec l'Allemagne ou une guerre terrible dans laquelle elle devrait lutter contre tous les barbares ameutés contre elle.

Elle donnerait vraisemblablement la préférence à un rapprochement avec sa voisine de l'ouest.

D'une part, en effet, l'Angleterre est d'accord avec le Japon à qui elle parle déjà de revanche, et, de l'autre, l'esprit américain, l'initiative américaine poussent le pays du Soleil-Levant à toutes les aventures, pour s'enrichir de ses dépouilles, comme les usuriers consentent des prêts aux fils de famille, afin de s'approprier leur fortune.

Je considère, en conséquence, que la Russie tomberait dans un piège si elle exaspérait par des ambitions trop promptement dévoilées les susceptibilités inquiètes du Japon. Il faut prendre garde à ce que l'irritation provoquée par l'intervention collective de la France, de l'Allemagne et de la Russie est à Tokyo aussi vive que profonde.

La sagesse conseille aux Russes de *réserver* les questions de Mandchourie, du Liao-Toung et de Corée jusqu'à ce que la Sibérie soit peuplée, approvisionnée, *bourrée de troupes;* en un mot, jusqu'à ce qu'elle puisse servir de base d'opérations rapprochée, non seulement contre le Japon, mais peut-être également contre la jeune Chine.

Le Transsibérien sera achevé dans quatre ans, il est vrai,

mais il est à voie unique et il se développe sur 8.000 kilomètres de longueur. *Quel rendement fournira-t-il par rapport aux besoins d'une armée en campagne?*

Certes, la Russie acheminant lentement, très lentement, mais sans cesse, vers l'Extrême-Orient des renforts par voie de terre, aura raison un jour ou l'autre de ses adversaires, mais à quel prix? Que l'on calcule l'effort que lui imposera le *bras de levier* qui séparera les forces combattantes de leur point d'appui en Europe.

La tactique traditionnelle qui, jusqu'ici, a fait le succès de la Russie, — attirer à elle ses envahisseurs, les noyer, les dissoudre dans son immensité, — se retournera ainsi contre elle. Elle sera contrainte d'aller, et à quelle distance! au devant du Japon, qui, lui, est à pied d'œuvre.

Son triomphe sera chèrement payé. Il exigera des efforts prolongés et coûteux et laissera à l'Allemagne ses coudées franches en Europe.

Mais comme, à la date de cette lettre, on était à l'époque non plus seulement de la russophilie, mais de la « russolâtrie » aiguë, les rapports de M. de Fleurac furent considérés comme sans valeur, et, finalement, il fut rappelé à Paris comme ayant contrecarré la politique du gouvernement.

Rentré en France en septembre 1895, M. de Fleurac, en dépit de tous les déboires qu'il avait déjà subis, continua son œuvre d'excellent Français et essaya encore de se faire entendre.

L'Allemagne s'étant installée à Kiao-Tchéou et la Russie à Port-Arthur au lendemain de l'intervention à Tokyo, M. de Fleurac jugea la guerre entre le Japon et la Russie inévitable. Il eût voulu que tout au moins on ne se fît pas en France, sur son issue, des illusions trop profondes.

Le 12 janvier 1899, il écrivit au ministère de la guerre une lettre dont voici quelques passages topiques :

Monsieur le ministre,

Sur l'avis qu'a bien voulu me donner l'un des sous-chefs de votre cabinet, j'ai eu l'honneur de vous adresser le 19 dé-

cembre 1898, sous pli recommandé, un plan à grande échelle de la position de Port-Arthur.

Les considérations dont j'ai accompagné cet envoi vous ont semblé, peut-être, audacieuses; elles sont pourtant, monsieur le ministre, fortement motivées.

Ce que j'ai dit de Port-Arthur est même applicable à Ta-Lien-Wan et à l'ensemble de la presqu'île déterminée par l'isthme de Kintchéou. Les Russes ne pourront tirer de cette impasse ni leur flotte, ni leur armée, et les troupes de secours qu'ils prétendent organiser en Mandchourie dans un secret que toutes les diplomaties ont pénétré, n'auront d'autre objectif que la Corée où le Japon amènera bien avant eux des forces de beaucoup supérieures.

Il n'existe pas d'autres positions maritimes au nord de la Chine que celles du Chan-Toung, Kiao-Tchéou et Weï-Haï-Weï, dont l'Allemagne et l'Angleterre se sont emparées, ne laissant à la Russie, partout devancée, que l'alternative de s'enlizer à Port-Arthur et à Ta-Lien-Wan ou de n'obtenir aucun débouché dans les mers de Chine...

J'ai remis à M. Marcel, chef du cabinet de M. Hanotaux, des documents originaux ou photographiés dont il ressort que, dans une circonstance déterminée, le ministre de Russie a transmis par télégramme de fausses nouvelles à son collègue de France, qu'il l'a induit en erreur sur les événements les plus considérables de la guerre sino-japonaise, parce qu'il manœuvrait pour nous engager par surprise dans une action maritime contre le Japon.

L'amiral de Beaumont a évité le piège que lui avait tendu l'amiral Tyrtoff, et je me suis secrètement félicité que nous ne nous soyons pas acheminés, par un nouveau Navarin, vers les plus redoutables complications (1).

(1) V. p. 323.

D'après M. le commandant de Fleurac, qui le tint à Nagasaki de l'amiral de Beaumont lui-même et du colonel japonais Arada, l'amiral Tyrtoff télégraphia, le 27 avril 1895, à l'amiral de Beaumont que les gouvernements, français et russe étaient d'accord pour attaquer à l'improviste la flotte japonaise ; il invitait en conséquence, à venir le rejoindre, l'amiral français qui, devant l'étrangeté de cette communication, n'en fit naturellement rien. Le 8 mai 1895, l'amiral Tyrtoff renouvela ses instances auprès de l'amiral de Beaumont. On croyait que les plénipotentiaires japonais viendraient à Tchéfou escortés de navires de guerre, pour échanger les ratifications du traité de Shimonoséki. Les vaisseaux russes étaient en état de branle-bas de combat, prêts à tomber inopinément sur l'escadre japonaise.

L'amiral de Beaumont se garda bien de répondre à cette nouvelle convo-

Ces quelques extraits suffisent à montrer l'étendue des services qu'aurait pu rendre M. de Fleurac. Tous ses rapports sont pleins de vues exactes dont les événements viennent d'établir la réelle profondeur. M. de Fleurac fut peut-être l'homme qui comprit jadis le mieux ce qui se préparait, et, si on lui eût fait à Paris le crédit qu'il méritait, — et qu'on lui refusa, — la France eût sans doute rendu à la Russie l'immense, l'inappréciable service de l'empêcher de tomber dans le piège d'Extrême-Orient.

N'est-il pas déplorable que de tels avertissements aient été considérés comme sans valeur et que, pour les avoir donnés avec franchise et décision, un officier comme M. de Fleurac ait vu sa carrière compromise après s'être acharné à bien servir son pays? Comment, en présence de pareils rapports, dont toute une série antérieure à 1895 se trouve dans les cartons officiels, peut-on admettre que ceux chargés de diriger la politique française en 1895 aient eu la possibilité d'ignorer les vraies intentions de la Russie? Quoi qu'il en soit, des fautes qui auraient pu être évitées ont été commises, et il s'agit aujourd'hui, pour la France, de faire face aux conséquences de la guerre russo-japonaise, tant en Asie qu'en Europe.

II

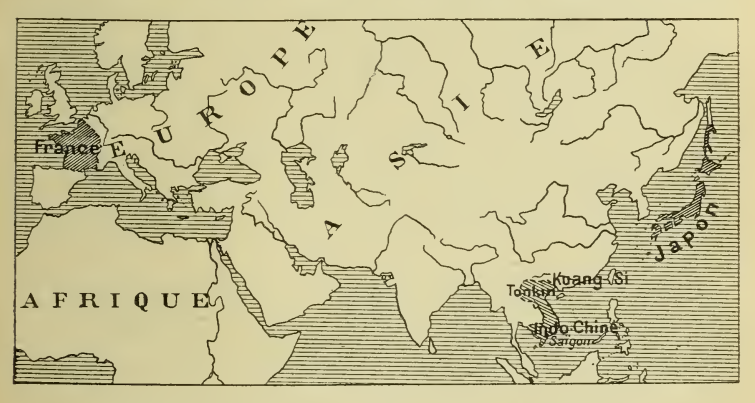
En Asie, la question que la France a à résoudre est de savoir comment elle peut préserver l'Indo-Chine. Maintes

cation, et les Japonais avertis envoyèrent leurs plénipotentiaires sur un simple paquebot et sans escorte.

Le fait signalé par M. le commandant de Fleurac et que je rapporte ici est évidemment d'une gravité exceptionnelle. Il est d'ailleurs parfaitement connu au Japon.

fois, on a dit que le Japon voulait s'en emparer. Il est incontestable que les Nippons ont envisagé l'hypothèse d'une invasion de l'Indo-Chine par leurs troupes. Ils y ont envoyé, au Tonkin notamment, plusieurs missions militaires officielles ou secrètes, et on sait qu'ils entretiennent encore maintenant des agents dans les principaux centres indo-chinois.

La France a-t-elle les moyens matériels qui lui permettent de faire une défense efficace contre les Nippons? Oui, peut-être, si les Japonais étaient contraints de débarquer sur un



LA FRANCE ET LA DÉFENSE DE L'INDO-CHINE

point de la côte indo-chinoise. On peut, en effet, concevoir une bonne organisation de sous-marins à grand rayon d'action qui rendraient la tentative hasardeuse, et des manœuvres récentes ont démontré que le delta du Tonkin pouvait être assez aisément défendu ; mais l'état-major du mikado est maître de tourner les difficultés et de résoudre le problème que nous étudions en évitant tous les aléas d'un débarquement sur la côte indo-chinoise. Il suffit, en effet, de supposer que le Japon, d'accord avec la Chine, débarque ses troupes sur un point de la côte chinoise assez éloigné pour être hors d'atteinte des sous-marins français, et prenne ensuite le Tonkin à revers en passant par le Kuang-Si. Or,

dans ce cas, il n'est aucunement douteux que les effectifs japonais seraient infiniment supérieurs à ceux dont la France pourrait disposer et que, par conséquent, l'avantage final serait facilement du côté des Nippons. Dira-t-on que la France pourrait envoyer en Extrême-Orient une flotte suffisante pour combattre avec succès la flotte japonaise chargée de protéger le débarquement des troupes nipponnes sur la côte chinoise? Qui oserait l'espérer! La qualité de la marine nipponne est aujourd'hui hors de pair et elle aurait à opérer à *huit* jours de ses bases, alors que l'Indo-Chine est à *trente* jours de mer de la France. D'ailleurs, des discussions publiques ont établi l'insuffisance lamentable de l'arsenal de Saïgon. Pour le mettre dans l'état qu'il faudrait, des années sont nécessaires. Enfin, la France pourrait-elle expédier en Extrême-Orient toute sa flotte de guerre, alors que l'état de l'Europe exige de toute évidence que cette flotte soit conservée à proximité de la métropole?

Si l'on pèse tous ces arguments tirés de la nature même des choses, on arrive à conclure que l'efficacité d'une défense française contre une attaque japonaise est extrêmement douteuse; la constatation est pénible, certes, pour notre amour-propre, mais il est conforme au véritable intérêt français qu'elle soit nettement faite.

Est-ce bien d'ailleurs le Japon qui menace l'Indo-Chine?

On oublie trop que le Japon est à huit jours de mer de l'Indo-Chine, distance, en somme, déjà considérable, et que les Nippons sont maintenant obligés de concentrer leurs efforts sur la Mandchourie et surtout sur la Corée, qui sont à leurs portes. De toute évidence, les Japonais vont dépenser leur énergie pendant plusieurs années dans le champ d'action qui vient de s'ouvrir à eux. Le Japon a donc des raisons japonaises extrêmement sérieuses qui le détournent d'entreprendre, tout au moins prochainement, une opération offensive contre la France.

La conviction toute personnelle que j'ai rapportée d'Extrême-Orient est que le vrai danger pour le Tonkin viendra non pas du Japon, mais de la Chine militaire qui se lève et qui peut grandir beaucoup plus vite que nous ne le soupçonnons. J'ai parcouru à cheval la route de Langson à Caobang et visité la plupart des postes militaires de la frontière est du Tonkin, limitrophe du Kuang-Si; tous les officiers français de cette région sont unanimes à constater l'amélioration très sensible dans les dernières années de la discipline des troupes chinoises de l'autre côté de la frontière et l'armement excellent dont elles ont été dotées. Au train dont vont les choses, il n'est pas permis de douter que si la Chine le veut, elle sera à même un jour d'envahir le Tonkin par le Kuang-Si comme dans l'hypothèse plus haut envisagée, et que les effectifs dont elle pourra disposer seront tels que toute lutte des troupes françaises sera d'avance inutile. On ne saurait trop le répéter, là réside le vrai, le très grand danger qui menace l'Indo-Chine.

Comme la prévoyance exige aussi d'admettre le péril japonais, il convient de parer dans la mesure du possible aux deux périls éventuels. La France ne peut pas raisonnablement disputer la maîtrise de la mer au Japon, et elle ne peut lutter à coups d'effectifs, dans le Haut-Tonkin, ni contre le Japon ni contre la Chine. Une défense militaire de l'Indo-Chine donnant de très réelles garanties paraît donc à peu près irréalisable.

Selon moi, dans l'état actuel des choses, la véritable défense de l'Indo-Chine réside surtout dans une défense diplomatique. Le Japon n'ayant pas d'intérêt actuel à s'emparer de l'Indo-Chine, les bonnes relations que le gouvernement de Tokyo entretient avec celui de Paris ont une réelle valeur. L'entente de la France avec l'Angleterre en a une autre beaucoup plus considérable. N'est-il pas vraisemblable que l'Angleterre, qui a besoin de la France en Europe, qui, en outre, en Asie, a intérêt à voir la France

rester en Indo-Chine afin de préserver les Indes contre le flot chinois, fera, comme alliée du Japon, tout le nécessaire pour empêcher de se tendre les rapports entre le Japon et la France? Il y a là une garantie sérieuse fondée sur le bon sens et qui sera aussi durable que l'entente anglo-française subsistera de pair avec l'alliance anglo-japonaise.

A l'égard de la Chine, la défense diplomatique offre des avantages plus problématiques; mais il faut bien s'en contenter, puisque c'est la seule qu'on puisse raisonnablement envisager. Ne peut-on concevoir à Pékin l'action concertée des ministres de France et d'Angleterre qui, si elle ne réussit pas à empêcher les pénibles surprises de l'avenir, est susceptible tout au moins d'en retarder très sensiblement le moment?

En définitive, la possession de l'Indo-Chine pour la France ne peut être garantie que relativement; elle est subordonnée surtout à ce que deviendra la Chine. C'est là une conséquence directe de la guerre russo-japonaise. Si on avait voulu prévenir cette conséquence, il eût fallu faire *à temps* la politique nécessaire pour empêcher la Russie de s'engager en Extrême-Orient.

III

En Europe, la France doit résoudre de nouveaux problèmes infiniment plus graves qu'en Asie, car de la solution choisie dépendra non plus seulement le sort d'une colonie, si importante qu'elle soit, mais la vie même et l'honneur de la métropole.

Les questions essentielles auxquelles il faut répondre avant d'aboutir à une conclusion s'imposent elles-mêmes à l'esprit.

Quelles peuvent être désormais la valeur et la signification de l'alliance franco-russe?

La France a-t-elle plus d'intérêts concordants avec l'Allemagne ou avec l'Angleterre?

En présence des événements si graves de Russie, quelles sont actuellement la valeur et la nature de l'alliance franco-russe?

Tout d'abord, un maintien de l'alliance semble s'imposer. C'est pour nous, Français, une question de dignité; il serait contraire à tout sentiment noble et généreux d'abandonner avec dédain un allié d'hier, parce qu'il a été et est malheureux. Nous le pouvons d'autant moins que nous aussi avons connu des jours amers; nous devons donc nous montrer les amis sincères des Russes. Nous y avons, en outre, intérêt en raison des énormes capitaux français engagés dans l'empire des tsars. Donc, maintenons fermement le principe de notre alliance avec la Russie et cherchons à lui rendre tous les services possibles. Mais, ceci nettement posé, n'ayons point au moins d'illusions sur ce que peut donner l'alliance. Ne fermons point les yeux sur les transformations profondes qui sont la résultante de la guerre russo-japonaise. Oui, la paix avec le Japon vient de permettre à la Russie de rentrer diplomatiquement dans le concert des grandes puissances en Europe, mais militairement il n'en est point ainsi.

On a vu plus haut (1) la situation militaire et morale de la Russie. Peut-on ne point tenir compte d'un pareil état de choses dont aucun de ceux qui connaissent réellement la Russie ne saurait ignorer la gravité? Peut-on, dans ces conditions, ne pas constater que l'alliance franco-russe aujourd'hui n'est pas ce qu'elle était hier? Maintenons-la donc, mais ne lui demandons pas plus qu'elle ne peut donner.

(1) V. p. 413.

Constatons, enfin, que si l'élément de forces sur lequel nous pouvions compter en Russie avant la guerre a disparu, c'est une simple question de bon sens, aussi profitable aux Russes qu'à nous-mêmes, de nous préoccuper d'établir un équilibre nouveau des puissances en Europe.

Pour chercher rationnellement les bases de cet équilibre nouveau, étudions le problème capital des rapports de la France avec l'Allemagne et avec l'Angleterre, en faisant abstraction de l'entente franco-anglaise déjà réalisée; on percevra ainsi avec plus de sûreté les raisons qui peuvent la justifier ou la combattre.

Constatons d'abord qu'en France, certains, pour de vagues motifs d'un « pacifisme » qu'ils affirment possible, préconisent l'alliance avec l'Allemagne; d'autres, sans donner beaucoup plus de raisons précises, veulent l'alliance avec l'Angleterre; d'autres, enfin, déclarent que la France doit demeurer seule.

Doit-on choisir entre l'Allemagne et l'Angleterre? Nous allons voir. Mais conseiller à la France de rester isolée, c'est admettre qu'elle est à une de ces époques de l'histoire où elle exerce sa suprématie sur le monde, ce qui n'est pas. C'est encore refuser à ce pays les bénéfices énormes de combinaisons extérieures parfaitement réalisables. Préconiser l'isolement est préconiser une solution négative fondée sur l'inconnaissance de l'état du monde. Le vrai Français qui sait et qui pense ne peut que vouloir le groupement de tous les intérêts internationaux solidaires de ceux de son pays. Or, le simple bon sens établit qu'il y a partout des intérêts contraires; parmi ces intérêts contraires, certains sont conformes aux nôtres. Pourquoi les négliger? L'union fait la force pour les peuples comme pour les individus.

Tout d'abord, tâchons, en examinant la question des relations de la France avec l'Allemagne et l'Angleterre, de nous soustraire à l'impression sentimentale qui domine

en cette matière, trop exclusivement, la plupart des Français : les uns ne pardonnent pas aux Anglais d'avoir brûlé Jeanne d'Arc, emprisonné Napoléon; les autres sont toujours sous l'impression de Sedan.

Ces souvenirs hautement respectables ont leur valeur éminente; mais à notre époque moderne et réaliste, où les intérêts économiques s'imposent avec une irrésistible puissance, ils ne suffisent plus à décider d'une politique.

Constatons encore qu'à raison du peu d'intérêt prêté jusqu'ici par nous aux questions de politique extérieure et, par conséquent, de notre ignorance de ces problèmes, nous en voulons aux autres des fautes qui sont notre propre fait. Les désastres de 1870 ne sont-ils point les conséquences de notre impéritie et du « pacifisme » des dernières années qui précédèrent la guerre?

Si nous avons perdu l'Égypte, n'est-ce point absolument notre faute?

Si nous n'avons pas su maintenir Marchand à Fachoda, n'est-ce pas parce que nous avons commis l'erreur de ne point préparer la guerre alors que nous lancions à travers l'Afrique une expédition qui, de toute évidence, devait la provoquer?

Les Anglais ou les Allemands font leur politique et ils ont mille fois raison. Au lieu de récriminer, tâchons donc de savoir nous-mêmes gérer nos affaires.

Constatons, enfin, que les ressentiments historiques que nous pouvons avoir contre l'Allemagne ou l'Angleterre ne peuvent influer utilement sur notre décision.

Notre choix à l'heure présente, s'il faut en faire un, ne doit être déterminé que par des considérations pratiques procédant d'une appréciation aussi juste que possible de l'état actuel du monde.

Prenons maintenant corps à corps les difficultés de la discussion. Faisant abstraction de l'irritation causée par les affaires du Maroc, demandons-nous :

La France doit-elle tendre dans l'avenir a une entente étroite avec l'Allemagne ?

Pour répondre affirmativement à cette question, il faudrait démontrer :

1° Que l'entente serait avantageuse à notre commerce et à notre industrie, c'est-à-dire à l'immense majorité des Français;

2° Que la France, du fait de cet accord, ne verrait point diminuer son prestige moral.

Remarquons tout d'abord qu'il ne saurait s'agir d'une entente à établir entre le peuple français et le peuple allemand; car, s'il y a bien un peuple allemand composé de millions de braves gens qui, pris individuellement, seraient peut-être disposés à faire un traité équitable avec nous, il faut savoir que ce peuple allemand n'a actuellement sur l'orientation de la politique étrangère de l'Allemagne qu'une action extrêmement faible et à peu près nulle.

Voyons les choses telles qu'elles sont : la politique extérieure de l'Allemagne a une source exclusivement prussienne; elle a pour principe de suivre les directions données par le grand Frédéric et par Bismarck, dont Guillaume II s'efforce visiblement d'être, quoique sous une forme nouvelle, le continuateur. En matière de politique extérieure, le peuple allemand n'existera pour nous que le jour où l'Allemagne sera républicaine. Or, rien n'indique que ce soit là bientôt un fait accompli.

Pénétrons-nous de cette idée : si nous concluions un accord avec le pays d'outre-Rhin, ce serait non pas avec l'Allemagne, mais avec la Prusse; non pas avec le peuple allemand, mais avec le chef des Hohenzollern.

Première question. — Les intérêts économiques de l'Allemagne sont-ils concordants avec les nôtres ?

Aucun doute ici n'est permis. L'industrie allemande fait une concurrence de plus en plus redoutable à l'industrie

française. L'opposition des intérêts dans ce domaine est radicale et tellement évidente qu'il n'est pas besoin de plus ample démonstration.

Un accord avec l'Allemagne modifierait-il cet état de choses? On ne le conçoit guère, car précisément cet accord aurait pour conséquence immédiate d'abaisser la frontière économique. Cette vérité est tellement certaine que le général prussien von Lippe, dans une lettre qu'il adressait au *Figaro,* le 10 mai 1905, concluait : « Une alliance entre la France et l'Allemagne ne peut être qu'une union douanière avec des institutions parlementaires. » Or, cette union douanière, cet abaissement des frontières économiques est-il souhaitable pour nous Français? Je demande alors : détruit-on soi-même la digue qui vous protège contre la mer envahissante? Autrement dit, le sens de la pénétration économique n'est-il pas indiqué comme venant nettement d'Allemagne vers la France et non point du tout de France vers l'Allemagne? Le chiffre des ouvriers allemands qui se fixent à Paris et des ouvriers français travaillant à Berlin établit cette vérité avec une puissance de démonstration absolue. A Paris, on constate la présence de plus de quarante mille ouvriers et employés allemands, dont le nombre augmente chaque jour, tandis qu'à Berlin, c'est à peine si l'on compte quatre cents travailleurs français, chiffre stagnant. Or, l'union douanière que rêve le général von Lippe pourrait-elle faire autre chose que favoriser ce mouvement? Assurément non. On est donc amené rationnellement à conclure : l'entente franco-allemande aurait pour conséquence de compliquer fort gravement les conditions d'existence des travailleurs français : commerçants, industriels, ouvriers.

Deuxième question. — LA FRANCE, EN FAISANT UN ACCORD AVEC L'ALLEMAGNE, POURRAIT-ELLE MAINTENIR SON PRESTIGE MORAL ET SON INDÉPENDANCE?

Tout d'abord, on ne conçoit pas très bien comment la France, pays de gouvernement changeant, pourrait conclure un pacte avantageux avec un gouvernement comme celui des Hohenzollern, dont la caractéristique est d'être durable, ferme et concentré.

Le fait que la France aurait renoncé à toutes ses revendications n'inclinerait pas les princes de Prusse à renoncer eux aussi à accomplir leur œuvre en Europe et dans le monde; bien au contraire. Dans la pratique des faits, la France alliée à l'Allemagne devrait se résoudre au rôle de satellite. Or, on peut très bien admettre que, malgré leur répugnance, les Bavarois, parce qu'ils sont des Allemands, puissent supporter l'hégémonie prussienne; mais en est-il de même pour un pays de trente-huit millions d'habitants de langue française, avec une histoire de douze siècles de grandeur?

Comment une pareille abdication morale pourrait-elle être bénéficiable à une action française dans quelque direction que ce soit? Comment espérer que le jour où nous aurions admis l'entente allemande, il puisse même être question de maintenir en France une force militaire capable de défendre l'indépendance du pays? Les faits actuels qui se déroulent dans le monde constituent la démonstration la plus puissante qui soit du caractère peu pratique des idées pacifistes, et cependant les progrès qu'elles font chez nous sont notoires!

Ne nous y trompons pas, l'entente étroite franco-allemande, signifiant pour les Français renonciation à tout effort national, aurait pour corollaire le désarmement de la France, désarmement qui n'impliquerait nullement celui de l'Allemagne.

C'est d'ailleurs cet aboutissement certain et logique de l'entente franco-allemande qui fait que les *leaders* antimilitaristes comme M. Jaurès la préfèrent à toute autre combinaison extérieure. Ils savent bien que, s'ils réussissaient,

ils détruiraient d'un seul coup tous les obstacles qui, à l'heure présente, s'opposent encore à l'anarchie de leur action.

Mais, dira-t-on, pourquoi donc nombre de coloniaux, d'officiers de marine, de civils, qui, dans les dernières années, ont soutenu la cause de l'armée, ont-ils incliné à diverses reprises vers l'entente franco-allemande? A cette objection, il faut répondre : les intentions de ces excellents Français ne sauraient être suspectées, mais, par le fait même de leurs obligations professionnelles ou de leurs intérêts, ils n'ont éprouvé de difficultés qu'avec l'Angleterre. Éloignés pour la plupart du continent, ils n'ont pas eu la possibilité matérielle de contrôler la montée menaçante des ambitions allemandes. Ils n'ont ainsi pu voir qu'un côté des choses ; ils ne se sont point trouvés dans les conditions voulues pour avoir ce coup d'œil panoramique qui seul, en politique étrangère, permet une appréciation juste.

Quant à moi, qui ai pu suivre de très près la naissance et l'évolution de la nouvelle Allemagne, ma conviction profonde est qu'une alliance franco-allemande porterait à la France un coup fatal, aussi bien dans l'ordre moral que dans l'ordre matériel. *En concluant un pareil accord, nous souscririons du même coup à l'invasion économique de notre pays et à sa décadence militaire.*

Mais de cette conclusion faut-il induire que je préconise une politique hostile à l'Allemagne?

En aucune façon. *Gardant nos positions, nous devons, au contraire, ne rien dire, ne rien écrire, ne rien faire qui, outre-Rhin, puisse être interprété comme une provocation.* Une alliance avec l'Allemagne serait néfaste, mais de bons rapports normaux sont assurément souhaitables.

Enfin, les raisons qui nous font repousser d'une façon très nette l'idée d'une alliance avec l'Allemagne impliquent-elles l'obligation pour nous d'une alliance avec l'Angleterre offensive contre l'Allemagne?

Nullement, car le problème franco-anglais se pose dans des conditions toutes spéciales.

Nous examinerons successivement les éléments essentiels du problème :

Les intérêts économiques de la France et de l'Angleterre sont-ils opposés ou concordants?

La situation politique générale du monde fait-elle que l'Angleterre doive être considérée ou non comme un adversaire de la France?

Une alliance avec l'Angleterre est-elle désirable ou non?

En cas de conflit avec l'Allemagne, quelles peuvent être la nature et l'importance du concours armé que nous donnerait l'Angleterre?

Les intérêts économiques de la France et de l'Angleterre sont-ils opposés ou concordants?

Les rapports commerciaux de M. Jean Périer, consul de France à Londres, permettent de répondre avec précision à cette question. Sachons d'abord que, par leur clarté et leur profondeur les études de M. Jean Périer s'imposent à la plus sérieuse considération. Les services qu'il a su rendre sont si évidents qu'on vient de créer pour lui le poste d'attaché commercial près l'ambassade de France à Londres.

Dans son rapport publié le 2 juin 1904, par le *Moniteur officiel du Commerce extérieur,* M. Jean Périer constate (page 32) que « nous ne sommes pas des rivaux pour la Grande-Bretagne en ce qui touche les quatre plus grandes branches de son activité commerciale : les industries houillères, métallurgiques, cotonnières, et sa marine marchande ».

En outre, ainsi que le déclare un des plus hauts fonctionnaires du *Board of Trade,* nous ne concurrençons point les Anglais. « Quoique les importations françaises en Angleterre, dit sir Albert Bateman, aient considérable-

ment augmenté, elles n'ont point pris la place des produits britanniques. »

Or, à quoi tient donc cet état de choses singulièrement favorable, puisqu'il permet d'augmenter le chiffre des affaires entre les deux pays sans inconvénients réciproques? C'est que nos ventes en Angleterre sont complémentaires de la production britannique. Sur 335 millions de francs de produits agricoles que nous vendons aux Anglais, il y a 140 millions de produits que, par suite de ses conditions climatériques et géologiques, la Grande-Bretagne ne peut produire : eaux-de-vie, vins et liqueurs, bois de pins pour poteaux de mines, résine, liège, huile d'olive, conserves de sardines, plantes de serre, pierres, eaux minérales, etc. Puis, 68 millions de produits primeurs : légumes, fruits et fleurs. Enfin, 127 millions d'articles d'alimentation que le Royaume-Uni ne produit pas, comme les sucres, ou bien ne produit point en quantité suffisante, comme les œufs, les beurres, les fromages, les volailles, etc.

M. Jean Périer constate donc (page 35) : « Ce n'est pas la concurrence de la France qui est redoutable pour l'empire britannique, mais bien celle de l'Allemagne et des États-Unis au point de vue industriel, et des États-Unis encore, de la République Argentine, de la Russie et de la Sibérie, au point de vue agricole. »

Donc, première constatation : *le caractère essentiel de l'exportation française est d'être particulièrement complémentaire de la production britannique.*

Deuxième constatation : *nos ventes à l'Angleterre sont d'une nature particulièrement stable.*

En effet, dit M. Jean Périer (page 44) : « On remarquera que, depuis 1889, nos ventes à l'Angleterre ont continuellement oscillé autour d'un milliard de francs, alors que la moyenne était bien plus basse durant les années précédentes...

« En évaluant à une moyenne d'un milliard par an les

achats qui ont été faits par les Anglais durant la dernière période quinquennale, on voit que ce chiffre présente environ 25 pour 100 de notre exportation totale et est supérieur de 450 millions de francs aux ventes que nous faisons à notre seconde cliente, la Belgique. »

Aux sommes que nos voisins d'outre-Manche nous versent pour leurs achats, il convient d'ajouter encore les dépenses faites par les nombreux voyageurs anglais qui viennent profiter des avantages de notre climat. Si l'on prend pour base d'appréciation les calculs de M. Théry, ces dépenses ne doivent pas être inférieures annuellement à 500 millions de francs.

De cet ensemble, il résulte sans discussion possible que l'Angleterre est la meilleure cliente de la France. Un tiers peut-être de notre population vit directement ou indirectement du commerce avec l'Angleterre. Eh bien, n'y a-t-il pas là un fait qui doive être pris en très sérieuse considération, lorsqu'il s'agit de nos rapports politiques avec Londres? Que penseriez-vous, dans la vie courante, d'un commerçant qui, d'une part, voudrait faire de bonnes affaires, et qui, de l'autre, s'ingénierait à exaspérer ou à ruiner ses clients? Or, n'est-ce pas un résultat tout à fait analogue qu'obtiendraient ceux qui, en France, voudraient une politique continuellement hostile à l'Angleterre?

Donc, première conclusion : *puisque l'Angleterre nous vend à peu près autant que nous lui vendons, la France et l'Angleterre, dans le domaine commercial, ont un intérêt évident et réciproque à de bonnes relations normales.*

La situation politique générale du monde fait-elle que l'Angleterre doive être considérée ou non comme un adversaire de la France (1)?

Il est très certain que, lorsque nous réalisions notre

(1) Il a déjà été répondu en partie à cette question (p. 505), mais il convient d'y revenir encore pour la clarté de la démonstration.

expansion coloniale, nous avons trouvé sur tous les points du monde l'opposition de l'Angleterre qui nous a vus, avec beaucoup de mauvaise humeur, prendre notre part des territoires d'Afrique et d'Asie. Mais, ceci rappelé, il faut constater que devant la défaite russe, et surtout devant la menace de l'hégémonie allemande sur le continent, l'Angleterre, amenée à chercher une nouvelle formule d'équilibre politique général, a compris qu'il fallait accepter d'une façon absolue notre situation coloniale.

Certes, si l'on se reporte à dix ans en arrière, le revirement est complet autant que manifeste. N'est-il pas manifeste aussi qu'il faut en tenir compte ?

Sur le terrain colonial, l'Angleterre a même un intérêt anglais à ce que nous conservions nos colonies actuelles, non seulement pour ne pas affaiblir la France, dont la force lui importe sur le continent, mais parce que certaines occupations coloniales françaises sont avantageuses au point de vue britannique, comme on vient de le voir pour l'Indo-Chine (1).

Voilà pour les colonies.

En ce qui concerne le continent, on l'a déjà constaté (2), l'intérêt anglais actuel est que la France, en paix ou en guerre, soit aussi forte que possible. Ceci simplement pour faire obstacle à cette hégémonie napoléonienne dont rêve Guillaume II et qui, de l'aveu de tous, menace l'Angleterre autant que la France.

On voit ainsi que ce sont des intérêts britanniques qui, sous l'empire de circonstances nouvelles, et pour la première fois dans l'histoire, obligent les politiques de Londres à vouloir pour la France des conditions de force dont évidemment nous ne pouvons pas nous plaindre. Cet état d'esprit sera-t-il éternel? Certes non. Mais on peut dire qu'il subsistera au moins autant que les causes qui l'ont

(1) V. p. 529.
(2) V. p. 505.

fait naître, c'est-à-dire pendant les quelques années qui, raisonnablement, peuvent être considérées comme formant l'horizon politique, c'est-à-dire pendant lesquelles on est fondé à faire des prévisions.

Donc, deuxième conclusion : *l'Angleterre n'a plus intérêt à prendre à la France ses colonies, et sur le continent elle a un avantage certain et britannique à ce que la France en paix y soit forte, et, en cas de guerre, victorieuse.*

Une alliance avec l'Angleterre est-elle désirable ou non?

Les conclusions qui précèdent nous amènent-elles à dire qu'une alliance formelle avec l'Angleterre s'impose? A quoi bon une alliance formelle? La perception nette dans les deux pays des intérêts réciproques et concordants n'est-elle pas suffisante? Un papier diplomatique ne renforcerait pas ces réalités et présenterait peut-être l'inconvénient de paraître dirigé contre l'Allemagne, mais il est un point sur lequel il n'y a pas d'hésitation possible.

En présence du danger que présente l'état d'esprit qui règne dans l'entourage du chef des Hohenzollern, il faut que l'opinion publique, en France et en Angleterre, soit suffisamment préparée pour que, si les circonstances l'exigent, une alliance défensive avec toutes ses conséquences puisse être conclue instantanément entre les gouvernements de Londres et de Paris.

Et ceci me conduit à examiner la dernière question :

En cas de conflit avec l'Allemagne, quelles peuvent-être la nature et l'importance du concours armé que nous donnerait l'Angleterre?

Un argument maintes fois répété consiste à dire : « Ce concours sera à peu près nul, car l'Angleterre ne nous donnera pas un soldat. » Selon moi, cet argument ne porte pas, car il dénote une inconnaissance vraiment par trop grande des conditions de la future guerre européenne. Raisonnons : la coopération de l'Angleterre implique tout

d'abord la destruction de la flotte commerciale allemande répandue sur l'étendue des mers.

Sur ce point, tout le monde est d'accord. Mais il faut bien considérer, en outre, qu'une amputation continentale de la France ne serait nullement une compensation à la ruine d'un outillage économique qui est devenu indispensable à l'Allemagne actuelle. C'est pourquoi, à mon sentiment, rien que la certitude de la perte de sa marine marchande suffirait presque à empêcher, à moins de folie, l'empereur Guillaume II d'entreprendre une guerre contre la France.

Mais il y a plus. Quand on vient nous dire que l'Angleterre ne pourrait que détruire la marine allemande en cas de guerre générale, on oublie que l'Allemagne a un territoire incapable de faire vivre sa population même en temps de paix.

En temps de paix, en effet, l'Allemagne vit surtout grâce à ses navires, qui lui apportent à Brême et à Hambourg les céréales et les produits premiers indispensables à sa consommation. Mais, en guerre, non seulement la mer du Nord, la Baltique et la Méditerranée seraient fermées à l'Allemagne par les flottes anglo-françaises, mais encore une action judicieuse et prévoyante des diplomaties française et anglaise pourrait faire que les voies de ravitaillement italiennes et autrichiennes deviendraient en pratique très insuffisantes. Quant à un ravitaillement par la Russie, il manquerait à la fois d'importance et de rapidité. Il ne s'agirait plus de ravitailler cinq cent mille hommes comme en Mandchourie; il faudrait, avec les trois voies ferrées du maigre réseau polonais, procéder au ravitaillement colossal des cinquante-deux millions d'habitants de l'Allemagne actuelle. (Ceci, en supposant le concours complet de l'empire des tsars en faveur de l'Allemagne et en admettant que la situation présente de la Russie ne vienne pas enlever toute efficacité à ce concours.) La gravité de

cette question du ravitaillement n'a certes pas échappé à Berlin, mais il est vraiment fâcheux que ceux qui raisonnent en France des conditions d'une guerre générale en ignorent l'extraordinaire, la colossale importance.

On oublie encore d'ailleurs qu'une fois la marine allemande détruite, la flotte commerciale anglaise, transformée en innombrables transports, serait alors libre d'opérer un débarquement de troupes franco-britanniques soit en Belgique, soit en Danemark.

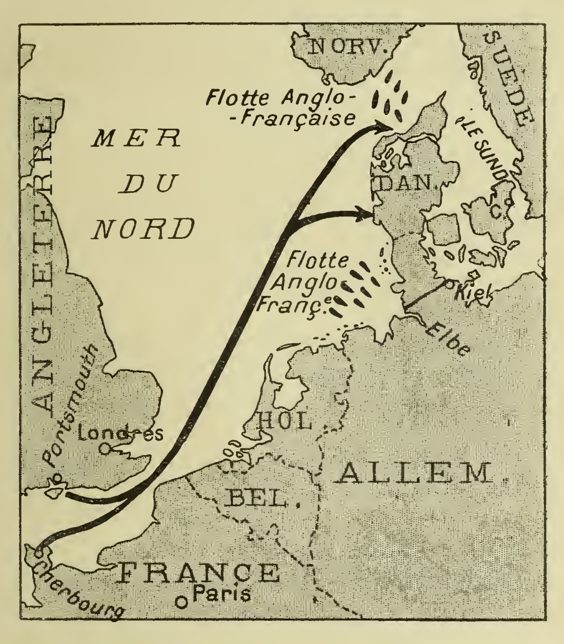
A ce sujet, remarquons qu'on a nié maintes fois dans la presse française l'efficacité d'un pareil débarquement. On a eu singulièrement tort, car les officiers du grand Etat-Major de Berlin, eux, en connaissent bien le danger.

L'article suivant du *Grenzbote,* reproduit par les *Hamburger Nachrichten* du 22 octobre 1905, reflète fort bien l'étendue de cette crainte des plus fondée :

Le raid de la flotte anglaise dans la Baltique a de nouveau très bien démontré à nos milieux de la marine la supériorité sur mer de l'Angleterre. Les forces britanniques sont suffisantes, surtout alliées avec celles de la France, non seulement pour bloquer notre flotte dans la mer du Nord, mais encore pour envoyer d'assez fortes escadres à travers les eaux danoises jusque dans la Baltique, où elles pourraient occasionner de grands dommages sans rencontrer une sérieuse résistance.

Dans une guerre franco-anglaise contre nous, il est tout à fait impossible pour le Danemark de rester neutre. Il serait peut-être du côté de l'Allemagne si elle pouvait lui assurer la sécurité de Copenhague. Mais, comme nous ne sommes même pas en état de défendre l'Elbe, le canal de la Baltique à la mer du Nord et Copenhague, le Danemark sera forcé, bon gré mal gré, de donner son appui à la coalition franco-anglaise. *On peut dès lors admettre qu'un débarquement ennemi n'aurait pas lieu sur la côte allemande même, mais sur la côte danoise, le plus loin possible de l'Elbe et tout à fait à l'abri de la flotte allemande.* Il est très vraisemblable que la flotte de transport ennemie se dirigera, fortement protégée, vers le nord, tandis que nos escadres se morfondront, bloquées, sur l'Elbe. Nos flottilles de torpilleurs ne laisseront certes rien à désirer au point de vue de l'initiative

et de l'audace, mais que pourront-elles contre des transports très éloignés des ports allemands?... Contre des débarquements sur la côte allemande, nous pouvons réagir dès maintenant, la chose n'étant pas une affaire du ressort de la marine. Car les points où ces débarquements peuvent avoir lieu ne sont pas si nombreux et peuvent être dès à présent fixés. Mais la question prend une tout autre tournure si, comme on peut le supposer



HYPOTHÈSE D'UN DÉBARQUEMENT FRANCO-ANGLAIS EN DANEMARK

avec certitude d'après le dernier voyage de la flotte anglaise dans la Baltique, le débarquement a lieu sur la côte danoise et si le Danemark, avec toutes ses ressources, devient la base des opérations ennemies. Le souci de l'approvisionnement, du transport des munitions, qui joue un si grand rôle dans l'armée anglaise, serait écarté. Une armée ennemie sur le territoire danois pourrait, en outre, très facilement mettre à l'abri ses malades et ses blessés; elle trouverait des chevaux et des voitures, de sorte que la flotte de transport n'aurait qu'à porter les hommes. *Le débarquement, qui n'aurait pas été empêché par la*

flotte, une fois opéré, notre armée se troouverait en face de nouvelles difficultés. Et, dans une grande guerre, nous n'aurons pas seulement à compter avec notre frontière occidentale, mais encore avec les provinces polonaises et d'autres événements inattendus.

Il est donc d'autant plus du devoir de la flotte de seconder l'armée de terre et d'être prête au moment critique. C'est là sa seule raison d'être ; et elle est si intimement liée à la politique générale qu'on peut dire que la construction de la flotte en vue d'éventualités futures n'est pas seulement une question militaire, mais encore une question politique de première importance pour l'Allemagne. Un débarquement sur le territoire allemand pourrait être repoussé avec des forces relativement peu importantes, s'il n'avait pas déjà été repoussé sur mer.

Un débarquement sur le territoire danois serait d'abord très difficile à empêcher sur mer, et, une fois opéré, il créerait les plus grands embarras à nos armées de terre.

Cet article a le très grand mérite de bien préciser la question et d'établir toute la différence entre un débarquement franco-anglais tenté directement sur la côte allemande ou réalisé en Danemark.

Ne tombe-t-il pas sous le sens commun que si des troupes franco-anglaises concentrées en Danemark seraient impuissantes à jouer un rôle décisif au cœur de l'Allemagne, leur seule présence suffirait à retenir dans les régions menacées une fraction importante des troupes allemandes? On arriverait ainsi à dégager d'autant la frontière française de l'est, obtenant un résultat analogue à celui jadis garanti par l'alliance franco-russe à ses débuts, lorsque la seule présence des armées du tsar en Pologne obligeait l'Allemagne à laisser plusieurs corps d'armée immobilisés devant elles.

Le projet d'un débarquement franco-anglais en Danemark mérite donc d'être traité non avec dédain, mais, au contraire, d'être étudié avec le plus grand sérieux.

Enfin, dernière considération : un autre avantage pour la France, en cas de guerre avec l'Allemagne, d'une alliance

avec l'Angleterre, réside dans la ténacité inébranlable que met la Grande-Bretagne à mener à bien toutes les opérations extérieures dans lesquelles son intérêt vital est engagé. Aucun exemple historique ne le prouve mieux que la lutte de l'Angleterre contre Napoléon. Elle s'est servie des autres peuples d'Europe contre l'Empereur, sans doute, mais elle a donné elle aussi, et dans toute la mesure des moyens en son pouvoir; pendant quinze années, aucun obstacle, aucun échec n'ont pu la décourager! Or, il n'y a pas de doute que, si la Grande-Bretagne devait aider la France contre l'Allemagne, son intérêt le plus certain serait d'aller jusqu'au bout. « Advienne que pourra, » concluait *Outlook* cité plus haut.

C'est là une puissante considération d'ordre moral s'ajoutant à toutes les autres pour que la France n'hésite pas un seul instant, si des circonstances pressantes l'exigent, à conclure une alliance défensive avec la Grande-Bretagne.

IV

On vient d'étudier rationnellement la concordance des intérêts de la France avec l'Allemagne ou avec l'Angleterre. Constatons maintenant que, sous l'influence des maladresses extraordinaires commises par la diplomatie allemande dans l'affaire du Maroc, la France a déjà choisi la tonique de sa politique étrangère. D'une façon très nette, elle s'est orientée vers l'Angleterre, ce qui l'oblige, comme conséquence, à suivre avec fermeté la ligne de politique extérieure que cette orientation implique.

Cette ligne, la France pourra-t-elle la suivre avec la constance qui est indispensable pour que sa nouvelle politique étrangère donne des résultats complets et profi-

tables? Tout dépendra de la tournure que prendront les événements à l'intérieur.

Quelle est la situation présente? Quelle est la portée de la propagande antimilitariste? La séparation des Églises et de l'État amènera-t-elle une agitation violente? Les Français voudront-ils corriger les défauts qui, jusqu'à présent, ont déterminé leurs échecs en politique étrangère?

Telles sont les principales questions sur lesquelles il faut se faire une opinion avant de se demander si la France va enfin tirer parti des éléments incomparables de puissance et de dignité qui sont les siens.

L'état général intérieur de la France a été exposé d'une façon remarquable et avec l'objectivité que seul peut avoir un écrivain étranger, dans un article publié par la revue anglaise *Outlook* le 23 décembre 1905.

Constatant l'importance de la crise marocaine, l'auteur dit en substance :

Pour la Troisième République, cette année-ci fut mémorable et décisive; la France de décembre n'est pas la France de juin passé et encore moins celle de janvier dernier.

Lorsque l'année commença, son peuple végétait dans un internationalisme passif, se contentant, pour les affaires extérieures, d'un rôle de spectateur. La répercussion des défaites russes se faisait à la Bourse et non à la Chambre des députés; l'anxiété éveillée fut plutôt toute naturelle et le sens de la sûreté nationale fut à peine touché. La France semblait se bercer dans quelque rêve mondial de sa propre fabrication et les affaires extérieures paraissaient être un des derniers soucis des Français.

Les expéditions coloniales et l'acquisition d'un vaste empire colonial avaient donné assez de gloire et de distraction, puis le régime républicain développa la manie des factions intérieures et les luttes de partis concentrèrent l'attention.

Il y eut pourtant quelques réveils, en 1875, par exemple, puis en 1886, la période de gallophobie crispinienne, et aussi les réveils qui marquèrent les rencontres anglo-françaises sur les champs d'expansion coloniale; mais la vigilance nationale fut encore endormie par les garanties si sérieuses de l'alliance, et ses succès diplomatiques l'encouragèrent dans ce repos trop confor-

table; l'Espagne fut reconquise et l'arrangement avec l'Italie suivit.

Le prestige français en Orient se trouvait plus que rétabli par quelques actes résolus, et, récemment, prit fin l'inimitié avec l'Angleterre.

La République s'était « déshabillée » pour le repos, pour la paix, et nul pays n'était plus profondément pacifique que la France au commencement de 1905.

La France fut punie de ses généreuses illusions en étant réveillée par la baguette allemande. Le réveil fut rude, mais efficace, et, si le premier instinct du rêveur troublé fut de mettre de la distance entre lui et cette menaçante et tenace baguette, ce fut un instinct qui, dans la circonstance, fut presque naturel.

M. Delcassé aurait voulu saisir et ignorer l'arme de l'intrus, mais ni le peuple ni le Parlement ne le laissèrent faire; ce fut un instant de panique.

M. Delcassé avait rendu d'incalculables services à la République, personne ne le lui contestait; mais, si sa présence était la cause de la crise, son sacrifice était devenu un devoir impérieux.

Nous avons dit déjà que ce fut la France qui fit défaut à M. Delcassé et non le ministre à la France. Cette opinion commence à être celle de la France elle-même avec une unanimité qui lui fit défaut quand elle décréta le sacrifice de M. Delcassé.

Ce fut la seconde phase de cette année mémorable.

Vient à présent une troisième phase plus rationnelle.

Les événements ont parlé en faveur de M. Delcassé, qui ne voulait pas parler pour lui-même; ceux qui le congédièrent semblaient croire que la dispute se concentrait sur le ministre des affaires étrangères lui-même et pouvait être arrangée par sa démission, ou bien sur le Maroc, et que l'acquiescement à la Conférence réglerait tout.

M. Delcassé seul, ou presque seul, percevait la vérité. Le problème était, tel qu'il est encore aujourd'hui, de savoir si la France resterait maîtresse chez elle; doit-elle être libre de se créer des amitiés pacifiques sans encourir la menace de l'Allemagne, ou doit-elle toujours n'avoir en face d'elle que le choix d'être pour l'Allemagne ou contre l'Allemagne?

La France le devine à présent, c'est là le vrai problème; elle est arrivée à cette réalité, reconnaissant que plus elle donnait et plus l'Allemagne voulait avoir.

Nulle autre expérience ne pouvait être plus salutaire.

Elle a amené M. Rouvier à se montrer énergique et elle a sou-

levé, par toute la France, cet instinct profond et vigilant du patriotisme qui semblait parfois endormi et même suffoqué, d'un côté par le sentimentalisme, de l'autre par le matérialisme, mais reste toujours une force vitale d'action.

Elle a trempé et concentré les nerfs de la nation.

L'année qui la trouva endormie la laisse sur le qui-vive, en pleine possession d'elle-même.

Nous n'avons jamais douté que dévoiler la vérité serait justifier M. Delcassé, et, bien que tout ne soit pas connu, le *Livre Jaune* est une preuve suffisante de la modération et de la légitimité de la politique française au Maroc.

De nombreuses difficultés attendent encore la France à la Conférence, mais leur nature et leurs causes sont connues et les représentants de la nation ne se laisseront pas intimider, ni cajoler, ni amener à consentir aucun sacrifice au détriment des intérêts français.

L'année qui a vu une si grande transformation morale, révélé l'attitude de l'Allemagne et consolidé l'entente franco-anglaise marquera une place importante dans les annales de la République (1).

Il est tout à fait certain que l'affaire du Maroc a permis à la France de se ressaisir. Le point le plus bas de la courbe indiquant une marche vers la déchéance suivie par ce pays a été atteint pendant l'été de 1905; depuis, la courbe redevient ascendante, mais les sources du mal dont la France a failli mourir ne sont point taries. Comme le constatait la *Pall Mall Gazette* il y a quelques mois :

« Malheureusement pour la France, ce sont des hommes comme MM. Hervé et Jaurès qui ont été d'une influence trop prépondérante durant les dix dernières années. La France vivant dans un rêve de folie, sous la protection militaire de la Russie, a subi une dégénérescence graisseuse de sa fibre morale, comme c'est la destinée des nations qui comptent sur l'aide de l'étranger. »

Or, dix ans de propagande aussi acharnée que celle de M. Jaurès et ses amis laissent des traces qui ne s'effacent

(1) Traduction de *l'Écho de Paris,* 24 décembre 1905.

point aisément. On s'en aperçoit aux grèves périodiques qui éclatent dans nos arsenaux et aux injures que des ouvriers, antimilitaristes notoires, profèrent contre leurs chefs.

Cette situation des arsenaux français est lamentable. Et cependant, étant données les conditions de la guerre moderne, de graves à-coups dans le fonctionnement des arsenaux durant les hostilités équivaudront, pour les pays qui souffriront de ce mal nouveau, à la quasi-certitude de la défaite!

Il est un autre mal plus profond et plus troublant encore, car il atteint dès l'enfance le futur soldat. Un nombre considérable d'instituteurs sont pénétrés à un degré inouï par les doctrines antimilitaristes. Les directeurs de l'enseignement au ministère de l'instruction publique sont maintenant effrayés par la profondeur d'un péril auquel jusqu'à maintenant ils ne voulaient pas croire. Comment réagir utilement alors que des milliers et des milliers d'instituteurs ont adhéré plus ou moins directement aux doctrines du professeur Hervé? Sa condamnation en cour d'assises par le jury de la Seine, le 30 décembre 1905, va-t-elle servir d'avertissement à ces esprits égarés? Sous la pression des circonstances extérieures, le bon sens reprendra-t-il ses droits chez les membres de l'enseignement primaire? Peut-être. Mais le danger est grand, extrêmement sérieux et incontestable.

Si le moral militaire de la France a reçu de graves atteintes, il convient toutefois de ne pas les exagérer. Dans la période aiguë de la crise du Maroc, on a entendu des hommes cependant bien intentionnés déclarer : « Rien n'est prêt à la frontière. Nous n'avons pas de munitions, nous n'avons pas de matériel, nous n'avons pas assez de soldats, nous ne pouvons rien! » C'étaient là des allégations aussi inexactes que dangereuses. Il est très certain que, dans les dernières années, MM. André et Pelletan, par leur négligence ou leur sectarisme coupables, ont très sé-

rieusement compromis l'organisation militaire de la France. Le mal qu'ils ont fait, il faut demander sans répit qu'on y remédie de la façon la plus complète, mais il importe aussi de savoir que la présence de M. Étienne succédant à M. Berteaux au ministère de la guerre a eu une action nettement réparatrice. Il n'y a plus maintenant aucun inconvénient à dire que, grâce au travail silencieux, mais acharné auquel on s'est livré depuis six mois, la France se trouve aujourd'hui dans des conditions bien meilleures pour affronter les plus graves éventualités. Il n'est donc plus permis de répéter que notre appareil militaire est dénué de puissance sans dépasser dans des proportions énormes les limites de la vérité et sans faire ainsi une œuvre complémentaire de l'action néfaste des antimilitaristes. Il faut, en effet, prendre garde de décourager nos officiers qui, tout en souffrant profondément des fautes commises, savent qu'ils ont en main un instrument militaire dont il est encore possible de tirer un excellent parti.

Pour tout observateur consciencieux l'armée française dispose d'éléments excellents. Le soldat, souvent même quand dans la vie civile il s'est déclaré antimilitariste, s'il est bien mené par des chefs qui sachent le comprendre, fait preuve d'une bonne volonté et d'une bonne humeur admirables. Quant aux cadres d'officiers, ils abondent en hommes de valeur qui ne demandent qu'à donner leur plein rendement. Le grand malheur, c'est que la conception politicienne qui a paru dans les dernières années dominer le choix des hommes à placer à la tête de l'armée est périlleuse au plus haut point; elle n'a pas permis aux officiers qui n'avaient d'autre recommandation que leur esprit militaire d'émerger alors qu'elle donnait accès aux plus hauts grades à ceux-là surtout dont le caractère offrait, durant cette période néfaste, le plus de garanties au Grand-Orient de la rue Cadet; c'est ce qui explique pourquoi les cadres du haut commandement de l'armée française sont

dans l'ensemble d'une valeur inférieure aux cadres subalternes et supérieurs. Or, à quoi bon avoir des compagnies, des bataillons, des régiments excellemment commandés, si le commandant du corps d'armée, par son incapacité ou sa médiocrité, annihile l'effort des multiples valeurs placées sous ses ordres? Bien à tort, pour donner des garanties, d'ailleurs illusoires, à certains parlementaires qui craignent les personnalités, on a privé la tête de l'armée française d'hommes absolument dignes de diriger sur les champs de bataille les troupes de la Troisième République. D'ailleurs, à cet égard encore, une très notable amélioration peut être aisément constatée, car les dernières nominations faites par M. Étienne ont été visiblement inspirées par des préoccupations surtout militaires. A la Marine, l'action de M. Thomson a également été réparatrice.

De ces considérations on peut conclure : la situation militaire de la France, extrêmement périlleuse sous les ministères André et Pelletan, est encore loin d'être aussi bonne qu'il faudrait; mais elle s'améliore chaque jour, et ce mouvement en avant pourra encore être accentué si les Français continuent à comprendre la nécessité absolue d'avoir un appareil de guerre toujours en état, et s'ils en ont la ferme volonté.

Mais cette action permanente du bon sens et l'effort de volition qui doit en résulter seront eux-mêmes consécutifs du calme avec lequel les Français pourront envisager leurs grands intérêts généraux. Or, ce calme dépendra dans une très large mesure des suites qu'aura à l'intérieur de la France la séparation des Églises et de l'État.

Supposons que le règlement d'administration publique qui est élaboré pour régler le fonctionnement des cultes soit réellement vexatoire, comme on peut le craindre; les catholiques devront se défendre et la guerre religieuse se rallumera avec plus d'intensité que jamais sur tous les points de notre malheureux territoire. Alors, cette lutte

intestine dominera tout, absorbera toute l'attention, et il sera impossible aux Français de défendre efficacement leurs intérêts économiques, leurs intérêts extérieurs, et, par conséquent, leur organisation militaire qui en assure la protection. Admettons, au contraire, — ce qu'il faut souhaiter au plus haut point, — que le règlement d'administration publique soit sincèrement libéral, alors la tendance du pape, qui s'indique dans le sens de l'acceptation de la loi, pourrait se préciser. En effet, si Pie X, comme il y semble actuellement incliné, conseille aux évêques et aux prêtres de France de ne point faire de politique proprement dite, de se consacrer exclusivement à leur ministère religieux, cette attitude ne pourrait qu'être favorable. Si le clergé agit dans son domaine exclusif, s'il veut prêcher surtout d'exemple et exercer une action morale, il assurera non seulement le concours des catholiques convaincus, mais encore la sympathie de cette quantité énorme de Français qui ne sont point des croyants, mais qui estiment que la liberté des consciences et des convictions religieuses doit être absolument et sincèrement respectée; quant au pays, débarrassé de l'action sectaire des anticléricaux fanatiques, il pourrait enfin jouir d'une paix intérieure durable et s'occuper, comme il convient à un peuple moderne, de ses grands intérêts politiques généraux intérieurs et extérieurs.

S'ils veulent reprendre dans le monde la place qui est la leur, les Français pourraient profiter de cette période de calme intérieur pour corriger en eux certains défauts nationaux dont ils souffrent grandement et dont ils n'ont pas suffisamment conscience.

Le premier de ces défauts consiste dans une ignorance regrettable des questions extérieures. Alors qu'ils s'épuisent en efforts extraordinaires pour obtenir de minimes résultats de politique intérieure, pour faire élire, par exemple, tel candidat au lieu de tel autre, en se préoccupant non pas

tant de la valeur propre que de simples nuances d'étiquette, les Français ont répugné jusqu'à présent à s'occuper de politique étrangère.

Il y a encore fort peu d'années, il suffisait à un écrivain de traiter des choses d'au delà des frontières pour voir se fermer devant lui les journaux et les revues, sous prétexte que le public ne s'intéressait pas aux questions extérieures. On peut, il est vrai, constater maintenant qu'une modification profonde s'opère dans la grande presse française. Sous l'action de la guerre russo-japonaise, puis de la crise marocaine, les journaux ont dû remplir leurs colonnes de politique étrangère. Devant la menace évidente de la guerre et la grandeur des intérêts en jeu, un nombre croissant de Français ont commencé à comprendre combien la prospérité de la nation et par suite de chaque individu est liée à une bonne politique extérieure. Puis l'option qu'il fallut faire, au plus fort de la crise marocaine, entre l'Allemagne et l'Angleterre a amené les *leaders* de l'opinion à se prononcer. Or, l'attitude de Guillaume II envers la France, depuis sa visite à Tanger, a paru à tous si intolérable, que non seulement les anglophiles, mais encore d'anciens anglophobes avérés, se sont prononcés pour l'entente anglaise. Ces manifestations d'écrivains connus ont concordé avec les sentiments instinctifs du public, et il en est résulté un courant d'opinion homogène et très puissant d'où s'est dégagé le choix très net d'une politique étrangère consentie par la majorité des Français.

C'est là un fait, en France, aussi important que nouveau ; il permet donc d'espérer que de nouveaux progrès seront encore réalisés et que, grâce à des efforts continus de ses *leaders,* l'opinion publique française saura attribuer désormais aux problèmes extérieurs la grande part d'attention soutenue qu'incontestablement ils méritent.

Ce progrès, s'il a lieu, en impliquera un autre. On com-

prendra qu'en politique étrangère, il faut, comme dans la chasse aux chiens courants, être au devant de la chasse, c'est-à-dire : prévoir les faits décisifs. Le chasseur qui s'essoufflerait à suivre les chiens ne verrait jamais le gibier, tandis que celui qui connaît bien la forêt, qui sait les passages et s'y poste, a des chances de voir passer le lièvre poursuivi par les chiens, de le tirer et de le tuer. Dans toutes les phases de l'histoire, les grandes opérations de politique étrangère n'ont jamais été réussies que par les hommes d'État qui ont su se bien « poster ».

En France, ce qui a caractérisé jusqu'à présent la politique extérieure, c'est qu'on s'est fatigué à suivre les chiens; on a toujours ainsi suivi la chasse, on ne l'a jamais précédée, car l'opinion publique n'a jamais été préparée *à temps*. C'est là une erreur fondamentale qui provient non seulement du peu d'intérêt prêté jusqu'ici par les Français aux questions extérieures, mais encore de cette tendance toute gauloise qui consiste à ne pas vouloir envisager les difficultés avant que leur solution ne soit impérieusement nécessaire.

C'est cette lacune, procédant du tempérament national, qui fait qu'en France la notion « d'organisation » est considérée comme n'ayant qu'une valeur secondaire, et que l'idée de prévoir dans ses plus minimes détails ce qu'il faudrait faire en présence d'un cas donné est une sorte de gêne pour l'esprit français, qui s'en remet volontiers à sa facilité et à sa spontanéité du soin de tout arranger au dernier moment.

Nous trouvons une conséquence de cette erreur dans le fait que des questions cependant *capitales* pour la vie du pays restent sans solution. N'est-il pas douloureux de songer que l'organisation du haut commandement en cas de guerre n'est pas réglée en France d'une façon suffisante, que la loi n'attribue qu'au seul Président de la République le commandement en chef des armées de terre

et de mer, — ce qui peut être très bien constitutionnellement, mais ce qui est détestable pratiquement? Comment est-il admissible qu'on en soit encore à discuter le point de savoir si la mobilisation doit être ordonnée par le ministre de la guerre ou décrétée par le Parlement? Il est véritablement insensé pour une nation de s'imposer, comme la France, des sacrifices formidables pour assurer sa défense nationale, et de s'exposer à tout perdre uniquement pour s'obstiner à ne pas vouloir solutionner à temps certains problèmes tout à fait essentiels.

L'idée d'organisation *préalable aux événements* est donc une notion qu'il faut s'ingénier à répandre dans le public français. C'est peut-être cette tendance à remettre au moment décisif l'élaboration complète de certaines doctrines, cependant capitales pour la nation, qui fait qu'en France la conception de la guerre, même défensive, est ou inexistante ou grandement faussée.

Sous le double effet de la longue période de paix qui vient de s'écouler et de l'intense propagande pacifiste, humanitariste et antimilitariste, de très nombreux Français en sont arrivés à admettre que la seule guerre permise est une guerre défensive, ce qui est exact; *mais, par défensive, ils entendent seulement le cas où le territoire est directement attaqué par l'ennemi, et alors ils estiment qu'il suffit de rejeter cet ennemi au delà des frontières*. Il y a là une notion dont il convient d'établir la très dangereuse insuffisance.

Il peut y avoir lieu, en effet, à une guerre défensive même quand le territoire du pays n'est pas directement attaqué. Prenons un exemple : l'Allemagne, sous la direction de son empereur, ne se livre à aucun acte d'hostilité directe contre la France, mais elle fait envahir l'Autriche par ses troupes avec la conquête de Trieste comme objectif. Or, les chefs politiques de la France et l'opinion publique française doivent savoir, — il ne leur est pas permis de

l'ignorer, — qu'une Allemagne qui s'étendrait de Hambourg à Trieste lèserait tout autant les intérêts vitaux français que si elle amputait encore la France d'un ou deux départements. L'acte de l'Allemagne contre l'Autriche se trouverait ainsi être aussi réellement *offensif* contre la France que s'il s'agissait d'une attaque directe de son territoire, puisque l'Allemagne lèserait la France dans ses intérêts essentiels. La République française, *sous peine de commettre la plus inconcevable des fautes politiques,* serait donc, dans l'hypothèse envisagée, obligée de faire la guerre à l'Allemagne. Or, au sens le plus profond et le plus vrai du mot, il s'agirait d'une *guerre défensive,* quoique cependant le territoire de la République n'ait pas été *directement* touché.

Supposons maintenant qu'il s'agisse de ce dernier cas : admettre qu'alors il suffirait de faire repasser par la force la frontière à l'envahisseur serait absolument puéril, car ce ne serait pas terminer la guerre. Pour que l'Allemagne hésite toujours à entreprendre une lutte sanglante avec la France, il est indispensable qu'on soit convaincu à Berlin que, la guerre déclarée, l'objectif de la France sera non pas seulement de repousser l'envahisseur, mais d'obtenir les résultats qui seuls peuvent mettre fin pour longtemps à tout nouveau conflit armé, c'est-à-dire : la capture de la capitale de l'ennemi, l'anéantissement de ses armées (*Vernichtung,* comme disent les Allemands) et le payement d'une indemnité de guerre. Cette conception de la guerre n'est point excessive comme elle peut le paraître à certains; c'est la seule qui soit complète et « réaliste », la seule qui corresponde aux enseignements de l'Histoire, la seule qui soit conforme aux nécessités du temps présent, et, pour quiconque réfléchit, c'est aussi la seule qui puisse diminuer les occasions de conflit armé. Tant que le progrès moral chez les hommes ne sera pas plus grand qu'il ne l'est encore, la crainte des représailles

est malheureusement la plus sûre garantie de la paix.

Rien ne le prouve mieux que les derniers événements. Tant que la France a donné à l'Allemagne l'impression qu'elle voulait la paix à tout prix, elle a été tout près de la guerre; au contraire, depuis que l'opinion française s'est ressaisie et que, sans souhaiter aucunement la guerre, elle accepte l'idée de se défendre, l'éventualité d'un conflit s'est éloignée et la cause de la paix a constamment gagné du terrain.

L'éducation du public français en vue d'une guerre encore possible comporte donc la préparation morale du pays à une résistance prolongée. Le jour où cette éducation serait faite, jamais la sécurité n'aurait été plus grande pour la République. Tous les calculs de l'État-Major allemand reposent sur l'impressionnabilité des Français et sur la possibilité de leur imposer la paix après une rapide campagne comportant quelques chocs formidables. Cette conception a pu être exacte; il suffirait d'un sérieux effort moral pour la rendre complètement fausse et pour bouleverser ainsi, dès le temps de paix, toutes les combinaisons des stratèges allemands. C'est à la presse française qu'il appartient de remplir cette noble et grandiose tâche, d'accomplir le plus efficace des efforts susceptibles d'assurer le développement pacifique du pays.

Pourquoi les grands journaux n'entreprendraient-ils pas une campagne méthodique et suivie? Ils expliqueraient que Nancy et certaines autres fractions du territoire français seraient très probablement occupées par les Allemands dès le début de la guerre, mais ils montreraient que ceci *doit arriver* et peut même être considéré comme normal, étant donnée la configuration de notre frontière. Il faudrait aussi ancrer cette idée que même plusieurs défaites dans l'Est ne signifieraient point que la partie serait perdue. Cela encore est vrai, car, dans une future guerre avec l'Allemagne, la victoire, *si la France veut lutter jusqu'au bout,*

n'appartiendra pas à celui des belligérants qui aura les premiers succès, mais à celui qui tiendra tête le plus longtemps.

Les quelques centaines de mille hommes que l'Allemagne peut mobiliser de plus que la France ne sont nullement pour elle une garantie de son triomphe. Cet excédent des effectifs allemands ne pèsera pas son poids dans toute la première partie de la guerre, car le théâtre des opérations dans l'Est est trop restreint même pour l'emploi de toutes les forces dont dispose la France. Les excédents allemands n'entreront en ligne qu'à un moment où ils ne pèseront plus dans la balance du Destin d'après leur nombre, mais d'après la tournure générale des événements. Or, le succès pour la France dépend de sa volonté de faire durer la guerre. *En raison de la situation financière de l'Allemagne que nous connaissons, en raison des difficultés énormes du ravitaillement de l'Allemagne qui sont certaines, en raison de l'intérêt que tous les peuples ont à empêcher un nouvel accroissement de l'empire de Guillaume II, en raison des interventions armées (Angleterre) qui se produiraient certainement et du crédit financier que la France peut trouver en Angleterre et aux États-Unis, l'Allemagne ne peut absolument pas compter mener à bien une longue guerre.*

Quoi qu'il arrive, il faudra tenir un an. Voilà ce que devrait savoir et se répéter tout Français ; cette formule, en apparence si simple, résume, en réalité, pour la France, le secret de la victoire.

Que la France ait donc une politique militaire résolument défensive, mais que cette expression de « défensive » signifie uniquement ce qu'elle doit signifier ; qu'elle veuille dire que la France ne cherchera pas à léser les droits vitaux d'un autre peuple, et qu'elle ne prendra contre aucun peuple l'initiative d'une guerre réellement offensive.

Pour faire disparaître les défauts ou les lacunes dont nous venons de constater l'existence chez les Français :

attention insuffisante apportée aux questions extérieures, part trop grande faite aux querelles religieuses, sens de l'organisation imparfait, notions imprécises ou incomplètes de la guerre, que faut-il? Uniquement un effort de volonté.

Or, ne nous illusionnons pas, et, disons-le nettement, la volonté nationale française est malade ; elle a besoin d'être traitée et guérie.

Depuis la défaite de 1870, les Français sont restés sous le coup du désastre. Subsistant aisément, dans un pays comblé des dons de la nature, du revenu de fortunes accumulées par la sagesse des générations antérieures, un nombre trop grand de Français, surtout dans les classes moyennes, s'est contenté depuis la guerre avec l'Allemagne de vivre en répudiant toute initiative et en redoutant tout effort. C'est contre cette passivité morale qu'il faut réagir. Le moment est favorable. Le réveil consécutif de l'affaire du Maroc peut être le point de départ d'un renouveau national. Pour rendre au peuple français la noble place qui lui appartient, il suffirait de lui montrer les éléments incomparables qu'il possède encore pour l'action.

Pour ma part, après douze années de voyages à travers le monde, j'apprécie mieux maintenant tous les éléments que possède ce pays merveilleux, la France ; la France, territoire admirable, doté d'un climat modéré, d'une superficie relativement peu étendue, mais qui, des plaines industrielles du Nord aux Pyrénées, des rivages de la Bretagne aux cimes grandioses des Alpes, récolte tous les produits essentiels à la vie, jouit des paysages les plus divers, recèle toutes les formes de la beauté et de la richesse !

Si la force morale des classes dirigeantes et des gouvernants était au niveau des dons naturels du pays, les Français auraient parmi les peuples une situation exceptionnellement brillante.

Que les Français s'occupent enfin de politique extérieure ;

qu'ils comprennent qu'un ministre des affaires étrangères, quel que soit son talent, son génie même, ne peut gagner une partie avec des mots et des phrases ; que le maximum qu'il puisse obtenir est déterminé par la valeur de l'armée du pays qu'il représente. Que les Français fassent l'union à l'intérieur, qu'ils respectent entre eux la liberté des consciences, qu'ils réalisent résolument toutes les réformes sociales susceptibles d'application pratique et durable, qu'ils regardent autour d'eux, et ils découvriront qu'ils possèdent tous les éléments de succès que la nature peut dispenser à un peuple.

Pour s'assurer les légitimes bénéfices que ces éléments comportent, que faut-il aux Français? Comprendre l'utilité, la beauté de l'effort; tremper à nouveau leur volonté!

La ligne de politique extérieure indiquée pour la France se déduit des événements.

Entretenant avec l'Allemagne des relations aussi bonnes que celle-ci le permettra, maintenant son alliance avec la Russie, continuant son entente avec l'Angleterre sur la base d'un échange égal de services, prêtant une attention soutenue à l'évolution profonde qui s'opère en Autriche-Hongrie et qui est toute en sa faveur, ayant avec les États-Unis « la commune intelligence des intérêts et des sentiments réciproques (1) », *conservant ses relations cordiales avec l'Espagne et l'Italie, équitable avec le Vatican, aidant avec intelligence le développement des pays des Balkans et notamment de la Bulgarie, juste envers ses sujets des colonies, aimant sincèrement la paix, mais toujours prête à la guerre, la France peut regarder l'avenir avec la plus grande confiance,* SI ELLE SAIT VOULOIR.

(1) Expression de M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Washington, lors des fêtes de La Fayette et de Rochambeau.

CONCLUSION

Nous avons cherché à discerner, dans la troisième partie de cet ouvrage, quelle est pour chaque grand État l'orientation qui paraît lui être indiquée par les événements universels. De ces constatations diverses, efforçons-nous, pour conclure, de dégager une formule de politique étrangère qui soit à la fois générale, exacte et aussi « efficiente » que possible, *dans l'intérêt même de la cause de la Paix.*

Pour arriver à cette formule, nous nous placerons évidemment à un point de vue surtout français, mais non pas à un point de vue étroitement français; car, si on veut proposer à la France une ligne de politique extérieure qui lui donne des résultats durables, — les seuls qu'on puisse souhaiter, — il faut de toute évidence que cette politique tienne un très large compte des intérêts généraux des autres pays.

Constatons d'abord que les conséquences de la guerre russo-japonaise affectent surtout l'Asie et l'Europe.

En Asie, le Japon et l'Angleterre sont maîtres de la situation ; l'Allemagne voit la sienne compromise et celle de la France paraît surtout devoir être garantie du fait de son entente avec l'Angleterre.

L'alliance anglo-japonaise complète donc tout naturellement l'entente franco-anglaise; et, comme nous avons noté la tendance très marquée à une entente russo-anglaise

qui se réalisera à peu près certainement, on peut admettre que cet ensemble de combinaisons :

L'alliance anglo-japonaise,
L'entente franco-anglaise,
L'entente russo-anglaise,

est destiné à assurer pour une période nouvelle la paix de l'Asie et à ralentir dans la mesure du possible l'éclosion du danger chinois.

En Europe, les conditions du nouvel équilibre à établir découlent nécessairement de ce fait que l'Allemagne, *l'unique bénéficiaire sur le continent de la guerre russo-japonaise,* a reçu, par suite, un accroissement de puissance considérable. Cet accroissement est tel que les peuples menacés par cette prépondérance excessive sont obligés de la contre-balancer par des combinaisons susceptibles de rétablir un rapport des forces qui garantisse leur avenir. Il y a là un besoin élémentaire pour ces peuples, et non pas une tentative pour isoler l'Allemagne.

Ceci nettement posé, il importe donc que les combinaisons nouvelles à réaliser ne puissent pas paraître opposées systématiquement au *peuple* allemand; *il convient qu'elles soient simplement un ensemble de mesures préservatrices contre les ambitions possibles des Hohenzollern.* C'est pourquoi au *système des alliances* qui, par sa précision menaçante, peut présenter l'inconvénient de paraître dirigé trop nettement contre un peuple déterminé, il serait peut-être plus sage de substituer le *système des ententes,* ententes assez réfléchies et étudiées pour qu'instantanément elles puissent, si les circonstances l'exigent, se transformer en alliances défensives susceptibles de porter toutes leurs conséquences.

Les combinaisons politiques destinées à régir la vie de l'Europe doivent donc avoir un objet sincèrement pacifique, mais elles ne sauraient partir du principe chimé-

rique de la paix universelle considérée comme acquise. Procédant uniquement des enseignements de l'expérience, il convient que ces combinaisons reposent sur des forces *réelles* dans la plus entière acception du mot, capables, en cas de besoin, d'exercer sans délai une action extrêmement puissante.

Quel est donc le système d'ententes qui, ressortant de la nature même des choses, s'impose par l'observation des faits?

L'entente franco-anglaise, qui déjà existe, pourra s'amalgamer d'autant mieux avec l'alliance franco-russe en Europe que l'entente russo-anglaise sera plus complètement réalisée en Asie.

L'accord de la France, de l'Angleterre et de la Russie est donc très évidemment susceptible de devenir le point de cristallisation de toutes les autres combinaisons politiques accessoires capables de contribuer encore à la paix de l'Europe.

Or, l'entente anglo-américaine est également un fait, et l'entente franco-américaine existe déjà virtuellement; nombre d'organes importants des États-Unis ont récemment proposé qu'on la rende plus tangible. Rien ne s'oppose, en outre, à ce que la France, l'Angleterre et la Russie travaillent en Europe à améliorer les rapports de l'Italie et de l'Autriche, à consolider les États balkaniques, notamment la Bulgarie, à assurer la libre évolution de l'empire des Habsbourg. L'entente de la France, de l'Angleterre et de la Russie rendrait ainsi et presque sans effort d'énormes services à des peuples dont les intérêts sont absolument concordants avec les leurs.

N'est-il pas maintenant permis de constater que de cet ensemble d'ententes bien définies et d'avantages judicieusement échangés résulterait le plus puissant système de forces qui ait jamais été créé dans le monde?

Cette vaste combinaison d'intérêts, tout en n'étant une

menace pour aucun État, comporterait, en effet, tous les éléments d'action et d'influence :

La puissance militaire (France, Angleterre, Russie);

La puissance financière (France, Angleterre, États-Unis);

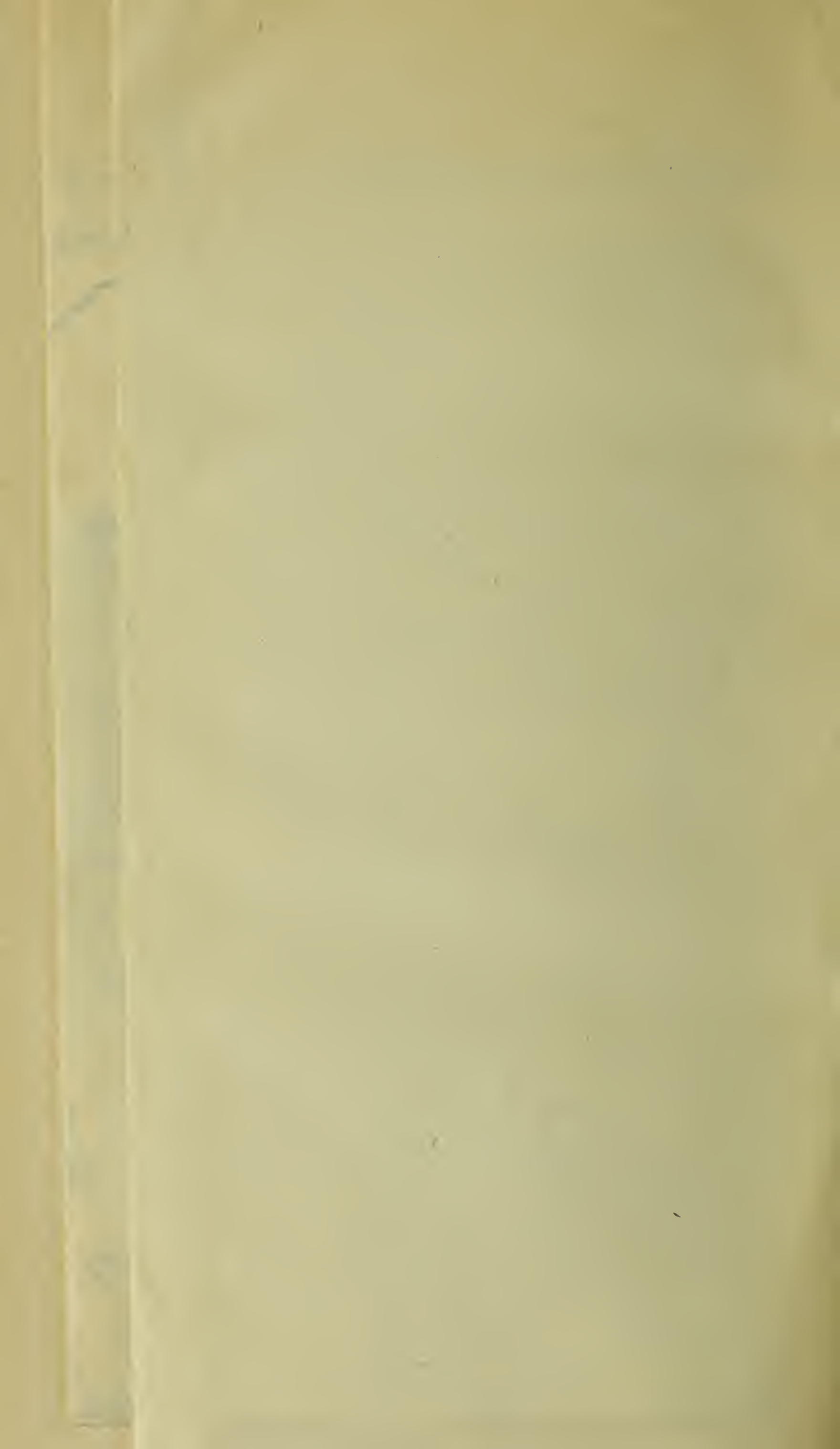
La puissance morale résultant des courants de l'opinion publique universelle, puisque le *système d'ententes* préconisé obtiendrait, selon toute vraisemblance, l'adhésion de l'immense majorité des Français, des Anglais, des Russes, des Américains, des Austro-Hongrois, des Italiens, des Espagnols, des peuples des petits États qui tiennent à leur indépendance et même de ceux des Allemands qui sont soucieux de ne pas voir leur pays s'engager dans une politique d'aventures.

On remarquera que la combinaison proposée ne procède d'aucune conception chimérique, car il est aisé de se convaincre que ses éléments essentiels existent déjà et que les autres sont latents et susceptibles d'être rapidement rendus efficaces pour assurer une paix durable.

La formule d'ensemble que nous venons de dégager des faits issus des derniers événements tient compte des nécessités mondiales dominantes; elle est aussi pacifique que le permet l'état du progrès moderne et elle est aussi adaptée aux possibilités de guerre que le commandent les enseignements de l'Histoire.

Il convient toutefois d'observer que le système d'ententes proposé pour régler la vie nouvelle du vieux monde a la France pour base; si la France fait défaut, le système est sans valeur. Tout le problème revient donc à savoir si la France veut jouer le grand rôle qui lui est offert une fois de plus par le Destin. Une condition à cet égard est indispensable : il faut que la France, par une juste conception de la guerre possible, soit fermement déci-





dée à tenir constamment son appareil militaire à la hauteur de toutes les nécessités. La France doit être armée pour les éventualités de l'avenir aussi bien moralement que matériellement; il faut que le gouvernement de la Troisième République sache profiter du grave avertissement des faits récents pour enrayer dans ses écoles l'enseignement antinational, pour apprendre à nouveau aux Français à vouloir. Sinon, toutes les conclusions que nous venons de dégager, si conformes à la nature des choses qu'elles puissent être, seront nulles et sans portée; aucune politique étrangère ne sera possible pour la France.

Un pays qui déserte les luttes de la vie universelle est impuissant à avoir une action extérieure quelconque; il est destiné à être rayé de la liste des grandes nations. Cette loi inexorable, qu'enseignent les siècles passés, s'impose à tous ceux que préoccupent l'avenir et la grandeur de leur pays.



TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LES CAUSES DE LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES ANCIENNES DE LA GUERRE ANTÉRIEURES AU TRAITÉ DE SHIMONOSÉKI (1895)

CHAPITRE II

LES CAUSES TERRITORIALES DE LA GUERRE POSTÉRIEURES AU TRAITÉ DE SHIMONOSÉKI

CHAPITRE III

LES CAUSES MORALES OU PERSONNELLES DE LA GUERRE

CHAPITRE IV

LES CAUSES FINALES OU ACCESSOIRES DE LA GUERRE

DEUXIÈME PARTIE

LA RUPTURE ET LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE DE TENSION

CHAPITRE II

LES FORCES EN PRÉSENCE LORS DE L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS

CHAPITRE III

LES FAITS DE LA GUERRE

CHAPITRE IV

AUTOUR DE LA GUERRE

CHAPITRE V

QUELQUES ENSEIGNEMENTS MILITAIRES DE LA LUTTE

TROISIÈME PARTIE

LES PUISSANCES APRÈS LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LE JAPON

CHAPITRE II

LA RUSSIE

CHAPITRE III

LA CHINE

CHAPITRE IV

LES ÉTATS-UNIS

CHAPITRE V

L'ALLEMAGNE

CHAPITRE VI

L'ANGLETERRE

CHAPITRE VII

LA FRANCE

RÉPERTOIRE DES DOCUMENTS

CARTES

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

8, rue Garancière




UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 12 27 05 01 011 1